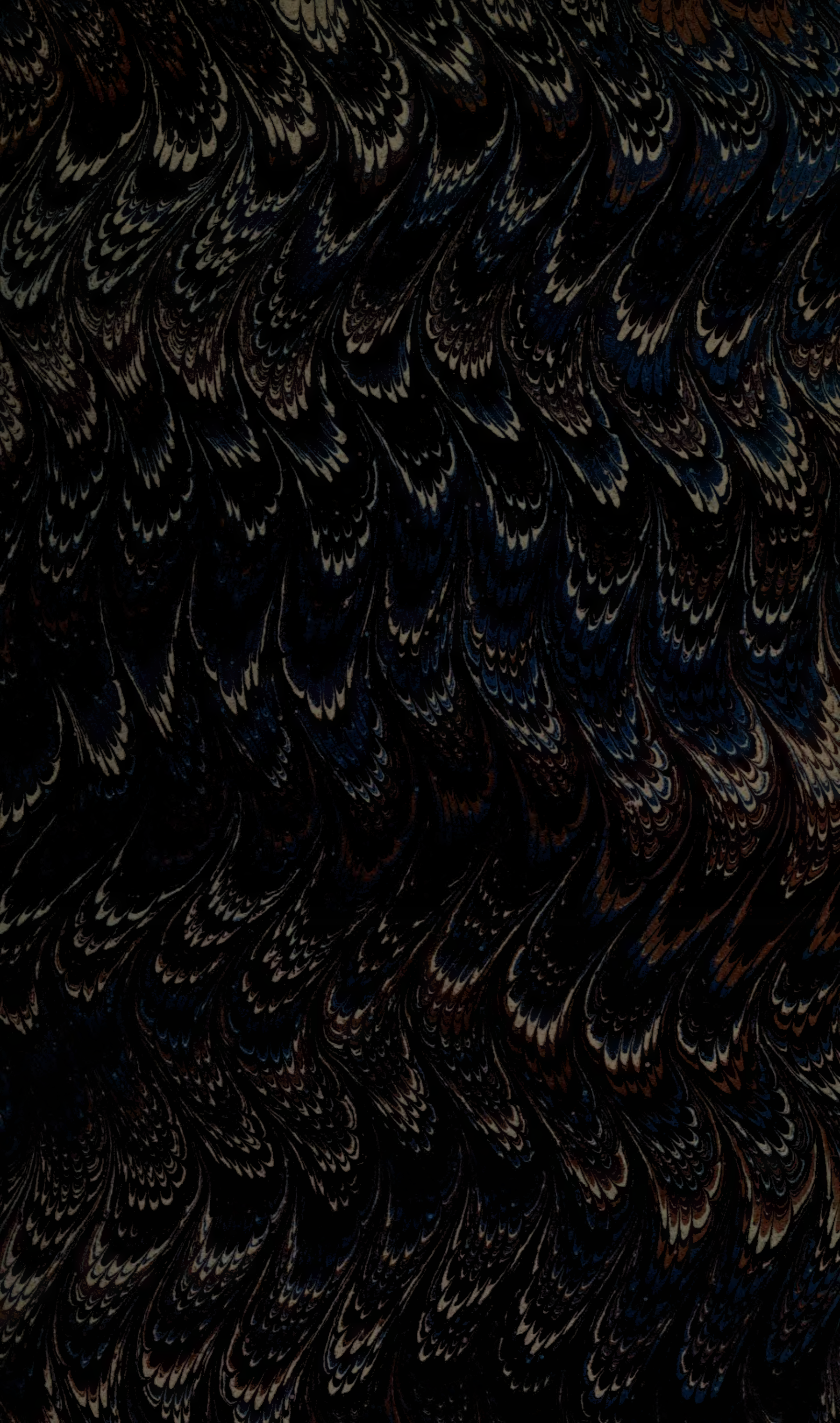






Somatea 280.

HISTOIRE

DE

DON PÈDRE Ier

ROI DE CASTILLE

IMPRIMERIE DE GERDÈS, 10, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

HSp.B
P478
.Ym

HISTOIRE

DE

DON PÈDRE IER

ROI DE CASTILLE

PAR PROSPER MÉRIMÉE

(DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE)

422344
21/8/98

PARIS

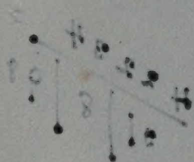
CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

17, RUE DE LILLE

1848

Span.Hist.





A MADAME LA COMTESSE DE MONTIJO,

DUCHESSE DE PEÑARANDA,

etc., etc., etc.,

CAMARERA MAYOR DE S. M. C.

CE LIVRE EST DÉDIÉ PAR L'AUTEUR

COMME UN TÉMOIGNAGE DE SON RESPECT ET DE SON AMITIÉ.

AVANT-PROPOS.



Pero Lopez de Ayala nous a transmis les renseignements les plus intéressants et les plus circonstanciés que nous possédions sur le règne de don Pèdre. Contemporain de ce prince, placé par sa naissance et par les emplois importants qu'il remplit à portée de voir et d'étudier de près les événements, doué d'un esprit d'observation remarquable, mûri par l'expérience des affaires, et préparé par la culture des lettres, Ayala semble avoir réuni toutes les conditions qui puissent rendre le témoignage d'un historien particulièrement recommandable. Cependant il a été accusé par des auteurs modernes, non-seulement de partialité, mais encore de mauvaise foi. Je vais essayer de montrer l'injustice de cette imputation. Si je parviens à prouver la véracité de l'auteur que j'ai le plus souvent

pris pour guide, j'aurai peut-être inspiré quelque confiance dans mon propre travail.

La vie d'Ayala est fort imparfaitement connue, et seulement par quelques passages de ses propres écrits. Son père, don Fernand Perez de Ayala, adelantade (1) du royaume de Murcie, était ami ou client de don Juan d'Alburquerque, ministre tout puissant en Castille pendant les premières années du règne de don Pèdre. Pero Lopez était page de ce roi en 1353 (2). En 1354, à la conférence de Tejadillo, Fernand Perez fut l'orateur des riches-hommes révoltés, et son fils assista à la même entrevue, comme page ou écuyer de l'infant don Fernand d'Aragon, un des principaux chefs des rebelles (3). Quelques années après la guerre civile, en 1359, on trouve Pero Lopez capitaine dans la flotte castillanne dirigée contre les côtes d'Aragon, et embarqué à bord de la galère royale, d'où l'on peut inférer qu'il avait dès-lors une charge dans la maison de don Pèdre (4).

Il le servit fidèlement jusqu'en 1366. Alors, voyant son souverain abandonner l'Espagne et chercher un refuge en Guyenne, Pero Lopez se crut dégagé de ses serments et vint offrir son épée à don Henri de Trastamare, l'heureux usurpateur de la couronne de Castille. Il combattit sous ses ordres à la bataille de Navarette, et fut fait prisonnier par les Anglais. Ayant racheté sa liberté par une rançon considérable, il rejoignit don Henri, probablement avant son entrée en Es-

(1) Gouverneur réunissant les pouvoirs civils et militaires.

(2) Ayala, p. 90, *Abreviada*.

(3) *Idem*, p. 157 et suiv.

(4) *Idem*, p. 276.

pagne (1), et fut toujours traité par ce prince, de même que par ses successeurs, avec une bienveillance particulière. Sous le règne de don Juan Ier, Pero de Ayala, alferez mayor, ou porte-bannière de l'ordre de l'Écharpe, fut encore une fois fait prisonnier à la bataille d'Aljubarrota. Depuis, il exerça les fonctions de grand-chancelier de Castille. Il mourut dans un âge très avancé, au commencement du XVe siècle.

Ayala a laissé de nombreux ouvrages; les plus importants, et, à ma connaissance, les seuls qui aient été imprimés, sont ses chroniques de Castille, comprenant les règnes de don Pèdre, don Henri II, don Juan Ier, et une partie du règne de don Henri III (2). Il traduisit quelques auteurs latins, notamment Tite-Live, qu'il essaya d'imiter, en écrivant l'histoire contemporaine, dans le castillan grossier de son époque. On possède encore de lui un traité de fauconnerie fort estimé, car il réunissait au savoir d'un clerc les connaissances mondaines dont se piquaient alors les grands seigneurs. Son expérience dans le noble art de la chasse ne contribua pas peu, dit-on, à lui concilier les bonnes grâces des quatre rois sous lesquels il vécut (3).

Cette faveur constante d'Ayala sous Henri II et ses successeurs est, à vrai dire, le seul motif qn'on allègue pour l'accuser de calomnie à l'égard de don Pèdre. En effet, personne n'a pu le convaincre d'avoir falsifié la vérité dans ses écrits sciemment et à maligne intention; au contraire, les auteurs

(1) Il était à Burgos auprès de don Henri en 1367. Ayala, p. 517. *Abrev.*

(2) Il est cependant douteux qu'Ayala soit l'auteur de la *Chronique de Henri III*. Voir sur cette question Nicolas Antonio, *Bibliotheca Hispana vetus*, lib. X, cap. I.

(3) *Bibl. Hispana vetus.* Lib. X, cap. I.

mêmes qui l'ont combattu se sont servis de son ouvrage, et, pour n'en citer qu'un seul, le principal apologiste de don Pèdre, le comte de la Roca, l'a copié sans cesse, tout en l'accusant de mensonge. J'examinerai tout à l'heure l'absurde compilation qu'on a opposée à l'histoire d'Ayala, et pour le moment je ne m'occuperai que de répondre à l'accusation générale de partialité par laquelle on a prétendu mettre en suspicion notre chroniqueur.

Un reproche qui ne se fonde sur aucun fait précis est, par son vague même, difficile à réfuter. Sans doute Ayala, spectateur et acteur dans une grande révolution, proscrit par don Pèdre, traité par don Henri avec faveur, n'a pu toujours s'empêcher de laisser voir de quel côté étaient ses affections; mais a-t-il jamais tenté de déguiser les fautes ou les crimes du prince pour lequel il combattit? Les écrivains qui ont porté le jugement le plus sévère sur don Henri ont-ils eu besoin de chercher leurs arguments et leurs preuves ailleurs que dans la chronique même d'Ayala? Il écrivit l'histoire comme on l'écrivait au XIVe siècle; il raconta, sans prétendre juger les hommes. Au milieu de ses récits, il est bien rare que l'opinion personnelle de l'auteur se fasse jour, et s'il se laisse entraîner parfois à quelques courtes réflexions, j'en appelle à tout lecteur impartial, le sentiment qu'il exprime est toujours celui d'un honnête homme. Je ne disconviens pas qu'on ne puisse le reprendre de s'être rendu l'écho de rumeurs accréditées de son temps, et pour nous à bon droit suspectes, mais on remarquera que, dans de telles occasions, il n'affirme point, et qu'il cite ses autorités, si l'on peut donner ce nom à des bruits populaires. D'ailleurs, faut-il s'étonner que la vérité s'altère en pénétrant dans un camp ennemi? A mon sentiment, on doit

plutôt admirer qu'il ait pris tant de soins pour la découvrir, et que dans son ouvrage les passions de son époque et de son parti aient laissé si peu de traces.

C'est peut-être ici le lieu d'indiquer quelques variantes remarquables qui existent entre les différentes éditions, ou plutôt entre les manuscrits de la chronique d'Ayala. On en connaît deux copies principales, que je désignerai, d'après les auteurs espagnols, par les noms de *Vulgaire* et d'*Abrégée*. Malgré son titre, l'*Abrégée* paraît être la plus ancienne, et, suivant toute probabilité, elle nous offre la première rédaction d'Ayala. On y trouve plusieurs passages, supprimés dans la *Vulgaire* évidemment avec une intention politique. Que ces suppressions soient l'œuvre d'Ayala lui-même, ou, comme cela est plus vraisemblable, qu'il faille les attribuer à quelque copiste courtisan, elles ont leur importance en ce qu'elles montrent jusqu'où pourrait aller, au XIVe siècle, la liberté d'écrire, puisqu'un si petit nombre de changements, qui d'ailleurs n'altèrent pas d'une manière matérielle les faits principaux, ont satisfait la susceptibilité d'un usurpateur. Que si Ayala lui-même a retouché sa première rédaction par esprit de flatterie, on conviendra que le métier de courtisan était beaucoup plus facile au moyen-âge qu'il n'est devenu depuis.

Les reproches adressés au chroniqueur s'expliqueront, je pense, si l'on remarque qu'ils portent moins sur de prétendues inexactitudes dans ses narrations, que sur l'opinion qu'il donne du caractère de don Pèdre au lecteur moderne. Ainsi un livre, écrit avec bonne foi, pourrait avoir produit un effet imprévu pour l'auteur lui-même. Une longue série de meurtres impitoyablement additionnés, voilà ce que bien des gens trouveront dans la *Chronique de don Pèdre*, et c'est plus qu'il n'en

faut pour que, jugeant ce prince avec les idées de notre temps, on le range parmi les plus cruels tyrans qui aient affligé l'humanité. Dans les légendes populaires, encore si vivantes en Andalousie, dans les poëtes, ces éloquents orateurs du peuple, d'où vient que les mêmes meurtres, les mêmes crimes, soient racontés, et que cependant don Pèdre y paraisse sous un tout autre jour, jusqu'au point d'inspirer un intérêt véritable? D'accord sur les événements, la légende et la chronique laissent néanmoins l'impression la plus différente. La cause de cette variété existe, ce me semble, dans le caractère particulier de ces deux genres de compositions. L'historien du moyen-âge, assez insouciant du bien comme du mal, souvent sec dans sa concision, toujours froidement exact, a raconté, pour les hommes de son temps, des actions qui sont appréciées par un autre âge. Au contraire, la légende populaire, partiale et passionnée, juge d'abord, et raconte ensuite pour justifier ses jugements. Elle entraîne par son merveilleux, elle séduit par ses couleurs romanesques. Le peuple de Castille, avec un singulier instinct de ses intérêts, apprécia les efforts de don Pèdre pour combattre l'anarchie féodale. Il lui sut gré d'avoir voulu substituer l'ordre d'un despotisme éclairé à la tyrannie turbulente et sans système des riches-hommes. Ayala, qui appartenait à la caste dominatrice, ne vit dans don Pèdre que le destructeur des priviléges de la noblesse; le peuple le prit un instant pour son libérateur.

En résumé, le témoignage d'Ayala doit être accepté par l'histoire; mais le témoignage le plus sincère a besoin d'être pesé par elle avec une certaine réserve. Il nous a fait connaître fidèlement les actions de don Pèdre; il nous reste à les expliquer. Aujourd'hui nous avons à tenir compte des mœurs

de son temps et des difficultés qu'il rencontra. Nous devons apprécier ses intentions et les projets de ses adversaires. Tel est l'examen auquel il faut se livrer avant de porter un jugement; tel est le but du travail que j'ai entrepris.

L'autorité d'Ayala paraît avoir été attaquée publiquement pour la première fois, en Espagne, sous le règne des Rois Catholiques. Déjà la civilisation avait fait un grand pas. Le principe qui avait succombé avec don Pèdre triomphait avec Isabelle et Ferdinand. Cette indépendance des seigneurs féodaux, chérie par un chroniqueur-chevalier du XIVe siècle, commençait à être vue sous un tout autre jour par des rois qui venaient de détruire l'anarchie féodale. A la cour de Tolède, on ne disait plus don Pèdre-le-Cruel, mais don Pèdre-le-Justicier. C'est alors que *Pierre de Gratia Dei*, héraut d'armes des Rois Catholiques, composa une vie de don Pèdre, ou plutôt une réfutation d'Ayala. Il suffit de jeter les yeux sur cette compilation indigeste (1) pour voir combien son auteur méritait le reproche d'ignorance que lui adresse le savant Argote de Molina. Autant qu'on en peut juger aujourd'hui, Gratia Dei avait un double but en composant son œuvre : d'abord de complaire à ses maîtres en justifiant don Pèdre, puis de flatter l'orgueil de quelques grandes maisons, en rattachant leur généalogie à celle d'un roi de Castille. En effet, la plus grande partie de son livre est consacrée à suivre, il ne dit pas d'après quelles autorités, la descendance de don Pèdre. Quant aux événements qu'il raconte très brièvement, il a pris pour guide une obscure chronique du XVe siècle, que le marquis de Mondejar

(1) Imprimée pour la première fois en 1790 dans le *Semanario erudito de Valladares*, t. 27 et 28.

attribue à Juan Rodriguez de Cuenca, et connue sous le nom de *Sommaire des rois d'Espagne, par le maître d'hôtel de la reine Léonor, femme de Juan Ier*. Quel que soit l'auteur de cet abrégé, il n'aurait pu fournir à Gratia Dei les arguments qu'il cherchait, si un interpolateur anonyme n'eût refait certaines parties de l'histoire de Juan Rodriguez, notamment tout le règne de don Pèdre. Ici encore il est probable que la vanité de quelques familles nobles aura dicté ces altérations. L'ignorance profonde de leur auteur, sa crédulité ou son amour pour le merveilleux, achevèrent d'y introduire les contes les plus absurdes. S'imaginant sans doute qu'il n'existait sur le règne de don Pèdre aucune charte, aucun document historique, il a outragé grossièrement la chronologie et l'histoire. C'est ainsi qu'il fait durer trois ans la captivité de don Pèdre à Toro, et trois autres années son exil en Angleterre. Ces deux bévues suffisent à montrer ce qu'on doit penser de cette informe rapsodie. Elle contient cependant un passage dont les apologistes de don Pèdre ont prétendu tirer un grand parti. « Il existe deux chroniques de don Pèdre, dit l'interpolateur, une vraie et une fausse, la dernière composée tout exprès pour justifier son meurtrier. » Un glossateur de Gratia Dei, nommé don Diego de Castilla, suivant quelques érudits, doyen de Tolède, et peut-être se disant arrière-bâtard de don Pèdre, a commenté cette phrase. A l'en croire, l'auteur de la chronique véritable serait un don Juan de Castro, d'abord évêque de Jaen, puis de Palencia, lequel, de peur de se compromettre, aurait tenu son histoire secrète; mais pourtant le maître d'hôtel de la reine Léonor en aurait eu connaissance. Ensuite un seigneur Carvajal, conseiller de Philippe V, aurait découvert le manuscrit de Juan de Castro dans le monastère de Guadalupe, et

l'aurait emprunté sans vouloir le rendre. A sa mort, les moines s'étant avisés de redemander leur manuscrit, les héritiers de Carvajal leur en auraient renvoyé un autre, le premier étant détruit, à ce qu'on suppose (1). Le comte de la Roca ajoute encore quelques traits de sa façon à ce récit merveilleux. Suivant cet auteur, l'évêque de Jaen ou de Palencia, qu'il nomme don Juan Rodriguez et qu'il paraît confondre avec le maître d'hôtel de la reine Léonor, aurait écrit deux chroniques, l'une vraie, l'autre fausse, travaillant ainsi pour tous les goûts, à l'exemple de Procope, qui, après avoir fait un panégyrique de Justinien, composa contre lui une satire. Mais qui jamais a vu cette *chronique véritable,* à moins qu'on ne donne ce nom à l'absurde interpolation que je viens de citer? Et en admettant même qu'elle ait jamais existé, quelle confiance devrait-on avoir dans un auteur qui écrit tour à tour le vrai et le faux, suivant le profit? Une dernière considération fera justice de ces prétendus documents, dont l'existence même est incertaine et l'autorité inadmissible, en présence d'un monument comme la chronique d'Ayala, confirmé par tant de témoignages authentiques. Moins de vingt ans après la mort de don Pèdre, doña Catalina, sa petite-fille, épousa le petit-fils de Henri de Trastamare. Ce mariage réunissait les rejetons des deux branches rivales et faisait cesser légalement l'usurpation. A cette époque, rien n'empêchait qu'on ne rendît justice à don Pèdre. Bientôt après, une de ses petites-filles, doña Costanza, lui faisait élever à Madrid un

(1) *Semanario erúdito,* t. 27, p. 28. Nicolas Antonio de Séville prouve fort bien que ce prétendu manuscrit de l'évêque de Jaen n'est autre qu'un exemplaire de la chronique *vulgaire* d'Ayala. ***Bib. Hispana vetus*,** X, I.

tombeau magnifique; un autre de ses descendants, don Francisco de Castilla, faisait publiquement son éloge dans de mauvais vers adressés à l'évêque de Calahorra, également arrière-petit-fils de don Pèdre (1). Si une chronique honorable pour sa mémoire eût réellement existé, n'eût-elle pas été conservée avec soin? n'eût-elle pas été publiée? et l'évêque de Palencia ou ses héritiers, quelque prudence qu'on leur suppose, auraient-ils couru le moindre risque à faire paraître une justification du grand-père de leur souveraine?

Je n'ai que quelques mots à dire de deux apologistes modernes de don Pèdre. Le premier, le comte de la Roca, composa en 1648 un petit volume intitulé *El rey don Pedro defendido.* Ce n'est, à vrai dire, qu'un extrait d'Ayala, écrit en style cavalier et accompagné de réflexions assez niaises. A l'occasion de la mort de don Fadrique et de celle de la reine Blanche, il dit de son héros : « Il y a des honneurs tellement susceptibles, qu'en cas de procès, ils ne lâchent pas leur partie, même innocente (2). » Et voilà le roi justifié : « Eh quoi! manger moutons, canaille, sotte espèce... — Vous leur fîtes, seigneur, en les croquant, beaucoup d'honneur. » Tels sont les arguments favoris du comte de la Roca, exprimés en assez mauvais termes et fort entortillés à la manière du temps où il écrivait.

Après le gentilhomme vient le docteur, je veux dire le licencié don Josef Ledo del Pozo, professeur de philosophie à Valladolid, auteur d'un livre intitulé : *Apologia del rey don Pedro, conforme à la crónica de don Pero Lopez de Ayala.* Cet

(1) *Practica de les virtudes de los buenos reges de España en versos de arte mayor*, Zaragoza, 1552, p. 28.

(2) *El rey don Pedro def.*, p. 44.

ouvrage parut à la fin du siècle dernier (1). Le licencié, comme on le voit par le titre de son livre, n'attaque point la véracité d'Ayala. Il interprète les actions de don Pèdre, et arrive à cette conclusion : « Qu'il fut un législateur intègre, un vaillant capitaine, un parfait chrétien, un juge austère, un père tendre, un monarque désirable (*apetecible*), un roi qui ne le cède à aucun autre, digne des surnoms de Bon, Prudent et Justicier (2). »

En trois mots, on peut analyser le volumineux plaidoyer de don Josef Ledo : « Un roi ne saurait faire mal; quiconque lui déplaît est coupable. » Il y a, dit-on, une explication à cette énorme et lourde apologie. Le seigneur licencié avait eu le malheur de déplaire soit à l'inquisition, soit aux ministres de sa Majesté Catholique. Suspect d'opinions voltairiennes et philosophiques, il était menacé de perdre sa chaire. Pour conjurer l'orage, il fit ses preuves de servilité; j'ignore s'il réussit.

Pour moi, je n'ai point entrepris de défendre don Pèdre; mais il m'a semblé que son caractère et ses actions méritaient d'être mieux connus, et que la lutte d'un génie énergique comme le sien contre les mœurs du XIVe siècle était digne d'une étude historique.

J'ai cité avec soin les ouvrages qui m'ont servi principalement pour mon travail. J'espérais trouver des documents précieux dans la bibliothèque de l'Académie de l'Histoire à Madrid, notamment l'appendice annoncé par M. Llaguno, éditeur d'Ayala, et qui n'a jamais été imprimé. Il m'a été impossible

(1) Le volume que j'ai entre les mains ne porte point de date, mais M. Ledo cite souvent M. Llaguno et son édition de 1780.

(2) *Apol. del rey don Pedro*, p. 441.

de découvrir ce recueil qui, d'après le profond savoir de son auteur, devait être du plus haut intérêt. J'ai indiqué dans mes notes le petit nombre de pièces que j'ai trouvées dans la bibliothèque de l'Académie, dont l'accès m'a été ouvert avec la plus grande libéralité. J'ai été plus heureux à Barcelone en 1846, et, pendant mon séjour dans cette ville, j'ai pu prendre connaissance d'un grand nombre de pièces fort importantes, quelques-unes analysées par Zurita, d'autres complétement inédites, à ce que je pense. Qu'il me soit permis de témoigner ici toute ma reconnaissance à M. l'archiviste de la couronne d'Aragon, don Próspero de Bofarull. Les archives de Barcelone renferment une quantité vraiment innombrable de chartes et de manuscrits classés dans un ordre parfait par les soins du savant modeste qui, depuis plus de trente années, dirige cet établissement; mais la richesse même de ce dépôt eût été pour moi une cause d'embarras, si don Próspero et son fils don Manuel, archiviste adjoint, ne m'eussent dirigé dans mes recherches avec une complaisance que je n'oublierai jamais. Je leur dois l'indication de tous les registres et de tous les parchemins qui pouvaient m'offrir des renseignements utiles. Ce n'était pas tout; il fallait encore déchiffrer ces registres. Avec une patience qu'on appréciera chez des hommes qui savent faire un aussi bon usage de leur temps, MM. de Bofarull ont bien voulu me donner des leçons et de paléographie aragonaise et de langue catalane. Sous des maîtres aussi habiles, mes progrès devaient être rapides. Si cette histoire a le mérite de quelque discernement dans le choix des documents originaux et de quelque exactitude dans leur emploi, je dois le rapporter surtout à MM. don Próspero et don Manuel de Bofarull.

Éditions des principaux auteurs espagnols cités dans cet Ouvrage.

Cronica del rey don Pedro. — *Cronica del rey don Enrique II*, por don Pedro Lopez de Ayala, con las enmiendas de Zurita y las notas y correcciones de don Eugenio de Llaguno Amirola. Madrid, 1779 et 1780.

Sumario de los reges de España, por el Despensero mayor de la reyna doña Leonor, muger del rey don Juan I, con las alteraciones y adiciones de un anónimo, publicado por don E. de Llaguno. Madrid, 1781.

Chroniques de España, compiladas por don Miguel Carbonell. 1547 (sans indication de lieu). On sait que Carbonell a publié dans cet ouvrage les mémoires de Pierre IV, roi d'Aragon, contemporain de don Pèdre de Castille.

Zurita. *Anales de Aragon*, tome II. Saragosse, 1568.

Cascales. *Discursos históricos de Murcia y su reyno.* Murcia, 1775.

Rades y Andrada. *Chronicas de las tres órdenes y caballerias de Sanctiago, Calatrava y Alcántara.* Tolède, 1572.

Frey Alonso Torres y Tapia. *Cronica de Alcántara*. Madrid, 1763.

Zúñiga. *Anales eclesiasticos y seculares de Sevilla*, ilustradas y corregidas por don Antonio Maria Espinosa y Carzel. Madrid, 1795.

Don Josè Yanguas y Miranda. *Diccionario de las Antigüedades de Navarra*. Pamplona, 1840.

Coleccion de cortes de los reinos de Leon y Castilla. — Cortes de Valladolid. — Ordenamiento de menestrales. — Ordenamiento de fijosdalgo. — Ordenamiento de prelados. Madrid, n°s 34, 35 et 36 de la collection.

El Fuero viejo de Castilla, publicado con notas por los doctores don Ignacio Jordan de Asso y del Rio, y don Miguel de Manuel y Rodriguez. Madrid, 1847.

Don Josè Antonio Conde. *Historia de la dominacion de los Arabes en España*. Paris, 1840.

Don Duarte Nunez do Liao. *Chronicas dos reis de Portugal*, tome II. Lisboa, 1774.

Le commandeur de Santarem. *Quadro Elementar das relacóes politicas e diplomaticas de Portugal*. Paris, 1842 et 1845.

Suarez. *Historia de Guadix*. Madrid, 1696.

Feliù. *Anales de Cataluña*. Barcelone, 1709.

Valladares, *Semanario erúdito*, tomes XXVII et XXVIII. Madrid, 1790.

HISTOIRE

DE DON PÈDRE Ier.

I.

SITUATION DE L'ESPAGNE A L'AVÉNEMENT DE DON PÈDRE. — 1350.

I.

Vers le milieu du XIVe siècle, au moment où don Pèdre monta sur le trône de Castille, la Péninsule ibérique se divisait en cinq monarchies : c'étaient les royaumes de Castille, d'Aragon, de Navarre, de Portugal et de Grenade.

Le plus vaste de tous, le royaume de Castille, eut une humble origine; long-temps la province qui lui donna son nom avait appartenu aux Arabes. Après avoir péniblement défendu leur indépendance contre l'invasion musulmane, les chrétiens des Asturies étaient sortis de leurs rochers inacces-

2

sibles pour conquérir pied à pied un riche territoire au centre de l'Espagne. Des guerres heureuses, des alliances plus heureuses encore, avaient réuni successivement, sous la domination des princes asturiens, Léon, la Galice, les provinces basques, les deux Castilles, Murcie, l'Estramadure, enfin une grande partie de l'Andalousie. Les rois de Castille possédaient toute la côte nord de l'Espagne. Au sud, ils s'étendaient depuis l'embouchure de la Guadiana jusqu'à Tarifa, la ville la plus méridionale de l'Europe. Maîtres de Jaen et de Murcie, ils enveloppaient presque entièrement le royaume musulman de Grenade, comme une proie qui ne pouvait leur échapper.

Depuis la réunion de Murcie à la Castille, les rois d'Aragon, possesseurs de belles et fertiles provinces dans l'est de la Péninsule, avaient perdu l'espérance d'accroître leurs domaines aux dépens des Arabes; mais l'étendue de leurs côtes, leurs ports excellents, surtout le caractère aventureux de leurs sujets, catalans, valenciens et baléares, ouvraient un large champ à leur ambition. Tour à tour guerriers et marchands, leurs marins se montraient partout sur la Méditerranée. Ils avaient conquis la Sardaigne, la Sicile, la Morée; ils faisaient trembler les empereurs grecs et disputaient l'empire de la mer aux Vénitiens et aux Génois.

Malgré le peu d'étendue de son territoire et la faiblesse de sa population, le royaume de Navarre avait cependant une importance considérable, parce qu'il commandait les *ports*, ou les principaux passages des Pyrénées. Protégé par ses âpres montagnes et par sa pauvreté même, le Navarrois, tenant pour ainsi dire les clés de l'Espagne entre ses mains, voyait son alliance recherchée par la Castille et l'Aragon, qu'il pouvait ouvrir aux armées de la France ou de l'Angleterre.

Le Portugal avait, au XIVe siècle, les mêmes limites à peu près que celles qui le séparent aujourd'hui de l'Espagne. Sa marine était encore bien loin d'avoir acquis cette audace et cette habileté qui l'illustrèrent dans la suite. Une longue frontière, vulnérable sur presque tous les points, exposait le Portugal aux entreprises des souverains castillans; aussi voit-on ses rois chercher de bonne heure dans des alliances étrangères une protection contre des voisins dangereux.

Les Maures, chassés successivement de toutes les provinces de la Péninsule, tenaient ferme encore au sud-est de l'Andalousie. Grenade était la capitale d'un empire qui, après s'être étendu jusqu'au-delà des Pyrénées, s'abritait à peine maintenant sous la haute barrière des Alpuxarres et de la Sierra-Nevada. Le voisinage de l'Afrique, les secours que les musulmans andalousiens demandaient aux populations guerrières des côtes de Barbarie, leur permettaient de soutenir quelque temps encore une lutte inégale; mais déjà un découragement fatal s'était emparé des princes grenadins. Ils semblaient prévoir leur sort et s'y résigner comme à un arrêt du ciel. Plusieurs avaient essayé de désarmer les rois de Castille en reconnaissant leur suzeraineté et en leur payant un tribut. Pour les soustraire à ce joug humiliant, il fallait que de nouveaux aventuriers, accourant des rivages de l'Afrique, poussés par le fanatisme et l'espoir du butin, vinssent proclamer la guerre sainte et rallumer quelques étincelles d'une ardeur étouffée par de longs revers.

II.

Les institutions politiques des quatre royaumes chrétiens offraient entre elles une grande analogie. L'autorité royale y était tempérée d'abord par la puissance des grands vassaux, puis par celle des communes ou conseils de villes (*concejos*). Les rois n'avaient d'autres revenus que leur apanage propre et les contributions librement votées par les villes pour un objet déterminé (1). En Espagne, comme dans tout le reste de l'Europe, les grands vassaux ou les riches-hommes (*ricos omes*) étaient exempts de la plupart des impôts (2), mais ils devaient au roi un service militaire. Dans toutes les circonstances importantes, le roi réunissait en assemblée nationale les différents ordres de l'état pour leur exposer ses projets et leur demander les moyens de les mettre à exécution. C'était alors que les membres de chaque ordre lui exprimaient leurs vœux et lui remettaient des cahiers contenant leurs plaintes ou leurs demandes. La réponse du roi, lorsqu'elle était conforme au vœu manifesté, devenait loi de l'état. Dans ces grandes assemblées nationales, nommées cours (*cortes*), les riches-hommes et les membres principaux du clergé, en personne ou par leurs mandataires (3), furent d'abord les seuls conseillers du monarque. Bientôt les députés des villes y furent appelés à leur tour; dès qu'ils y parurent une fois, ils y jouèrent le rôle le plus considérable, et leur présence fut regardée comme es-

(1) Marina, *Teoria de las Cortes*, parte II, cap. XXXI. — *Cortes de Medina del campo, peticion*, 56.

(2) *Cortes de Valladolid. Ord. de fijosdalgo, peticion* 8.

(3) Marina, part. I, cap. X.

sentielle à la validité de ces grandes réunions. Désormais, les affaires d'état ne se traitèrent plus sans leur concours; bien plus, ce fut presque uniquement entre eux et les rois qu'elles se discutèrent (1). En Castille, l'intervention des riches-hommes et des prélats n'était pas regardée comme absolument indispensable à la constitution régulière des cortès (2). Ordinairement même ils n'y prenaient place que sur l'ordre exprès du souverain, cependant ils conservaient le droit d'y porter leurs réclamations particulières et d'en suivre la discussion. Il n'en était pas de même pour les députés des communes, qui, représentant la partie de la nation sujette à l'impôt, devaient et pouvaient seuls en autoriser le prélèvement et fournir des ressources nouvelles dans les nécessités publiques. Aux trois ordres, mais surtout aux communes, appartenait l'examen des droits de succession à la couronne, et, d'après un usage qui se perd dans la nuit des temps, les rois désignaient leur héritier dans les cortès, et demandaient aux ordres réunis de le reconnaître en cette qualité.

L'importance politique acquise de bonne heure par les villes en Espagne s'explique naturellement par l'histoire du pays. Lorsque les chrétiens, refoulés par les Maures dans les montagnes des Asturies, se sentirent assez forts pour prendre l'offensive, ils commencèrent cette lente suite de conquêtes qui ne devait se terminer qu'à l'expulsion complète des musulmans. La lutte fut acharnée, et chaque pied de terre fut

(1) Marina, part. I, cap. x.

(2) Au contraire, en Aragon et en Catalogne, si l'un des trois ordres ou *bras* (*brazo*) n'était pas représenté, l'assemblée ne pouvait prendre aucune décision légale. Voir Capmany, ***Memorias historicas***, I, ***Apendice***, 10-14.

acheté par un combat. Alors les princes, ou plutôt les capitaines chrétiens, n'avaient, pour récompenser leurs soldats, que cette terre enlevée à l'ennemi. Victorieuses, les bandes espagnoles chassaient devant elles la population musulmane et s'établissaient dans des villes désertes. Aussi les mots de conquête et de colonisation (*poblacion*) sont-ils synonymes pour les anciens auteurs. Domiciliés dans les villes prises sur les Arabes, les nouveaux colons ne cessaient point d'être soldats et conservaient leurs habitudes militaires. Ils devaient protéger la frontière (*extremadura*) qui reculait de jour en jour; ils allaient même chercher au loin l'ennemi, conduits par des chefs qu'ils se donnaient eux-mêmes. Souvent il y avait des alliances de ville à ville, des associations ou confraternités (*hermandades*), par lesquelles plusieurs communes se confédéraient pour se garantir réciproquement leur indépendance (1). Il ne s'agissait d'abord que de se réunir pour repousser les Arabes; dans la suite, ces alliances eurent pour but de défendre les libertés et les priviléges communaux contre tout oppresseur, quel qu'il fût. Toujours armée, la bourgeoisie espagnole formait nécessairement un pouvoir considérable dans l'état, et d'autant plus facilement respecté par les rois, que leur intérêt manifeste était de ménager des hommes qui n'avaient ni l'ambition ni les exigences de la haute noblesse et du clergé.

L'élection des députés aux cortès n'était point directe. Ils étaient nommés par les conseils ou municipalités des villes, dont les membres eux-mêmes étaient choisis par le suffrage

(1) Marina, part. II, cap. XXXIX.

des bourgeois (1). Dans l'origine, il ne paraît pas que le privilége d'un vote dans l'assemblée nationale dépendît de la volonté du souverain; on a lieu de croire au contraire que toute commune, c'est-à-dire toute ville indépendante d'un seigneur temporel ou ecclésiastique, pouvait envoyer ses députés aux cortès, y porter son vote ou plutôt y exprimer ses vœux, consentir enfin ou se refuser aux demandes des princes. Mais toutes les villes n'appréciaient pas également les avantages d'une telle représentation, et les dépenses qu'entraînaient l'envoi et l'entretien des députés semblaient à beaucoup de conseils une lourde charge que ne compensait pas la gloire de participer aux grandes délibérations politiques (2). Ils remettaient leurs cahiers à la députation d'une autre ville et la chargeaient de défendre leurs intérêts, en sorte que telle commune, qui n'avait qu'un vote aux cortès, y portait cependant les vœux de plusieurs autres communes. Les rois, obligés d'abord de sommer les villes d'envoyer leurs mandataires aux cortès, prétendirent au droit de désigner celles qui jouiraient de ce privilége, dès qu'il commença d'être estimé à sa juste valeur. De là une représentation irrégulière de la bourgeoisie, fondée sur des précédents plus ou moins contestables, et souvent sans aucun égard pour la population, les richesses, en un mot, l'importance relative des différentes villes.

(1) Cfr. Capmany, *Práctica de las Cortes*, p. 231. — Marina, part. I, cap. xx.

(2) Sempere, *Historia de las Cortes*, 56.

III.

Quelque opposées que fussent les prétentions des communes et les exigences des rois, un danger commun les réunissait fréquemment. L'humeur turbulente des riches-hommes effrayait à bon droit les conseils des villes, en même temps qu'elle insultait l'autorité royale. Il faut se représenter les seigneurs de cette époque comme autant de petits despotes, à peu près indépendants, toujours prêts à envahir le territoire des villes de leur voisinage, à troubler leur commerce, à rançonner leurs marchands, d'ailleurs n'obéissant au souverain qu'autant qu'ils y trouvaient quelque avantage.

On peut apprécier cette indépendance par la timidité des mesures prises pour la réprimer. Les anciennes lois de Castille défendent aux nobles de piller, maltraiter ou tuer leurs ennemis personnels, *avant* de leur avoir déclaré la guerre. Neuf jours après cette déclaration, tout acte d'hostilité devient légitime (1). Ainsi, le droit de paix et de guerre, long-temps privilége exclusif de la monarchie, appartenait alors à tout seigneur féodal. Et qu'on ne s'étonne point de ces concessions arrachées à la faiblesse des souverains. Pour l'antiquité de leur origine, leur puissance et leurs richesses, il y avait beaucoup

(1) « L'empereur don Alphonse établit dans les cortès de Najera qu'aucun gentilhomme (*fijodalgo*) n'en frappât un autre, ni le tuât, ni ne courût sa terre, ni ne lui fît dommage ou déshonneur, à moins de le défier au préalable et de renoncer à son amitié. Et celui qui frapperait ou tuerait avant le terme de neuf jours à partir du défi doit être tenu pour félon (*alevoso*), et peut être accusé comme tel devant l'empereur ou le roi. » V. *Ordenamiento de Alcala*, l. XLVI, cap. XXXII. — *Fuero viejo, titol* V, l. I.

de riches-hommes qui pouvaient le disputer aux rois. Quelques-uns possédaient des terres considérables dans différents royaumes de la Péninsule, et, nominalement sujets de plusieurs princes, ils n'étaient en réalité les vassaux de personne. Des châteaux situés sur des rochers inaccessibles (1), fortifiés avec soin, toujours approvisionnés pour un long siége et gardés par des bandes de mercenaires exercés aux armes, leur permettaient de braver le ressentiment d'un de leurs suzerains, tandis qu'ils réclamaient la protection d'un autre prince. Les moyens dont un roi d'Espagne disposait pour gagner ses grands vassaux étaient aussi insuffisants que ses forces matérielles. Ils se réduisaient à la distribution de quelques charges de cour plus ou moins lucratives, et au partage de terres provenant soit de leurs conquêtes, soit de confiscations, soit enfin du domaine royal.

Rien de plus obscur, de plus difficile à définir que les relations de suzeraineté et de vasselage entre les rois et les riches-hommes. Il y avait une suzeraineté *naturelle* et une suzeraineté *par hommage*. Le hasard de la naissance donnait un seigneur naturel; un *hommage rendu*, c'est-à-dire un contrat librement consenti, engageait, en qualité de vassal, celui qui acceptait un domaine ou un office octroyé par un roi ou par un seigneur. La plupart des nobles reconnaissaient ainsi plusieurs suzerains : d'abord le roi dans les états duquel ils étaient nés, puis les seigneurs dont ils tenaient à fief quelque domaine. Souvent c'était une question difficile à résoudre, que celle de savoir à laquelle de ces différentes autorités on

(1) Ces forteresses sont désignées dans les anciennes chartes et les chroniques par les mots de *rochas, peñas bravas, casas fuertes*, etc.

devait obéir de préférence. Les riches-hommes élevaient la prétention de n'être engagés au roi que par un lien volontaire, essentiellement révocable. Ce n'était pas assez de rompre à leur gré le traité d'hommage, ils croyaient encore pouvoir se dégager de leurs devoirs envers leur pays natal, et cela par l'accomplissement de quelques cérémonies frivoles. Le droit du moyen-âge était fécond en formes symboliques. Le roi faisait un riche-homme en lui remettant un *étendard* et un *chaudron* (1), l'un pour guider ses soldats, l'autre pour les nourrir. Le riche-homme changeait de patrie en demeurant neuf jours sur une terre étrangère, et en se faisant délivrer par quelque notaire un acte constatant qu'il renonçait à son premier suzerain. Cette action, fréquente au XIVe siècle, s'exprimait par le mot bizarre de *dénaturalisation*, comme si en effet le noble mécontent changeait de nature suivant son caprice (2).

(1) *Dar Pendon y Caldera*. V. Ayala, *Don Pedro*, p. 67.

(2) Voici quelles étaient les formalités beaucoup plus compliquées au moyen desquelles on se dégageait de l'hommage prêté pour un château, dans le cas où le seigneur-propriétaire refusait de le reprendre. Un chevalier portugais nommé Martin Vasquez da Cunha tenait à fief le château de Celourico pour la reine dona Beatriz, femme de don Alphonse III. Il voulut se démettre de sa charge, mais la reine refusa. Abandonner le château purement et simplement, c'eût été encourir le reproche de félonie, car il avait prêté serment de défendre Celourico envers et contre tous, et de ne le remettre qu'à la reine, sa *dame*. Dans son embarras, Martin Vasquez envoya ses messagers dans toutes les cours de l'Europe, suivant la chronique que je copie, pour soumettre un cas si difficile aux rois, aux chevaliers et aux plus habiles docteurs. Muni d'une consultation en forme, « il mit dans son château un coq, une poule, un chat, un chien, du sel, de l'huile, du vinaigre, du pain, de la farine, du vin, de l'eau, de la viande, du poisson, des oignons, des ferrements, des clous, des flèches, une

Parmi les grands vassaux, les plus puissants par l'étendue de leurs domaines et la force militaire dont ils disposaient étaient les chefs ou *Maîtres* des ordres de chevalerie établis en Espagne vers le milieu du XIIe siècle comme une milice permanente toujours prête à entrer en campagne contre les ennemis de la foi. Depuis long-temps ils avaient appris à se battre contre les chrétiens. A ces ordres appartenaient quantité de châteaux et de villes. Ils possédaient d'immenses richesses et une clientelle fort étendue, la plupart des familles nobles ayant quelques membres affiliés. Un *Maître* exerçait sur les *frères* de son ordre une autorité plus absolue que tout autre chef militaire, car l'esprit de corps et des serments prononcés

rondache, une lance, un bassinet, des cordes, du bois, une meule, un panier, un coutelas, des charbons, un soufflet, de l'amadou, un fusil et des pierres à feu. Sur la muraille, il fit porter des pierres comme pour repousser un assaut, puis il mit le feu à un des bâtiments compris dans l'enceinte du fort, et fit sortir de la place tous les gens qui s'y trouvaient. Demeuré seul, il ferma les portes en dedans et les barricada. Cela fait, entre deux créneaux il attacha une poulie et une corde, à l'extrémité de laquelle un panier fut fixé. Au moyen de cet appareil, il descendit dans le fossé en se laissant glisser le long du rempart. Ce n'était pas tout que d'être hors de la place, il fallait empêcher que d'autres ne s'y introduisissent par le même procédé. Il y mit ordre en remontant le panier et rejetant la corde par-dessus les murs. Alors le gouverneur, montant à cheval, fit trois fois le tour du château en criant à chaque fois : « Rescousse au château de la reine qui se perd ! » Personne ne paraissant, Martin Vasquez se tint pour dûment exonéré de son serment. »

Selon l'auteur portugais d'où je tire ces détails, Martin Vasquez fut le premier qui pratiqua cet ingénieux procédé pour s'affranchir d'un serment d'hommage, et ce serait d'après ce précédent, fort approuvé comme il semble, que les formalités susdites furent sanctionnées dans la loi des Partidas en Castille. — Voyez Duarte Nunez do Liâo. *Chronicas dos reyes de Portugal*, t. II, p. 174.

au pied des autels lui assuraient l'obéissance passive d'une nombreuse association, unie d'ailleurs par une communauté d'intérêts. La puissance de ces *chevaleries,* ainsi les nommait-on, était encore augmentée par les alliances qu'elles faisaient entre elles. A l'exemple des villes, les différents ordres militaires s'engageaient par des serments solennels à se prêter secours et à réunir toutes leurs forces pour assurer le maintien de leurs priviléges et la conservation de leurs riches apanages (1). D'après le texte de leur constitution, les chevaliers devaient élire librement leurs maîtres; mais de bonne heure les rois cherchèrent à exercer une influence sur ces nominations; de là des schismes, des divisions intestines dans les ordres, enfin la guerre civile, conclusion ordinaire au moyen-âge de toutes les difficultés inhérentes à des institutions défectueuses (2). Il y avait des chevaleries particulières à chaque royaume de l'Espagne. Les plus célèbres, Saint-Jacques, Calatrava et Alcántara, avaient leur chef-lieu en Castille et pouvaient être considérées comme sujettes de cette couronne;

(1) Voici quelques passages d'un traité d'alliance entre les trois maîtres de Saint-Jacques, Calatrava et Alcántara, daté de la Puebla de Chillon, 2 avril 1318..... « Ordonnons et établissons que nous serons tous unis et d'accord pour demander à notre seigneur le roi don Alphonse qu'il maintienne nos priviléges, libertés, usages et coutumes, et les franchises de nos terres.... Que si quelqu'un, *de quelque condition qu'il soit,* entreprend contre un d'entre nous, ou contre un de nos frères, ou contre nos terres et nos vassaux, ou contre chose à nous appartenant, nous faisant tort et injustice, nous serons tous unis pour le défier (*querellallo*), l'affronter et l'empêcher de nous nuire. » *Coleccion diplomatica de Abella*, bibl. de l'Académie de l'Histoire à Madrid.

(2) Il y avait souvent deux maîtres élus à la fois par deux partis et se faisant la guerre. V. Rades, *Cronica de las tres ordenes.*

cependant elles avaient dans d'autres royaumes des possessions souvent très considérables. A l'ordre de Saint-Jacques, par exemple, appartenaient plusieurs commanderies fort importantes en Aragon, principalement dans le royaume de Valence. Quand la bannière de l'ordre marchait contre les infidèles, tous les chevaliers, quelle que fût leur patrie, devaient monter à cheval sur l'appel de leur *maître;* mais le cas de guerre entre princes chrétiens n'avait pas été prévu par les statuts de fondation. Alors, pour quelques-uns des frères, il fallait opter entre la fidélité due au roi dont ils étaient les sujets et l'obéissance dont ils avaient prêté le serment au chef de leur ordre. En tout temps, chaque élection à ces commanderies étrangères devenait le motif de vives contestations entre les couronnes intéressées, et menaçait d'exciter les conflits les plus sérieux.

Auprès des riches-hommes, les *fidalgos* ou gentilshommes tenaient un rang analogue à celui des premiers auprès des rois. Chaque seigneur avait dans sa dépendance un certain nombre de gentilshommes qui lui rendaient hommage et tenaient de lui des terres à fief. A leur tour, ces gentilshommes avaient des vassaux, en sorte que le laboureur avait plusieurs suzerains, dont souvent les ordres étaient contradictoires. On voit que les institutions du moyen-âge donnaient lieu à d'étranges complications dont la violence seule amenait le dénoûment. Néanmoins les lois et les usages nationaux prescrivaient au vassal, quelle que fût sa condition, d'obéir avant tout à son seigneur immédiat. Ainsi un simple chevalier n'encourait pas la peine de trahison, s'il s'armait contre le roi sur l'ordre du riche-homme auquel il rendait hommage. En 1333, le roi don Alphonse de Castille fit juger un écuyer accusé de

félonie par une espèce de jury composé de riches-hommes, de chevaliers et de docteurs instruits dans les lois et les priviléges du royaume. L'écuyer, gouverneur d'un château qu'il tenait de son seigneur immédiat, avait refusé d'en ouvrir les portes au roi. Sur son aveu que ce seigneur ne lui avait pas donné d'ordres exprès pour agir de la sorte, il fut condamné à mort. Ce jugement, dit un chroniqueur, eut pour effet d'obliger les gouverneurs de châteaux à se faire autoriser par leurs seigneurs à recevoir le roi toutes les fois qu'il se présenterait (1). Il est curieux d'opposer à ce jugement, rendu comme il semble avec une solennité extraordinaire, un trait de la vie du même prince qui se rapporte également au point délicat de l'obéissance féodale. Alphonse se préparait, en 1334, à réduire un de ses grands vassaux révolté et à l'assiéger dans sa ville de Lerma; Garcia de Padilla, chevalier attaché au rebelle, voyant tout accommodement impossible, demanda hardiment à don Alphonse un cheval et une armure pour aller le combattre sous la bannière de son seigneur. Sur-le-champ le prince lui fit délivrer armes et cheval, l'avertissant toutefois que, s'il était pris, il paierait de sa tête sa fidélité au seigneur de Lerma (2). Il me semble voir dans l'action et les paroles de don Alphonse le contraste du chevalier et du roi réunis dans le même homme. L'un cède par entraînement à ses préjugés d'honneur chevaleresque, l'autre veut faire respecter les droits de sa couronne. Les mœurs et la politique se combattaient dans le cœur du généreux monarque.

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 274.

(2) *Ibid.*, p. 299.

IV.

Au XIVe siècle, la féodalité n'avait pas en Espagne le caractère qu'on lui voit à la même époque dans le reste de l'Europe. Les causes qui avaient donné de bonne heure aux grandes villes des institutions municipales et une importance politique avaient établi entre les nobles et les vilains des relations plus douces et plus faciles qu'en aucun autre pays (1). Pour s'expliquer les coutumes de la Péninsule, il faut toujours se reporter aux premiers temps de la conquête des provinces occupées par les Arabes. Noble ou vilain, riche ou pauvre, tous les Espagnols qui s'étaient établis sur le territoire délivré du joug musulman étaient des soldats de la même race, conquérants d'une terre dépeuplée. Entre les plus puissants et les plus misérables de ces colons, il y avait sans doute ces rapports de subordination que l'inégalité des fortunes marque dans toutes les sociétés. Le nom de riche-homme indique une supériorité toute matérielle. En Espagne, on ne trouvait pas en présence deux peuples ennemis, l'un abusant de sa victoire, l'autre frémissant de sa défaite. Pour son vassal, le riche-homme était ce qu'est un capitaine pour un soldat. Compagnons d'armes, l'un commande, l'autre obéit; mais ils se respectent, sentant qu'ils ont besoin

(1) Don Lope de Estuñiga, riche-homme castillan appartenant à la première noblesse du royaume, consentait en 1434 à jouter dans un tournoi contre un champion qui ne pouvait prouver qu'il fût *hidalgo*. Je ne crois pas qu'on trouvât à cette époque ailleurs qu'en Espagne un exemple de pareille condescendance. Un siècle plus tard, le chevalier sans peur et sans reproche, le vaillant Bayard, refusait de monter à la brèche avec des lansquenets. V. *Passo honroso de Suero de Quiñones*, p. 48.

l'un de l'autre. L'affabilité des grands, la liberté de langage ordinaire aux gens du peuple, et surprenante pour les étrangers qui voyagent en Espagne, n'est point nouvelle en ce pays. Ces relations datent d'un temps immémorial. A l'époque où commence notre récit, les nobles possédaient, il est vrai, la plus grande partie des terres, mais ils devaient un salaire aux hommes qui les cultivaient, et la condition de ces derniers paraît avoir été celle de métayers jouissant à charge de redevance du produit qu'ils tirent des champs labourés par leurs mains, libres d'ailleurs de rompre le contrat lorsqu'ils en trouvent les conditions onéreuses (1). Il existait en Castille des institutions fort anciennes et qui semblent fondées en opposition directe avec celles de la féodalité, telle qu'elle nous apparaît dans le nord de l'Europe. Dans un certain nombre de districts nommés *Behetrias*, la terre appartenait aux paysans; mais, comme on ne concevait pas alors qu'un village pût exister sans seigneur, les habitants des *Behetrias* s'en choisissaient un, et, pour prix de sa protection, lui rendaient une redevance, qui, en général, ne consistait que dans la prestation de quelques denrées; on le défrayait lorsqu'il visitait son village, et

(1) Les cortès de Valladolid en 1351 fixèrent le prix des journées de travail et le salaire des laboureurs et des artisans (*Ordenamiento de Menestrales*), d'où l'on peut conclure qu'auparavant les cultivateurs pouvaient mettre leur travail au prix qui leur convenait. L'article VI de l'*Ordenamiento de Prelados*, promulgué par les mêmes cortès, a été interprété comme une défense faite au laboureur de changer de seigneur. Je crois cependant que cette défense ne s'applique qu'aux petits propriétaires, vassaux par hommage de seigneurs ecclésiastiques. Elle a pour but d'empêcher ces propriétaires de se soustraire aux taxes royales et aux dîmes en faisant hommage de leurs domaines à des seigneurs qui jouissaient de priviléges et d'immunités relativement à ces mêmes taxes.

seulement pendant un petit nombre de jours chaque année. Quelques-uns de ces domaines étaient même exempts de cette faible preuve de leur vassalité, ou bien leur redevance était tout-à-fait illusoire. La plupart des *Behetrias* avaient le droit de changer de seigneur quand bon leur semblait, *sept fois par jour,* suivant le texte poétique de leurs vieilles chartes (1). Quelques-unes devaient le choisir dans certaines familles nobles du pays, d'autres pouvaient le chercher *d'une mer à l'autre,* c'est-à-dire dans toute la Castille. On sent que dans un pays où existaient de telles institutions, il eût été difficile d'arrêter la contagion de l'exemple parmi les provinces moins favorisées, si le régime féodal n'eût été fort doux. D'un autre côté, le caractère de la nation espagnole, fière, susceptible, impatiente des injures, contribuait encore plus à maintenir entre le seigneur et le vassal les égards naturels à des hommes qui s'estiment mutuellement.

V.

Bien que les codes autorisassent l'esclavage en Espagne et qu'ils en fissent même la peine de certains crimes (2), il n'y avait guère d'autres esclaves que des musulmans, prisonniers de guerre, employés au service domestique, protégés d'ailleurs par des lois fort anciennes, plus humaines peut-être que celles qui régissent aujourd'hui plusieurs colonies européennes.

Les Maures et les Juifs, lorsqu'ils avaient obtenu de leurs

(1) Ayala, *Cron. de don Pedro*, ano II, cap. XIV. — Catalogue manuscrit des Behetrias; Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire.

(2) *Fuero real*, l. II, tit. 7, lib. IV. — Cfr. avec *Ordenamiento de Alcalà*, l. I, tit. 21.

vainqueurs la permission de résider dans le pays qui leur avait donné naissance, étaient considérés légalement plutôt comme des étrangers que comme des serfs. Sauf quelques faibles restrictions, ils jouissaient du libre exercice de leur culte; ils pouvaient posséder des terres; ils nommaient leurs magistrats, et même le juge castillan par devant lequel ils plaidaient dans leurs contestations avec des chrétiens (1). Les premiers rois espagnols, chassant devant eux la population musulmane, l'avaient entièrement dépouillée. Mieux éclairés sur leurs véritables intérêts, leurs successeurs permirent aux infidèles de devenir leurs sujets et souvent prirent soin de leur garantir de la manière la plus formelle la complète jouissance de leurs propriétés (2).

On se tromperait grandement à prêter à l'Espagne du XIVe siècle les passions religieuses et l'intolérance qui l'animèrent au XVIe. Dans les guerres continuelles entre les Maures et les chrétiens, la politique avait depuis long-temps plus de part que le fanatisme. Déjà notoirement en décadence, l'islamisme ne faisait plus de prosélytes, et son extinction définitive dans la Péninsule pouvait être prévue et, pour ainsi dire, calculée avec exactitude. On ne hait plus des ennemis trop faibles pour se faire craindre, et les batailles de las Navas et du Rio-Salado

(1) *Cortes de Valladolid*, art. 56-58. — *Ord. de Prelados*, art. 17. — Ayala, p. 64.

(2) Notamment lors de la prise de Tolède. Ayala, II, cap. XVIII. — A la fin du XVIe siècle, il y avait encore tant de musulmans dans les provinces du nord de l'Espagne, qu'ils offraient à Henri IV une armée de 80,000 hommes, s'il voulait les aider à secouer le joug sous lequel ils gémissaient. Voyez *Mémoires du maréchal de La Force*, publiés par M. le marquis de Lagrange, t. I, p. 219 et suiv.

avaient assouvi la soif de vengeance qu'avait excitée jadis la défaite de Xerez. Les rapports de commerce, les nécessités de la politique établissant un contact intime entre les deux peuples, avaient rapproché leurs mœurs. Les Maures andalousiens laissaient à leurs femmes une liberté inconnue dans les autres pays musulmans. Il y avait quelque chose d'africain dans la jalousie des Espagnols. Amusements, exercices guerriers (1) étaient communs aux deux nations. Toujours irrésistible sous un ciel ardent, l'amour triomphait des préjugés religieux. Plus d'un chevalier castillan portait les couleurs d'une dame musulmane, et les fières beautés de Séville et de Cordoue n'étaient pas insensibles aux hommages des jeunes émirs grenadins. La langue et la littérature arabe étaient cultivées dans des écoles fondées sous le patronage ecclésiastique. Sur la frontière, le mélange des deux idiomes avait formé un patois fort répandu et qui favorisait les communications (2). Les rois chrétiens attiraient à leur cour des médecins, des géomètres, des astrologues arabes, qui jouissaient de toute la considération que le savoir pouvait s'attirer dans un temps grossier. La noblesse castillanne ne faisait point de difficulté pour accorder le *don* aux cavaliers maures. Les riches banquiers juifs obtenaient même cette distinction, encore fort rare à cette époque (3). Partout les mœurs et les idées chevaleresques triom-

(1) Les danses et les courses de cannes. Les Maures andalousiens sont, je crois, les seuls musulmans qui aient eu des danses nationales (*zambras*), où les deux sexes prenaient part.

(2) *Algarrabia*. On peut voir dans *El Conde Lucanor* combien la littérature arabe était répandue en Espagne au XIVe siècle.

(3) Don Farax, don Reduan, don Simuel, dans Ayala, passim. On doit remarquer que Ayala n'accorde le *don* qu'aux princes du sang, à quelques

phaient des passions religieuses et politiques. Il n'était pas rare que des guerriers arabes se fissent donner l'accolade qui conférait le titre de chevalier, par un Espagnol avec lequel il venait de rompre des lances sur un champ de bataille (1). En guerre, on se piquait de courtoisie; en paix, des relations d'hospitalité et même d'amitié véritable unissaient des familles nobles des deux religions. Lorsque les rois chrétiens se brouillaient entre eux, l'alliance du souverain de Grenade était recherchée sans scrupule; souvent des riches-hommes mécontents, ou même des princes de sang royal trouvaient un asile dans les murs de l'Alhambra, tandis que des walis rebelles étaient accueillis à la cour de Tolède. En 1324, on vit un infant de Castille révolté contre son souverain combattre ses compatriotes sous la bannière d'un roi maure, tandis qu'un prince grenadin joignait ses armes à celles de don Alphonse (2). On n'aperçoit chez les chroniqueurs contemporains ni surprise, ni indignation contre de pareilles alliances, ou, si quelque blâme est exprimé, c'est seulement la déloyauté qu'on accuse et non l'irréligion.

Il y avait pourtant plus d'un siècle que l'inquisition était établie en Espagne, mais son pouvoir était loin d'être alors ce qu'il devint dans la suite. A peine découvre-t-on quelques traces de son existence. Dans le royaume d'Aragon, on trouve, il est vrai, des tribunaux spécialement institués pour connaître

riches-hommes très puissants, à certains grands officiers de la couronne, enfin aux Maîtres des ordres militaires.

(1) En 1274, Mohamed II, roi de Grenade, fut armé chevalier par Alphonse X. — Conde, *Hist. de los Arabes*, parte IV, cap. IX.

(2) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 100-115. — Mariana, I, 707-713. *Id.*, I, 813.

du crime d'hérésie. Probablement depuis qu'un roi d'Aragon avait pris les armes en faveur des Albigeois, ce pays était devenu suspect au saint-siége. Néanmoins les procès, comme il semble, y étaient fort rares et presque uniquement intentés à des réformateurs, enthousiastes furieux, qui voulaient faire des prosélytes ou plutôt troubler le culte de leurs concitoyens. Quant aux Juifs et aux Maures, loin d'être l'objet d'aucune persécution, ils ne devenaient justiciables du saint-office que lorsque, par leurs paroles ou leurs écrits, ils cherchaient à détourner les chrétiens de la foi de leurs pères; encore fallait-il que les rois autorisassent formellement les poursuites. Or, ils se montraient en général si peu disposés à laisser prendre au clergé une influence dominatrice, que l'on voit, en 1350, Pierre IV, roi d'Aragon, interdire rigoureusement aux ecclésiastiques d'empiéter sur la juridiction séculière (1). La Castille, demeurée complétement exempte de l'hérésie albigeoise, n'eut des inquisiteurs que de nom. Les hérétiques, s'il s'en trouvait dans ce royaume, avaient pour juges des évêques procédant selon le droit canonique, et non des moines dominicains comme en Aragon (2). Au reste, dans toute l'Espagne, il ne paraît pas que la conversion des infidèles fût chaudement poursuivie, soit par des mesures de rigueur, soit par la persuasion. Quel intérêt auraient eu les rois à favoriser le zèle apostolique qui tendait à diminuer leurs revenus? car les Maures et les Juifs payaient une taxe un peu plus forte que les chrétiens.

Si la foi n'était pas ardente en Espagne, la religion n'y avait

(1) *Privilége de Val.*, fol. 119 (Barcelone, 31 juillet 1350). Manuscrit de la Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire.

(2) Llorente, *Histoire de l'Inquisition*, I, 106.

pas de contradicteurs déclarés. Peut-être doit-on attribuer à cette tiédeur générale le rôle très secondaire du clergé dans tous les débats politiques du XIVe siècle. Il faut, en outre, observer que les hauts dignitaires ecclésiastiques, appartenant à l'ordre de la noblesse, propriétaires, comme les riches-hommes, de villes et de châteaux, avaient les mêmes intérêts, les mêmes passions, et par conséquent étaient mal qualifiés pour prétendre au rôle d'arbitres dans les démêlés si fréquents entre les rois et leurs grands vassaux. Le clergé inférieur, vivant et se recrutant parmi le peuple, partageait son ignorance et sa grossièreté. Tel était le déréglement des mœurs qu'un très grand nombre de prêtres entretenaient des concubines, qui tiraient vanité du caractère de leurs amants et prétendaient à des distinctions particulières. La conduite de ces ecclésiastiques ne causait point de scandale, mais parfois le luxe affiché par leurs maîtresses excitait l'envie des riches bourgeois et même des dames nobles. A plusieurs reprises, et toujours inutilement, les cortès lancèrent des décrets pour réprimer l'insolence des *damoiselles de prêtres* (*barraganas de clérigos*). Elles formaient comme une caste à part ayant ses priviléges et assez nombreuse pour qu'il fallût inventer pour elles des lois spéciales (1).

(1) *Cortes de Val.*, art. 24. Les mêmes mœurs existaient en France :

Une belle amie ot le prestre
Que il vestoit et bien et bel;
Bonne cote ot et bon mantel, etc.

Voyez le fabliau du *Prestre qui ot mère a force.* Barbazan, III, p. 190. — Le mot de *barraganas* (compagnes) n'avait rien de déshonorant au moyen-âge. *Barragan*, au masculin, désignait un jeune cavalier, un homme d'honneur. C'est le sens qu'a ce mot dans le *Romancero du Cid.* La position des *barra-*

Malgré la retraite où l'on condamnait les femmes, le relâchement des mœurs était extrême dans toutes les classes de la société. Les séductions étaient faciles pour les rois, les riches-hommes et les prélats, toujours entourés de vassaux intéressés à les corrompre. Souvent la maîtresse d'un grand vivait sous le même toit que sa femme légitime, et les enfants de l'une et de l'autre, élevés ensemble, n'étaient pas distingués par l'opinion publique. Le titre de bâtard, loin d'être un opprobre, était porté fièrement. Il ne fermait aucune carrière, et on le voit figurer dans un grand nombre d'actes publics (1).

S'il fallait caractériser le XIVe siècle en Espagne par le vice le plus général, je crois qu'on ne devrait citer ni la brutalité des mœurs, ni la rapacité, ni les habitudes de violence invétérées chez quiconque se sentait de la force. A mon avis, le trait le plus saillant de cette triste période, c'est la fausseté, la fourberie. Jamais, en effet, l'histoire n'enregistra tant de trahisons, tant de perfidies. Ce siècle, si grossier en tout, ne se montre ingénieux que dans l'art de tromper. Il se joue dans les subtilités. Dans tous les engagements, et jusque dans le code de l'honneur chevaleresque, il cache des équivoques que l'intérêt sait habilement exploiter. Les serments prodigués dans toutes les transactions, accompagnés des cérémonies les plus solennelles, ne sont plus que de vaines formalités consacrées par

ganas rappelle celle des courtisanes grecques, ἑταίραι, ou plutôt celle des *captives* dans l'Iliade et les tragiques. Tecmessa, dans Sophocle, dit : Ἴδετε τὴν ὁμευνέτην Αἴαντος; ὁμευνέτης se traduirait bien dans le vieux castillan par *barragana*.

(1) Yanguas, *Antigüedades de Navarra*, verbo *Bastardo*. La loi des *siete partidas* admet l'union temporaire avec des concubines, *barraganas*, pour repeupler les terres abandonnées. Part. IV, tit. XIV, l. 1 et 2.

l'habitude. Celui qui donne sa foi, la main sur les saints Évangiles, ne sera cru de personne s'il ne livre en otage sa femme et ses enfants, surtout s'il ne remet ses forteresses. Ce dernier gage est toujours considéré comme le seul vraiment sûr. La méfiance est générale, et chacun voit un ennemi dans son voisin. Les grands ne se hasardent hors de leurs châteaux qu'entourés de nombreux hommes d'armes; les laboureurs vont aux champs la lance sur l'épaule (1), car tout homme, tout compatriote surtout, est justement suspect. Il faut craindre celui qu'on a offensé, plus encore peut-être celui qu'on a comblé de bienfaits. La prudence est la seule vertu qui se pratique. Les hommes du XIVe siècle vivent isolés comme les animaux de proie, et cette énergie, cette force de volonté que nous admirons trop aujourd'hui en eux, ils la doivent peut-être à la conscience de leur propre méchanceté, leur démontrant sans cesse qu'ils ne peuvent et ne doivent compter que sur eux-mêmes.

(1) Cortès de Valladolid, art. I. *Orden. contra los ladrones y malhechores.*

II.

RÈGNE D'ALPHONSE, PÈRE DE DON PÈDRE. — 1308-1350.

I.

Don Alphonse de Castille, onzième du nom, père de don Pèdre, fut un grand roi. Depuis la mort de saint Ferdinand, la Castille avait été en proie à une anarchie continuelle; des princes faibles, de longues minorités, avaient accru au plus haut degré l'audace des riches-hommes. Tandis qu'ils s'entrebattaient en se disputant le pouvoir, c'est-à-dire le privilége exclusif de mettre le pays au pillage, le peuple des villes et les paysans, exaspérés par l'excès de leurs maux, se soulevaient de toutes parts et exerçaient de sanglantes représailles contre leurs oppresseurs. Voici le tableau qu'un auteur contemporain nous a laissé de la situation où se trouvait la Castille à l'avénement de don Alphonse :

« Or, sachez qu'il y avait mainte cause et manière pourquoi les villes du roi et les autres villes du royaume reçussent grand dommage et fussent du tout détruites; car riches-hommes et gentilshommes vivaient de vols et pilleries qu'ils faisaient en la terre, et les tuteurs du roi y donnaient la main,

chacun pour les avoir à son aide. Que si quelqu'un de ces riches-hommes ou gentilshommes renonçait à l'amitié d'un des tuteurs, tout aussitôt celui-ci, se sentant abandonné, lui détruisait villes et vassaux, disant qu'à bon droit lui donnait-il ce loyer du mal que le traître avait fait alors qu'il était à ses gages. Pensez que lorsqu'il était de ses privés, tout lui était permis et licite. Et encore, les gens des villes étaient bandés en factions ennemies, aussi bien dans les villes qui tenaient pour les tuteurs que dans les villes qui leur étaient contraires. Ès-villes obéissantes auxdits tuteurs, ceux qui plus pouvaient, opprimaient les autres, tant pour se ménager les moyens de se rendre indépendants que pour se défaire de leurs ennemis particuliers. Ès-villes qui ne voulaient reconnaître lesdits tuteurs, ceux qui avaient l'autorité, prenaient les rentes du roi, d'icelles entretenaient gens de guerre pour fouler le pauvre peuple et le taxer sans merci. D'où advint qu'en telles villes et pour les causes dessus dites se levèrent plusieurs gens de métiers, au cri de *Commune!* qui tuèrent ceux qui les foulaient et prirent et exillèrent leur avoir. Or, en aucune partie du royaume ne rendait-on la justice comme il est droit. Aussi les gens n'osaient sortir par les chemins sinon trop bien armés, voire en grosses compagnies pour se défendre contre les pillards. Aux lieux qui n'étaient pas bien enmurés ne demeurait personne, et dans les lieux fermés la plupart ne vivaient que de vols et pilleries, à quoi s'accordaient facilement plusieurs hommes des villes, tant gens de métiers que gentilshommes; et si grand était le mal partout le pays, que nul rencontrant des hommes morts par les chemins ne s'en ébahissait. Aussi peu s'étonnait-on des vols, larcins, dommages et maux de toute sorte qui se faisaient dans les villes et les cam-

pagnes. Encore les tuteurs mettaient chaque jour taxes nouvelles et impôts trop pesants, par quoi vinrent les bonnes villes à être désertes, ensemble les villes des riches-hommes et des gentilshommes (1). »

Tel était le triste état de la Castille lorsque don Alphonse commença de gouverner par lui-même. Il se sentait du courage et de l'intelligence, il voulut être roi. D'abord, n'ayant pas de parti, il fut obligé de se jeter dans les bras d'une des factions qui déchiraient son royaume. Elle lui prêta des forces pour détruire les autres. Puis, lorsque les grands vassaux qui lui avaient fourni des armes pour faire respecter son autorité exigèrent des récompenses au-dessus de leurs services, il se trouvait assez fort déjà pour commander l'obéissance au lieu de l'acheter. Unissant à propos la rigueur à la clémence, il fit un exemple des plus factieux et se hâta de pardonner aux autres dès qu'il leur eut prouvé sa supériorité et les eut réduits à demander grace. Ses premiers succès ne l'aveuglèrent pas sur la gravité du mal qu'il prétendait extirper. Il comprit qu'il fallait donner un cours à l'humeur inquiète et perturbatrice de sa noblesse. Conspirateurs incorrigibles pendant la paix, ses riches-hommes étaient des soldats dociles pendant la guerre. Alphonse les poussa contre les Maures de Grenade, et tourna au profit de sa gloire et de l'agrandissement de son royaume des armes qui depuis long-temps ne s'étaient exercées que dans les discordes civiles. A l'ap-

(1) *Cronica de don Alphonso XI*, p. 78. L'impossibilité de traduire littéralement dans notre français moderne le castillan du XIVe siècle m'a fait essayer d'employer la langue de Froissart dans ce passage et quelques autres citations. J'ai conservé l'orthographe moderne pour ne pas me rendre inintelligible à plaisir.

proche de la formidable tempête qui allait fondre sur eux, les Maures andalousiens appelèrent à leur secours leurs frères d'Afrique. Il y avait alors en Barbarie un prince puissant, Abdul-Hassan, qui, après avoir soumis tous les petits despotes musulmans ses voisins, songeait à porter ses armes au-delà du détroit. Il envoya une armée africaine dans l'Andalousie bien plus nombreuse que celle qui, cinq siècles auparavant, avait subjugué toute la Péninsule. Alphonse se montra le digne successeur de Pélage et de saint Ferdinand. Dans le péril général, le courage et l'audace obtiennent l'obéissance la plus absolue. Les communes de Castille, délivrées par leur roi de la guerre civile et des exactions des riches-hommes, lui donnèrent leurs soldats et lui fournirent généreusement toutes leurs ressources pour la terrible lutte qui allait de nouveau décider du sort de l'Espagne. A l'exemple de Charles Martel, Alphonse n'hésita pas à exiger du clergé des sacrifices qui, dans tout autre temps, auraient compromis la tranquillité du royaume. Mais sa cause était juste, il était aimé du peuple, vaillant, généreux; pas une voix ne s'éleva pour lui résister (1). De ses voisins, les rois de Portugal et d'Aragon, il n'obtint que de faibles secours, mais leurs bannières suivant la sienne semblèrent lui rendre hommage comme ses vassales et reconnaître la suprématie de la Castille. Le 29 octobre 1340, les deux armées se rencontrèrent non loin de Tarifa, sur les bords du Rio-Salado, et la victoire se déclara pour les chrétiens. Deux cent mille Africains, dit-on, restèrent sur le champ de bataille, et l'Espagne fut pour jamais délivrée de la crainte d'une invasion musulmane. Poursui-

(1) V. *Cortes de Valladolid,* ord. de Prelados, art. 1, 2, 5.

vant le cours de ses succès, Alphonse attaqua et prit, après un long siége, la forte place d'Algéziras. Il voulait enlever aux infidèles Gibraltar, leur première conquête, qui assurait leurs communications avec l'Afrique. Malheureusement, lorsqu'il se croyait déjà maître de ce dernier boulevard de la puissance arabe, une maladie épidémique, la fameuse *peste noire*, qui depuis plusieurs années ravageait l'Europe (1), se déclara dans son armée avec une violence extraordinaire. Le roi de Castille, qui partageait toutes les fatigues de ses soldats, fut atteint du fléau et y succomba au milieu de son camp, à la fleur de l'âge, le vendredi saint, 27 mars 1350. Sa mort plongea dans la désolation l'Espagne entière. Les musulmans eux-mêmes firent éclater leur admiration pour leur redoutable ennemi; ils cessèrent toute hostilité contre l'armée, qui s'éloignait de leurs remparts emportant le cercueil de son roi, et la terreur du nom d'Alphonse sembla dicter la paix avantageuse aux chrétiens qui se conclut presque aussitôt après la levée du siége de Gibraltar (2).

II.

Pour apprécier les conséquences de cette mort, il est nécessaire de connaître quels étaient les principaux personnages appelés à jouer un rôle à l'occasion de ce grand événement. Alphonse ne laissait qu'un fils légitime, don Pèdre, alors âgé de quinze ans et quelques mois, dont la mère, doña Maria, était une infante de Portugal, fille du roi Alphonse IV, surnommé *le*

(1) Ayala, *Cron. de don Pedro*, p. 8.

(2) Ayala, p. 12 (*Abreviada*).

Brave. La politique seule avait formé cette union, qui ne fut pas heureuse. Peu de temps après le mariage du roi (1), doña Léonor de Guzman, jeune veuve issue d'une famille illustre de Séville, avait pris sur son esprit l'empire le plus absolu. Dès que la reine doña Maria eut donné un héritier à la Castille, en 1334, elle fut complétement négligée par son mari. Doña Léonor, au contraire, était la confidente de tous les projets d'Alphonse; elle habitait publiquement avec lui. C'était en sa présence que les officiers de justice et de chancellerie expédiaient toutes les affaires, c'était à elle qu'ils en rendaient compte en l'absence du roi. « Elle donnait sa main à baiser, dit un chroniqueur, comme si elle eût été *dame propriétaire* du royaume de Castille (2). » Par l'élévation de son esprit et la force de son caractère, la favorite ne se montra pas indigne de sa haute position, et le roi dut peut-être à ses sages conseils une partie de ses succès. Elle avait eu soin de l'entourer de ses parents et de ses alliés, et les principales charges de l'état étaient entre leurs mains. Pour elle-même, elle avait obtenu des domaines immenses, maint château fortifié, de nombreux vassaux. Depuis la mort de son frère, don Alonso Mendez, maître de Saint-Jacques, elle disposait du sceau de l'ordre et en administrait toutes les affaires (3). Perez Ponce,

(1) En 1329. *Cron. de don Alf. XI*, p. 166.

(2) E quando el rei ia fora do reino os officiaes de justiza e da chancellaria ficavâm com ella como senhora do stado de Castella et faziaô o que ella mandava... E como as mais das mulheres saô naturalmente vâas e ambiciosas, moormente as daquelle stado de vida errada, assi dava a mâo à beijar como senhora proprietaria do reino de Castella.

Chronicas dos reis de Portugal, de Duarte Nunez do Liaô, t. II, p. 95.

(3) *Bulario de Santiago*, 15 juillet 1350. — V. la note de M. Llaguno, Ayala, p. 22.

un de ses parents, était maître d'Alcántara. Elle avait ainsi deux petites armées toujours entre ses mains.

Léonor avait eu dix enfants du roi, neuf garçons et une fille; tous furent richement apanagés. Don Henri, l'aîné de cette nombreuse lignée de bâtards, né en 1332, fut élevé pour être le premier sujet du roi de Castille. Tout enfant, il avait une maison princière, le magnifique domaine de Trastamare (1) et portait le titre de comte, très rare encore à cette époque, et réservé presque exclusivement aux membres de la famille royale. Agé de dix ans à peine, le frère jumeau de don Henri, don Fadrique, avait été nommé Maître de Saint-Jacques. En arrachant cette élection aux chevaliers de l'ordre, don Alphonse avait voulu tout à la fois assurer à son fils une situation élevée dans le royaume et rattacher à sa couronne un ordre puissant, qui, dirigé par un chef ambitieux, aurait pu lui porter ombrage.

Don Henri et don Fadrique accompagnaient leur père dans son expédition contre Gibraltar et faisaient leurs premières armes sous ses yeux, tandis que l'infant don Pèdre, l'héritier légitime du trône, demeurait à Séville, loin du bruit des armes, témoin des humiliations dont sa mère était abreuvée, négligé lui-même par les courtisans, toujours empressés à régler leur conduite sur l'exemple du roi. On eût dit le fils d'un de ces despotes orientaux destiné à passer tristement sa jeunesse dans l'enceinte d'une prison dorée. Il voyait ses deux frères couverts de brillantes cuirasses, suivis de leurs bannières et de leurs hommes d'armes, prendre part aux travaux

(1) Ce nom est écrit diversement dans les manuscrits que j'ai eus sous les yeux. Dans les chartes conservées aux archives d'Aragon, on voit *Trestamera*, *Trastamera*, *Trastamena*. J'ai suivi l'orthographe usitée aujourd'hui.

et aux gloires de la guerre, tandis qu'il se consumait, oisif au milieu d'une cour déserte, à pleurer les outrages de sa mère et les siens. Les impressions de l'adolescence sont ineffaçables. Les premiers sentiments qu'éprouva don Pèdre furent la jalousie et la haine. Nourri par une femme faible et offensée, il ne reçut d'elle que des leçons de dissimulation et n'apprit à former que des projets de vengeance.

L'âge de don Alphonse, sa vigueur, son tempérament endurci aux fatigues, lui promettaient une longue vie. Sa mort, trompant tous les calculs, réveilla soudain toutes les ambitions. D'après les lois de la Castille, qui fixaient la majorité des rois à quinze ans, don Pèdre succédait immédiatement à son père; mais, encore incapable de gouverner par lui-même, il ne pouvait manquer de donner à ses conseillers l'autorité de véritables tuteurs. Dans quelles mains allait tomber le pouvoir? Quel serait l'heureux ministre destiné à régner sous le nom du jeune prince? Ces questions agitaient toute la noblesse, qui, long-temps contenue par la fermeté de don Alphonse, se préparait à secouer le joug, confiante maintenant dans la faiblesse de son successeur.

Don Alphonse était trop prudent pour ne pas retenir auprès de lui, surtout pendant ses expéditions militaires, les plus puissants, c'est-à-dire les plus dangereux de ses riches-hommes; aussi son camp devant Gibraltar réunissait-il tous les personnages qui, par l'étendue de leurs domaines et le nombre de leurs vassaux, tenaient le premier rang parmi la noblesse castillanne, tous ceux, en un mot, que l'opinion publique désignait pour prendre en main la direction des affaires. Les principaux étaient don Juan Alonso d'Alburquerque et don Juan Nuñez de Lara, seigneur de Biscaïe. Le premier, un de

ces riches-hommes sans patrie, parce qu'il avait des terres dans plusieurs royaumes, était né en Portugal et apparenté à la maison régnante. De bonne heure, il avait abandonné son pays et quitté le service de son suzerain naturel pour offrir son épée et ses conseils à don Alphonse, au moment où ce prince, déterminé à faire rentrer ses grands vassaux dans le devoir, commençait par s'attaquer au plus puissant de tous, à don Juan Nuñez de Lara. A cette époque, don Alphonse n'avait pas encore révélé son génie, et la fortune semblait flotter incertaine entre le roi de Castille et ses riches-hommes révoltés. Sans chercher si le choix d'Alburquerque avait été déterminé par un motif généreux ou par un pressentiment politique, don Alphonse n'oublia jamais le secours utile qu'il en avait reçu; il le combla de biens, le chargea de l'éducation de son héritier présomptif et l'admit au nombre de ses plus intimes conseillers. Devenu grand-chancelier et le principal ministre du roi de Castille, le Portugais, avec une rare prudence, s'était toujours abstenu de prendre parti ouvertement entre la reine et la favorite. Malgré ses ménagements, il était considéré par Léonor comme un adversaire dangereux; mais, en déclinant d'entrer avec elle dans une lutte que l'affection du roi eût rendue trop inégale, il avait su se faire respecter, et, sans se compromettre, il jouait le rôle d'un protecteur auprès de la reine délaissée, qui lui accordait toute sa confiance.

Don Juan Nuñez de Lara appartenait à la maison royale de Castille, comme fils de l'infant don Fernand de la Cerda, petit-fils de don Alphonse X (1). De sa femme, fille d'un infant

(1) Le fils aîné d'Alphonse X, Fernand de *la Cerda*, devait ce surnom à un signe naturel recouvert de *soies* qu'il avait entre les deux épaules. Il mourut du vivant de son père, laissant deux fils, don Alphonse et don Fernand, qui

de Castille, il avait reçu en dot la seigneurie de Biscaïe, province considérable, séparée du reste du royaume par les mœurs, les lois et la langue de ses habitants. D'abord il s'était mis à la tête de la noblesse révoltée contre don Alphonse; mais, depuis la sévère leçon qui punit cette tentative (1), il était devenu un sujet fidèle et semblait avoir perdu l'humeur perturbatrice de sa jeunesse. Touché de la générosité avec laquelle le roi usa de sa victoire, il s'était franchement attaché à sa personne. La force avait abattu sa résistance, les vertus chevaleresques de don Alphonse achevèrent sa défaite en le séduisant. Son dévouement nouveau alla jusqu'à lui faire oublier l'orgueil de sa race, et il avait consenti à fiancer sa nièce doña Juana de Villena à don Henri de Trastamare, et sa fille aînée à don Tello, le troisième des fils de doña Léonor.

A côté de ces deux seigneurs, déjà dans la maturité de l'âge, habiles capitaines et profonds politiques, venait se placer un jeune homme que sa haute naissance, beaucoup plus que son mérite personnel, appelait à jouer un rôle dans les révolutions que l'on pouvait prévoir. C'était don Fernand, infant d'Aragon, marquis de Tortose et seigneur de l'Albarracin (2).

portèrent le même surnom. Don Sanche, second fils d'Alphonse X, réclama le titre d'héritier présomptif du trône de Castille, au préjudice des deux infants de la Cerda, ses neveux et représentants de leur père. Ses intrigues, ses qualités personnelles, l'arbitrage des rois de Portugal et d'Aragon, enfin, une décision solennelle des cortès de Ségovie, en 1275, lui donnèrent la couronne. Après quelques tentatives pour faire valoir ses droits, l'infant don Alphonse de la Cerda consentit à une renonciation formelle en 1305.

(1) Il fut assiégé par le roi dans son château de Lerma, et obligé de se rendre à discrétion en 1335. *Cronica de don Alfonso XI*, p. 323.

(2) Petite province dépendant aujourd'hui du royaume d'Aragon. La ville d'Albarracin, située au milieu d'âpres montagnes, était une des plus fortes de

Il était fils de doña Léonor, sœur d'Alphonse de Castille et seconde femme du feu roi d'Aragon, Alphonse IV. Après quelques tentatives impuissantes pour se créer un parti en Aragon, suspect à son frère, Pierre IV, le roi régnant, il s'était retiré en Castille avec sa mère et un frère du même lit, nommé don Juan. En 1347, lorsque le royaume de Valence et quelques autres provinces se soulevèrent contre Pierre IV (1), don Fernand était venu s'offrir pour chef aux rebelles. Vaincu à la bataille d'Epila, il avait eu le bonheur d'être fait prisonnier par des Castillans auxiliaires de Pierre IV, qui, au lieu de le livrer à son frère, le ramenèrent à la cour de don Alphonse. Étranger à la Castille par sa naissance, à l'Aragon par l'exil où il était condamné depuis ses entreprises impuissantes, il demeurait cependant le prétendant éloigné à ces deux couronnes, et pouvait se faire illusion sur son importance en voyant

l'Espagne. Ses seigneurs défendirent long-temps leur indépendance contre les rois de Castille et d'Aragon.

(1) Plusieurs grandes villes, entre autres Saragosse et Valence, ainsi qu'un nombre considérable de riches-hommes aragonais ou valenciens avaient formé une ligue qu'on appela l'*Union*, pour se garantir mutuellement leurs droits et leurs priviléges. Les Valenciens réclamaient des institutions aussi libres que l'étaient alors celles de la Catalogne et de l'Aragon. Tous les ligueurs, accusant le roi de partialité pour ses sujets catalans, l'obligèrent à bannir de son conseil don Bernal de Cabrera, son ministre, et ses plus fidèles serviteurs, enfin, à reconnaître don Fernand pour son héritier, au préjudice de sa propre fille. Quelque temps ils le retinrent prisonnier dans les murs de Valence; mais, pendant sa captivité, Pierre IV eut l'art de gagner les principaux chefs de l'Union. Dès qu'il put s'échapper, il se hâta de révoquer toutes les concessions qui lui avaient été arrachées, et bientôt après détruisit la ligue en battant complétement les rebelles à Epila.

toutes les factions disposées à se servir de son nom pour leurs propres intérêts.

L'avénement d'un roi de quinze ans (1) devait augmenter l'autorité d'Alburquerque, qui gouvernait la reine-mère. Don Juan de Lara, éloigné des provinces du nord, où se trouvait la majeure partie de ses domaines et où s'exerçait particulièrement son influence politique, n'était pas en mesure de lui disputer le pouvoir en Andalousie. D'ailleurs, don Juan Nuñez était las de la guerre civile, et, certain que son indépendance serait respectée par un gouvernement faible et entouré de périls, il ne songeait nullement à susciter de nouveaux embarras au fils d'un prince dont il était devenu l'admirateur et le sujet le plus dévoué. Enfin Alburquerque recherchait ouvertement son alliance, et lui offrait de partager avec lui l'autorité que la mort d'Alphonse remettait entre ses mains.

(1) Don Pèdre était né à Burgos le 30 août 1333. — *Chron. de Alfonso XI*, p. 269.

III.

AVÉNEMENT DE DON PÈDRE. — 1350.

I.

Tous les partis, d'accord contre la favorite et sa famille, la menaçaient des plus terribles réactions. A peine don Alphonse eut-il rendu le dernier soupir, que doña Léonor, qui, probablement, l'avait suivi au camp devant Gibraltar, dut songer à fuir la vengeance de la reine-mère. Persuadée que don Juan d'Alburquerque se croirait désormais dispensé de garder des ménagements à son égard, elle implora d'abord la protection du seigneur de Lara. Mais elle en fut froidement accueillie, et, pour seule marque d'intérêt, il lui conseilla de pourvoir à sa sûreté personnelle en se retirant dans une des places fortes qu'elle avait reçues du feu roi. Léonor courut aussitôt à Medina-Sidonia. Pendant qu'elle s'enfermait dans le château, l'armée, qui ramenait de Gibraltar à Séville le corps de don Alphonse, entrait dans la ville basse. La favorite put mesurer alors le changement qu'un seul jour apportait à sa fortune. Le gouverneur de Medina-Sidonia, qui, pour me servir de l'expression consacrée au moyen-âge, *tenait* la forteresse pour

doña Léonor sa parente (1), lui demanda ou plutôt la somma d'accepter sa renonciation à l'hommage qu'il lui devait comme à la dame propriétaire de cette place. C'était lui annoncer clairement que sa cause était désespérée. Le gouverneur de Medina-Sidonia, Alonso Fernandez Coronel, était cependant un noble chevalier renommé pour ses prouesses et sa loyauté; d'ailleurs personnellement attaché à la faction des Lara. Léonor essaya vainement de le retenir. Non-seulement elle ne put le faire changer de résolution, mais encore, chose étrange, parmi tant de riches-hommes et de chevaliers qui, du vivant de don Alphonse, rivalisaient de dévouement pour elle, il ne s'en trouva pas un seul qui voulût accepter le gouvernement de son château. En même temps, de tous les côtés, on lui apportait les nouvelles les plus alarmantes. Alburquerque allait faire arrêter ses deux fils, don Henri et don Fadrique, pour les sacrifier peut-être à la haine de la reine Marie. Quelques ennemis de la favorite l'accusaient même de conspirer contre le nouveau roi et de revendiquer la couronne pour son fils aîné, en vertu d'un prétendu mariage avec don Alphonse (2). Effrayée de son isolement subit, et tremblante pour ses enfants, doña Léonor offrit de livrer son château à don Juan d'Alburquerque, se bornant à demander, comme prix de sa soumission, un sauf-conduit pour se rendre à Séville. Il lui fut accordé sur-le-champ, et, suivant son désir, le seigneur de

(1) *Torres y Tapia*, p. 65, t. II. *Cron. de Alcánt.*

(2) Rades, *Cronica de Alcántara*, p. 26, attribue en effet ce projet extravagant à doña Léonor. Il me paraît évident qu'il ne fut qu'une invention de ses ennemis; car jamais dans la suite don Henri ne chercha à faire valoir les droits qu'il aurait eus comme fils légitime de don Alphonse. Cfr. avec *Torres y Tapia, Cron. de Alcántara*, t. II, p. 70 et suivantes.

Lara se porta garant qu'il serait respecté. Peut-être espérait-elle désarmer son ancienne rivale en s'humiliant à ses pieds; plus probablement elle voulait mettre en sûreté les sommes d'argent et les riches pierreries qu'elle tenait de la générosité de don Alphonse, et qui étaient déposées à Séville. Quant aux bâtards, qui avaient accompagné le cortége funèbre depuis Gibraltar jusqu'à Medina-Sidonia, saisis d'une terreur soudaine, ils quittèrent l'armée en secret, et, suivis seulement de quelques clients dévoués, sans se concerter avec leur mère, ils coururent se réfugier dans le château de Moron, forteresse qui appartenait au maître d'Alcántara, Perez Ponce, leur parent. De là, après une courte délibération, don Henri gagna précipitamment Algéziras, dont le seigneur de Marchena, Pero Ponce, frère du maître d'Alcántara, était gouverneur. En même temps, don Fadrique partait pour Montanches, château de l'ordre de Saint-Jacques; en sa qualité de maître, il s'en fit ouvrir les portes (1). Alvar de Guzman, cousin de Léonor, s'enfermait dans Olvera, et Perez Ponce réunissait ses chevaliers et ses vassaux à Moron pour y soutenir un siége ou pour tenter de là quelque expédition. Tous les parents de la favorite se fortifiaient à la hâte, rassemblaient leurs hommes d'armes et se préparaient de leur mieux à la guerre civile. D'un autre côté, Alburquerque et la reine Marie, après avoir célébré les obsèques de don Alphonse, proclamèrent don Pèdre roi de Castille et s'empressèrent de composer sa maison et de pourvoir aux charges de cour (2).

(1) Rades, *Cron. de Alcántara*, p. 26. Cfr. avec la *Cronica de Santiago* du même auteur, p. 45.

(2) Voici, d'après Ayala, les noms de quelques-uns des grands-officiers de la couronne à l'avénement de don Pèdre : Don Juan Nuñez de Lara, alferez-

II.

Il y eut d'abord peu de changements. A l'approche d'une guerre civile qui semblait inévitable, il eût été dangereux de mécontenter la noblesse, encore indécise, par un bouleversement général. La plupart des grands offices furent donc conservés à leurs titulaires, et l'on ne remplaça que ceux qui, par leur absence de Séville au moment des funérailles du roi, rendaient leur loyauté justement suspecte. Les faveurs furent assez également réparties entre les clients des maisons d'Alburquerque et de Lara. On remarqua que l'ancien gouverneur de Medina-Sidonia, Alonso Coronel, obtint la seigneurie d'Aguilar avec le titre et les priviléges de riche-homme, récompense évidente de son empressement à résigner l'hommage qu'il devait à doña Léonor (1). En lui conférant les in-

mayor (grand-porte-bannière) et grand majordome; — don Garci Laso de la Vega, grand-adelantade (lieutenant-général) de Castille, en remplacement de Fernand Perez Puerto Carrero, nommé grand-maître d'hôtel à la place du précédent; — Gutier Fernandez de Tolède, guarda-mayor, ou capitaine des gardes, en remplacement de Lope Diaz de Almazan; — Alonso Fernandez Coronel, grand-échanson; — Pero Suarez de Tolède, grand-chambellan; — Pero Suarez de Tolède, le jeune, repostero-mayor (maître d'hôtel); — Don Fernand d'Aragon, adelantade de la frontière en remplacement de don Fadrique (commandant-général des troupes sur la frontière de Grenade); — don Fernand Manuel de Villena, adelantade de Murcie; — don Juan Alonso de Alburquerque, grand-chancelier et trésorier. — Le seigneur de Villena, Garci Laso, et Alonso Coronel, étaient les créatures de don Juan Nuñez. Les autres peuvent être considérés comme plus ou moins ouvertement attachés à don Juan d'Alburquerque. Voyez Ayala, p. 17.

(1) Ayala, p. 67.

signes de sa dignité nouvelle, Alburquerque prouvait à tous qu'il était d'accord avec don Juan Nuñez pour abaisser la faction de la favorite déchue, et l'alliance politique des deux plus puissants seigneurs de la Castille faisait facilement prévoir la mauvaise issue de toutes les tentatives des mécontents. L'infant d'Aragon ne fut pas oublié dans le partage des hauts emplois. Il reçut le commandement de la frontière d'Andalousie, charge importante qui mettait sous ses ordres un corps de troupes considérable. Sous le règne de don Alphonse, elle appartenait nominalement à don Fadrique. Revêtu de ses dépouilles, l'infant se déclara ouvertement contre la faction des bâtards.

Tandis que de toutes parts la noblesse courait aux armes, le peuple, se rappelant les malheurs de la guerre civile qui avait déchiré le royaume pendant la minorité de don Alphonse, voyait avec indignation les tentatives contre le maintien d'une paix naguère si chèrement achetée; aussi les fils de Léonor trouvèrent-ils peu de sympathie dans les villes. Froidement accueilli par les habitans d'Algéziras, don Henri chercha vainement à leur rendre suspectes les intentions du nouveau souverain ou plutôt celles de son ministre. Il fallut la terreur inspirée par les hommes d'armes qu'il menait à sa suite pour obliger les bourgeois à faire quelques préparatifs de défense. Cependant un écuyer du roi, parti de Séville, s'introduisit secrètement dans Algéziras, et, trompant la vigilance des mercenaires amenés par le comte de Trastamare, réussit à se concerter avec les principaux d'entre les bourgeois et en obtint la promesse de se déclarer à la première occasion. Toutes les portes de la ville étant gardées, il se laissa glisser la nuit, au moyen d'une corde, le long des remparts, et revint aussitôt à Séville, annonçant qu'il suffirait de déployer

la bannière royale devant les remparts d'Algéziras pour en chasser les rebelles. Peu de jours après, quelques galères, commandées par Gutier Fernandez de Tolède, parurent inopinément dans le port. Au cri de *Castille! au roi don Pèdre!* poussé par les équipages, les bourgeois répondent avec enthousiasme et sortent en armes dans les rues. Le comte de Trastamare et ses soldats n'eurent que le temps de monter à cheval et de gagner la campagne (1). Déjà parmi ses partisans, quelques seigneurs, séduits par les promesses d'Alburquerque, se rapprochaient de Séville pour traiter de leurs capitulations particulières. Les ponts-levis des châteaux s'abaissaient partout devant la bannière royale. Les fils de Léonor reconnaissaient un peu tard que la guerre civile était impossible. Après quelques jours d'hésitation, don Henri, don Fadrique et le maître d'Alcántara, perdant tout espoir de se créer un parti, ne songèrent plus qu'à obtenir leur pardon et à faire oublier leur imprudente prise d'armes.

Alburquerque n'était pas encore assez puissant pour oser punir rigoureusement les fils de son bienfaiteur, ou peut-être ne les crut-il pas assez dangereux pour se montrer implacable. Sur les assurances bienveillantes du ministre, don Henri et ses adhérents entrèrent à Séville et furent admis sans peine à rendre leur hommage au nouveau roi (2). Don Fadrique envoya sa soumission, et fut autorisé à demeurer provisoirement à Llerena, ville appartenant à son ordre. On promit aux rebelles repentants d'oublier le passé; on leur conserva même leurs pensions et leurs emplois; il n'y eut ni

(1) Ayala, p. 20.

(2) Juillet 1350.

amendes ni confiscations. Seulement Alburquerque exigea la remise de quelques châteaux, entre autres celui de Moron, que le maître d'Alcántara fut obligé de céder à un gouverneur séculier (1). En outre, les chevaliers d'Alcántara durent prêter le serment de ne recevoir leur maître Perez Ponce dans les forteresses de leur ordre, qu'avec l'agrément exprès du roi (2). Alburquerque, méprisant la jeunesse de don Henri et de don Fadrique, affectait de ne voir en eux que des étourdis qu'une réprimande suffisait à châtier; il réserva ses rigueurs contre leur mère, doña Léonor. Au mépris du sauf-conduit qu'elle avait obtenu, elle fut renfermée dans l'Alcazar de Séville et traitée en prisonnière d'état. On lui permit cependant de communiquer avec ses fils. Auprès d'elle se trouvait doña Juana de Villena, nièce de don Juan Nuñez, déjà fiancée au comte de Trastamare. De ce mariage dépendait l'espoir d'attacher irrévocablement la puissante maison de Lara à la fortune de ses fils. Mais déjà le seigneur de Villena, neveu de don Juan Nuñez, élevant ses prétentions, pensait à rompre l'alliance projetée sous le dernier règne, et prétendait donner sa sœur soit à l'infant don Fernand d'Aragon, soit au jeune roi lui-même. Du fond de sa prison, Léonor, poursuivant toujours la grandeur de sa famille, eut l'art de déjouer ces projets. Elle exerçait un empire absolu sur l'esprit de la jeune héritière de Villena, depuis long-temps habituée à la considérer comme une mère, et il ne lui fut pas difficile d'en obtenir l'obéissance et le secret. Le mariage de don Henri et de doña Juana fut célébré et consommé dans le palais même qui ser-

(1) Les revenus de cette place, un moment séquestrés, lui furent rendus lors de sa soumission. Rades, *Cron. d'Alcánt.*, 1, 18.

(2) *Id.*, *ibid.* Ayala, p. 23.

vait de prison à Léonor, avant qu'aucune des parties intéressées à le prévenir en fût instruite (1). Quelques heures plus tard, la reine et don Juan d'Alburquerque faisaient éclater leur colère en se voyant ainsi joués par leur captive. On redoubla de rigueur contre doña Léonor; on la sépara de son fils pour la conduire dans le château de Carmona, où elle fut étroitement resserrée. Quant au comte don Henri, il était sur ses gardes et n'attendit pas la vengeance de ses ennemis : il sortit secrètement de Séville, emportant quantité de pierreries que sa mère était parvenue à mettre entre ses mains. Marchant à grandes journées, suivi de deux cavaliers fidèles, Pero Carrillo et Men Rodriguez de Senabria (2), tous les trois le visage couvert de masques de cuir, selon l'usage du temps, traversèrent toute l'Espagne sans être arrêtés ni reconnus, et, après bien des fatigues, gagnèrent enfin les Asturies, où ils se flattaient de trouver quelque sécurité au milieu de vassaux dévoués (3).

II.

La paix était rétablie dans la Castille, et l'impuissance des efforts tentés par les bâtards semblait n'avoir eu d'autre résultat que de l'affermir davantage, lorsqu'un événement inattendu faillit jeter de nouveau le trouble dans le royaume et

(1) Ayala, p. 25.

(2) *Men* paraît avoir été un titre honorifique particulier à quelques provinces d'Espagne. Il correspond à notre *messire*, au *don* castillan et à l'*en* des Catalans, avec cette différence que *men* précède un nom patronymique, tandis que *don* et *en* ne se mettent que devant un prénom.

(3) Ayala, p. 26.

réveiller les rivalités des factions qui se partageaient le pouvoir. Peu de semaines après son avénement, le jeune roi fut atteint d'une maladie grave qui mit ses jours en danger. L'attente de sa mort, regardée comme inévitable, le défaut d'héritier direct de la couronne, l'incertitude ou l'obscurité des lois et des usages relatifs à la succession royale, ouvraient la carrière à bien des ambitions et faisaient présager des contestations sanglantes. Déjà les riches-hommes et les communes se divisaient en deux camps; on se préparait ouvertement à la guerre. Un reste de respect pour un roi mourant empêchait seul les partis d'en venir aux mains.

Pendant toute la durée de la maladie de don Pèdre, il n'y eut pour ainsi dire plus de gouvernement en Castille. Alburquerque et la reine-mère ne songeaient qu'à rassembler des soldats et surtout à amasser de l'argent pour les éventualités d'une lutte qui pouvait éclater d'un instant à l'autre. Tous les traitements soldés sur la cassette du roi étaient suspendus; aussi nulle obéissance, nul respect pour l'autorité. Les grands officiers de la couronne rançonnaient les agens du fisc et s'emparaient des caisses publiques pour s'indemniser, disaient-ils, des retenues qu'on leur faisait injustement subir (1). Le pillage était général. Il n'y avait pas encore d'armées en campagne, mais partout des bandes de maraudeurs parcouraient le pays et se livraient impunément aux plus criminelles violences.

Les prétendants avoués au trône de Castille étaient don Fernand, infant d'Aragon, et don Juan Nuñez de Lara. Le premier alléguait les droits de sa mère, doña Léonor, sœur aînée du feu roi don Alphonse, solennellement reconnue par les

(1) *Cortès de Vall., ord. de Fijosdalgo*, art. 7.

cortès, avant la naissance de ce dernier, comme héritière présomptive du trône de Castille. Du chef de sa mère, il était en effet le premier héritier dans la ligne collatérale. De son côté, don Juan de Lara, ressuscitant des prétentions déjà condamnées par la fortune des armes et les décisions des assemblées nationales, rappelait qu'il était l'arrière-petit-fils du roi Alphonse X et le représentant légitime des infants de La Cerda, descendants du fils aîné de ce prince et dépossédés par son puîné, don Sanche, et les rois qui en étaient issus. A cette époque, le droit politique n'était point fixé, et, bien que les coutumes gothiques attribuassent aux seules cortès le droit de désigner l'héritier de la couronne, l'opinion populaire commençait à s'établir qu'elle devait se transmettre dans la ligne directe. L'infant et don Juan de Lara briguaient tous les deux la main de la reine Marie, mère de don Pèdre, car elle avait ses droits aussi à faire valoir, étant petite-fille de don Sanche et arrière-petite-fille d'Alphonse X (1). Par ce mariage, don Fernand espérait s'assurer l'appui du roi de Portugal, père de la reine; le seigneur de Lara, en réunissant les deux rejetons de la lignée d'Alphonse X, prétendait résoudre définitivement la question de la légitimité des rois de Castille, question qui, longuement débattue, demeurait pourtant encore

(1) Pour plus de clarté, je joins ici le tableau de la descendance d'Alphonse X :

Alphonse X, dit le Savant. — Yolande d'Aragon.

1. Don Fernand de la Cerda. / Blanche de France, fille de saint Louis.		2. Don Sanche. / Dona Maria de Molina.	
Don Alphonse de la Cerda.	Don Fernand de la Cerda, marié à dona Juana de Lara.	Don Fernand IV, marié à dona Constance de Portugal.	Dona Béatrix, mariée à don Alphonse IV de Portugal.
	Don Juan Nunez de Lara.	Don Alphonse XI.	Dona Maria.
		Don Pèdre Ier.	

indécise dans l'esprit des peuples et subsistait toujours comme une cause permanente de révolutions intestines. Quelque légitimes que parussent les droits de don Fernand d'Aragon, qui se fondait sur une décision des cortès et la renonciation des infants de La Cerda, sa qualité de prince étranger rendait sa cause impopulaire; mais elle était chaudement soutenue par Alburquerque, jaloux du seigneur de Lara, intéressé d'ailleurs à mettre sur le trône un prince faible, qu'il eût dirigé à son gré. Les provinces du nord se montraient favorables aux prétentions de don Juan Nuñez. Burgos et plusieurs grandes villes de la Castille-Vieille, autrefois attachées au parti des infants de La Cerda, attendaient avec impatience le moment de se déclarer pour l'héritier d'une maison qu'elles avaient toujours chérie. Garci Laso de la Vega, adelantade de Castille, un des riches-hommes les plus influents dans cette province, était dans le nord l'agent le plus actif du seigneur de Lara, tandis que don Alonso Coronel, en Andalousie et dans Séville même, se mettait à la tête de ses partisans et lui recrutait ouvertement une armée. Pour le nombre des seigneurs, l'importance des villes, la force des châteaux, l'abondance des ressources en tout genre, le parti des Lara avait incontestablement l'avantage, et il se préparait au combat comme à une victoire assurée.

Le rétablissement inespéré de don Pèdre fit évanouir ces espérances; mais il n'eût peut-être pas empêché les deux factions ennemies de vider leur querelle par les armes, si la mort subite de don Juan Nuñez et celle de son neveu, le seigneur de Villena, n'eût privé en même temps le parti des Lara de ses deux chefs reconnus. L'un et l'autre succombèrent vraisemblablement à l'épidémie qui ravageait alors la Pénin-

sule (1). En tout autre moment, la fin prématurée de ces deux hommes dans la force de l'âge eût fait planer sans doute d'odieux soupçons sur leurs adversaires. Cependant je ne trouve dans aucun auteur contemporain la moindre insinuation contre Alburquerque, débarrassé ainsi dans un seul jour de l'obstacle qui pouvait arrêter l'essor de son ambition. Ce respect général pour un personnage en butte à tant de jalousies et de haines est un témoignage honorable qu'on doit enregistrer comme une exception rare dans les mœurs du XIVe siècle, et qu'il serait souverainement injuste de prétendre infirmer aujourd'hui.

Délivré de don Juan Nuñez, dominant l'infant d'Aragon et la reine Marie, Alburquerque put se croire désormais seul maître en Castille. Le jeune roi ne prenait aucune part au gouvernement. Il ne connaissait d'autre occupation que la chasse et passait des journées entières à cheval suivant ses faucons et ses chiens, indifférent au bien comme au mal que son ministre pouvait faire sous son nom. Personne encore ne connaissait son caractère, et sans doute il s'ignorait lui-même. Élevé dans la retraite, on ne lui connaissait aucune passion, aucun goût décidé, si ce n'est celui des exercices violents, ordinaire à son âge. Il avait à peine seize ans.

(1) Don Juan Nuñez mourut à Burgos, où il s'était rendu probablement pour soulever la Castille-Vieille, très attachée à sa maison. Ayala, p. 29.

IV.

GOUVERNEMENT D'ALBURQUERQUE. — 1350-1351.

I.

D'après un usage antique devenu loi de l'état, les cortès devaient se réunir au commencement de chaque règne. Le nouveau roi, qui les présidait, apprenait, par les cahiers soumis à son examen, les abus qui s'étaient introduits sous son prédécesseur et les besoins des peuples qu'il allait gouverner. Dès que don Pèdre fut rétabli, les cortès générales furent convoquées à Valladolid. Ce n'était pas sans intention qu'Alburquerque avait désigné cette ville pour y tenir l'assemblée nationale. En s'y rendant, le roi aurait à traverser les provinces signalées par leur attachement à don Juan Nuñez de Lara. Il importait au ministre de s'y montrer accompagné de son souverain, pour y prouver son autorité et pour la faire craindre. Peut-être encore avait-il quelques vengeances particulières à y exercer. Enfin le voisinage des Asturies, où le comte de Trastamare avait trouvé, disait-on, un grand nombre de partisans, justifiait le déploiement de forces considérables qui, d'après ses ordres, allait avoir lieu à l'occasion du voyage du roi.

Parti de Séville au commencement du printemps de 1351, le roi se dirigea d'abord vers l'Estramadure (1), afin d'y recevoir l'hommage-lige de son frère don Fadrique, qui n'avait point encore paru à la cour, bien qu'il eût envoyé son acte d'allégeance en même temps que don Henri venait en personne demander son pardon. L'entrevue eut lieu à Llerena, une des principales commanderies de Saint-Jacques, où les chevaliers, prévenus d'avance, s'étaient réunis en grand nombre de toutes les parties du royaume. Le Maître reçut son frère avec les plus grandes démonstrations de respect, et lui offrit la magnifique hospitalité qu'on pouvait attendre de l'ordre puissant dont il était le chef. A Llerena, on exigea des commandeurs de Saint-Jacques le serment de fidélité et d'hommage prêté peu de mois auparavant, à Séville, par les chevaliers d'Alcántara. Il contenait la même clause, nouvelle encore à cette époque, c'est à savoir que le maître ne serait reçu dans les forteresses de l'ordre qu'avec la permission du roi (2). Déjà une tendance monarchique commençait à modifier les institutions féodales, et peu à peu le pouvoir des maîtres, autrefois sans contrôle, allait se réduire à l'autorité frivole d'une charge de cour. Les chevaliers avaient perdu le droit d'élire leurs maîtres, on voulait que ces maîtres ne fussent plus que les lieutenants des rois.

(1) Probablement à cette époque les voies romaines subsistaient assez bien conservées pour établir des communications faciles entre les grandes villes d'Espagne. On voit par l'itinéraire d'Antonin qu'une des routes principales entre les provinces du midi et celles du nord part d'*Italica* pour aller s'embrancher à Mérida (*Emerita Augusta*) avec la voie qui conduit aux Pyrénées.

(2) Ayala, p. 35. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 45.

Don Pèdre, ou plutôt Alburquerque en son nom, après avoir assuré don Fadrique du retour de ses bonnes graces, le *dispensa,* ainsi parle le chroniqueur, d'assister aux cortès convoquées à Valladolid (1). Que la décision royale soit attribuée au choix libre du maître de Saint-Jacques, ou bien aux soupçons du ministre, on doit y voir une preuve que la présence des chefs d'ordres militaires était d'usage dans les cortès générales. On peut en inférer encore qu'elle dépendait, à certains égards, de la volonté du souverain.

La reine Marie accompagnait le roi dans ce voyage, traînant à sa suite la malheureuse doña Léonor. Don Fadrique, son fils, demanda et obtint la permission de la voir. En présence des geôliers, la mère et le fils, tous les deux si déchus de leur haute fortune, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et, pendant une heure qu'il leur fut accordé de passer ensemble, ils pleurèrent sans se dire une parole. Puis, un page vint annoncer à don Fadrique qu'il eût à se rendre chez le roi. Après un dernier embrassement, il quitta sa mère pour ne plus la revoir (2). Le sort de l'infortunée avait été résolu. De Llerena, par l'ordre d'Alburquerque, elle fut conduite au château de Talavera, appartenant à la reine-mère, et gardé par Gutier Fernandez de Tolède, un de ses hommes-liges. Léonor n'y languit pas long-temps. Peu de jours après son arrivée, un clerc de la reine remit au gouverneur un ordre de mort. L'exécution eut lieu avec mystère, et il est certain que don Pèdre y fut complétement étranger. Sans doute la reine avait exigé d'Alburquerque le sacrifice de sa rivale, que

(1) Ayala, p. 35.
(2) Ayala, p. 36.

ne protégeait plus la pitié de don Juan Nuñez de Lara. Elle obtint ses dépouilles de la faiblesse du roi, et les immenses domaines que don Alphonse avait donnés à sa maîtresse furent dévolus à celle qui venait de prononcer son arrêt de mort. « Plusieurs dans le royaume, dit Ayala, en furent marris, prévoyant que, d'un tel fait, naîtraient guerres et scandales, pour tant que Léonor avait fils déjà grands et trop bien apparentés (1). » Mais l'heure de la vengeance n'était pas venue, et les fils de Léonor courbaient le front devant ses assassins.

Don Pèdre, poursuivant sa route avec rapidité, avait prévenu à Valladolid l'arrivée des députés des villes. Sous prétexte de leur laisser le temps de se réunir, Alburquerque conduisit son pupille avec une petite armée dans plusieurs provinces de ses états. D'abord il se rendit à Palencia, dans le royaume de Léon, se rapprochant ainsi de don Tello, le troisième fils de Léonor, enfant de quinze ans à peine, qui, à l'exemple de ses aînés, se tenait éloigné de la cour, enfermé dans le château de Palenzuela. On semblait craindre qu'il ne fît quelque résistance, et, pour la prévenir, on lui envoya don Juan Garcia Manrique, riche-homme de Castille, chargé tout à la fois de le rassurer sur les dispositions de don Pèdre et de gagner les chevaliers qui le dirigeaient. Manrique réussit dans sa mission et ramena don Tello à Palencia. Instruit par son guide, don Tello courut baiser la main de son frère. — « Don Tello, lui demanda le roi, savez-vous que votre mère, doña Léonor, est morte? — Sire, répondit l'enfant déjà courtisan, je n'ai d'autre mère ni d'autre père que vos bonnes graces (2). »

(1) Ayala, p. 36.

(2) *Id.*, p. 37.

II.

Alburquerque avait eu bon marché de ces jeunes princes; maintenant il allait essayer son pouvoir contre des adversaires plus redoutables. C'était surtout la riche commune de Burgos que menaçait sa vengeance. Les bourgeois de cette ville, la plus importante de toute la Castille-Vieille, et les riches-hommes confédérés avec eux, ne cachaient point leur haine contre son gouvernement. Lorsque la maladie de don Pèdre avait révélé les sentiments de tout le royaume au sujet des prétendants à la couronne, Burgos s'était ouvertement prononcé pour don Juan Nuñez. En ce moment un des principaux adhérents de ce chef regretté, don Garci Laso de la Vega, se trouvait à Burgos avec une troupe nombreuse de vassaux et de clients. A l'approche du roi, il sortit au devant de lui et vint le rencontrer à quatre lieues de la ville, près d'un bourg nommé Celada. Dans son orgueil féodal, Garci Laso marchait accompagné d'une escorte princière. Ses deux gendres, Rui Gonzalez de Castañeda et Pero Ruiz Carrillo (1), son petit-fils, Gomez Carrillo, conduisaient à sa suite une multitude de chevaliers et d'écuyers, la plupart parents pauvres vivant de sa large hospitalité, toujours prêts en retour à épouser ses querelles, habitués à lui obéir comme à un chef de guerre et un père de famille. On ne manqua pas de faire remarquer au jeune roi cet appareil qui semblait destiné plutôt à le braver qu'à lui faire honneur. Dès la première entrevue, Manrique, créature d'Alburquerque, et l'ennemi particulier de Garci

(1) Le même probablement qui avait accompagné don Henri dans sa fuite.

Laso, échangea publiquement avec ce seigneur des paroles hautaines. En présence même du roi une querelle bruyante s'engagea, prévue sans doute et préparée par le ministre. Le roi imposa silence aux deux adversaires qui, pour cette fois, voulurent bien obéir; mais, le lendemain, comme on se mettait en marche pour Burgos, Garci Laso et les siens parurent en armes et plus nombreux que la veille. Déjà Manrique et les cavaliers de sa suite revêtaient leurs armures à la hâte, les deux troupes faisaient mine de vouloir se charger, lorsque le roi, accourant en personne, prévint encore un conflit. On leur ordonna de marcher en deux gros distincts assez éloignés l'un de l'autre pour éviter toute occasion de désordre. Cependant les bourgeois de Burgos, instruits de ces querelles, envoyèrent à Celada une députation pour représenter au roi le danger que courrait la ville en recevant à la fois les deux factions ennemies, et pour le supplier de n'y entrer qu'avec une escorte peu considérable. On ajoutait que les habitants verraient avec peine dans leurs murs la présence d'Alburquerque, dont ils connaissaient les mauvaises dispositions à leur égard. Bien que présentées avec toutes les formules de respect et d'humilité, ces remontrances trop libres déplurent à un jeune prince ignorant les priviléges et les franchises des communes, et instruit par sa mère et son ministre à croire que tout devait plier devant ses volontés. Alburquerque n'eut pas de peine à traduire en menaces factieuses le message du conseil de Burgos. Il fallait, dit-il, donner une leçon à ces bourgeois arrogants, et en faire un exemple pour intimider ceux qui voudraient les imiter. Au nom du roi, il répondit à la députation qu'il n'appartenait pas aux communes de régler l'escorte d'un roi de Castille; et sur-le-champ don Pèdre, avec

sa petite armée, marcha vers la ville, lances hautes et enseignes flottantes.

Manrique le précédait avec une avant-garde, et déjà s'était logé militairement dans la Juiverie, quartier qui, séparé, suivant l'usage, du reste de la ville par une forte muraille, formait comme une citadelle intérieure. De la part des bourgeois, d'ailleurs, nulle tentative de résistance; seulement quelques-uns des plus compromis, alarmés du grand nombre de soldats introduits dans leurs remparts, profitèrent de la nuit pour chercher leur salut dans la fuite, et se dispersèrent dans les environs. Garci Laso, confiant dans son immense popularité et dans le dévouement de ses vassaux, voulut demeurer dans Burgos, et se logea fort près du roi dans un des palais de l'archevêque. Don Pèdre avec sa mère en occupaient un autre. Alburquerque avait son quartier assigné; Manrique tenait la Juiverie. Ainsi on voyait quatre camps dans Burgos, et il semblait que toutes les factions du royaume s'y fussent donné rendez-vous pour y vider leurs différends.

La nuit même qui suivit l'entrée du roi, un écuyer de la reine-mère se rendit secrètement au logis de Garci Laso, et lui porta, de la part de cette princesse, un avertissement étrange: « Quelque invitation qu'il reçût, il devait se garder de paraître devant le roi. » Le fier Castillan ne tint aucun compte de cette révélation charitable, et, loin de l'attribuer à un sentiment d'intérêt pour sa personne, il se persuada que ses ennemis, redoutant une lutte ouverte, voulaient l'éloigner pour l'accuser pendant son absence. De grand matin il entra dans le palais, suivi de ses gendres, de son petit-fils et de quelques gentilshommes ou bourgeois, cortége ordinaire des grands seigneurs à cette époque. Les portes étaient occupées par une

garde nombreuse, et, dans tout le palais, on aurait pu remarquer un mouvement extraordinaire et des préparatifs mystérieux. Dans la grande salle, le roi l'attendait, assis sur son trône, entouré d'écuyers au service d'Alburquerque, tous armés d'épées (1) et de poignards, et portant des cottes de mailles sous leurs habits. A peine Garci Laso parut-il en présence du roi, que la reine-mère toute troublée sortit précipitamment, suivie de l'évêque de Palencia, son chancelier, comme pour éviter le spectacle d'une scène de violence dont elle était prévenue. Sa retraite fut comme un signal pour agir. Aussitôt quelques hommes d'armes s'emparent de trois bourgeois venus avec Garci Laso et les entraînent hors de la salle. En même temps, Alburquerque, debout auprès du roi, s'adressant à un alcade de cour nommé Domingo Juan : « Alcade, dit-il, vous savez ce que vous avez à faire? » Alors l'alcade, s'avançant vers le roi et lui parlant bas, mais toujours observé par le ministre : «Sire, demanda-t-il, vous me le commandez? sans votre ordre, je ne puis.» Le roi, d'une voix troublée, comme celui qui répétait une leçon apprise, s'écria : « Arbalétriers! arrêtez Garci Laso! » Trois écuyers d'Alburquerque se saisirent du seigneur de la Vega. Il vit que son sort était décidé, mais, trop fier pour demander grace, il dit au roi : «Sire, que ce soit votre merci de me donner un prêtre à qui je me puisse confesser.» Puis, se tournant vers un des hommes qui le tenaient : «Rui Fernandez, mon ami, dit-il, veuillez aller trouver doña Léonor ma femme, et lui demandez cette indulgence du pape qu'elle conserve.» L'écuyer refusa de se charger du

(1) Au XIVe siècle, les gentilshommes ne portaient leur longue et lourde épée qu'à la guerre ou en voyage. Les chevaliers des ordres militaires étaient seuls armés en tout temps.

message, mais on amena au prisonnier un prêtre qui se trouva dans le palais. Tous les deux furent conduits par les arbalétriers de la garde dans un passage étroit qui donnait sur la rue, et là le prêtre reçut la dernière confession de ce vieux guerrier plein de vie qui allait mourir. Au même moment, les gendres et le petit-fils de Garci Laso étaient arrêtés et renfermés dans un appartement du palais. Cependant Alburquerque comptait les instants qu'il laissait à sa victime. Bientôt, impatient, il avertit le roi qu'il était temps de donner les derniers ordres. Don Pèdre, habitué à répéter ceux de son ministre, chargea deux des gentilshommes d'Alburquerque d'aller dire aux gardes du prisonnier qu'ils le dépêchassent. Les arbalétriers, exécuteurs aveugles des volontés du roi, doutèrent d'un ordre qui leur était transmis par des serviteurs d'Alburquerque, et, comme l'alcade Domingo, ils voulurent le recevoir de la bouche même de leur maître. Un d'eux, s'étant détaché, alla lui demander ce qu'il fallait faire de Garci Laso. « Qu'on le tue! » répondit le roi. Bien averti cette fois, l'arbalétrier courut au prisonnier et l'abattit d'un coup de masse sur la tête. Ses camarades l'achevèrent à coups de dague. Le corps de Garci Laso fut jeté sur la grande place, où l'on célébrait l'entrée du roi, à la mode castillanne, par une course de taureaux. Ces animaux piétinèrent le cadavre et l'enlevèrent plusieurs fois sur leurs cornes. On le leur arracha pour l'exposer sur une estrade aux regards de la foule. Il y demeura tout un jour. Enfin on le déposa dans une bière, qui fut fixée sur le rempart de Comparanda. C'était le traitement réservé aux restes des grands malfaiteurs (1).

(1) Ayala, p. 37-43.

La même semaine, le roi, dînant avec Alburquerque, vit passer les trois bourgeois arrêtés avec Garci Laso, et qu'on menait au supplice. C'est ainsi qu'on apprenait à régner au malheureux don Pèdre. Le ministre implacable fit encore jeter en prison doña Leonor de Cornago, femme de Garci Laso, mais elle avait eu le temps de confier son fils à quelques serviteurs fidèles, qui parvinrent à le conduire dans les Asturies auprès du comte de Trastamare. La terreur régnait à Burgos, et quiconque avait élevé la voix pour défendre les priviléges de la commune ou pour soutenir les droits de don Juan Nuñez, ne croyait pas pouvoir trouver de retraite assez sûre pour cacher sa tête. Don Henri lui-même, effrayé, n'osa pas demeurer plus long-temps dans les Asturies, et vint chercher un refuge sur le territoire portugais. Après les exécutions vinrent les récompenses. Pour prix de son dévouement au ministre, Manrique obtint la charge d'adelantade de Castille (1), que possédait Garci Laso.

Ce n'était pas assez pour Alburquerque d'abaisser et de dissiper la faction des Lara, il voulait encore exterminer toute la race de son ennemi. Don Juan Nuñez laissait deux filles, dont l'une, ainsi qu'on l'a vu, était fiancée à don Tello, et un fils nommé don Nuño, alors âgé de trois ans seulement. Confié aux soins de doña Mencia, dame d'une famille considérable de Biscaïe, cet enfant était élevé à Paredes de Nava, dans le royaume de Léon. Lorsque le bruit de l'assassinat de Garci Laso se fut répandu dans la province, doña Mencia, comprenant quels périls menaçaient l'héritier de son seigneur, s'empressa de le dérober à ses ennemis. La Biscaïe, dont les habi-

(1) Lieutenant-général.

tants, jaloux de leur indépendance, étaient fort attachés à la mémoire de leur ancien chef, lui parut l'asile le plus assuré, et d'ailleurs son mari, Martin Ruiz d'Avendaño, y avait exercé une influence considérable (1). Elle y conduisit son pupille le plus secrètement qu'il lui fut possible. Mais déjà sur leurs traces couraient les émissaires d'Alburquerque, et le roi lui-même, dont l'activité irréfléchie était toujours prête à seconder les projets cruels de son ministre. Don Pèdre, poursuivant le noble enfant avec l'ardeur d'un chasseur qui suit sa proie à la piste, pensa l'atteindre au passage de l'Èbre. Heureusement les fugitifs, ayant quelques heures d'avance, parvinrent à rompre un pont, et dès-lors, sans inquiétude, ils gagnèrent le port de Bermeo, d'où, en cas de nécessité, ils auraient pu s'embarquer pour la Guyenne ou pour le royaume de France. Cependant les Biscaïens, émus de voir le fils de leur ancien seigneur proscrit et persécuté, éclataient en murmures. Un fils de doña Mencia, Juan de Avendaño, appelant aux armes ses compatriotes, commença de se fortifier dans ces âpres montagnes, citadelles imprenables des libertés de la Biscaïe. C'était une entreprise grave, presque téméraire, même pour un roi de Castille, que de s'attaquer à un peuple courageux, passionné pour son antique indépendance, et toujours dévoué à ses chefs nationaux. Alburquerque dut renoncer à suivre le jeune Nuño; il ramena le roi en Castille, remettant à don Lope de Rojas, avec le titre de *prestamero mayor* (2), le soin de négocier l'ex-

(1) Ayala, p. 44. Cfr. avec l'*Abreviada*, p. 43, note.

(2) Titre correspondant sous quelques rapports à celui de vidame; on le donnait proprement à un seigneur jouissant de bénéfices ecclésiastiques. L'importance de cette charge et ses attributions variaient suivant les provinces. Le

tradition ou l'éloignement de l'héritier des Lara. En même temps quelques troupes levées sur les domaines du roi voisins de la frontière s'avançaient pour appuyer les négociations. Les montagnards répondirent fièrement; il fallut en venir aux mains; pourtant ni d'une part ni de l'autre la guerre ne fut poussée avec vigueur. La petite armée du roi occupa plusieurs châteaux que les paysans insurgés essayèrent vainement de reprendre. Au bout de quelques mois, après maintes escarmouches sans résultat, l'enfant, cause de la guerre, mourut inopinément à Bermeo. Depuis longtemps les deux filles de don Juan Nuñez étaient au pouvoir d'Alburquerque, et les vastes domaines de Lara séquestrés au profit de la couronne. Dès-lors les hostilités n'avaient plus de prétexte ni de but. Les Biscaïens découragés déposèrent les armes et reconnurent l'autorité du roi.

prestamero mayor de Biscaïe était un des grands officiers de la couronne, et réunissait alors des pouvoirs civils et militaires assez étendus.

V.

CORTÈS DE VALLADOLID. — 1351.

I.

Le soulèvement de la Biscaïe était encore loin d'être apaisé, lorsque don Pèdre, de retour à Valladolid, ouvrit les cortès en personne. Les transactions de cette assemblée, qui se prolongea jusqu'au-delà de l'année 1351, ont été conservées en partie et forment un des monuments les plus curieux pour l'histoire de cette époque. Suivant l'usage, chaque ordre présenta ses cahiers, dont après la session il reçut une expédition en forme accompagnée des décisions royales. Sous le titre de règlement (*ordenamiento*), les vœux exprimés par les députés et les réponses rendues au nom du souverain allaient prendre place parmi les lois de l'état.

Les réformes réclamées par les trois ordres, les satisfactions ou les promesses données par la couronne font connaître assez exactement sans doute la situation de la Castille. A ce titre, j'entrerai dans un examen sommaire des différents cahiers. Ils sont écrits en langue castillanne, qui remplaçait le latin dans les actes publics depuis les sages règlements d'Al-

phonse X; mais, pour être rédigés dans une langue vivante, ils ne laissent pas de conserver encore bien des obscurités. Elles résultent quelquefois de l'emploi de termes dont la signification exacte est maintenant mal connue, plus souvent du manque de détails et de précision dans l'exposé des demandes présentées au roi. En effet, la rédaction en est, en général, si sommaire et si vague, qu'on doit regarder la pétition écrite comme le simple résumé d'une représentation verbale, une espèce de *memorandum* destiné à rappeler un discours étendu ou même une discussion approfondie (1).

Si ces documents nous sont parvenus dans leur intégrité, comme il y a tout lieu de le croire, on sera d'abord surpris de n'y trouver aucune allusion aux événements politiques qui venaient de marquer l'accession au trône de don Pèdre. Le meurtre de Garci Laso, le séquestre des domaines de Lara, la proscription de son fils, la guerre de Biscaïe, ne paraissent pas avoir été l'objet d'aucune représentation de la part des riches-hommes, et l'exécution des bourgeois de Burgos, la violation de leurs libertés, n'attirent pas davantage les plaintes des députés des communes. Je ne puis voir, en effet, qu'une formule banale dans la demande de confirmer les anciennes franchises et les priviléges existants, qui précède les cahiers de chaque ordre, et ce serait y attacher une importance fort exagérée, que de la prendre pour une protestation contre les derniers actes du gouvernement, actes non-seulement contraires aux franchises de chacun des ordres, mais encore à toutes les lois.

(1) Il faut ajouter qu'on ne connaît pas le texte même de ces cahiers, mais seulement l'exposé des demandes qui précède les réponses royales. On ne sait si cet exposé est littéralement reproduit, ou si ce n'est qu'un abrégé.

Du silence étrange de l'assemblée, il faut conclure, ce me semble, l'approbation tacite des mesures violentes prises par Alburquerque, ou bien y reconnaître une preuve de l'intimidation dont ce ministre était parvenu à frapper tout le parti de Lara (1).

II.

Les vœux exprimés par le clergé ne comprennent que vingt et un articles, la plupart contenant des plaintes contre des usurpations ou des exactions exercées soit par des riches-hommes, soit par les officiers du fisc. Surtout les prélats réclament avec force quelques-uns de leurs droits féodaux détournés au profit de la couronne par le feu roi don Alphonse. On sait que l'invasion des Maures africains l'avait obligé de faire servir aux nécessités de la guerre une partie des revenus ecclésiastiques. Depuis la victoire du Rio Salado, aucune restitution n'avait eu lieu. A ces réclamations, les réponses du roi sont en général évasives; quelquefois il oppose un refus absolu fondé sur la pénurie du trésor. Il déclare, par exemple, fort nettement qu'il entend garder les salines enlevées aux églises et assimilées au domaine royal (2). On remarquera que les pétitions du clergé, à une seule exception près, sont toutes relatives à ses intérêts temporels, comme si les ecclésiastiques ne siégeaient aux cortès qu'en qualité de seigneurs féodaux. Lorsqu'ils parlent au nom de la religion, c'est pour s'élever contre le scandale causé par les Juifs et les

(1) Voir cependant *Cortès de Vall.*, art. 16 et 22. Il en sera parlé ci-après.

(2) *Cortès de Vall. Ord. de Prelados*, art. 5.

Maures, qui travaillent publiquement le dimanche (1). A la modération singulière des termes dans lesquels cette représentation est conçue, on peut juger de la tolérance religieuse qui régnait alors en Castille.

III.

Les cahiers de la noblesse semblent également dictés par un intérêt tout personnel. S'adressant à la *merci* du roi, elle le supplie de lui accorder des exemptions, des pensions, des secours pécuniaires en considération des grandes pertes que la dernière épidémie lui a fait éprouver en lui enlevant les bras qui cultivaient la terre. Les laboureurs, devenus rares, mettent leurs services à un prix exorbitant, d'où il résulte que les gentilshommes, qui ne peuvent les payer, voient leurs domaines changés en déserts. Probablement le tableau de ces misères n'est point exagéré, car le gouvernement, prenant ces plaintes en considération, promet d'appliquer tous ses efforts à soulager la détresse des pauvres gentilshommes. Il les assure de sa protection, leur fait espérer des secours d'argent, et, afin de pourvoir au plus pressé, il fixe par une ordonnance spéciale le prix des salaires et celui des objets d'un usage général (2). Il est extrêmement difficile aujourd'hui d'apprécier une pareille mesure. Juste ou injuste dans ses détails, elle paraît avoir été commandée par une impérieuse nécessité.

(1) *Ord. de Prelados*, art. 9. — Ils demandent que les Juifs ne puissent travailler dans la rue (comme la plupart des artisans font encore aujourd'hui en Espagne), mais dans leurs maisons, les portes fermées, à peine de 10 maravédis d'amende.

(2) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 11. — *Ord. de Menestrales.*

J'ai fait connaître les désordres auxquels la maladie de don Pèdre avait donné lieu, et notamment le pillage des deniers publics par les nobles pensionnaires du roi. Pour tous les actes de violence commis à cette époque, la noblesse demande une amnistie complète, protestant surtout contre une enquête sur les droits de ceux qui, en saisissant les caisses royales, avaient prétendu se payer des arriérés de leurs traitements. Tout en accordant l'amnistie, le roi se réserve d'examiner les titres de ces pensionnaires impatients et de poursuivre le recouvrement des sommes prises sans créances légitimes (1).

Une loi fort remarquable du dernier règne interdisait aux ecclésiastiques de recevoir par testament des donations de terres, et le considérant allégué était qu'entre autres graves abus, il pourrait résulter de la liberté de tester en faveur des églises l'appauvrissement des familles nobles. Il paraît que cette loi fut mal observée, car on en réclame l'exécution avec de nouvelles instances. Le roi promet de la remettre en vigueur, et cependant autorise la répétition des terres aliénées au mépris des ordonnances de son prédécesseur (2).

L'existence des *Behetrias*, ces petites républiques dont le principal privilége était de changer de seigneur suivant le choix de leurs habitants, était pour la noblesse castillanne une occasion de querelles incessantes. Dans un temps où la force seule était respectée, la volonté de ces paysans privilégiés ne dépossédait réellement un seigneur que lorsqu'elle était appuyée par les armes de celui qu'on élisait pour lui succéder. De là des guerres et des combats continuels. D'un autre côté,

(1) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 7.

(2) *Ibid.*, art. 28.

quand les seigneurs, possesseurs temporaires de *behetrias*, comparaient le peu d'étendue de leurs droits et leur incertitude avec la puissance plénière des propriétaires de fiefs leurs voisins, ils éclataient en plaintes contre des institutions si humiliantes pour leur orgueil; ils en demandaient l'abolition; ils réclamaient le partage des *behetrias* au nom de la paix du royaume, avouant ainsi sans pudeur et leur avidité et leur humeur querelleuse. Les débats auxquels donna lieu la question des *behetrias* furent longs et animés. Il ne paraît pas que les habitants de ces bourgades eussent dans les cortès d'autres représentants que leurs seigneurs. Consulter des paysans sur leurs intérêts ou même sur leur sort n'était pas une idée que pussent concevoir les législateurs du XIVe siècle. Alburquerque pressait le partage des *behetrias* par un motif de cupidité personnelle, ayant du chef de sa femme un grand patronage sur ces territoires privilégiés. Mais d'autres seigneurs, propriétaires comme lui, craignirent sa partialité dans la répartition des terres et dans l'examen difficile des droits allégués par les nombreux prétendants. Grace à leur opposition, les choses demeurèrent sur l'ancien pied. Cette jalousie inquiète, particulière à la noblesse du moyen-âge, obligeait les riches-hommes à sacrifier leurs avantages personnels à la crainte de les voir partager par leurs voisins. Cependant le ministre avait fait parler le roi. Au vœu exprimé par les seigneurs intéressés à la suppression des *behetrias*, il avait répondu en admettant la mesure en principe; il s'engageait même à renoncer au droit de justice, qui lui appartenait sur ces bourgs à l'exclusion des seigneurs propriétaires. Toutefois la solution définitive dut être ajournée jusqu'après une enquête sur les titres des intéressés. A cet effet, on nomma des commissaires spéciaux; mais

il paraît qu'elle n'eut aucun résultat, les rivalités des seigneurs ayant soulevé sans doute des questions encore plus graves et plus difficiles à résoudre que celle de leurs titres de suzeraineté tels qu'ils existaient dans la constitution actuelle des *behetrias* (1).

Deux articles des cahiers de la noblesse sont à noter comme indiquant un accord des ordres entre eux. Le premier exprime le vœu qu'aucune décision relative à l'un des trois ordres n'intervienne dans les cortès en l'absence des représentants de l'ordre intéressé (2); le second sollicite en faveur des députés des communes une indemnité pour leurs frais de séjour pendant la durée des sessions (3). On verra tout à l'heure que les communes ne demeurent point en reste de bons procédés à l'égard de la noblesse.

IV.

En examinant les pétitions adressées au roi par les députés des villes, on reconnaît le rôle important qu'ils avaient alors dans les assemblées nationales. C'est en effet dans leurs cahiers seulement que se trouvent traitées les questions les plus élevées et les plus intéressantes pour la prospérité du pays. Ils offrent le mélange, naturel à l'époque où ils furent rédigés, d'idées grandes et généreuses et de préjugés étroits. Tel est le moyen-âge, surtout en Espagne; et, si l'on compare les opinions exprimées dans les cortès de Valladolid avec celles qui

(1) Cfr. Ayala, p. 50 et suiv. — *Ord. de Fijosdalgo*, art. 4, 5, 6, 13, 15, 21.

(2) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 23

(3) *Ibid.*, art. 22.

dominaient alors dans tout le reste de l'Europe, la barbarie de certaines institutions de la Castille causera moins de surprise que la sagesse de quelques autres n'excitera d'admiration. Qui s'étonnera de voir, en 1351, les députés des communes demander pour les débiteurs chrétiens l'autorisation de faire banqueroute à leurs créanciers juifs (1), ou bien vouloir interdire à ces derniers le droit de posséder des terres, en leur accordant celui de prêter à usure (2)? Ce qui surprendra davantage, c'est que, dans la même assemblée, on réclame et l'on obtienne l'abolition des maîtrises et la liberté la plus complète dans l'exercice de toutes les professions (3); qu'on y stipule l'inviolabilité des députés (4); qu'on y demande des garanties pour la liberté individuelle (5); enfin, qu'on arrache à la couronne la promesse de révoquer ces immunités scandaleuses qui, dispensant de l'impôt quelques privilégiés, en rendaient le poids intolérable aux autres citoyens (6).

Environ la moitié des réclamations présentées par les communes a pour objet la réforme des abus existant dans la répartition ou le prélèvement des taxes. Au nombre et à la gravité des plaintes, on juge quelle est l'étendue du désordre dans cette partie de l'administration. Parmi les mesures provoquées par les cortès, il faut citer un nouveau recensement général pour établir l'assiette de la capitation, recensement devenu absolument nécessaire depuis le fléau qui venait de ravager

(1) *Cortès de Valladolid*, Cfr. art. 64, 65, 74, 75.

(2) *Ibid.*, art. 66.

(3) *Ibid.*, art. 49.

(4) *Ibid.*, art. 34.

(5) *Ibid.*, art. 16, 22.

(6) *Ibid.*, art. 36.

la Péninsule, et l'établissement d'une surveillance particulière pour réprimer les exactions ordinaires alors aux officiers du fisc. A certains égards, cette dernière institution rappelle celle des *Missi dominici* de Charlemagne (1).

L'administration de la justice donne également lieu à de nombreuses remontrances, mais où percent clairement les jalousies aveugles des différentes provinces de la monarchie, trop nouvellement réunies pour avoir encore oublié leurs vieilles antipathies, au point de former un corps de nation. Chaque ville voudrait que ses magistrats fussent choisis sur son territoire; elle ne regarde pas comme un concitoyen, elle croit presque un ennemi quiconque est né hors de ses murs (2).

Une réclamation plus juste et plus éclairée obtient de la couronne que nul ne sera soustrait à ses juges naturels; que des commissaires royaux surveilleront avec vigilance les officiers de justice (3); enfin, comme dernière ressource contre la prévarication des magistrats, que tout Castillan pourra venir porter ses plaintes par devant le roi lui-même (4).

L'audace des bandits qui infestaient les grandes routes, et qui pillaient même les villages et les villes, appelait les mesures les plus énergiques. Sur la demande des députés, le roi ordonne l'institution d'une garde civique chargée de la police et particulièrement de la poursuite des malfaiteurs. On devine la grandeur du mal à l'énergie des remèdes employés pour le combattre. Toute la population de la Castille est mise sous les armes. Dans chaque ville ou village, un

(1) *Cortès de Vall.*, art. 40, 55.

(2) *Ibid.*, art. 58.

(3) *Ibid.*, 50, 54, 55.

(4) *Ibid.*, art. 48.

quart des habitants doit toujours être prêt à courir sus aux brigands. On fixe la distance à laquelle la poursuite doit s'étendre; on dispose les hommes d'armes par relais, si je puis m'exprimer ainsi, qui se succéderont les uns aux autres jusqu'à la prise ou l'extermination des bandits. Mais ce n'est pas seulement contre les voleurs de grands chemins que cette milice doit agir. Elle est encore chargée de combattre les rebelles au gouvernement, et ses services sont particulièrement requis pour la destruction des *maisons fortes* (*casas fuertes*): c'est ainsi que sont désignées les retraites de ces gentilshommes ennemis des lois, alors très nombreux dans toute l'Espagne. Pour faire le siége de ces forteresses, les lieutenants du roi pourront convoquer les milices de cinq lieues à la ronde et emmener la moitié des hommes valides (1). A ces dispositions il faut encore ajouter des peines portées contre les mendiants et les vagabonds, parmi lesquels se recrutent d'ordinaire les ennemis de la tranquillité publique (2).

Les relations de la Castille avec les royaumes voisins rentraient dans la compétence des cortès générales. Les communes réclament contre un tarif de douanes établi par la Navarre, et demandent la révocation d'une convention commerciale entre la Castille et l'Aragon, onéreuse à la première de ces deux puissances. On voit encore les villes maritimes de la Biscaïe solliciter la ratification d'un traité qu'elles ont conclu avec l'Angleterre, de leur propre autorité, comme il semble (3). Alors les cités commerçantes jouissaient d'une indépendance

(1) *Cortès de Vall.*, art. 1, 35.

(2) *Ibid.*, art. 33.

(3) *Ibid.*, art. 6, 9, 62.

singulière. On sait que, deux siècles après, le Portugal, en paix avec le roi de France, avait une rude guerre à soutenir contre un bourgeois de Dieppe (1).

Pendant les voyages d'un roi de Castille, voyages fréquents à cette époque où il n'y avait pas de résidence fixe pour la cour, les villes et les ordres militaires étaient tenus de le défrayer ainsi que toute sa suite. On lui devait ce que l'on appelait *la chère* (*yantares*), et la dépense était souvent fort considérable, d'autant plus qu'en de telles occasions les officiers du roi l'augmentaient indéfiniment par leurs exigences. Sur la réclamation des communes, un règlement fixa la quotité de la dépense, la nature des prestations et jusqu'au menu des repas offerts. Il fut stipulé que le roi et la reine seuls auraient droit à exiger des frais de réception pendant leurs voyages (2).

Parmi les nombreuses pétitions adressées au roi par les députés des villes, on cherche en vain quelques plaintes contre les usurpations ou les violences des riches-hommes. L'accord apparent des deux ordres est remarquable dans un temps où les collisions étaient assurément fréquentes entre la noblesse et les communes. Telle est leur concorde dans les cortès de Valladolid, que les députés des villes recommandent au roi les cahiers des deux autres ordres, et appellent particulièrement son intérêt sur la situation des gentilshommes ruinés par l'épidémie (3). On en doit conclure qu'il existait des conférences entre les différentes classes de députés, ou, comme l'on dirait aujourd'hui, des communications des chambres entre elles.

(1) François Ier répondait aux ambassadeurs portugais : « Allez trouver Ango, et arrangez-vous avec lui. » Vitet, ***Hist. de Dieppe***, t. II, p. 425.

(2) ***Cortès de Vall.***, art. 29, 70.

(3) ***Ibid.***, art. 41, 59.

Sans doute un certain nombre d'affaires discutées devant des commissions mixtes n'étaient point portées devant le roi, lorsque les débats avaient fini par un accommodement amiable. Je ne trouve qu'un seul article exprimant une dissidence entre les communes et le clergé. Les premières supplient le roi de réprimer les abus de l'excommunication lancée par les ecclésiastiques et de limiter les amendes encourues par les personnes frappées des foudres de l'église (1).

Les intérêts de l'agriculture et du commerce n'ont point été négligés par les cortès de Valladolid, et plusieurs articles remarquables témoignent hautement de leur sollicitude. C'est ainsi que sont réglées nombre de questions relatives au passage et au droit de pâture des troupeaux nomades (2), à l'exportation et au transit des grains, des bestiaux, des chevaux, des bois de construction et des métaux précieux (3). D'autres ordonnances ont pour but de prévenir la destruction des forêts, déjà redoutée en Castille au XIVe siècle (4). A ces règlements fort nombreux viennent encore s'ajouter quelques lois somptuaires, la plupart renouvelées des règnes précédents, et toujours destinées à demeurer sans exécution (5).

V.

Par ce résumé très succinct, le lecteur peut se faire une idée des travaux auxquels se livrèrent les cortès de Valladolid. Peut-

(1) *Cortès de Vall.*, art. 40.
(2) *Ibid.*, art. 44, 56.
(3) *Ibid.*, art. 42, 43, 45, 72.
(4) *Ibid.*, art. 61.
(5) *Ibid.*, art. 18, 24, 32, 74.

être ne sera-t-il pas hors de propos de dire ici quelques mots de la forme dans laquelle les demandes de l'assemblée sont soumises au roi. Il faut observer d'abord que la même formule sert aux trois ordres sans distinction. Tous, s'adressant au souverain comme à un maître absolu, le supplient *que ce soit son bon plaisir* (1) de remédier à tel abus, de satisfaire à telle réclamation. Dans cette formule, qui peut-être remonte à une haute antiquité, il ne faut point voir, ce me semble, une habitude servile, mais plutôt au contraire comme un commencement de cette fiction légale des gouvernements constitutionnels qui, plaçant la responsabilité au pied du trône, élève la majesté royale au-dessus de tout blâme. A l'appui de cette opinion, je pourrais citer un article remarquable du cahier des communes qui, à le bien entendre, n'est qu'une demande de garantie pour la liberté individuelle : « On supplie le roi qu'il ne sorte de sa chancellerie aucun ordre pour tuer ou appréhender aucun de ses sujets, ou pour confisquer ses biens; que, dans le cas où un ordre pareil serait expédié, il ne devienne exécutoire qu'après avoir été représenté au roi lui-même et de nouveau confirmé (2). » Ainsi, l'on feint que le roi ne peut vouloir aucun acte illégal, et c'est à lui qu'on en appelle des décrets surpris par ses ministres.

En général, les réponses de la couronne sont courtes et précises : *Je le tiens pour bon* (3) *et l'ordonne*, telle est la for-

(1) *A lo que me pidieron por merced*, etc.

(2) *Cortès de Vall.*, art. 16. Voici la réponse du roi : « Si j'envoie de tels ordres, les officiers que j'envoie devront arrêter ceux que je désigne, mais non les tuer ni les torturer; ils m'en donneront avis sur-le-champ, pour que j'en décide suivant ma merci. »

(3) A esto respondo que lo tengo por bien e mando que se guarde.

mule le plus souvent reproduite. Si le roi oppose un refus aux demandes des cortès, il faut reconnaître que c'est presque toujours à bon droit, et pour repousser des prétentions injustes ou exorbitantes. En ce qui concerne les Maures et les Juifs, par exemple, il refuse avec raison de sanctionner les lois d'exception qu'on réclame contre eux (1), et lorsqu'il rejette les instances du clergé pour rentrer en possession des revenus dont la couronne s'est emparée à son préjudice, c'est en invoquant les nécessités du trésor et les lois librement votées dans les cortès assemblées sous le règne précédent (2). Quant aux promesses royales pour l'observation de la justice, la diminution des impôts, le respect de toutes les libertés, elles sont nombreuses et explicites, telles, en un mot, qu'on peut les attendre d'un prince qui vient de monter sur le trône. La suite de cette histoire montrera comment ces promesses magnifiques furent gardées.

(1) *Cortès de Vall.*, art. 64, 65, 66, 68, 75, 76.

(2) *Ibid.*, *Ord. de prelados*, art. 1, 5, 19.

VI.

GOUVERNEMENT D'ALBURQUERQUE. — TRAITÉ AVEC L'ARAGON. — RÉBELLION D'ALONSO CORONEL. — 1352-1353.

I.

La session des cortès se prolongea jusqu'au printemps de l'année 1352. Vers la fin de mars, le roi quitta Valladolid pour se rapprocher de la frontière de Portugal. Son grand-père, Alphonse IV, père de la reine Marie, lui avait demandé une entrevue. Elle eut lieu à Ciudad Rodrigo, avec de grandes démonstrations d'affection de part et d'autre. Le roi de Portugal ayant prié son petit-fils de pardonner au comte de Trastamare, alors réfugié dans ses états, don Pèdre s'empressa d'y consentir, soit que, surpris en quelque sorte par une requête imprévue, il n'eût pas le temps de consulter sa mère ou son ministre, soit que, flatté d'une sollicitation auguste, il saisît avec joie l'occasion de faire un acte d'autorité. Quoi qu'il en soit, et quelque sincère que fût l'amnistie accordée à don Henri, celui-ci ne jugea pas à propos de paraître encore devant son frère. Il retourna dans les Asturies, n'ayant rien perdu de ses dispositions factieuses, car on l'y retrouve bientôt

recrutant des hommes d'armes et travaillant sans relâche à se faire un parti. Grace à l'intervention du roi de Portugal, il venait d'obtenir la levée du séquestre mis sur ses biens et ceux de sa femme doña Juana de Villena (1). Il se servit de ces nouvelles ressources pour augmenter le nombre de ses créatures et pour essayer de fonder dans les Asturies une suzeraineté indépendante. Probablement ses rêves d'ambition n'allaient pas encore plus loin.

Alburquerque, méprisant les menées obscures de don Henri dans le nord, surveillait non sans inquiétude les préparatifs plus menaçans de quelques riches-hommes de la Castille, anciens partisans de la faction des Lara. Depuis la mort tragique de Garci Laso, don Alonso Fernandez Coronel aspirait à devenir le chef de ce parti vaincu, mais non point détruit. On a vu ce seigneur abandonner doña Léonor aussitôt après la mort du roi don Alphonse, et, pour prix de sa prompte défection, obtenir les bonnes graces d'Alburquerque. Il en avait reçu, avec la bannière et le chaudron de riche-homme, la vaste seigneurie et le fort château d'Aguilar, produits d'une confiscation ordonnée par le feu roi. A la vérité, Coronel prétendait qu'il avait payé assez chèrement ces faveurs au mi-

(1) Voir le préambule d'une charte de don Henri rapportée par Pellicer (*Informe de la casa de los Sarmientos de Villamayor*). Don Henri reconnaît que le roi lui a pardonné tous ses méfaits (*todos los maleficios que ayamos fecho fastaqui*), et qu'il lui a rendu ses biens et ceux de doña Juana sa femme. Gijon, 16 juin, l'an de l'ère 1390 (1352). — Ayala, p. 76. Note de Llaguno. — *N. B*. Les Castillans dataient alors leurs actes de l'*ère de César Auguste*, c'est-à-dire de l'année d'un dénombrement général prescrit, dit-on, par cet empereur. Elle commence 38 ans avant l'ère vulgaire. Les Aragonais, qui long-temps avaient suivi le même système, l'avaient abandonné à l'époque où commence ce récit.

nistre (1) pour être dispensé de toute reconnaissance. De simple chevalier devenu riche-homme de nom et de fait, il s'était attaché avec plus de zèle que jamais à la cause de don Juan Nuñez, et pendant la maladie de don Pèdre, il s'était employé avec une ardeur quelquefois imprudente à soutenir ses prétentions tant en Castille que dans l'Andalousie. Le rétablissement du roi, la mort du seigneur de Lara, avaient pour un moment déconcerté ses projets, et, déjà suspect au nouveau gouvernement, il avait cru prudent de ne point paraître aux cortès de Valladolid. Averti par le meurtre de Garci Laso du sort que le ministre alors tout-puissant réservait à ses ennemis, il était bien résolu à ne pas imiter la folle confiance de son frère d'armes, et se préparait de longue main à une résistance vigoureuse. Tandis qu'il mettait en état de défense ses châteaux de Castille et d'Andalousie, il cherchait à ouvrir des relations avec don Henri et don Tello qui, suspects comme lui à don Juan d'Alburquerque, lui semblaient des alliés naturels. Peu scrupuleux sur le choix de ses protecteurs, il essayait encore de traiter avec le roi maure de Grenade, et sollicitait jusqu'aux Arabes d'outre-mer. Pour diriger ces négociations, le château d'Aguilar, situé sur la frontière de Grenade, lui offrait de grandes facilités. Il s'y était enfermé avec son gendre don Juan de La Cerda, seigneur puissant de Castille, et tous les deux y avaient réuni les plus dévoués de leurs vassaux. De cette forteresse, ils tendaient la main à

(1) Ayala, p. 66 et suiv. — Le château d'Aguilar avait appartenu à don Gonzalo Fernandez, et était depuis entré dans le domaine royal. Ayala rapporte que Coronel l'avait obtenu d'Alburquerque en lui promettant en échange le château de Burguillos, que dans la suite il refusa de lui livrer.

tous les mécontents et s'efforçaient de rallier les débris de la faction de Lara.

Alburquerque ne se dissimulait ni la haine que lui avait suscitée sa haute fortune, ni le nombre ni la force de ses ennemis. Sa résolution naturelle, d'accord avec la politique, lui conseillait de s'adresser d'abord au plus redoutable, sûr qu'un exemple terrible intimiderait le reste des factieux. La perte d'Alonso Coronel fut jurée. Dans ce dessein, il quitta Ciudad Rodrigo dès qu'il put prendre congé du roi de Portugal et se hâta de conduire don Pèdre en Andalousie, espérant par la rapidité de sa marche déconcerter les intrigues des rebelles. En quelques jours, il réunit à Cordoue une petite armée autour de la bannière royale et s'avança aussitôt contre le château d'Aguilar. Gutier Fernandez de Tolède, grand chambellan, et Sancho Sanchez de Rojas, chef des arbalétriers de la garde, le précédaient chargés de sommer Coronel d'ouvrir ses portes au roi. Coronel, qui vraisemblablement ne s'attendait pas à être si tôt attaqué, répondit avec quelque embarras qu'aux termes de sa charte d'investiture, octroyée par le roi lui-même, il était dispensé d'héberger son souverain, surtout lorsqu'il se présentait avec une suite si considérable (1). Puis, sa fran-

(1) Tous les riches-hommes, de même que les maîtres et les commandeurs des ordres militaires, étaient tenus de recevoir le roi dans leurs châteaux et de l'y héberger, à peine de haute trahison. On a vu que les cortès de Valladolid avaient réglé la dépense qui devait être faite dans de telles occasions. Il paraît que les rois, en donnant un château, dispensaient quelquefois son propriétaire des frais de réceptions royales, *yantares;* mais, en supposant que Coronel eût un pareil privilége, il est évident qu'il n'avait d'autre sens que de l'exempter de la dépense des *yantares*, et non de l'obligation d'ouvrir ses portes à son seigneur.

chise militaire reprenant bientôt le dessus, il avoua que la présence d'Alburquerque, son ennemi déclaré, l'empêchait seule de se rendre à son devoir; mais que, tant que ce ministre exercerait sa domination tyrannique, il se verrait contraint à son grand regret, et pour sa propre sûreté, de désobéir aux ordres de son roi. Cependant nombre de chevaliers, ses amis secrets ou déclarés, étaient accourus aux barrières dans l'espoir de ménager un accommodement. Tous, jusqu'à ceux-là même qu'il regardait comme ses confédérés et ses complices, lui conseillaient la soumission immédiate; ils l'engageaient à se réserver pour des temps plus heureux, et à ne pas précipiter sa ruine par une résistance sans espoir. S'il consentait à livrer son château, lui disait-on, il obtiendrait la permission de sortir du royaume, et le roi, satisfait par un exil de quelques mois, lui accorderait bientôt une amnistie complète et la levée du séquestre mis sur ses domaines. Coronel, étonné d'entendre un pareil langage dans la bouche de ceux dont il attendait des secours effectifs, ne perdit pourtant rien de sa résolution et demeura inflexible. « Le roi, répondit-il, est au pouvoir d'Alburquerque. Jamais je ne me livrerai, comme Garci Laso, à mon ennemi mortel. » Pendant ces pourparlers, don Pèdre s'approchait. Pour en finir, on déploya la bannière royale de Castille, et quelques arbalétriers firent mine d'assaillir les barrières du château. A cette démonstration qui n'avait pour but que de constater la rébellion, la garnison d'Aguilar répondit par le cri de guerre de son seigneur qu'elle accompagna d'une volée de flèches. Après quelques traits échangés de part et d'autre, on sonna la retraite. Le chef des arbalétriers vint montrer au roi la bannière de Castille déchirée par des flèches lancées du château. A ce spectacle, l'in-

dignation fut générale, et les amis de Coronel, qui un instant auparavant intercédaient pour lui, se turent et l'abandonnèrent à son sort. Le jour même, il fut déclaré rebelle et traître, et l'on proclama ses biens confisqués et dévolus à la couronne. Il restait à s'en rendre maître. Aguilar était bien fortifié, bien pourvu de vivres et de munitions, et l'armée royale, peu nombreuse d'ailleurs, n'avait point de machines pour en faire le siége. Alburquerque, laissant un petit corps de troupes en observation devant la place, emmena le roi en Castille pour y faire la conquête plus facile des autres châteaux appartenant au rebelle. Sa présence dans le nord était d'ailleurs devenue nécessaire, car les alliés de Coronel commençaient à se montrer.

Dans les Asturies, le comte de Trastamare venait d'entrer par un coup de main dans la ville de Gijon dont il paraissait vouloir faire sa place d'armes. D'un autre côté, don Tello, son frère, âgé de seize ans à peine, déployait son étendard et débutait par un de ces exploits ordinaires aux héros de ce temps. Sortant d'Aranda de Duero, ville qui faisait partie de son apanage, il avait détroussé non loin de Burgos un grand convoi de marchandises en route pour la foire d'Alcalà de Henares. Après ce coup, effrayé à la vue des milices accourant des villes voisines, il gagna en toute hâte son château de Monteagudo sur la frontière d'Aragon. Bientôt, ne s'y croyant pas en sûreté, il implora la protection de Pierre IV, et se déclara son homme-lige, s'engageant à ne faire ni paix ni trêve avec le roi de Castille sans l'agrément de son nouveau suzerain (1).

(1) *Archivo general de la corona de Aragon*, parchemin nº 1676, daté

Le jeune roi, toujours guidé par Alburquerque, se dirigeait vers les Asturies; mais, chemin faisant, il s'empara de plusieurs châteaux ou maisons fortifiées que Coronel possédait en Castille. La plupart se rendirent sans faire de résistance sérieuse. Il n'y eut que le châtelain de Burguillos qui soutint un assaut. C'était un brave écuyer, homme-lige de Coronel, nommé Juan de Cañedo, que ni la présence du roi, ni les promesses d'Alburquerque ne purent obliger à livrer la place remise à sa garde. Après s'être battu en désespéré, il fut pris vivant, et le vainqueur lui fit couper les deux mains. Laissant les mécontents de la Castille méditer sur cet exemple terrible, la petite armée royale entra dans les Asturies. A son approche, don Henri abandonna Gijon et se jeta dans les montagnes avec quelques amis dévoués. Tout en se dérobant avec soin aux poursuites de son frère, il protestait de sa fidélité, et les gouverneurs de Gijon et de ses autres châteaux s'engageaient par son ordre à ne pas guerroyer, pourvu que le roi consentît à pardonner à leur seigneur. Une espèce de trêve fut conclue. Alburquerque promettait de traiter don Henri avec douceur, et acceptait le serment offert par ses lieutenans (1). Cette expédition fut une promenade, car nulle part on ne rencontra d'ennemis. Tranquille de ce côté, le ministre ramena rapidement le roi en Castille pour réduire les places occupées par les vassaux de don Tello. La plupart furent prises presque sans

de Lérida, 14 juin 1352. Bien que cette pièce soit revêtue de la signature de don Tello, je ne sais s'il prêta lui-même le serment d'hommage entre les mains du roi d'Aragon. Il semble résulter de la teneur de l'acte que l'hommage fut rendu au nom du jeune prince par son majordome Pero Ruiz de Villegas.

(1) Ayala, p. 76.

combat. Monteagudo, la principale de ses forteresses, pouvait faire une longue résistance; mais le gouverneur demanda et obtint une capitulation ou plutôt une suspension d'armes, semblable à celle qui venait d'être accordée aux lieutenants de don Henri, c'est-à-dire la promesse d'une amnistie pour son maître, à la condition qu'il s'abstiendrait en attendant de toute hostilité (1). Il était évident que les mécontents des provinces du nord n'osaient rien entreprendre avant d'avoir appris quel serait le succès de la levée de boucliers tentée en Andalousie par Alonso Coronel. Éloignés les uns des autres, divisés d'intérêts, les ennemis d'Alburquerque n'avaient pu se concerter; à peine se connaissaient-ils; chacun croyait avoir affaire à toutes les forces du roi, et, ne songeant qu'à sa sûreté personnelle, faisait bon marché de ses confédérés. Quant à ces étranges conventions entre un souverain et ses sujets rebelles, conventions exactement observées de part et d'autre, comme il semble, elles constatent quelle était alors l'opinion générale au sujet de l'obéissance due par un vassal à son seigneur immédiat. Les gouverneurs de don Henri et de don Tello conciliaient la fidélité jurée à leur seigneur et le respect de la majesté du trône en stipulant une amnistie pour leur maître, et en promettant d'un autre côté de ne point attaquer les troupes royales. C'eût été trop exiger, sans doute, que de vouloir leur soumission pure et simple. Des vassaux ne pouvaient être juges dans un différend entre leur seigneur et le roi; en attendant qu'un arrangement eût lieu, leur neutralité semblait un hommage suffisant rendu à la couronne. D'ailleurs, le dessein d'Alburquerque était d'isoler Coronel, contre lequel il voulait porter

(1) Ayala, p. 78.

toutes ses forces. Il atteignit son but par ces conventions, et sans doute il se réservait le soin de châtier un jour à loisir ses timides complices. Pour le moment, il affectait de mettre une grande différence entre les bâtards coupables seulement de trop de défiance à l'égard de leur roi, et le riche-homme d'Aguilar en révolte ouverte, et déjà déclaré traître et rebelle. De là, sa facilité à traiter avec les châtelains de Gijon ou de Monteagudo, et sa cruauté envers celui de Burguillos.

II.

En se portant sur Monteagudo à l'extrémité de la Castille, Alburquerque n'avait pas seulement en vue d'intimider don Tello et d'arrêter sa prise d'armes. L'attitude du roi d'Aragon lui donnait quelque souci, et il avait à cœur de connaître ses intentions avant de retourner en Andalousie pour accabler Coronel. Bien que l'Aragon et la Castille fussent en paix depuis longues années, les relations des deux pays n'étaient rien moins qu'amicales. A la mort d'Alphonse IV, doña Léonor, sa seconde femme, infante de Castille et tante paternelle de don Pèdre, brouillée depuis long-temps avec Pierre IV, son beau-fils, avait quitté l'Aragon aussitôt que ce prince était monté sur le trône. Retirée en Castille, avec ses deux fils, les infants don Fernand et don Juan, elle n'avait cessé d'entretenir des relations avec les ennemis déclarés ou secrets du nouveau roi. Don Fernand avait été pendant quelques mois reconnu pour le chef des rebelles dans le royaume de Valence, et lorsque la ligue des seigneurs et des communes, qui prit le nom de l'Union, tint un moment Pierre IV en sa puissance, elle l'avait obligé de reconnaître pour son héritier présomptif ce frère qu'il haïssait.

A la vérité, la bataille d'Epila avait fait justice de ces prétentions et contraint l'infant de retourner humilié en Castille. Le séquestre de ses biens et de ceux de doña Léonor avait puni sa tentative; mais l'asile qu'il avait trouvé en Castille, le rang élevé qu'il y occupait, son alliance avec le ministre tout-puissant de don Pèdre, étaient pour Pierre IV des sujets incessants d'inquiétudes et d'irritation. L'accueil fait à don Tello, l'empressement du roi à accepter son hommage était un acte de représaille. En couvrant de sa protection les rebelles de Castille, Pierre voulait montrer qu'il pouvait dorénavant combattre le Castillan à armes égales et lui rendre tout le mal qu'il en avait à redouter. Ainsi, par un singulier hasard, les deux rois trouvaient des alliés dans la famille l'un de l'autre, et chacun avait à sa disposition les moyens d'allumer la guerre civile chez son voisin. L'aigreur croissante entre les deux cours était encore irritée par l'ambition inquiète de don Fernand, qui, après s'être cru un instant roi de Castille, déchu de cette espérance, tournait maintenant ses vues vers l'Aragon. On lui attribuait le dessein de renouveler la tentative qui lui avait si mal réussi quelques années auparavant, et de fait il errait sur la frontière, cherchant à réchauffer le vieux levain de la ligue valencienne. De son côté, le roi d'Aragon, instruit de ces menées, avait réuni dans le royaume de Valence un corps de troupes considérable, prêt à repousser une attaque, résolu peut-être à la prévenir. Telle était la situation des choses, lorsque Alburquerque parut devant Monteagudo.

Il désirait la paix sincèrement, car il n'avait rien à gagner à la guerre que l'agrandissement de l'infant d'Aragon, dont il se souciait peu. Sa haine et son intérêt lui commandaient également de concentrer tous ses efforts contre le dernier chef de

la faction de Lara, et, pour assouvir sûrement sa vengeance, il fallait qu'il fût délivré de l'inquiétude d'une guerre étrangère. Son premier soin fut donc d'ouvrir des négociations avec l'Aragonais, qui s'y prêta avec empressement. Le ministre qui jouait alors auprès de Pierre IV le même rôle qu'avait Albur-querque auprès de don Pèdre, don Bernal de Cabrera, était un ennemi déclaré d'Alonso Coronel (1), et le désir de perdre un homme qu'il détestait ne contribua pas peu sans doute à presser l'accord entre les deux couronnes. Ouvertes dans la ville d'Agreda, vers le milieu de l'automne, les conférences se terminèrent promptement par un traité d'alliance conclu au château d'Atienza, le 29 octobre 1352. Les deux rois ayant les mêmes griefs, les mêmes appréhensions, faisaient les mêmes sacrifices pour s'assurer une domination tranquille. Ils se jurèrent de pardonner aux princes de leurs maisons en hostilité déclarée ou secrète contre leurs gouvernements. Don Pèdre s'engagea de recevoir à merci son frère bâtard don Tello et de lui rendre ses biens; Pierre IV accorda une amnistie aux deux infants ses frères consanguins, et promit de leur restituer, ainsi qu'à la reine doña Léonor leur mère, les domaines qu'il avait séquestrés. En même temps, chacun des deux rois se portait garant auprès de son allié pour la conduite de ceux dont il venait d'obtenir la grace. De part et d'autre, sauf quelques exceptions, l'amnistie s'étendait aux personnages subalternes, vassaux de don Tello ou des infants. Je dois faire re-

(1) Don Bernal de Cabrera avait des prétentions sur la seigneurie d'Aguilar. En la réunissant au domaine royal, don Alphonse avait dédommagé Cabrera et Coronel; mais, ni l'un ni l'autre ne se tenant pour satisfaits, leur animosité subsistait tout entière. V. Zurita, *Annales de Aragon*, t. II, p. 248, verso. — Ayala, p. 67 et suiv.

marquer à cette occasion une clause singulière du traité. Il fut stipulé que les adhérents des infants d'Aragon ne seraient point recherchés pour leurs actes d'hostilité contre Pierre IV, à moins qu'antérieurement à la convention d'Atienza, une sentence de trahison n'eût été rendue contre eux; que, dans ce cas néanmoins, ils ne pourraient être poursuivis dans les villes faisant partie du domaine personnel des infants (1). Un article tout semblable réglait le sort des partisans de don Tello. Ainsi, chaque roi, reconnaissant l'indépendance d'une seigneurie relevant de la sienne, permettait qu'il existât dans son royaume des places de sûreté contre ses propres décrets. Tel était le régime féodal et l'impuissance de la royauté. Toutefois, pendant que les deux ministres faisaient cette concession éclatante aux exigences de la noblesse, ils ne négligeaient pas de prendre quelques mesures pour restreindre ses priviléges à l'avenir. A la suite du traité de paix, l'on arrêta les bases d'une convention d'extradition, acte fort extraordinaire pour l'époque, d'après lequel les deux rois devaient se livrer mutuellement les coupables de trahison contre lesquels des sentences seraient prononcées postérieurement au traité d'Atienza (2). Il est fort probable que cette convention, publiée solennellement par les deux rois, ne fut jamais rigoureusement exécutée. Elle blessait trop ouvertement tous les préjugés de l'époque. On peut y voir cependant une première tentative pour diminuer cette indépendance dont les grands vassaux se montraient si jaloux.

(1) *Arch. gén. de Ar.*, parchemins nos 1736 et 1737. — Zurita, tome II, p. 248 et suiv.

(2) Arch. gen. de Ar. Legajo, de cartas reales, nº 89. — Ce traité d'extradition est cité sans date, dans un document qui porte celle du 2 juin de l'ère 1397 (1359).

Alburquerque et Cabrera, ministres absolus, cherchaient à augmenter leur puissance en soutenant la cause de l'autorité royale. Ils crurent ne travailler que pour eux-mêmes. Leurs maîtres seuls profitèrent de leur politique.

III.

Rassuré sur les desseins de l'Aragonais, Alburquerque reprit avec le jeune roi le chemin de l'Andalousie. Entre le ministre et les riches-hommes factieux, la querelle allait se décider sous les murs d'Aguilar. Cette fois, il ne s'agissait plus d'une reconnaissance; des troupes nombreuses, des machines de guerre et tout l'attirail d'un siége se dirigeaient contre la place. Pendant l'absence d'Alburquerque, Coronel, perçant au travers des faibles corps d'observation qui l'entouraient, avait plusieurs fois poussé ses courses jusqu'aux portes de Cordoue. Son gendre, don Juan de la Cerda, s'était rendu à Grenade et de là en Afrique, se flattant d'en ramener des secours, mais ses efforts avaient été sans résultats. L'opiniâtreté de Coronel ne servait qu'à prouver sa faiblesse véritable et son isolement. Les villes voisines, exaspérées par les pillages de ses hommes d'armes, envoyaient à l'envi leurs bannières à l'armée royale. L'alliance du roi maure, que sollicitait ouvertement le rebelle, indignait toute l'Andalousie, souvent ravagée par les Arabes, et scandalisait le clergé, qui nommait Alburquerque le défenseur de la religion et de la patrie. Enfin la neutralité des deux bâtards, obtenue par une simple démonstration, prouvait que les mécontents n'étaient point unis entre eux et qu'ils agissaient sans plan arrêté. Il

suffisait de comparer les forces des deux partis pour présager l'issue de la lutte.

Dès que le roi parut devant Aguilar, les attaques furent poussées avec vigueur. D'abord les assiégés se défendirent bravement. Il fallut plusieurs mois pour s'emparer des ouvrages extérieurs, niveler le terrain et faire avancer les machines au pied du rempart. On commença à battre en brèche. Alors le découragement s'empara de la garnison. Nul secours n'arrivait; les Maures de Grenade renouvelaient leurs protestations pacifiques au roi de Castille; ceux d'outre-mer ne montraient pas moins de répugnance à rompre les trêves. Les murs allaient céder au bélier et à la sape; on calculait le moment où la brèche serait praticable. Tandis que les soldats mercenaires de Coronel ne pensaient qu'à s'échapper d'une place impossible à défendre, et que chaque jour de nombreux déserteurs imploraient la merci des assaillants, Juan Fernandez de Cañedo, l'ancien gouverneur de Burguillos, se présenta hardiment devant don Pèdre. A peine rétabli de l'horrible mutilation qu'il avait subie, il venait avec une incroyable audace demander au roi la permission d'entrer dans Aguilar, pour y mourir auprès de son seigneur. Cette grace lui fut accordée, et sa fidélité héroïque arracha l'admiration de ses ennemis mêmes. On enviait à Coronel la gloire d'inspirer de pareils dévouements. Chacun attendait avec anxiété les derniers instants d'un homme que toute la Castille était habituée à regarder comme un modèle accompli du preux chevalier.

Tout était préparé pour l'assaut, les postes assignés, l'heure fixée pour monter à la brèche. Pendant l'espèce de trêve tacite qui précède un combat décisif, le chambellan du roi, Gutier Fernandez, ancien ami du seigneur d'Aguilar, l'aperçut

sur le rempart occupé à donner ses derniers ordres. Il piqua vers lui, et dès qu'il fut à portée de la voix : « Compère (1), mon ami, lui cria-t-il, que je suis marri de votre entêtement ! — Eh ! quel remède aujourd'hui ? répondit Coronel. — Hélas ! reprit Gutier, au point où nous en sommes, de remède je n'en vois aucun. » Alors Coronel, d'une voix grave : « Gutier, mon ami, vous vous trompez. Pour moi une ressource reste encore : c'est de mourir en bon chevalier. » Ils se séparèrent les larmes aux yeux. Coronel alla revêtir un gambison (2) et une cotte de mailles; puis il entra dans la chapelle du château pour entendre la messe. Au milieu du sacrifice, un écuyer se précipite dans la nef : « Que faites-vous, don Alonso? s'écrie-t-il. On entre par la brèche. Le commandeur d'Alcántara, Pero Estebañez, est dans la ville et force gens d'armes avec lui ! — Advienne que pourra ! dit Coronel tiré de sa pieuse rêverie. D'abord je verrai Dieu. » Et il demeura immobile, à genoux, jusqu'après la consécration. Alors il sortit de la chapelle, mais, trouvant les gens du roi déjà maîtres des remparts, il se jeta dans le donjon, qui tenait encore. De là, reconnaissant Diaz Gomez, chef des écuyers de la garde, il l'appela et lui dit : « Diaz Gomez, mon ami, me mènerez-vous vivant devant le roi mon seigneur ? — Je ne sais si je pourrai, répondit Gomez; mais comptez que j'y ferai mes efforts. — Conduisez-moi donc vers lui, dit le vaincu en remettant son épée, et, je vous en supplie, commandez à vos hommes qu'ils cher-

(1) Je ne sais si Gutier Fernandez avait en effet tenu un enfant de Coronel. Le mot de compère était un terme d'amitié fort usité au moyen-âge. On s'en sert encore fréquemment en Andalousie, sans y attacher le sens propre.

(2) Justaucorps ouatté qu'on portait par-dessous le haubert ou la cotte de mailles pour préserver la peau et les habits du frottement.

chent mes fils dans leur logement, et, s'ils le peuvent, qu'ils gardent ces enfants de male aventure. » Ce ne fut pas sans peine qu'au milieu d'une soldatesque furieuse on le conduisit devant le roi. En apercevant son ennemi, Alburquerque s'écria : « Eh quoi! Coronel traître dans un royaume où on lui a fait tant d'honneurs! — Don Juan, dit Coronel, nous sommes fils de cette Castille qui élève les hommes et les précipite. On ne peut vaincre sa destinée (1). La merci que je vous demande, c'est de me faire mourir vite, comme, il y a quatorze ans aujourd'hui, je fis mourir le maître d'Alcántara (2). » Le roi, présent à cette entrevue et la visière basse, écoutait ce dialogue sans se faire connaître, admirant sans doute le sang-froid de Coronel; mais, habitué à laisser faire son ministre, il demeurait impassible et ne donnait aucun ordre. Sur un signe d'Alburquerque, Coronel, conduit quelques pas plus loin, fut décapité avec plusieurs chevaliers de sa suite, entre autres Alphonse Carrillo, brave gentilhomme d'une famille dévouée aux Lara, autrefois gouverneur, pour doña Leonor de Guzman, des châteaux de Lucena et de Cabra. Compère et frère d'armes de Coronel, il était venu s'enfermer dans Aguilar aussitôt qu'il avait su la situation désespérée de son ami (3).

Ainsi périt, après un siége de quatre mois, cette poignée de

(1) Cette idée de fatalisme est remarquable, et peut être attribuée au contact des Espagnols avec les Arabes.

(2) En 1339, don Gonzalo Martinez, maître d'Alcántara, s'étant révolté contre le roi don Alphonse, fut assiégé et pris dans son château de Valencia. Coronel avait présidé à son exécution. *Chronica de don Alfonso XI*, p. 385. Le maître d'Alcántara paraît avoir été sacrifié à l'instigation de doña Léonor de Guzman, dont Coronel était alors l'homme-lige.

(3) Ayala, p. 80 et suiv.

braves gentilshommes dont l'héroïque résistance égala la témérité. Alonso Coronel avait mal connu ses forces. Ce n'était point un soldat de fortune comme lui, *un chevalier d'aventure*, ainsi disait-on alors, que les riches-hommes, mécontents du gouvernement d'Alburquerque, auraient consenti à prendre pour leur chef. Il manquait à la faction de Lara un grand nom pour rallier ses débris. Henri de Trastamare, mari de la nièce de don Juan Nuñez, n'avait que vingt ans, et l'Espagne ignorait encore et son génie et son audace.

VII.

RÉCONCILIATION DE DON PÈDRE AVEC SES FRÈRES. — INFLUENCE DE DOÑA MARIA DE PADILLA. — 1353-1354.

I.

Jusqu'à présent on a vu don Pèdre n'avoir d'autres volontés que celles de son ministre : le moment approchait où cette domination allait cesser. Alburquerque et la reine-mère, ayant résolu de marier le jeune prince, avaient jeté les yeux sur la maison de France pour l'union qu'ils projetaient. Pendant la session des cortès de Valladolid, des ambassadeurs s'étaient rendus à Paris, chargés de demander au nom de don Pèdre la main de Blanche, nièce du roi Jean et fille du duc de Bourbon, alors âgée de quinze ans à peine. On vantait partout sa beauté, sa douceur, sa grace naïve. La princesse, solennellement fiancée au roi de Castille, n'attendait, pour passer en Espagne, que la fin des troubles qui obligeaient don Pèdre à parcourir ses provinces à la tête d'une armée. En même temps que le ministre traitait de cette illustre alliance, il ne dédaignait pas de s'occuper en secret d'une négociation moins honorable, mais dont le succès, selon ses calculs, de-

vait lui assurer la continuation de sa haute influence. Déjà, plusieurs fois, l'humeur altière du jeune roi s'était révélée par des velléités d'indépendance, rapides comme des éclairs, alarmantes cependant pour un vieux politique accoutumé à lire dans le cœur de son maître. Il s'apercevait que, pour le détourner de vouloir gouverner par lui-même, il était temps de lui donner des distractions plus puissantes que les plaisirs de la chasse. Le règne de don Alphonse avait prouvé tout ce que peut une maîtresse, et le ministre prudent ne voulut pas abandonner au hasard le choix de la femme destinée à jouer un si grand rôle. Craignant une rivale, il voulut avoir une alliée ou plutôt une esclave. Il choisit donc pour le roi et se trompa lourdement. Il crut trouver la personne la plus propre à servir ses desseins dans doña Maria de Padilla, jeune fille noble, élevée dans la maison de sa femme doña Isabel de Meneses. Elle était orpheline, issue d'une famille illustre, autrefois attachée à la faction de Lara et ruinée par les dernières guerres civiles (1). Son frère et son oncle, pauvres et ambitieux, se prêtèrent, dit-on, à ce honteux marché. Persuadé que doña Maria, nourrie dans sa maison, le regarderait toujours comme un maître, Alburquerque attira sur elle l'attention de don Pèdre et ménagea lui-même leur première entrevue, qui eut lieu pendant l'expédition des Asturies (2). Doña Maria de Padilla était petite de taille comme la plupart des Espagnoles, jolie, vive, remplie de cette grace voluptueuse particulière aux femmes du midi, et que notre langue ne sait ex-

(1) *Cron. de don Alfonso XI*, p. 299. — *Argote de Molina nobleza de Andalucia*, p. 93. La maison de Padilla est mentionnée dans un privilége daté de 1033.

(2) Ayala, p. 77. Cfr. avec le *Sumario de los reges d'Espana*, p. 60.

primer par aucun terme (1). On ne connaissait encore son esprit que par son enjouement, qui amusait la grande dame chez laquelle elle vivait dans une situation presque servile. Plus âgée que le roi, elle avait sur lui l'avantage d'avoir déjà pu étudier les hommes et d'avoir observé la cour, mêlée parmi la foule. Elle montra bientôt qu'elle était digne de régner.

On aime à croire qu'en se donnant à don Pèdre, cette jeune fille ne céda pas uniquement à des calculs d'ambition. Le roi n'avait que dix-huit ans; il était bien fait, ardent, magnifique, véritablement amoureux. Sans doute cette passion aurait suffi pour séduire doña Maria, quand même elle n'eût pas été rehaussée par le prestige d'une couronne. Ses protecteurs, sa famille, conspirèrent pour triompher de ses scrupules. Elle se rendit bientôt, peut-être en exigeant du roi une promesse de mariage, ou même, comme l'ont supposé quelques auteurs, l'accomplissement des cérémonies religieuses, qui toutefois auraient été célébrées dans le plus profond mystère (2). Si ce mariage eut lieu en effet, toute l'Espagne l'ignora d'abord, et doña Maria ne passa long-temps que pour la maîtresse du roi. Son oncle, Juan Fernandez de Hinestrosa, la conduisit lui-

(1) Ayala, p. 332. La langue castillanne est riche en mots pour caractériser la grace chez les femmes. L'Espagne est, à la vérité, le pays où cette qualité est la plus commune. Je citerai quelques expressions seulement qui indiquent des nuances plus faciles à apprécier qu'à traduire. *Garbo* est la grace unie à la noblesse; *donayre*, l'élégance du maintien, l'enjouement de l'esprit; *salero*, la grace voluptueuse et provoquante; *zandunga*, l'espèce de grace particulière aux Andalouses, un mélange heureux de souplesse et de nonchalance. On célébrera le *garbo* ou le *donayre* d'une duchesse, le *salero* d'une actrice, la *zandunga* d'une Bohémienne de Jerez.

(2) Cette question sera plus tard examinée. Voir § XVI, I.

même à San Fagund où s'arrêta don Pèdre à son retour des Asturies, et la mit, pour ainsi dire, entre ses bras (1). Cette complaisance fut royalement récompensée. Hinestrosa et les autres parents de la favorite, sortant tout à coup de leur obscurité, parurent à la cour et commencèrent à se mêler aux conseils du jeune prince.

Aussitôt après la prise d'Aguilar, don Pèdre, séparé de sa maîtresse pendant le siége, courut la retrouver à Cordoue. Elle venait de lui donner une fille, dont la naissance fut célébrée par des fêtes magnifiques. La plus grande partie des domaines d'Alonso Coronel servit d'apanage à l'enfant; le reste fut distribué entre les officiers de la maison du roi. On remarqua que don Juan d'Alburquerque n'eut cette fois aucune part aux dépouilles de son ennemi. Tout en conservant les apparences, le roi commençait à le traiter avec quelque froideur. Sa jeune maîtresse l'excitait en secret à se débarrasser d'une tutelle importune et à prendre en main les rênes du gouvernement. Flatté par les louanges d'une femme chérie, encouragé par les conseils des Padilla, travaillé enfin par un vague besoin de montrer son énergie et son caractère, il flottait encore dans l'irrésolution, retenu par l'habitude de se laisser diriger, par son ignorance des affaires, enfin par le respect ou même l'espèce de crainte que lui inspirait un vieux serviteur de son père. N'osant faire un coup d'autorité, le roi conspirait contre son ministre. Aidé par les Padilla, il s'était engagé dans une négociation, conduite avec une dissimulation

(1) Ayala, p. 77 et 86. — Ce fut probablement alors que Hinestrosa reçut du roi la charge d'*alcade de los fidalgos*, titre qu'il prend dans le traité d'Atienza, dont il fut un des signataires pour la Castille. *Arch. gen. de Ar.*, parchemin nº 1737.

profonde, qui ne tendait à rien moins qu'à renverser tous les plans politiques d'Alburquerque. Il s'agissait d'une complète et franche réconciliation avec ses frères, don Henri et don Tello. Avec leur assistance et celle du parti de Lara, que le comte de Trastamare devait entraîner à sa suite, don Pèdre ne doutait pas qu'il ne pût commander en maître et plier tout à ses volontés. C'était une conjuration d'écoliers contre leur pédagogue. Il y a lieu de croire que le roi en conçut lui-même le projet, persuadé, dans son inexpérience, qu'il ne pouvait trouver d'amis plus dévoués que ses frères, ni de conseillers plus désintéressés que des jeunes gens de son âge. On croira qu'un semblable complot ne se déroba pas long-temps à la perspicacité du vieux ministre; il n'en fut rien cependant. Le secret fut admirablement gardé; tout réussit à souhait à ces novices conspirateurs. Alburquerque donna dans le premier piége qu'on lui tendit, en acceptant une mission frivole auprès du roi de Portugal. Quitter la cour, c'était laisser le champ libre à ses ennemis. Pendant son absence, un gentilhomme, nommé Juan Gonzalez de Bazan, attaché à la maison du comte don Henri, servit d'intermédiaire entre le roi et les deux bâtards (1). L'accord fut conclu avec le même secret qui avait couvert les premières négociations.

Cependant Blanche de Bourbon était déjà en Castille avec un grand nombre de seigneurs français et les ambassadeurs qui étaient allés la demander au roi son oncle. La mère de don Pèdre et la reine doña Léonor s'étaient avancées jusqu'à Valladolid pour recevoir la princesse. C'était dans cette ville que le mariage devait se célébrer, et elles y demeuraient depuis

(1) Cfr. Ayala, p. 88 et 90.

plusieurs mois sans que don Pèdre parût songer à les rejoindre. Délivré de son ministre, séparé de sa mère, il se croyait véritablement roi et s'était établi à Torrijos, près de Tolède, donnant des fêtes et des tournois (1) à sa maîtresse, plus épris d'elle que jamais. Enivré des divertissements et des flatteries de sa jeune cour, il semblait avoir oublié l'alliance qu'il venait de contracter et ne s'occupait qu'à inventer de nouveaux plaisirs. Au milieu des pompes joyeuses de Torrijos parut tout à coup un visage sévère; c'était Alburquerque, rappelé à l'improviste par le scandale public. Son langage fut triste et grave. Il représenta l'affront fait à la maison de France et l'anxiété de toute la Castille, qui attendait du mariage de son roi une garantie de tranquillité pour l'avenir. Aux troubles qu'avait occasionnés sa maladie, la première année de son règne, don Pèdre pouvait pressentir quelle serait la situation de tout le royaume, si la mort venait à le surprendre avant qu'il eût laissé un héritier direct. Le respect dû à un traité solennel, l'avenir du pays, l'honneur de la couronne, l'obligeaient à se rendre sans plus de retard auprès de la princesse sa fiancée. Don Pèdre, contraint par l'évidence et subjugué par l'ascendant de son austère conseiller, consentit à partir pour Valladolid. Vers le commencement de mai 1353, il laissa Marie de Padilla dans le fort château de Montalvan, sous la garde d'un frère bâtard qu'elle avait, nommé Juan Garcia de Villagera. Toutes les mesures que l'amour put lui suggérer furent prises pour mettre cette retraite à l'abri d'une attaque,

(1) Don Pèdre fut grièvement blessé au bras dans un tournoi dont il était un des tenants. Cette blessure contribua peut-être à prolonger son séjour à Torrijos.

et le roi ne cachait à personne que tant de précautions lui paraissaient nécessaires contre le mauvais vouloir d'Alburquerque. Enfin, triste et mal résigné, il s'achemina vers Valladolid.

II.

Presque en même temps, don Henri et don Tello, avertis par Gonzalez de Bazan, officiellement chargé de les convier aux noces du roi, et de leur porter un sauf-conduit pour s'y rendre, s'étaient mis en marche avec une suite si nombreuse, qu'on aurait pu la prendre pour une armée. Arrivés à Cigales, à deux lieues de Valladolid, ils y campèrent avec six cents lances et quinze cents hommes de pied asturiens, publiant qu'ils venaient aux noces du roi, mais qu'ils n'entreraient pas dans la ville, à moins qu'on n'y reçût leur escorte avec eux. Ils rappelaient l'assassinat de Garci Laso de la Vega, et déclaraient qu'ils ne se laisseraient pas surprendre comme lui aux fallacieuses promesses d'Alburquerque.

Peu de jours après, le roi, accompagné de toute sa cour, fit son entrée dans Valladolid. Dès le lendemain, le ministre en sortit avec le roi et des troupes assez nombreuses, en intention d'aller attaquer don Henri et don Tello à Cigales. A l'entendre, les deux bâtards ne venaient pas sans mauvais desseins, suivis d'une si puissante escorte, bardés de fer et bannières levées. Puisqu'ils osaient se montrer en rase campagne, il fallait profiter de l'occasion pour les exterminer. Bien que le roi sût mieux que son ministre les véritables desseins de ses frères, il ne fit aucune difficulté pour marcher à leur rencontre. Il s'avançait vers Cigales, lorsqu'il fut joint par un écuyer de

don Henri, armé de pied en cap, porteur d'un message de son maître. « Le Comte, dit l'écuyer, vous baise les mains et s'empresse d'obéir à vos ordres en venant à vos noces. Il vous supplie de ne pas vous étonner s'il se présente si bien accompagné, sachant que son ennemi, don Juan d'Alburquerque, ne l'est pas moins. Croyez d'ailleurs que mon maître est prêt à se mettre à votre merci, dès que vous daignerez lui donner des garanties contre les entreprises d'un homme dont il a tout lieu de craindre la puissance et le ressentiment. » Le roi écouta froidement ce discours, puis, soit dissimulation, soit habitude d'abandonner toutes les décisions à son ministre, il se tourna vers lui, et lui dit en souriant : « Vous avez entendu l'ambassadeur du Comte et de don Tello. Cela vous regarde. » Aussitôt Alburquerque s'écria que le Comte et son frère s'excusaient mal de leur audace à se présenter en armes devant leur roi, comme s'ils doutaient qu'il sût maintenir l'ordre et la paix dans sa cour! N'avaient-ils pas reçu des lettres de sûreté! Les regarder comme insuffisantes, c'était un acte de rébellion. A tant d'insolence il reconnaissait les perfides conseils de Pero Ruiz de Villegas, le confident des deux frères (1). Don Pèdre alors renvoya l'écuyer en le chargeant de dire au Comte qu'il eût à se rendre à sa merci sur-le-champ et à congédier ses hommes d'armes. Il ajouta quelques mots bienveillants pour assurer que ses frères n'avaient rien à craindre auprès de lui.

Du côté de don Henri, le secret avait été aussi bien gardé que de la part du roi, et toute sa suite ignorait encore les négociations conduites par Gonzalez de Bazan. Les avis se par-

(1) Majordome de don Tello et signataire de l'acte d'hommage au roi d'Aragon, passé à Lérida l'année précédente.

tagèrent au retour de l'écuyer, plusieurs conseillant une retraite immédiate, d'autres proposant de s'en remettre à la clémence du roi. Tenter la fortune des armes semblait à tous une folle témérité. Sans écouter personne, don Henri rangea ses gens en bataille, et attendit immobile la petite armée sortie de Valladolid. Bientôt elle fut en vue et prit position en face des Asturiens. Entre les deux troupes coulait un ruisseau encaissé qui eût été un obstacle difficile pour celui qui se serait décidé le premier à prendre l'offensive; mais ni le roi ni son frère n'avaient la moindre envie d'en venir aux mains. Alburquerque seul pressait d'engager le combat et promettait la victoire. Pendant que les soldats du roi, fatigués d'une longue traite, reprenaient haleine, des pourparlers s'engagèrent entre les deux partis. Sur l'ordre du roi, Diego Garcia de Padilla, frère de sa maîtresse, et Juan de Hinestrosa, allèrent parlementer avec le comte de Trastamare. Le choix de pareils messagers prouvait bien que don Pèdre ne suivrait pas les conseils belliqueux de son ministre.

Je ne puis m'empêcher de citer ici une anecdote qui peint la pointilleuse étiquette et la courtoisie chevaleresque de l'époque. Devant le front de bataille de don Henri, le roi aperçut un gentilhomme portant sur son haubert une soubreveste écarlate et une écharpe dorée. C'étaient les insignes d'un ordre de chevalerie très considéré alors, institué par le feu roi don Alphonse. Les *chevaliers de l'Écharpe* ne devaient être choisis que parmi les vassaux du roi ou ceux de l'infant, son héritier présomptif. Don Pèdre voulut savoir quel était ce cavalier. On lui dit qu'il se nommait Pero Carrillo, serviteur dévoué du comte de Trastamare, et parent de cet Alphonse Carrillo, décapité avec Coronel à la prise d'Aguilar. Le roi lui

dépêcha un de ses pages, c'était Pero d'Ayala, auteur de la chronique que je transcris, pour lui demander comment, n'étant pas son vassal, il osait porter l'écharpe dorée. Pero Carrillo, à la vue des deux armées, s'en dépouilla sur-le-champ, rappelant toutefois qu'il l'avait reçue du roi don Alphonse pour avoir défendu contre les Maures la brèche de Tarifa (1). Il ajouta que, puisque le roi le voulait ainsi, il ne porterait plus désormais l'écharpe sans son expresse permission. L'obéissance de Carrillo plut à don Pèdre, plus sensible apparemment à l'usurpation d'un insigne qu'à une rébellion à main armée (2).

En dépit de l'impatience d'Alburquerque, les pourparlers continuaient. Il avait beau représenter qu'il était déjà l'heure de vêpres, et que le Comte n'attendait que la nuit pour s'échapper; don Pèdre, contenant ses soldats, attendait avec le plus grand calme l'issue des négociations. Enfin, vers le déclin du jour, on vit s'avancer entre les deux armées le comte don Henri, don Tello et une trentaine de gentilshommes, tous à pied et sans armes. Ils venaient se remettre à la merci du roi. Don Pèdre demeura à cheval avec sa suite, et ce fut au milieu d'une haie d'hommes d'armes que les deux bâtards s'approchèrent jusqu'à son étrier. Don Henri d'abord, puis don Tello, lui baisèrent le pied et la main droite (3). Alors le roi,

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 419.

(2) Ayala, p. 91.

(3) Je suis le texte d'une des copies de la chronique d'Ayala, qu'on appelle très improprement *l'Abrégée*. Si dans les copies subséquentes on a supprimé les détails que je viens de rapporter, c'est sans doute parce qu'on les a crus humiliants pour le prince qui avait fini par s'emparer du trône de Castille. Cfr. les deux versions. Ayala p. 92, et la note, de M. Llaguno.

sautant à terre, les conduisit dans un petit ermitage, où il s'enferma quelque temps avec eux et plusieurs seigneurs des deux partis. Là, le Comte, en son nom et au nom des chevaliers qui suivaient sa bannière, protesta de sa soumission, excusant sa conduite passée sur la crainte légitime que lui inspiraient des ennemis puissants qui, dit-il, le calomniaient auprès de son seigneur. « Comte, mon frère, répondit le roi, je suis content de vous voir aujourd'hui vous confier à ma foi, ainsi que notre frère don Tello. Soyez assuré que vous recevrez de moi telles faveurs, que vous vous en tiendrez pour satisfait. » Les deux bâtards promirent alors au roi de lui livrer toutes leurs forteresses, et sur-le-champ ils remirent entre les mains de son alguacil mayor plusieurs otages importants, entre autres le jeune fils de Garci Laso (1). La présence de cet enfant dans la troupe du comte de Trastamare prouvait assez que son expédition avait été concertée d'avance avec don Pèdre, et devait avoir une issue pacifique. Le peuple accueillit avec joie la nouvelle de cette réconciliation. Alburquerque lui seul s'en montra chagrin, voyant avec raison dans ce dénoûment une preuve du crédit des Padilla et un échec humiliant pour son autorité. A son dépit se joignait la honte d'avoir été joué, lui vieux politique, par des enfants qu'il avait cru dominer.

III.

Le mariage de don Pèdre avec la princesse de France fut célébré le 3 juin, presque immédiatement après l'entrevue de Cigales. Autant le roi avait montré d'abord d'irrésolution et

(1) Ayala, p. 93.

de lenteur, autant il témoignait à présent d'impatience pour en finir. Toutefois nul ne pouvait attribuer ce changement à l'impression produite par les charmes de Blanche. Le roi y paraissait toujours insensible; il la regardait à peine; mais, convaincu que son mariage était un devoir et une nécessité, il avait hâte de l'accomplir pour obtenir le repos. Les deux fiancés furent menés en grande pompe à l'église de Sainte-Marie-la-Neuve. L'ordre du cortége semblait avoir été réglé de manière à prouver à tous les yeux que les discordes de la Castille étaient à jamais terminées. Le comte de Trastamare, don Tello, Alburquerque, les infants d'Aragon et la plupart des riches-hommes qui avaient joué un rôle dans les derniers troubles, accompagnaient la marche royale, surpris peut-être de se voir réunis ailleurs que sur un champ de bataille. Venaient d'abord don Pèdre et Blanche de Bourbon, montés sur des palefrois blancs et vêtus de robes de brocart d'or fourrées d'hermine, costume alors réservé aux souverains. Alburquerque était le parrain du roi, et la reine douairière d'Aragon, doña Léonor, servait de mère à la jeune reine. On remarqua le choix de sa demoiselle d'honneur, doña Margarita de Lara, sœur de don Juan Nuñez, et, comme si Blanche eût ramené avec elle tous les proscrits, elle avait pour écuyer le comte de Trastamare, qui tenait la bride de son cheval. L'infant don Fernand conduisait le cheval de sa mère, doña Léonor, et son frère don Juan remplissait le même office auprès de la reine Marie. Ainsi, dans ce cortége, le bâtard don Henri avait le pas sur les infants d'Aragon, honneur que quelques-uns trouvèrent excessif, et que d'autres n'attribuaient qu'à la sincérité de la réconciliation entre les fils de don Alphonse. Un tournoi, des courses de cannes, un combat de taureaux,

suivirent la cérémonie religieuse, et se renouvelèrent le lendemain. Mais, au milieu de ces fêtes, tous les yeux se portaient avec curiosité sur les nouveaux époux. Chacun lisait sur la contenance du roi sa froideur et même son aversion pour sa jeune compagne, et, comme l'on s'expliquait difficilement qu'un homme de son âge, ardent et voluptueux, se montrât insensible aux attraits de la princesse française, plusieurs murmuraient tout bas qu'il avait été fasciné par Marie de Padilla, et que ses yeux, charmés par art magique, lui montraient un objet repoussant au lieu de la jeune beauté qu'il venait de conduire à l'autel (1).

L'aversion, comme la sympathie, a ses mystères inexplicables, et pourtant de graves auteurs, anciens et modernes, ont voulu trouver un motif réel et plausible à l'éloignement de don Pèdre pour sa femme. Les derniers n'ayant pas, comme leurs devanciers, la ressource commode de la magie, ne se sont pas fait scrupule de ternir par une odieuse calomnie le caractère de la jeune reine, que tous ses contemporains ont

(1) L'ensorcellement de don Pèdre par la Padilla est la tradition populaire en Andalousie, où l'un et l'autre ont laissé de grands souvenirs. On ajoute que Marie de Padilla était une reine de Bohémiens, leur *bari crallisa*, partant consommée dans l'art de préparer les philtres. Malheureusement les Bohémiens ne parurent guère en Europe qu'un siècle plus tard. — L'auteur de la *Première Vie du pape Innocent VI* raconte gravement que, Blanche ayant fait présent à son époux d'une ceinture d'or, Marie de Padilla, aidée d'un Juif, insigne sorcier, changea cette ceinture en serpent, un certain jour que le roi s'en était paré. On pense aisément quelle dut être la surprise du prince et celle de toute la cour, lorsque la ceinture commença à s'agiter et à siffler, sur quoi la Padilla trouva facilement occasion de persuader à son amant que Blanche était une magicienne qui voulait le faire périr par sorcellerie. Baluze, *Hist. des papes d'Avignon*, I, p. 224; Ayala, p. 95.

respecté. On a prétendu que don Fadrique était un des ambassadeurs chargés de demander au roi de France la main de sa nièce, et que, pendant le voyage de Paris à Valladolid, Blanche aurait succombé aux séductions de son beau-frère (1). Ainsi ce serait à la jalousie qu'il faudrait attribuer la répugnance du roi pour son épouse et sa haine contre don Fadrique, dont j'aurai bientôt à raconter les effets. Je me hâte de dire que toutes ces suppositions sont absolument fausses. Don Fadrique ne fit point partie de l'ambassade castillanne et ne quitta pas la Péninsule à l'époque des négociations entre la France et la cour de Castille. Des chartes authentiques attestent son séjour dans le midi de l'Espagne pendant les premiers mois de l'année 1353, et, à l'époque du mariage du roi, il n'avait pas encore vu sa belle-sœur (2). Ajoutez que s'il eût existé quelque motif pour rompre ce mariage, quelque grief réel ou seulement un prétexte qu'on pût alléguer contre Blanche, il est à croire que don Pèdre eût saisi avec empressement

(1) V. Gratia Dei, dans le *Semanario erudito* de Valladares, tome 28, p. 237; le comte de la Roca, *el rey don Pedro defendido*, p. 15, verso, 44. Le comte ajoute agréablement dans son style cavalier : « Si l'infant don Fadrique fut un an et plus, comme on le prétend, à conduire la reine Blanche de France à Valladolid, cela prouve que les chemins étaient bien mauvais ou qu'ils ne prirent pas le meilleur. »

(2) Le contrat de mariage de Blanche existe aux archives du royaume, daté de Paris, 2 juillet 1352. Il est signé par les deux ambassadeurs castillans, don Juan Sanchez de las Roelas, jadis évêque de Séville, évêque élu de Burgos, et par don Alvar Garcia d'Albornoz. Carton J. 603, pièce 55. — Suivant toute apparence, don Fadrique ne quitta pas Llerena avant le mariage du roi, auquel d'ailleurs il n'assista point. Voir dans Ayala, p. 112, la note de M. Llaguno sur ce sujet. Consulter également l'*Apologia del rey don Pedro*, par don Josef Ledo del Pozo, p. 189.

l'occasion offerte, alors que, débarrassé de la tutelle de son ministre, et subjugué par l'amour de doña Maria, il ne cherchait qu'à faire preuve de son autorité et de sa force.

Personne à Valladolid n'ignorait les sentiments du roi, et le bruit s'était répandu qu'il allait prochainement en partir pour retourner auprès de sa maîtresse. Le 5 juin, c'est-à-dire deux jours seulement après la célébration de son mariage, don Pèdre étant seul à dîner (1) dans son palais, sa mère et sa tante entrèrent tout en larmes et demandèrent à lui parler en particulier. Aussitôt le roi quitta la table et les conduisit dans un cabinet. « Sire, dit la reine-mère, on nous annonce que vous voulez nous quitter pour retourner auprès de doña Maria de Padilla. Nous venons vous conjurer de n'en rien faire, et de considérer quel affront ce serait pour le roi de France, qui vient de vous envoyer sa nièce avec tant d'honneurs. Pourriez-vous ainsi la quitter, au moment où vous venez de vous unir en face des saints autels, en présence de tous les grands de votre royaume? Que penseraient tous nos riches-hommes, venus de si loin pour vous faire honneur, si vous vous éloigniez de la sorte, sans leur rendre grace, sans leur adresser une parole de remercîment?... » Le roi l'interrompit en disant qu'il s'étonnait fort qu'elles ajoutassent foi à des bruits frivoles, et il se hâta de les congédier, après leur avoir répété qu'il ne songeait pas à quitter Valladolid. Une heure après, il demanda des mules, annonçant qu'il allait rendre visite à sa mère; mais, en effet, il sortit de la ville accompagné seulement du frère de sa maîtresse, Diego de Padilla, et de deux autres gentilshommes de ses plus privés. Des relais étaient

(1) On dînait alors à neuf ou dix heures du matin.

préparés de distance en distance, et il alla coucher à seize grandes lieues de Valladolid. Le lendemain, il trouvait à la Puebla de Montalvan doña Maria venue à sa rencontre (1).

On prévoyait cet éclat; cependant grande fut la surprise à Valladolid, mais plutôt feinte que réelle de la part des deux bâtards, unis déjà aux Padilla par une haine commune contre Alburquerque. Deux jours après le départ du roi, don Henri et don Tello se rendirent à Montalvan, suivis bientôt par les infants d'Aragon et par la plupart des jeunes seigneurs, parmi lesquels on remarquait le gendre de Coronel, don Juan de la Cerda, rappelé depuis peu de son exil (2). La presse était grande pour se tourner vers le soleil levant. Un petit nombre de riches-hommes seulement annonçaient que ce scandale amènerait de grands malheurs, et, au lieu de suivre la cour, allaient s'enfermer dans leurs châteaux. Ainsi l'exigeait la prudence quand des troubles civils étaient à craindre. En même temps la connivence des bâtards devenait évidente, car, par l'ordre du roi, leurs otages étaient mis en liberté. Le parti de Lara relevait la tête, annonçant avec ivresse que l'odieuse domination d'Alburquerque avait cessé.

IV.

Après le premier moment de stupeur, Alburquerque se présenta devant les trois reines désolées, accompagné du

(1) Ayala, p. 95.

(2) Le roi de Portugal avait obtenu sa grace de don Pèdre, et don Juan était revenu à la cour de Castille avec Alburquerque, en apparence réconcilié avec lui. Ayala, p. 85.

maître de Calatrava don Juan Nuñez de Prado, son intime ami. Non moins irrité qu'elles, mais ayant eu déjà le temps de reprendre son assurance et ses airs d'autorité, il leur jura que leur cause était la sienne, et n'hésita pas à leur promettre de ramener don Pèdre sous peu de jours après avoir châtié les insolents aventuriers qui l'avaient empoisonné de leurs perfides conseils. Incontinent il partit pour Tolède, où le roi s'était déjà rendu avec les Padilla, ses frères et les infants d'Aragon. Alburquerque sortit de Valladolid avec une suite de plus de quinze cents cavaliers montés les uns sur des chevaux de bataille, les autres sur des mules. A la troupe des gentilshommes de sa maison et à ses clients ordinaires s'étaient joints un assez grand nombre de chevaliers vassaux ou pensionnaires du roi, incertains encore s'ils iraient grossir la jeune cour ou s'ils demeureraient fidèles au ministre, tous désirant voir les choses de près et étudier par eux-mêmes la contenance du roi et le pouvoir de ses nouveaux conseillers. L'historien Lopez d'Ayala et son père étaient du voyage.

A peu de distance de Tolède, on rencontra le Juif don Simuel el Levi, grand trésorier, alors fort avant dans les bonnes graces de doña Maria de Padilla, et par elle devenu un des plus intimes conseillers du roi. Il venait par l'ordre de son maître porter des paroles de paix au ministre disgracié. « Le roi, disait don Simuel, fait toujours le plus grand cas de votre vieille expérience, et maintenant comme toujours il compte sur vos bons services. Vous pouvez vous présenter en toute assurance devant lui; mais il s'étonne que vous ameniez une si nombreuse suite, et il vous invite à la congédier. » — Après avoir ainsi parlé au nom du roi, le Juif ajouta quelque mots de la part des Padilla. A l'entendre, ils ne de-

mandaient pas mieux que d'entrer en accommodement, et assuraient qu'une seule entrevue suffirait pour amener une réconciliation sincère. Le trésorier de don Pèdre n'était pas venu seul, et, pendant qu'il entretenait Alburquerque, des chevaliers sortis de Tolède avec lui conversaient avec leurs amis arrivant de Valladolid. Quelques-uns ne cachèrent pas qu'on faisait à Tolède de grands préparatifs de guerre. Toutes les portes, à l'exception d'une seule, étaient murées, et l'alguacil-mayor chargé de la police de la ville venait d'être destitué et remplacé par une créature des Padilla. Ces confidences troublèrent un peu l'assurance d'Alburquerque. Il fit halte et tint conseil avec ses amis. Survint un nouveau message du roi, pour le presser, avec une insistance qui parut suspecte, de se rendre sans délai à l'Alcazar. D'autres avis, envoyés par ses partisans secrets de Tolède, augmentèrent sa défiance et lui firent craindre quelque guet-apens. Dès que son irrésolution trahit ses alarmes, tous ses serviteurs, tremblant pour sa sûreté, le conjurèrent de ne pas se livrer à la merci d'un prince faible, dominé par une faction perfide. Alburquerque pouvait craindre de cruelles représailles, et il avait appris à ses ennemis à se jouer des serments. Il suivit les conseils de la prudence et rebroussa chemin, après avoir dépêché au roi son majordome Rui Diaz Cabeza de Vaca, porteur de ce message altier : « Sire, dit-il, don Juan Alonso vous baise les mains et se recommande à votre merci. Il serait lui-même en ce moment en votre présence, s'il n'eût appris que de méchants conseillers l'ont calomnié auprès de vous. Vous savez, sire, tout ce que don Juan Alonso a fait pour votre service et celui de la reine votre mère. Il a été votre chancelier depuis votre naissance. Il vous a toujours loyalement servi comme il avait

servi le feu roi votre père. Pour vous il s'est exposé à de grands périls, alors que doña Léonor de Guzman et sa faction avaient tout pouvoir dans le royaume. Mon maître ignore encore les crimes qu'on lui impute, faites-les-lui connaître, et aussitôt il s'en purgera. Cependant, si quelque chevalier doute de son honneur et de sa loyauté, moi, son vassal, me voici prêt à le défendre par mon corps et les armes à la main. » Don Pèdre écouta froidement la fière harangue de Cabeza de Vaca et le défi qui la terminait, puis il répondit en peu de mots que, si Alburquerque ajoutait foi à de vaines rumeurs, il était libre de se retirer où bon lui semblerait; que s'il était sage, il s'en remît à sa royale merci (1). Aussitôt il congédia le messager, cachant mal sa joie de se voir délivré d'un censeur incommode. Peut-être, honteux de destituer le fidèle conseiller de son père, voyait-il avec un vif plaisir qu'Alburquerque eût pris de lui-même le parti de la retraite. Une fois qu'il le sut éloigné, il ne garda plus de ménagements, et, retirant aux titulaires tous les offices donnés pendant la faveur du ministre, il les distribua aux partisans des Padilla. La réaction fut complète, et, pour encourir la disgrace du roi, il suffisait maintenant d'avoir été distingué par Alburquerque.

Ce dernier cependant, la rage dans le cœur, reprenait, avec son escorte bien réduite, le chemin de Valladolid, après s'être arrêté quelques moments à Ferradon pour se consulter avec son ami le maître de Calatrava. Tous les deux tombèrent d'accord que, pour le présent, la résistance ouverte était impossible; qu'il fallait attendre patiemment un retour de fortune, vivre loin de la cour et se tenir sur ses gardes, l'un sur

(1) Ayala, p. 98 et suiv.

la frontière de Portugal, au milieu de ses vastes domaines, l'autre dans un des châteaux de son ordre, entouré de ses chevaliers. Avant de gagner son fort, Alburquerque voulut prendre congé des trois reines et leur donner ses derniers conseils; puis, rassemblant les trésors qu'il faisait garder dans ses châteaux de Castille, il alla s'enfermer dans la forteresse de Carvajales, assignée pour rendez-vous à ses affidés. Outre les gens de sa maison qui l'accompagnaient toujours, son escorte s'était grossie, pendant sa marche, d'un assez grand nombre de gentilshommes résolus de s'attacher à sa fortune. Tous, croyant la guerre civile allumée, pillaient et dévastaient le pays sur leur passage (1). Pour un seigneur féodal, c'était alors la manière la plus usitée de témoigner son mécontentement. Alburquerque, s'il n'encouragea pas ces excès, ne prit aucune mesure pour les réprimer, satisfait sans doute de compromettre ses adhérents et de s'assurer leur fidélité par la crainte des vengeances qu'ils s'attireraient à son service.

Tout entier à ses amours, don Pèdre ne songeait nullement à poursuivre le fugitif, et célébrait par des carrousels et des fêtes ce qu'il appelait son véritable avénement au trône. Tandis que toute la jeune cour s'égayait aux dépens du ministre disgracié, doña Maria de Padilla, satisfaite d'avoir montré l'étendue de son pouvoir, donnait un exemple de modération singulière dans sa position. Elle conseilla au roi de retourner à Valladolid pour quelque temps, et de revoir sa femme, afin d'éviter le scandale et de sauver les apparences. Assurée du cœur de son amant, elle s'occupait de sa gloire, toutefois sans vouloir s'y sacrifier. Don Pèdre, obéissant avec une répu-

(1) Ayala, p. 104. *Abreviada*. V. note 2.

gnance marquée, reparut à Valladolid, et demeura deux jours dans le même palais que sa femme. Puis, comme lassé d'une comédie qu'il jouait mal, il revint aussitôt auprès de sa maîtresse. Vainement les Padilla le supplièrent-ils de prolonger son séjour à Valladolid, ils ne purent obtenir de son impatience qu'il s'arrêtât une heure de plus. Ce fut la dernière fois qu'il vit sa femme, et ce rapprochement si brusquement terminé semblait n'être qu'un outrage de plus. Le vicomte de Narbonne et les seigneurs français qui avaient accompagné la reine Blanche en Castille s'éloignèrent indignés et sans prendre congé du roi. La reine-mère conduisit l'épouse délaissée à Tordesillas, sur le Ducro (1); c'était la résidence ou plutôt l'exil que don Pèdre lui assignait.

C'est le rêve ordinaire des ministres disgraciés de croire qu'une révolution suivra leur retraite. Enfermé dans son château de Carvajales, Alburquerque voyait avec dépit l'indifférence de la Castille. Bien que l'on blâmât généralement la conduite du roi à l'égard de sa femme, on avait applaudi à son généreux dessein de gouverner par lui-même; on l'avait vu avec plaisir se réconcilier avec ses frères, et surtout rendre sa faveur au parti des Lara, dont le nom était toujours populaire dans la plupart des provinces. Marie de Padilla se montrait douce et serviable, cherchant à cacher sa puissance, ou ne la révélant que par des bienfaits; ses parents étaient habiles, et l'on convenait qu'ils servaient bien le roi. Qu'importait aux communes et à la plus grande partie de la noblesse que quelques charges de cour fussent occupées par les créatures d'Alburquerque ou par les parents de la favorite? Sauf un petit

(1) Ayala, p. 105 et suiv.

nombre de riches-hommes personnellement intéressés à sa disgrace, Alburquerque se sentait abandonné du peuple comme de son roi. Désespérant déjà de ressaisir le pouvoir, il commençait à craindre pour ses immenses richesses. Ses vastes domaines excitaient de grandes tentations, et les prétextes ne manquaient pas pour s'en emparer. De toutes parts s'élevaient des plaintes contre les désordres commis par ses adhérents, dont la conduite, aussi imprudente que coupable, pouvait donner à sa retraite une couleur de rébellion. Il lui fallut songer sérieusement à désarmer le courroux du roi. La mauvaise fortune avait vite abaissé son orgueil, et il s'empressa d'accepter l'espèce de traité qu'on lui offrit au nom de son souverain. Il consentit à livrer son fils en otage et à donner caution pour la bonne conduite de ses vassaux. En retour, le roi promit de lui conserver toutes les terres qu'il possédait en Castille, et lui accorda la permission d'aller résider en Portugal (1). L'infant don Fernand d'Aragon fut investi de la charge de grand chancelier.

Fier d'avoir humilié le plus puissant de ses grands vassaux, don Pèdre ne voulut point l'accabler. Il respectait les longs services d'Alburquerque sous le roi don Alphonse, et peut-être sa conscience lui reprochait-elle de s'en être séparé dans un moment où il en recevait les plus sages conseils. Mais, s'il excusait l'humeur du ministre disgracié et même les brigandages de quelques vassaux indisciplinés, il regardait comme une impardonnable trahison la conduite de certains chevaliers qui, attachés par leurs charges à sa personne, au lieu de le suivre à Tolède, s'étaient joints aux partisans

(1) Ayala, p. 106.

d'Alburquerque, et semblaient lui avoir offert leurs services contre leur maître. Don Pèdre tenait de son père et d'Alburquerque lui-même que le plus grand des crimes était la désobéissance à la double autorité de roi et de seigneur féodal. Jeune, impérieux jusqu'à la dureté, il voulait se faire craindre, surtout de ces riches-hommes placés si près du trône qu'il croyait voir en eux autant de rivaux. Il annonçait hautement l'intention de faire prompte et sévère justice.

Lorsque don Juan d'Alburquerque s'était retiré dans son château de Carvajales, la plupart des chevaliers ou gentilshommes, vassaux immédiats du roi, l'avaient abandonné pour revenir auprès de leur maître; d'autres en petit nombre s'étaient courageusement associés à son exil volontaire et jusqu'alors lui avaient formé une espèce de cour qui avait sa splendeur. Interdits par la soumission inattendue de leur chef, ils n'avaient plus d'autre parti à prendre que d'implorer à leur tour la clémence royale. Ils partirent de Carvajales avec le fils d'Alburquerque, otage de la fidélité de son père; mais, au lieu de se rendre directement à Olmedo, où le roi se trouvait alors, ils osèrent s'arrêter à Tordesillas et se présenter à la reine-mère et à la princesse française, sa belle-fille. Là, sans doute, on leur peignit le courroux de don Pèdre, son humeur implacable, ses menaces et les échafauds qu'il faisait dresser. La plupart, effrayés de ces confidences et désespérant d'obtenir leur pardon, ne songèrent plus qu'à prendre la fuite. Deux chevaliers seulement, plus hardis ou plus confiants que le reste, se hasardèrent à poursuivre leur route vers Olmedo : c'étaient Alvar Gonzalez de Moran et Alvar Perez de Castro, frère de cette Inez, maîtresse de l'infant Pierre de Portugal, si fameuse depuis par sa mort cruelle et

les honneurs que son amant rendit à sa mémoire. Doña Maria de Padilla, naturellement humaine et compatissante, voulut sauver ces deux braves gentilshommes, contre lesquels le roi montrait une animosité particulière. Elle les fit avertir qu'ils n'avaient pas un moment à perdre pour se dérober au supplice qui déjà s'apprêtait. Venant d'une pareille source, l'avis était trop sûr pour être dédaigné. Aussitôt Moran et Alvar de Castro retournèrent sur leurs pas. A Medina del Campo, ils trouvèrent des relais préparés par les soins de la reine Marie, et ce secours ne tarda pas à leur être bien nécessaire. Alvar surtout, chaudement poursuivi, ne dut son salut qu'à la vigueur extraordinaire de son cheval. Moins heureux que lui, la plupart de ses compagnons, échappés de Tordesillas, furent arrêtés par les officiers du roi et conduits à Olmedo la chaîne au cou. On s'attendait à des supplices, mais la colère du roi ne résista pas aux prières et aux larmes de sa maîtresse. Après quelques jours de détention, tous ces malheureux furent rendus à la liberté (1).

Sur ces entrefaites, le maître de Saint-Jacques, don Fadrique, qui, depuis la mort de sa mère, doña Léonor de Guzman, n'avait pas revu le roi, reparut à la cour et y fut accueilli à bras ouverts. On eût dit que don Pèdre voulût réunir autour de lui tous ses frères pour les associer à son gouvernement. A l'exemple de don Henri et de don Tello, le jeune maître de Saint-Jacques rechercha l'amitié des parents de la favorite. Sur une insinuation du roi, il retira la grande commanderie de Castille à Rui Chacon et en pourvut Diego

(1) Ayala, p. 108.

Garcia de Villagera, frère bâtard de Maria de Padilla. Pour prix de cette complaisance, le roi lui fit remise de quelques droits contestés à son ordre par la couronne (1). De son côté, don Tello, mettant à profit les bonnes dispositions de son frère, obtint son agrément pour conclure un mariage avantageux. Sous le règne du feu roi, il avait été fiancé, encore tout enfant, à doña Juana de Lara, fille aînée de don Juan Nuñez, maintenant héritière de la seigneurie de Biscaïe. La défiance d'Alburquerque s'était toujours opposée à cette union. Il avait fait mettre le séquestre sur les biens de doña Juana, et la Biscaïe était entrée dans les domaines de la couronne. Comme s'il eût à cœur de prendre en tout le contre-pied de la politique suivie par son ministre, don Pèdre présida lui-même au mariage de l'héritière de Lara et lui restitua tous ses apanages. Aussitôt après ses noces, qui furent célébrées en grande pompe à Ségovie, don Tello se rendit en Biscaïe pour se mettre en possession de la riche dot que lui apportait sa femme. C'était un petit royaume. Quant au roi, quittant la Castille, il prit avec toute sa cour le chemin de l'Andalousie, où il comptait passer le reste de l'automne et l'hiver. Mais d'abord, irrité de la part que les deux reines avaient prise à l'évasion d'Alvar de Castro, il sépara Blanche de Bourbon de la reine Marie, auprès de laquelle elle avait toujours demeuré depuis son arrivée en Castille. La jeune princesse, déjà traitée en prisonnière, quoiqu'on lui eût conservé une petite cour et une maison royale, fut conduite au château d'Arévalo et confiée à la surveillance de l'évêque de Ségovie. La reine-mère reçut la permission,

(1) Bulario de Santiago, cité par Llaguno. V. Ayala, p. 116, note 3.

peut-être l'ordre, d'aller résider en Portugal, auprès du roi son père (1). Ces mesures rigoureuses étaient accompagnées de nouvelles persécutions dirigées contre les amis d'Alburquerque. Le roi ôta la charge de chambellan à Gutier Fernandez de Tolède, pour en revêtir Diego de Padilla. Tous les parents de Gutier Fernandez partagèrent sa disgrace, et, destitués de leurs offices, virent partager leurs dépouilles entre la famille de la favorite et les clients des bâtards, maintenant comblés d'honneurs comme au temps du feu roi. Perez Ponce, maître d'Alcántara, oncle de doña Léonor de Guzman, avait encouru le séquestre de ses châteaux d'Andalousie pour avoir le premier pris les armes à l'avénement de don Pèdre. On lui rendit ses forteresses, et le roi lui-même l'en remit solennellement en possession (2). En un mot, il semblait prendre à tâche d'effacer tous les souvenirs de l'administration d'Alburquerque; hommes et choses étaient impitoyablement changés.

V.

C'est par de tels actes d'autorité que don Alphonse avait préludé à son glorieux règne. Don Pèdre prétendait l'imiter en tout. Accusant son ancien ministre de partialité et d'injustice, il annonçait, avec un peu trop d'assurance peut-être, que, maintenant qu'il régnait seul, ni le rang ni la faveur ne trouveraient accès auprès de lui. La mieux tenue des promesses faites aux cortès de Valladolid fut celle d'écouter

(1) Ayala, p. 113.

(2) Cfr. Ayala, p. 114. — Rades, *Cron. d'Alcántara*, p. 27.

toutes les plaintes portées au pied de son trône (1). Affable avec les petits, souvent dur et hautain avec les grands, il voulait être instruit de tout, voir tout par lui-même. A l'exemple de ces califes dont les légendes avaient sans doute amusé son enfance (2), il se plaisait à prendre des déguisements et à parcourir seul, la nuit, les rues de Séville, soit pour surprendre les sentiments du peuple, soit pour chercher des aventures et surveiller la police de cette grande cité. Ces explorations mystérieuses ont fourni aux romanciers et aux poètes espagnols le texte de mille récits dramatiques, la plupart peu dignes de créance, remarquables pourtant parce qu'ils s'accordent tous sur le caractère qu'ils donnent à don Pèdre, échos en cela de la tradition populaire, qui pour l'historien n'est pas sans quelque valeur. En effet, le peuple, s'il altère les faits, juge les hommes avec exactitude. Pour lui, don Pèdre fut le protecteur des opprimés, le redresseur des torts, l'ennemi ardent de toutes les iniquités du régime féodal. Il est vrai que le peuple se contente de peu et tient compte à ses maîtres de leurs bonnes intentions. La justice de don Pèdre, demeurée proverbiale, fut celle des souverains musulmans, prompte, terrible, presque toujours passionnée, souvent bizarre dans sa forme.

On me pardonnera de rapporter ici une anecdote singulière sur les courses nocturnes du roi : consacrée par un monument

(1) On montre dans la cour de l'Alcazar à Séville, près de la porte dite des Bannières, les restes d'un tribunal en plein air où don Pèdre prenait place pour juger les procès.

(2) Il est probable que don Pèdre ne savait pas l'arabe; mais on peut voir par les récits du *comte Lucanor* combien les romans arabes étaient familiers aux Castillans.

encore existant à Séville, admise par les auteurs les plus graves, elle ne doit pas, je pense, être rejetée par la critique moderne pour les couleurs romanesques qu'une longue tradition a pu lui donner.

On raconte qu'une nuit, le roi, passant seul et déguisé dans une rue écartée de Séville, se prit de querelle avec un inconnu pour un motif frivole (1). Les épées furent tirées et le roi tua son adversaire. A l'approche des officiers de justice, il prit la fuite et regagna l'Alcazar, croyant n'avoir pas été reconnu. Une enquête eut lieu. Le seul témoin du combat était une vieille femme, qui, à la lueur d'une lampe, avait vu confusément la scène tragique. Suivant sa déposition, les deux cavaliers avaient le visage caché sous leur manteau, selon la coutume des galants de l'Andalousie; mais l'un d'eux, le vainqueur, faisait entendre en marchant un bruit étrange : ses genoux produisaient un léger craquement; or, tout le monde le savait à Séville, ce craquement des genoux était particulier au roi, par suite d'un défaut de conformation, qui, d'ailleurs, ne l'empêchait pas d'être agile et adroit à tous les exercices du corps. Un peu confus de leur découverte, les alguazils ne savaient s'ils devaient punir la vieille ou bien acheter son silence. Le roi lui fit donner une somme d'argent et s'avoua coupable. Restait à trouver une peine, chose difficile. La loi était formelle : en pareil cas, le meurtrier devait être décapité et sa tête était exposée sur le lieu du crime. Don Pèdre or-

(1) La tradition, qui n'est jamais à court de circonstances minutieuses, rapporte que l'inconnu gardait une rue, c'est-à-dire qu'il empêchait les passants d'y entrer, soit pour parler en liberté à une femme, soit pour procurer cette facilité à un ami. Cet usage existait encore il y a quelques années en Espagne, et occasionnait souvent des duels.

donna que sa tête couronnée et taillée en pierre fût placée dans une niche, au milieu de la rue théâtre du combat. Ce buste, malheureusement renouvelé au XVII[e] siècle, se voit encore aujourd'hui dans la rue du *Candilejo* à Séville (1).

Cette subtilité, conforme d'ailleurs aux coutumes du moyen-âge, atteste plutôt la fertilité d'imagination que l'impartialité du roi. Le trait suivant donnera une meilleure idée de ses jugements. Un prêtre pourvu d'un riche bénéfice avait fait une grave injure à un cordonnier. Traduit devant un tribunal ecclésiastique, le seul dont il fût justiciable, le prêtre fut pour ce délit suspendu de ses fonctions sacerdotales pendant quelques mois. L'artisan, mal satisfait de la sentence, se chargea lui-même de punir l'outrage; il attendit son ennemi, et lui infligea une rude correction manuelle. Aussitôt il fut arrêté, jugé, condamné à mort. Il en appela au roi. La partialité des juges ecclésiastiques avait produit quelque scandale. Don Pèdre parodia leur sentence en condamnant le cordonnier à s'abstenir de faire des souliers pendant une année. Quoique attestée par Zúñiga, auteur prudent et respectable, cette anecdote sent peut-être un peu trop sa légende populaire pour être acceptée par l'histoire. Cependant elle reçoit une espèce de confirmation par une loi remarquable ajoutée vers la même époque au *règlement,* ou code particulier de la commune de Séville. « Considérant les nombreux outrages commis par des ecclésiastiques (ainsi s'exprime le législateur), lesquels font usage d'armes défendues, sans crainte de Dieu, ni révérence

(1) On dit que ce nom a été donné à la rue en mémoire de la lampe, *candilejo*, qui éclaira le duel. — Zuñiga, *Annales eclesiasticos de Sevilla*, t. II, p. 136.

pour leur caractère, d'où vient que les laïques se vengent par des moyens semblables, et, pour tant que les juges ecclésiastiques ne punissent pas les délinquants de leur ordre et n'en font pas exemple comme il est droit, j'ordonne et j'établis, par la présente loi, qu'à l'avenir tout laïque qui tuera, blessera, déshonorera un ecclésiastique, ou lui fera tout autre mal dans sa personne ou ses biens, soit puni de la même peine qu'encourrait l'ecclésiastique faisant la pareille à un laïque. Je veux que mes alcades, devant qui l'affaire sera portée, appliquent ladite peine et non point une autre.... Le tout, sans aller contre les libertés de l'église et sans relever le laïque coupable du fait de sacrilége ou du châtiment d'excommunication (1). » On le voit, l'anecdote du cordonnier a peut-être provoqué cette loi extraordinaire pour l'époque où elle fut rendue; mais il est possible aussi qu'elle ne soit qu'un commentaire de la loi, une fiction populaire destinée à perpétuer le souvenir de la justice de don Pèdre.

Ce mépris pour les immunités ecclésiastiques qui, dans ce temps, pouvait passer pour de l'impiété, n'empêchait pas don Pèdre de méditer une croisade, projet digne de son âge, et naturel chez un prince espagnol. On rapporte qu'un certain Abdallah, roi de Tremecen, pressé par les Beni-Merin de Fez, avait promis à don Alphonse, pendant le siége de Gibraltar, d'embrasser la religion chrétienne et de lui faire hommage de ses états, si on lui accordait quelques secours pour se défendre contre ses voisins. Don Pèdre avait repris les négociations commencées par son père, et demandait au pape Innocent VI un subside, des indulgences et l'étendard de l'église

(1) Zuñiga, *An. eccles.*, t. II, p. 137.

pour entreprendre une expédition en Barbarie (1). Que la conversion du prince africain fût réelle ou qu'elle servît seulement de prétexte pour obtenir les subsides du saint-siége, don Pèdre s'amusa quelque temps à ces préparatifs guerriers; mais bientôt d'autres soins vinrent le distraire, et il trouva trop d'occupations dans son royaume pour songer à des conquêtes outre-mer.

VI.

Pendant le séjour du roi à Séville, plusieurs partisans d'Alburquerque, qui lors de sa disgrace étaient sortis du royaume, se hasardèrent à reparaître en Castille, persuadés que quelques mois d'exil avaient suffi pour les faire oublier. Le maître de Calatrava, don Juan Nuñez de Prado, principal confident de l'ancien ministre, était allé chercher un asile en Aragon, dans la commanderie d'Alcañiz, dépendant de son ordre; car alors, bien que la chevalerie de Calatrava eût son chef-lieu et son maître en Castille, elle possédait néanmoins des établissements considérables dans d'autres royaumes de la Péninsule. Sous la protection de l'Aragonais, Nuñez de Prado aurait pu braver le courroux de don Pèdre, ou tout au moins se ménager une amnistie spéciale; mais bientôt, reprenant confiance, trompé peut-être par de perfides promesses (2), après huit mois d'absence, il rentra en Castille et s'arrêta dans la commanderie d'Almagro. Dès que le roi en fut informé, il y courut précédé par don Juan de la Cerda, devenu l'un de ses

(1) Rainaldi, *Ann. eccles.*, année 1354. — Ayala, p. 115.

(2) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 54.

favoris depuis l'éloignement d'Alburquerque. La Cerda, réunissant aux hommes d'armes qu'il amenait la milice bourgeoise de Ciudad-Real, se hâta d'investir le château d'Almagro. Un des Frères de Calatrava, parent du maître, lui conseillait de sortir sur-le-champ avec cent cinquante cavaliers qui se trouvaient réunis dans la commanderie, et à la tête de cette petite troupe brave et dévouée de se faire jour au travers des milices mal exercées de La Cerda. « Si nous les battons, disait-il, la route d'Aragon nous est ouverte : sinon nous mourrons les armes à la main comme des prud'hommes. » — « Non, répondit Nuñez; jamais on ne me reprochera d'avoir été déloyal à mon souverain. Qu'il se présente lui-même, et je me mettrai à sa merci. » A l'approche du roi, les portes du château s'ouvrirent, et le maître vint lui-même apporter ses clés. Aussitôt il fut arrêté (1). Le roi le déposa et enjoignit aux chevaliers de l'ordre de lui donner pour successeur Diego de Padilla. Il n'admettait aucune excuse, et le semblant d'élection fut consommé sur l'heure même. Dès que Padilla eut reçu le sceau de l'ordre et le serment des frères, le roi lui livra le malheureux Nuñez de Prado, redevenu simple chevalier, et comme tel justiciable du nouveau maître. Padilla le fit conduire dans le château de Maqueda, où peu de jours après on le mit à mort. Le roi blâma, dit-on, cette cruauté inutile, dont il paraît n'avoir été instruit que lorsqu'il était trop tard pour s'y opposer.

Nuñez de Prado n'était ni aimé, ni estimé dans son ordre,

(1) Cfr. Ayala, p. 116 et suiv. Rades, *Cron. de Calat.*, p. 54. — Suivant ce dernier, le maître de Calatrava aurait été arrêté pendant qu'il était à table avec le roi. Le récit d'Ayala m'a paru le plus vraisemblable. Rades d'ailleurs ne cite pas ses autorités.

et sa mort fut considérée comme un juste châtiment de sa conduite passée. Par ses intrigues et son insubordination, il avait enlevé la maîtrise à son prédécesseur, don Garci Lopez de Padilla, qui lui avait donné l'habit de Calatrava. A cette occasion, il avait encouru l'excommunication d'un légat du pape chargé de mettre fin au schisme qui divisait les chevaliers (1); mais, aux yeux de don Pèdre, son principal crime était son attachement à don Juan d'Alburquerque; le roi était encore animé contre lui par Diego de Padilla (2), qui, préparant sans doute de longue main son élection, s'était ménagé un parti puissant dans l'ordre de Calatrava, et, par son crédit, y avait fait entrer un grand nombre de ses créatures.

(1) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 51.

(2) La conformité des noms donne lieu de supposer que Diego de Padilla, frère de la maîtresse du roi, était parent de l'ancien maître de Calatrava supplanté par Nuñez de Prado.

VIII.

GUERRE CIVILE. — CAPTIVITÉ DE DON PÈDRE. — 1354.

I.

L'acharnement du roi contre les amis d'Alburquerque devait nécessairement exciter une violente soif de vengeance dans l'ame altière du riche-homme portugais; il se contint pourtant, et rien n'indique que de son exil il ait pris une part active aux affaires de la Castille. Mais sa modération ne fut pas imitée par tous ses clients. Les violences des Padilla amenèrent d'autres violences qui fournirent au roi un prétexte pour rompre la convention qu'il venait de conclure et pour s'attaquer au chef même de la faction, objet de ses ressentiments. Au printemps de l'année 1354, don Pèdre se présenta tout à coup avec une petite armée devant Medellin, ville d'Estramadure, dont Alburquerque était le seigneur. Les habitants accueillirent le roi avec empressement, mais les hommes d'armes demeurèrent fidèles à leur maître et se retirèrent dans le château. Là, hors d'état de se défendre long-temps, ils obtinrent une espèce de capitulation fort usitée au moyen-âge : on leur permit de faire connaître à leur seigneur l'extrémité où ils se

trouvaient et de le mettre en demeure de les secourir dans un délai convenu. A l'expiration de ce terme, un vassal pouvait, sans enfreindre sa foi, rendre la place qui lui était confiée. Alburquerque, ayant répondu qu'il ne pouvait entrer en campagne, le château de Medellin fut remis au roi, qui le fit aussitôt démanteler (1).

Après ce succès, don Pèdre se porta rapidement contre la ville d'Alburquerque, principale seigneurie de don Juan Alonso, qui en tirait son surnom. Elle était bien approvisionnée et gardée par une garnison nombreuse aux ordres d'un chevalier portugais nommé Botelho qui, en ce moment, avait reçu dans sa forteresse comme un ami, peut-être comme un auxiliaire utile, le commandeur de Calatrava, Pero Estebañez Carpentero, neveu du dernier maître dont je viens de raconter la fin tragique. Le roi, d'autant plus irrité de voir les préparatifs d'une résistance vigoureuse qu'il n'avait pas une armée suffisante pour emporter la place de vive force, fit rendre sentence de haute trahison contre le gouverneur et contre Carpentero. Suivant le droit du moyen-âge, l'arrêt était abusif; car, d'un côté, Carpentero alléguait qu'il était dans les murs d'Alburquerque comme réfugié, pour se soustraire aux mauvais desseins des ennemis de son oncle, et non comme rebelle, en état d'hostilité contre son souverain; d'un autre côté, Botelho, avec encore plus de raison, soutenait que, sujet du roi de Portugal et homme-lige d'Alburquerque, il ne devait point d'hommage au roi de Castille, et par conséquent ne pouvait encourir le reproche de félonie en résistant à ses armes. Au surplus, leur bon droit était soutenu par de fortes mu-

(1) Ayala, p. 118.

railles, et ils étaient gens à faire acheter chèrement leur défaite. Le siége paraissant devoir tirer en longueur, don Pèdre laissa devant le château ses deux frères don Henri et don Fadrique avec Juan de Villagera, et se rendit en Castille après avoir dépêché des ambassadeurs au roi de Portugal pour demander l'extradition d'Alburquerque.

Alphonse IV, grand-père du roi de Castille, se trouvait alors à Evora avec toute sa cour pour les noces de sa petite-fille, fiancée à don Fernand, l'aîné des infants d'Aragon. Au milieu des fêtes célébrées à l'occasion de ce mariage, les envoyés castillans obtinrent leur audience; mais avant qu'ils prissent la parole, Alburquerque, connaissant l'objet de leur mission, supplia le roi de l'entendre. Dans un discours rempli de fierté il exposa la conduite qu'il avait tenue en Castille pendant qu'il était à la tête des affaires. Après avoir rappelé avec adresse les nombreux services rendus par lui à la reine Marie, fille de don Alphonse IV, sacrifiée par son époux à une indigne rivale, il essaya de justifier en ces termes les actes de son administration, ou plutôt il en fit ce magnifique éloge : « J'ai délivré mon roi, dit-il, d'une faction redoutable, je lui ai ménagé une alliance avantageuse avec la maison de Bourbon, alliance que de perfides conseils s'efforcent de rompre aujourd'hui. J'ai cimenté l'union de la Castille avec tous les royaumes chrétiens de l'Espagne. Pour prix de mes services, je n'ai voulu ni argent ni terres. Le roi a disposé comme il lui a plu des biens de Garci Laso et d'Alonso Coronel. J'ai refusé de profiter de ces confiscations (1). M'accuse-t-on d'avoir détourné quelque

(1) Il est permis de révoquer en doute la sincérité de ce désintéressement; on a vu que les domaines de Coronel avaient été en majeure partie donnés par don Pèdre à la fille de doña Maria de Padilla. Ayala, p. 83.

chose du trésor royal confié à ma garde? Qu'on examine mes comptes, et l'on verra quelle fut mon intégrité. Je me fais cette gloire, que, pendant mon administration, aucune taxe nouvelle n'a été imposée au peuple de Castille. Que si quelqu'un prétend que j'ai été déloyal envers mon seigneur le roi, je suis prêt à prouver mon innocence par mon corps, si vous le permettez, sire, et me donnez le champ clos, car, en Castille, je n'aurais pas sûreté. Si le comte don Henri et le maître de Saint-Jacques veulent se porter demandeurs pour leur frère, j'accepte le combat, homme pour homme, jusqu'à cent contre cent. Je répondrai au Comte, et don Gil de Carvalho, maître de Saint-Jacques de Portugal, me secondera contre don Fadrique (1). »

A ce discours superbe, les envoyés de Castille répliquèrent avec vivacité : qu'avant d'éclater en bravades Alburquerque avait à se justifier devant son souverain, qui était son seul juge; et, de la part de leur maître, ils demandèrent au roi de Portugal de contraindre l'accusé à se rendre en Castille. D'un côté, le maître portugais de Saint-Jacques soutenait hautement Alburquerque, de l'autre, les riches-hommes castillans venus aux noces de l'infant d'Aragon prenaient parti pour les ambassadeurs de leur souverain. La querelle s'échauffant, il y eut des injures et des provocations échangées, et, sans la prudence du roi de Portugal, les deux partis en fussent peut-être venus aux mains en sa présence. Alphonse, voulant gagner du temps, répondit qu'Alburquerque se justifierait sans doute, et que, quant à lui, il allait envoyer à son petit-fils le roi de Castille des ambassadeurs qui ménageraient un accommodement.

(1) Ayala, p. 121 et suiv.

II.

Pendant que les hostilités se poursuivaient mollement sur la frontière de Portugal, don Pèdre, se reposant sur ses deux frères du soin de presser le siége d'Alburquerque, oubliait son royaume et sa vengeance pour un nouvel amour. Maintenant Marie de Padilla semblait avoir perdu l'empire qu'elle exerçait naguère sur son cœur. Souffrante depuis quelque temps et touchant au terme d'une grossesse pénible, elle annonçait l'intention de quitter la cour et le monde pour se retirer dans un cloître. On ignore, et il importe peu de savoir, quelles querelles d'amants avaient provoqué cette résolution violente, mais il est certain que don Pèdre, loin de s'opposer au projet de sa maîtresse, en pressa l'exécution. Il écrivit même au pape pour solliciter les autorisations nécessaires à la fondation d'un couvent de femmes sous le vocable de Sainte-Claire, dont Marie de Padilla devait être la supérieure et où elle aurait prononcé ses vœux (1). La rupture déclarée et publique paraissait irrévocable; le roi était amoureux de doña Juana, fille de don Pedro de Castro, surnommé *de la Guerra*, et veuve de don Diego de Haro, descendant des anciens seigneurs de Biscaïe (2). Vertueuse autant que belle, doña Juana

(1) Ces autorisations furent accordées par Innocent VI. Voy. Rainaldi, *Annales eccl.*, année 1354.

(2) Don Pedro Fernandez de Castro de la Guerra avait eu quatre enfans, deux légitimes issus de son mariage avec doña Isabel Ponce de Leon (cousine de doña Leonor de Guzman) : c'étaient don Fernand et doña Juana; les deux autres avaient pour mère doña Aldonza de Valladares : c'étaient don Alvar Perez de Castro et Inès, maîtresse de l'infant don Pierre de Portugal.

se montrait insensible à toutes les séductions. La passion du roi s'irritant par les obstacles mêmes, il parla de mariage et offrit sa main et sa couronne à la jeune veuve. Quelque étrange que parût cette proposition, les parents de doña Juana comprirent que d'un prince violent et impétueux comme don Pèdre ils pouvaient tout attendre. Restait à prouver qu'il était libre. Don Pèdre prétendit que son mariage avec Blanche de Bourbon était nul, et, sur ce point délicat, donna des explications qui sont demeurées inconnues, mais qui satisfirent Enrique Enriquez, mari d'une tante de doña Juana, et Men Rodriguez de Senabria, chevalier galicien, tous deux chargés, en qualité d'arbitres, de faire une espèce d'enquête sur la position du roi. On devine les arguments employés pour les convaincre, en voyant Enriquez obtenir, comme sûreté pour l'exécution de la promesse de mariage faite par le roi, la remise des châteaux de Jaen, de Dueñas et de Castrojeriz. Probablement la complaisance de Men Rodriguez fut payée de la même manière. Fort de leur approbation, don Pèdre se rendit aussitôt à Cuellar, résidence de la belle Juana; mais elle exigeait encore un témoignage pour vaincre ses derniers scrupules. A sa prière, deux prélats, les évêques de Salamanque et d'Avila, mandés par le roi et sommés d'attester qu'il était libre de contracter mariage, n'hésitèrent point à confirmer la déclaration des premiers arbitres, soit qu'ils cédassent à des menaces, soit qu'ils se fussent laissé gagner par des présents. Doña Juana se rendit alors, et le mariage fut aussitôt célébré dans l'église de Cuellar, où l'évêque de Salamanque bénit les deux époux.

Quelque aveugles que puissent être les passions d'un roi de dix-huit ans, on a peine à s'expliquer un fait de bigamie aussi

scandaleux. Admettra-t-on une erreur de don Pèdre lui-même au sujet de la validité de son engagement avec Blanche de Bourbon? L'historien Ayala, qui fournit seul quelques renseignements sur ce fait étrange, rapporte que le roi, pour prouver la nullité de son mariage avec la princesse de France, aurait invoqué certaines protestations faites par lui à Valladolid au moment de ses noces; mais de ces protestations il n'existe aucune trace, et plus tard elles ne furent jamais reproduites. Quelle contrainte d'ailleurs pouvait y donner lieu? A l'époque où don Pèdre se rendit auprès de Blanche, l'autorité, ou, si l'on veut, la domination d'Alburquerque venait de céder à l'ascendant de Marie de Padilla, c'est-à-dire de la personne la plus intéressée à trouver des arguments ou des prétextes contre ce mariage. Or, on a vu au contraire Marie de Padilla intervenir pour opérer une sorte de réconciliation entre son amant et la jeune reine. Quel moment plus favorable aurait pu trouver don Pèdre, non pour protester contre son mariage, mais pour le rompre, que celui de son arrivée à Valladolid, lorsque, soutenu par les forces de don Henri et de don Tello, il venait de secouer le joug de sa mère et de son ministre? Malgré toutes ces considérations, je ne pense pas que l'on doive absolument révoquer en doute la réalité d'une protestation secrètement faite par le roi. Tout en cédant aux instances de sa mère et d'une partie de ses conseillers, il voulut peut-être se ménager pour un jour à venir les moyens d'invoquer la nullité d'une union qu'il ne contractait qu'avec la plus grande répugnance. Sans doute les réserves qu'il put faire alors ne devaient, selon ses calculs, profiter qu'à Marie de Padilla. Maintenant il s'en servait contre elle. Sa duplicité, à l'égard de doña Juana, devint bientôt manifeste. Tout prouve

que dans l'emportement d'un dépit amoureux contre Marie de Padilla il aurait cherché à lui donner une rivale, ou peut-être seulement à lui prouver qu'il pouvait aimer ailleurs. Charmé un moment par la beauté de doña Juana, irrité par sa résistance, il eut recours, pour triompher de ses scrupules, à une comédie sacrilége. Rien ne lui coûte pour satisfaire sa passion. Il gagne les parents de Juana, il corrompt ou intimide les évêques, il prononce tous les serments qu'on exige de lui, enfin il va jusqu'à célébrer un mariage impie. Mais à peine a-t-il possédé sa nouvelle conquête, qu'il lève le masque. Dès le lendemain de ses noces on peut juger de sa bonne foi. La remise des châteaux stipulée avec Enrique Enriquez est révoquée. Le même jour il quitte doña Juana pour ne jamais la revoir, lui laissant seulement le domaine de Dueñas, espèce d'indemnité qu'il ne peut refuser à sa victime (1). Le sacrilége du double mariage n'a pas arrêté don Pèdre un seul instant. Il sait que tout l'odieux doit retomber sur les évêques qui l'ont autorisé. L'âge du roi, son goût effréné pour le plaisir, ne permettent guère de lui prêter en cette circonstance les calculs d'une politique astucieuse. Cependant on l'a vu à Séville humilier le clergé par ses décrets; à Cuellar, peut-être s'applaudissait-il de compromettre des prélats illustres, persuadé que le scandale de leur complaisance rejaillirait sur toute l'église, dont il conspirait l'abaissement.

(1) Cfr. Ayala, p. 127 et suiv. — Dans la suite, doña Juana conserva le titre de reine. Don Pèdre s'en montra chagrin, mais ne prit aucune mesure pour l'obliger à y renoncer.

III.

Le jour même du mariage de don Pèdre avec Juana de Castro, une nouvelle fort inattendue vint le surprendre à Cuellar. Un des chevaliers de son hôtel, arrivé en toute hâte de la frontière, lui annonça que le comte de Trastamare et don Fadrique avaient levé l'étendard de la révolte, et que, ligués maintenant avec don Juan d'Alburquerque, ils s'apprêtaient à entrer en Castille.

On ne peut se défendre d'un sentiment pénible à voir de jeunes princes de vingt ans, traités par leur frère avec la plus noble confiance, feindre un dévouement sans bornes, flatter ses favoris, s'humilier aux pieds de sa maîtresse, encourager la faiblesse et les désordres de leur souverain, et, quelques jours plus tard, au mépris de leurs serments, s'allier avec l'assassin de leur mère contre leur bienfaiteur! Quel contraste entre cette dissimulation précoce et la fierté chevaleresque du vieux ministre, appelant les deux bâtards en champ clos devant le roi de Portugal! Pendant que du fond de son exil Alburquerque, injustement attaqué, se préparait à une guerre ouverte contre les jeunes princes de tout temps objets de sa haine, don Henri calculait froidement les avantages de la loyauté et ceux de la trahison. Sans doute il ne rêvait pas dès-lors d'arracher la couronne à son frère; mais, prévoyant dans une guerre civile son agrandissement personnel, il voulut, pour rendre sa rébellion plus redoutable, se donner l'appui du seul homme qui osât alors tenir tête à don Pèdre. Ayala, qu'on ne peut soupçonner de calomnier un prince dont il servit la cause les armes à la main, affirme sans réserve que la pre-

mière pensée de cette alliance fut conçue par le comte de Trastamare (1).

Après le mariage de l'infant d'Aragon et son départ pour la Castille, la cour de Portugal était à Estremoz, et don Juan d'Alburquerque l'y avait suivie, lorsqu'il reçut inopinément un message du comte don Henri, apporté par frère Diego de Ribadeneyra, confesseur du jeune prince. C'était une alliance offensive et défensive que proposait ce moine, d'abord en termes généraux, annonçant d'ailleurs de grands desseins que don Henri et son frère se réservaient de communiquer eux-mêmes à don Juan d'Alburquerque dès qu'ils auraient reçu sa foi. Quelque surprise que dût éprouver Alburquerque à une semblable ouverture, l'offre des deux bâtards servait trop bien ses projets de vengeance pour qu'il ne s'empressât pas de l'accepter. On convint aussitôt d'une entrevue, et, pour prouver la sincérité de leur défection, don Henri et don Fadrique commencèrent par arrêter le frère de Marie de Padilla, Juan de Villagera, qui commandait conjointement avec eux les troupes réunies en Estramadure. Après ce coup, les nouveaux confédérés se rencontrèrent à Riba de Cayo, village sur la frontière de la Castille et du Portugal, et y scellèrent leur alliance par les serments usités alors en de telles occasions. Sur-le-champ Alburquerque compta aux deux bâtards une somme de 200,000 maravédis à titre de subsides pour leurs hommes d'armes, et leur remit comme gages de sa foi plusieurs de ses châteaux, entre autres celui-là même dont ils étaient chargés par le roi de faire le siége. Dans cette première conférence, don Henri exposa le plan qu'il avait conçu.

(1) Ayala, p. 124.

Il s'agissait de détrôner son frère, ou du moins de lui susciter un compétiteur puissant, qui devait à son avis entraîner le roi de Portugal dans leur coalition : c'était l'infant Pierre de Portugal que don Henri voulait proclamer roi de Castille. Petit-fils de don Sanche par sa mère doña Beatriz, l'infant était d'un degré plus près de la souche royale que don Pèdre, fils d'Alphonse et arrière-petit-fils de don Sanche. A cette époque où le droit de succession au trône, récemment disputé par les armes, n'était pas encore fixé d'une manière irrévocable, la transmission de la couronne à l'aîné de la souche royale, système encore en vigueur de nos jours chez des peuples orientaux (1), était acceptée par les mœurs et sanctionnée par des précédents. L'exclusion des infants de La Cerda et la reconnaissance de don Sanche par les cortès autorisaient jusqu'à un certain point les prétentions du prince portugais, et les confédérés pouvaient se flatter de les faire admettre par de nouvelles cortès. Un tel plan devait plaire à l'orgueil des nobles et des communes. Il était à croire en effet que la Castille, parvenue à sa grandeur actuelle par la réunion de plusieurs couronnes sur la même tête, accueillerait avec faveur un prétendant qui lui apportait en dot un vaste royaume. Ce projet, aussitôt adopté par Alburquerque et transmis à l'infant de Portugal par son favori Alvar de Castro, ne put recevoir cependant même un commencement d'exécution, grace à la résistance énergique qu'il rencontra de la part du roi don Alphonse IV. Non-seulement il se hâta de le désavouer, mais encore il éloigna de la frontière le prince son fils et lui dé-

(1) Chez les Turcs, l'héritier du trône est le plus proche descendant d'Othman. Le successeur présomptif du sultan actuel est son frère cadet.

fendit de correspondre avec les conjurés dont les promesses l'avaient un instant séduit (1).

Au moment où se concluait l'alliance entre Alburquerque et les bâtards de Castille, la reine Marie, mère de don Pèdre, quitta précipitamment la cour de Portugal, voulant sans doute fuir le soupçon de complicité avec les rebelles. Pour rentrer en Castille, elle fit un long détour, comme si elle eût voulu éviter de les rencontrer sur son passage. S'il faut en croire le chroniqueur, la longueur du voyage n'était pas sans charmes pour elle. Martin Alphonse Telho, chevalier portugais, « tenait la bride de sa monture par les chemins, » et, tout occupée de l'amour qu'elle lui avait inspiré, elle cherchait la solitude au lieu de prendre part aux grands événements politiques qui se préparaient (2).

A peine instruit de la trahison de ses frères, confirmée par Juan de Villagera qui était parvenu à s'échapper, don Pèdre, dès le lendemain de son mariage, quittant pour toujours doña Juana de Castro, courut à Castrojeriz, qu'il assigna pour rendez-vous à ses vassaux immédiats. Il y manda également ses cousins, les deux infants d'Aragon, déjà de retour de leur voyage en Portugal. Cependant la conjuration des bâtards s'étendait au-delà de l'Estramadure. En apprenant la rébellion de ses frères, don Tello essaya d'insurger la Biscaïe et se mit à lever des troupes sur les vastes domaines de sa femme, l'héritière des Lara. C'était une nouvelle trahison, qui montrait à don Pèdre quels étaient les hommes qu'il avait comblés de ses bienfaits. Dans l'espoir de faire une diversion puis-

(1) Ayala, p. 125.
(2) *Ibid.*, p. 126.

sante en Biscaïe, le roi maria sur-le-champ l'infant don Juan d'Aragon à doña Isabel de Lara, la seconde fille de don Juan Nuñez; et, déshéritant de son autorité privée l'aînée des deux sœurs mariée à don Tello, il donna au prince aragonais le titre de seigneur de Biscaïe et de Lara (1). Il opposait ainsi les infants d'Aragon aux bâtards, comptant sur une fidélité qu'il récompensait d'avance magnifiquement. Trahi par ses frères, don Pèdre croyait encore à la force des liens du sang. Maintenant c'était dans le dévouement de ses cousins qu'il mettait sa confiance; il était destiné à faire de cruelles expériences avant de perdre ses jeunes illusions.

Au milieu des préparatifs de guerre auxquels il se livrait avec une activité sans égale, il apprit que doña Maria de Padilla venait de le rendre père pour la seconde fois. Sans doute les deux amants étaient réconciliés, depuis que doña Juana était délaissée comme Blanche de Bourbon. Le roi donna à sa fille le nom significatif de Constance. Il me semble y voir une promesse faite à Marie de Padilla. Il la tint plus fidèlement que les serments prêtés devant les autels.

Les confédérés ne lui laissèrent pas le temps de célébrer par des fêtes la naissance de sa fille. Don Fadrique se mit le premier en campagne. Partant de la ville d'Alburquerque, il entra en Castille et se présenta successivement devant plusieurs châteaux appartenant à l'ordre de Saint-Jacques, que les commandeurs ne firent aucune difficulté de lui livrer. Un seul, Pero Ruiz de Sandoval, gouverneur de Montiel, voulut concilier l'obéissance due à son grand-maître avec le serment que naguère il avait prêté entre les mains du roi. On se rap-

(1) Ayala, p. 130.

pelle que les chevaliers de Saint-Jacques, réunis à Llerena deux ans auparavant, avaient fait hommage au roi de leurs châteaux, et juré de n'y recevoir le maître de leur ordre qu'avec sa permission. Lorsque don Fadrique parut devant Montiel avec la bannière de Saint-Jacques, Sandoval remit aussitôt le commandement de la place à un écuyer laïque, après avoir pris son serment de la défendre et de ne la remettre qu'au roi lui-même. Pour lui, sortant du château avec ses chevaliers, il vint offrir *son corps* à don Fadrique, prêt à lui obéir en tout comme au chef de son ordre. Alors cette distinction subtile entre le religieux militaire et le gouverneur d'une forteresse devant hommage au roi, parut le plus beau trait de l'honneur chevaleresque, et devint un de ces précédents ou *fazañas,* qui faisaient autorité pour l'avenir parmi ceux qui ambitionnaient le renom de *prud'hommes* (1). Malheureusement pour don Pèdre, les scrupules de Sandoval ne trouvèrent pas d'imitateurs, et le serment de Llerena ne retint dans le devoir aucun autre des commandeurs de Saint-Jacques.

Cependant le roi, à la tête de quelques troupes ramassées à la hâte, guerroyait sur les domaines d'Alburquerque. D'abord il essaya de surprendre Montealègre, place importante où don Henri et don Juan Alonso avaient renfermé leurs femmes et leur caisse militaire; mais la ville était bien défendue, et après quelques escarmouches aux barrières, don Pèdre fut contraint de s'éloigner pour chercher des conquêtes plus faciles. Il s'empara successivement de plusieurs châteaux ou maisons fortifiées dont la plupart se rendirent sans opposer de résistance sérieuse.

(1) Ayala, p. 131.

IV.

Chaque jour révélait au roi la grandeur du plan formé par les bâtards et leur connivence avec tous les mécontents de la Castille. Dans le nord, un allié puissant se déclarait en leur faveur : c'était don Fernand de Castro, frère de doña Juana, cette épouse d'un jour que don Pèdre venait d'abandonner. Il avait de nombreux vassaux et une clientelle presque royale en Galice. Déjà irrité par l'affront fait à sa sœur, il avait encore un autre motif pour se joindre aux factieux. Il aimait doña Juana, fille naturelle de don Alphonse et de doña Léonor, et, pour prix de sa défection, le comte de Trastamare lui faisait espérer la main de sa sœur. La vengeance et l'amour, les deux grandes passions chevaleresques, le distinguaient du reste des rebelles, mus seulement par l'ambition ou la cupidité. Fernand de Castro n'était pas moins pointilleux que Sandoval en matière d'honneur, et avant de prendre les armes il lui fallut mettre sa conscience en repos. Le code féodal lui en fournissait les moyens. Pour se dégager de l'hommage dû au roi, voici l'expédient qu'il employa. Il passa le Miño, qui sépare la Castille du Portugal, et vint camper à Monzon sur le territoire portugais. Chaque jour, après avoir entendu la messe, il traversait à gué le Miño, et entrait à Salvatierra, premier bourg de Castille qui s'offre au voyageur parti de Monzon. Là, devant un notaire public, il prononçait ces paroles : « Je prends congé du roi don Pèdre, roi de Castille et de Léon, et m'en *dénature* pour les causes suivantes : premièrement, parce que ledit roi a voulu me faire mourir dans un tournoi à

Valladolid, à l'époque de son mariage avec Blanche (1); deuxièmement, parce qu'il a outragé ma sœur, disant d'abord qu'il la prenait pour femme et pour reine, et la quittant ensuite après l'avoir traitée avec mépris. » Après chacune de ces déclarations, il en recevait un acte authentique délivré par le notaire. Munis des neuf procès-verbaux, Fernand se crut délié du serment d'allégeance, et cette fois, quittant le Portugal pour n'y plus rentrer, il se hâta d'armer ses vassaux et de recruter des soldats. Bientôt à la tête d'environ sept cents chevaux et douze cents hommes de pied, il envahit le nord du royaume de Léon, s'empara de Pontferrada et s'y établit pour attendre ses alliés déjà en pleine marche vers la province de Salamanque (2).

Alburquerque et don Henri, sans s'amuser à de vaines formalités, avaient passé le Tage sur le pont d'Alcántara après avoir dévasté tous les environs de Badajoz. Obligés de laisser des garnisons dans une multitude de petites forteresses, ils n'avaient en campagne qu'un gros de quatre cents cavaliers, mais ils ne trouvaient d'ennemis nulle part. Avec ce faible détachement, ils se présentèrent devant Ciudad Rodrigo, espérant entraîner dans leur parti le maître d'Alcántara, Perez Ponce, qui y faisait sa résidence. A la vérité, le maître ne les accueillit point, mais, oubliant les faveurs naguère reçues du roi, il ne fit aucun mouvement pour s'opposer à leur marche, et, dans une complète neutralité, attendit pour prendre un parti que la fortune se déclarât.

Trompés dans leur tentative sur Ciudad Rodrigo, Albur-

(1) J'ignore absolument sur quoi cette accusation était fondée.

(2) Ayala, p. 135 et suivantes.

querque et le comte de Trastamare poursuivirent leur marche vers le nord, ne rencontrant nulle part d'ennemis sur leur route. Ils passèrent la Tormès non loin de Salamanque, sans que les infants d'Aragon, qui occupaient cette ville pour le roi avec des forces considérables, fissent la moindre démonstration pour attaquer leur petite troupe. Suivant toute apparence, pour s'aventurer de la sorte, les deux chefs connaissaient bien les dispositions secrètes des infants d'Aragon. Certains qu'ils resteraient immobiles à Salamanque, ils continuèrent à s'engager de plus en plus dans les provinces du nord. Alburquerque fit sa jonction à Barrios de Salas avec Fernand de Castro. Le Comte pénétra jusque dans les Asturies pour les soulever et y recruter des soldats(1). De son côté, don Fadrique poussait audacieusement sa pointe. Traversant toute la Manche dans sa plus grande largeur, il se dirigea sur Ségura de la Sierra, place très importante à cette époque, située sur la limite des royaumes de Murcie et de Jaen, et une des principales commanderies de Saint-Jacques. Ce mouvement hardi interceptait les communications du roi avec l'Andalousie; il allait provoquer des soulèvements dans des provinces demeurées neutres ou fidèles; enfin il permettait aux confédérés de se mettre en relations d'un côté avec l'Aragonais, de l'autre avec les Maures de Grenade. Castillans ou étrangers, chrétiens ou musulmans, partout les rebelles cherchaient des alliés.

Loin de soupçonner les motifs de l'inaction des princes aragonais, don Pèdre, les croyant en mesure et en intention de s'opposer aux progrès d'Alburquerque, avait tourné tous

(1) Ayala, p. 136. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 46.

ses efforts du côté du midi, et se portait en hâte vers Ségura pour empêcher que cette place ne tombât au pouvoir de don Fadrique, ou du moins pour l'y assiéger s'il ne parvenait à le prévenir. Avant de partir pour cette expédition, il avait donné l'ordre de transférer la reine Blanche du château d'Arévalo dans l'Alcazar de Tolède. Il craignait non sans raison qu'une surprise ne la mît aux mains des révoltés, qui s'en seraient fait un instrument dangereux. L'exécution de cet ordre fut confiée à l'oncle de Marie de Padilla, Juan de Hinestrosa, qu'il venait de nommer son chambellan (1). A cette nouvelle, toute la noblesse de Tolède s'émut d'indignation. Livrer la reine à l'oncle de la favorite, c'était, disait-on, la condamner à mort. Personne ne doutait que le roi n'eût contre elle les desseins les plus sinistres, et l'on regardait déjà la malheureuse Blanche comme une victime dévouée. Lorsque Hinestrosa parut aux portes de Tolède conduisant sa prisonnière, qu'il s'efforçait de rassurer en l'entourant de marques de respect, tous les cœurs se sentirent émus de colère et de pitié. Les dames surtout se faisaient remarquer par leur exaltation, accusaient les hommes de faiblesse, et, au nom de la chevalerie, demandaient des vengeurs à leur reine outragée. On entra dans la ville au milieu d'une foule serrée, qui tantôt saluait la princesse de ses acclamations, tantôt faisait entendre des huées menaçantes contre son escorte. L'évêque de Ségovie, qui accompagnait la prisonnière, demanda pour elle la permission d'entrer dans la cathédrale, afin d'y prier devant la fameuse pierre qui conserve l'empreinte du pied de la Vierge, objet de vénération

(1) Il avait obtenu ce titre probablement après que Diego de Padilla eut été nommé maître de Calatrava.

pour toute l'Espagne (1). Hinestrosa était trop courtois pour s'y refuser, et Blanche entra dans l'église, la plupart des soldats demeurant en dehors entourés d'une foule bruyante qui grossissait à chaque instant. Ennuyé d'une assez longue attente et craignant quelque collision entre le peuple et ses gens, Hinestrosa avertit respectueusement la reine qu'il était temps de se rendre au logis qu'il lui avait fait préparer dans l'Alcazar; mais alors elle refusa de sortir du sanctuaire. Le clergé de Tolède l'environnait. La multitude avait envahi la cathédrale, et le chambellan de don Pèdre, mal accompagné, répugnant d'ailleurs au rôle de geôlier, n'osa pas employer la violence pour arracher la reine à son asile. Après de longs pourparlers avec les prélats et les principaux habitants, il consentit à lui laisser prendre un logement dans l'enceinte de la cathédrale jusqu'à ce que le roi en eût ordonné. Pour lui, réunissant tous les cavaliers tolédans qui voulurent le suivre, il partit pour aller joindre le roi devant Ségura, emportant l'espoir que la ville, privée d'une partie de sa jeune noblesse, demeurerait soumise et tranquille. Il n'en fut rien. Dans sa retraite, la reine était visitée sans cesse par une foule de dames qui venaient s'apitoyer sur son sort et lui faire des offres de services. Les femmes de sa suite, et surtout sa camarera-mayor, doña Léonor de Saldaña, femme du seigneur de Haro, imploraient la pitié de leurs hôtes et les suppliaient de sauver l'innocente princesse. « Le roi, disait-elle, est trahi par de perfides conseillers. L'Alcazar de Tolède sera le tombeau de notre reine, et bientôt

(1) *Los Reyes Nuevos, par don X. Lozano*, lib. I, cap. x. — C'est sur cette pierre que la sainte Vierge posa les pieds quand elle apparut à saint Ildephonse et lui remit une chasuble *de tela de cielo*, de toile du ciel, selon le grave auteur que je viens de citer.

vous allez voir revenir l'oncle de la Padilla avec des bourreaux qui la sacrifieront à la haine d'une indigne rivale. La chevalerie de Tolède laissera-t-elle consommer un si lâche attentat? Assurément le roi, un jour désabusé sur le compte de ses misérables favoris, remerciera les fidèles vassaux qui lui auront épargné un crime.» Blanche ne faisait entendre aucune plainte; mais ses terreurs et ses larmes, au seul nom de son mari, parlaient assez éloquemment pour elle. L'âge, la beauté de la reine, charmaient les jeunes nobles; sa douceur et sa piété touchaient le peuple; tous juraient de la protéger contre ses ennemis. Les bourgeois lui formaient une garde dévouée et veillaient sans relâche autour du palais épiscopal de peur de surprise. Tout à coup le bruit se répand que Hinestrosa revient à Tolède. Aussitôt gentilshommes et artisans courent aux armes. On tend les chaînes dans les rues; en un moment la ville est soulevée. L'alguazil-mayor et les alcades sont jetés en prison. Le peuple se porte en masse à l'Alcazar, en enfonce les portes et en chasse la garnison. Cette prison que lui destinait son mari va devenir son palais et sa forteresse; on l'y mène en triomphe avec les dames de sa suite. Après la révolte, surviennent les inquiétudes. Il est trop tard pour fléchir le roi : il faut se concerter avec les rebelles. On écrit à don Fadrique pour lui demander du secours (1).

V.

Don Pèdre cependant, retardé dans sa marche, avait été devancé à Ségura par le maître de Saint-Jacques, qui s'était

(1) Ayala, p. 140 et suiv.

déjà fait remettre la place. En arrivant aux pieds des remparts, le roi fit appeler le gouverneur, don Lope de Bendaña, un des principaux commandeurs de l'ordre, et le somma aux termes de ses serments de lui ouvrir ses portes. La conscience du châtelain de Ségura était moins sévère que celle du commandeur de Montiel; mais il avait cependant ses scrupules, et n'osait faire publiquement un acte de rébellion. Il s'avisa de cet expédient qui peint les mœurs du moyen-âge. A la sommation du roi, don Lope parut aux créneaux accompagné de quelques soldats et portant une chaîne au cou. « Mon seigneur le maître, dit-il, est entré dans le château en surprenant ma foi. Prisonnier par son ordre, je ne puis plus accomplir mon serment et recevoir le roi dans cette forteresse comme me le prescrit l'hommage que je lui ai prêté (1). » Bien qu'il ne fût pas la dupe de cette comédie, don Pèdre ne crut pas devoir rendre une sentence de trahison contre ce commandeur. Après d'insignifiantes escarmouches contre la garnison du château, averti par Hinestrosa que la reine s'était échappée de ses mains, il laissa quelques troupes devant Ségura, et partit aussitôt pour Tolède. Chemin faisant, il réunit en chapitre à Ocaña les chevaliers de Saint-Jacques demeurés fidèles, et les obligea de déposer don Fadrique pour le remplacer aussitôt par Juan de Villagera, frère bâtard de sa maîtresse, bien que ce cavalier fût marié, contrairement aux statuts de l'ordre. Cette élection, toute vicieuse qu'elle fût, devint néanmoins un précédent qui fit autorité dans la suite (2).

L'insurrection de Tolède portait un coup funeste à la cause

(1) Ayala, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 140. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 46. — Il nomme le commandeur de Ségura don Lope Sanchez de Avendaño.

du roi. A la nouvelle promptement répandue que la première ville du royaume s'était soulevée, nombre de riches-hommes et de chevaliers encore indécis se joignirent aux rebelles. Les infants d'Aragon, des premiers, crurent le moment venu de lever le masque et déclarèrent qu'ils faisaient alliance avec Alburquerque et le comte don Henri. Bientôt leur mère, doña Léonor, tante du roi, les joignit à Cuenca de Tamariz dont ils venaient de s'emparer. Dans cette ville se réunirent la plupart des chefs, et ce fut là qu'ils se concertèrent entre eux et scellèrent leur alliance. Jusqu'alors, chacun des rebelles avait fait la guerre en son nom et pour son propre compte. Chacun avait ses griefs dont il poursuivait le redressement. Alburquerque se plaignait de l'injuste usurpation de ses domaines; Fernand de Castro alléguait l'outrage fait à sa maison; les bourgeois de Tolède déclaraient qu'ils s'étaient soulevés pour défendre leur reine; et quant aux bâtards et aux infants d'Aragon, il leur restait à instruire la Castille des reproches qu'ils pouvaient faire à un roi prodigue, pour eux, de ses faveurs. A Cuenca de Tamariz, sous la présidence de la reine douairière d'Aragon, les confédérés se choisirent un drapeau et rédigèrent leur manifeste. La sympathie du peuple, si vivement excitée par les malheurs de Blanche, les avertissait qu'ils ne pouvaient mieux faire que de donner son nom à leur cause, Ils se déclarèrent donc ses protecteurs et envoyèrent au roi un héraut pour le sommer de congédier sa maîtresse, de vivre en fidèle époux auprès de sa femme légitime, enfin, de prendre d'autres conseillers. Déjà, en effet, ils étaient en mesure de dicter des conditions à leur souverain. Les troupes laissées en observation devant Ségura, composées en majeure partie de milices tolédanes, avaient fait leur défection et amenaient

don Fadrique comme un libérateur dans la capitale de la Castille-Neuve. Les communes de Cordoue, Jaen, Cuenca, Talavera, Ubeda, Baeza envoyaient des députés à Tolède pour se confédérer avec ses habitants. Chaque jour, quelque seigneur abandonnait le roi pour s'aller joindre aux rebelles. Presque toutes les provinces du nord s'étaient insurgées; Alburquerque dominait dans le royaume de Léon; Castro, dans la Galice; le comte de Trastamare, dans les Asturies. Don Tello, après avoir soulevé la Biscaïe, avait amené des troupes aux infants d'Aragon, déjà maîtres d'une partie de la Castille. Tous ensemble avaient écrit à la reine Blanche pour l'assurer de leur dévouement, et, répandant partout le feu de la révolte, prétendaient exécuter ses ordres. Réunies, leurs troupes s'élevaient à six ou sept mille hommes d'armes, sans compter l'infanterie (1). Le roi conservait à peine autour de sa personne six cents cavaliers complétement découragés par cette suite continuelle de défections et de revers.

Dans cette extrémité, la première pensée de don Pèdre fut pour le salut de sa maîtresse. Il s'empressa de la mener, ainsi que sa mère, la reine Marie, dans le fort château de Tordesillas, situé au milieu d'un pays difficile, où il se flattait de pouvoir résister long-temps aux rebelles, s'ils poussaient l'audace jusqu'à l'y attaquer. Cette forteresse, la grande ville de Toro et quelques places voisines sur le Duero étaient les seules qui reconnussent encore son autorité. Il fut bientôt suivi, quoique de loin, par les rebelles, renforcés par une nouvelle défection, celle de don Juan de la Cerda, car la faction de

(1) Rades donne sept mille chevaux au seul maître de Saint-Jacques. *Cron. de Santiago*, page 47.

Lara elle-même abandonnait le roi pour se réunir à ses anciens adversaires. La Cerda pactisait avec Alburquerque, oubliant la mort de son beau-père Alonso Coronel, comme les bâtards oubliaient celle de leur mère doña Léonor. Les confédérés travaillaient sans relâche à rétrécir le cercle dont ils enveloppaient le roi, de même que des chasseurs traquent et forcent une bête fauve. Tout en l'acculant ainsi à ses dernières défenses, ils renouvelaient fréquemment leurs protestations de fidélité, mais insistant chaque fois avec plus de force sur les prétentions contenues dans leur manifeste. La reine douairière d'Aragon vint elle-même porter au roi des propositions d'accommodement, ou plutôt lui représenter à quelles conditions désormais il pourrait conserver sa couronne : d'abord, l'exil de Marie de Padilla dans un couvent de France ou d'Aragon, et l'éloignement de ses parents; puis on exigeait encore que le roi revînt auprès de son épouse légitime, car, depuis l'insurrection de Tolède, la ligue affectait de n'avoir pris les armes que pour venger les injures de Blanche. A ce prix, disait doña Léonor, le roi ne trouvera plus que des sujets soumis et empressés de lui obéir. Malgré sa mauvaise fortune, don Pèdre se montra inflexible. Il répondit fièrement qu'il ne traiterait jamais avec les confédérés, qu'au préalable ils n'eussent posé les armes et demandé merci. En même temps il écrivit à l'infant d'Aragon, En Père, alors régent de ce royaume en l'absence de Pierre IV (1), pour lui demander des secours qu'il désespérait de trouver dans ses propres états. Sa lettre, qui fait connaître le style diplomatique de l'époque, ré-

(1) Pierre IV était alors en Sardaigne. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, p. 257. — J'ai conservé la forme catalane de ce nom pour le distinguer de ses homonymes le roi de Castille, le roi d'Aragon, l'infant de Portugal, etc.

vèle quelques traits du caractère du jeune roi, et mérite à ce titre d'être rapportée :

« Don Pèdre, par la grace de Dieu roi de Castille, etc., à vous, infant don Pèdre d'Aragon, salut, comme à celui que nous aimons et estimons et à qui souhaitons heur et honneur. Nous vous faisons savoir que les infants don Fernand et don Juan, nos cousins et frères du roi d'Aragon, vivant avec nous et dans notre royaume, étant nos vassaux et tenant de nous grandes charges en notre maison et dans notre royaume, où l'infant don Fernand est grand adelantade de la frontière et grand chancelier, et l'infant don Juan notre grand porte-enseigne, l'un et l'autre tenant de nous trop grandes terres dont ils nous doivent servir, recevant de plus solde de notre trésor pour nous aider dans la guerre que nous avons contre le Comte (1) et don Fernand de Castro, tandis que, n'entendant qu'à nous servir d'eux, les avions près de nous, eux s'en sont départis en secret et sont allés se joindre audit Comte, à don Juan Alonso (2) et à don Fernand. Ils ont emmené avec eux don Tello (3), et ont fait traité et pacte tous ensemble d'être contre nous. De fait, incontinent, ont commencé tous et chacun à faire maux sans nombre en ce pays et y mouvoir la guerre. Et combien qu'avec la grace de Dieu, nous puissions remettre l'ordre et faire un exemple de ceux qui ont eu part

(1) Don Henri, comte de Trastamare, est presque toujours ainsi désigné. Il signe, *Moi*, le Comte. Il était alors en effet le seul comte en Castille; les riches-hommes ne portaient pas encore de titres.

(2) Don Juan Alonso d'Alburquerque.

(3) C'était au contraire don Tello qui était venu chercher les infants en Castille. Nous aurons plus d'une fois à remarquer les ménagements de don Pèdre pour don Tello.

en cette grande méchanceté et abandon de leur seigneur et roi, nous avons trouvé bon de vous en instruire, certain que vous l'aurez à cœur, et nous aiderez contre lesdits infants. C'est pourquoi nous vous prions d'être avec nous contre eux et leurs adhérents, de leur faire tout mal et dommage en leurs terres, de leur prendre ce qu'ils ont, tant qu'il ne leur reste plus ni moyen ni pouvoir de nous desservir jamais, non plus que vous ou le roi d'Aragon. Par quoi ferez ce que raison et ce que nous ferions pour vous, si, par male fortune, vous trouviez en telle nécessité. De Tordesillas, le 28e d'octobre, l'an de l'ère 1392 (1354) (1). » On le voit, cette lettre est empreinte d'une fermeté calme qui n'est point sans grandeur. La dernière injure est pour don Pèdre la plus sensible. Toute sa colère se tourne contre les infants d'Aragon. Il oublie ses frères; pas un mot amer contre don Henri; il ne parle pas de don Fadrique, et s'il nomme don Tello, c'est pour l'excuser en quelque sorte, et rejeter sur de perfides conseils la part qu'il prend à la rébellion. Ce caractère énergique n'est point encore aigri par le malheur. Tant de trahisons l'ont indigné, mais il n'a pas cette haine implacable que lui donnera plus tard la triste expérience des hommes de son temps.

Aux termes du traité d'Atienza, la cour d'Aragon devait secourir le roi de Castille, mais sans doute elle voyait alors avec un secret plaisir les désordres de ce malheureux royaume et l'affaiblissement d'un voisin redoutable. Sa réponse fut évasive, et elle abandonna son allié à sa mauvaise fortune.

(1) Zurita, *Anales de Aragon*, tome II, p. 259.

VI.

Malgré la supériorité de leurs forces, les confédérés n'osaient ni livrer bataille au roi ni l'assiéger dans une des places qui lui demeuraient fidèles. A l'exception de quelques chefs, la plupart des riches-hommes respectaient encore la majesté du trône et répugnaient à une violence ouverte. Surtout les communes, dont les milices composaient en majeure partie l'armée de la ligue, inclinaient pour la modération; tous espéraient d'ailleurs que la lassitude et l'épuisement de ses ressources réduiraient bientôt don Pèdre à subir leurs conditions. Aussi, sans chercher à engager un combat dont l'issue ne pouvait être douteuse, ils ne s'appliquaient qu'à séduire ses soldats, à lui enlever l'une après l'autre les villes qui demeuraient encore dans l'obéissance. La plupart, même les plus éloignées du théâtre de la guerre, sur le bruit des derniers événements, transmirent leur adhésion à la ligue; quelques-unes, se renfermant dans une neutralité prudente, n'envoyaient ni troupes ni subsides au roi, et refusaient d'admettre les confédérés dans leurs murs. De ce nombre furent Valladolid et Salamanque, dont les conseils affichaient des prétentions d'indépendance. Dans l'anarchie générale, chaque province, chaque ville se créait son administration à part, et voulait fonder comme une petite république. Cette tendance à l'isolement fut toujours fatale à l'Espagne et s'est reproduite dans toutes les révolutions de ce pays.

Contraints de temporiser avec les communes puissantes, les confédérés ne balançaient pas à employer la force ouverte

pour réduire les villes de moindre importance. Ils prirent d'assaut et livrèrent au pillage Medina del Campo, qu'ils avaient sommée vainement de leur ouvrir ses portes. Là, ils firent une perte irréparable. L'homme le plus propre à maintenir l'union parmi cette foule de seigneurs animés d'intérêts opposés, Alburquerque mourut presque subitement à Medina, peu de jours après la prise de cette place, au commencement de l'automne de 1354. On soupçonna son médecin, maître Paul, Italien attaché à la maison de l'infant don Fernand, d'avoir mêlé un poison subtil au breuvage qu'il lui prescrivit pour une indisposition légère en apparence. Naturellement, l'accusation remonta jusqu'au roi, intéressé plus que personne à la mort d'Alburquerque. Dans la suite, don Pèdre ne justifia que trop les imputations de ses ennemis, en faisant à cet homme des présents magnifiques, qui semblèrent moins la récompense du savoir que le paiement d'un crime. A ses derniers moments, Alburquerque ne démentit pas la fermeté de son caractère. Près d'expirer, il rassembla ses vassaux, et leur fit jurer de ne faire ni paix ni trêve avec le roi qu'ils n'eussent obtenu satisfaction pour ses griefs. Il commanda que son corps fût porté à la tête de leur bataillon tant que durerait la guerre, comme s'il eût voulu ne déposer sa haine et son autorité qu'après le triomphe. Du fond de son cercueil, il semblait présider encore les conseils de la ligue, et, chaque fois que l'on délibérait sur les intérêts communs, on interrogeait son cadavre, et son majordome, Cabeza de Vaca, répondait au nom de son maître qui n'était plus (1).

(1) Ayala, p. 152.

Peu après la mort d'Alburquerque, le maître de Saint-Jacques, don Fadrique, rejoignit la principale armée de la ligue, amenant de Tolède un corps de cinq à six cents chevaux et tout l'argent saisi dans les coffres de don Simuel el Levi, le trésorier du roi, outre une somme considérable que la reine Blanche lui avait remise elle-même. Ce secours arrivait à propos pour retenir dans le devoir les bandes de mercenaires sur lesquels les chefs des ligueurs fondaient leur autorité. De part et d'autre on était résolu à tirer la guerre en longueur, les bâtards parce qu'ils voyaient s'augmenter chaque jour la détresse du roi; don Pèdre parce que son unique espoir était de diviser ses adversaires en traitant séparément avec quelques-uns d'entre eux. En effet, les pourparlers étaient continuels; les chevaliers des deux camps s'y rencontraient avec une courtoisie qui témoignait assez de leur indifférence pour la querelle de leurs chefs. Un jour le roi, se trouvant à Toro, reçut deux envoyés de la ligue. Avant d'écouter les propositions dont ils étaient porteurs, il dut, suivant l'étiquette de l'époque, leur assigner un logement chez un des seigneurs de sa cour. Alors cette hospitalité était tenue à grand honneur. Fernand Alvarez de Tolède et Alphonse Jufre Tenorio se disputèrent aigrement le privilége de loger les députés ennemis. Des paroles injurieuses on en vint aux poignards, et chacun appelant ses amis à son aide, sous les yeux mêmes du roi, une espèce de mêlée s'engagea dans laquelle il y eut des morts et des blessés. Don Pèdre avait témoigné quelque partialité pour Alvarez, sur quoi Tenorio, qui jusqu'alors l'avait servi avec dévouement, se tint pour outragé, et tout aussitôt quitta Toro avec tous ses clients pour passer dans le camp des rebelles. Telle était la susceptibilité de cette noblesse féodale,

toujours prête à rompre avec le souverain pour les motifs les plus frivoles (1).

L'ambassade de la ligue, cause involontaire de cette scène déplorable, était venue renouveler au roi les propositions déjà si souvent reproduites. Cette fois, il parut les entendre avec moins d'impatience. Il demanda du temps pour préparer sa réponse et offrit de conférer lui-même avec les principaux chefs. On fixa un lieu pour une entrevue, et, afin de prévenir toute trahison, il fut convenu qu'on se rencontrerait en rase campagne, vingt cavaliers de chaque côté, armés de toutes pièces, et qu'aucun ne porterait de lance (2), sauf le roi et l'infant d'Aragon, placé naturellement par sa naissance à la tête des confédérés. Au jour fixé, les deux troupes se trouvèrent en présence près de Tejadillo, village situé à égale distance de Toro, qui tenait pour le roi, et de Morales, bourg occupé par l'armée de la ligue. Tous les chefs des confédérés étaient présents, revêtus par-dessus leurs armures de leurs soubrevestes blasonnées. A leur tête, on voyait les deux infants d'Aragon, le comte don Henri, don Fadrique, don Tello,

(1) Ayala, p. 153.

(2) *Id.*, p. 156. — Je comprends difficilement le but de cette restriction, s'il s'agit de cette longue et lourde lance, arme ordinaire des chevaliers dans le nord de l'Europe; mais je crois qu'il faut entendre ici par *lanza* la javeline ou zagaye, arme de trait fort en usage parmi les cavaliers espagnols. Le même motif qui ferait aujourd'hui proscrire les armes à feu dans une semblable entrevue pouvait alors dicter la convention que je rapporte. — Sur le nombre des chevaliers présents à l'entrevue, il y a une variante dans les deux principaux manuscrits d'Ayala. La *Chronique vulgaire* en nomme cinquante, *l'Abrégée*, que je suis, comme plus ancienne, vingt seulement. On conçoit que la vanité de quelques grandes maisons se soit complu à augmenter le nombre des représentants des deux partis.

don Fernand de Castro et don Juan de la Cerda. Je ne dois point oublier Fernand Perez d'Ayala, père du chroniqueur, et ce dernier lui-même qui, fort jeune alors, servait de page à l'infant et portait sa lance. Tous d'abord saluèrent le roi en lui baisant la main suivant l'usage. Il est probable que don Pèdre, en proposant cette entrevue, voulait essayer l'effet que produirait sa présence sur des hommes habitués à le respecter; mais, soit que son orgueil souffrît à traiter d'égal à égal avec des sujets en armes contre lui, soit qu'il se crût moins engagé par des promesses sorties d'une autre bouche que la sienne, il chargea Gutier Fernandez de Tolède de porter la parole en son nom. Celui-ci avait eu à se plaindre du roi qui l'avait privé de sa charge de chambellan; pourtant il lui demeurait fidèle, et, en le choisissant pour son orateur, don Pèdre voulait peut-être le donner en exemple aux révoltés. Gutier Fernandez commença par déplorer l'aveuglement de tant de bons chevaliers qui, oubliant les bienfaits de leur prince, affligeaient le royaume par leur désobéissance. Puis il déclara « que, sous le vif intérêt qu'ils affichaient pour la reine Blanche, le roi n'avait pas de peine à démêler leur jalousie contre les parents de Marie de Padilla. Qu'ils l'avouassent ou non, c'était, il le voyait clairement, la véritable cause de leur prise d'armes. Mais ils devaient savoir que les rois sont libres de choisir leurs conseillers, et qu'à eux seuls appartient de récompenser les services de leurs vassaux. Qu'au surplus, le roi avait des faveurs pour tous ses sujets fidèles, et, en nommant aux grands offices de sa couronne, il ferait bien voir et sa munificence et son impartialité. Quant à la reine Blanche, le roi s'engageait à la traiter avec honneur, comme sa femme, et comme la reine de Castille. » Telles furent les

seules promesses ou plutôt les espérances que don Pèdre consentit à donner, encore peut-être se réservait-il de les interpréter un jour à sa guise. Il s'était flatté qu'elles satisferaient la majeure partie des confédérés, ceux-là du moins qui n'avaient pas perdu tout respect pour l'autorité royale. En terminant, Gutier Fernandez se tourna vers le roi et lui demanda: « Sire, est-ce là tout ce que vous me commandez de dire?» Et le roi répondit affirmativement. Alors les chefs des confédérés s'éloignèrent un moment pour délibérer entre eux. Ils s'étaient attendus que le roi s'expliquerait lui-même; surpris et piqués sans doute de voir qu'il s'en était remis à un de ses chevaliers pour faire connaître ses intentions, ils voulurent pareillement qu'un chevalier de leur troupe se chargeât de leur réponse. Le choix tomba sur Fernand Perez d'Ayala. Son discours, que son fils nous a conservé, prouve que les confédérés n'avaient pas trop présumé du talent de leur orateur. Tout en ménageant avec adresse l'orgueil du roi, Ayala s'efforce de justifier la prise d'armes des ligueurs. Il évite à dessein de s'expliquer sur le renvoi de la favorite et de ses parents, et, avec encore plus de soin, passe sur les prétentions de ceux qui aspiraient à remplacer les Padilla au timon des affaires. Mais il insiste avec beaucoup de force sur l'affront fait à tant de riches-hommes convoqués à Valladolid pour le mariage du roi, et qui, vis-à-vis de la France, se sont en quelque sorte portés comme ses garants. Il rappelle la déposition et la mort injuste du maître de Calatrava Nuñez de Prado, l'agression sans motif contre Alburquerque, alors que par amour pour la paix il avait consenti à livrer en otage son fils unique et à s'exiler lui-même. Ce traitement de deux sujets fidèles, après tant de services rendus au prince et au pays, a dû

effrayer toute la noblesse. Aujourd'hui elle craint son roi, ou plutôt les conseillers qu'il s'est choisis. Que le roi daigne la rassurer, et il retrouvera dans ses riches-hommes la loyauté et l'amour qu'ils lui conservent toujours comme à leur seigneur naturel. Fernand d'Ayala conclut en proposant de remettre la solution définitive du différend à l'arbitrage de huit chevaliers nommés par les deux partis. Puis, à l'exemple de l'orateur du roi, il demanda aux seigneurs qui l'entouraient s'il avait fidèlement exprimé leur pensée. Tous répondirent qu'ils approuvaient ses paroles et ratifiaient ses propositions. Don Pèdre, ayant promis de nommer ses quatre arbitres, l'infant don Fernand et ses compagnons prirent congé de lui avec les mêmes marques de respect qu'ils lui avaient témoignées en arrivant (1).

Ainsi se termina la solennelle entrevue de Tejadillo qui, comme on le voit, n'apportait aucun changement à la situation. Vraisemblablement le roi s'était imaginé que les rebelles, comme à Cigales, allaient tomber à ses pieds et s'en remettre à sa merci. Déçu dans cet espoir, il n'emporta de la conférence que des souvenirs amers et une haine mortelle contre tous les hommes qu'il avait vus en armes lui donner d'austères conseils et lui adresser de libres remontrances. Les noms de ces vingt chevaliers, ses sujets, qui s'étaient rangés face à face devant leur souverain, mettant des conditions à leur obéissance, ne sortirent jamais de sa mémoire, et, dès ce jour peut-être, il fit le serment d'en tirer une vengeance terrible. De retour à Toro, loin de nommer des arbitres, comme il l'avait promis, il ne songea qu'à poursuivre les négociations

(1) Ayala, p. 157-164.

secrètes entamées déjà avec quelques-uns des ligueurs. Cependant l'hiver approchait, et le roi se flattait qu'il amènerait la dissolution de l'armée ennemie. Le pays était dévasté, et, de part et d'autre, on était aussi peu disposé qu'auparavant à mettre fin à cette guerre sans combats, qui ruinait la Castille autant qu'une invasion étrangère.

VII.

La rigueur de la saison et le manque de vivres obligèrent les confédérés à quitter leur position de Morales pour se porter du côté de Zamora. Leur armée défila le long des remparts de Toro lentement et en bon ordre, faisant montre du grand nombre de ses bannières, pendant que le roi, en dehors des barrières avec un petit nombre de cavaliers, l'observait et semblait en passer la revue. Le bataillon des vassaux d'Alburquerque attirait tous les regards. Fidèles à leur serment, ils portaient au milieu de leurs enseignes le corps de leur seigneur dans un cercueil recouvert d'un drap d'or. En passant devant les murs de Zamora, la plupart des chefs mirent pied à terre et portèrent ce cercueil en pompe sur leurs épaules comme pour braver le roi par cet honneur rendu aux restes de son ennemi. On disait que les vivants et les morts même faisaient la guerre au roi. Dès que l'armée fut hors de vue, don Pèdre, persuadé qu'il en était débarrassé pour long-temps, galopa, avec une centaine de chevaux seulement, jusqu'au château d'Urueña où il avait établi sa maîtresse; car dans les circonstances présentes, il évitait de se montrer publiquement avec elle dans une grande ville. A Toro, il laissait son trésor et sa petite armée aux ordres de sa mère qui, depuis son re-

tour de Portugal, demeurait auprès de lui. Le malheureux prince devait toujours voir sa confiance trompée. La reine Marie traitait depuis quelque temps, à son insu, avec les chefs de la ligue. A peine eut-elle appris son départ pour Urueña qu'elle en informa les infants d'Aragon, les invitant à revenir au plus vite, sous promesse de leur livrer la ville. C'était finir la guerre; car Toro renfermait les dernières ressources du roi. Les ligueurs ne perdirent pas un moment, et une marche de nuit les ramena devant la place, dont les portes leur furent aussitôt livrées. Dès-lors don Pèdre, sans magasins, sans argent, n'avait plus pour armée qu'une centaine de soldats, pour asile qu'un château qui ne pouvait soutenir un siége de quelques jours. Les confédérés, pleins de confiance en voyant la reine-mère se déclarer pour eux contre son propre fils, renonçaient déjà à ces respects qu'ils avaient jusqu'alors affichés dans leurs négociations avec le roi. Ils lui envoyèrent à Urueña non plus des propositions d'accommodement, mais l'intimation de se rendre sur-le-champ à Toro pour y régler les affaires du royaume (1).

Accablé par cette dernière trahison et se voyant pour ainsi dire livré par sa mère aux rebelles, don Pèdre tint conseil avec le petit nombre de serviteurs qui ne l'avaient pas quitté : c'étaient don Diego de Padilla, maître de Calatrava, frère de la favorite, Juan de Hinestrosa, son oncle, et Gutier Fernandez de Tolède. Prolonger la lutte semblait impossible. Presque tout le royaume était soulevé, et, si quelques villes avaient encore différé leur adhésion à la ligue, il était douteux qu'elles

(1) Ayala, p. 166. Cfr. avec le *Sumario de los reyes d'España*, p. 63, note; et Gratia Dei dans le *Semanario erudito*, tome XXVIII, p. 287.

voulussent accueillir le roi se présentant en fugitif devant leurs portes. Toutefois Padilla et Gutier Fernandez lui conseillaient de tout tenter avant de se mettre à la merci des ligueurs qui, dans l'ivresse de leur triomphe, pouvaient se porter aux plus grands excès. L'un et l'autre refusaient d'ailleurs de le suivre à Toro, le premier, parce qu'il aurait à répondre du meurtre de Nuñez de Prado, son prédécesseur; l'autre, parce qu'il craignait que don Henri ne vengeât sur lui la mort de sa mère assassinée dans le château de Talavera lorsqu'il en était le gouverneur. Hinestrosa parla le dernier. « Les conseillers du roi, dit-il, ne pensent qu'à eux-mêmes lorsqu'il s'agit du salut de notre maître à tous. Au point où en sont les choses, tout est devenu possible aux révoltés. Le royaume est à eux. Ils peuvent le donner à l'infant d'Aragon, et c'est le coup qu'il faut prévenir à tout prix. Que le roi conserve sa couronne aux conditions qu'on lui dictera et qu'il ne pense pas à nous. Sa présence à Toro imposera peut-être aux rebelles, divisés d'ailleurs de vues et d'intérêts. Qu'il essaie d'en gagner quelques-uns pour lui servir d'appui contre le reste. Quant à moi, qui conseille au roi de se rendre à Toro, je l'y accompagnerai, et, quelque péril qui menace l'oncle de doña Maria de Padilla, il ne sera pas dit qu'il ait jamais balancé à suivre son seigneur (1). »

Don Pèdre loua sa générosité et se rendit à ce conseil. Après avoir pourvu de son mieux à la sûreté de Marie de Padilla, il partit pour Toro, accompagné seulement de Hinestrosa, de son trésorier Simuel Levi et de son chancelier-privé Fernand Sanchez. Parmi tous les seigneurs qui formaient la petite cour

(1) Ayala, p. 168.

d'Urueña, ce furent les seuls qui consentirent à le suivre. Une centaine d'officiers inférieurs ou de valets composèrent son escorte, tous sans armes et montés sur des mules.

Instruits du départ de ce triste cortége, les chefs des confédérés s'étaient portés assez loin à sa rencontre, bien montés et revêtus d'habits magnifiques sous lesquels ils laissaient voir leurs armures (1), comme s'ils eussent voulu par cet appareil guerrier contraster avec l'humble suite du roi vaincu. Après lui avoir baisé la main, ils le conduisirent à la ville avec de grands cris de joie, caracolant autour de lui, faisant des *fantasias,* et se poursuivant les uns les autres en se lançant des cannes à la manière arabe (2). On dit que, lorsque don Henri s'approcha de son frère pour le saluer, le malheureux monarque ne put retenir ses larmes. « Que Dieu vous fasse merci! s'écria-t-il. Pour moi, je vous pardonne (3). » La reine-mère et doña Léonor l'attendaient dans le monastère de Saint-Dominique; on l'y mena sur-le-champ sans lui faire traverser la ville, de peur sans doute que le peuple ne s'émût au spectacle de son roi prisonnier. Les deux reines l'accueillirent comme un enfant mutin qui rentre à la maison paternelle, résigné à la correction qui attend sa désobéissance. « Beau neveu, dit la reine d'Aragon, ainsi vous sied-il de vous montrer au milieu de tous les grands de votre royaume, non plus comme naguère, errant de château en château pour fuir votre femme légitime. Mais à vous n'est pas la faute, jeune d'âge comme vous êtes; elle est à ces méchants qui s'étaient emparés de vous, à un Juan de Hinestrosa que je vois ici, à un don Si-

(1) Ayala, p. 168.

(2) *Sumario*, etc., p. 64.

(3) *Ibid.*, *ib.*

muel Levi et autres, leurs pareils. Maintenant on donnera bon ordre à les éloigner, et à placer auprès de vous des gens de bien qui prennent soin de votre honneur et de vos intérêts (1). » Aussitôt le roi s'écria que Juan de Hinestrosa n'avait aucun tort, et qu'il espérait bien qu'on traiterait avec égards un homme qui venait sous sa sauvegarde. Ces protestations furent inutiles. Sous les yeux mêmes de don Pèdre, on arrêta les serviteurs fidèles à sa mauvaise fortune. Hinestrosa fut remis à l'infant don Fernand, le Juif à don Tello. En même temps on signifiait à don Pèdre qu'on avait pourvu à tous les offices de sa maison. Don Fernand d'Aragon était grand-chancelier, et sur-le-champ on contraignit Sanchez de lui livrer les sceaux du royaume; l'infant don Juan reprit sa charge de grand porte-enseigne de Castille, et se fit pareillement remettre les bannières royales. On avait rendu le titre de grand majordome à don Fernand de Castro, qui depuis quelque temps ne parlait plus des injures de sa sœur doña Juana; enfin don Fadrique eut la charge de chambellan, ou plutôt celle de geôlier du roi. Jusqu'alors ces fonctions n'avaient jamais été attribuées à un personnage de son rang, et, en les confiant au maître de Saint-Jacques, les ligueurs montraient bien qu'ils voulaient donner à leur captif un surveillant incorruptible. Après que le roi eut été ainsi contraint d'assister au partage de ses propres dépouilles, on le sépara des officiers ordinaires de sa maison, et on le conduisit dans un palais de l'évêque de Zamora, où don Fadrique commit à sa garde don Lope de Bendaña, ce commandeur de Saint-Jacques qui refusait quelques mois auparavant de recevoir le roi dans le château de Segura. Un écuyer

(1) Ayala, p. 169.

du Maître couchait toutes les nuits dans la chambre de don Pèdre; ses gardiens avaient ordre de ne pas le perdre de vue un seul instant; enfin personne n'était admis en sa présence qu'avec l'autorisation de don Fadrique. Dès le jour même, tous les emplois publics furent partagés entre les principaux ligueurs. Chacun voulait une récompense et la demandait avec arrogance comme sa part du butin. Don Fernand de Castro avait d'avance fait connaître la sienne; c'était la main de doña Juana, la fille naturelle du roi don Alphonse et de Léonor de Guzman. Ce fut en vain que don Pèdre essaya de protester contre cette union. L'orgueil des bâtards n'en souffrait peut-être pas moins que celui du roi; mais don Fernand de Castro exerçait encore tant d'influence parmi les confédérés, qu'il eût été dangereux de lui manquer de parole. Le comte de Trastamare, comme chef de famille, disposa de sa sœur, et le mariage fut célébré sur-le-champ en grande pompe dans la cathédrale de Toro. Presque aussitôt après, eurent lieu avec la même magnificence les obsèques d'Alburquerque, dont les mânes vengées pouvaient enfin trouver le repos après la victoire. La reine douairière d'Aragon, don Tello et une foule de seigneurs suivirent le funèbre cortége jusqu'au monastère de l'Épine désigné par Alburquerque lui-même pour le lieu de sa sépulture (1).

(1) Ayala, p. 172.

IX.

ÉVASION DE DON PÈDRE; IL REPREND L'AUTORITÉ. — 1354-1356.

I.

La concorde qui avait subsisté entre les ligueurs tant qu'ils avaient eu un ennemi à combattre ne pouvait durer longtemps lorsqu'il ne s'agissait plus que de partager les fruits de la victoire. Quelque soin qu'on mît à éloigner du roi les hommes qui lui conservaient un attachement sincère, il avait bientôt trouvé le moyen de correspondre en secret avec plusieurs de ses amis. Parmi les confédérés eux-mêmes, il y en avait plus d'un qui, touché de pitié, ou se croyant mal récompensé de sa rébellion, songeait à se prémunir contre un retour de la fortune et à se faire un mérite de son repentir. Quelques-uns des chefs, chagrins de voir leur autorité expirer avec la guerre civile, s'apercevaient un peu tard qu'il était plus aisé et plus sûr d'obtenir la seconde place sous un roi que la première parmi leurs égaux. D'un autre côté, les communes, entraînées un moment dans la révolte générale, reconnaissaient qu'elles n'avaient rien gagné à renverser des favoris odieux. Le pouvoir n'avait fait que passer en des mains

plus avides. En se déclarant contre le roi, les communes avaient augmenté la force des hommes qu'elles regardaient avec raison comme les ennemis les plus dangereux de leurs antiques franchises. Elles allaient se trouver sans protecteurs, exposées à l'insatiable ambition de la noblesse féodale. Quant à la reine Blanche, dont le nom quelques jours auparavant servait de cri de guerre, elle était oubliée maintenant par tous ces preux chevaliers qui prétendaient ne s'être armés que pour elle. Le peuple aurait voulu la voir paraître, la voir intercéder pour son mari, regagner son amour et sa confiance. Mais Blanche demeurait à Tolède. C'était un enfant qui ne répétait que des paroles apprises, et personne ne se souciait de lui faire jouer un rôle aujourd'hui. Seul au milieu de cette foule ambitieuse et cupide, le roi se montrait calme et fier. Le malheur lui avait donné de la dignité. On commençait à le plaindre tout haut, à regretter sa justice, à excuser ses erreurs passées. Ainsi, à peine la cause royale semblait-elle irrévocablement perdue, qu'elle reprenait son ascendant dans l'opinion publique. Tous les partis tournaient leurs regards vers don Pèdre, et, bien que captif, il exerçait un pouvoir qu'il n'avait jamais eu lorsqu'il commandait encore à une armée fidèle.

La ligue s'était divisée en deux factions : dans l'une les infants d'Aragon et leur mère, dans l'autre les trois bâtards et leur beau-frère don Fernand de Castro. La reine-mère, incapable de commander, n'était respectée par personne. Entre don Pèdre et ses frères, le spectre de doña Leonor de Guzman élevait comme une barrière à toute réconciliation. Du côté des princes aragonais, les mêmes motifs de haine ne les éloignaient pas du roi. Ils voyaient d'un œil jaloux la fortune

croissante des bâtards; don Juan surtout, marié à la seconde fille de don Juan Nuñez, convoitait le riche héritage des Lara, possédé par don Tello. Enfin, considérés un moment comme les chefs de la ligue, tant qu'elle avait eu besoin d'opposer un grand nom à celui du roi, ils n'étaient plus, depuis la paix, que des étrangers qui voulaient s'enrichir aux dépens de la Castille. Tout engageait donc le roi à tourner ses vues vers les infants d'Aragon, à chercher en eux les instruments de sa délivrance. Aux premières ouvertures qu'il fit, il les trouva disposés à se séparer de leurs alliés, et bientôt il ne s'agit plus pour lui que de savoir le prix qu'ils mettaient à leur défection. De temps en temps on permettait au roi de sortir de la ville pour chasser au faucon, et, malgré la surveillance de ses gardes, le désordre inséparable de ces amusements lui permettait de recevoir les communications de ses partisans et les offres des seigneurs mécontents de la ligue. Son trésorier Levi, durement rançonné par don Tello, en avait obtenu à prix d'or la permission de revoir son maître et même de l'accompagner dans ses parties de chasse. Les pierreries que le Juif avait eu l'art de sauver, les trésors cachés qu'on lui supposait, le rendaient un personnage important dans les négociations secrètes qui se conduisaient à la cour de Toro. Simuel Levi ne manquait ni de courage, ni d'adresse; il était sincèrement attaché à don Pèdre, et devint le plus habile et le plus actif de ses agents. Par ses soins, dans les derniers jours de l'année 1354, un traité fut conclu entre les infants d'Aragon, la reine Léonor et le roi prisonnier. Au prix de maint château, de maint riche domaine, ils s'engagèrent à s'armer contre les bâtards. Avant tout, il fallait mettre le roi en liberté. Don Pèdre, profitant d'un épais brouillard, sortit de grand matin de Toro, un

faucon sur le poing, comme pour aller à la chasse, accompagné de Levi et de son escorte ordinaire, c'est-à-dire de quelque deux cents cavaliers. Soit que ses gardiens fussent gagnés, soit que le roi imaginât quelque moyen pour les éloigner de sa personne, il se trouva bientôt seul avec le Juif. Alors, courant à toute bride sur la route de Ségovie, ils se trouvèrent en peu d'heures hors d'atteinte (1). On prétend que don Tello commandait ce jour-là l'escorte du prisonnier, et qu'il favorisa son évasion, séduit par de magnifiques promesses. Bien que cette version vienne d'une source justement suspecte, il est probable qu'elle se fonde sur quelque tradition contemporaine, et dans la suite la conduite de don Pèdre à l'égard de don Tello, qu'il distingua toujours de ses frères, donne lieu de croire qu'il en reçut de fait un signalé service (2). Au reste, le nombre des seigneurs gagnés par l'or du Juif et les promesses de don Pèdre était déjà grand, et les bâtards, vaguement instruits de ces menées, ne savaient plus à qui se fier désormais; à peine osaient-ils se communiquer entre eux leurs inquiétudes.

En mettant pied à terre dans l'Alcazar de Ségovie, où sans doute des serviteurs fidèles l'attendaient, le roi écrivit à la reine-mère pour redemander sa chancellerie et les sceaux du royaume qu'il avait été forcé de remettre entre ses mains. Il

(1) Ayala, p. 174.

(2) *Sumario*, etc., p. 65. — Suivant l'anonyme, auteur du *Précis du règne de don Pèdre*, le roi aurait donné à don Tello la seigneurie de Biscaïe, Aguilar de Campos et les Asturies de Santillane. Mais don Tello possédait déjà la Biscaïe du chef de sa femme, doña Juana de Lara. Pour que l'anecdote soit plus romanesque, l'anonyme ajoute que le roi écrivit la donation sur un chiffon de papier, dans un ermitage au milieu de la chasse.

ajoutait fièrement que, si l'on refusait de les lui rendre, il avait de l'argent et du fer pour en fabriquer de nouveaux (1). La reine Marie n'osa pas désobéir. D'ailleurs, l'alarme était grande à Toro. Chacun attribuait l'évasion du roi à une trahison. Le traité conclu avec les infants d'Aragon était encore un mystère; mais tous les chefs se soupçonnaient les uns les autres, et s'imputaient à l'envi les projets les plus perfides. Enfin, ignorant les plans du roi, incertains de ses ressources, ils s'en exagéraient l'importance et la grandeur.

II.

Les conditions du marché conclu entre don Pèdre et ses geôliers ne tardèrent pas à se révéler à toute l'Espagne. Au commencement de l'année 1355, la reine doña Léonor quitta brusquement Toro avec ses fils pour se rendre à Roa, dont elle prit possession en vertu d'un ordre royal. Les infants d'Aragon recevaient en même temps l'hommage de plusieurs villes ou châteaux détachés du domaine de la couronne; c'était la rançon du roi qui leur était fidèlement payée. En retour, ils cédèrent à don Pèdre les places d'Orihuela et d'Alicante dans le royaume de Valence, cession en apparence purement nominale, car depuis long-temps le roi d'Aragon inquiétait ses frères dans leur droit de suzeraineté sur ces villes, si toutefois il leur permettait de l'exercer (2). Probablement les infants espéraient cacher par cet échange prétendu leur honteux

(1) Ayala, p. 175.

(2) Zurita, t. II, p. 269. — Ayala, p. 178. — Il paraît que les articles du traité d'Atienza concernant les infants d'Aragon ne furent jamais fidèlement observés par Pierre IV.

traité avec le roi de Castille; peut-être, par une singulière prévoyance, don Pèdre, encore errant et fugitif dans ses propres états, rêvait-il déjà de les agrandir aux dépens de ses voisins. On verra qu'il sut revendiquer plus tard cette donation qui semblait alors dérisoire. Avec les princes aragonais, un grand nombre de seigneurs castillans reçurent des fiefs, des châteaux, de vastes domaines. Les mieux partagés furent ceux dont le roi avait le plus à se plaindre. Juan de La Cerda et Alvar de Castro, frère de don Fernand, obtinrent d'immenses donations. Tous ces riches-hommes, déserteurs de la ligue, comme ils l'avaient été de la cause royale, accouraient maintenant à Ségovie, les infants à leur tête, protestant de leur fidélité et jurant d'obéir en tout à un prince si magnifique. Mais ce n'était pas sur ces dévouements chèrement achetés que don Pèdre fondait ses espérances; il trouvait de plus puissants secours et de plus généreux dans les communes ralliées franchement à leur souverain. Peu de jours après son évasion, il convoquait à Burgos les députés de la noblesse et du peuple. Accompagné des infants et des ligueurs convertis, il se présenta dans cette assemblée, et, après s'être plaint du traitement indigne que lui avaient fait éprouver les rebelles de Toro, il demanda qu'on l'aidât d'hommes et d'argent pour réduire à l'obéissance la reine sa mère, et les bâtards, qui troublaient par leur rébellion la paix du royaume et qui avaient oser attenter à la liberté de leur souverain (1).

Un grand changement venait de s'opérer dans les esprits. Les malheurs du roi, sa jeunesse, sa fermeté, prévenaient l'assemblée en sa faveur. La plupart des Castillans avaient vu

(1) Ayala, p. 177,

avec indignation la conduite des confédérés, et leur gouvernement de quelques jours avait suffi pour faire regretter celui des Padilla. Aussi les députés réunis à Burgos se montrèrent-ils empressés d'accorder au roi toutes ses demandes; en retour, il est vraisemblable que les communes obtinrent de lui une extension de leurs priviléges et de nouvelles franchises. Pouvait-il se montrer moins généreux pour les villes de son royaume que pour ses grands vassaux dont il avait tant à se plaindre?

On cherche vainement quelques détails sur les transactions politiques qui eurent lieu à Burgos, et je ne sais si cette réunion doit être considérée comme une assemblée solennelle des cortès. Les députés du clergé n'y parurent point. Au moment où, par un retour étrange de l'opinion publique, le peuple se prononçait si hautement en faveur de ce roi naguère honteusement abandonné, un légat du pape arrivait en Espagne porteur d'un bref apostolique qui mettait la Castille en interdit et prononçait l'excommunication contre don Pèdre, Marie de Padilla et Juana de Castro, ainsi que contre les fauteurs de leur commerce adultère (1). Les évêques de Salamanque et d'Avila, pour avoir sanctionné un mariage sacrilége, étaient cités devant le saint-siége, où ils auraient à répondre de leur conduite. L'excommunication, fulminée à Tolède le 19 janvier 1355, ne paraît avoir altéré en rien la disposition du peuple à l'égard du roi. Au contraire, elle excitait l'indignation, maintenant qu'il était réconcilié avec ses sujets; car, de tout temps, les Espagnols ont vu avec répugnance des étrangers se mêler de leurs affaires. D'ailleurs, le

(1) Rainaldi, *Ann. eccl.*, année 1355, § 29, tome XXV.

saint-siége, depuis sa translation à Avignon, avait perdu beaucoup de son prestige aux yeux de l'Europe; enfin ses foudres n'avaient jamais été redoutées dans la Péninsule. La censure du pape eut probablement pour résultat d'empêcher les prélats du royaume de prendre part aux délibérations de Burgos, mais elle ne fit pas perdre au roi un seul de ses partisans et ne diminua en rien le zèle nouveau qui éclatait de toutes parts pour sa cause. Don Pèdre répondit à l'excommunication en saisissant les biens du cardinal Gilles Albornoz et ceux de quelques autres prélats; et, rendant menace pour menace, il annonça l'intention de confisquer les domaines des évêques qui hésiteraient entre le pape et lui (1).

La révolte des ligueurs, la guerre de trahisons qui s'en était suivie, la courte captivité du roi et les moyens auxquels il avait dû avoir recours pour obtenir sa liberté, ne pouvaient manquer d'exercer une influence décisive sur son caractère. Les malheurs mûrissent les hommes avant le temps. Le séjour de Toro valut à don Pèdre des années d'expérience. Trahi par tous ses parents et par sa mère même, il devint soupçonneux et méfiant pour tout le reste de sa vie. Il emportait de sa prison de la haine et du mépris pour cette noblesse qui, après l'avoir vaincu, s'était laissé acheter bassement les fruits de sa victoire; mais il avait appris à connaître la puissance de ses adversaires, et toutes les armes lui furent bonnes pour les combattre. La ruse, la perfidie, lui parurent des représailles. Jusqu'alors il s'était montré violent et impétueux; il apprit à

(1) Rainaldi, *Ann. eccl.*, t. XXVI, p. 22. Cfr. avec la note 5 de M. Llaguno, *ad.* Ayala, page 209.

se composer un visage, à feindre l'oubli des injures, jusqu'au moment d'en tirer vengeance. Autrefois il se piquait d'être loyal autant que juste; maintenant il se crut tout permis contre de grands coupables. Une forte conviction dans la bonté de leur cause rend les hommes indifférents sur le choix des moyens pour la faire triompher. Le roi prit bientôt sa haine pour de l'équité. La férocité de mœurs du moyen-âge et l'éducation qu'il avait reçue au milieu de la guerre civile avaient endurci ses nerfs au spectacle et à l'idée de la douleur. Pourvu qu'il fût obéi et redouté, il se souciait peu de gagner l'amour d'hommes qu'il méprisait. Détruire le pouvoir des grands vassaux, élever son autorité sur les ruines de la tyrannie féodale, tel fut le but qu'il se proposa désormais et qu'il poursuivit avec une inflexible opiniâtreté.

III.

Les peuples semblent soumis, comme les individus, à des crises que la prudence humaine peut prévoir, mais qu'elle ne saurait conjurer, et l'histoire offre une reproduction si fréquente des mêmes événements, des mêmes révolutions, qu'on est tenté d'y voir comme le résultat de certaines lois fatales. Peu d'années s'étaient écoulées depuis que le feu de la révolte s'était étendu avec une effrayante furie sur tout le royaume d'Aragon. Les riches-hommes s'étaient coalisés avec les communes contre leur jeune souverain. Pierre IV avait été, comme don Pèdre, prisonnier de ses sujets, obligé comme lui de racheter sa liberté à l'avarice de ses nobles. Échappé de sa prison, il avait en un instant trouvé de nouvelles forces; le

triomphe éphémère des rebelles fut suivi presque aussitôt de leur abaissement, et le pouvoir royal s'accrut par cette terrible épreuve. La Castille offrait maintenant un spectacle semblable. Les mêmes causes allaient produire les mêmes effets, et les deux drames, qui, dans leurs péripéties, présentaient tant de conformités, devaient avoir le même dénoûment.

Il y avait trois mois à peine que don Pèdre avait quitté Toro en fugitif, accompagné d'un seul serviteur, et déjà il se voyait à la tête d'une armée nombreuse et fidèle. Après avoir congédié les députés réunis à Burgos, il prit le commandement de ses troupes et marcha droit aux rebelles réduits maintenant à la faction des trois bâtards. A Medina del Campo, il préluda à cette longue série de vengeances qu'il avait sans doute méditée du fond de sa prison. Pendant la semaine des Rameaux, dans ces jours que les chrétiens consacrent au repentir et à la pénitence, deux riches-hommes qui avaient fait partie de la troupe des ligueurs aux conférences de Tejadillo, Pero Ruiz de Villegas et Sancho de Rojas furent arrêtés dans son palais à l'heure de la sieste et massacrés aussitôt sans forme de procès. Quelques autres qui avaient pris parti avec les rebelles, mais sans jouer un rôle important, furent jetés en prison et dépouillés de leurs biens. Lançant cette déclaration de guerre à sa noblesse factieuse, le roi s'avança contre la ville de Toro et en fit attaquer les barrières. Là, il put s'apercevoir que le cruel exemple qu'il venait de faire ne suffisait pas à détruire des habitudes de désobéissance invétérées. Un des chevaliers de son hôtel, Fernand Ruiz Giron, ayant été tué dans la première escarmouche, Alphonso Tellez, frère du mort, réclama comme un héritage qui lui était dû la charge de Fernand Ruiz. Mais le roi en avait déjà dis-

posé. Furieux de son refus, Tellez Giron déserta sur-le-champ et se jeta avec ses gens dans la ville assiégée (1).

Sur le bruit de la marche du roi, Juan de Hinestrosa, toujours retenu prisonnier à Toro, avait offert à la reine Marie et au comte de Trastamare son intervention auprès de son maître pour ménager un accommodement. Il obtint de sortir de la ville, mais en laissant plusieurs gentilshommes ses parents en otage. Une fois libre, et au milieu de l'armée royale, il oublia sa promesse et ne songea plus qu'à servir le ressentiment de son maître, sans se soucier des malheureux qu'il laissait à la merci des ligueurs. La reine-mère se montra généreuse, et les renvoya à son fils sans user contre eux des rigueurs autorisées alors par le droit de la guerre.

Toro était trop bien fortifié pour succomber devant une brusque attaque. Après quelques jours d'escarmouches sans résultats, le roi, averti par ses affidés qu'une partie des bourgeois de Tolède était prête à se déclarer en sa faveur, leva le siége inopinément pour courir de ce côté avec le gros de ses forces. Il se flattait de dérober le but de sa marche aux rebelles et d'arriver aux portes de Tolède, tandis qu'on le croirait encore dans le royaume de Léon; mais don Henri, pénétrant le motif de cette retraite précipitée, s'était aussitôt mis en campagne avec une centaine d'hommes d'armes. Trop faible pour rien entreprendre contre l'armée du roi, il voulut d'abord se joindre à don Fadrique qui occupait Talavera. Pour s'y rendre, il avait à traverser les cols élevés de la chaîne de Guadarrama, passages toujours difficiles, surtout au commencement de mai, à l'époque de la fonte des neiges. Les montagnards

(1) Ayala, p. 73.

lui tendirent une embuscade et l'attaquèrent à l'improviste dans un défilé dangereux. Plusieurs de ses chevaliers furent tués ou pris, et le Comte ne parvint qu'après un rude combat à s'ouvrir un passage l'épée à la main. Dès le lendemain, il prit sa revanche. Réuni aux chevaliers de Saint-Jacques, il surprit et saccagea le bourg de Colmenar, dont les habitants l'avaient fort maltraité dans l'engagement de la veille. Tous ces malheureux furent impitoyablement passés au fil de l'épée, et les deux frères, en se retirant, ne laissèrent qu'un monceau de cendres. Ainsi se vengeaient les riches-hommes de pauvres paysans défendant leurs chaumières (1).

Le roi d'un côté, don Henri et don Fadrique de l'autre, se dirigeaient vers Tolède. Les bourgeois étaient divisés entre eux. Les uns appelaient don Pèdre, les autres les bâtards, mais la grande majorité des habitans prétendaient demeurer neutres et fermer leurs portes aux deux partis. La reine Blanche, retirée dans l'Alcazar, voyait avec terreur s'avancer son mari, et probablement favorisait de son influence la faction dévouée à la ligue. Partis presque en même temps de Toro, le roi et le comte de Trastamare se trouvèrent l'un et l'autre, dans les premiers jours de mai, campés à peu de distance de Tolède; le premier à Torrijos, l'autre à Talavera. Chacun, épiant son adversaire, espérait surprendre la place au moyen des intelligences qu'il y entretenait.

Tolède est entourée de trois côtés par le Tage, qui, fortement encaissé au fond d'un ravin très profond, décrit une espèce de fer à cheval autour de ses remparts. Deux ponts jetés sur le fleuve donnent accès dans la ville; à l'ouest le pont de

(1) Ayala, p. 179.

Saint-Martin, à l'est celui d'Alcántara, l'un et l'autre bâtis en pierre et surmontés de trois hautes tours sous lesquelles il faut passer successivement pour arriver aux portes principales de l'enceinte murée. Le comte et le maître de Saint-Jacques, couverts par le Tage et dérobant leur marche au roi à la faveur des ténèbres, se présentèrent à l'aube devant le pont de Saint-Martin. Ils venaient, disaient-ils, pour défendre la ville menacée par le roi. Il fallut parlementer avec les bourgeois qui gardaient les tours. Après quelque hésitation, le conseil de la commune, fidèle à sa politique, envoya des rafraîchissements aux deux bâtards et à leur troupe, mais en refusant avec politesse de les admettre dans la ville. Ils eurent beau protester que leur intention était de protéger la reine Blanche contre les fureurs de son mari, le conseil persistait à leur interdire l'entrée des remparts. — « La reine n'a rien à craindre au milieu de nous, disaient les magistrats de Tolède, nos murailles sont hautes et nous saurons bien les garder seuls. D'ailleurs, ajoutaient-ils, nous avons envoyé des députés au roi, et nous ne traiterons pas avec lui sans stipuler pour vous des conditions honorables. » Ces pourparlers durèrent assez long-temps à la tête du pont, et cependant plusieurs chevaliers tolédans de la suite du Comte, s'abouchant avec des bourgeois de leur parti, complotaient de surprendre la ville d'un autre côté. Le jour baissant, don Henri fit mine de se retirer; mais, tournant les remparts par un long circuit et dans un profond silence, il alla s'embusquer à la Huerta del Rey, devant le pont d'Alcántara, dont ses affidés avaient eu l'art de se faire confier la garde. Le lendemain, 7 mai, à l'heure de la sieste, lorsque la chaleur retenait presque tous les habitants dans leurs maisons, les hommes d'armes du Comte se

présentèrent à l'entrée du pont d'Alcántara dont les tours leur furent aussitôt livrées. La porte de la ville était ouverte ou si négligemment gardée, qu'elle fut surprise en même temps. A l'exception des bourgeois dans le complot, nul ne connut ce hardi coup de main que lorsque déjà les soldats des deux bâtards se répandaient dans les rues, enseignes déployées et poussant leur cri de guerre. Aussitôt s'élève un tumulte épouvantable. Quelques bourgeois se joignent aux assaillants, d'autres se jettent dans l'Alcazar ou se barricadent dans la Grande-Juiverie, séparée, suivant l'usage, du reste de la ville par une haute muraille. Les partisans du roi lui expédient en toute hâte des courriers à Torrijos pour le presser de voler au secours de sa capitale menacée des plus grands malheurs. Tolède présentait alors un étrange spectacle. Chacun de ses quartiers était au pouvoir d'une faction. La reine Blanche, éperdue dans l'Alcazar, n'osait donner aucun ordre et ne pouvait d'ailleurs compter sur l'obéissance des habitants réfugiés auprès d'elle et justement indignés de la surprise de leur ville. Les deux bâtards essayaient vainement d'enlever les postes qui leur résistaient encore. A peine entrés dans la ville, leurs soldats indisciplinés s'étaient jetés dans l'Alcana, quartier habité par des marchands juifs, si nombreux à Tolède qu'un seul faubourg ne pouvait les loger tous. Les Juifs passaient pour être attachés au roi et favorisés par lui, peut-être parce qu'il avait un trésorier de leur religion; mais leur plus grand crime, c'était d'être commerçants et d'avoir de l'argent et des marchandises précieuses. Les mercenaires du Comte et du Maître, conduits par la populace chrétienne, enfonçaient les boutiques et les pillaient, massacrant tous ceux qui s'offraient à leur rage, sans distinction d'âge ni de sexe. En quel-

ques heures, douze cents Juifs furent, dit-on, égorgés ainsi dans l'Alcana. Cependant ceux de la Grande-Juiverie, aidés de quelques chevaliers ou bourgeois chrétiens, tenaient ferme derrière leur muraille. Le reste du jour et toute la nuit se passèrent au milieu d'un désordre effroyable.

Au premier avis de ses partisans, le roi quitte aussitôt Torrijos avec sa petite armée. Marchant toute la nuit, après avoir passé le Tage à gué, il arrive le 8 mai au point du jour devant le pont de Saint-Martin, en face de la Grande-Juiverie. Ce pont était au pouvoir des ligueurs, et, le danger ayant fait cesser le pillage, ils s'y étaient déjà mis en défense. En ce moment, par suite d'une sécheresse extraordinaire, les eaux du Tage étaient fort basses. La largeur du fleuve était en outre diminuée par plusieurs machines disposées sur le bord opposé à la ville et servant aux irrigations. Du haut de leurs murailles, les Juifs jetaient des cordes aux soldats du roi, qui les fixaient à ces machines, et en s'y accrochant passaient la rivière, mais lentement et un à un. En même temps don Pèdre faisait attaquer la tête du pont. Dès que la guette avait signalé l'approche du roi, don Henri et don Fadrique s'étaient portés aux tours de Saint-Martin et animaient leurs soldats par leur présence et leur exemple. Mais la tour principale, n'ayant ni créneaux ni parapets, ne pouvait protéger ses défenseurs contre les arbalétriers du roi, qui, en quelques instants, balayèrent la plateforme. En vain les plus braves chevaliers de Saint-Jacques et de Calatrava essayèrent de s'y maintenir sous une grêle de flèches; blessés pour la plupart, ils furent obligés d'abandonner un poste si dangereux. Pendant qu'on s'acharnait contre la tête du pont de Saint-Martin, trois cents hommes d'armes du roi avaient passé le Tage à la file, et, reçus dans la Grande-

Juiverie, faisaient une brèche au rempart et se disposaient à prendre en queue la troupe du Comte. Déjà ses soldats découragés commençaient à tourner le dos et à chercher un asile dans les églises. Personne n'osait plus tenir dans la tour; la porte massive, contre laquelle les royalistes avaient amassé des sarments et du bois sec, était en feu et allait leur livrer passage. Alors, sur le point d'être forcés, les deux bâtards firent sonner la retraite. A la tête d'environ huit cents cavaliers ralliés à la hâte, ils sortirent de Tolède par la porte d'Alcántara au moment même où le roi y pénétrait par le pont de Saint-Martin, avec environ deux mille cinq cents hommes d'armes et six cents génétaires (1). Il voulait traverser rapidement la ville et accabler ses frères avant que la nuit, qui approchait, ne couvrît leur retraite. Mais il n'y avait pas plus de discipline dans son armée que parmi les rebelles. Ses soldats se débandaient, forçaient les maisons, et s'amusaient à piller au lieu de suivre les fuyards. Le roi, mal accompagné, cherchait son ennemi dans les rues tortueuses de Tolède et voulait absolument combattre.

Cependant les deux bâtards, longeant la rive gauche du Tage, se retiraient sur Talavera, obligés de décrire autour de la ville un demi-cercle qui les ramenait sur la route qu'avait tenue l'armée royale. A l'entrée du pont de Saint-Martin, ils aperçurent les bagages du roi encore en deçà des tours et mal gardés; car on ne s'attendait pas à voir l'ennemi paraître du côté où il venait d'être battu. Ils se jetèrent hardiment sur cette masse confuse de chars et de bêtes de somme, défirent

(1) *Ginetes*, cavaliers armés à la légère. Le mot de génétaires est employé par Froissart.

l'escorte, et, après quelques moments donnés au pillage, continuèrent leur retraite en toute hâte. Le roi les poursuivit quelque temps et ne rentra qu'à la nuit close dans Tolède, furieux de n'avoir pu les atteindre (1).

Maître de la ville, car l'Alcazar s'était aussitôt déclaré pour lui, don Pèdre se montra aussi impitoyable qu'il l'avait été à Medina del Campo. Fernand Sanchez de Rojas, un des vingt ligueurs de l'entrevue de Tejadillo, blessé à l'attaque du pont de Saint-Martin, et Alphonse Gomez, commandeur de Calatrava, qui n'avait pu fuir de Tolède, furent mis à mort dès qu'ils eurent été reconnus. On égorgea tous les blessés que l'ennemi avait laissés dans les maisons. Plusieurs nobles de Tolède furent envoyés captifs dans des châteaux éloignés, ainsi que l'évêque de Sigüenza, don Pedro Barroso, dont le palais fut abandonné au pillage. Tous les biens des prisonniers furent confisqués; enfin vingt-deux bourgeois eurent la tête tranchée publiquement comme fauteurs de la rébellion. Au nombre des malheureux condamnés à mort se trouvait un orfèvre âgé de plus de quatre-vingts ans. Son fils se jeta aux pieds de don Pèdre en le suppliant de le faire mourir à la place de son père. S'il en faut croire Ayala, cet horrible échange aurait été accepté et par le roi et par le père lui-même (2).

Les premiers ordres de don Pèdre avaient été pour faire occuper l'Alcazar par ses soldats et pour s'assurer de la personne de la reine Blanche. Il ne voulut pas la voir, et, comme s'il eût craint qu'un hasard ne l'amenât en sa présence, il se logea dans une maison de la ville. Peu de jours après, Hinestrosa

(1) Ayala, p. 181-187.

(2) *Ibid.*, p. 189.

conduisit la malheureuse Blanche au château de Sigüenza, dont il était le seigneur, depuis que l'évêque Barroso avait vu tous ses domaines confisqués et partagés entre les favoris du roi. Tandis que la reine changeait de prison, don Pèdre écrivait au saint-père pour l'informer du succès de ses armes; il lui mandait qu'il s'était rapproché de son épouse et qu'il la traitait avec honneur. Cet impudent mensonge paraît avoir trompé le pape, qui répondit par une lettre affectueuse en l'exhortant à continuer dans cette bonne voie (1). Pour donner plus d'apparence à la fourbe, le roi mettait alors quelque soin à ne pas se montrer en public avec Marie de Padilla. Elle ne le suivait pas dans ses expéditions, vivait retirée, affectant une grande réserve, et, satisfaite de la réalité du pouvoir, elle en cachait avec soin les dehors. Ainsi l'expérience précoce que donnent les révolutions avait appris l'hypocrisie à ces jeunes gens de vingt ans.

Battus à Tolède, don Henri et son frère ne se crurent pas en sûreté à Talavera; ils allèrent se renfermer dans les murs de Toro, appelés d'ailleurs par la reine Marie, qui jugeait bien que le roi ne tarderait pas à tourner ses armes de ce côté. « Je vous ai reçus dans ma ville il y a quelques mois, leur écrivait la reine. Pour vous je me suis perdue auprès de mon fils. Il est juste que maintenant vous veniez me défendre. » En effet, don Pèdre, laissant Tolède épouvantée de ses terribles vengeances, reprenait lentement la route de Toro avec des forces considérables. Chemin faisant, il s'arrêta devant Cuenca, ville de quelque importance, occupée par Alvar d'Albornoz, gouverneur de don Sanche, fils naturel du feu roi don Alphonse

(1) Bref d'Innocent VI du 8 juillet 1355. — Ayala, p. 187.

et de doña Léonor. C'était un enfant de quatorze ans. Le roi voulait qu'on le remît entre ses mains; mais après un siége de quinze jours, pressé par le temps, il se contenta d'exiger d'Albornoz le serment de ne prendre aucune part aux hostilités. Sur cette promesse, il continua sa marche et reparut devant Toro vers le milieu de l'été. Les deux bâtards y avaient concentré presque toutes leurs forces. Un assez grand nombre de riches-hommes et de chevaliers s'y étaient donné rendez-vous de toutes les parties du royaume qui tenaient encore pour la ligue. Parmi les principaux on remarquait Rui Gonzalez de Castañeda, beau-frère de Garci Laso de la Vega, chef de la faction de Lara; Pero Estebañez Carpentero, élu maître de Calatrava après la mort de Nuñez de Prado, son oncle, par quelques chevaliers de l'ordre qui protestaient ainsi contre la nomination de Diego de Padilla; le Portugais Martin Telho, qui passait pour l'amant heureux de la reine Marie; enfin Alphonse Tellez Giron, depuis peu déserteur de l'armée royale. Tous ceux qui se trouvaient trop compromis pour espérer leur pardon du roi n'avaient pas cru trouver de plus sûr asile. Leurs troupes réunies s'élevaient à environ douze cents hommes d'armes, sans compter une nombreuse infanterie et les bourgeois de la ville. La place était forte, couverte par le Duero, qui en rend les approches difficiles, bien approvisionnée enfin; tout annonçait une résistance opiniâtre et prolongée.

IV.

A cette époque, il fallait beaucoup de temps et de dépenses pour réunir le matériel nécessaire à un siége, c'est-à-dire des

bois pour les machines, des instruments de pionniers, des effets de campement, des provisions de guerre et de bouche. Tout cela ne pouvait s'improviser, surtout dans la situation des finances du roi. Suivant les pratiques de la guerre au moyen-âge, il alla s'établir à Morales, village peu éloigné de Toro, où naguère les confédérés avaient eu leur quartier-général, lorsqu'ils bloquaient cette ville. De là il envoyait ses chevaliers *faire armes*, c'est-à-dire escarmoucher aux barrières de Toro; souvent lui-même guidait de petites expéditions contre les châteaux du voisinage occupés par les rebelles. Tantôt vainqueur, tantôt repoussé, il trompait son impatience par ces courses incessantes. Deux fois par semaine (1), il venait déployer toutes ses forces devant les murs de Toro; on échangeait des flèches, on rompait des lances pendant quelques heures; à la nuit, on sonnait la retraite des deux côtés; cela s'appelait faire la guerre. D'ailleurs, nulles mesures n'étaient prises pour resserrer les assiégés ou pour intercepter leurs communications. Ils recevaient des recrues et envoyaient des partis battre la campagne assez loin de leur fort. Don Henri, pendant une absence momentanée du roi, partit pour la Galice, où Fernand de Castro l'avait précédé depuis plusieurs mois. Ce dernier paraissait fort refroidi pour la ligue et vivait en assez mauvaise intelligence avec ses beaux-frères, qui, disait-il, voulaient faire casser son mariage. Don Henri annonçait qu'il reviendrait bientôt et ramènerait à ses alliés une armée nombreuse; mais ceux qui connaissaient la prudence précoce du jeune prince soupçonnaient que, peu confiant dans les forces de son parti, il ne songeait qu'à lui-même et

(1) Ayala, p. 192.

ne voulait pas s'enfermer dans une place que les hasards de la guerre pouvaient d'un moment à l'autre faire tomber entre les mains du roi. Déjà, lorsque don Pèdre, en 1352, s'était disposé à l'attaquer dans Gijon, le Comte, au lieu de l'y attendre, s'était retiré dans les montagnes, soigneux de se tenir toujours une retraite assurée. Persuadé qu'il n'y a pas de places imprenables, il s'était fait une loi de ne jamais confier sa fortune à des murailles.

Tandis qu'on guerroyait autour de Toro, l'infant d'Aragon, don Juan, attaquait don Tello en Biscaïe. Bien que l'infant fût personnellement intéressé à la conquête de cette province, car, marié à la seconde fille de don Juan Nuñez de Lara, il se flattait que la seigneurie de Biscaïe lui serait dévolue s'il parvenait à en chasser don Tello, les opérations militaires furent conduites mollement, et les troupes royales n'obtinrent aucun succès. Composées en majeure partie de cavalerie (1), elles avaient un grand désavantage dans un pays de montagnes dont les habitants, naturellement hardis et belliqueux, deviennent invincibles lorsqu'ils combattent pour leurs foyers. Mais le plus grand obstacle aux progrès du roi, c'était le mauvais état de ses finances. Simuel el Levi eut l'art de créer de nouvelles ressources à son maître, et, malgré le désordre général, il réussit à lui procurer de l'argent et même à lui amasser un trésor, ce qui, à cette époque, passait pour la plus grande preuve de génie dans un financier. L'anecdote suivante, rapportée par Ayala, fera connaître les moyens assez vulgaires employés par le Juif pour remplir les caisses du roi.

Don Pèdre, dans son quartier de Morales, s'amusait un jour

(1) Ayala, p. 195.

à jouer aux dés. Devant lui était exposée tout ouverte sa caisse militaire, qui était aussi sa bourse de jeu. Elle contenait 20,000 doubles. « Or et argent, dit le roi d'un ton mélancolique, voilà tout mon avoir. » Le jeu fini, Simuel tira le prince à l'écart. — « Sire, dit-il, aujourd'hui vous m'avez fait affront devant toute la cour. En effet, étant votre trésorier, n'est-ce pas une honte pour moi que mon maître ne soit pas plus riche? Mais jusqu'à présent vos receveurs ont trop compté sur votre indulgence et votre facilité. Maintenant que vous êtes d'âge à régner par vous-même, que toute la Castille vous aime et vous craint, il est temps de mettre fin au désordre. Veuillez seulement m'autoriser à traiter avec vos gens de finance et me confier deux de vos châteaux. Je vous garantis qu'avant peu vous aurez dans chacun un trésor qui vaudra mieux que le contenu de cette cassette. » On juge bien que le roi s'empressa de donner à Simuel ses pleins-pouvoirs et les châteaux qu'il demandait, non sans raison, car il fallait alors une forteresse bien enmurée pour garder un trésor. Voici comment le Juif accomplit sa promesse. L'usage était de payer les appointements des charges de cour et les pensions en mandats sur les receveurs du roi. Or, ceux-ci ne soldaient d'ordinaire qu'une partie de la somme, et, quand les réclamations pour obtenir le surplus n'étaient pas appuyées par la force, elles étaient toujours vaines. Simuel Levi, voulant compter avec les receveurs, commença par les effrayer. Soutenu par son maître, ayant hommes d'armes, geôliers et bourreaux à ses ordres, il exigea l'arriéré, n'admit aucune excuse, et, par ruse ou menaces, parvint à se faire payer intégralement, plus vite qu'on ne l'eût espéré. En même temps il mandait les créanciers du roi et leur offrait la moitié de l'arriéré qui leur était dû, à con-

dition qu'ils donneraient quittance pour le reste. La plupart, qui croyaient à jamais perdus les deniers que les receveurs avaient gardés par devers eux, acceptaient avec joie le parti proposé, se tenant pour fort heureux d'obtenir la moitié de leurs créances (1). Ce procédé, qu'on qualifierait aujourd'hui de banqueroute frauduleuse, mais dont personne alors ne s'avisait de contester la loyauté, procura dans peu de temps au roi des sommes considérables, et lui donna la plus haute opinion de son trésorier. En outre, Simuel Levi sut rétablir l'ordre dans l'administration. Il donna les charges de receveurs à des Juifs intelligents, qui lui firent sur-le-champ de fortes avances. En peu de temps les finances de don Pèdre furent remises sur un nouveau pied, et il se vit le plus riche souverain de toute l'Espagne.

V.

Ce ne fut qu'au bout de deux mois et demi passés à Morales que, tous les préparatifs étant enfin terminés, le roi put s'approcher de Toro et commencer le siége. Ce délai ne lui avait pas été inutile. La garnison était sensiblement diminuée, d'abord par la retraite du comte don Henri, puis par des désertions continuelles. En outre, parmi les riches-hommes renfermés dans la place, un assez grand nombre, alarmés des progrès du roi, se montraient disposés à traiter de leur capitulation particulière. Les choses étant en cet état, l'armée royale vint établir sur la rive gauche du Duero, en face d'un pont fortifié qui donnait accès dans la ville, et qui du côté de la campagne était défendu par une grosse tour. Des bastides s'élevèrent ra-

(1) Ayala, p. 105.

pidement pour envelopper cet ouvrage avancé; balistes, catapultes et bombardes, toutes les machines de guerre en usage à cette époque furent mises en batterie pour le réduire.

La guerre d'escarmouches continuait cependant, non-seulement autour de Toro, mais en Biscaïe et en Estramadure, surtout aux environs de Talavera, commanderie importante de Saint-Jacques, occupée par les chevaliers qui obéissaient à don Fadrique, et attaquée par ceux qui reconnaissaient Garcia de Villagera pour le chef de l'ordre. Ainsi on voyait à la fois deux maîtres de Saint-Jacques et deux maîtres de Calatrava. Ces ordres, divisés comme tout le royaume, se faisaient une cruelle guerre.

Les armes du roi étaient rarement heureuses quand elles n'étaient pas soutenues par sa présence. Juan Rodriguez de Sandoval, son lieutenant devant Palenzuela, fut battu et tué dans une embuscade, et peu de temps après Villagera perdit la vie dans un engagement contre Gonzalo Mexia, devant Talavera. On remarqua que le roi ne voulut point lui donner de successeur pour le moment. En laissant vacante la maîtrise de Saint-Jacques, il semblait annoncer l'espoir de ramener son frère à l'obéissance, et c'était en quelque sorte ouvrir la porte à un accommodement que de ne pas disposer d'une charge objet de tant d'ambitions. Don Pèdre d'ailleurs prétendait toujours exercer la même influence dans les élections des ordres militaires. Au commencement de l'automne de 1355, le maître d'Alcántara, Perez Ponce de Leon, étant mort, il obligea les commandeurs à nommer Diego de Zavallos, parent de Hinestrosa (1), bien qu'il ne fût pas même chevalier de

(1) La fille de don Diego de Zavallos, doña Elvira, était la mère du chroniqueur Pero de Ayala. Voyez *Torres y Tapia, Cron. de Alcant.*, t. II, p. 80.

l'ordre. Deux mois après pourtant, il se repentit de ce choix, et, sur le bruit que Zavallos traitait avec les rebelles de Palenzuela, il le fit arrêter; l'élection ayant été cassée aussitôt, il lui donna pour successeur Suero Martinez, porte-clé de la chevalerie d'Alcántara (1).

Vers la fin de novembre 1355, au moment où les assiégeants pressaient leurs travaux avec le plus d'activité, le cardinal Guillaume, diacre de Sainte-Marie in Cosmedin, arriva au camp du roi avec les pleins pouvoirs du saint-père, non-seulement pour opérer une réconciliation entre le roi et sa femme, mais encore pour terminer, par une paix durable, la guerre civile qui déchirait la Castille. Il venait en outre réclamer la liberté de l'évêque de Sigüenza, détenu captif, depuis la prise de Tolède, dans le château d'Aguilar. Reçu avec de grands honneurs, le légat ne tarda pas à reconnaître que le roi, malgré toute sa déférence affectée pour l'envoyé du saint-siége, était résolu à n'admettre aucune intervention étrangère entre des sujets révoltés et leur souverain. En même temps qu'il repoussait d'une manière péremptoire les offres faites par le légat d'interposer son autorité pour amener la soumission des rebelles, il se plaisait à témoigner les plus grands égards pour son caractère et pour sa personne. Il accorda sans difficultés l'élargissement de l'évêque de Sigüenza, mais en lui intimant l'ordre de quitter le royaume; en retour il obtint du cardinal la levée de l'excommunication et de l'interdit fulminés à To-

(1) Zavallos, après avoir été retenu quelque temps en prison dans un des châteaux et sous la garde de Hinestrosa, parvint à s'échapper et à se réfugier en Aragon. Cfr. Rades, *Cronica de Alcántara*, p. 27. — Ayala, p. 197 et suiv. — Selon Torres y Tapia, *Cron. de Alcánt.*, t. II, p. 80 et suiv., Zavallos rentra en grace auprès de don Pèdre, et obtint un autre emploi.

lède (1). D'ailleurs la présence du légat n'arrêta en rien les opérations du siége, il semblait au contraire qu'on les pressât avec plus de vigueur. Le 4 décembre, la tour qui défendait le pont du Duero, ruinée par les engins de l'assaillant, fut emportée après un combat acharné où se distingua don Diego de Padilla, qui, en escaladant la brèche, eut le bras cassé d'une pierre, lancée, dit-on, par son rival Estebañez Carpentero, soi-disant maître de Calatrava (2). La tour prise, les assiégés commencèrent à perdre courage. Les soldats étrangers enfermés dans la ville étaient mal payés et mal nourris. Les bourgeois, qui leur vendaient chèrement les provisions amassées en abondance, murmuraient tout haut contre l'obstination des seigneurs. Leur cupidité et leur ambition, disaient-ils, prolongeaient une guerre désastreuse et ruinaient le pays. Parmi les chefs des ligueurs, les uns, en petit nombre, insistaient pour prolonger la résistance, d'autres opinaient pour implorer la clémence du roi. Quelques-uns écrivaient secrètement à leurs amis ou à leurs parents dans l'armée royale pour solliciter leur pardon, et promettaient de se rendre aussitôt qu'ils seraient assurés d'une amnistie. Don Pèdre accordait facilement des lettres de grace aux chevaliers et même aux riches-hommes, mais toujours avec cette condition que l'on se mît sur-le-champ à sa merci. De leur côté, les bourgeois de Toro, fatigués du siége et craignant la furie du vainqueur, tâchaient de négocier leur paix particulière à l'insu de la reine et des chefs de la ligue. Un marchand, capitaine de la garde bourgeoise, nommé Garci Triguero, offrit au roi de lui livrer

(1) Ayala, p. 201. — Rainaldi, *Ann. eccl.*, t. XXV, p. 629.

(2) Ayala, p. 202. — Rades, *Cron. de Catal.*, p. 56.

une porte de la ville sous promesse d'amnistie pour lui-même et pour ses concitoyens. La proposition fut acceptée, et l'on n'attendait plus que le moment fixé par Triguero pour l'exécution de son projet.

Bien que ces transactions demeurassent encore cachées à la reine et à don Fadrique, le découragement de la garnison, les murmures des habitants, l'abattement de la plupart des chefs, les remplissaient d'inquiétudes. De vagues rumeurs leur faisaient craindre à chaque instant qu'une trahison ne mît la ville au pouvoir de don Pèdre. L'hiver n'avait pas interrompu les travaux des assiégeants. On était au 24 janvier 1356. Ce jour-là même, Triguero prenait la garde d'une des portes, et avait averti le roi qu'il était prêt à la lui livrer. Le signal était convenu, les ordres donnés pour une surprise nocturne. Quelques heures avant l'attaque projetée, vers le déclin du jour, le roi, se promenant à cheval le long du Duero, aperçut, dans une île du fleuve dont les assiégés étaient encore maîtres, son frère don Fadrique accompagné de cinq ou six gentilshommes. Les deux troupes se reconnurent. Aussitôt Juan de Hinestrosa, poussant son cheval jusqu'au bord de l'eau, appela le maître de Saint-Jacques et le conjura de s'avancer pour écouter ce qu'il avait à lui dire. La rivière n'était pas assez large pour qu'il ne fût facile de se parler d'une rive à l'autre. — « Sire Maître, dit Hinestrosa, quand le feu roi don Alphonse votre père, à qui Dieu fasse miséricorde, ordonna votre maison, avant que vous fussiez maître de Saint-Jacques, il vous donna pour vassaux chevaliers et écuyers. Je fus du nombre, et de vous j'obtins maintes faveurs. Aussi, hormis ce qui touche le service du roi, mon seigneur, Dieu m'est témoin qu'il n'y a homme du monde à qui je me tienne plus obligé qu'à vous.

Pour vous témoigner ma reconnaissance, il n'est rien que je ne fisse, sauf manquer à la loyauté due au roi votre frère. Vous êtes en grand péril. Devant ces chevaliers qui vous accompagnent, je vous adjure de suivre mon conseil, afin que, si vous n'en faites cas, personne ne puisse dire que j'ai contribué à votre perte. Désormais je suis quitte envers vous, et j'ai rempli le devoir qui me touchait comme ayant été autrefois votre vassal. »

Fort troublé de ces paroles mystérieuses auxquelles la haute faveur de Hinestrosa donnait encore plus de poids, le Maître répondit aussitôt : « Juan Fernandez, je vous ai toujours tenu pour bon chevalier, et tant que vous fûtes à moi, vous m'avez toujours loyalement servi. Mais quel conseil me donnez-vous là? Puis-je abandonner madame la reine qui s'est mise sous ma protection, ma sœur doña Juana, la femme de mon frère don Henri, et tant de bons chevaliers et écuyers qui sont dans la ville? Sans eux, je ne saurais traiter; mais votre devoir à vous, Hinestrosa, serait de représenter à votre seigneur combien il importe à son service de recevoir en sa grace et merci la reine et les gens de bien qui sont auprès d'elle. — Sire Maître, répliqua Hinestrosa, je fais mon devoir. Tenez-vous pour averti que, si à l'heure même vous ne criez merci au roi, vous êtes en danger de mort. Je n'en puis dire davantage; mais je prends à témoin tous ceux qui m'entendent! » Don Fadrique, de plus en plus effrayé, lui demanda s'il pouvait l'assurer que le roi lui ferait merci. Alors don Pèdre, d'une voix forte : « Mon frère, s'écria-t-il, Hinestrosa vous conseille en prud'homme. Mettez-vous à merci, et je pardonne à vous et aux chevaliers qui sont dans l'île avec vous. Mais point de retard! venez sur-le-champ! » Don Fadrique n'hésita plus, et, traver-

sant la rivière, vint se jeter aux genoux du roi et lui baisa la main (1).

Du haut des remparts de Toro, une foule d'habitants suivait de l'œil cette scène étrange sans pouvoir entendre les paroles échangées entre les deux frères. Lorsqu'on vit don Fadrique tomber aux pieds du roi, un cri s'éleva aussitôt dans toutes les rues : « Trahis! trahis (2)! Le Maître nous abandonne! » La terreur et le tumulte étaient aussi grands que si déjà l'armée ennemie eût donné l'assaut. La reine, la comtesse de Trastamare et les principaux chefs coururent s'enfermer dans le château, ne se croyant plus en sûreté dans l'intérieur de la ville. Quelques-uns tentèrent de s'échapper dans la campagne; mais toutes les issues étaient gardées par les troupes royales. Personne ne donnait plus d'ordres; chacun ne songeait qu'à sa propre sûreté, ou plutôt s'abandonnait au désespoir, ne sachant à quel parti se résoudre. La nuit venue, don Pèdre fit prendre les armes à toutes ses troupes, et, ayant passé le Duero dans le plus profond silence, se présenta devant la porte de Sainte-Catherine où Triguero était de garde. Au signal convenu, elle s'ouvrit; les soldats du roi, entrant en bon ordre, occupent les tours, les remparts, tous les postes, à l'exception du château, dont les avenues furent investies.

Au point du jour, les habitants du château, déjà prévenus par le bruit extraordinaire qu'ils avaient entendu dans la ville, aperçurent l'armée royale en bataille devant leurs barrières et se préparant à donner l'assaut. Personne ne parlait de ré-

(1) Ayala, p. 203 et suiv.

(2) Cri d'alarme au moyen-âge qui revient souvent dans Froissart : « Si vinrent aux fenêtres de la porte et commençarent à crier à haute voix : Trahis! trahis! Adonc s'estourmirent en grand effroi, etc. » Froissart, liv. III, chap. 90.

sister ni même de demander une capitulation; il ne s'agissait plus que d'obtenir grace de la vie. Mais de sortir pour implorer la clémence du roi, chacun s'en défendait, craignant sa première furie. Tout à coup un chevalier navarrais nommé Martin Abarca, qui, dans les derniers troubles, avait pris parti pour les bâtards, se hasarde à une poterne, tenant entre ses bras un enfant de douze à treize ans, fils naturel du roi Alphonse et de doña Léonor. Il reconnaît le roi à ses armes, l'appelle et lui crie : « Sire! faites-moi grace, et je cours me jeter à vos pieds et vous rendre votre frère don Juan! — Martin Abarca, dit le roi, je pardonne à mon frère don Juan; mais pour toi, point de grace! — Eh bien! dit le Navarrais en traversant le fossé, faites de moi à votre plaisir! » Et, sans lâcher l'enfant, il vint se prosterner devant le roi. Don Pèdre, touché de cette hardiesse du désespoir, lui fit grace de la vie aux applaudissements de tous ses chevaliers.

Cependant la porte du château restait toujours fermée. Don Pèdre fit avertir la reine, sa mère, qu'elle eût à paraître en sa présence. D'abord elle répondit en demandant un sauf-conduit pour elle-même et pour les seigneurs de sa suite. — « Qu'elle vienne sur-le-champ! s'écria le roi avec impatience; je sais ce que j'ai à faire. » On hésitait encore à obéir. Rui Gonzalez de Castañeda, un des vingt ligueurs de Tejadillo, avait demandé secrètement et obtenu quelques jours auparavant une lettre d'amnistie. Il la montre à ses compagnons et les presse de se rendre, les assurant qu'ils n'ont rien à craindre. Sa confiance leur rend quelque espoir, et, la clémence du roi envers Abarca paraissant d'un augure favorable, le pont-levis s'abaisse enfin, et la reine se montre accompagnée de la comtesse de Trastamare et des quatre chefs réfugiés avec

elle : c'étaient le Portugais Martin Telho, Estebañez Carpentero, maître *intrus* de Calatrava, Gonzalez de Castañeda, enfin Tellez Giron qui, peu de mois auparavant, avait déserté la bannière royale. Carpentero et Castañeda soutenaient chacun d'un côté la reine tremblante. Ce dernier élevait en l'air la lettre d'amnistie toute déployée. Les autres se serraient autour des deux femmes, qu'ils considéraient comme leur sauvegarde, et s'attachaient à leurs vêtements. Tous cherchaient quelque seigneur de marque, quelque chef de l'armée royale dont ils pussent implorer la protection. Pour arriver jusqu'au roi, ce lugubre cortége avait à traverser une masse compacte d'hommes d'armes qui les attendaient l'épée nue à la main sur le revers du fossé. Il fallut passer le pont-levis et s'engager entre deux haies de soldats. Castañeda, montrant le parchemin et le sceau du roi, s'écriait qu'il avait sa grace, oubliant qu'il avait laissé expirer le délai fixé pour sa soumission. On s'avançait lentement au milieu des huées et des injures de la foule, et le roi ne paraissait point. A quelques pas du pont-levis, un écuyer de Diego de Padilla, reconnaissant Carpentero aux insignes de Calatrava, fend la presse et lui assène sur la tête un coup de masse qui l'abat aux pieds de la reine (1). On l'achève à coups de poignard. Ce fut le signal du massacre. En un instant Castañeda, Martin Telho et Tellez Giron tombent percés de mille coups, et inondent de leur sang les vêtements des deux femmes évanouies à cet horrible spectacle. En reprenant connaissance, la reine, soutenue entre les bras de quelques soldats farouches, les pieds dans une

(1) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 56, prétend sans aucune autorité que le roi le tua de sa propre main devant la reine. J'ai suivi le récit très circonstancié d'Ayala, qui seul mérite créance.

mare de sang, vit d'abord les quatre cadavres mutilés, déjà dépouillés nus. Alors le désespoir et la fureur lui rendant des forces, d'une voix entrecoupée par des cris et des sanglots, elle maudit son fils et l'accusa de l'avoir à jamais déshonorée. On l'entraîna dans son palais, où elle fut traitée avec ces respects dérisoires que, l'année précédente, les ligueurs montraient à leur royal captif. La comtesse de Trastamare, séparée aussitôt de la reine, fut dès ce moment gardée avec la plus grande rigueur. L'habitude de don Pèdre n'était pas de remettre au lendemain l'exécution de ses terribles arrêts. Le même jour, quelques seigneurs, saisis dans le château ou dans la ville, furent exécutés publiquement. Là s'arrêtèrent ses vengeances. Satisfait par la mort des principaux chefs, le roi pardonna aux gentilshommes obscurs qu'ils avaient entraînés. A l'égard des bourgeois, il observa fidèlement la promesse faite à Triguero. La ville ne fut point pillée et même ne perdit aucun de ses priviléges (1).

On ne doit point juger cette sanglante exécution avec nos idées modernes; il faut se reporter aux mœurs du moyen-âge, non pour la justifier, mais pour examiner si l'odieux de ce massacre doit retomber sur le prince qui le commanda ou sur l'époque qui vit tant de scènes semblables. Il n'est point douteux que, suivant les lois et les usages de la Castille au XIVe siècle, des vassaux rebelles ne fussent considérés comme des traîtres, que le premier sujet fidèle pouvait et devait tuer en les reconnaissant. Sommés à plusieurs reprises de mettre bas les armes et d'accepter l'amnistie de leur seigneur, ils s'étaient opiniâtrés dans la révolte jusqu'au moment où la résis-

(1) Ayala, p. 207. — Rades, *Cron. de Calat.*, p. 56.

tance cessa d'être possible. Carpentero, en prenant le titre et les insignes de maître de Calatrava, se mettait en hostilité contre son roi et contre son ordre. Si l'on se rappelle qu'il fut tué par un écuyer du maître légitime, Diégo de Padilla, on peut supposer que ce fut en qualité de frère insubordonné qu'il reçut la mort. Au crime de rébellion contre son souverain, Tellez Giron joignait le crime de désertion à l'ennemi. Castañeda paraît avoir joué le rôle odieux de traître à tous les partis. Assistant au conseil des ligueurs, il traitait à leur insu avec le roi; il se faisait donner une amnistie personnelle, et prétendait ne s'en servir que lorsqu'il aurait perdu tout espoir dans le succès de ses compagnons. Quant à Martin Telho, sujet portugais et vassal de la reine-mère, il ne pouvait être considéré comme coupable de haute trahison; mais le coup qui le frappa était dirigé contre la reine elle-même, et c'est parce que don Pèdre ne pouvait punir sa mère qu'il s'en prit à son conseiller, à son amant, selon le bruit public. Suivant les mœurs du moyen-âge, sa vengeance était juste, car à lui appartenait de châtier tout attentat à l'honneur de la maison dont il était le chef. Deux siècles plus tard, cette tyrannie ou ce despotisme autorisé du chef de famille existait encore en Espagne, et, pour obéir aux lois de l'honneur, un gentilhomme devait poignarder sur la place tout homme qu'il trouvait seul chez une de ses parentes. Assurément, en 1356, personne n'eût contesté à don Pèdre le droit de tirer un châtiment exemplaire des rebelles de Toro; mais que penser de cette boucherie de gens sans défense qui venaient, conduits par deux femmes, implorer sa pitié? Sans doute la clémence eût été approuvée par l'opinion publique, qui loua don Pèdre pour avoir fait grace à Martin Abarca. Cependant le crime des quatre

riches-hommes était manifeste; le mode de châtiment employé contre eux était admis par les mœurs, et peut-être aucun autre n'était alors possible. Devant quel tribunal, en effet, juger un riche-homme, espèce de souverain indépendant, au-dessus des lois comme le roi lui-même? En de telles occasions, comme dans toutes les questions politiques au moyen-âge, les précédents (*fazañas*) faisaient autorité, et malheureusement les exemples ne manquaient pas d'exécutions sans jugement. C'est ainsi que le roi don Alphonse avait fait justice du maître d'Alcántara Gonzalo Martinez; c'est ainsi que don Juan d'Alburquerque avait fait décapiter Alonso Coronel. Alors ce n'était pas une vaine formule, celle qui enjoignait à tous les sujets loyaux de courir sus au rebelle et de le mettre à mort. De braves gentilshommes ne se refusaient pas à faire le métier de bourreau, et tuer un proscrit était à cette époque, comme aujourd'hui en Orient, une action qui n'entraînait pas le déshonneur. Il y a quelques années à peine que l'instrument du supplice n'était pas le même en Espagne pour le noble et pour le roturier. Au XIVe siècle, un riche-homme castillan abandonnait sa tête à la masse ou au glaive d'un chevalier avec moins de regret qu'à la hache du bourreau.

Quant au résultat politique du massacre de Toro, l'événement prouva que ce terrible exemple avait fait une salutaire impression sur cette noblesse toujours ennemie des lois et de la tranquillité publique. En apprenant la prise de leur plus fort boulevard, ce qui restait de ligueurs dans la Castille, en Estramadure et dans le royaume de Léon, se dispersa presque aussitôt. Gonzalo Mexia, commandeur de Saint-Jacques, qui venait de battre les royalistes près de Talavera, se hâta de quitter l'Espagne et se réfugia en France, puis en Ara-

gon (1). Albornoz s'enfuit de Cuenca, emmenant avec lui, à Saragosse, le jeune don Sanche, son pupille (2). Après quelques jours de siége, Palenzuela, que la reine Marie avait donnée au comte de Trastamare, se rendit à discrétion (3). Don Tello, qui jusqu'alors s'était maintenu complétement indépendant en Biscaïe, envoya demander merci (4). Enfin don Henri lui-même, perdant tout espoir de prolonger une lutte trop inégale, supplia le roi de lui accorder un sauf-conduit pour sortir de Castille et passer en France, où il allait accepter la solde et la condition de capitaine d'aventure (5). Depuis les Pyrénées jusqu'au détroit de Gibraltar, l'autorité de don Pèdre était reconnue. Cette noblesse qui, naguère, le retenait captif, humiliait maintenant son orgueil devant sa pleine puissance; l'église, qui avait mis son royaume en interdit, se contentait d'une satisfaction frivole; enfin, malgré une guerre ruineuse, le roi se trouvait possesseur d'un trésor considérable, maître absolu dans ses états, et redouté par tous ses voisins.

VI.

En rapportant les derniers événements de la guerre civile en Castille, Ayala, dont j'hésite toujours à soupçonner la bonne foi, impute à don Pèdre le projet d'une trahison dont il n'allègue aucune preuve et qui paraît trop improbable pour être imputée au roi sur un seul témoignage, quelque gra-

(1) Ayala, p. 209.
(2) *Ibid.*, *ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 210.
(4) *Ibid.*, *ibid.*
(5) *Ibid.*, p. 213.

vité qu'on lui accorde. Pendant le siége de Palenzuela, dit le chroniqueur, don Pèdre vit réunis dans son camp les deux infants d'Aragon, don Fadrique et don Juan de la Cerda, naguère les chefs des ligueurs. Il avait résolu de s'en défaire, mais, pour rendre sa vengeance plus complète, il voulait encore une autre victime. Déjà don Tello avait envoyé sa soumission, et Juan de Avendaño, son principal conseiller, et l'homme le plus influent en Biscaïe, gagné par l'or du roi, promettait de déterminer le jeune prince à venir en personne chercher le pardon de sa longue désobéissance. Le roi, s'ouvrant alors à Juan de Hinestrosa, lui demanda de le conseiller sur la manière la plus sûre de faire périr tous ses ennemis à la fois. En loyal chevalier qu'il était, Hinestrosa eut horreur de cette perfidie, mais il connaissait trop son maître pour s'opposer ouvertement à sa vengeance. En outre, il avait ses desseins particuliers, et tenait surtout à sauver deux braves écuyers qui se défendaient dans Palenzuela en hommes qui ont déjà fait le sacrifice de leur vie. — « Sire, dit Hinestrosa, faites merci pour le moment aux gens qui tiennent la ville. L'important pour vous, c'est d'y entrer au plus tôt. Une fois que nous en serons maîtres, donnez-moi le donjon à garder. Là, je feindrai d'être malade. Vous viendrez me voir, et mènerez avec vous ces seigneurs vos ennemis, sous couleur de jouer aux dés dans mon appartement. Entrés dans le donjon avec petite compagnie, ils ne pourront vous échapper. » Ce plan fut fort goûté par le roi, mais il manqua par la prudence de don Tello, qu'on ne put décider à quitter la Biscaïe. « Le roi en fut marri, » ajoute Ayala, que je continue à copier, « et dans la suite il conta devant ses familiers comment, par telles pratiques, il cuida cette fois affiner et faire

mourir à la fois cinq, ses plus irréconciliables ennemis (1). »

Remarquons d'abord combien il y a peu d'apparence que, pour faire donner quartier à deux gentilshommes obscurs, Hinestrosa fut obligé de consentir ou de paraître consentir à un attentat si odieux. En outre, est-il vraisemblable qu'au moment où, de l'aveu du roi, il venait de sauver la vie à don Fadrique, ce prince le chargeât d'inventer un projet de guet-apens pour le faire périr? Que si l'on attribue à don Pèdre le calcul de ne frapper ses ennemis qu'après les avoir réunis tous, afin sans doute que la mort d'un d'entre eux ne servît point d'avertissement aux autres, comment supposer qu'il n'ait pas fait les plus grands efforts pour attirer au piége le comte de Trastamare, bien plus dangereux que don Tello? On suppose donc qu'il se serait contenté de cinq têtes, et que quatre n'auraient pu le satisfaire. Quelle précision, quelle mesure dans la vengeance! Que don Pèdre, malgré ses serments, ait conservé sa haine et ses soupçons contre les bâtards et les riches-hommes qui l'avaient offensé, cela est malheureusement trop probable; mais le moyen de croire que, dans un moment où les troubles du royaume n'étaient pas encore apaisés, il eût de gaieté de cœur rallumé le feu de la guerre civile par un crime exécrable, crime inutile d'ailleurs tant que vivrait don Henri! Seul, il suffisait pour rallier les mécontents, et serait devenu d'autant plus à craindre que son autorité n'eût plus été partagée. Malgré tant d'invraisemblances, je ne puis imputer au sage Ayala une calomnie gratuite. Probablement don Pèdre, aigri par le malheur et se rappelant qu'un jour il avait tenu ses plus mortels ennemis en sa puis-

(1) Ayala, p. 211.

sance, témoigna publiquement le regret de n'avoir pas profité de l'occasion offerte par la fortune. De là peut-être l'origine de la fable que je viens de rapporter, et dont j'ai montré, je crois, l'inconsistance. Ajoutons que don Tello, instruit de la correspondance que son conseiller Avendaño entretenait secrètement avec le roi, le fit assassiner peu de temps après la prise de Palenzuela, « par quoi, dit notre chroniqueur, don Tello demeura plus maître en Biscaïe qu'il n'était auparavant (1). » On doit supposer que le jeune prince, pour se justifier de ce meurtre, feignit de croire Avendaño plus coupable qu'il n'était en réalité, et qu'il accrédita les bruits de trahison méditée contre ses amis et contre lui-même.

Je ne pense pas qu'il faille ajouter plus de créance à un autre projet d'assassinat tramé vers le même temps contre le seul don Fadrique, qui, suivant Ayala, devait être tué dans un tournoi célébré à Tordesillas devant Marie de Padilla. « Mais, ajoute-t-il naïvement, le coup manqua, le roi n'ayant pas voulu découvrir le secret à ceux qui devaient faire l'œuvre (2). » S'il faut chercher un sens à cette phrase, je suppose qu'il s'agissait de donner aux adversaires du Maître quelque arme discourtoise, comme le fleuret empoisonné dans le *Hamlet* de Shakespeare. Je ne sais si je dois m'arrêter à justifier don Pèdre d'un crime qui ne fut point consommé, et le vague même de l'accusation rend la défense difficile; je me contenterai d'opposer à une imputation si légèrement admise un

(1) Ayala, p. 214. On verra bientôt que notre chroniqueur se trompe fort sur les conséquences de ce meurtre.

(2) Pero non se pudo facer, ca non les quiso el rey descobrir este secreto a los que entraron en el torneo, que avian de facer esta obra, e por tanto cesò. Ayala, p. 212.

fait cité par le même Ayala, et qui en démontre toute l'invraisemblance. Immédiatement après le tournoi de Tordesillas, deux hommes attachés à la personne de don Fadrique, l'un bourgeois de Valladolid, l'autre de Tolède, furent arrêtés et mis à mort par les alguazils de cour. Tous les deux avaient pris une part active aux derniers troubles et s'étaient signalés entre les plus factieux (1). Si don Pèdre songeait alors réellement à faire périr le maître de Saint-Jacques, il oubliait bien vite cette politique perfide qu'on lui attribuait tout à l'heure, et, par le supplice de serviteurs subalternes de son frère, il l'obligeait à craindre pour lui-même et l'avertissait en quelque sorte de se tenir sur ses gardes. N'est-il pas évident, au contraire, qu'en punissant des factieux obscurs, le roi n'avait d'autre intention que de prouver sa puissance et de montrer aux grands de son royaume, surtout à don Fadrique, le prix qu'il réservait à la rébellion? Don Pèdre aimait à se faire craindre, et don Fadrique s'était rendu assez coupable pour mériter une leçon plus sévère encore que celle qu'il recevait par le supplice de ses adhérents.

La Castille était pacifiée. La situation des provinces du nord n'inspirait plus d'inquiétudes, cependant don Tello trouvait toujours des prétextes pour demeurer en Biscaïe. Las de l'attendre, mais satisfait ou feignant de l'être par les assurances réitérées de soumission qu'il en recevait, le roi se rendit avec toute sa cour à Séville, qui déjà, par son heureuse position et par l'industrie de ses habitants, était devenue la ville la plus importante de son empire. C'était sa résidence de prédilection, il se plaisait à l'embellir de monuments magnifiques, à y don-

(1) Ayala, p. 212.

ner des fêtes, à y déployer un luxe encore inconnu aux souverains de la Castille. Marie de Padilla le suivit à Séville, et vint occuper un appartement dans l'Alcazar. Depuis la fin des troubles, don Pèdre avait jeté le masque. Il la traitait en reine, et les peuples s'habituaient à respecter son choix.

X.

PREMIÈRE GUERRE D'ARAGON. — 1356-1358.

I.

Le traité d'Atienza, aussi mal observé par la Castille que par l'Aragon, n'avait pu établir des relations amicales entre les deux cours. Depuis la retraite d'Alburquerque, la froideur et la défiance s'étaient augmentées. Entre deux rois voisins, tous les deux jeunes, ambitieux, emportés, visant à une domination absolue, un conflit était toujours imminent, et il aurait eu lieu plus tôt sans doute, si Pierre IV n'eût été obligé de tourner son attention du côté de la Sardaigne révoltée, tandis que la guerre civile occupait uniquement don Pèdre. De part et d'autre les griefs étaient graves. L'Aragonais voyait avec peine ses frères consanguins, don Fernand et don Juan, accueillis à la cour de Castille et devenus puissants grace aux discordes civiles de ce pays. La cession des places d'Alicante et d'Orihuela faite par don Fernand à don Pèdre avait paru révéler des projets d'agression, que Pierre IV s'était efforcé de détourner, en travaillant en secret à détacher les infants du service de la Castille pour les attirer au sien sous de

grandes promesses (1). En effet, la possession de deux villes si importantes ouvrait au Castillan le royaume de Valence et semblait l'inviter à en faire la conquête. De son côté, le roi don Pèdre alléguait de plus sérieux sujets de plainte; d'abord l'asile accordé par Pierre IV aux seigneurs proscrits après la prise de Toro, contrairement aux conventions annexées au traité d'Atienza; puis la commanderie d'Alcañiz, située dans le royaume de Valence, mais propriété de l'ordre de Calatrava, et par conséquent relevant du maître de Castille, avait été concédée par l'Aragonais à un chevalier rebelle à son chef, ou du moins Pierre IV avait reconnu ce frère insubordonné et lui accordait sa protection. Les mêmes réclamations s'élevaient à l'égard de la commanderie de Montalvan, dépendant de l'ordre de Saint-Jacques, et usurpée, malgré la défense expresse de don Fadrique, depuis sa réconciliation avec son frère; enfin, des corsaires catalans, croisant sur les côtes d'Andalousie, avaient fait éprouver de grandes pertes au commerce de cette province. Sous prétexte de poursuivre les navires génois, ils avaient capturé ou pillé nombre de vaisseaux chargés de grains, et l'on attribuait à leurs violences la famine désastreuse qui avait ravagé le midi de la Péninsule (2). A ces griefs patens, et qui donnaient lieu à des communications diplomatiques assez peu amicales, se joignait le soupçon des intrigues secrètes entretenues par le roi d'Aragon avec tous les mécontents de la Castille. Les tentatives récentes qu'il

(1) Le seigneur d'Hijar était l'intermédiaire de cette négociation en 1355. Voyez lettre de Pierre IV au seigneur d'Hijar, datée de Castel de Caller, 1er juillet 1355. *Archivo general de Aragon*, registre 1293 *Secretorum*, p. 22.

(2) Zurita, *Anal. de Aragon*, p. 268 et suiv. — Ayala, p. 217.

avait faites pour ramener à son service don Fernand et don Juan, que don Pèdre considérait comme ses vassaux, semblaient à ce dernier une séduction coupable. En effet, en proposant une réconciliation à ses frères, Pierre IV ne visait qu'à recouvrer les places d'Alicante et d'Orihuela, gages de la fidélité des infants, si chèrement achetée par le roi de Castille. On n'ignorait pas à Séville que l'Aragonais avait encore d'autres correspondances mystérieuses avec don Tello, avec don Henri et les ligueurs réfugiés en France. De part et d'autre la méfiance était extrême. On s'attribuait les desseins les plus perfides. En un mot, la rupture était inévitable, lorsqu'un événement fortuit vint la précipiter.

Don Pèdre, s'étant embarqué à Séville, avait descendu le Guadalquivir jusqu'à San-Lucar de Barrameda pour assister à la pêche des thons dans la madrague. Au moment où il entrait dans le golfe, une escadre de dix galères catalanes y arrivait venant de Barcelone. Ces vaisseaux, commandés par un amiral célèbre, appelé Francès de Perellòs, étaient à la solde du roi de France, qui, avec le consentement du roi d'Aragon, les avait fait armer pour croiser contre les Anglais sur les côtes de l'Océan. Perellòs, corsaire par goût et par habitude, bien que d'une famille considérable et attaché à la maison du roi d'Aragon (1), donnait la chasse à trois barques de Placencia (2) chargées d'huile, et les avait suivies jusqu'en rade de San-Lucar. Bien qu'elles portassent le pavillon castillan, qu'elles fussent dans un port ami et dans les eaux

(1) Zurita, p. 269, verso.

(2) Placencia en Biscaïe, à quatre lieues de Bilbao. Le comte de la Roca suppose fort mal à propos, ce me semble, que ces barques venaient de Plaisance en Italie. *Rey don Pedro def.*, p. 37, verso.

mêmes de la galère montée par le roi de Castille, les Catalans s'en emparèrent, prétendant qu'elles étaient chargées de marchandises génoises et comme telles de bonne prise, le roi d'Aragon étant en guerre avec la république de Gênes. Aussitôt don Pèdre envoya faire des représentations à l'amiral aragonais, l'avertissant qu'il violait les lois de la mer et qu'il manquait au respect dû à sa personne. Perellòs répondit insolemment qu'il ne devait compte de sa conduite qu'à son maître le roi d'Aragon. En ce moment don Pèdre, n'ayant pas un seul vaisseau de guerre sur la rade, se trouvait hors d'état de faire respecter son pavillon; cependant il dépêcha de nouveau à Perellòs pour lui signifier que, faute d'une satisfaction immédiate, il rendrait responsables de son attentat les négociants catalans établis à Séville et qu'il ferait séquestrer leurs biens. L'amiral, se sentant le plus fort, refusa de lâcher sa proie, il vendit ses prises; bien plus, il osa remonter le Guadalquivir et commit quelques déprédations sur le rivage; puis, virant de bord, il rentra dans l'Océan et poursuivit sa route vers les côtes de France (1).

Transporté de fureur, don Pèdre courut à Séville, et, sans vouloir écouter aucune représentation, il ordonna de mettre aux fers tous les sujets catalans, fit saisir leurs propriétés, vider leurs magasins, et vendre leurs marchandises. Le même jour, armant à la hâte sept galères, il s'embarqua avec toute la jeune noblesse de Séville (2), et se mit à la poursuite de Perellòs. Arrivé à Tavira, dans les eaux du Portugal, il apprit

(1) Ayala, p. 215.

(2) Zuñiga, *Anales ecclesiasticos de Sevilla*, t. II, p. 141, remarque que don Pèdre fut le premier roi de Castille qui s'embarqua pour une expédition maritime.

que les Catalans avaient trop d'avance pour qu'il pût espérer de les atteindre. Force lui fut donc de revenir à Séville sans avoir tiré vengeance de l'insulte faite à son pavillon. Encore plus irrité par le mauvais succès de sa croisière, il envoya des ambassadeurs à Barcelone pour porter ses plaintes, et en même temps il fit partir quelques vaisseaux avec ordre de cingler vers les Baléares et de capturer les navires catalans qu'ils rencontreraient dans ces parages (1); en sorte que le roi d'Aragon devait apprendre le commencement des hostilités avant l'attentat qui leur servait de prétexte. Ayala suppose que le roi fut excité à ces violences par les parents de Marie de Padilla, qui, sentant diminuer leur crédit, voulurent, dit-il, se rendre nécessaires en poussant leur maître à une guerre dangereuse; mais le caractère altier de don Pèdre, ses anciens griefs et l'insulte personnelle qu'il venait de recevoir suffisent, ce me semble, pour expliquer sa conduite (2).

Pendant que les galères castillannes insultaient les côtes des Baléares, les ambassadeurs de don Pèdre arrivaient à Barcelone avec les instructions suivantes : ils devaient demander la déposition des commandeurs d'Alcañiz et de Montalvan; le châtiment des corsaires qui avaient troublé le commerce des villes d'Andalousie; l'extradition des Castillans réfugiés en Aragon, et nommément celle de l'évêque de Sigüenza et de Peralonso Aljofrin, qui, lors de l'entrée de don Fadrique à Tolède, s'était emparé des caisses royales; enfin, ils devaient exiger que Francès Perellòs fût livré au roi de Castille pour recevoir tel châtiment qu'il lui plairait d'infliger. Que si l'A-

(1) Cfr. Ayala, p. 220. — Zurita, t. II, p. 271, verso.

(2) Ayala, p. 217.

ragonais refusait de faire droit à ces demandes, les ambassadeurs avaient ordre de lui déclarer la guerre, *de le défier*, selon le formulaire diplomatique du moyen-âge.

Pierre IV, qui voulait gagner du temps, répondit avec modération. Il offrit de remettre la commanderie d'Alcañiz à la disposition du maître de Calatrava dès qu'il serait en mesure de dédommager le titulaire actuel par une indemnité suffisante. Quant à la commanderie de Montalvan, c'était, disait-il, une affaire pendante devant la cour d'Avignon, et au saint-père appartenait de prononcer entre le maître et les chevaliers; ces derniers alléguant d'ailleurs avec quelque apparence de raison que leur élection était régulière et conforme aux statuts de Saint-Jacques, car elle avait eu lieu pendant l'interdit du royaume de Castille qui suspendait l'autorité des maîtres. Le roi d'Aragon se montrait disposé à expulser de ses états les réfugiés castillans, et même à livrer Peralonso Aljofrin, aux termes de la convention d'Atienza, ce dernier ayant encouru sentence de trahison pour avoir dérobé le trésor de son seigneur; mais il se refusait à faire arrêter l'évêque de Sigüenza, par des scrupules religieux, réels ou feints qui contrastaient fort avec l'impiété notoire de don Pèdre. Enfin, tout en exprimant un vif déplaisir de l'outrage commis par Perellòs, il déclarait qu'en sa qualité de roi et de seigneur, il était seul juge de son vassal; qu'il examinerait l'affaire, et que, s'il le trouvait coupable, il en ferait si bonne justice que le roi de Castille s'en tînt pour satisfait (1).

Sur cette réponse, les envoyés de Castille se retirèrent, non sans laisser voir que leur maître ne s'en contenterait

(1) Ayala, p. 219. — Zurita, t. II, p. 270 et suiv.

pas. Cependant Pierre IV, comme pour témoigner de son amour pour la paix, fit publiquement commander à Gonzalo Mexia et à Gomez Carrillo, amis connus du comte de Trastamare et les plus illustres des réfugiés castillans, qu'ils eussent à quitter immédiatement le royaume d'Aragon. En effet, il les fit aussitôt partir pour la France; mais, tout en affectant de les traiter avec rigueur, il les chargeait de négocier avec don Henri et de lui offrir du service dans ses états (1). Don Pèdre n'était point homme à se payer d'une si mince satisfaction. Il répliqua par un message plus impérieux que le premier. Après avoir renouvelé ses plaintes avec plus de hauteur que jamais, il écrivit au roi d'Aragon : « Cherchez maintenant un autre ami; j'ai cessé d'être le vôtre, et par mes mains j'amenderai le tort qu'avez fait à mon honneur (2). » Avant même que cette lettre fût rendue, les hostilités commençaient sur plusieurs points à la fois.

Les possessions des rois d'Aragon en Espagne se composaient de l'Aragon proprement dit, de la Catalogne et du royaume de Valence, trois provinces distinctes par leur administration, par les mœurs et même par la langue de leurs habitants, mais réunies sous le même sceptre depuis assez long-temps pour constituer un état politiquement homogène. Limitrophe de la Navarre, des deux Castilles et du royaume de Murcie, le territoire aragonais n'a pas de frontières nettement

(1) *Arch. gen. de Aragon.* Instructions à Mosen Francesch de Perellòs (probablement le même que l'amiral de ce nom), envoyé du roi d'Aragon en France. Sans date, mais vraisemblablement de la fin d'août 1356. Registre 1293 *Secretorum*, p. 38.

(2) Zurita, t. II, p. 271. — Mémoires de Pierre IV, dans Carbonell, *Chronica d'Espanya*, p. 183, verso.

tracées par la nature. Sa plus grande étendue est du nord au sud, et l'on sait que les hautes chaînes de montagnes dans la Péninsule la traversent de l'ouest à l'est; telle est encore la direction des principales rivières qui se jettent dans la Méditerranée. Trois grandes chaînes sensiblement parallèles entre elles s'avancent de la Castille en Aragon. Ce sont, en commençant par le nord, la sierra de Moncayo, celle de Molina ou de l'Albarracin, enfin la sierra d'Albacete. On peut les comparer à autant de barrières perpendiculaires aux limites de l'Aragon et de la Castille; mais, en-deçà et au-delà de ces barrières, il y a de larges vallées qui ne sont séparées que par une ligne idéale. Ce sont de grandes voies ouvertes aux Castillans et aux Aragonais pour la guerre et le commerce. Au XIVe siècle, ces vastes débouchés étaient défendus du côté de l'Aragon d'abord par Tarazona, ville située au nord des montagnes de Moncayo, limitrophe à la fois de la Castille et de la Navarre; au sud de ces montagnes, Calatayud et Daroca servaient de boulevard au Bas-Aragon; entre la chaîne de Molina et celle d'Albacete, le royaume de Valence, presque entièrement ouvert aux incursions sur une longue frontière, n'offrait guère de place importante que sa capitale et la forteresse de Murviedro. L'extrémité méridionale de ce royaume, isolée par les montagnes d'Albacete, était gardée par trois places considérées alors comme très fortes, Alicante, Orihuela et Guardamar. Au moment où la guerre éclata, elles étaient occupées par des garnisons castillannes ou par les vassaux particuliers de l'infant don Fernand d'Aragon, dont elles étaient l'apanage.

Du côté de la Castille, une ligne semblable de villes fortifiées protégeait l'espace intermédiaire entre les trois chaînes

de montagnes. Au nord, Agreda, sur l'extrême frontière, s'élevait opposée à Tarazona. Venaient ensuite, en descendant vers le sud, Almazan et Soria, placées dans l'angle rentrant de la sierra de Moncayo; Medina-Celi et Molina entre cette chaîne et les monts de l'Albarracin; Requena sur la limite occidentale du royaume de Valence; enfin Murcie et les villes de l'Infant au sud de la sierra d'Albacete. Je n'indique de part et d'autre que les principales places d'armes, celles qui pouvaient servir de base à de grandes opérations militaires, et je néglige une foule de châteaux plus ou moins bien fortifiés qui jalonnaient du nord au sud cette longue frontière.

Chacune des villes de Castille que je viens de nommer avait ou une garnison ou des milices assez nombreuses et assez exercées aux armes pour faire des incursions dans leur voisinage. Diego de Padilla, avec les chevaliers de Calatrava et la bannière de Murcie, entra dans le royaume de Valence (1), où pénétraient en même temps de l'autre côté des montagnes d'Albacete les milices de la Castille neuve sorties de Requena. Au nord, Gutier Fernandez, parti de Molina, marchait sur Daroca et Calatayud (2). Sur leur passage ils mettaient tout à feu et à sang. Les bandes castillannes, sans discipline, appelées tumultuairement aux armes par leurs seigneurs, ravageaient le territoire ennemi avec cette animosité qu'on remarque presque toujours chez les habitants des frontières contre leurs voisins étrangers. Surpris par cette brusque attaque, le roi d'Aragon se hâta de se mettre en défense. Son premier

(1) Il ravagea le territoire de Castalla et de Homil, mais sans pouvoir prendre ces deux villes faute de machines. Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 121.

(2) Il fut repoussé et battu par le comte de Luna. Ayala, p. 221.

soin fut de réparer les fortifications de Valence et d'y jeter une garnison considérable; il appela sa noblesse aux armes, et demanda même l'assistance de ses vassaux étrangers, du comte de Foix et de l'infant Louis de Navarre. Bientôt des incursions dévastatrices répondirent aux courses des Castillans. Sur toute la frontière, on ne voyait que pillages et incendies. Malheur aux hameaux et aux villes sans murailles! les guerriers du moyen-âge ne laissaient que des cendres sur leurs traces.

II.

Les seigneurs castillans expulsés de l'Aragon, ou plutôt députés à don Henri, le trouvèrent déjà aux gages du roi de France, près de quitter Paris pour joindre la nombreuse armée qui peu de temps après allait être détruite dans les plaines du Poitou. Les offres du roi d'Aragon changèrent aussitôt les projets du Comte, empressé de renoncer au rôle de capitaine d'aventure pour devenir le chef des mécontents de la Castille. Acceptant sans hésiter les conditions qu'on lui présentait, il quitta la France et parut bientôt sur le théâtre de la guerre avec une suite nombreuse de bannis qui s'étaient attachés à sa personne. Aux termes du traité qu'il conclut à Pina avec Pierre IV, dès son entrée en Aragon (1), il lui rendit hommage et s'engagea à le servir fidèlement comme son seigneur naturel. En retour, il devait recevoir l'investiture de tous les domaines appartenant aux infants d'Aragon actuellement au service du roi de Castille, sauf la seigneurie d'Albar-

(1) Zurita, t. II, p. 273 et suiv. Selon cet auteur, le traité de Pina est du 8 novembre 1356.

racin que Pierre IV se réservait expressément. Outre ces possessions immenses, mais qu'il fallait conquérir, don Henri obtint immédiatement plusieurs châteaux dans les états du roi (1), ainsi que la plupart des terres confisquées par ce prince sur sa belle-mère doña Léonor, toutefois avec cette clause remarquable, que, *content* ou *mécontent* (2), il fût toujours tenu d'y recevoir son nouveau suzerain le roi d'Aragon. A ces dons magnifiques fut ajouté un traitement annuel de 130,000 sous barcelonais (3), sans compter la solde de 600 hommes d'armes et d'autant de génétaires (4) dont il aurait le commandement particulier, à raison de sept sous par jour et par homme pour les premiers et de cinq sous pour les seconds. Pierre IV s'engageait encore à ne jamais conclure de paix ou de trêve avec le roi de Castille sans le consentement du comte de Trastamare. Je ne dois point oublier un article du traité de Pina qui indique assez clairement de quelles armes les nouveaux alliés comptaient faire usage. Il stipulait que, si don Fadrique passait au service du roi d'Aragon et lui faisait hommage, il aurait l'investiture de tous les biens appartenant à l'ordre de Saint-Jacques et dépendant de cette couronne (5).

(1) En Catalogne, Montblanch, Tarrega, Villagrassa; en Aragon, Tamarit, Ricla, Epila; dans le royaume de Valence, Castellon del Campo de Burriana et Villareal. *Mémoires de Pierre IV* dans Carbonell, p. 184. Il paraît que les habitants de Castellon et de Villareal refusèrent long-temps de reconnaître don Henri pour leur seigneur, malgré les injonctions réitérées du roi d'Aragon. *Arch. gen. de Ar.*, registre 1543, p. 36 et suiv.

(2) *Pagado ò irado.*

(3) 68,833 réaux, un peu plus de 17,000 francs.

(4) *Cavalls armats e cavalls alforrats.* Les premiers étaient bardés de fer, les seconds avaient des couvertures de cuir ou de toile piquée.

(5) J'ai rapporté d'après Zurita le traité de Pina. Je n'ai pu trouver l'ori-

Il est impossible de savoir si cette clause fut introduite avec le consentement ou à l'insu de don Fadrique, mais il y a grande apparence que les relations entre les deux frères n'avaient jamais été complétement interrompues. Quoi qu'il en soit, si cet article vint à la connaissance de don Pèdre, il dut accroître sa méfiance et ses soupçons contre le maître de Saint-Jacques qu'il crut d'intelligence avec ses ennemis.

Tandis que Pierre IV attirait à son service les émigrés castillans, la fidélité de ses sujets était mise à l'épreuve. Vers la fin de 1356, don Pèdre envoya dans le royaume de Valence l'infant don Fernand qui venait de se *dénaturer*, c'est-à-dire de renoncer solennellement à l'hommage qu'il devait au roi d'Aragon comme à son seigneur naturel (1). Don Pèdre espérait que l'infant allait rallier les restes des confédérés de l'Union. Mais les temps étaient bien changés; nul vestige de ces

ginal dans les archives d'Aragon, mais seulement une convention nouvelle rappelant celle de Pina et datée de Saragosse, 20 janvier 1357. D'après un troisième traité daté de Saragosse, 30 août 1357, la solde des hommes d'armes est portée à 8 sous, et celle des génétaires à 6 sous. En temps de paix, le comte de Trastamare pourra conserver 400 hommes d'armes aux gages du roi, à raison de 3 sous et demi. Le roi d'Aragon ajoute que, dans le cas où son trésorier refuserait de payer au Comte les subsides promis, il s'engage à les acquitter sur sa cassette particulière, quinze jours après la première sommation. On doit remarquer que, dans ce dernier traité de Saragosse, il n'est point question de don Fadrique ni des biens appartenant aux infants d'Aragon et donnés au comte de Trastamare. Il est à croire qu'à cette époque (août 1357) le roi traitait secrètement avec ces princes. *Arch. gen. de Aragon*, parchemin. *Segona Caixa*, nº 20. En 1356, don Henri n'avait pu encore rassembler le nombre d'hommes stipulé. Il n'avait, suivant les *Mémoires de Pierre IV*, que 300 hommes d'armes et autant de génétaires. Carbonell, p. 184.

(1) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 121.

passions si violentes qui avaient agité le pays neuf années auparavant. L'infant était oublié ainsi que l'Union. Pas une seule ville ne se déclara pour lui, pas un chevalier ne joignit sa bannière à la sienne. Après quelques escarmouches insignifiantes, il fut obligé de se replier honteusement sur Murcie devant les troupes conduites par don Pèdre d'Exerica et le comte de Denia. Il semblait n'être entré dans le royaume de Valence que pour faire éclater la fidélité du peuple qu'il prétendait corrompre. Alicante, la plus forte de ses places, chassa la garnison castillanne qui l'occupait depuis la cession faite par l'infant à don Pèdre; aussitôt les Aragonais s'empressèrent d'en augmenter les fortifications et de la mettre à l'abri de toute insulte (1).

La guerre, qui jusqu'alors n'avait été qu'une suite de rapides incursions ou plutôt de pillages, semblait devoir prendre une face nouvelle au commencement de l'année 1357. De part et d'autre on avait employé l'hiver à de grands préparatifs. Don Pèdre, pour se procurer de l'argent, avait eu recours aux négociants de Séville, qui lui firent des avances considérables. Il ne craignit point, pour augmenter ses ressources, de s'emparer des riches ornements qui décoraient les tombeaux de saint Ferdinand, de la reine Beatriz et de leur fils don Alphonse X (2). Ces objets, beaucoup plus précieux par le travail que par la matière, disparurent dès-lors sans que le clergé osât y mettre obstacle; le roi publiait qu'il ne fallait pas laisser tant de richesses exposées à la cupidité des voleurs dans un

(1) Zurita, t. II, p. 275. — Cascales, *Hist de Murcia*, p. 122.

(2) Zuñiga, *An. eccl.*, II, 142. Voir à l'appendice la description des tombeaux. A.

lieu mal gardé. Tel fut le prétexte frivole de ce sacrilége que les arts déplorent aujourd'hui.

Vers la même époque, c'est-à-dire dans les premiers jours de janvier 1357, la reine Marie, mère de don Pèdre, mourut à Evora après une courte maladie. On a vu qu'elle avait quitté la Castille peu après la prise de Toro et qu'elle s'était réfugiée en Portugal. Elle y vécut quelque temps, en apparence étrangère à toute intrigue politique, plus occupée, comme il semble, de donner un successeur à Martin Telho qu'à disputer le pouvoir à son fils. Suivant le bruit public, le poison abrégea ses jours (1). Des écrivains modernes ont accusé don Pèdre d'avoir puni par un parricide la partialité que la reine avait montrée pour la cause des ligueurs. Je crois inutile de le justifier d'une accusation qui ne repose sur aucun fondement et que ne confirme nul témoignage contemporain. La reine Marie était trop universellement méprisée pour rallier aucune des factions qui divisaient la Castille. On la savait incapable de jouer un rôle politique; le hasard seul avait mis un instant entre ses mains les destinées du royaume, lorsque pendant l'absence de son fils elle livra Toro aux confédérés. Il faut, de parti pris, attribuer à don Pèdre les actions les plus atroces pour lui imputer jusqu'à des crimes complétement inutiles. Si la mort de la reine Marie ne fut pas naturelle, l'opinion des plus graves auteurs contemporains en fait retomber la responsabilité sur le roi de Portugal son père, irrité, dit-on, du scandale de ses nouvelles amours. Ayala, en rapportant le fait comme accrédité de son temps, n'exprime ni pitié pour la victime, ni blâme pour son bourreau. Roi et père, Alphonse

(1) Ayala, p. 226.

de Portugal, en vengeant l'honneur de sa maison, usait d'un droit, et, dans les idées du moyen-âge, remplissait presque un devoir (1).

L'hiver durait encore quand don Pèdre quitta Séville pour aller prendre à Molina le commandement des troupes qu'il y rassemblait de toutes parts. Mais, avant de mettre le pied sur le territoire ennemi, une nouvelle défection vint le surprendre et l'alarmer au milieu de ses projets de conquête. Pendant son séjour à Séville, le roi avait paru touché de la rare beauté de doña Aldonza, fille du fameux Alonso Coronel, et femme de don Alvar Perez de Guzman. Les attentions d'un roi de vingt-trois ans, déjà connu par l'emportement de ses passions, devaient effrayer le mari de doña Aldonza. Elles n'avaient pas moins causé d'inquiétude aux parents de Marie de Padilla, et j'ai rapporté qu'on avait attribué leurs conseils belliqueux au désir d'éloigner le roi de Séville. La guerre déclarée, don Alvar reçut l'ordre de partir pour la frontière d'Aragon avec son beau-frère, don Juan de La Cerda; il devait commander un petit corps de troupes cantonné à Seron. Là, des bruits alarmants pour son honneur vinrent le remplir d'indignation et de désespoir. Persuadés que le roi voulait profiter de leur absence pour leur faire le plus sanglant outrage, les deux beaux-frères quittèrent précipitamment le poste qui leur était confié. Don Alvar, ayant mandé sa femme auprès de lui, passa la frontière et offrit ses services à l'Aragonais, tandis que don Juan de La Cerda, plus hardi, se jeta dans le château de Gibraleon, dont il avait reçu l'investiture par le traité secret conclu à Toro entre les ligueurs et le roi

(1) Ayala, loc. cit. — *Apologia del rey don Pedro*, p. 180.

prisonnier. Maître de cette forteresse, héritier des biens et des clients d'Alonso Coronel, il se flattait de faire une puissante diversion et même d'exciter la guerre civile au sein de l'Andalousie (1). A la nouvelle de ces mouvements, le roi hésita quelque temps sur le parti qu'il devait prendre. Un moment, il fut sur le point de retourner à Séville, mais bientôt, mieux instruit des dispositions manifestées par les riches-hommes et les communes au bruit de cette levée de boucliers, il se détermina à pousser sa pointe et à pénétrer en Aragon.

III.

Cependant le cardinal Guillaume, accouru sur le théâtre de la guerre avec la mission d'interposer l'autorité du saint-siége entre les deux princes rivaux, avait profité de la première impression produite sur don Pèdre par la rébellion de La Cerda pour en obtenir une trêve de quinze jours. Elle avait été signée à Deza, et le cardinal employait ce délai en négociations, s'offrant comme arbitre aux deux rois, et les conjurant de remettre leur querelle à la décision du saint-père. La trêve n'était pas encore expirée que don Pèdre, rassuré sur la situation de l'Andalousie, franchit brusquement la frontière et se porta sur Tarazona, ville riche à cette époque, mais médiocrement fortifiée. Dès qu'il en eut reconnu l'enceinte, il fit donner l'assaut au quartier maure, où les murailles étaient moins élevées, par les chevaliers de Saint-Jacques, sous les ordres de leur maître don Fadrique. Après un combat assez court, quoique sanglant, ils pénétrèrent dans la ville. Mais

(1) Ayala, 224, 234.

une partie de la garnison parvint à se réfugier dans un autre quartier nommé l'Azuda, qui, entouré d'un rempart, formait comme une ville distincte, car l'Azuda avait son seigneur féodal, Guillaume de Lorriz, conseiller du roi d'Aragon et gouverneur de Valence. Il était absent en ce moment, et sa femme, tremblante dans son donjon, n'avait ni l'énergie ni le pouvoir nécessaire pour prolonger la résistance. La nuit avait interrompu l'attaque. Dès le lendemain, les assiégés de l'Azuda se rendirent par une capitulation qui mérite d'être rapportée, car elle montre ce qu'était à cette époque le droit de la guerre. Il fut convenu que tous les habitants de Tarazona sortiraient de la ville *avec leurs corps* et ce qu'ils pourraient emporter sur leurs épaules, le vainqueur leur accordant un sauf-conduit et une escorte pour les conduire à Tudela en Navarre, éloignée de quatre lieues. Les maisons et tous les immeubles devaient appartenir au roi de Castille (1). Ainsi, au XIVe siècle, en Espagne, la guerre se faisait entre chrétiens comme à l'époque de l'expulsion des Arabes, ou comme en Italie aux premiers temps de Rome. On chassait les habitants de leurs demeures et la terre était partagée entre les soldats de l'armée victorieuse, à la charge de la cultiver et de la défendre.

Maître de Tarazona, don Pèdre assiégea et prit rapidement plusieurs petites places du voisinage. Dans le château de Los Fayos, il se retrouva en présence de ce Martin Abarca, épargné par lui à la prise de Toro; mais il ne fallait pas implorer

(1) Cfr. Ayala, p. 237. — Zurita, t. II, p. 279. — Le roi d'Aragon, dans ses mémoires, accuse le gouverneur de Tarazona, Miguel de Gurrea, d'avoir livré la place aux Castillans *par grand' malice*. Carbonell, p. 185.

deux fois sa clémence, et Abarca fut aussitôt mis à mort. Les succès du roi et le partage du territoire de Tarazona excitèrent un vif enthousiasme en Castille; toute la noblesse, vassaux fidèles ou ligueurs repentants, accouraient sous la bannière royale. L'infant don Juan d'Aragon et don Fernand de Castro, mortellement brouillés avec les bâtards, amenèrent de nombreux renforts. Don Tello lui-même, se déterminant enfin à quitter la Biscaïe, arrivait au camp du roi avec ses vassaux et beaucoup d'infanterie légère. Des étrangers venaient offrir leurs services. Le sire d'Albret, apprenant que son ennemi particulier, le comte de Foix, était à la solde du roi d'Aragon, passa les Pyrénées pour se mettre aux ordres de don Pèdre avec une troupe d'hommes d'armes aguerris par leurs longues campagnes en France (1). C'est qu'alors la guerre était un métier lucratif et l'occasion de grandes fortunes. Le riche-homme espérait y gagner des terres et des châteaux; le simple écuyer comptait que sa bonne lance lui vaudrait maint chevalier à mettre à rançon, mainte belle armure, maint cheval de bataille. Tous rêvaient le pillage des villes sans défense. Peu de jours après la prise de Tarazona, don Pèdre se vit à la tête de 7,000 hommes d'armes et de 2,000 génétaires, sans compter l'infanterie, alors trop peu estimée pour que les auteurs du moyen-âge prennent la peine d'en rapporter le nombre (2). Les Aragonais étaient fort inférieurs en forces, même depuis l'arrivée de leurs auxiliaires d'au-delà des monts, et celle des cavaliers de don Henri; cependant, animés par la présence de

(1) Il était vassal du roi d'Angleterre. Son nom est souvent cité par Froissart.

(2) Ayala, p. 229.

leur roi, ils s'avancèrent hardiment jusqu'à Borja, à quatre lieues seulement du gros de l'ennemi. Plein de confiance, don Pèdre vint aussitôt offrir la bataille, mais l'Aragonais était trop prudent pour l'accepter, et il se tint immobile au pied des remparts de Borja, satisfait de couvrir cette place importante et d'empêcher le Castillan d'en former le siége. Alors la stratégie était un art oublié. Un général croyait en avoir fait assez pour sa gloire quand il avait présenté le combat en rase campagne, ne soupçonnant pas que, par des manœuvres, il pût y contraindre son adversaire. Pendant quelques heures, les deux armées furent en présence, témoins immobiles d'escarmouches insignifiantes que la chaleur accablante termina bientôt. De part et d'autre, plusieurs soldats tombèrent morts de soif ou frappés de coups de soleil (1). Dès qu'il fut constaté que les Aragonais ne se hasarderaient pas en plaine, et que les Castillans ne les attaqueraient pas à l'abri des remparts de Borja, la retraite fut sonnée, et les deux rois crurent avoir fait une campagne. Don Pèdre revint à Tarazona, et Pierre IV à Saragosse. C'était laisser le champ libre au légat, qui renouvela avec plus de force que jamais ses instances pour un accommodement.

(1) Ayala, p. 229. — Pierre IV prétend qu'il offrit la bataille et que le roi de Castille la refusa. Carbonell, p. 185. — Selon Zurita, l'intervention du cardinal Guillaume aurait empêché le combat. — Zur., t. II, p. 280. — La supériorité des Castillans, la position défensive des Aragonais, et la retraite de Pierre IV sur Saragosse, m'ont paru confirmer la version d'Ayala, que j'ai suivie.

IV.

Soit que l'orgueil de don Pèdre, satisfait par le succès de cette courte expédition, fût devenu plus traitable, soit, comme on peut le présumer, que sa méfiance lui montrât à l'intérieur de son royaume des dangers dont il avait seul le secret, il parut accepter cette fois avec plaisir la médiation du saint-siége, et à l'exemple du roi d'Aragon s'empressa de nommer des plénipotentiaires pour traiter de la paix. Une ville neutre, Tudela en Navarre, fut désignée pour les conférences que devait présider le cardinal-légat. La Castille était représentée par Juan de Hinestrosa, Juan de Benavides et Iñigo Lopez de Orozco; l'Aragon par Bernal de Cabrera, Pedro de Exerica et Alvar Garcia d'Albornoz (1). Ce dernier, sujet castillan, avait été choisi sans doute pour soutenir les intérêts du comte de Trastamare et des autres bannis. Le 10 mars 1357, on se réunit en plein air, suivant un ancien usage espagnol, sous un orme, hors des portes de Tudela (2). Le cardinal, qui voulait surtout éviter l'effusion du sang, insista pour qu'une trêve fût établie entre les deux puissances belligérantes, d'une assez longue durée pour permettre de résoudre par des négociations les nombreuses difficultés qu'il prévoyait. Il faut se rappeler que chacun des deux rois avait des alliés compromis dans sa querelle, vassaux puissants dont il s'était engagé à soutenir les prétentions particulières. Le roi d'Aragon était lié envers don

(1) Zurita, t. II, p. 280.

(2) C'est encore aujourd'hui en plein air, sous un peuplier, qu'a lieu la réunion des députés de la confédération basque, à Guernica.

Henri par les conventions de Pina et de Saragosse qui lui interdisaient de traiter sans son consentement avec le roi de Castille; en revanche, ce dernier devait prendre en considération les intérêts de la reine douairière d'Aragon, sa tante, des deux infants ses cousins, enfin des bannis aragonais qui s'étaient placés sous sa protection.

Après quelques débats, il fut stipulé que le roi de Castille lèverait le séquestre mis sur les biens de don Henri et de ses adhérents, et qu'il accorderait une amnistie à tous les émigrés ses sujets, excepté ceux qui sous le règne précédent auraient encouru sentence de haute trahison. De son côté, le roi d'Aragon devait rendre à sa belle-mère doña Léonor, aux enfants de cette princesse et à leurs partisans les domaines dont il s'était emparé, enfin publier une amnistie sous des réserves analogues aux précédentes. Les deux rois, chacun dans ses contestations avec les membres de sa famille, devaient recourir à l'arbitrage du légat.

On convint pareillement que dans le délai d'un mois le légat recevrait, à titre de dépôt, les villes dont les rois de Castille et d'Aragon se disputaient la possession, c'est-à-dire d'un côté Tarazona, de l'autre Alicante et quelques châteaux sur la frontière de Murcie. Les plénipotentiaires, depuis le jour de la signature du traité jusqu'à Noël, devaient produire les titres de leurs maîtres et faire valoir leurs droits. Passé ce terme, et faute d'accord amiable entre eux, au légat appartenait de prononcer en dernier ressort. On lui accordait un nouveau délai de six mois pour préparer sa sentence. Son jugement rendu, si les deux rois ne le ratifiaient point, les hostilités ne pouvaient cependant être reprises qu'au bout d'un an. Ainsi, la trêve devait durer deux années et quelques mois de plus. A

ces articles furent ajoutées des clauses pénales contre les infractions; c'étaient d'abord l'excommunication et l'interdit, puis une amende de cent mille marcs d'argent, dont moitié pour la cour apostolique et moitié pour la partie qui demeurerait fidèle aux conventions ci-dessus (1).

Malgré l'égalité apparente de ces stipulations, la trêve était en réalité au désavantage du roi de Castille, qu'elle obligeait de s'arrêter au milieu de ses succès, à la tête d'une armée nombreuse, et déjà établi en force sur le pays ennemi. En outre, il n'avait nullement le désir de se réconcilier avec son frère, tandis que le roi d'Aragon, ainsi qu'on l'a dit plus haut, en traitant avec les infants, continuait publiquement des négociations commencées en secret pour le même résultat. Sans désavouer ses plénipotentiaires, don Pèdre ne voulut pas ratifier les conventions signées par eux. Quant à Tarazona, il prétendait qu'elle devait lui appartenir à titre de conquête, et qu'il n'y avait aucune parité entre ses droits sur cette place et ceux que le roi d'Aragon alléguait sur Alicante. Par une subtilité digne du temps, il soutenait que Tarazona, attaquée il est vrai pendant la trêve précédente de quinze jours, avait été prise cependant après l'expiration de cette même trêve et dèslors légitimement gagnée (2). Au reste, pour prouver ses intentions irrévocables à ce sujet, il nomma Juan de Hinestrosa gouverneur de la ville, et le chargea d'y établir une espèce de colonie militaire. Le territoire et les maisons de Tarazona furent partagés à trois cents gentilshommes castillans (3).

(1) *Archivo gen. de Aragon*, reg. 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 1 et suiv.

(2) Ayala, p. 228. — Cascales, *Hist. de Mur.*, p. 122.

(3) Ayala, p. 232.

Comme on peut le penser, le légat se plaignit vivement de ce manque de foi. Après trois mois de réclamations inutiles, ayant épuisé les menaces et les prières, il lança contre don Pèdre une sentence d'excommunication, et mit l'interdit sur son royaume (1). Mais don Pèdre était aguerri contre les foudres du saint-siége; il se sentait fort, et ses sujets avaient appris à craindre sa colère plus que les censures apostoliques. De fait, aucun symptôme alarmant pour son autorité ne suivit la sentence du légat. La convention de Tudela ne fut exécutée qu'en un seul point; les hostilités demeurèrent suspendues.

Mais le roi d'Aragon profitait de cet instant de relâche pour susciter de nouveaux ennemis à don Pèdre et pour recruter des auxiliaires jusque dans son camp. Depuis plusieurs mois, Pierre IV avait entamé une correspondance secrète avec l'infant d'Aragon son frère, et ce prince, toujours mobile et inconstant, s'était laissé gagner à ses promesses. Au mois de décembre 1357, don Fernand parut tout à coup dans le royaume de Valence, et, après s'être dénaturé solennellement pour la seconde fois, par une de ces comédies si fréquentes alors, il remit à l'Aragonais Orihuela et les autres châteaux qu'il possédait dans cette province, et pour lesquels il avait déjà fait hommage au roi de Castille (2). Nommé aussitôt procurateur-général du royaume, il arma ses vassaux aragonais et y joignit une troupe assez nombreuse de Castillans attachés à sa personne. Par un traité de paix et de réconciliation qui fut signé à la Cañada del Pozuelo, le 7 décembre 1357, Pierre IV

(1) *Arch. gen. de Aragon*, reg. 1394 *Pac. et Treug.*, p. 14. — La sentence d'excommunication est datée de Tudela, 26 juin 1357.

(2) Zurita, p. 284 et suiv. — *Hist. de Murcia*, 124. — Carbonell, p. 185.

s'obligea de lui rendre tous ses domaines, de solder les Castillans qu'il pourrait attirer à son service, enfin, de ne faire ni paix ni trêve avec don Pèdre sans son assentiment (1). Cette dernière condition devenait, comme on le voit, une formule banale de tous les traités conclus avec les transfuges. Pour l'infant don Juan, brouillé depuis long-temps avec son frère, ennemi des bâtards à cause de ses prétentions sur la seigneurie de Biscaïe, il demeura auprès de don Pèdre, traité en apparence avec la même faveur, mais, en réalité, objet de méfiance et d'aversion pour tous les partis.

Vers le même temps, la comtesse de Trastamare, retenue prisonnière depuis plus d'une année à la suite de la prise de Toro, parvint à s'échapper et à gagner l'Aragon. Gomez Carrillo, majordome de don Henri, peu après la proclamation de la trêve de Tudela, avait adressé au roi de Castille des offres de soumission qui furent acceptées. Il revint à la cour, fut bien accueilli, et obtint même l'investiture de la ville de Tamariz, pour laquelle il se reconnut homme-lige du roi. Mais sa défection était feinte et n'avait d'autre but que de le rapprocher de la comtesse de Trastamare. Pendant qu'il affectait le plus grand zèle pour son nouveau maître, il préparait dans un profond secret la fuite de la captive, qu'il avait trouvé moyen d'instruire de ses véritables intentions. Dès qu'une occasion favorable se présenta, il disparut avec la Comtesse, enlevant ainsi au roi le plus important de ses otages et le plus compromis depuis l'alliance déclarée entre don Henri et Pierre IV (2).

(1) *Arch. gen. de Aragon., autografos. Segona Caixa.*

(2) Ayala, p. 232.

V.

Le récit des événements qui suivirent l'expédition de don Pèdre en Aragon ne m'a pas permis de rapporter à leur date ceux qui se passaient en même temps en Andalousie. Nous avons laissé cette province agitée par l'insurrection de Juan de La Cerda. Le roi avait bien jugé la situation du pays en l'abandonnant à ses propres forces contre la levée de boucliers tentée par ce chef audacieux. Après quelques ravages exercés dans les environs de Gibraleon, sa place d'armes, La Cerda livra bataille aux milices de Séville, soutenues par les hommes d'armes de Perez Ponce, seigneur de Marchena, du Génois Gil de Boccanegra, amiral de Castille, et de quelques riches-hommes andalous. Les rebelles furent taillés en pièces, leur chef fut conduit prisonnier à Séville et enfermé dans la tour del Oro. En annonçant cette victoire à don Pèdre, on lui mandait de faire connaître ses intentions à l'égard du captif. La réponse ne se fit pas attendre. Un arbalétrier de la garde partit sur-le-champ de Tarazona pour Séville avec ordre de se faire livrer Juan de La Cerda et de le mettre à mort. Presque en même temps, la femme de ce seigneur, doña Maria Coronel, jeune dame aussi célèbre par sa vertu que par sa rare beauté, accourait de Séville au camp du roi, et se jetait à ses pieds demandant la grace du coupable. Touché de ses larmes, don Pèdre lui accorda des lettres de pardon, incertain toutefois si elles pourraient lui servir. En effet, quelque diligence que fît l'infortunée, elle n'arriva à Séville que huit jours après l'exécution de son mari (1). On accusa le roi de n'avoir accordé

(1) Ayala, p. 230.

la grace du rebelle que parce qu'il savait qu'elle ne pouvait être connue à Séville assez à temps pour prévenir sa mort. A mon sentiment, cette supposition est injuste. La condamnation de Juan de La Cerda était rigoureuse peut-être, mais assurément légale. Pris les armes à la main et rebelle pour la seconde fois, pouvait-il espérer son pardon d'un prince qui l'avait comblé de ses bienfaits? Il n'avait pas même, pour excuser sa révolte, le prétexte de la jalousie qui avait déterminé la défection de don Alvar de Guzman, son beau-frère. L'arrêt de mort expédié, le roi vit à ses genoux la malheureuse doña Maria, et n'eut pas le courage de résister à ses supplications. Dès-lors, les deux ordres contradictoires étant donnés presque en même temps, le sort du prisonnier ne dépendait plus que d'une espèce de hasard, et le roi ne pouvait retirer le peu d'heures d'avance qu'avait son arbalétrier sur doña Maria Coronel. Au moins quelques jours d'espoir furent accordés à la suppliante, et il est souverainement injuste de changer en un raffinement de cruauté ce qui ne fut sans doute qu'un mouvement généreux de compassion et de clémence. Veuve à vingt ans, doña Maria se retira dans le couvent de Sainte-Claire à Séville, où elle fit profession. Elle n'en sortit qu'en 1374 pour fonder le monastère de Sainte-Inès dans la même ville, et c'est là qu'elle mourut vénérée comme une sainte.

La tradition populaire en Espagne, et surtout en Andalousie, a conservé le nom de Maria Coronel, et l'associe dans maint récit tragique à celui de don Pèdre. Par une de ces confusions si fréquentes dans les légendes héroïques, qui, transmises de bouche en bouche, s'embellissent sans cesse par des additions romanesques, l'amour du roi pour Aldonza Coronel, femme d'Alvar Perez de Guzman, a été transporté à sa sœur, doña

Maria, veuve de don Juan de La Cerda. Suivant une légende, qui est devenue de l'histoire pour les habitants de Séville, doña Maria, chaste autant que belle, repousse toujours avec indignation les hommages de don Pèdre. C'est en vain qu'elle oppose les grilles du couvent de Sainte-Claire, comme un rempart, à la passion impétueuse du tyran. Avertie que ses satellites se disposent à l'arracher du saint lieu, elle fait creuser à la hâte, dans le jardin du monastère, une large fosse, dans laquelle elle se couche, et que par son ordre on recouvre de branchages et de terre. Mais cette terre fraîchement remuée la trahirait sans doute, quand un miracle survient fort à propos. A peine est-elle descendue dans cette espèce de tombeau, que la fosse se couvre d'herbes et de fleurs, et rien ne la distingue plus du gazon d'alentour. Cependant l'amour du roi s'irrite par les obstacles. Il soupçonne que la belle veuve a trompé la vigilance de ses ministres; il vient lui-même au couvent de Sainte-Claire pour l'enlever. Cette fois, ce n'est plus un miracle, mais un stratagème héroïque qui sauve la noble matrone. Détestant cette fatale beauté, qui l'expose à d'indignes outrages, elle saisit d'une main assurée un vase rempli d'huile bouillante, et le verse sur son visage et sur sa gorge; puis, couverte d'horribles brûlures, elle se présente au roi, et le fait fuir épouvanté en lui déclarant qu'elle est atteinte de la lèpre. « Sur son corps miraculeusement conservé, dit Zuñiga, on voit encore les traces du liquide brûlant, et l'on peut à bon droit le tenir pour un corps saint (1). » J'ai rapporté longue-

(1) Zuñiga, *Anales de Sevilla*, tome II, p. 148. Le peuple raconte que Marie Coronel, poursuivie par don Pèdre dans le faubourg de Triana, se plongea la tête dans une poêle où une *Bohémienne* faisait frire des beignets. On m'a montré la maison devant laquelle avait eu lieu l'événement, et, comme

ment cette légende, inconnue aux auteurs contemporains, pour donner une idée des transformations que l'histoire de don Pèdre a subies par la tradition, et des couleurs poétiques que lui a données la vive imagination du peuple espagnol. Après le récit merveilleux, vient la simple vérité de l'histoire.

Aussitôt après la conclusion de la trêve avec l'Aragonais, don Pèdre revint à Séville pour presser la construction et l'armement d'une puissante flotte. Les insultes des corsaires catalans lui avaient fait amèrement sentir l'infériorité de sa marine, et son esprit, toujours séduit par les projets audacieux et gigantesques, aspirait à la gloire de vaincre son ennemi sur un élément où jusqu'alors il dominait sans rival. Il se proposait de porter la guerre au centre même des provinces aragonaises, d'assiéger leur capitale aussitôt qu'il lui serait permis de reprendre les hostilités. En même temps il essayait d'entraîner le prince Louis de Navarre dans une coalition contre Pierre IV, lui promettant en retour de *défier* le roi de France, son ennemi, et d'aller porter la guerre au-delà des Pyrénées (1). Au milieu de ces préparatifs et de ces négociations, c'est-à-dire au commencement de l'année 1358, doña Aldonza Coronel vint à Séville pour demander, comme avait fait sa sœur, la grace de son mari, Alvar de Guzman, réfugié en Aragon (2). D'abord elle demeura

preuve irrécusable, on m'a fait remarquer que cette maison est encore habitée par des Bohémiens, qui font la cuisine en pleine rue.

(1) Le roi de Navarre était alors prisonnier du roi de France. Le prince Louis, régent de Navarre, était en même temps sollicité par le roi d'Aragon, et faisait des deux côtés des promesses qu'il n'avait nullement l'intention de tenir. Zurita, t. II, p. 282, 284. Carbonell, p. 185.

(2) Que penser de la jalousie de don Alvar, qui envoyait sa femme solliciter à Séville le roi amoureux d'elle ?

auprès de doña Maria dans le couvent de Sainte-Claire, et quelque temps parut insensible aux marques d'amour que lui donnait don Pèdre. Vaincue à la fin, elle quitta volontairement le monastère, et accepta un logis préparé pour elle par le roi dans la tour del Oro, située au bord du Guadalquivir. Là elle eut bientôt une maison royale, une espèce de garde; chevaliers, écuyers pour la défendre au besoin; en un mot elle devint à tous les yeux la maîtresse préférée du roi de Castille. Ayala rapporte que don Pèdre, toujours excessif dans ses amours, avait commandé à l'alguazil-mayor de Séville d'obéir, comme à lui-même, aux ordres donnés pendant son absence par doña Aldonza, et transmis par les chevaliers commis à sa garde; car, suivant toute apparence, la favorite était invisible comme une sultane de l'Orient. Cependant Marie de Padilla occupait toujours dans la même ville l'Alcazar ou le château royal; elle avait sa maison de reine, sa cour, sa garde de chevaliers. Imitateur du despotisme des princes musulmans, don Pèdre tenait peut-être à honneur d'avoir, comme eux, plusieurs femmes rivales de puissance et de faste. Tandis que l'ancienne et la nouvelle maîtresse, chacune dans son château fort, semblaient se défier, les fréquentes absences du roi, que son goût pour la chasse éloignait de Séville, souvent pour plusieurs jours, pouvaient donner lieu à de graves conflits entre ces femmes jalouses qui partageaient la cour en deux camps ennemis.

Pendant une de ces absences du roi, Juan de Hinestrosa vint à Séville, de retour d'une mission en Portugal, apportant la promesse d'Alphonse IV de coopérer par l'envoi d'une escadre à l'expédition qui se préparait contre l'Aragon. Don Pèdre, qui chassait aux environs de Carmona, venait de man-

der auprès de lui doña Aldonza. Cette marque de préférence fut aussitôt interprétée comme le signal de la complète disgrace de Marie de Padilla. Hinestrosa son oncle, considéré comme le chef de sa famille, était haï par une partie de la cour. Confiants dans la faveur éclatante d'Aldonza Coronel, les ennemis des Padilla crurent sans doute prévenir les secrets desseins du prince en portant un premier coup au ministre, parent de la maîtresse délaissée. Le gouverneur de la tour del Oro, sans doute à l'instigation d'Aldonza, complice peut-être ou instrument d'une intrigue de cour, montra le blanc seing du roi à l'alguazil-mayor et le somma de faire arrêter Juan de Hinestrosa. Sur-le-champ l'ordre fut exécuté, et le même jour Diego de Padilla fut également jeté en prison. A la facilité avec laquelle ces deux hommes, naguère si puissants, tombaient du faîte des grandeurs dans un cachot, sans qu'une voix s'élevât pour les défendre, à l'obéissance aveugle que trouvaient les ordres les plus extraordinaires donnés au nom du roi, on reconnaît combien les Padilla étaient détestés, et surtout combien don Pèdre était absolu et redouté dans ses états, où deux ans auparavant il ne trouvait que des rebelles. Mais, si Marie de Padilla ne pouvait prévenir les infidélités de son amant, on vit bientôt que seule elle avait sa confiance, et qu'il était dangereux de provoquer cette reine indulgente. Instruit par elle de l'arrestation de Juan de Hinestrosa et de son neveu, le roi fit éclater son indignation. Il s'empressa de retourner à Séville auprès de Marie de Padilla et s'efforça de rassurer ses parents par de nouvelles faveurs. Quant à doña Aldonza, brusquement abandonnée à Carmona, elle fut bientôt obligée d'aller cacher sa honte dans le couvent de Sainte-Claire, où sa vie s'acheva, dit-on, dans le repentir. Il ne paraît

pas que l'alguazil-mayor ait ressenti quelque effet de la colère du roi. Il n'était coupable que par l'excès de son obéissance, et c'est une faute que les despotes pardonnent facilement (1).

(1) Ayala, p. 234. Quelque étrange que puisse paraître cette anecdote, je n'ai point hésité à la rapporter sur l'autorité d'Ayala, qui fut peut-être témoin de cette intrigue de palais. En effet, il était probablement alors à Séville, d'où nous le verrons bientôt partir avec la flotte du roi. Il est remarquable que Zuñiga ait gardé le silence sur cet événement, après avoir donné place aux contes populaires sur Maria Coronel. V. *Anal. de Sevilla*, année 1358.

XI.

VENGEANCES DE DON PÈDRE. — 1358.

I.

A la haine implacable que don Pèdre renfermait dans son cœur contre les riches-hommes qui avaient joué un rôle dans la ligue, se joignaient des soupçons incessants contre tout ce qui l'entourait, méfiance excusable, trop bien justifiée peut-être après une si triste épreuve de l'inconstance de ses sujets. Le traité conclu à Pina entre le roi d'Aragon et don Henri, surtout la clause qui prévoyait et supposait en quelque sorte la trahison de don Fadrique, n'avaient pu lui demeurer longtemps inconnus. D'un autre côté, la récente défection de l'infant don Fernand, celle de Gomez Carrillo, la rébellion de don Juan de La Cerda et d'Alvar de Guzman, lui semblaient autant de preuves d'une immense conjuration ourdie contre son autorité et sa vie même par des ennemis que ses bienfaits n'avaient pu séduire, ni ses rigueurs intimider. Un instant, dans la dernière campagne d'Aragon, il avait vu réunis autour de sa bannière don Fadrique, don Tello et l'infant don Juan. On dit que dès-lors il avait conçu le projet de les faire périr

tous les trois (1); mais le voisinage de l'armée aragonaise, et le grand nombre de vassaux dévoués que les jeunes princes menaient à leur suite, l'avaient obligé d'ajourner l'exécution de ses desseins sinistres. Cependant ces hommes qu'il abhorrait venaient de faire preuve de zèle à son service. Don Fadrique s'était signalé à l'assaut de Tarazona; mais en présence des chevaliers de son ordre, placé entre la crainte de passer pour un lâche et la nécessité de se montrer soldat fidèle, il n'avait pu se dispenser de combattre, et sa bravoure ne paraissait qu'un calcul pour préparer sa défection. Don Tello avait amené de puissants renforts à l'armée castillanne; mais à son affectation de ne paraître qu'entouré de ses fidèles Biscaïens, à la défiance injurieuse qu'il ne prenait pas la peine de cacher, le roi croyait surprendre l'aveu de projets coupables, et attribuait son arrivée sur le théâtre de la guerre plutôt au désir d'épier une occasion pour le trahir qu'à un dévouement sincère pour sa personne. D'ailleurs, don Tello n'avait-il pas fait assassiner tout récemment Juan de Avendaño, émissaire secret de don Pèdre en Biscaïe? N'avait-il pas, ainsi que don Fadrique, conseillé de rendre Tarazona au roi d'Aragon? Comment espérer que les fils de Léonor se feraient la guerre entre eux, ou qu'ils oublieraient leur mère assassinée, leurs amis massacrés à Toro? En un mot, que ses frères fussent animés de sentiments généreux ou entraînés par une ambition coupable, don Pèdre ne voyait en eux que des ennemis. Sa propre haine lui révélait celle qu'il devait leur inspirer.

Cependant, fidèle à ses habitudes de dissimulation, il leur

(1) Ayala, p. 231.

cachait avec soin ses inquiétudes, et don Fadrique particulièrement semblait jouir auprès de lui de la plus haute faveur. Il avait un commandement très important sur la frontière de Murcie, et le roi lui avait laissé ses pleins pouvoirs pour la solution des difficultés pendantes entre la Castille et l'Aragon au sujet de la fixation des limites. De son côté, don Fadrique affectait un entier dévouement à son frère, et ne perdait aucune occasion d'en faire montre. Le château de Jumilla, sur le territoire contesté entre les royaumes de Murcie et de Valence, avait été occupé par un riche-homme aragonais qui s'en prétendait propriétaire, tandis que les plénipotentiaires castillans réclamaient cette forteresse comme comprise dans les domaines de leur maître (1). Sans attendre l'issue des négociations fort actives à ce sujet, don Fadrique s'empara de Jumilla par un coup de main et y fit arborer la bannière de Castille. Don Pèdre ne se trompa point sur le motif qui avait poussé le maître de Saint-Jacques à cet acte d'hostilité, et n'hésita pas à l'attribuer aux intrigues du comte de Trastamare intéressé à rompre la trêve. D'ailleurs, don Fadrique était entouré d'espions, et, tandis qu'il paraissait tout sacrifier pour plaire au roi, on découvrit qu'il correspondait secrètement avec don Henri et le roi d'Aragon. Gonzalo Mexia, commandeur de Saint-Jacques, était leur intermédiaire, et, vers la fin de l'année 1357, il était parti de Cariñena chargé d'un message mystérieux pour le Maître (2). C'était à la suite d'une conférence

(1) Carbonell, p. 186. — *Arch. gen. de Ar.* Voir plusieurs lettres de Pierre IV au sujet de ses droits sur cette place, notamment sa consultation au docteur En Ramon Castellan, reg. 1394, p. 89, 31 et suiv.

(2) V. passeport accordé à Gonzalo Mexia par le roi d'Aragon pour aller, de la part du comte de Trastamare, conférer avec le maître de Saint-Jacques

avec le commandeur que don Fadrique avait pris Jumilla. Don Pèdre, toujours vivement irrité contre le roi d'Aragon, accusant d'ailleurs la partialité du légat, était bien résolu à rompre la trêve et à reprendre les armes; mais, avant de s'engager dans une guerre étrangère, il voulut d'abord déraciner autour de lui la guerre civile.

Dans ce dessein, il s'ouvrit à l'infant d'Aragon don Juan, prince faible et méchant, pour lequel il avait autant de mépris que d'aversion; mais il le regardait comme un instrument maniable, et c'était à ses yeux le dernier raffinement de la politique que d'armer ses ennemis les uns contre les autres. Le 29 mai 1358, le roi, instruit de l'arrivée du maître de Saint-Jacques qu'il venait de mander à Séville, fit venir de grand matin dans son palais l'infant don Juan et Diego Perez Sarmiento, adelantade de Castille. Là, dans son cabinet, leur ayant présenté un crucifix et les Évangiles, il leur fit prêter d'abord le serment de garder un secret inviolable sur ce qu'il allait leur découvrir. Puis, s'adressant à l'infant, il lui tint ce discours : « Cousin, vous savez et je sais aussi que le maître de Saint-Jacques, don Fadrique mon frère, vous veut du mal et vous le lui rendez. J'ai des preuves qu'il me trahit, et aujourd'hui je veux le tuer. Je vous demande de m'aider, et ce faisant vous me rendrez service. Lui mort, je pars aussitôt pour la Biscaïe, où je compte traiter de même don Tello. Alors je vous donnerai sa terre de Biscaïe et de Lara; car, marié, comme vous l'êtes, avec doña Isabel, fille de don Juan Nuñez

de *certaines affaires*, valable pour une ou plusieurs fois, *iendo o viniendo por unas ò muitas vegadas del dito Conde al dito Maestre, et del dito Maestre al dito Conde*. Cariñena, 28 décembre 1357. *Arch. gen. de Aragon*, reg. 1543, p. 5 verso. V. Appendice B.

de Lara, ce riche domaine vous revient de plein droit. » Sans se montrer surpris de cette horrible franchise, et ne pensant qu'à l'immense fortune qu'il avait toujours convoitée, l'infant répondit avec empressement : « Sire, je me tiens pour obligé de votre confiance à me révéler vos secrets desseins. Il est vrai que je hais le maître de Saint-Jacques et ses frères. Eux me haïssent pour l'amour que je vous porte. C'est pourquoi je suis content d'apprendre que vous avez résolu de vous défaire du Maître. Si c'est votre plaisir, moi-même je le tuerai. » Alors le roi : « Cousin infant, dit-il, je vous remercie, et vous prie de faire ainsi que vous dites. » Perez Sarmiento, indigné de la bassesse de l'infant, interrompit d'un ton sévère. « Monseigneur, dit-il à don Juan, réjouissez-vous de la justice que va faire notre sire le roi, mais croyez qu'il ne manquera pas d'arbalétriers pour dépêcher le Maître. » Ces paroles déplurent à don Pèdre qui, dans la suite, ne les oublia point.

Quelques heures après cette conversation, don Fadrique entrait à Séville, venant de Jumilla. On dit qu'en dehors des portes un clerc, aposté peut-être par Sarmiento, l'avertit en termes mystérieux qu'un grand danger le menaçait; mais le Maître ne tint compte de ses paroles, ou peut-être n'en comprit-il pas le sens (1). Traversant la ville sans s'arrêter, il entra dans l'Alcazar avec une suite nombreuse de chevaliers de son ordre et de gentilshommes de sa maison. Il trouva le roi jouant aux dames avec un de ses courtisans. Déjà passé maître dans l'art de feindre, don Pèdre reçut don Fadrique d'un air ouvert, le sourire sur les lèvres, et lui donna sa main à baiser.

(1) *Romances sobre el rey D. Pedro.* — Rades, *Hist. del Ord. de Santiago*, p. 48. — *Hist. de Murcia*, p. 123. — Ayala ne parle pas de cette circonstance. Voir Appendice C.

Puis, interrompant son jeu, il lui demanda quelle avait été sa dernière étape et s'il était content de son logis à Séville? Le Maître répondit qu'il venait de faire une traite de cinq lieues, et que, dans son empressement à présenter ses hommages au roi, il ne s'était pas encore enquis de son logement. « Eh bien! dit don Pèdre, qui voyait don Fadrique fort accompagné, occupez-vous d'abord de votre logis, puis vous reviendrez me voir. » Et après lui avoir fait un signe d'adieu amical, il se remit à son jeu. En quittant le roi, don Fadrique passa chez Marie de Padilla, qui occupait avec ses filles un appartement dans l'Alcazar. C'était une espèce de harem, avec son étiquette tout orientale. En ce moment il dut congédier les chevaliers de sa suite, et entra seul avec Diego de Padilla, maître de Calatrava, qui, ne sachant rien de ce qui se tramait, était venu à sa rencontre, pour lui faire honneur, comme à son collègue. La favorite, douce et bonne, reçut don Fadrique les larmes aux yeux, et montra tant de tristesse à sa vue qu'il en fut un peu surpris, bien éloigné cependant de soupçonner la cause de l'émotion extraordinaire causée par sa présence. Seule avec l'infant et Perez Sarmiento, elle connaissait les desseins du roi et avait essayé vainement de le fléchir. Après avoir embrassé les filles de Marie, qu'il nommait ses nièces, le maître de Saint-Jacques descendit dans la cour de l'Alcazar, où il comptait retrouver ses gens et sa monture; mais les portiers avaient reçu l'ordre de faire évacuer la cour et de fermer les portes. Persuadé que cette consigne ne pouvait le regarder, il demandait qu'on fît avancer sa mule, lorsqu'un de ses chevaliers, nommé Suero Gutierrez, remarquant dans tout le château un mouvement inaccoutumé, s'approcha de lui. « Monseigneur, dit-il, la poterne est ouverte, sortez! Une fois hors

de l'Alcazar, les mules ne vous manqueront pas. » Comme il le pressait, survinrent deux chevaliers de l'hôtel, qui avertirent don Fadrique que le roi le demandait. Il obéit aussitôt et se dirigea vers l'appartement du roi, qui occupait alors un des bâtiments compris dans l'enceinte de l'Alcazar, et qu'on nommait le palais de fer (1). A la porte se tenait Pero Lopez Padilla, chef des arbalétriers à masse de la garde, avec quatre de ses gens. Don Fadrique, toujours accompagné du maître de Calatrava, heurta à la porte. Un seul des battants s'ouvrit, e l'on entrevit le roi, qui cria aussitôt : « Pero Lopez ! arrêtez le Maître ! — Lequel des deux, sire? demanda l'officier, hésitant entre don Fadrique et don Diego de Padilla. — Le maître de Saint-Jacques ! » répondit le roi d'une voix tonnante. Aussitôt Pero Lopez, saisissant le bras de don Fadrique, lui dit : « Vous êtes mon prisonnier. » Don Fadrique, atterré, ne faisait aucune résistance, lorsque le roi cria : « Arbalétriers, tuez le maître de Saint-Jacques! » Un instant, la surprise, le respect pour la croix rouge de Saint-Jacques, tinrent ces hommes immobiles. Alors un des chevaliers de l'hôtel, s'avançant à la porte : « Traîtres ! que faites-vous? dit-il ; n'entendez-vous pas que le roi vous commande de tuer le Maître? » Les arbalétriers levaient la masse, lorsque don Fadrique, se dégageant avec vigueur de l'étreinte de Pero Lopez, s'élança dans la cour et voulut se mettre en défense. Mais la croisée de son épée, qu'il portait sous le grand manteau de son ordre, s'était engagée dans le ceinturon et il ne pouvait dégaîner. Poursuivi par les arbalétriers, il courait çà et là par la cour, évitant leurs coups et ne pouvant parvenir à tirer son épée. Enfin un des gardes

(1) Ou de stuc. Les manuscrits offrent cette variante : *hierro* ou *yeso*.

du roi, nommé Nuño Fernandez, l'atteignit d'un coup de masse à la tête et l'abattit. Ses trois compagnons le frappèrent aussitôt à coups redoublés. Il était étendu par terre et baigné dans son sang lorsque don Pèdre descendit dans la cour, cherchant de l'œil quelques-uns des chevaliers de Saint-Jacques qu'il avait résolu de faire périr avec leur chef. Mais on a vu que, pendant que don Fadrique rendait visite à Marie de Padilla, les portiers avaient fait vider la cour à toute sa suite. Il n'y restait plus que le premier écuyer du Maître, Sancho Ruiz de Villegas, qui, en apercevant le roi, se précipita dans l'appartement de Marie de Padilla et saisit entre ses bras l'aînée de ses filles, cherchant à s'en faire une sauve-garde contre les meurtriers. Don Pèdre, qui le suivait la dague au poing, lui fit arracher l'enfant et lui donna le premier coup; puis, un de ses courtisans, ennemi particulier de Sancho de Villegas, l'acheva sur la place. Laissant la chambre de sa maîtresse inondée de sang, le roi redescendit dans la cour et s'approcha du Maître, qu'il trouva gisant à terre, immobile, mais respirant encore. Il tira son poignard et le remit à un esclave africain (1) pour donner le coup de grace au moribond. Alors,

(1) *Un Moro de su cámara*, Ayala. — M. Llaguno a préféré la leçon *mozo de su cámara*, un page de sa chambre, fournie par quelques manuscrits. Mais l'*Abrégée* et les meilleures copies donnent *Moro*. Il me paraît vraisemblable que don Pèdre, comme tous les despotes, aimât à s'entourer de serviteurs étrangers. On verra plus tard qu'il donna le commandement des arbalétriers de sa garde à un Géorgien. Malgré les détails circonstanciés que rapporte Ayala sur cet événement, on n'est point d'accord, parmi les antiquaires de Séville, sur le lieu précis où fut tué don Fadrique. Suivant la tradition conservée par les portiers de l'Alcazar, le Maître aurait été assassiné dans la salle des *azulejos* (mosaïques en faïence). On y montre encore les traces de son sang comme on montrait à Blois le sang du duc de Guise. Ayala dit positivement

assuré de sa vengeance, il passa dans une salle à deux pas du cadavre de son frère et se mit à table (1).

Don Pèdre pouvait manger devant son ennemi mort; mais ses repas ne ressemblaient pas à ceux de Vitellius. Il lui fallait prendre des forces, car il avait de rudes fatigues à soutenir. Un moment après, il était à cheval courant vers le nord. Cependant il avait eu le temps de dépêcher des arbalétriers aux principaux partisans de don Fadrique. A Cordoue, à Salamanque, à Mora, à Toro, à Villarejo, ces messagers de mort allaient exécuter ponctuellement leurs ordres terribles. L'heure de la vengeance avait sonné, et l'implacable mémoire de don Pèdre allait punir toutes les offenses qu'il avait dissimulées jusqu'alors. Il n'avait oublié ni Alphonse Tenorio, qui avait tiré l'épée en sa présence aux conférences de Toro (2), ni Lope de Bendaña, ce commandeur de Saint-Jacques qui l'avait joué lorsqu'il vint aux portes de Segura (3). Ce furent ses plus illustres victimes. Les autres, agents plus ou moins obscurs de don Fadrique ou du comte de Trastamare, étaient les intermédiaires de leur correspondance avec les mécontents des principales villes de Castille. Don Juan d'Aragon, se croyant déjà sûr d'obtenir la seigneurie de Biscaïe, avait résigné entre les mains du roi la charge d'adelantade de la frontière, qui fut aussitôt conférée à Enrique Enriquez, alguazil-mayor de Séville. Garci Gutier Tello, chevalier d'une naissance illustre,

que le Maître fut tué dans la cour, et que don Pèdre dîna dans la salle des *azulejos*.

(1) Ayala, p. 237, 243.

(2) V. p. 974.

(3) V. p 969.

remplaça ce dernier dans les fonctions difficiles de magistrat suprême de la plus grande ville du royaume. Les ordres de mort, les brevets d'investiture étaient expédiés d'avance et ne retinrent pas don Pèdre un instant à Séville. Sept jours lui suffirent pour se rendre à Aguilar del Campo, dans le royaume de Léon (1), où il espérait surprendre don Tello, son frère, avant que le bruit de la mort de don Fadrique l'eût obligé à se mettre sur ses gardes. Une diligence aussi extraordinaire à cette époque suppose des relais commandés, et prouve suffisamment que la mort du maître de Saint-Jacques n'était que le début d'un vaste plan, longuement médité et préparé avec une singulière prévoyance. Il s'agissait pour don Pèdre de fonder le despotisme royal sur les ruines du pouvoir aristocratique; depuis long-temps il n'avait pas d'autre pensée. Un hasard sauva don Tello. Il était à la chasse lorsque le roi, entrant dans Aguilar, fut reconnu par un écuyer qui courut aussitôt prévenir son maître. Don Tello s'enfuit à toute bride sans regarder derrière lui. Arrivé en Biscaïe, il n'essaya point de soulever cette province, où deux ans auparavant il avait victorieusement repoussé les forces du roi; il ne s'arrêta pas un instant pour réunir ses vassaux ou leur donner des ordres; il ne songeai qu'à mettre la mer entre son frère et lui. Le 7 juin, il s'embarquait à Bermeo dans une chaloupe pour gagner Bayonne. Peu d'heures après, don Pèdre entrait à Bermeo, et, se jetan dans le premier navire qu'il trouva, il lui donna la chasse jusqu'à la hauteur de Lequeitio. Là, les vents contraires et la mer menaçante l'obligèrent de renoncer à la poursuite. Moins

(1) Ayala, p 243.

heureuse que son mari, doña Juana de Lara, femme de don Tello, était demeurée prisonnière dans le château d'Aguilar (1).

On a quelque peine à s'expliquer la conduite des Biscaïens à l'arrivée du roi. Pas une épée ne sortit du fourreau pour défendre les droits de l'héritier de Lara, et ces hardis montagnards, qui naguère se levaient en masse pour repousser l'invasion d'une armée castillanne, semblent avoir accueilli sans opposition, bien plus, avec allégresse, don Pèdre poursuivant leur seigneur à la tête de quelques arbalétriers. Sans doute le gouvernement de don Tello avait indisposé le peuple basque, si jaloux de ses antiques libertés. Cet Avendaño, qui d'abord avait conduit ses compatriotes contre les troupes du roi, et qui, depuis, avait péri assassiné par ordre de don Tello, paraît avoir été l'ame de cette résistance énergique. On doit voir en lui un de ces grands citoyens, un de ces chefs nationaux, à peine connus hors de leur province, mais qui, représentants des intérêts populaires, exercent sur leurs compatriotes une autorité sans limites. La dernière guerre civile de l'Espagne a montré tout le pouvoir de tels chefs. En s'attachant Avendaño, don Pèdre avait préparé la conquête de la Biscaïe. Maintenant il se présentait comme son vengeur, et c'est pourquoi il fut reçu à bras ouverts. Son premier soin fut de s'entourer des principaux citoyens de la seigneurie de Biscaïe. Présents, flatteries, promesses, le roi n'épargna rien pour les gagner. Le moyen le plus sûr, celui qu'il mit habilement en usage, fut d'affecter le plus grand respect pour leur indépendance. Aussi publiait-il qu'après avoir délivré les Biscaïens d'un seigneur qui les op-

(1) Ayala, p. 243 et suiv.

primait, il laissait à l'assemblée nationale le soin d'en élire un nouveau. Cependant, de tous côtés il mande les députés de la province, et, comédien d'autant plus habile que le rôle qu'il jouait n'était pas entièrement feint, il se montre à leurs yeux comme le vengeur du peuple et l'ennemi des tyrans féodaux dont il a déjà tant réduit la puissance. Un jeune prince rempli d'ardeur et de feu, causant familièrement de ses projets avec ces libres montagnards, gagna facilement leur confiance. D'un autre côté, don Juan d'Aragon, qui suivait le roi depuis Séville, leurré par ses promesses, réclamait hautement la seigneurie de Biscaïe et le pressait de faire reconnaître ses droits. Le roi, prodigue de serments, lui répétait qu'il n'était venu à autre intention, et l'assurait que le consentement de la diète n'était qu'une vaine formalité, et qu'il était certain de l'obtenir. Il convoque aussitôt les députés biscaïens à Guernica et se rend lui-même à cette réunion, toujours tenue en plein air, selon une coutume antique, sous un arbre, objet d'une vénération presque superstitieuse pour les habitants de la Biscaïe (1). Là, le roi, dans un discours étudié, reconnaissant d'abord l'indépendance absolue de la diète, l'entretint des droits que don Juan tenait de sa femme, seconde fille de Nuñez de Lara, et son héritière depuis la déchéance de don Tello et de doña Juana. Il conclut en demandant aux députés s'ils voulaient reconnaître don Juan pour leur seigneur. A peine eut-il achevé qu'un cri s'élève : « Jamais la Biscaïe n'aura d'autre seigneur que le roi de Castille. Nous n'en voulons point

(1) Dans la dernière guerre civile, les troupes de la reine, chaque fois qu'elles entraient à Guernica, coupaient le peuplier autour duquel se réunissaient les députés des trois provinces, et autant de fois les Basques en replantaient un autre dès que l'ennemi s'était éloigné.

d'autre! » Ce cri poussé par dix mille voix était l'expression de l'orgueil et du bon sens national. Puisqu'il fallait avoir un seigneur, les Basques voulaient que ce seigneur ne fût le vassal de personne (1). Don Pèdre, affectant la surprise, remercia l'assemblée, et, sans s'expliquer sur l'offre qu'on lui faisait, témoigna combien il était flatté d'un hommage auquel il était loin de s'attendre. Mais l'infant commençait à s'apercevoir qu'il était pris pour dupe. Il éclatait en reproches. Pour l'apaiser, le roi lui promit de tenter un nouvel effort. « A Guernica, dit-il, l'assemblée réunie à la hâte n'a fait entendre que le vœu de quelques cantons. A Bilbao, la principale ville de la seigneurie, j'obtiendrai plus facilement que les Biscaïens vous rendent hommage. D'après les priviléges de la province, c'est dans cette capitale seulement que la reconnaissance du seigneur doit avoir lieu (2). »

Quinze jours s'étaient écoulés depuis la mort de don Fadrique, six depuis la fuite de don Tello, et déjà don Pèdre, sans armée, était maître de toute la Biscaïe. Le lendemain de son

(1) Selon la tradition reçue en Biscaïe, la seigneurie aurait été gouvernée par la même famille depuis le neuvième siècle jusqu'au quatorzième. Lope de Zuria, qui avait défendu avec succès la province contre Alfonse, roi de Léon, fut élu seigneur en 860. Sa race s'éteignit avec doña Juana de Lara, femme de don Tello. On dit que Lope de Zuria fut le premier des seigneurs de Biscaïe qui prêta solennellement le serment d'observer les franchises du pays. Un des premiers articles est celui-ci : « Tout ordre du roi ou du seigneur qui sera ou pourrait être contraire aux franchises de la Biscaïe, *sera obéi et non accompli.* » C'est une fiction constitutionnelle comme ce texte de la *Magna Charta : The king cannot be wrong.*

(2) D'après les usages de Biscaïe, le seigneur devait prêter serment de garder les priviléges, 1° entre les mains de la municipalité (*regimiento*) de Bilbao; 2° dans l'église de Saint-Emeterio de la même ville; 3° sous l'arbre de Guernica; 4° enfin, dans l'église de Sainte-Euphémie à Bermeo.

arrivée à Bilbao, il mande l'infant, qui se rend à son palais suivi de deux ou trois écuyers que l'étiquette arrêtait à la porte de la chambre du roi. L'infant n'avait point d'épée, mais seulement une dague à la ceinture. Quelques courtisans l'entourent, et, comme en plaisantant, examinent son arme et la lui enlèvent. Tout à coup un chambellan le saisit à bras le corps, et en même temps un arbalétrier de la garde, Juan Diente, un de ceux qui avaient tué don Fadrique, lui assène par derrière un coup de masse sur la tête. Étourdi du coup, don Juan se dégage, et, tout chancelant, s'approche de Hinestrosa, qui lui présente la pointe de son épée et lui crie de ne pas avancer. Alors les arbalétriers, redoublant leurs coups, le renversent et l'assomment. La place devant le palais était remplie de peuple. Une fenêtre s'ouvre et l'on jette le cadavre au milieu de la foule en criant : « Biscaïens, voilà celui qui se prétendait votre seigneur! » Et la foule trouva que le roi avait fait justice et qu'il savait défendre les franchises de la Biscaïe (1).

III.

A peine l'infant avait-il rendu le dernier soupir que Juan de Hinestrosa montait à cheval et partait pour Roa, ville que le roi, pendant sa captivité à Toro, avait cédée à sa tante, la reine douairière d'Aragon. Elle ignorait la mort de son fils don Juan et vivait sans défiance avec sa bru doña Isabel de Lara, lorsque Hinestrosa, s'étant fait remettre au nom du roi les clés de la ville, se présenta devant elle et s'assura de sa personne. Le lendemain, don Pèdre, qui le suivait de près, arriva de Bilbao pour ordonner que les deux princesses fus-

(1) Ayala, p. 244 et suiv.

sent transférées au château de Castrojeriz qu'il avait donné en apanage à Hinestrosa. Le dévouement du châtelain lui répondait que ses prisonnières ne lui échapperaient pas. De Roa, le roi se rendit à Burgos, où il demeura quelques jours, pendant que du nord et du midi ses arbalétriers lui apportaient, pendues à l'arçon de leurs selles, les têtes des chevaliers qu'il avait proscrits en quittant Séville (1). Nul autre que don Tello n'avait échappé à sa vengeance. Cependant elle n'était pas assouvie encore, et il se préparait à partir pour Valladolid, rêvant de nouvelles exécutions, lorsqu'il apprit que le comte de Trastamare, sur la nouvelle de la mort de son frère, avait commencé les hostilités dans la province de Soria (2). D'un autre côté, l'infant don Fernand, qui occupait Alicante et Orihuela, faisait des courses jusque dans la plaine de Murcie (3). Malgré l'inexécution des articles signés à Tudela, la trêve entre la Castille et l'Aragon n'avait pas été dénoncée, et la prise de Jumilla par le maître de Saint-Jacques n'avait pas encore été suivie de représailles. Les incursions de don Fernand et de don Henri, exécutées sans l'autorisation de Pierre IV, étaient comme un défi jeté par eux au meurtrier de leurs frères. Don Pèdre, quittant Burgos à la hâte, se porta de sa personne vers la frontière de Soria; mais déjà le Comte, après avoir brûlé quelques villages, était rentré en Aragon à la première démonstration de résistance qu'il avait rencontrée. Dans le royaume de Murcie, don Fernand n'avait pas obtenu plus de succès, et, après une attaque inutile contre Carthagène, il s'était retiré avec quelque butin, emmenant des Maures et des Juifs, qu'on vendait comme esclaves lorsqu'on n'en pouvait

(1) Ayala, p. 247.

(2) *Ibid.*, p. 248.

(3) *Ibid.*, *ibid.* — Carbonell, p. 186 et suiv.

tirer rançon. Le roi, après avoir écrit à Pierre IV pour se plaindre de l'invasion de don Henri et de la rupture de la trêve (1), laissa quelques troupes en observation sur la frontière et revint à Séville pour achever l'armement de sa flotte. Contrairement aux usages diplomatiques de l'époque, ce fut un simple arbalétrier de sa garde qu'il chargea de porter sa lettre au roi d'Aragon, et cet oubli des formes paraît avoir vivement offensé ce dernier. Après avoir répondu par d'amères récriminations, il envoya au roi de Castille un cartel chevaleresque, le défiant à un combat en champ clos, vingt contre vingt ou cent contre cent, car « ce n'est pas raison, disait-il, que des rois combattent seuls (2). » Suivant Tomich, auteur catalan fort exact, Pierre IV, petit et faible de corps, redoutant la force et l'adresse de don Pèdre, aurait chargé Bernard Galceran de Pinos, chevalier aragonais, célèbre par ses prouesses et sa vigueur, de défier son rival par devant le pape. Avec un tel second, Pierre IV se croyait invincible. Galceran habitait alors Avignon, banni de Barcelone pour un meurtre. Acceptant avec joie cette mission honorable, il vint porter au saint-père son gage de bataille, et plusieurs jours de suite fit proclamer que son maître accusait le roi de Castille de trahison et le défiait au combat avec tel second qu'il voudrait choisir (3). Quelle que fût la forme du cartel, don Pèdre n'en tint compte; c'était à la tête d'une puissante armée qu'il voulait se présenter devant son adversaire.

(1) *Arch. gen. de Ar. Autografos.* Almazan, 10 juillet, ère 1396 (1358).

(2) Zurita, p. 289.

(3) Zurita, p. 289, verso. Les Mémoires de Pierre IV (dans Carbonell) ne mentionnent pas cette anecdote, à laquelle Zurita paraît ajouter créance. Elle est rapportée également par Abarca, *Anal. de Ar.*, l. XXIV, cap. 7, § 11.

XII.

EXPÉDITIONS MARITIMES CONTRE L'ARAGON. — 1358-1359.

I.

Au commencement de l'été de 1358, douze galères castillannes étaient dans le Guadalquivir prêtes à prendre la mer. Avec cette petite flotte, renforcée de six galères génoises à sa solde, don Pèdre cingla vers les côtes de Valence, pendant qu'un corps de six cents hommes d'armes partant de Murcie s'avançait pour soutenir ses opérations. Arrivé en vue de Guardamar, ville appartenant à l'infant d'Aragon, le roi débarqua ses équipages, et les ayant réunis à ses troupes de terre, exactes au rendez-vous, il fit donner l'assaut avec beaucoup de vigueur. Les assiégés, chassés de l'enceinte extérieure par une grêle de flèches, se réfugièrent dans le donjon, où ils tinrent ferme. Pendant que le roi, poursuivant son premier succès, se préparait à les forcer, une bourrasque soudaine s'éleva et poussa ses navires à la côte. Privés d'une partie de leurs équipages et hors d'état de manœuvrer, la plupart allèrent se briser sur la plage. Deux galères seulement, une castillanne et une génoise, parvinrent à gagner le port de Carthagène. Don

Pèdre, perdant avec sa flotte son matériel de siége, et désespérant d'enlever d'assaut le donjon, se retira sur Murcie, mais ce ne fut pas sans avoir déchargé sa fureur sur la ville de Guardamar, qu'il livra aux flammes (1). Les revers irritaient cette ame énergique au lieu de l'abattre. Sur le rivage couvert de ses débris, il rêvait une plus puissante expédition et dictait au bruit de la tempête des ordres pour l'armement d'une nouvelle flotte. Il commanda qu'on fît à Séville de grands approvisionnements de bois; il pressa les rois de Portugal et de Grenade de lui fournir des vaissaux, enfin il écrivit aux conseils des villes maritimes de Galice, des Asturies et de Biscaïe, pour qu'on mît embargo sur tous les navires en état de tenir la mer, et qu'on les lui envoyât à Séville (2). Dans l'espace de moins de six mois, il prétendait y réunir la flotte la plus considérable qu'on eût vue dans aucun port de l'Espagne. En attendant, quelques courses dans le royaume de Valence, le siége de plusieurs forteresses, entre autres de Monteagudo, qu'il enleva à don Tello son frère (3), occupèrent son activité et trompèrent son impatience jusqu'à l'entrée de l'hiver. Alors il revint à Séville, où sa présence donna une activité nouvelle aux préparatifs maritimes. Chaque jour il visitait les arsenaux, inspectait les navires, exerçait la chiourme. Il prodiguait l'or et n'épargnait rien pour exciter l'ardeur des ouvriers et des matelots.

Malgré les petites expéditions dont je viens de parler, les négociations n'étaient pas entièrement interrompues, et même, suivant les casuistes politiques du moyen-âge, la trêve de Tu-

(1) Ayala, p. 249.

(2) *Ibid.*, p. 250, 251.

(3) *Ibid.*, p. 252.

dela pouvait être considérée comme existant encore, les hostilités n'ayant eu lieu qu'entre don Pèdre et ses ennemis particuliers le comte de Trastamare et l'infant don Fernand. Mais le roi d'Aragon voulut prendre sa revanche de l'incendie de Guardamar. Au mois de mars 1359, il entra en Castille avec une armée nombreuse, brûla la ville de Haro et fit mine d'assiéger Médina-Celi (1). Après cette incursion de quelques jours, alarmé des grands armements qui se faisaient à Séville, il revint précipitamment en Aragon, et ne s'occupa plus que de mettre en état de défense les côtes de Catalogne et de Valence.

II.

Au moment où la flotte castillanne, parfaitement armée, se préparait à quitter le Guadalquivir, le cardinal Gui de Boulogne arriva en Espagne avec une mission du saint-père. Il venait renouveler les tentatives d'intervention pacifique où avait échoué son prédécesseur, le cardinal Guillaume. Instruit que don Pèdre reprochait à ce dernier sa hauteur, et surtout sa partialité pour l'Aragonais, il crut être plus heureux en affectant de suivre une tout autre politique, et débuta par caresser cet orgueil si facilement irritable. « Le pape, dit-il à don Pèdre, regarde le roi de Castille comme le bouclier de toute la chrétienté, et gémit de le voir tourner ses armes contre un prince catholique au lieu d'imiter ses glorieux ancêtres qui ont si vaillamment combattu contre les ennemis de la foi. Le saint-père regrette de ne pouvoir venir en personne terminer une guerre si cruelle et si nuisible à la religion (2). »

(1) Zurita, t. II, p. 291.

(2) Ayala, p. 256.

Quelle que fût son impatience d'entrer en campagne, don Pèdre ne se montra pas insensible à ces flatteries adroites. Il vint recevoir le légat à la frontière, dans la ville d'Almazan, et lui fit l'accueil le plus gracieux. Néanmoins, loin de rabattre quelque chose de ses prétentions, il les éleva encore. Il demandait toujours la remise de Perellòs et l'expulsion des émigrés castillans, parmi lesquels il comptait maintenant don Fernand, le frère du roi d'Aragon. En outre, il réclamait les places d'Alicante et d'Orihuela, ainsi que quelques autres forteresses, se fondant sur ce qu'elles avaient fait autrefois partie du royaume de Murcie et sur ce qu'elles lui avaient été cédées ou vendues, lors du traité de Toro, par don Fernand qui alors en était le seigneur. Enfin et pour dernière condition, il exigeait que le roi d'Aragon lui payât les frais de la guerre estimés par lui à cinq cent mille florins.

Sans se récrier contre l'exagération de ces demandes, le légat, satisfait d'avoir retardé par sa seule présence l'invasion imminente des Castillans, transmit aussitôt à Pierre IV les propositions qu'il venait de recevoir. De ce côté, le cardinal ne rencontrait pas une moindre obstination. L'Aragonais, protestant contre toute cession de territoire, niait absolument les droits allégués par don Pèdre sur les places du royaume de Valence; cependant, dans son amour pour la paix, il voulait bien, disait-il, s'en rapporter sur ce point à la décision du saint-siége, et provisoirement il chargea un docteur de plaider sa cause par devant le légat. Quant à livrer son vassal Perellòs, sur une simple accusation, à la justice d'un prince étranger, l'honneur de sa couronne le lui interdisait; seulement il renouvelait la promesse de le faire juger, et, dans le cas où ses tribunaux le trouveraient coupable, il offrait de le

remettre aux mains du monarque offensé. Ses refus étaient encore plus péremptoires au sujet des indemnités réclamées par le roi de Castille, l'agresseur, selon lui, n'étant pas fondé à mettre les dépenses de la guerre à la charge de celui qui avait repoussé une invasion injuste. Le seul point sur lequel Pierre IV se montrait facile était l'expulsion des émigrés castillans, et il semblait avoir oublié ses conventions récentes avec le comte de Trastamare. Toutefois il faisait une réserve à l'égard de l'infant don Fernand, qui, prince aragonais et héritier éventuel de sa couronne, ne pouvait en aucune façon être assimilé aux autres réfugiés sujets de don Pèdre (1).

Entre des prétentions si opposées, le légat prévit que le débat serait long et obstiné; aussi son premier soin fut de demander aux deux princes une trêve d'un an au moins pour examiner à loisir les pièces de ce grand procès, recevoir les avis du saint-siége et régler les choses suivant l'équité. A cette proposition, don Pèdre s'écria qu'il serait insensé d'accorder une trêve au moment où sa flotte, armée avec des dépenses énormes, était prête à mettre à la voile, et lorsque ses troupes se trouvaient déjà réunies, soldées et sur le point de passer la frontière. Tout ce qu'il pouvait accorder par esprit de conciliation, et en témoignage de sa déférence pour l'envoyé du saint-père, c'était de réduire ses demandes à la remise des places contestées et à l'éloignement immédiat des émigrés castillans. Sur ces deux points il serait toujours inflexible.

L'Aragonais, faisant bon marché de ses sermens, eût volontiers expulsé sur-le-champ le comte de Trastamare et ses compagnons, mais il persistait à garder Alicante et Orihuela

(1) Ayala, p. 258, 266. — Zurita, 292.

jusqu'à la décision du pape. En définitive, il proposa de réduire la trêve à six mois, et de remettre la solution de toutes les difficultés pendantes à deux plénipotentiaires entre lesquels le légat ferait office d'arbitre suprême. Lorsque le légat rapporta cette réponse : « Cardinal, lui dit don Pèdre, qu'on ne me parle plus de trêve. Toutes ces propositions ne tendent qu'à me faire perdre mes avantages. Désormais que les armes décident entre nous (1) ! »

Pendant ces inutiles pourparlers, la guerre d'escarmouches et de pillages continuait, entretenue surtout par les émigrés castillans au service du comte de Trastamare et de l'infant d'Aragon. J'omets une foule de combats obscurs, de bicoques assiégées ou surprises, pour rapporter une anecdote singulière attestée par un auteur grave, Alonso Martinez de Talavera, chapelain de don Juan II, roi de Castille, et auteur d'une chronique estimée. Don Pèdre, dit-il, s'étant présenté devant le château de Cabezon, appartenant au comte de Trastamare, somma vainement le gouverneur de lui rendre la place. Celui-ci, fidèle à son seigneur, ne daigna pas répondre au héraut qui lui faisait de magnifiques promesses, et refusa même une entrevue que le roi lui demandait. Toute la garnison du château ne consistait cependant qu'en dix écuyers, bannis castillans ; mais derrière de hautes et épaisses murailles, dans un donjon bâti sur des rochers à pic, où l'on ne pouvait amener des machines, dix hommes résolus n'avaient pas de peine à se défendre contre une armée et ne cédaient qu'à la famine. Le siége devait être long, la place étant bien approvisionnée. Pourtant les dix écuyers, tous jeunes, étaient bien gens à repous-

(1) Ayala, p. 266, 270.

ser bravement un assaut, mais non pas à souffrir avec patience les ennuis d'un blocus. Il leur fallait des distractions, et ils demandèrent insolemment au châtelain des femmes pour leur tenir compagnie dans leur nid d'aigles. Or, il n'y avait à Cabezon d'autres femmes que la châtelaine et sa fille. « Si vous ne nous les livrez pour en faire à notre plaisir, dirent-ils au gouverneur, nous quittons tous votre château, ou, mieux encore, nous en ouvrons la porte au roi de Castille. » En de telles nécessités, le code de l'honneur chevaleresque était précis. Au siége de Tarifa, Alonso Perez de Guzman, sommé de rendre la ville, sous peine de voir massacrer son fils à ses yeux, répondit aux Maures en leur jetant son épée pour égorger l'enfant (1). Cette action, qui valut au gouverneur de Tarifa le surnom de Guzman-le-Bon, était une *fazaña*, un de ces précédents héroïques que tout *prud'homme* devait imiter. *Permittitur homicidium filii potius quam deditio castelli,* tel est l'axiome d'un docteur chevaleresque de cette époque. Le châtelain de Cabezon, aussi magnanime à sa manière que Guzman-le-Bon, fit en sorte que sa garnison ne songeât plus à l'abandonner. Cependant deux écuyers, moins pervers que leurs camarades, eurent horreur de leur trahison et s'échappèrent du château. Conduits au roi, ils lui racontèrent la mutinerie dont ils avaient été les témoins et les suites qu'elle avait eues. Don Pèdre, indigné, supplia aussitôt le gouverneur qu'il lui permît de faire justice des coupables. En échange de ces félons, il offrait dix gentilshommes de son armée, qui n'entreraient dans Cabezon qu'après avoir prêté le serment de défendre le château envers et contre tous, voire

(1) En 1294. Mariana, t. I, p. 849.

contre le roi lui-même, et de mourir à leur poste avec le commandant. Cette proposition ayant été acceptée, le roi fit écarteler les traîtres, dont les corps déchirés furent ensuite livrés aux flammes (1). Sous les couleurs dont une imagination romanesque a orné cette aventure, il est difficile de démêler aujourd'hui la vérité de la fiction; mais on y voit du moins l'opinion du peuple sur le caractère de don Pèdre, mélange bizarre de sentiments chevaleresques et d'amour de la justice poussé jusqu'à la férocité.

Don Pèdre, attribuant le rejet de son ultimatum par l'Aragonais aux intrigues des émigrés castillans et des mécontents de son royaume, ne respirait plus que vengeance. En présence même du légat, il rendit sentence de haute trahison contre l'infant don Fernand, Henri de Trastamare, Pedro et Gomez Carrillo, et quelques autres réfugiés, chevaliers de distinction. Ce fut, suivant Ayala, une grande faute politique, car, en ce moment même, plusieurs des bannis sollicitaient secrètement leur pardon et n'aspiraient qu'à se détacher d'une cause qu'ils croyaient perdue. Proscrits par leur seigneur naturel, et n'ayant plus d'espoir que dans le prince qui leur donnait asile, ils déployèrent à le servir un dévouement fatal à la Castille (2). La fureur de don Pèdre ne se contenta point d'une vaine formalité. Il lui fallait du sang, et, malheureusement, il avait entre ses mains des otages chers à ses ennemis : c'étaient la reine Léonor, mère de don Fernand, prisonnière dans le château de Castrojeriz; sa bru, doña Isabel de Lara, femme de

(1) *Atalaya de las Cronicas*, cité par M. Llaguno, Ayala, p. 271.

(2) Ayala, p. 271. Un des glossateurs de Gratia Dei prétend que Pero Lopez de Ayala fut au nombre des proscrits. Cette assertion est démentie par le témoignage d'Ayala lui-même. V. *Sem. erud. de Vall.*, t. XXVIII, p. 228.

don Juan d'Aragon, égorgé à Bilbao; enfin, doña Juana de Lara, femme de don Tello. Léonor fut la première victime. On dit qu'aucun Castillan n'ayant osé porter la main sur la sœur du roi don Alphonse, des esclaves africains furent chargés de lui donner la mort (1). Peu après, doña Juana termina ses jours dans un donjon de Séville, empoisonnée, dit-on, par ordre du roi. Sa sœur Isabel, prisonnière pendant quelque temps à Castrojeriz, fut transférée dans le château de Jerez, où elle eut bientôt pour compagne de captivité la reine Blanche, amenée de Sigüenza. Ces deux infortunées ne devaient plus sortir vivantes de leur prison (2).

Après l'exécution de ces ordres cruels, qui excitèrent un sentiment d'horreur dans toute la Castille, don Pèdre quitta Almazan peur aller prendre le commandement de sa flotte. Sur la frontière d'Aragon, il laissait cinq corps d'armée échelonnés depuis la Vieille-Castille jusqu'à Molina, dans le royaume de Murcie. Trois de ces corps, dont le principal était sous les ordres de Juan de Hinestrosa, étaient cantonnés dans la province de Soria, et destinés à opérer contre les troupes du comte de Trastamare. Les autres étaient opposés à l'infant don Fernand, qui occupait Orihuela, à l'extrémité méridionale du royaume de Valence. Ces cinq divisions présentaient un total de 5,000 hommes d'armes, sans compter les arbalétriers et les milices des communes (3). Au nombre des chefs choisis pour commander ces différents corps, ce n'est pas sans surprise que l'on trouve don Fernand de Castro, frère de cette Juana, reine d'un jour, si outrageusement abandonnée par don Pèdre

(1) Carbonell, p. 180, verso.

(2) Ayala, p. 272.

(3) *Ibid.*, p. 273.

au commencement de la dernière guerre civile. On l'a vu renier solennellement l'hommage-lige dû au roi et prendre la part la plus active aux troubles de l'année 1354. Marié à doña Juana, fille naturelle du roi don Alphonse et de Léonor de Guzman, il avait quitté Toro peu après la captivité de don Pèdre pour se rendre en Galice, où il avait de grandes possessions et une immense clientelle. Depuis ce moment, il demeure étranger aux troubles civils du royaume. Au commencement de la guerre d'Aragon, après la prise de Tarazona, il amène des renforts au camp de Castille, et, désormais, il est devenu un vassal fidèle. Il est traité par le roi avec la plus grande confiance, et cette confiance est méritée sans doute, car son dévouement fut à l'épreuve de la mauvaise fortune. A défaut de renseignements précis qui expliquent un changement si complet, on a supposé à don Fernand de Castro des vues intéressées qui le rattachaient à don Pèdre. Sa sœur doña Juana, suivant quelques auteurs, aurait eu un fils du roi, et, quelque doute que l'on pût élever sur la légitimité de cet enfant, il devenait cependant un prétendant éventuel à la couronne de Castille. Dans cette hypothèse, don Fernand n'aurait changé de parti que dans l'espoir d'obtenir la reconnaissance de son neveu. Mais, d'abord, l'existence même de ce fils n'est attestée par aucun document contemporain, et, de plus, la suite du récit prouvera que don Pèdre réserva toute sa tendresse pour les enfants qu'il avait eus de Marie de Padilla. Si don Fernand eut quelques illusions à cet égard, elles ne purent être que de courte durée. Il est beaucoup plus vraisemblable qu'une offense du comte de Trastamare alluma dans son ame altière une haine mortelle contre ses anciens alliés. Don Henri, qui lui avait accordé sa sœur lorsqu'il avait besoin de

ses services, fit casser le mariage dès qu'il se crut assez fort pour s'en passer (1). Il obligea sa sœur à revenir auprès de lui, et, après la dispersion des rebelles, il la conduisit en Aragon, où elle se remaria dans la suite (2). Suivant toute apparence, Fernand de Castro conserva un si vif ressentiment de cet outrage, qu'oubliant ses anciens griefs contre le roi, il ne pensa plus qu'à se venger de don Henri; et, pour assurer sa vengeance, il s'allia franchement à l'implacable ennemi de ce dernier. Quels que soient les motifs de son changement, il fut le seul des chefs de la ligue que don Pèdre ait toujours ménagé et avec lequel il se soit réconcilié d'une manière franche et durable.

III.

La flotte réunie à Séville n'attendait que l'arrivée du roi pour mettre à la voile. Elle se composait de vingt-huit galères castillannes, deux galéasses, quatre bâtiments à voiles et pontés, nommés *leños*, outre quatre-vingts navires marchands équipés pour le combat, c'est-à-dire ayant chacun un gaillard élevé, sur l'avant. Dans le port d'Algeziras, elle devait rallier

(1) J'ignore à quelle époque précise cette rupture eut lieu. M. Llaguno (Ayala, p. 382, note 3) suppose que le roi don Pèdre fit casser le mariage pour brouiller don Fernand avec don Henri. Si le roi prit réellement part à cette intrigue, il faut croire que son intervention fut fort secrète, puisque don Fernand porta tout son ressentiment contre le comte de Trastamare. Le prétexte pour la dissolution du mariage fut que les deux époux, étant parents à un degré prohibé, n'avaient point obtenu de dispenses. Ils étaient cousins issus de germains. Doña Isabel Ponce de Léon, mère de don Fernand, était cousine germaine de doña Leonor de Guzman, mère de doña Juana.

(2) A un seigneur aragonais nommé don Philippe de Castro.

trois galères armées par le roi maure de Grenade; enfin elle allait être encore renforcée de dix galères et d'une galéasse envoyées par le roi de Portugal. Le vaisseau que montait don Pèdre était le plus grand qu'on eût vu dans ces mers. C'était une galère nommée *Uxel* (1), prise autrefois sur les Maures. Elle portait trois châteaux ou tours à plusieurs étages, où l'on plaçait des arbalétriers qui, dominant les navires ennemis, combattaient d'en haut avec avantage. L'entrepont contenait une écurie pour quarante chevaux, et, outre les matelots nécessaires à la manœuvre, son équipage se composait de cent soixante hommes d'armes et cent vingt arbalétriers. L'historien Pero Lopez d'Ayala était à bord de ce vaisseau, commandant du château de poupe. Parmi les capitaines des autres navires, on remarquait plusieurs Génois, considérés comme les hommes de mer les plus habiles de cette époque, qui tous, ainsi que l'amiral Gil de Boccanegra, étaient depuis long-temps au service de Castille.

Vers la fin d'avril 1359, cette grande flotte entra dans la Méditerranée, après avoir vainement attendu pendant deux semaines les vaisseaux portugais sur la rade d'Algeziras. Le 7 mai, elle était signalée à la hauteur de Carthagène, où elle relâcha encore quelques jours (2). En quittant Séville, le roi avait annoncé qu'il voulait finir la guerre par une bataille dé-

(1) *Que decian Uxel.* D'après cette expression d'Ayala, on pourrait croire que Uxel était le nom du vaisseau. Mais dans quelques pièces des *Archives d'Aragon* j'ai trouvé le mot *oxeles* au pluriel, ce qui prouve que c'était un nom générique pour désigner certaine classe de navires.

(2) *Arch. gen. de Ar. Autogr.* Lettre de l'infant don Fernand à Pierre IV, de Valence, 7 mai 1359, annonçant l'arrivée prochaine de l'escadre portugaise.

cisive. Barcelone, centre du commerce et de la puissance navale des monarques aragonais, devait être le but de ses efforts. A cette époque, cette ville, encore mal fortifiée, comptait pour sa défense, comme Athènes autrefois, sur le nombre de ses vaisseaux et le courage de ses marins. Il était donc important de ne pas laisser à l'ennemi le loisir d'y organiser une résistance vigoureuse; néanmoins le roi perdit inutilement beaucoup de temps à croiser devant Algeziras, puis devant Carthagène; enfin il s'arrêta encore devant Guardamar, dont il eut cette fois la satisfaction de prendre le château, témoin de son désastre l'année précédente. Longeant la côte de Valence et répandant partout l'alarme, il rallia enfin à l'embouchure de l'Èbre l'escadre portugaise. Le légat, qui se trouvait alors à Tortose, se fit aussitôt conduire à son bord, et vint le supplier, toujours sans succès, d'accorder quelques jours de trêve. Le roi l'accueillit avec honneur, l'admit à sa table, mais rejeta bien loin toutes ses propositions.

Une escadrille de sept galères, qui précédait la flotte castillanne, cherchant inutilement des navires aragonais, ramena à Carthagène, au bout de quelques jours de croisière, une carraque vénitienne, capturée à la hauteur des Baléares. Le roi de Castille était alors en paix avec la République; mais, dit Ayala, c'est l'usage des princes, quand ils ont une armée en mer, d'emmener de gré ou de force tous les vaisseaux neutres qu'ils rencontrent (1). Tel était alors le droit maritime de l'Europe. La carraque, richement chargée, fut d'abord déclarée de bonne prise; cependant, quelque temps après, elle fut relâchée sur les réclamations des consuls vénitiens.

(1) Ayala, p. 227.

Barcelone, au XIVe siècle la ville la plus commerçante et la plus riche de l'Espagne, est bâtie au bord d'une anse qui s'ouvre au sud-sud-est dans la Méditerranée. En face de la ville, une langue de terre étroite, sur laquelle est situé aujourd'hui le bourg de Barcelonette, protége le mouillage du côté de l'est, tandis qu'une chaîne de montagnes peu éloignée de la côte le défend contre les vents de l'ouest et du nord. Au sud, l'entrée du port est resserrée par des rochers cachés sous l'eau et des bancs de sable, qu'on nomme en catalan les *tasques*. Aujourd'hui les vaisseaux vont jeter l'ancre sous la presqu'île de Barcelonette; car, du côté de la ville, l'eau est peu profonde et le port tend à se combler. Il résulte même de documents authentiques qu'il y a moins de trois siècles les galères s'amarraient près de la bourse, c'est-à-dire que la mer couvrait l'emplacement de plusieurs rues modernes. En 1359, la ville n'avait pas de remparts du côté du rivage, et le temps manquait pour élever des fortifications régulières qui la missent à l'abri d'une descente. Mais le roi d'Aragon, accourant à Barcelone, avait fait proclamer l'antique usage : *Princeps namque* (1), qui obligeait toute la population à prendre les armes et à former la milice tumultuaire, qui garde encore le nom de *somatènes* (2). On fit disparaître soigneusement les balises et

(1) Carbonell, p. 187. Ce sont les deux premiers mots de la loi qui donne au prince ou au magistrat suprême le droit de convoquer tous les hommes en état de combattre lorsque la ville est en danger.

(2) Nom donné aux levées en masse de la Catalogne. L'étymologie la plus probable m'est fournie par mon ami don Manuel de Bofarull. Les hérauts chargés de convoquer les miliciens criaient devant chaque maison : *Via fora!* allons, dehors! Les habitants sortaient en armes en répondant : *Som atents*, nous sommes prêts. C'était en quelque sorte un mot de ralliement qui dans la suite devint le nom de cette espèce de *landsturm*.

les signaux qui marquaient les passes entre les tasques, et dans ces passes mêmes on coula des ancres énormes pour enfoncer les bordages des navires castillans qui s'y engageraient sans précaution. Dix galères bien armées, quelques-unes portant des bombardes, formèrent une ligne d'embossage, qui, vers le sud, s'appuyait aux tasques à la hauteur du mont Jouy, et se prolongeait au nord jusqu'au couvent des frères mineurs (1), couvrant ainsi l'entrée des principales rues qui débouchaient sur le port. Quatre machines nommées *bricoles*, probablement des espèces de catapultes, portées sur des roues, étaient sur le rivage, prêtes à être dirigées sur le point qu'assaillirait l'ennemi. Entre les galères, quantité d'autres bâtiments garnis de mantelets et de bastingages étaient remplis de marins et de gens de trait. Enfin, derrière la ligne d'embossage, sur la grève même, les habitants de Barcelone avaient improvisé une sorte de rempart avec des barques renversées, la quille en l'air, derrière lequel se rangèrent tous les corps de métiers, chacun sous sa bannière, soutenus par les *somatènes* de la campagne appelés dans la ville par le tocsin de la cathédrale. Tous ces préparatifs étaient terminés, lorsque la flotte castillanne parut en dehors des tasques, forte de quarante et une galères, sans compter les bâtiments à voiles.

En donnant imprudemment dans les passes, elle aurait peut-être éprouvé de grandes avaries; mais un esclave, s'échappant de la ville à la nage, vint révéler aux amiraux de don Pèdre l'existence des piéges sous-marins dont je viens de parler. Il fallait les détruire avant de rien entreprendre contre la

(1) Ce couvent n'existe plus aujourd'hui. Il y a sur son emplacement un magasin de charbon. Le monastère était situé précisément en face des Atarazanas, à gauche de la rampe qui conduit à la Muraille de mer.

ville, et pendant deux ou trois jours des chaloupes furent détachées pour enlever les ancres disposées dans les passes. Cet obstacle écarté, toute la flotte s'avança en bon ordre, le lendemain de la Pentecôte, 10 juin 1359, et se rangea en bataille parallèlement à la ligne d'embossage aragonaise. Toute la journée on combattit de loin sans se faire grand mal. C'était plutôt une reconnaissance qu'une attaque sérieuse. Vers le soir, les vaisseaux castillans se retirèrent et allèrent mouiller en dehors des tasques. Pendant la nuit, les Catalans resserrèrent leur ligne d'embossage et la rapprochèrent de la ville, afin de pouvoir être soutenus par leurs machines et les gens de trait qui bordaient le rivage. Le lendemain, l'engagement fut plus sérieux. Les navires castillans portaient sur leurs gaillards d'arrière des catapultes qui lançaient de grosses pierres; mais, soit que ces engins tirassent de trop loin, soit qu'ils fussent mal dirigés, l'effet en fut presque nul, et les Catalans, en voyant tomber les pierres dans l'eau, répondaient par des huées à ces décharges inutiles. Leur artillerie, au contraire, mieux servie, produisit quelque désordre parmi les assaillants. Le fait suivant, rapporté par le roi d'Aragon dans ses mémoires, prouve que déjà l'on savait pointer les canons avec quelque précision et les charger assez rapidement (1). Le

(1) Les canons se composaient alors de barres de fer forgé, assemblées comme les douves d'un tonneau et reliées par des cercles de fer. La culasse était ouverte, et pour tirer on y plaçait une boîte cylindrique ou une *chambre*, comme on dirait aujourd'hui, remplie de poudre. Les canonniers avaient un certain nombre de ces boîtes toutes chargées que l'on plaçait successivement dans la pièce sans avoir besoin de l'écouvillonner comme on fait aujourd'hui. Voir pour la description de ces bombardes l'excellent travail de M. Deville sur le château de Tancarville, p. 15.

principal effort des Castillans se portait contre le premier vaisseau à la droite de la ligne d'embossage, et ils détachèrent, pour l'accabler, leur plus gros navire armé d'une énorme catapulte. « Comme elle allait jouer, dit Pierre IV, notre vaisseau tira une bombarde dont la pierre, donnant dans le château d'arrière du Castillan, y fit des avaries et occit un homme. Tôt après ladite bombarde lâcha un autre trait qui férit l'arbre de la nef ennemie, en fit voler un grand éclat et navra plusieurs mariniers (1). »

Maltraités dans toutes leurs attaques et désespérant de forcer la ligne ennemie, les amiraux castillans donnèrent le signal de la retraite après quelques heures de combat, et toute la flotte, virant de bord, gagna le large et cingla vers les îles Baléares. Don Pèdre se fit débarquer à Iviça et mit le siége devant la capitale de l'île. Ainsi, au lieu de profiter de la grande supériorité de ses forces navales pour détruire les escadres aragonaises dispersées, il employait son immense armement contre une place médiocre. Une faute si grossière n'échappa point au roi d'Aragon. Tirant aussitôt de tous ses ports les galères qui s'y trouvaient armées, il en forma une flotte de quarante voiles qu'il conduisit lui-même à Mallorque. Les prières de ses capitaines, qui le suppliaient de ne pas s'exposer dans une bataille navale, le déterminèrent à demeurer dans l'île, et il remit le commandement à son amiral don Bernal de Cabrera, le chargeant de ravitailler la place assiégée. Au premier bruit de la réunion d'une flotte aragonaise, don Pèdre, dans son ardeur de combattre, quitta précipitamment Iviça, abandonnant ses engins et son artillerie (2), et fit voile pour

(1) Carbonell, p. 187. — Ayala, p. 277 et suiv. — Zurita, p. 294.

(2) Carbonell, p. 187, verso.

la côte de Valence. Il vint jeter l'ancre devant Calpe, près de l'embouchure de la rivière de Denia. La presqu'île de Calpe couvrait ses vaisseaux lorsqu'on signala la flotte d'Aragon. Pour le nombre et la force des navires, l'avantage était du côté des Castillans. Cabrera n'avait que quarante galères, don Pèdre en avait quarante et une et plus de quatre-vingts navires à voiles; mais, pour que ces derniers pussent prendre part au combat, il fallait un vent favorable, et, au moment où les deux flottes se découvrirent, il faisait un calme plat. On tint conseil. Le Génois Boccanegra, amiral de Castille, conseillait au roi de descendre à terre, lui remontrant qu'il était indigne de lui de combattre de sa personne dans une bataille où le roi d'Aragon ne se présentait pas. Peut-être Boccanegra voulait-il décliner la responsabilité de la vie du roi, une imprudence, une fausse manœuvre, les hasards de la mer, pouvant exposer son vaisseau à une destruction inévitable; peut-être l'amiral prétendait-il se réserver à lui seul l'honneur de la victoire. Il proposait d'ailleurs que les galères prissent à la remorque dix des plus gros vaisseaux qu'elles mettraient en ligne au milieu d'elles. Quant aux autres navires à voiles que le calme condamnait à l'immobilité, il voulait que, pendant le combat, ils détachassent contre l'ennemi toutes leurs chaloupes remplies d'arbalétriers. Don Pèdre s'obstinait à rester à son bord. On perdit beaucoup de temps à délibérer, puis à se préparer à la bataille. Pendant qu'on remorquait péniblement les navires à voiles, les galères aragonaises, ayant reconnu la supériorité des Castillans, faisaient force de rames et parvenaient à se jeter dans la rivière de Denia sous la protection des forts et des milices valenciennes accourues sur la plage. On désespéra de les forcer dans cette retraite.

Pendant deux jours don Pèdre leur présenta vainement la bataille. Cabrera demeura immobile dans la rivière, où le roi n'osa point s'engager. Las de ce blocus inutile, et sans espoir d'attirer l'ennemi au combat, don Pèdre prit le parti de la retraite et gagna lentement Carthagène avec toute sa flotte, après avoir fait près d'Alicante une démonstration de descente qui fut repoussée. A Carthagène, les galères portugaises, qui, d'après leur traité, ne devaient demeurer que trois mois aux ordres du roi de Castille, le quittèrent pour regagner leurs ports. Ce fut le signal de la dispersion générale. Les navires marchands congédiés rentrèrent dans l'Océan; les galères castillannes allèrent désarmer à Séville, les vaisseaux maures à Malaga (1). De sa personne, le roi partit de Carthagène pour courir au château de Tordesillas, où Marie de Padilla allait bientôt lui donner un fils. Telle fut la fin de cette grande expédition sur laquelle le roi avait fondé de si hautes espérances. Après tant de préparatifs, tant de dépenses, cette flotte, qui devait conquérir la Catalogne, rentrait au port ramenant pour tout trophée la carraque prise aux Vénitiens. Cette capture avait échauffé l'avidité des capitaines castillans. Ils représentèrent à don Pèdre que, s'étant attiré déjà l'inimitié de la République en prenant un seul vaisseau, il fallait recueillir les profits d'une rupture désormais inévitable. Douze vaisseaux de Venise, venant de Flandre, richement chargés, allaient passer le détroit de Gibraltar; on proposa de les arrêter au passage. Cet acte de piraterie contre des neutres fut, dit-on, approuvé par le roi, qui donna l'ordre à vingt galères de croiser dans le détroit pour surprendre les Vénitiens; mais la mer

(1) Ayala, p. 280, 287.

était décidément contraire à don Pèdre. L'escadre de la République traversa le détroit sans obstacle, ignorant même le danger qui la menaçait, grace à un coup de vent qui poussa les galères du roi jusqu'au cap d'Espartel (1). Peu après la retraite des Castillans, la flotte d'Aragon rentra dans ses ports et désarma. Quelques vaisseaux seulement tinrent la mer et vinrent insulter les côtes d'Andalousie.

(1) Ayala, p. 287.

XIII.

CONTINUATION DE LA GUERRE CONTRE L'ARAGON. — MEURTRES DE PLUSIEURS RICHES-HOMMES. — 1359-1361.

I.

On s'explique difficilement comment l'armée castillanne, réunie sur les frontières d'Aragon, ne fit aucun mouvement, aucune démonstration pour soutenir les opérations de la flotte. Elle ne se mit en campagne qu'au commencement de l'automne, et ce fut pour repousser une invasion. Le comte de Trastamare et don Tello, avec environ 800 hommes d'armes, étant entrés en Castille du côté d'Agreda, se trouvèrent en présence de don Fernand de Castro et de Juan de Hinestrosa, à la tête d'un corps de troupes deux fois plus considérable que le leur. L'action s'engagea dans la vallée d'Araviana, au pied des montagnes de Toranzo et de Tablado. Malgré l'avantage du nombre, les lieutenants de don Pèdre furent défaits au premier choc. Ce fut moins un combat qu'une déroute, et des deux côtés il y eut peu de morts; mais le roi y perdit quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs, entre autres Hi-

nestrosa, dont le dévouement ne s'était jamais démenti et dont les conseils lui avaient été souvent utiles (1).

L'orgueil castillan ne pouvant admettre que les Aragonais, inférieurs en nombre, eussent loyalement remporté la victoire, le soupçon de trahison atteignit plusieurs des chefs, et il est vraisemblable que ce ne fut pas sans fondement. La plupart des chevaliers et des gentilshommes qui accompagnaient Hinestrosa avaient mal fait leur devoir et l'avaient abandonné honteusement au plus fort de la mêlée. En outre, au moment de marcher à l'ennemi, Hinestrosa avait envoyé à Diego Perez Sarmiento et à don Alonso de Benavides l'ordre de le joindre avec tous leurs hommes d'armes. Bien que leurs cantonnements fussent proches d'Araviana, ils obéirent avec tant de lenteur que l'affaire était déjà terminée lorsqu'ils parurent sur le champ de bataille. Arrivant avec des troupes fraîches, au lieu de prendre une revanche éclatante sur l'ennemi fatigué, ils ne songèrent qu'à se retrancher sur une hauteur sans chercher même à rallier les fuyards. Plusieurs les accusaient de s'être laissé séduire, n'y ayant pas d'apparence que le Comte, si prudent d'ordinaire, se fût aventuré au milieu de plusieurs corps considérables, s'il n'eût été d'intelligence avec leurs chefs. D'autres attribuaient, avec plus de raison peut-être, la conduite des lieutenants de Hinestrosa à leur jalousie contre un homme comblé des faveurs du roi. L'événement vint confirmer bientôt les soupçons de don Pèdre. Deux riches-hommes, qui avaient assisté au combat, Pero Nuñez de Guzman, adelantade du royaume de Léon, et Pero Alvarez Osorio, quittèrent brusquement l'armée avec tous leurs vassaux, pu-

(1) Ayala, p. 290.

bliant qu'ils allaient dans leurs terres chercher des renforts. Aussitôt le roi ne douta plus qu'ils n'eussent vendu leur général au comte de Trastamare et qu'ils n'allassent au cœur de son royaume préparer une nouvelle rébellion. Sa colère s'exhala en menaces contre les lieutenants de Hinestrosa, et l'on en connaissait trop les effets pour ne pas chercher à la prévenir par une prompte fuite. Benavides se cacha; Sarmiento, après quelque hésitation, passa la frontière et vint offrir ses services à don Henri. Peut-être n'étaient-ils coupables que d'avoir douté de la justice de leur maître (1).

Don Pèdre ne pouvait apprendre la défection d'un de ses riches-hommes sans croire à une conjuration de toute sa noblesse. Alors sa fureur ne lui montrait partout que des ennemis; traîtres ou vassaux fidèles, il frappait au hasard. Il lui fallait absolument couper des têtes, comme s'il se fût reproché de ne pas s'être assez fait craindre. Il avait entre ses mains les deux derniers enfants de doña Leonor de Guzman, retenus captifs depuis plusieurs années dans le château de Carmona. L'un, nommé don Juan, qu'on a déjà vu à Toro, avait dix-neuf ans; don Pedro, le second, quatorze ans à peine. Mais le roi se souvenait qu'à dix-neuf ans don Henri était déjà un chef de parti redoutable, et la perte de ces malheureux princes fut aussitôt résolue. Un arbalétrier de la garde, porteur d'un ordre secret, se fit ouvrir leur prison et les tua l'un et l'autre. « Tous ceux qui aimaient le service du roi, dit Ayala, apprirent avec douleur cette sanglante exécution; car, pour mourir ainsi, qu'avaient fait ces jeunes princes? Quand avaient-ils manqué à leur frère ou désobéi à leur souverain (2)? »

(1) Ayala, p. 291.

(2) *Ibid.*, p. 292.

Ces violences détestables servaient aussi bien le comte de Trastamare que la fortune des armes. Il avait déjà de nombreux partisans dans toute la Castille, et la plupart des nobles voyaient en lui le champion de leurs franchises et de leur indépendance. Le roi ne comptait pas moins d'ennemis parmi le clergé dont il semblait prendre à tâche, en toute occasion, de réduire les priviléges. Toujours indocile aux ordres de l'église, il repoussait comme des attentats contre son autorité des prétentions du saint-siége, admises sans opposition dans tous les états de l'Europe (1). Cette justice même qu'il voulait maintenir si rigoureuse entre tous ses sujets, sans distinction de rang et de religion, lui était imputée à crime par ceux qui se croyaient au-dessus des lois, c'est-à-dire par quiconque avait un fief, une prébende, des vassaux. Le nombre de ces privilégiés était grand en Castille. Il traitait humainement les Juifs, et plusieurs occupaient de hautes charges à sa cour. Probablement il avait accordé à ce peuple malheureux quelques franchises dont il ne jouissait pas sous ses prédécesseurs; car on a pu remarquer que, dans tous les troubles civils, les Juifs s'étaient hautement déclarés pour lui. Il n'en fallait pas davantage pour autoriser les bruits les plus absurdes sur son impiété. Qu'il accueillît un savant arabe ou qu'il se montrât affable pour un négociant juif, dont l'industrie enrichissait

(1) Le pape ayant, par une bulle, exigé une dîme sur les biens appartenant aux ordres militaires, don Pèdre défendit d'avoir égard à ce décret par un rescrit daté d'Olmedo 5 juillet, ère 1397 (1359). On remarquera le considérant où se peint son caractère : « Et pourtant que c'est chose nouvelle et inusitée aux temps passés, qui, si elle était soufferte, détruirait lesdits ordres, œuvres des rois d'où je sors, voire, œuvres miennes, d'où me viendrait grand dommage, » etc. Bulario de Calatrava, p. 500.

l'état, on murmurait tantôt qu'il était musulman, tantôt qu'il était juif, et qu'il pensait à détruire le christianisme dans son royaume. Et de fait, on l'avait entendu répéter plus d'une fois qu'il n'avait de loyaux sujets que les Maures et les Hébreux. Ces rumeurs étaient propagées surtout par les ecclésiastiques, et, bien qu'à cette époque leur pouvoir n'allât pas jusqu'à détrôner les rois, ils n'en étaient pas moins des agents dangereux qui favorisaient puissamment les menées du comte de Trastamare et répandaient dans toute la Castille un levain de désaffection et de mutinerie.

A l'irréligion de don Pèdre, on commençait à opposer la piété vraie ou feinte de don Henri. Personne ne connaissait encore les projets de ce jeune prince, et assurément, quelle que fût son ambition, il était encore loin d'aspirer à la conquête d'une couronne; mais partout on le vantait, on le comparait à don Pèdre. De capitaine d'aventure au service d'un roi étranger, il était devenu en peu de temps le chef et l'espoir d'une masse de mécontents qui s'accordaient à le regarder comme un libérateur. Chaque faute de son frère l'élevait, pour ainsi dire, d'un degré, et, s'il ne voyait pas encore clairement dans l'avenir, déjà du moins il avait la conscience d'une grande mission, et ni le courage, ni l'audace, ni la prudence, ne lui manquaient pour l'exécuter. Depuis le combat d'Araviana, les espérances de ses partisans s'étaient prodigieusement accrues. Pressé par les émigrés qu'il commandait et par les mécontents cachés avec lesquels il entretenait une correspondance active, il ne rêvait qu'une invasion en Castille, et sollicitait le roi d'Aragon de lui confier une armée, l'assurant que sa présence suffirait pour déterminer un soulèvement général. Une seule bataille, disait-il, terminera une guerre si coûteuse pour

vos états. Plus calme et peut-être mieux instruit du véritable état des choses, Pierre IV ne partageait pas sa confiance, qu'il taxait de témérité. D'ailleurs, à sa cour même, la fortune si rapide du comte de Trastamare avait excité bien des jalousies. L'infant don Fernand, qui se regardait toujours comme l'héritier présomptif de la couronne de Castille, voyait avec dépit l'ambition croissante d'un homme que le malheur de sa naissance mettait dans un rang si fort au-dessous du sien. Neveu du roi don Alphonse, pouvait-il souffrir qu'un bâtard lui disputât le premier rôle? Il avait aussi ses partisans secrets dans la Castille; il se prétendait appelé à la délivrer de don Pèdre, et demandait à Pierre IV le commandement de cette armée qui devait conquérir un royaume. De son côté, don Henri déclarait qu'il ne passerait pas la frontière, si on lui donnait un supérieur. Prières, intrigues, menaces, il n'épargnait rien pour éloigner son rival d'une proie qu'il pensait déjà tenir. Entre les prétentions d'un frère qu'il détestait et celles de l'aventurier dont les services lui avaient été déjà si utiles, le roi d'Aragon ne pouvait long-temps hésiter. Quelle que fût la haine qu'il portait à don Pèdre, il n'aurait jamais voulu la ruine de ce prince, si elle eût servi à l'élévation de don Fernand. A ses yeux, l'infant était encore un ennemi, un rebelle, et il n'avait jamais perdu le souvenir de son alliance avec les révoltés de l'Union. Lui donner un royaume, c'était armer contre lui un rival plus dangereux peut-être que n'était don Pèdre. Au contraire, il ne voyait dans le comte de Trastamare qu'un soldat de fortune, instrument docile de ses desseins, dont l'ambition subalterne serait toujours facile à contenter. Ce fut donc à don Henri qu'il donna le commandement de l'expédition contre la Castille. Au titre de son *procurateur*, il joignit

les pouvoirs les plus amples pour traiter avec les riches-hommes et les communes, engageant sa parole royale de ne faire ni paix ni trêve avec don Pèdre sans stipuler en faveur des alliés qui se rallieraient autour de sa bannière (1). Pendant que don Henri réunissait ses troupes dans le bas Aragon, Pierre IV retenait l'infant sur la frontière de Murcie, et l'amusait avec l'espoir d'une autre expédition plus importante et plus digne de lui.

II.

Au milieu de ces préparatifs et des escarmouches continuelles dont la frontière était le théâtre, le légat Gui de Boulogne poursuivait sa mission de paix avec une infatigable persévérance; se flattant que la défaite d'Araviana aurait inspiré à don Pèdre de salutaires réflexions, il redoubla auprès de lui ses instances, et finit par obtenir qu'il nommât deux plénipotentiaires pour traiter d'un accord avec le roi d'Aragon. Ce dernier désigna pareillement ses fondés de pouvoirs, et cependant ne cessa point de fournir de l'argent et des soldats au comte de Trastamare. Il est juste de dire qu'on n'avait point stipulé de trêve pendant la durée des négociations qui allaient s'ouvrir sous les auspices du cardinal-légat.

Ces conférences eurent lieu à Tudela en Navarre, et commencèrent avec l'année 1360. Là, Gutier Fernandez de Tolède, plénipotentiaire de Castille, s'aperçut bientôt que l'envoyé du roi d'Aragon ne cherchait qu'à gagner du temps, tandis que

(1) *Arch. gen. de Ar.*, Instructions et pouvoirs donnés au comte de Trastamare Tarazona, 1er mars 1360. Reg. 1170, p. 29. V. Appendice.

don Henri achevait ses préparatifs, et que ses nombreux émissaires allaient au loin tenter la fidélité des riches-hommes et des gouverneurs du roi. Naturellement, Fernandez eut de fréquentes occasions de voir plusieurs émigrés avec lesquels il avait eu autrefois des relations d'amitié; leurs espérances, leurs desseins ne lui échappèrent point; ils n'en faisaient pas mystère. Il sut tout ce qu'ils attendaient de l'entrée de don Henri, et les promesses de ses adhérents cachés, et les séductions exercées avec succès à l'égard de quelques-uns des affidés de son maître. Surpris de trouver toujours don Henri seul à la tête de ces trames, il s'aboucha avec quelques gentilshommes attachés à l'infant d'Aragon, et bientôt, par leur moyen, entra en relations avec ce prince. Quel était son dessein? on l'ignore. S'il en faut croire Ayala, il se bornait à lui faire des offres de pardon et des promesses, s'il voulait quitter le service de l'Aragonais et rentrer en Castille. Il s'efforçait d'exciter sa jalousie et de lui persuader qu'il était sacrifié par le roi d'Aragon à un aventurier intrigant. A ce compte, Fernandez aurait employé contre les ennemis de don Pèdre les armes dont ils faisaient contre lui un si dangereux usage, et son but était de les affaiblir en les divisant. Toutefois on a peine à croire qu'il se livrât à ces ténébreuses menées sans une arrière-pensée coupable, car l'on ne comprend pas pourquoi il eût caché à son maître les ouvertures qu'il faisait en son nom. Quoi qu'il en soit, ces intrigues ne purent être conduites avec tant de mystère que don Pèdre n'en fût bientôt instruit. Il se garda d'abord d'en rien laisser paraître, et continua de montrer la même confiance à Fernandez, attendant avec patience qu'il fût en mesure de le punir. Maintenant, d'ailleurs, la prochaine expédition du comte de Trastamare réclamait toute son atten-

tion. Il quitta précipitamment Séville, publiant qu'il se rendait à Burgos; mais, suivant son habitude, avant de défendre ses frontières contre un ennemi déclaré, il ne voulut pas laisser derrière lui d'ennemis secrets. Depuis quelque temps, il suivait de l'œil toutes les démarches de Pero Nuñez de Guzman et d'Alvarez Osorio, ces deux riches-hommes qui avaient quitté leurs drapeaux si vite après le combat d'Araviana. Au lieu de prendre la route directe de Burgos, le roi, marchant avec cette célérité merveilleuse qui lui avait déjà réussi, parut tout à coup dans le royaume de Léon et sur les domaines de Pero Nuñez, avant que celui-ci soupçonnât son approche. Prévenu au dernier moment par un écuyer fidèle, ce seigneur n'eut que le temps de sauter à cheval et de gagner à toute bride son château d'Aviados. Il y arriva, poursuivi jusqu'au bord du fossé par le roi, que n'avait pu lasser une traite de vingt-quatre lieues parmi d'âpres montagnes. N'ayant ni le loisir ni les moyens de l'assiéger, le roi l'abandonna pour un temps, et ne pensa plus qu'à s'emparer d'Alvarez Osorio, son complice. Il eut recours à la ruse, le sachant sur ses gardes. Son premier soin fut de le rassurer et de lui persuader qu'il se payait des excuses dont Osorio colorait son espèce de désertion. Il feignit d'être sa dupe, et lui promit la charge d'adelantade de Léon, dont Pero Nuñez venait d'être dépossédé. Telle était l'inconstance et la cupidité de ces riches-hommes, qu'Osorio n'hésita pas à accepter les dépouilles de son complice; il vint baiser la main du roi et le suivit en Castille. Maintenant, don Pèdre savait si bien composer son visage, qu'il trompait jusqu'à ses plus intimes familiers. Personne ne douta qu'il n'eût rendu ses bonnes graces à Osorio, et toute la cour commençait à le traiter comme un favori. Malgré sa privauté avec le roi,

Diego de Padilla lui-même n'était pas mieux instruit de ses desseins, et il semble qu'il dût cette heureuse ignorance à l'opinion qu'il avait inspirée de sa franchise et de son caractère loyal. Il avait invité à dîner le nouvel adelantade, dans une halte que la troupe royale faisait à quelques lieues de Valladolid, où elle se dirigeait. Au milieu du repas, surviennent deux arbalétriers, Juan Diente et Garci Diaz, ministres ordinaires des vengeances du roi; devant Padilla, saisi d'horreur et d'épouvante, ils égorgent Osorio et lui coupent la tête (1). Ce meurtre fut bientôt suivi d'autres exécutions non moins sanglantes. Dans sa marche rapide, don Pèdre faisait arrêter tous ceux qu'il avait convaincus ou soupçonnés d'intelligence avec le comte de Trastamare. Il les traînait quelque temps à sa suite, puis les faisait décapiter. Au nombre des victimes, il faut remarquer un ecclésiastique, l'archiprêtre de Diego de Maldonado, accusé d'avoir reçu une lettre de don Henri (2).

Tant de rigueurs ne rendaient pas la noblesse plus fidèle. Tandis que le roi faisait tomber des têtes en Castille, Gonzalo Gonzalez Lucio, gouverneur de Tarazona, livrait cette place au roi d'Aragon. Il y avait deux ans que ce chevalier, lieutenant de Hinestrosa, traitait secrètement avec Pierre IV et laissait marchander sa fidélité. Il lui fallut cependant un prétexte pour colorer sa trahison, et il s'y fit autoriser par le légat, qui avait toujours protesté contre l'occupation de Tarazona, attaquée, ainsi qu'on l'a vu, pendant une trêve. Un présent de quarante mille florins et la main d'une riche héritière d'Aragon achevèrent de lever ses scrupules (3).

(1) Ayala, p. 298.

(2) *Id.*, p. 299.

(3) Ayala, p. 299, Zurita, t. II, p. 298, Carbonell, p. 188, rapportent que

Don Pèdre n'était point encore arrivé à Burgos, lorsqu'il apprit que le comte de Trastamare et ses deux frères, don Tello et don Sanche, étaient entrés en Castille avec quinze cents lances et environ deux mille fantassins, la plupart émigrés ou vassaux du comte d'Osuna, riche-homme d'Aragon, fils du ministre Bernal de Cabrera. Longeant la frontière navarraise, cette petite armée remonta la rive droite de l'Èbre et s'avança jusqu'à Pancorbo. Autant qu'on en peut juger aujourd'hui, le dessein du Comte était d'insurger le nord de la Castille, de rallier dans les provinces basques les partisans de don Tello, et de venir dans le royaume de Léon donner la main à Pero Nuñez de Guzman. Ses soldats, mal payés et sans discipline, se livraient dans leur marche aux excès les plus révoltants. A Najera, ils avaient massacré tous les Juifs, de concert avec les habitants chrétiens, que le Comte encourageait à cette boucherie, afin de les attacher à sa cause en les compromettant (1). Quelques riches-hommes lui ouvrirent leurs

la reddition de Tarazona eut lieu au commencement de l'année 1360. Une lettre du roi d'Aragon à Diego Perez Sarmiento, en date du 28 février 1360, annonce la prise de cette place, dans laquelle il venait d'entrer. *Arch. gen. de Ar.*, registre 1170 *Secretorum*, p. 26. Mais, dès le 5 décembre 1357, il signait à Gonzalez Lucio, *vassal du roi de Castille*, et à Suer Garcia Suarez de Tolède, *écuyer*, la promesse de 40,000 florins de bon or payables à Tudela en Navarre, à la condition qu'ils lui livreraient Tarazona, et pour les grandes dépenses qu'ils ont faites et font chaque jour à son service : *por raho de gran costa que havedes fecho e fazedes de cada dia en nuestro servizio. Arch. gen. de Ar.*, registre 1293 *Secretorum*, p. 57. A la même date, le roi promet à Suer Suarez 10,000 florins, probablement pour sa part dans les 40,000, prix de la reddition de Tarazona. (Même registre, p. 58.) Il paraît que le roi d'Aragon, fort à court d'argent, ne put payer Lucio qu'en 1360.

(1) Ayala, p. 301.

châteaux, d'autres vinrent le joindre avec leurs hommes d'armes; mais la masse de la population accueillait avec répugnance une armée qui promenait autour d'elle le pillage et l'incendie. D'ailleurs, nul obstacle sérieux sur son passage. Don Pèdre, arrivé malade à Burgos, ne pouvait encore prendre le commandement des troupes qu'il rassemblait autour de cette ville, et ses lieutenants, hors de sa présence, n'étaient jamais pressés d'agir.

Le malheur n'avait pas uni entre eux les fils de doña Léonor. On a déjà vu don Henri et don Tello se tromper et se trahir l'un l'autre. Quelquefois rapprochés par un danger commun, ils agissent de concert; mais ils sont toujours prêts à violer leurs serments d'alliance suivant leurs avantages particuliers. Don Tello, jaloux de son aîné, n'avait jamais eu d'autre but que de se faire une suzeraineté indépendante comme celle qu'il avait autrefois possédée en Biscaïe; en ce moment même, il cherchait sous main à se réconcilier avec don Pèdre, et, par l'entremise d'un de ses affidés, traitait du prix de sa soumission, lorsque don Henri en fut informé. Trop faible pour le punir, il n'osa pas même lui reprocher sa trahison; mais il s'empressa de le renvoyer auprès de Pierre IV, sous prétexte de demander des renforts. Don Tello partit pour l'Aragon, accompagné de quelques hommes dévoués à son frère, chargés de veiller sur sa conduite (1).

III.

Dès que don Pèdre fut en état de monter à cheval, il se mit aussitôt en campagne avec toute son armée forte de cinq mille

(1) Ayala, p. 302.

lances et dix mille hommes de pied. Don Henri, le croyant encore malade sans doute, et ignorant le nombre de ses troupes, s'était affaibli en détachant son frère don Sanche avec un parti contre la ville de Haro; mais, à l'approche de l'ennemi, il quitta Pancorbo en toute hâte et se replia sur Najera, reprenant la route qu'il avait suivie. Là, il fit mine de résister et se retrancha en dehors de la ville, probablement pour attendre don Sanche en danger d'être coupé. Don Pèdre s'avançait avec lenteur, exerçant de terribles vengeances contre les villes et les châteaux qui avaient accueilli les rebelles. A Miranda, où la populace, excitée par les bannis, avait pillé et massacré les Juifs, il fit arrêter les chefs de l'émeute, et en sa présence même ces misérables furent brûlés vifs ou bouillis dans d'énormes chaudières. Ces effroyables supplices étaient autorisés par d'anciennes lois, mais depuis bien des années on n'en avait fait aucun usage. L'horreur de ces châtiments faisait oublier le crime des coupables (1).

Comme il marchait sur Najera en délibération de combattre, un prêtre, venu de Santo-Domingo de la Calzada, se présenta devant lui, demandant à lui parler en particulier. « Sire, dit-il, monsieur saint Dominique m'est apparu en songe, et m'ordonne de vous avertir que si vous ne vous amendez,

(1) Ayala, p. 303. *Abreviada*. Cfr. note 4 de M. Llaguno. — On peut demander comment, au milieu d'une expédition, don Pèdre trouvait des vases assez grands pour bouillir des hommes? — Dans toute la Castille on se sert de jarres énormes pour garder le vin, l'huile ou le blé, quelquefois l'eau. Non-seulement un homme, mais plusieurs, pourraient entrer dans une de ces jarres. Leur forme est tout antique. On sait que le tonneau de Diogène était un vase de terre.

don Henri, votre frère, vous tuera de sa main (1). » Cette étrange révélation, qui dans la suite put passer pour une prophétie, n'était probablement que la rêverie d'un cerveau malade. La haine fanatique qu'inspirait à beaucoup de prêtres l'irréligion avérée du roi avait probablement exalté ce visionnaire, et il n'est pas surprenant qu'à la veille d'une bataille où les deux frères allaient se rencontrer l'épée à la main, il prédît une mort violente à celui que l'église avait condamné. Le roi, troublé d'abord par l'air inspiré et l'assurance du prêtre, s'imagina bientôt que c'était un émissaire de l'ennemi envoyé pour jeter le découragement parmi ses soldats. Il le menaça pour en obtenir des aveux. Ce fut en vain qu'on le pressa de nommer ceux qui l'avaient envoyé. A toutes les questions, le prêtre répondait imperturbablement qu'il ne tenait sa mission que de saint Dominique. Don Pèdre, irrité de son obstination, le fit brûler vif en tête de son camp (2).

Quoique naturellement superstitieux comme tous les hommes de son temps, le roi redoutait plus la malice de ses ennemis que le courroux des saints, et il poursuivit sa marche, bien résolu de combattre. Un vendredi, à la fin d'avril 1360, il découvrit l'armée du Comte en bataille, postée sur une colline en avant de Najera, et forte d'environ trois mille hommes,

(1) Suivant la tradition populaire, cette prédiction fut adressée au roi par le spectre d'un prêtre qu'il avait tué de sa main. Le fantôme ajouta, suivant le style ordinaire des fantômes qui affectionnent l'obscurité : *Tu seras pierre à Madrid* En effet, la statue de don Pèdre, placée sur son tombeau par sa petite-fille, abbesse du couvent de Saint-Dominique, se voit encore à Madrid. La tradition que je viens de rapporter a été suivie par Moreto dans sa curieuse comédie du *Rico Hombre de Alcalà.*

(2) Ayala, p. 305.

dont un tiers de cavalerie. Au sommet du mamelon occupé par les rebelles, on distinguait la tente du Comte et sa bannière flottant à côté de celle de don Tello, dont les vassaux étaient demeurés avec son frère. Sans attendre le reste de l'armée, l'avant-garde du roi chargea impétueusement, et du premier choc gagna la hauteur et s'empara des deux bannières. La troupe du Comte s'enfuit dans le plus grand désordre vers Najera, et la plupart des hommes d'armes, abandonnant leurs chevaux, se jetèrent dans les fossés, car en un moment le pont fut encombré par les fuyards. Don Henri lui-même ne put entrer dans la ville que par un trou de la muraille qu'on élargit pour le recevoir. La nuit empêcha don Pèdre de poursuivre son succès et d'exterminer le reste des rebelles. Satisfait de la journée, il fit sonner la retraite, et regagna son camp éloigné de Najera de quelques milles. Le lendemain matin, comme il en sortait à la tête de son armée pour donner l'assaut, il rencontra quelques-uns de ses génétaires revenant d'une escarmouche aux barrières de la ville. Le premier homme qui s'offrit à sa vue était un des écuyers de son hôtel; il avait le visage baigné de pleurs et poussait des sanglots; son oncle venait d'être tué à ses côtés. Encore souffrant de sa maladie, ému de la sinistre prédiction du prêtre et de sa persévérance à nommer saint Dominique au milieu des flammes, le roi crut voir un présage funeste dans la rencontre de cet homme désolé. Sa fermeté l'abandonna tout à coup. Ce fut en vain qu'on lui représenta la situation désespérée de l'ennemi, hors d'état de tenir quelques heures dans une ville mal fortifiée et sans provisions. Un dernier effort allait mettre son frère entre ses mains et le délivrer pour toujours du plus redoutable de ses adversaires. Don Pèdre n'était

plus le même homme. Il refusa obstinément de pousser sa pointe. Au lieu d'attaquer Najera, ou tout au moins de l'investir, il retourna brusquement à Santo-Domingo, probablement avec le dessein d'apaiser par quelque expiation la colère de saint Dominique. Cependant don Henri et le comte d'Osuna, attribuant leur salut à la protection divine, s'empressaient d'évacuer Najera pour se jeter en Navarre, suivis de don Sanche, qui parvint à les rejoindre. Leur retraite fut pénible. Les hommes d'armes étaient démontés pour la plupart; tous avaient perdu leurs équipages, et le nombre de leurs blessés embarrassait encore leur marche. On croit que, s'ils eussent été poursuivis avec vigueur, pas un seul n'eût repassé la frontière. Mais don Pèdre demeurait immobile, et paraissait avoir tout oublié, jusqu'à sa haine. Un moment, il parut sortir de sa léthargie et poussa les fuyards jusqu'à Logroño. Là, le cardinal Gui de Boulogne accourut à sa rencontre, et d'un mot l'arrêta. L'armée, qui marchait remplie d'ardeur, eut ordre de faire halte et de ne plus troubler la retraite de l'ennemi (1). Dès que le territoire castillan fut évacué par les rebelles, le roi, qui semblait toujours en proie à une hallucination étrange, se hâta de quitter le théâtre de la guerre et de retourner à Séville. Il laissait sur la frontière la plus grande partie de ses troupes sous le commandement des trois maîtres des ordres militaires et de Gutier Fernandez, qui, lorsque l'invasion du comte don Henri eut amené la rupture des conférences de Tudela, s'était mis à la tête d'un corps détaché à Molina.

La défaite de don Henri n'avait pas ébranlé la faveur dont

(1) Ayala, p. 307.

il jouissait auprès du roi d'Aragon, mais elle fit sentir à ce prince la nécessité de mettre un terme, dans son intérêt, à la rivalité qui régnait entre ses lieutenants. Peu de jours après la bataille de Najera, ayant réuni l'infant et le comte de Trastamare, il les obligea de se jurer paix et amitié, et, selon l'usage, un acte solennel fut dressé en témoignage de cette réconciliation. Les mains étendues sur les Évangiles, don Fernand et don Henri se promirent d'abjurer leurs rancunes, et de n'avoir plus d'autre but que le service et l'honneur du roi d'Aragon. Ils s'engagèrent par le même traité à lui révéler toutes les propositions qu'ils recevraient du roi de Castille, et à faire à ce dernier « tout mal, dommage et déshonneur, de bon accord et en toute loyauté (1). » Je transcris les termes mêmes de ce singulier contrat. En retour, le roi d'Aragon leur renouvela l'assurance de sa protection et la promesse de ne jamais traiter avec son ennemi sans stipuler en leur faveur les conditions qu'ils exigeraient.

La sincérité de Pierre IV ne tarda pas à être mise à l'épreuve. Dès le lendemain de cette convention, Bernal de Cabrera, au retour d'une mission auprès du roi de Castille, rapporta l'ultimatum de ce prince. Une seule difficulté, suivant l'ambassadeur aragonais, empêchait la conclusion d'une paix solide; c'était la révocation demandée par Pierre IV de la sentence de haute trahison rendue par don Pèdre contre l'infant don Fernand et Henri de Trastamare. Le roi de Castille se refusait à leur réhabilitation, et se croyait tellement assuré de son bon droit, qu'il avait offert à Cabrera de remettre entre ses mains le

(1) Juran de ayudar a fazer todo mal e danyo, desfacimiento e desonra al rey de Castiella bien e lealment. Pedrola, 11 mai 1360. *Arch. gen. de Ar. pergamino*, nº 2230.

jugement de l'affaire. Il lui avait proposé de désigner lui-même six arbitres à son choix, parmi les prélats ou les riches-hommes de Castille, et de reviser avec eux la sentence d'Almazan. Peut-être, en faisant une semblable ouverture, don Pèdre comptait-il un peu sur l'inimitié patente qui existait entre ce ministre et les princes castillans; peut-être encore, comme on le prétendit dans la suite, s'était-il emparé de l'esprit de Cabrera par de puissantes séductions. L'affaire fut portée au conseil secret de Pierre IV; mais les débats furent arrêtés aussitôt par le roi, qui rappela son serment de ne jamais traiter avec le Castillan sans stipuler des conditions honorables pour les bannis ses alliés. Cabrera, qui s'était toujours montré l'avocat de la paix, dut se soumettre à la résolution de son maître, mais il demanda que sa proposition fût enregistrée et qu'on lui donnât acte de ses efforts pour obtenir un accommodement (1).

Cette fidélité à ses engagements et ces scrupules tout nouveaux chez Pierre IV s'expliquent assez bien par l'espoir qu'il fondait en ce moment sur une nouvelle alliance. Il traitait alors avec les Maures de Grenade et les déterminait à faire une diversion puissante. Il se flattait de donner bientôt au roi de Castille tant d'occupation en Andalousie, qu'il fût forcé d'abandonner la frontière d'Aragon. La suite du récit montrera que ses calculs étaient justes.

Cependant la fortune semblait maintenant sourire à don

(1) *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1170 Sigilli secreti, p. 165. Attestation délivrée à don Bernal de Cabrera *ad suam excusationem, et in testimonium veritatis*, 12 mai 1360, sans indication de lieu, probablement à Pedrola; on a vu que le traité de réconciliation entre l'infant et don Henri est daté de cette ville, le 11 mai 1360.

Pèdre, et ses armes étaient aussi heureuses sur mer que sur terre. Peu après son arrivée à Séville, un aventurier nommé Zorzo (1), capitaine des arbalétriers de sa garde, envoyé par lui en croisière sur les côtes de Barbarie, amena dans le port quatre galères aragonaises qu'il avait capturées après un brillant combat. Le roi, depuis l'insulte faite à son pavillon par Perellòs, ne voulait plus voir que des pirates dans les marins aragonais. Il les fit traiter comme tels. Le capitaine des quatre galères, gentilhomme valencien, camerlingue du roi d'Aragon, fut mis à mort, et, avec lui, une partie de ses équipages (2).

IV.

Alphonse, roi de Portugal, grand-père de don Pèdre, était mort l'année précédente, laissant la couronne à son fils, Pierre Ier. L'alliance entre les deux royaumes en était devenue plus intime. Étroitement uni par le sang et la politique à don Pèdre, le nouveau souverain du Portugal avait avec lui une conformité de caractère et de plans qui devait les rapprocher encore. Comme son neveu, il avait été outragé, trahi

(1) Ayala, p. 310, dit que cet homme était né en Tartarie, et avait été esclave à Gênes. *Zorzo,* suivant M. Llaguno, est le nom de Georges en grec vulgaire. C'est une erreur. Ce nom est du dialecte génois. Si Ayala avait figuré la prononciation grecque, il aurait écrit Yorios.

(2) Ces cruautés amenèrent des représailles. Le roi d'Aragon écrivait de Barcelone, le 12 septembre 1360, au comte de Trastamare pour lui demander Henri Lopez de Orosco, chevalier castillan, son prisonnier. Par une lettre du même jour, il ordonnait à Jordan de Urriès de faire décapiter Orozco dès que le Comte l'aurait remis entre ses mains. Je n'ai pu savoir si cet ordre cruel avait reçu son exécution. *Arc. gen. de Ar.*, reg. 1170 Sigilli secreti, p. 182.

par ses riches-hommes, et comme lui il avait conçu le projet de les réduire dès que la force serait entre ses mains. Altier, impérieux, implacable dans ses ressentiments, féroce dans ses vengeances, il reçut les mêmes surnoms qu'avait mérités son homonyme de Castille. Pour la noblesse qu'il décima, il fut *Pierre-le-Cruel; Pierre-le-Justicier* pour le peuple dont il punit souvent les oppresseurs.

« Comme s'il eût craint de manquer de bourreaux, dit un chroniqueur portugais, et pour n'être pas pris au dépourvu, il en menait un à sa suite dans tous ses voyages. On le vit souvent donner lui-même la question et fouetter de sa main les coupables ou les accusés. Il portait un fouet à la ceinture pour l'avoir toujours prêt et n'avoir pas la peine de le chercher (1). » Tel était le nouveau roi de Portugal. Qui ne connaît la tragique histoire d'Inès de Castro, sa maîtresse chérie? Quelques seigneurs jaloux du crédit que l'amour de Pierre, alors infant de Portugal, donnait aux parents d'Inès, arrachèrent son arrêt de mort au roi don Alphonse, et se firent eux-mêmes ses bourreaux (2). Bien que l'infant eût solennellement juré de renoncer à la vengeance, les meurtriers d'Inès se hâtèrent de chercher un refuge en Castille, dès qu'il monta sur le trône. Mais cet asile était mal choisi. Le roi de Portugal, en renouvelant avec son neveu l'alliance des deux états, lui écrivit secrètement pour lui demander l'extradition des as-

(1) Na cinta trazia sempre o açoute por não haver dilação em o buscar. — Duarte do Liao. *Chronicas dos reis de Portugal*, t. II, p. 199.

(2) Camoens.

Contra una dama, o peitos carniceiros
Feros vos mostraïs, è cavalleiros?

Lusiad., cant. III, st. 130.

sassins de sa maîtresse, et, en échange, lui offrit quelques bannis castillans qui vivaient tranquilles à sa cour. A cette époque d'anarchie féodale, l'extradition des bannis était une idée nouvelle et tyrannique. La noblesse, qui prétendait au droit de changer de patrie suivant son intérêt, ne pouvait voir sans indignation une pareille atteinte portée à ses antiques priviléges. Au contraire, les rois, et les rois absolus comme don Pèdre, n'aspiraient qu'à les détruire. Le cruel échange proposé par le Portugais, et accepté avec joie par son allié, livra aux plus épouvantables supplices des malheureux qui se reposaient avec confiance sur le droit d'asile. Un des premiers que réclama le roi de Castille fut Pero Nuñez de Guzman, autrefois adelantade de Léon, qui venait de lui échapper peu avant l'expédition du comte de Trastamare. Il alla mourir à Séville, après avoir souffert, sous les yeux mêmes du despote qu'il avait offensé, d'horribles tortures qui indignèrent jusqu'aux plus fidèles serviteurs de don Pèdre. Pierre de Portugal se montra reconnaissant envers son allié, et pour lui payer le sang que, lui aussi, il avait eu le plaisir de répandre, il mit à sa disposition six cents lances pour la prochaine campagne contre l'Aragon (1).

(1) Ayala, p. 310 et suiv. — Après avoir fait torturer long-temps en sa présence Pero Coelho, un des assassins d'Inès, le roi de Portugal ordonna de lui arracher le cœur. « Fouille à gauche dans ma poitrine, » dit Coelho à l'exécuteur des hautes œuvres, « tu trouveras un cœur plus grand qu'un cœur de taureau et plus fidèle qu'un cœur de cheval. » *Collecção de ineditos de Historia portugueza*, t. V, p. 126. Coelho, en portugais, signifie *lapin*. Ce nom fournit au roi une affreuse plaisanterie qui peint les mœurs de l'époque. En voyant le prisonnier il s'écria : « Qu'on fasse venir du vinaigre et des oignons; on va me fricasser ce *lapin*. »

V.

La bataille de Najera, la déroute de don Henri, et surtout l'active persévérance du cardinal-légat, avaient amené une sorte de suspension d'armes tacite entre les deux puissances belligérantes. Le cardinal avait obtenu de don Pèdre la promesse de reprendre les conférences de Tudela, et n'oubliait rien pour renouer les négociations déjà deux fois rompues. Bien que moins disposé que jamais à rien céder de ses prétentions, don Pèdre feignit quelque déférence pour le saint-siége et désigna Gutier Fernandez pour son plénipotentiaire. Qu'on ne s'étonne point que le roi, instruit comme il l'était alors de la correspondance de son ministre avec l'infant d'Aragon, lui confiât de nouveau une mission de cette importance. Il avait ses desseins. Patient pour se venger, il savait caresser jusqu'à ce qu'il pût frapper à coup sûr. D'ailleurs, Fernandez à Molina, sur la frontière d'Aragon, entouré de ses vassaux particuliers, aurait pu facilement se dérober à sa colère; il fallait, avant tout, le tirer de son fort. Le roi lui écrivit de se rendre à Sadava pour conférer avec le cardinal de Boulogne, et lui recommanda de se concerter en passant avec les maîtres des ordres militaires, qui lui donneraient des renseignements utiles pour les négociations qu'il allait diriger. Gutier Fernandez, sans défiance, partit pour Alfaro, lieu désigné pour le rendez-vous avec les maîtres. Déjà il avait été précédé par Martin Lopez, successeur de Juan de Hinestrosa dans la charge de chambellan, qui, sous le sceau du secret, venait révéler à don Garci Alvarez, maître de Saint-Jacques, les volontés du roi. En arrivant à Alfaro, Fernandez trouva la

troupe sous les armes. On lui dit que le maître de Saint-Jacques et celui d'Alcántara, venus d'un cantonnement voisin, allaient faire la montre de leurs cavaliers, et on le pria d'assister aux exercices militaires qui se faisaient à cette occasion. Après la revue, les deux maîtres le conduisirent avec honneur à son logement, accompagnés d'un grand nombre de leurs chevaliers et de leurs hommes d'armes. Là, les portes fermées et gardées par des soldats, Martin Lopez lui signifia qu'il se préparât à mourir. — « Qu'ai-je fait, s'écria Fernandez, pour mériter la mort? » Tous se turent. Le roi n'avait communiqué ses soupçons à personne, et jamais il ne daignait expliquer ses ordres. Martin Lopez somma le prisonnier de livrer tous ses châteaux; il y consentit sans hésitation. Puis il demanda s'il lui serait permis d'écrire à son seigneur. On lui accorda cette grace, et un notaire ayant été mandé à cet effet, il lui dicta la lettre suivante :

« Sire, moi Gutier Fernandez de Tolède, vous baise les mains et prends congé de vous pour comparaître devant un autre seigneur plus grand que vous n'êtes. Sire, votre grace n'ignore pas que ma mère, mes frères et moi, depuis le jour où vous naquîtes, fûmes gens de votre maison; et je n'ai pas besoin de vous rappeler les maux que nous endurâmes ni les dangers par où il nous fallut passer à votre service, au temps où doña Léonor de Guzman avait tout pouvoir en ce royaume. Pour moi, sire, je vous ai toujours servi loyalement (1). Je crois que, pour vous avoir dit avec trop de liberté des choses qui importent à vos intérêts, vous me faites

(1) Gutier Fernandez avait cependant refusé d'accompagner le roi à Toro lorsqu'il se remit entre les mains des rebelles, mais cette faute avait été partagée par Diego de Padilla. Voyez § VIII, Ayala, p. 167.

mourir. Que votre volonté s'accomplisse et que Dieu vous pardonne, car je n'ai pas mérité mon sort. Et maintenant, sire, je vous le dis en ce moment suprême, et ce sera mon dernier conseil, sachez que, si vous ne mettez le glaive au fourreau, et si vous ne cessez de frapper des têtes comme la mienne, vous perdez votre royaume et mettez votre personne en péril. Songez à vous; c'est un loyal serviteur qui vous adjure, à l'heure où il ne doit dire que la vérité. »

Après avoir scellé cette lettre touchante, Fernandez tendit sa gorge au bourreau, qui le décapita dans une chambre de la maison où il avait été arrêté. Un arbalétrier de la garde, montant à cheval aussitôt, courut porter sa tête, à Séville, aux pieds du roi (1).

Pendant que Gutier Fernandez expiait à Alfaro son crime ou son imprudence, don Pèdre ordonnait en Andalousie un autre meurtre, résolu sur des soupçons encore plus incertains et préparé avec non moins d'art et de dissimulation. Gomez Carrillo, commandant de quelques forteresses prises récemment sur les Aragonais, était accusé par ses ennemis d'entretenir une correspondance déloyale avec le comte de Trastamare. Indigné contre ses accusateurs, et se croyant assuré de les confondre, il se rendit aussitôt à Séville et se présenta hardiment au roi, demandant à se justifier. Il convint qu'il avait vu pendant une suspension d'armes quelques-uns de ses parents, émigrés en Aragon; mais il nia formellement que, dans ces conférences, il eût fait ou reçu aucune proposition contraire au service de son maître. Le roi l'accueillit gracieusement, parut l'écouter avec faveur et l'assura qu'il avait

(1) Ayala, p. 313 et suiv. — Cascales. *Hist. de Murcia*, p. 188.

toujours sa confiance. Il ajouta que, pour imposer silence aux calomnies et pour éviter des relations qui pourraient être mal interprétées, il voulait l'éloigner de la frontière d'Aragon et lui donner le gouvernement d'Algeziras. C'était alors une des places les plus importantes du royaume. Carrillo, croyant recevoir une faveur signalée, accepta avec reconnaissance et partit aussitôt sur une galère du roi pour aller prendre possession de son nouvel emploi. Mais à peine fut-il à l'embouchure du Guadalquivir, que le capitaine de la galère lui fit trancher la tête. En même temps et à l'autre extrémité de la Castille, sa femme et ses fils étaient arrêtés par Martin Lopez (1).

Ayala explique à sa manière la mort de Carrillo, qu'il n'attribue pas à une cause politique. Suivant son récit, le roi, dans une de ces infidélités fréquentes, mais toujours passagères, qu'il faisait à Marie de Padilla, avait jeté les yeux sur doña Maria de Hinestrosa, cousine de celle-ci et belle-sœur de Gomez Carrillo. Garci Laso Carrillo, son mari, blessé dans son honneur, passa en Aragon, laissant à son frère le soin de veiller sur la conduite de sa femme. Ainsi, ce serait pour se débarrasser d'un surveillant incommode que le roi aurait fait périr Gomez. J'avoue qu'une telle supposition me semble peu probable, et je ne m'explique pas comment notre chroniqueur ne s'est pas donné la peine de la mieux justifier. Sur la frontière d'Aragon, Gomez n'était guère en état de troubler les amours de don Pèdre; et l'on voit qu'après tout, il ne se montrait pas fort jaloux de l'honneur de sa famille, puisqu'il acceptait les faveurs du roi, n'ignorant pas la situation de sa belle-sœur à la cour.

Quelque indignation, quelque dégoût qu'on éprouve au récit

(1) Ayala, p. 315 et suiv.

de ces exécutions continuelles, il est impossible de les attribuer à une férocité irréfléchie, à cette cruauté de tempérament que la plupart des historiens prêtent à don Pèdre pour expliquer tant de meurtres ordonnés, exécutés coup sur coup. Ils me semblent plutôt la conséquence fatale de l'ambition du roi, aux prises avec les mœurs de son époque. Le trait principal de son caractère est un violent amour de la domination, toujours soupçonneux, toujours inquiet, excusable peut-être jusqu'à un certain point dans un prince du moyen-âge, qui, long-temps témoin des maux de l'anarchie, avait fini par ériger son despotisme en une mission surhumaine pour régénérer son pays. Souvent trahi, dupe des serments les plus solennels, il s'était accoutumé à préjuger la trahison dans tout ce qui l'entourait et à punir avant d'avoir vérifié le crime. La conscience d'un grand dessein lui faisait regarder comme justice ses rigueurs contre toute désobéissance à ses volontés. Dans ce temps malheureux, cette confusion de mots et d'idées était acceptée par les peuples eux-mêmes que l'ambition des seigneurs féodaux exposait sans cesse aux malheurs de la guerre civile. Tuer un riche-homme, c'était, pour le vulgaire, faire justice; c'était punir à bon droit. Don Pèdre aussi se glorifiait de faire justice; mais, comme tous les despotes, il croyait la désobéissance le plus grand des crimes. Quiconque hésitait dans l'accomplissement de ses ordres était un traître, et sa tête était dévouée. Peut-être la conduite de Gutier Fernandez et de Gomez Carrillo fut-elle toujours loyale, mais les apparences étaient contre eux. L'un et l'autre avaient entretenu des relations avec des hommes que leur maître avait proscrits et qui notoirement travaillaient à séduire ses vassaux. Il n'en fallait pas davantage pour faire soupçonner une trahison, et un soupçon de don Pèdre était un arrêt de mort. Accoutumé à voir couler le

sang, comme un chevalier de son époque, à compter la vie des hommes pour peu de chose, comme la plupart de ses compatriotes, il se mettait sans doute médiocrement en peine pour convertir ses soupçons en preuves. Les rois se croient des lumières supérieures à celles des autres hommes, et don Pèdre, sans doute, se croyait infaillible. J'oserai dire cependant que ce n'était pas sans la conviction de son bon droit qu'il commandait les supplices, conviction trop facilement acquise, sans doute, mais réfléchie pourtant et sincère. Il s'appliquait de bonne foi à distinguer l'innocent du coupable, et, au XIVe siècle, c'était beaucoup pour un despote. Alors c'était la coutume que tous les parents d'un rebelle fussent enveloppés dans son châtiment, et l'on ne s'étonnait pas de voir des enfants traînés sur l'échafaud de leur père. Don Pèdre n'imita point ces cruautés aveugles. Rien ne prouve mieux ses sentiments de justice, à prendre ce mot dans l'acception du moyen-âge, que sa conduite à l'égard des parents de Gutier Fernandez. A la nouvelle de la mort de ce seigneur, don Gutier Gomez, prieur de Saint-Jean, et Diego Gomez, ses cousins, tous deux chargés de défendre la frontière de Murcie, se croyant menacés du même coup qui venait de frapper le chef de leur famille, abandonnèrent leur poste et prirent la fuite. Le premier essaya de gagner Grenade, l'autre chercha un refuge à Valence. Le prieur, arrêté à la frontière, n'attendait que la mort; mais le roi s'empressa de le rassurer, lui rendit ses honneurs et ses emplois et continua de lui accorder sa confiance. Il pardonna de même à Diego Gomez, bien qu'il fût allé demander un asile à ses ennemis (1).

(1) Ayala, p. 319 et suiv.

La dissimulation profonde avec laquelle don Pèdre préparait ses vengeances, ou, si l'on veut, *ses justices*, est aujourd'hui pour nous le trait le plus odieux de son caractère, et elle ajoute un degré d'horreur aux meurtres qui signalèrent son règne. Je crois que cette dissimulation fut plutôt une habitude et peut-être une nécessité de son temps qu'un vice de son naturel. Il faut se rappeler ce qu'étaient alors les riches-hommes de Castille, leurs forteresses inaccessibles, leurs vassaux nourris dans des idées d'obéissance aveugle, pour comprendre combien la force ouverte était impuissante contre eux. Avant le perfectionnement de l'artillerie, il y avait, en Espagne, quantité de places imprenables. Tel seigneur, retranché dans son donjon bâti au-dessus des nuages, avec une centaine de bandits et des vivres pour un an, se moquait des armées les plus nombreuses, et cependant, à la tête de sa petite troupe, répandait la désolation dans toute une province. Pour en avoir raison, il fallait nécessairement le surprendre éloigné de son fort, séparé de ses hommes d'armes. En ce temps, la guerre était en quelque sorte l'état normal de l'Europe, et la ruse, bien souvent la perfidie, la seule tactique en usage. La plupart de ces chevaliers que l'on s'habitue trop à croire semblables aux types dessinés par les poëtes ou les romanciers, se faisaient un jeu de leurs serments. Où trouver en Espagne, dans cette triste période, des hommes constants dans leurs alliances, fidèles à leurs amis ou même retenus par les liens du sang? Partout on ne rencontre que trahisons, parjures éhontés. Faut-il s'étonner qu'un prince élevé au milieu de la guerre civile, toujours entouré de révoltes et de conspirations, trahi par ses frères et par ses cousins, vendu par sa mère et par sa tante, ait cherché à tourner contre ses

ennemis les armes dont il avait éprouvé lui-même les dangereuses blessures? Je ne fais point ici l'apologie de don Pèdre, je veux seulement établir combien il est difficile de juger les hommes d'autrefois avec nos idées modernes. Ce qui est un crime à nos yeux aujourd'hui n'était pour nos aïeux du XIVe siècle qu'un trait d'audace; et si l'on ne peut dire que la nature humaine se soit perfectionnée, du moins doit-on rendre grâce à la civilisation d'avoir diminué la masse des malheurs matériels en diminuant le pouvoir de mal faire.

Peu après les événements que je viens de raconter, don Pèdre réunit à Almazan les principaux de ses capitaines, et là, voulut bien exposer ses griefs contre Gutier Fernandez et Gomez Carrillo. « Le premier, dit-il, pendant son séjour à Tudela, avait eu des relations coupables avec plusieurs rebelles, notamment avec Perez Sarmiento, dont la trahison avait causé le désastre d'Araviana. En outre, il avait adressé à l'infant d'Aragon des propositions contraires au devoir d'un vassal et dangereuses pour l'état. Quant à Carrillo, placé dans un poste de confiance sur la frontière ennemie, il n'avait pas cessé de voir ses parents, serviteurs dévoués du comte de Trastamare (1). » En s'expliquant de la sorte devant ses courtisans, le roi ne cherchait pas à justifier sa conduite; c'était une leçon qu'il voulait leur donner; surtout il tenait à montrer que ses espions étaient vigilants et que rien n'échappait à ses regards.

Don Vasco, frère de Gutier Fernandez, était archevêque de Tolède. Le roi le croyait complice de la conjuration qu'il prétendait avoir découverte. Il lui envoya un ordre d'exil. Telle était la terreur qu'il inspirait alors, que pas une voix ne s'é-

(1) Ayala, p. 317.

leva dans Tolède pour réclamer contre le bannissement d'un homme que ses mœurs irréprochables et son édifiante piété avaient rendu cher à tout son troupeau. Les commandements du roi commençaient à s'exécuter avec toute la rigueur, avec toute la ponctualité du despotisme musulman. A l'issue de la messe, on signifia à l'archevêque qu'il eût à partir sur-le-champ pour le Portugal, et sans lui laisser le temps de prendre quelque bagage, ou même de changer de costume, on le conduisit hors de la ville, et de là, à grandes journées, jusqu'à la frontière. Deux ans après, don Vasco mourut en odeur de sainteté à Coimbre, dans le monastère de Saint-Dominique, où il avait choisi sa retraite, et le roi, à la prière de ses parents, permit que son corps fût transporté à Tolède et reçût la sépulture dans la cathédrale (1).

Quatre jours après le départ de son archevêque, la ville de Tolède fut témoin d'un autre revers de fortune. Le trésorier du roi, don Simuel el Levi, autrefois le compagnon de sa captivité à Toro, et depuis son ministre et son confident, fut tout à coup jeté en prison. Le même jour, et dans tout le royaume, on arrêtait ses parents et ses employés. Le crime de Simuel était sa prodigieuse fortune, et, dans un temps où les ressources du commerce et de l'industrie étaient si mal connues, un roi ne pouvait croire que son trésorier s'enrichît autrement qu'à ses dépens. A l'exemple des despotes orientaux, don Pèdre avait long-temps tout permis à son ministre pour en exiger ensuite un compte terrible. On saisit tous ses biens, mais malheureusement pour lui on le croyait trop habile pour n'avoir pas caché la plus grande partie de ses trésors.

(1) Ayala, p. 320.

Conduit à Séville, Simuel Levi fut si cruellement torturé qu'il expira dans les angoisses de la question. On dit que le roi trouva dans ses coffres 160,000 doubles et 4,000 marcs d'argent qu'il s'appropria, outre beaucoup de pierreries et d'étoffes précieuses. Une somme de 300,000 doubles fut également saisie chez les parents du trésorier, receveurs sous ses ordres; elle provenait des impôts dont le recouvrement lui était confié, et allait être versée dans les caisses du roi. Il y a lieu de croire que Levi, comme Jacques Cœur un siècle plus tard, fut la victime de l'ignorance et de la cupidité d'un maître qu'il avait bien servi (1).

(1) Ayala, p. 322. Suivant l'interpolateur de la chronique du Despensero mayor, Simuel Levi, dont il rapporte faussement la mort à l'année 1366, aurait été dénoncé au roi par plusieurs Juifs jaloux de ses immenses richesses. Simuel, se voyant mis à la torture, mourut *d'indignation*, « *de puro corage*, » dit l'auteur anonyme que je copie, faute de pouvoir l'entendre. On trouva dans un souterrain pratiqué sous sa maison trois tas de lingots d'or et d'argent si hauts « qu'un homme derrière ne paraissait pas. » Le roi, en voyant ce trésor, s'écria : « Si don Simuel m'eût donné le tiers du plus petit de ces tas, je ne l'aurais pas fait tourmenter. Comment se laisser mourir sans vouloir parler! » *Sumario de los reyes d'España*, p. 73. Credat Judæus Apella.

XIV.

PAIX AVEC L'ARAGON. — 1361.

I.

Depuis les victoires de don Alphonse le royaume de Grenade était tributaire de la Castille. Une de ces révolutions de palais, si fréquentes dans les pays musulmans, chassa de Grenade le roi Mohamed-Ben-Jusef, protégé de don Alphonse, puis de don Pèdre, et mit sur le trône son frère, nommé Ismaïl. Au bout de quelques mois, ce dernier fut assassiné par son vizir Abou-Saïd, qui prit aussitôt le titre de roi (1). Mohamed s'était toujours montré dévoué à don Pèdre, et l'on a vu que dans les expéditions maritimes contre la Catalogne il lui avait fourni quelques vaisseaux. Naturellement le prince détrôné devait chercher un appui auprès de son suzerain le roi de Castille, et de son côté l'usurpateur espérait intéresser à sa cause le roi d'Aragon.

(1) Ayala, p. 323. — Conde. *Hist. de los Arabes*, 4e partie, cap. XXIV. Marmol. *Descripcion de la Afr.*, lib. II, p. 214 et suiv. Marmol appelle le roi détrôné Abil Gualid, et l'usurpateur Mahamet.

Pierre IV était trop habile pour refuser une alliance si avantageuse. Le mauvais succès de l'expédition dirigée par le comte de Trastamare n'avait pu lui faire perdre l'espoir d'exciter une révolution en Castille. C'était de ce côté surtout qu'il croyait don Pèdre vulnérable, et, après avoir reconnu l'insuffisance d'un de ses agents, il se hâtait d'en produire un autre. Maintenant, c'était à son frère, don Fernand, qu'il voulait confier une expédition nouvelle, se flattant que, plus heureux que don Henri, il rallierait les mécontents et réussirait à rallumer le feu de la guerre civile que tant de sang versé n'avait pu éteindre. Il paraît que l'intention de Pierre IV était de proclamer la déchéance de don Pèdre et de reconnaître don Fernand comme son successeur, dès qu'il serait parvenu à rallier autour de lui un certain nombre d'insurgés. Pour concevoir un dessein si hardi, il fallait qu'il jugeât alors de la fidélité des Castillans avec les mêmes yeux que don Pèdre. Probablement il se faisait illusion, et la mesure n'était pas encore comblée. Entouré de bannis toujours disposés à croire sur l'état de leur pays les rumeurs qui flattaient leurs passions, il s'exagérait sans doute l'aversion de la Castille pour son roi; mais les inquiétudes mêmes de don Pèdre, ses soupçons incessants trahissaient sa faiblesse et montraient de quel côté les coups devaient se diriger. Le roi d'Aragon résolut de donner à don Fernand des subsides considérables et de le mettre à la tête d'un corps de troupes d'environ 3,000 hommes d'armes. Ce n'était plus une *chevauchée* qu'il s'agissait de conduire, c'était la conquête d'un royaume qu'on allait tenter, et déjà Pierre IV s'était assuré une large part dans les dépouilles de son ennemi. L'infant s'engagea par un acte solennel à céder à son frère *jure regio* le royaume de Murcie, la province de Soria et plu-

sieurs villes considérables. En retour, le roi lui promit de payer la solde de ses troupes pour trois mois, à dater du 1er février 1361; enfin, dans le cas où l'infant aurait une fille, on stipula qu'elle épouserait le duc de Gerone, fils aîné de Pierre IV et son héritier présomptif (1). On le voit, rien n'était oublié dans les contrats de ce temps. En attendant cette union projetée de si loin, on poussait avec beaucoup d'activité, quoiqu'en secret, les préparatifs de l'expédition qui devait conquérir la Castille. On conçoit combien dans un tel moment l'alliance des Maures de Grenade était importante, et quel devait être l'empressement de Pierre IV à leur faire prendre les armes.

Jusqu'alors don Pèdre, absorbé par les troubles intérieurs de son royaume et par les soins de la guerre contre l'Aragon, n'avait prêté qu'une médiocre attention aux affaires de Grenade. Au commencement de l'année 1361, les négociations entamées entre Pierre IV et Abou-Saïd lui furent révélées par un roi maure des Beni-Merin, Abou-Salem (2), à qui l'on proposait de prendre part à la coalition contre la Castille (3). Cet avertissement vint surprendre don Pèdre au moment où, à la tête d'une armée considérable, il venait d'entrer en Aragon et de s'emparer de quelques places. La diversion dont il était menacé était fort dangereuse, car l'Andalousie était alors à la merci des Maures; la plupart de ses chevaliers et la fleur de ses génétaires se trouvaient réunis, loin de leurs foyers, dans le camp du roi. L'imminence du danger l'obli-

(1) *Arch. gen. de Ar.* Convention entre Pierre IV et l'infant d'Aragon. Barcelone, 31 janvier 1361. Registre 1393 Secretorum, p. 77 et suiv.

(2) Marmol, *Descrip. de la Afr.*, le nomme Abu Henun, roi de Fez, lib. II, p. 214.

(3) Ayala, p. 348.

geait à renvoyer précipitamment l'élite de ses troupes sur la frontière de Grenade, et il se voyait contraint d'abandonner l'Aragon au moment où tout semblait y céder à ses armes. Dans cette perplexité, don Pèdre prit son parti avec son impétuosité ordinaire. De même que le lion oublie une première blessure pour se jeter sur le chasseur qui vient de lui porter la dernière atteinte, don Pèdre tourna toute sa fureur contre son nouvel ennemi. Sa haine était trop violente pour se partager; du roi d'Aragon il la reporta tout entière contre Abou-Saïd, et nul sacrifice ne lui coûta pour en tirer une éclatante vengeance. Le cardinal Gui de Boulogne, qui ne perdait pas une occasion pour reproduire ses propositions de paix, s'aperçut aussitôt de ce changement et le mit à profit. Cet accommodement, qui naguère paraissait impossible, se termina en quelques jours avec une surprenante facilité. L'Aragonais tenait à ses avantages matériels; le Castillan ne cherchait qu'une satisfaction de vanité, ou plutôt il ne demandait qu'une chose, c'est qu'on lui abandonnât l'usurpateur de Grenade. Arbitre entre les deux souverains dont il avait eu le temps d'étudier à fond le caractère, le cardinal proposa que le roi d'Aragon retirât sa protection à l'infant et au comte de Trastamare, et que don Pèdre rendît toutes les villes dont il s'était emparé. Quant aux prétentions que les deux princes alléguaient sur Alicante et Orihuela, le cardinal, ajournant toute discussion à ce sujet, maintint le *statu quo* en attendant que l'affaire fût examinée par le pape, qui prononcerait en dernier ressort. A ces conditions acceptées de part et d'autre avec empressement, la paix fut conclue, signée par les deux rois, et don Pèdre reprit aussitôt le chemin de Séville, ne pensant plus qu'à publier une croisade contre les Maures.

Telles furent les bases du traité de paix publié vers le milieu de mai 1361 (1). Je vais en exposer brièvement les principales conditions. On a vu que, lors des précédentes négociations, chacun des deux rois avait à sa solde un ou plusieurs parents de son adversaire, commandant un certain nombre de bannis ou de mécontents. De cette coïncidence singulière résultait pour chacun des deux rois la nécessité de stipuler en faveur des étrangers à son service, et les plénipotentiaires avaient toujours proposé pour base d'un accord des concessions réciproques à cet égard. Maintenant la situation avait changé depuis que l'infant d'Aragon, réconcilié avec son frère, était banni par le roi de Castille aussi bien que le comte de Trastamare. Il fallait donner une satisfaction à don Pèdre, et en même temps ménager l'amour-propre de Pierre IV et lui épargner l'humiliation de paraître sacrifier les hommes qu'il avait engagés dans sa querelle. Voici par quels moyens le légat résolut ou éluda cette difficulté. On se souvient que, depuis le règne de don Alphonse de Castille, les maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava réclamaient des domaines considérables et le droit de nomination à plusieurs commanderies situées dans le royaume d'Aragon; les souverains de ce pays s'étaient approprié le droit d'investiture. Le cardinal imagina d'assimiler les deux maîtres aux deux chefs des émigrés castillans, l'infant don Fernand et don Henri. Cette fiction une fois adoptée, il fut facile de rédiger des stipulations réglées en apparence sur un pied d'égalité parfaite. Il fut convenu que l'infant don Fernand et le comte de Trastamare passeraient

(1) Publié par le roi de Castille, à Deza, le 13 mai ère 1399 (1361), et à Calatayud, par le roi d'Aragon, le 14 du même mois.

sur la rive gauche de l'Èbre huit jours après la publication de la paix, et qu'à l'avenir ils ne pourraient ni posséder une forteresse, ni fixer leur résidence à moins de trente lieues des frontières de Castille; qu'il leur serait interdit de recruter des soldats en Aragon, d'y acheter des armes ou des vivres, en un mot d'y faire aucun préparatif militaire; que, s'ils entraient au service d'un prince étranger ennemi du roi de Castille, ils ne pourraient être reçus en Aragon pendant la durée de la guerre; enfin, que le roi d'Aragon, tant qu'ils demeureraient dans ses états, se rendrait garant de leur conduite, répondrait de toutes les entreprises hostiles qu'ils pourraient tenter, et, le cas échéant, paierait des indemnités proportionnées aux dommages auxquels de semblables tentatives pourraient donner lieu.

De la part de la Castille, mêmes engagements, mêmes promesses à l'égard des maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava. On leur appliqua les mêmes prohibitions (1), et don Pèdre se rendit également caution de leur conduite. En outre, les deux rois arrêtèrent d'un commun accord qu'ils s'abstiendraient de toute usurpation, de tout acte d'hostilité contre les propriétés de ces quatre personnages placés en quelque sorte en dehors du traité; mais en même temps don Pèdre déclara qu'il ne reconnaissait à don Henri et à don Fernand d'autres propriétés que celles qu'ils possédaient en Aragon, et

(1) L'article qui interdisait aux maîtres de posséder des forteresses à trente lieues de la frontière d'Aragon était manifestement impossible à exécuter, à moins qu'il ne s'agît des forteresses appartenant en propre aux maîtres, et non de celles que possédaient leurs ordres. Ainsi, par exemple, Segura de la Sierra, commanderie castillanne sur la frontière de Valence, ne pouvait être enlevée à l'ordre de Saint-Jacques.

Pierre IV fit les mêmes réserves à l'égard des maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava. Un article particulier portait que la question du droit de nomination aux commanderies aragonaises demeurait réservée pour être résolue plus tard par un jugement du saint-père. Je ne trouve pas de clause analogue en ce qui concerne les domaines de don Fernand et du comte de Trastamare en Castille; cependant le légat se proposait de statuer à cet égard; mais, connaissant l'irritabilité de don Pèdre sur ce sujet, il paraît avoir prudemment évité de marquer clairement ses intentions. De part et d'autre, on s'obligea de restituer les villes prises et de rendre sans rançon les prisonniers de guerre détenus dans les deux royaumes (1). Quant aux rançons déjà payées, elles devaient être remboursées. Cette dernière clause est fort remarquable comme acte d'autorité souveraine contre les droits et les usages féodaux. Les deux rois prétendaient ainsi disposer, et probablement sans indemnité, d'une propriété acquise par leurs vassaux. Aussi, de tous les articles de ce traité, celui-là paraît avoir soulevé les plus nombreuses difficultés. On doit observer d'ailleurs que la paix était au fond tout à l'avantage de l'Aragonais, qui regagnait un territoire très considérable et de bonnes forteresses, tandis que le roi de Castille ne recouvrait que des châteaux sans importance, si toutefois il en avait perdu quelques-uns.

Au traité de paix devait être annexée une amnistie publiée

(1) Le traité ne prévoit pas le cas où les prisonniers auraient été vendus en pays étranger. On vendait aux chrétiens les captifs maures, et souvent, quoique cela fût expressément défendu par les canons de l'église (notamment par le concile de Valladolid en 1322), les chrétiens ne se faisaient pas scrupule de vendre leurs coreligionnaires aux musulmans. Voyez Capmany, *Comercio de Barcelona*, deuxième partie, p. 225.

par les deux rois au bénéfice de leurs sujets qui auraient porté les armes contre eux dans la dernière guerre. Ici encore il n'y avait aucune parité dans la situation des deux princes, car don Pèdre n'avait qu'un fort petit nombre d'Aragonais à son service, tandis que Pierre IV soudoyait toute une armée de bannis castillans. Au reste, chacun fit encore ses réserves, peut-être en dépit du légat. Le roi d'Aragon exclut de l'amnistie quelques exilés compromis autrefois dans les troubles de l'Union. Don Pèdre excepta onze personnes expressément désignées. En tête de la liste figurent l'infant et don Henri; puis Pero et Gomez Carrillo de Quintana (1), depuis long-temps ses adversaires déclarés, et tout récemment impliqués dans la conjuration réelle ou prétendue de Gutier Fernandez. Viennent ensuite Gonzalez Lucio, le gouverneur de Tarazona, qui avait vendu cette place au roi d'Aragon; Lopez de Padilla, ancien chef des arbalétriers de la garde, qu'on s'étonne de voir parmi les émigrés, après la part qu'il avait prise au meurtre de don Fadrique; Suer Perez de Quiñones, Diego Perez Sarmiento, Pero Ruiz de Sandoval, tous serviteurs dévoués de don Henri et déserteurs des drapeaux du roi; enfin Alvar Perez de Guzman, mari de doña Aldonza Coronel, et Garci Laso Carrillo, mari d'une autre maîtresse de don Pèdre, Maria de Hinestrosa. Par une faveur spéciale, ces deux derniers devaient recouvrer la jouissance de leurs biens confisqués, à l'exception pourtant de leurs forteresses, dévolues au domaine royal. Un délai de six semaines fut fixé pour la restitution des biens séquestrés sur les émigrés compris dans l'amnistie; l'inexécution de cette clause devait entraîner l'in-

(1) Cousin de Gomez Carrillo, décapité l'année précédente.

terdit sur le diocèse où ces biens étaient situés, et l'excommunication de tout le royaume, si leur valeur dépassait cent mille maravédis.

On remarquera que don Tello et don Sanche, frères du roi, bien qu'ils eussent accompagné don Henri dans son incursion en Castille, sont admis à jouir du bénéfice de l'amnistie. Le premier cependant est déclaré déchu de ses prétentions sur la seigneurie de Biscaïe et les autres domaines de sa femme, doña Juana de Lara.

L'asile que le roi d'Aragon accordait aux onze personnages exceptés de l'amnistie était considéré comme une disposition temporaire; car les deux rois s'engagèrent pour l'avenir à ne recevoir dans leurs états aucun vassal rebelle. C'était renouveler la convention d'Atienza, si mal observée, comme on l'a pu voir.

Arbitre et signataire du traité, le légat prononça l'annulation des sentences rendues précédemment par don Pèdre contre les proscrits, maintenant amnistiés, et en même temps la révocation de celle que le cardinal Guillaume avait portée contre le roi de Castille. Cette dernière sentence, on le sait, excommuniait don Pèdre et mettait son royaume en interdit. À la formule assez vague employée par le cardinal Gui de Boulogne, au soin qu'il prend de rapprocher et de confondre en quelque sorte la sentence de son prédécesseur et l'arrêt du roi de Castille, enfin à l'affectation qu'il met à éviter les termes formels d'*interdit* et d'*excommunication*, il semblerait que le saint-siége n'eût pas approuvé le jugement du légat Guillaume, ou qu'il éprouvât quelque honte à rappeler l'usage impuissant qu'il avait fait de ses armes spirituelles. Cependant les mots d'excommunication et d'interdit reparaissent

dans les clauses pénales, et le légat a soin d'ajouter que seul il aura le pouvoir de réconcilier avec l'église le prince qui se serait rendu coupable d'une infraction au présent traité. A la peine religieuse, il eut soin d'ajouter une amende de cent mille marcs d'or, dont moitié pour le trésor apostolique et moitié pour la partie fidèle à ses engagements.

Les deux rois prêtèrent serment entre les mains du légat d'observer fidèlement les conventions précédentes. Avec eux, plusieurs riches-hommes et quelques communes, représentées par leurs procurateurs, répétèrent le serment, s'en rendirent cautions et apposèrent leur sceau sur les copies échangées par les chancelleries castillanne et aragonaise. Cette intervention des communes dans un acte diplomatique montre le pouvoir de la bourgeoisie à cette époque et la part considérable que lui faisaient les rois dans les affaires politiques.

Mais des serments et des sceaux ne suffisaient point pour assurer l'exécution d'un traité : il fallait de part et d'autre donner des otages et livrer des châteaux en mains tierces. Il fut convenu que les otages demeureraient pendant quatre mois entre les mains du roi de Navarre, autorisé à les livrer à la partie lésée par une infraction aux stipulations précédentes. Quant aux châteaux, ils devaient être remis au cardinal légat, investi spécialement du pouvoir de nommer leurs gouverneurs et de recevoir leur serment et leur acte d'hommage (1).

On cherche en vain dans le long document que je viens d'a-

(1) Zurita, t. II, p. 305. — Ayala, p. 326. — *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 39 seq. — Les décrets d'amnistie sont datés, celui de don Pèdre, du 7 mai, celui de Pierre IV, du 14 mai 1361. Même registre, p. 54 et 55.

nalyser quelque article qui se rapporte à l'insulte faite au pavillon de Castille par l'amiral Perellòs. Il semble que cet outrage, cause d'une guerre acharnée, soit oublié complétement. Don Pèdre ne demanda et ne reçut aucune satisfaction, et les documents historiques que j'ai consultés ne rappellent cet événement que par une réclamation des négociants catalans dont les marchandises avaient été confisquées en représailles de l'attentat commis par Perellòs. Cette réclamation fut rejetée péremptoirement (1).

Le traité de paix fut bientôt suivi d'un traité d'alliance offensive et défensive entre les deux rois naguère ennemis, bien que des négociations délicates, et nécessairement d'une longue durée, fussent pendantes, au sujet de la fixation des frontières et de l'échange des prisonniers. Chacun promit à son nouvel allié d'être l'*ami de ses amis* et l'*ennemi de ses ennemis;* ils jurèrent en outre de s'entr'aider dans leurs guerres par l'envoi d'une escadre de six galères armées et payées pour quatre mois (2). Pierre IV n'avait tenu compte des serments jurés à

(1) *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394, p. 77. Instruction aux ambassadeurs aragonais envoyés en Castille, le comte d'Osuna, le vicomte de Rocaberti, Gilbert de Centelles et Micer B. de Palou. Sans date, probablement octobre 1361.

(2) Le roi de Castille déclare qu'il n'aidera pas le roi d'Aragon en cas de guerre contre le roi de Portugal, et *vice versâ*, le roi d'Aragon ne lui donnera pas de secours en cas d'hostilités contre la Sicile. Ce traité d'alliance fut publié à Deza, le 18 mai, par don Pèdre, et le 22, à Calatayud, par Pierre IV. *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394, p. 60 et suiv. — Une copie avec quelques variantes sans importance, datée de Séville 15 juin, ère 1399 (1361), et signée par don Pèdre, fut ensuite adressée à la chancellerie d'Aragon. *Arch. gen. de Ar. Pergamino*, nº 2267.

son frère et à don Henri; il n'eut garde d'être plus scrupuleux à l'égard du roi de Grenade, à l'intervention duquel il devait la paix (1).

Encouragé par l'heureuse issue de son entremise, et voyant le roi de Castille tout occupé de son expédition contre les Maures de Grenade, le cardinal-légat crut l'occasion favorable pour faire acte d'autorité et pour juger, en vertu des pouvoirs qu'il tenait du saint-siége, les différends existant entre don Pèdre et les princes de sa famille. Le traité de paix entre la Castille et l'Aragon exceptait de l'amnistie l'infant don Fernand, le comte de Trastamare et quelques émigrés attachés à leur fortune, tous déclarés coupables de haute trahison par sentence du roi. C'est ce jugement que le légat voulut reviser, et le moment était bien choisi pour n'avoir pas à craindre de contradiction. D'ailleurs le légat avait eu soin d'établir son tribunal dans une cour neutre, à Pampelune, auprès du roi de Navarre; là son jugement pouvait passer pour impartial, rendu loin des parties intéressées et du prince qui s'était fait leur protecteur. Le 18 août 1361, le cardinal cassa solennellement la sentence du roi de Castille, et réhabilita les deux princes, ainsi que deux de leurs serviteurs proscrits avec eux, Pero et Gomez Carrillo. Les motifs de cet arrêt doivent

(1) Les négociations entre Pierre IV et Abou-Saïd sont attestées par Ayala et Zurita; il suffit de comparer les dates du traité de paix entre l'Aragon et la Castille, et de la guerre commencée par don Pèdre contre Abou-Saïd, pour reconnaître toute l'influence que la menace d'une diversion en Andalousie eut pour opérer un accommodement entre les deux rois. Je dois dire cependant que je n'ai trouvé aucune trace, dans les archives d'Aragon, d'une correspondance entre Pierre IV et l'usurpateur de Grenade.

être rapportés ici comme faisant connaître les principes du droit féodal de cette époque.

Le jugement du roi de Castille, dit le légat dans son considérant, a été rendu à tort, attendu premièrement que les seigneurs déclarés coupables de félonie s'étaient dénaturés au préalable par acte solennel suivant la coutume d'Espagne; qu'ils avaient élu domicile dans les domaines du roi d'Aragon, et qu'ils étaient notoirement les vassaux de ce prince au moment de leur condamnation (1). Secondement, ils n'ont point été entendus sur le fait de rébellion à eux imputée pour leur conduite lors des événements de Toro, en 1355, et l'on ne peut, en équité, passer condamnation contre des accusés qui n'ont pas été défendus; troisièmement, ils ont été amnistiés lors de la pacification du royaume, en 1356, par un acte authentique portant le sceau pendant du roi; enfin, la sentence de trahison a été rendue contre eux à une époque où don Pèdre, ayant encouru l'excommunication du cardinal Guillaume, se trouvait dans un cas d'incapacité légale (2).

Au reste, en réhabilitant les proscrits, le jugement du légat ne contenait aucune clause pour obliger don Pèdre à leur rendre leurs biens et à révoquer sa propre sentence. Il ne changeait rien aux articles du traité qui obligeait l'infant et le comte de Trastamare à vivre éloignés des frontières de la Castille, et tout se bornait à une espèce de blâme contre le roi, qui ne tenait nullement à l'approbation de l'église, pourvu qu'elle n'empiétât point sur son autorité. De fait, don Pèdre,

(1) Voir l'Appendice E.

(2) *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 57-69. Pampelune, 10 août 1361.

si cet arrêt lui fut signifié, ne s'en inquiéta guère, et le roi d'Aragon, qui certainement en reçut copie, continua de montrer à son nouvel allié le plus grand désir de consolider la bonne intelligence entre leurs deux couronnes. Les articles du traité relatifs aux personnages exceptés de l'amnistie furent, en effet, les premiers et les plus fidèlement exécutés. L'infant don Fernand fut dépouillé de son office de *procurateur-général*, et contraint d'aller résider en Catalogne (1). Don Henri avait quitté l'Espagne pour reprendre en France son ancienne vie de *routier*, offrant sa lance à qui voudrait lui donner des gages, et pillant partout où sa troupe de bannis se trouvait en force (2). Enfin l'échange des prisonniers s'accomplissait avec quelque lenteur, il est vrai, mais enfin suivant la lettre des conventions. C'était beaucoup que d'obtenir sur ce point l'obéissance des gens de guerre, accoutumés à regarder leurs prisonniers, surtout les Maures et les Juifs, comme une propriété dont ils pouvaient faire commerce à leur gré (3).

(1) *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394, p. 77. Instructions données par Pierre IV à ses ambassadeurs auprès de don Pèdre. Le roi les charge de l'excuser pour le retard involontaire apporté à l'éloignement de l'infant, qu'une maladie a retenu à Valence quelques jours après l'expiration du délai fixé pour son départ par le dernier traité. Il est maintenant en Catalogne. — Cfr. Zurita, t. II, p. 307.

(2) Don Henri et don Sanche commirent des pillages dans la sénéchaussée de Carcassonne, au mois de juillet 1361. — Dom Vaissette, *Hist. du Languedoc*, t. IV, p. 316.

(3) *Arch. gen. de Ar.* Instructions aux ambassadeurs, etc., registre 1394, p. 77.

Ibid., p. 38. — Lettre du roi d'Aragon à don Pèdre annonçant qu'il a rendu les prisonniers en son pouvoir, et réclamant des Maures et des Juifs détenus

II.

L'histoire ne doit pas se borner, ce me semble, au récit des événements politiques; elle doit encore enregistrer les faits qui font connaître les mœurs et les caractères des hommes d'autrefois. Avant de raconter les suites de la paix avec l'Aragon, je rapporterai, d'après Ayala, une anecdote remarquable, qui donnera une idée de ce qu'était alors la justice en Espagne. Elle contrarie singulièrement les idées romanesques que l'on se fait en général sur la loyauté qui présidait aux combats judiciaires; en outre, elle contient une accusation grave contre don Pèdre, et sur un point de son caractère jusqu'alors exempt de reproche; je veux dire ses sentiments de chevalier.

Peu après la mort de Gutier Fernandez, le roi, étant à Séville, *donna le champ*, c'est-à-dire autorisa un duel sous ses yeux entre quatre gentilshommes. Les demandeurs étaient deux écuyers léonais, Lope Nuñez de Carvalledo et Martin de Losada. Ils accusaient de trahison deux frères, écuyers de

par quelques riches-hommes castillans sous prétexte que ces captifs ne sont pas compris dans le traité. Barcelone, 22 novembre 1361.

Ibid., p. 39. — Lettre de Pierre IV à l'infant don Fernand pour lui ordonner de rendre sans délai les prisonniers maures ou juifs qu'il retient encore. Même date.

Ibid., p. 35. — Lettre de Pierre IV à don Pèdre pour réclamer doña Milia, nourrice (*ama*) de feu l'infant don Juan, et son fils, prisonniers en Castille. Barcelone, 18 septembre 1361.

Ibid., p. 90. — Lettre du roi d'Aragon à don Pèdre au sujet de la restitution de la rançon de prisonniers murciens. Valence, 3 mars 1362, etc.

J'omets plusieurs autres lettres dans lesquelles il est fait allusion à l'exécution des articles du dernier traité.

Galice, Arias et Vasco de Baamonte. On disait que cette provocation avait lieu à l'instigation du roi, et que le seul crime des défendeurs était leur parenté éloignée avec Gutier Fernandez. Les quatre champions étant entrés dans la lice avec le chambellan du roi, Martin Lopez, qui faisait les fonctions de maréchal du camp, on vit Lope Nuñez mettre pied à terre et courir çà et là dans l'arène comme s'il cherchait quelque chose. D'après la loi du duel, les combattants pouvaient se servir de tous les avantages qui s'offriraient à eux sur le terrain, par exemple ramasser des pierres s'ils en trouvaient et les lancer à l'ennemi. Par une interprétation judaïque de cette convention, des armes, qui se seraient trouvées *fortuitement* sur le lieu du duel, pouvaient être ajoutées à celles que les combattants apportaient dans la lice. Mais d'ordinaire on se rencontrait dans un enclos sablé, visité soigneusement d'avance par le juge qui présidait au combat, et il devait s'être assuré qu'il n'offrait que des chances égales aux deux parties. En outre, c'était le devoir du maréchal de veiller à ce qu'aucun des spectateurs ne vînt en aide aux champions, et, à cet effet, il entrait avec eux dans l'arène. Cette fois, la partialité du maréchal ne fut pas douteuse. Martin Lopez, qui paraissait comprendre seul l'action de Lope Nuñez, encore inexplicable aux assistants, caracolait dans la lice, et, chaque fois qu'il passait sur un certain endroit, il frappait la terre d'un long roseau qu'il tenait à la main. Ce signe n'échappa point à Lope Nuñez. Écartant le sable avec ses mains, il en retira quatre javelots évidemment enterrés à dessein. Il s'en servit et les lança de loin au cheval d'Arias Baamonte. Le cheval blessé, rendu furieux par la douleur, emporta son maître hors des barrières. Quitter la lice, même par suite d'un accident fortuit, c'était

être vaincu (1). Aussitôt les alguazils se saisirent d'Arias et le livrèrent au bourreau, comme étant déclaré traître par le jugement de Dieu. On le tua sur la place. Cependant Vasco de Baamonte demeurait dans la lice et se défendait vaillamment contre ses deux adversaires, qui l'attaquaient l'un à cheval, l'autre à pied. S'avançant vers l'estrade du roi, il lui cria : « Sire, quelle justice est-ce là? » Le roi ne répondit point. Alors Vasco, élevant la voix : « Chevaliers de Castille et de Léon, s'écria-t-il, ne rougissez-vous pas de ce qui se passe aujourd'hui sous les yeux du roi notre sire? Quoi! dans un champ qu'il donne, des armes cachées pour tuer ceux qui viennent y défendre leur prud'homie et leur noble sang! » Puis, continuant à se battre en désespéré, il donna tant d'affaires à ses deux assaillants que le roi, estimant sa valeur, et honteux un peu tard du rôle qu'il jouait, ordonna de séparer les champions et les déclara tous les trois prud'hommes. Ainsi se termina ce duel, que l'opinion publique jugea déloyal. Mais, si la partialité du roi pour les demandeurs y fut manifeste, il n'est pas certain qu'il fut complice de la trahison. On doit même signaler à ce sujet une variante remarquable dans les manuscrits d'Ayala. Dans les plus modernes, on lit que les quatre javelots avaient été cachés sous le sable par ordre du roi, tandis que ce fait est omis dans les manuscrits plus anciens. Il est donc permis de croire à l'interpolation d'un copiste malveillant (2).

Aux circonstances du duel que je viens de rapporter, on comprend que Froissart, admirateur enthousiaste des cheva-

(1) Voir, dans le *Romancero du Cid*, le duel des fils d'Arias Gonzalo contre Diego Ordoñez. Rom., 24.

(2) Ayala, p. 330.

liers de France et d'Angleterre, traite de barbares, en maint endroit de ses admirables chroniques, les chevaliers du reste de l'Europe, et surtout les Espagnols. Probablement, à cette époque, aucune lice de France ou d'Angleterre n'eût offert un spectacle semblable au combat de Séville. Un autre fait du même genre, et qui suivit de près le précédent, montre qu'on se piquait peu en Castille de cette loyauté chevaleresque qui, cherchant à égaliser les forces des champions dans les duels judiciaires, ôtait à ces absurdes épreuves quelque chose de leur atrocité. La même année, don Pèdre permit le combat en champ clos entre deux habitants de Zamora, dont l'un dans la force de l'âge, nommé Pero de Mera, accusait de trahison un certain Juan Fernandez, surnommé le Docteur, vieillard septuagénaire et accablé d'infirmités. Tous les deux étaient à cheval, mais le Docteur n'avait pas d'éperons. Hors d'état de diriger sa monture, il essaya de combattre à pied; mais, en voulant descendre de cheval, il se laissa tomber. Pendant qu'il était étendu à terre, immobile sous le poids de son armure, son adversaire survint, qui l'égorgea comme un animal à la boucherie (1). Telles étaient les mœurs du moyen-âge, lorsque le vernis brillant de l'honneur chevaleresque n'en déguisait pas la barbarie.

(1) Ayala, p. 350, note 3. Abr.

XV.

GUERRE CONTRE GRENADE. — 1361-1362.

I.

Abou-Saïd, l'usurpateur de Grenade, n'avait exercé aucun acte d'hostilité contre la Castille; il s'était même empressé, aussitôt qu'il avait appris l'accommodement entre le roi d'Aragon et don Pèdre, d'écrire à ce dernier pour protester de ses intentions pacifiques, et pour offrir le tribut que payait Mohamed, le roi dépossédé (1). Mais ces marques de soumission n'avaient pu calmer le ressentiment de don Pèdre, qui revint à Séville ne respirant que la guerre. Il ne pardonnait point au Maure son alliance, ou plutôt ses négociations pour une alliance avec l'Aragonais. D'ailleurs, d'après le droit du moyen-âge, en sa qualité de suzerain, il devait assistance et protection à Mohamed, qui s'était reconnu son vassal : les prétextes ne lui manquaient donc pas pour attaquer l'usurpateur. Mohamed, retiré à Ronda, petite principauté indépendante de

(1) Ayala, p. 324. — *Id.*, p. 331.

Grenade, et relevant du royaume africain des Beni-Merin (1), avait quelques troupes en campagne. Don Pèdre lui prêta de l'argent et lui promit une armée. Les chrétiens, et les Maures fidèles au roi légitime, devaient agir de concert contre Abou-Saïd. Il fut convenu que les places qui se rendraient au roi de Castille seraient réunies à sa couronne, et que celles qui ouvriraient leurs portes à leur ancien maître appartiendraient à Mohamed. Ainsi, en secourant son allié, don Pèdre allait en réalité lui enlever une partie de ses états (2).

Au début de la campagne, les armes castillannes obtinrent quelques succès. Le roi, à la tête des milices andalouses et d'un assez grand nombre de volontaires, s'empara de plusieurs châteaux et défit les Grenadins en deux rencontres. Ces avantages servirent mal d'ailleurs la cause de Mohamed. La protection que lui accordaient les chrétiens ne le rendit que plus odieux aux Musulmans. Contre ses espérances, aucune défection n'eut lieu en sa faveur, et le seul fruit qu'il tirait de son alliance, c'était de voir ses sujets emmenés en esclavage, ses villes saccagées, ses mosquées converties en églises. Don Pèdre semblait ne combattre que pour ses propres intérêts. Je n'entrerai pas dans le détail fatigant de ces courtes et incessantes incursions qu'on appelait alors une guerre, bien différentes de ces grandes opérations combinées par la science stratégique qui décident du sort des empires. L'art de la guerre était alors perdu comme tant d'autres, et il fallut bien du temps pour le

(1) Marmol. *Descrip. de la Africa,* lib. II, p. 214.

(2) Ayala, p. 332. — Suivant les historiens arabes, Mohamed ne voulut prendre lui-même aucune part à cette guerre, et demeura à Ronda dans l'inaction, attendant que le repentir de ses sujets lui rendît sa couronne. Conde. *Hist. de los Arabes,* Ire partie, cap. XXV.

retrouver. Je ne dois point oublier cependant de rapporter un fait qui prouvera la persévérance inflexible de don Pèdre à substituer systématiquement, en toute occasion, la loi arbitraire de son despotisme à la licence féodale. Jusqu'alors, les esclaves faits à la guerre devenaient la propriété du seigneur qui les avait gagnés par ses armes ou par celles de ses vassaux. A l'avenir, le roi voulut que tous les captifs lui fussent remis. Peut-être son intention était-elle de les rendre à Mohamed. Don Pèdre promit, il est vrai, de les payer suivant un tarif qu'il fixa; mais, par la faute de ses trésoriers ou par la sienne, la rançon des prisonniers ne fut jamais soldée exactement. De là des plaintes amères et un vif mécontentement parmi la noblesse, accoutumée à considérer la guerre comme un métier lucratif (1).

Aux courses presque toujours heureuses des Castillans succéda un revers inattendu. Diego de Padilla, maître de Calatrava, et Enrique Enriquez, adelantade de la frontière, avaient entrepris, au commencement de l'année 1362, une chevauchée du côté de Guadix. Ils conduisaient environ mille cavaliers et deux mille fantassins; mais leurs soldats ne marchaient à cette expédition qu'à contre-cœur, sachant que le profit devait revenir au roi seul; en outre, les augures étaient défavorables. A cette époque d'ignorance et de crédulité, les hommes qui faisaient le métier de guides dans ces guerres de surprises et de pillages, passaient pour sorciers, surtout en Andalousie, province infectée de superstitions musulmanes. Rarement les *adalides*, ainsi les appelait-on, se mettaient en route sans avoir tiré des présages. Le vol des oiseaux, la rencontre de certains

(1) Ayala, p. 337.

animaux sauvages, quelque cérémonie magique, leur indiquaient de quel côté il fallait se diriger et quelle serait l'issue de l'entreprise. Bien que condamnées par l'église et méprisées par un petit nombre de gens éclairés, ces pratiques n'en étaient pas moins suivies et respectées par le peuple, et les soldats se croyaient déjà battus quand l'*adalid* ne promettait pas la victoire (1).

Arrivés en vue de Guadix (2), les chrétiens, ne trouvant nul ennemi en campagne, se divisèrent en deux troupes, dont l'une demeura, non loin de la ville, en bataille au bord d'une petite rivière, et l'autre se dirigea vers Alhama. Les Maures avaient eu connaissance de l'expédition et s'étaient préparés à la recevoir. L'alarme avait été donnée partout : six cents cavaliers grenadins et quatre mille hommes de pied étaient venus secrètement à Guadix renforcer les milices de la ville et des environs. Dès que le détachement envoyé vers Alhama fut hors de vue, les Maures attaquèrent le maître de Calatrava et Enriquez, en ne montrant d'abord qu'une partie de leurs forces. Les bords de la rivière, couverts de roseaux et d'arbustes, des jardins et des haies ne permettaient pas aux chrétiens d'apercevoir les bandes nombreuses sorties de Guadix. Entre les deux troupes était un pont avec une arche fort élevée, suivant l'usage arabe. Là commença l'action. Les génétaires grenadins passèrent d'abord ce pont et furent vigoureusement ramenés. Environ deux cents cavaliers castillans, qui les avaient suivis trop à la chaude, tombèrent au milieu de l'infanterie sortie

(1) Ayala, p. 337, condamne cette superstition : *lo qual daña mucho en tales fechos desque los omes toman rescelo é miedo en las voluntades.*

(2) Près de Purullena, suivant Suarez. *Hist. del obispado de Guadix*, p. 141.

de la ville et furent repoussés à leur tour. Ils se rallièrent à l'entrée du pont, et là tinrent ferme quelque temps, demandant du secours. Padilla et Enriquez, sans avoir reconnu le nombre de l'ennemi, eurent l'imprudence d'abandonner le pont, persuadés qu'ils rejetteraient facilement dans la rivière les Maures qui se hasarderaient à le passer devant eux. Le but de cette manœuvre ne fut pas compris par leurs soldats. En voyant les Maures maîtres du pont, l'infanterie crut que tout était perdu, se débanda et prit la fuite. Une partie des génétaires suivit bientôt cet exemple. Les chevaliers de Calatrava essayèrent de couvrir la retraite pendant que l'ennemi s'amusait à piller les bagages; mais ils étaient en trop petit nombre pour lutter contre la multitude toujours croissante des assaillants. La nuit vint qui, empêchant les chrétiens de reconnaître leurs chefs, et ôtant aux faibles le sentiment de la honte, rendit tout ralliement impossible. Dans le désordre d'un combat nocturne, Padilla, blessé au bras, fut pris avec huit de ses plus braves chevaliers. Enriquez parvint à regagner la frontière avec les débris de sa petite armée (1).

Cette victoire inespérée effraya plutôt Abou-Saïd qu'elle ne ranima ses espérances. En effet, il prévoyait bien que don Pèdre, irrité par ce revers, redoublerait d'efforts pour en tirer vengeance. Il apprenait d'ailleurs que le bruit d'une guerre contre les Maures attirait en Castille un grand nombre d'aventuriers de tous les pays voisins. Ce n'était plus à don Pèdre seulement, mais à toute la chrétienté, qu'il allait avoir affaire. La trêve entre la France et l'Angleterre laissait dans

(1) Ayala, p. 336 et suiv. — Rades. *Chron. de Calatrava,* 57. — Suarez, *Hist. de Guadix,* p. 141.

l'oisiveté une foule de gentilshommes pour qui la guerre était une passion autant qu'un métier; ils couraient à une croisade nouvelle, entraînés par le goût des aventures et le désir de *faire armes*, pour parler comme Froissart, mobile peut-être plus puissant alors que le zèle religieux. On voyait arriver d'au-delà des Pyrénées un comte d'Armagnac avec une nombreuse suite. De Guyenne, vint une compagnie anglaise amenée par sir Hugh de Calverly (1), destiné à jouer plus tard un grand rôle dans les discordes intestines de la Castille. Enfin, le roi d'Aragon, toujours prêt à sacrifier ses alliés, envoyait quatre cents lances pour combattre le malheureux Abou-Saïd, que naguère il excitait contre le Castillan. Ce ne fut point cependant sans beaucoup de lenteurs et de longues tergiversations que Pierre IV se décida à envoyer ces troupes auxiliaires. Quelque temps il était demeuré sourd aux sommations du roi de Castille qui lui rappelait leurs nouveaux engagements. Pressé de s'expliquer, il s'excusa d'abord sur une maladie qui ne lui avait point permis de s'occuper d'affaires (2), puis sur l'éloignement de son amiral, chargé de reconduire le légat avec deux galères qui devaient être pendant vingt jours retenues entre Barcelone et Avignon (3). D'ailleurs, il ne cessait de protester de sa fidélité et de promettre son contingent. Tout en annonçant à don Pèdre le prompt envoi

(1) C'est, je crois, l'orthographe anglaise de son nom. Il est écrit Caurely ou Carbolay dans les manuscrits d'Ayala, Cavirley dans les registres des Archives d'Aragon, Caurelée dans Froissart.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Lettre de Pierre IV à don Pèdre. Barcelone, 8 sept. 1361. Registre 1391, p. 74.

(3) *Arch. gen. de Ar.* Lettre de Pierre IV à don Pèdre. Barcelone, 25 octobre 1361. Même registre, p. 76.

d'une escadre pour combattre les Maures, il s'efforçait de se justifier auprès d'Abou-Saïd et l'assurait de sa neutralité. Un brave chevalier aragonais, Pedro d'Exerica, entraîné par l'enthousiasme religieux ou par l'amour de la gloire, venait de quitter Valence avec une troupe de volontaires pour combattre sous la bannière de Castille. Pierre IV s'empressa de le désavouer. Il n'était pas le maître, disait-il, d'empêcher ses vassaux de faire la guerre pour leur propre compte; quant à lui, sa détermination était prise de ne point intervenir (1). Ce double langage dura tant que la situation d'Abou-Saïd ne fut point désespérée; alors il leva le masque, et fit partir Bernal de Cabrera et Pedro de Luna avec un fort détachement pour donner le coup de grace au vaincu.

L'usurpateur aurait peut-être prolongé sa résistance, s'il eût été soutenu par l'amour de son peuple. Mais les Grenadins amollis ne savaient qu'éclater en murmures; ils l'accusaient d'avoir attiré sur leur pays une tempête qu'il n'était pas en état de détourner. On regrettait tout haut le roi Mohamed et l'heureuse tranquillité de son règne. Au-delà du détroit, les princes africains s'alarmaient également des progrès continuels des chrétiens, mais ils étaient impuissants à s'y opposer. Ils maudissaient la funeste ambition d'Abou-Saïd, qui allait peut-être faire perdre à l'islamisme son dernier boulevard en Espagne.

II.

Abhorré de ses sujets, abandonné par tous ses alliés, désespérant de continuer la guerre, Abou-Saïd ne vit plus qu'un

(1) Zurita, t. II, p. 309.

seul moyen de désarmer don Pèdre. « Baise la main que tu ne peux couper, » dit un proverbe arabe. Il le prit pour guide. Accueillant Padilla prisonnier, non point en ennemi vaincu, mais comme un médiateur que le ciel lui envoyait, il le traita avec les plus grands égards, lui déclara qu'il était libre ainsi que ses compagnons, et finit par le conjurer d'intercéder en sa faveur. Gagné par ses caresses, séduit peut-être par ses présents, le maître de Calatrava lui promit de plaider sa cause auprès de don Pèdre, mais en l'avertissant que le meilleur moyen d'obtenir sa merci était la soumission la plus prompte et la plus complète. On dit que, touché par les bons procédés du Maure, il lui jura, selon l'usage du temps, d'être à l'avenir *son ami et son frère* (1), et que, s'abusant lui-même sur son crédit, il se fit fort d'obliger le roi de retirer sa protection à Mohamed. Quoi qu'il en soit, peu de jours après sa défaite, Padilla quitta Grenade avec les autres prisonniers chrétiens, renvoyés sans rançon comme lui, et se rendit aussitôt à Séville, publiant la générosité du Maure et son vif désir d'obtenir la paix.

Don Pèdre ne pardonnait pas facilement une défaite. Il reçut Padilla avec froideur et lui prouva bientôt que les liens du sang l'empêchaient seuls de le punir. Peu après, un écuyer, nommé Delgadillo, fut condamné à mort pour avoir rendu un donjon mal fortifié (2). La guerre continua, et le roi dirigea lui-même plusieurs courses dans le royaume de Grenade.

A la suite d'une de ces expéditions, Abou-Saïd, cédant peut-

(1) Rades. *Cron. de Calat.*, p. 57.

(2) Ayala, p. 341.

être aux conseils de Padilla qu'il croyait tout-puissant à la cour de Castille, se détermina à venir lui-même implorer la clémence du roi et à la mériter par toutes les humiliations. Rassemblant ses trésors, il partit en secret de Grenade et, suivi de quatre ou cinq cents cavaliers seulement, se présenta aux avant-postes castillans. Il annonçait qu'il venait crier merci au roi et demanda qu'on le conduisît en sa présence. Don Pèdre était alors à Séville. Il reçut le prince musulman, assis sur son trône, dans tout l'appareil de sa puissance, entouré de sa cour et des chefs de son armée.

« Sire, dit le trucheman d'Abou-Saïd, mon maître sait que les rois de Grenade sont vassaux et tributaires des rois de Castille. C'est devant son suzerain que mon seigneur porte sa querelle contre Mohamed qui se dit roi de Grenade. A toi appartient de juger entre eux. Or, le sujet de leur querelle, c'est que les Maures, maltraités et foulés par ce Mohamed, ont élu pour leur seigneur Abou-Saïd, par sa naissance issu des rois et par ses vertus digne de l'être. Entre lui et Mohamed seul, le débat ne serait pas douteux; mais le moyen de résister à ta puissance? Ce serait d'ailleurs manquer au devoir de vassal. C'est pourquoi, sire, mon seigneur comparaît devant toi et s'en remet à ta justice, persuadé que ton arrêt fera voir ta magnanimité et la grandeur de ta couronne. » Pendant ce discours, un vieux Maure à barbe blanche, nommé Edris, et qui passait pour le meilleur conseiller d'Abou-Saïd, avait les yeux fixés sur don Pèdre et cherchait à lire sur son visage le sort qu'il réservait au vaincu. A peine l'interprète eut-il achevé qu'Edris s'écria : « Assurément la sentence du roi de Castille fera éclater sa clémence et son équité; mais si, contre toute apparence, elle était favorable à Mohamed, mon maître Abou-

Saïd espère obtenir pour lui-même et sa suite la permission de passer la mer et d'aller vivre en Afrique dans une condition privée. »

Don Pèdre répondit avec la gravité d'un juge que Abou-Saïd avait fait sagement de s'en remettre à sa décision; qu'il examinerait les titres des deux prétendants et qu'il prononcerait entre eux suivant la justice. A ces mots, tous les Maures, s'inclinant jusqu'à terre, s'écrièrent en arabe : « Sire, que Dieu te conserve! Nous sommes pleins de confiance en ta grande sagesse et nous nous recommandons à ta merci. » Après cette courte audience, Abou-Saïd, avec sa suite, fut conduit à la Juiverie de Séville, où des logements lui avaient été préparés. Il était plein d'espoir. Il croyait avoir désarmé la colère de don Pèdre, et il comptait sur les trésors qu'il avait apportés pour gagner la faveur des grands de la cour, au besoin même celle de leur maître.

Quelques jours après, Abou-Saïd et les principaux émirs grenadins furent invités à un repas de cérémonie chez le maître de Saint-Jacques. Ils étaient encore à table, lorsqu'on vit entrer dans la salle, à la tête des arbalétriers de la garde, Martin Lopez, chambellan du roi, exécuteur ordinaire de ses ordres les plus rigoureux. Il arrêta le roi maure et ses principaux conseillers. En même temps on s'assurait de ses compagnons demeurés dans la Juiverie et l'on s'emparait de leurs bagages. Tous ensemble furent conduits dans la prison de l'arsenal après avoir été dépouillés des pierreries magnifiques dont ils se paraient ou qu'ils avaient cachées dans leurs vêtements. Entassés pêle-mêle dans leur cachot, ils attendirent deux jours la sentence du roi. Après ce délai, on vint chercher le malheureux Abou-Saïd, qu'on revêtit d'une robe de

pourpre par dérision. Monté sur un âne et suivi par trente-sept de ses émirs, il fut conduit hors de la ville derrière l'Alcazar, dans un champ destiné aux exercices militaires. Là, tous furent attachés à des poteaux; puis un héraut cria : « Voici la justice qu'ordonne notre seigneur le roi, de ces traîtres qui ont fait mourir le roi Ismaël leur seigneur. » Aussitô des hommes d'armes et même des chevaliers castillans, caracolant autour des prisonniers comme dans une course de cannes, les prirent pour but de leurs dards et les tuèrent les uns après les autres. On dit que don Pèdre lui-même lança la première javeline contre Abou-Saïd, en lui criant : « Tiens! voici le paiement du mauvais traité que tu m'as fait faire avec le roi d'Aragon. Voilà pour le château d'Ariza que tu m'as fait perdre! » Le Maure blessé répondit fièrement : « Petite est ta chevalerie! » Il expira aussitôt, criblé de traits (1). Quel temps que celui où des chevaliers couraient ainsi la quintaine contre des hommes enchaînés, où l'on voyait un roi remplir publiquement l'office de bourreau! Les têtes d'Abou-Saïd et de ses compagnons furent portées à Mohamed. C'était son présent d'investiture.

Ayala attribue la mort d'Abou-Saïd à l'avarice de don Pèdre enflammée à la vue des riches pierreries que le prince musulman apportait à Séville. Mais ces rubis et ces perles si grosses dont notre chroniqueur fait une exacte description, Abou-Saïd venait les offrir à son juge, et le roi, fût-il aussi avide qu'on le représente, n'avait pas besoin de verser le sang pour s'en emparer. Sans doute il avait accepté sérieusement le rôle de juge entre les deux prétendants au trône de Grenade;

(1) Ayala, p. 339 et suiv. — Conde. *Hist. de los Ar.*, 4e partie, cap. XXV.

suzerain de Mohamed, il punissait l'usurpateur du fief de son vassal, et, quelque cruel que fût le châtiment, il exerçait un droit reconnu par les deux princes. La rébellion d'Abou-Saïd et sa trahison étaient avérées, il méritait peut-être son sort; mais son courage, sa noble confiance, auraient dû désarmer la rigueur de son juge. Don Pèdre rappelait avec une sorte de joie farouche que le *roi rouge*, c'était le sobriquet donné par les Castillans à Abou-Saïd, avait négligé de lui demander un sauf-conduit en règle avant de se présenter à son tribunal (1). Ainsi, du droit des gens il faisait une espèce de chicane, et se prévalait de l'omission d'une formalité pour égorger un ennemi trop confiant! Deux causes, à mon avis, décidèrent la mort d'Abou-Saïd : la première, le roi la proclamait en le perçant de sa javeline; il ne lui pardonnait pas l'inquiétude qu'il avait ressentie un moment, et le traité qu'il venait de signer avec l'Aragon. La seconde était un calcul politique. Mohamed rétabli sur le trône et devant tout à don Pèdre serait un allié fidèle, ou plutôt un esclave dévoué, dont la docilité ne ferait jamais défaut. L'événement prouva qu'il ne s'était pas trompé.

III.

Pour ne pas interrompre le récit des événements qui mirent fin à la guerre de Grenade, j'ai différé jusqu'ici de rapporter un forfait attribué à don Pèdre et qui a laissé sur sa mémoire la tache la plus odieuse. Peu après la conclusion de la paix entre la Castille et l'Aragon, vers le milieu de l'année 1361,

(1) Ayala, p. 345.

Blanche de Bourbon mourut au château de Jerez (1), où depuis plusieurs années elle était captive. Elle n'avait que vingt-cinq ans, et elle en avait passé dix en prison. Tous les auteurs modernes, d'accord avec les chroniques contemporaines, imputent sa mort à don Pèdre, quelques-uns ajoutent qu'en l'ordonnant, il céda aux instigations de sa maîtresse, Marie de Padilla (2). Ayala, plus explicite et d'une plus grave autorité que les autres, nomme les exécuteurs du meurtre et en rapporte quelques circonstances. Suivant son récit, le roi aurait commandé le crime à Iñigo Ortiz d'Estuñiga, châtelain de Jerez. Un certain Alphonse Martinez de Urueña, serviteur du médecin du roi, aurait porté l'ordre fatal, et se serait chargé de l'exécution en donnant à Blanche un breuvage empoisonné. Ortiz, en bon chevalier qu'il était, ayant déclaré que, tant qu'il commanderait dans le château, il ne souffrirait pas qu'on attentât aux jours de sa souveraine, fut remplacé par Juan Perez de Rebolledo, simple arbalétrier de la garde. Livrée à ce misérable, la reine mourut aussitôt. Telle est la version d'Ayala, répétée depuis par la plupart des historiens espagnols, et contre laquelle on ne saurait invoquer un témoignage contemporain (3).

Les malheurs de la jeune reine, sa douceur, sa pitié touchante, excitèrent à sa mort l'intérêt général. Victime prédestinée, elle ne connaissait de l'Espagne que ses prisons, où elle

(1) Ayala, p. 328, *Abrev.* La Vulgaire porte Medina Sidonia, plusieurs manuscrits Medina de la Frontera. La ville de Jerez est désignée dans quelques auteurs par le nom arabe de Medina; de là peut-être la confusion des deux noms. Le tombeau de Blanche existait autrefois à Jerez de la Frontera.

(2) Rainaldi. *An. eccl.*, t. XXV.

(3) Ayala, p. 328 et suiv. — *Romances del rey don Pedro.* App. F.

avait si long-temps langui, abandonnée de tous, oubliée par sa famille, oubliée par cette noblesse chevaleresque qui fit un moment de son nom un cri de ralliement contre l'autorité du roi. Sa mort fut imputée à don Pèdre et devait l'être; mais l'assertion d'Ayala, tout imposante qu'elle paraisse au premier abord, se réduit, si on la pèse avec impartialité, à l'opinion commune des contemporains. L'humeur sanguinaire de don Pèdre n'autorisait que trop la supposition d'un nouveau meurtre, mais une considération grave doit cependant, à mon avis, suspendre le jugement de l'histoire. Quelque cruauté qu'on lui attribue, il est impossible de nier que les sanglantes exécutions qu'il commanda lui furent toujours dictées, soit par la passion de la vengeance après de graves outrages, soit par une politique poursuivie systématiquement et dont l'unique but était l'abaissement des grands vassaux. Contre la malheureuse Blanche il n'avait pas de vengeance à exercer, et, dans l'état d'abandon où elle languissait depuis dix ans, quel intérêt politique pouvait conseiller sa mort? L'attribuera-t-on à la jalousie de Marie de Padilla? Reine de fait, qu'avait-elle à espérer du meurtre de sa rivale? Poser publiquement une couronne sur sa tête, répondra-t-on sans doute. Mais alors comment expliquer qu'elle ait attendu si long-temps à consommer un crime qui satisfaisait toute son ambition? Rappelons encore que ses ennemis mêmes n'ont pu se refuser à vanter sa douceur. Favorite, on ne lui reprocha jamais d'avoir abusé de son ascendant pour faire le mal; souvent elle réussit à calmer les transports furieux de son amant, et l'on ne cite pas un seul trait de sa vengeance contre les rivales éphémères que lui donna souvent l'inconstance de don Pèdre.

Le moment de la mort de Blanche est précisément celui

où elle semble inutile au despote qui l'aurait commandée. Alors son pouvoir était trop bien affermi, la reine trop complétement délaissée pour que son nom devînt le signal d'une révolte. La paix avec l'Aragon, la retraite du comte de Trastamare, éloignaient toute inquiétude. Les réclamations même du souverain pontife avaient cessé long-temps avant cette époque. Lorsque le monde entier oubliait Blanche, pourquoi trancher violemment une vie obscure qui s'éteignait dans un donjon?

Une hypothèse se présente, spécieuse au premier abord, qui expliquerait l'intérêt de don Pèdre à faire périr l'innocente victime. Il est certain qu'après la paix avec l'Aragon, il fut question de compléter par un mariage le rapprochement des deux couronnes. Des négociations furent entamées à cet effet, et l'on proposa d'abord l'union du roi de Castille avec une infante d'Aragon, puis celle du fils de don Pèdre et de Marie de Padilla, enfant de dix-huit mois, avec une fille de Pierre IV. La date de ces propositions n'étant pas fixée par l'histoire avec une précision rigoureuse, on est tenté de la placer immédiatement après la mort de Blanche (1). Dès-lors on supposera que

(1) J'ai trouvé dans les archives d'Aragon deux pièces réunies sous le même titre : *Super matrimonio*, reg. 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 87 et suivantes. La première est une procuration passée à Bernal de Cabrera par Pierre IV, pour conclure le mariage de l'infante Jeanne, sa fille, avec le roi de Castille, et régler les intérêts de la jeune princesse. Cette procuration est datée de Barcelone, 17 décembre 1361. La seconde pièce, datée du 19 décembre, est la procuration de l'infante elle-même à Bernal de Cabrera, laquelle, confessant être âgée de plus de quatorze ans et de moins de vingt, renonce, suivant l'usage, au bénéfice d'exciper de sa minorité, et autorise son fondé de pouvoir à stipuler ses conventions matrimoniales. On doit conclure que, pour que le roi d'Aragon et sa fille signassent de pareils actes, la négo-

don Pèdre, pour pouvoir épouser la princesse aragonaise, a pu acheter sa liberté par un crime. Cependant tout indique que le projet de mariage mis en avant par le roi d'Aragon fut toujours très froidement accueilli par don Pèdre, qui ne se réconcilia jamais sincèrement avec ce prince. La paix qu'il venait de signer à contre-cœur n'était, à ses yeux, qu'une trêve dont il voulait profiter pour se débarrasser de toute inquiétude du côté de Grenade; et la suite du récit prouvera qu'il s'était proposé de recommencer la guerre dès qu'il trouverait une occasion favorable. D'ailleurs, pour que le roi recouvrât sa liberté, il lui fallait non-seulement que Blanche mourût, mais avec elle Marie de Padilla, depuis dix ans traitée en reine et considérée par toute la cour comme sa femme légitime. Or, bien que la mort de Marie ait suivi d'assez près celle de Blanche, personne que je sache ne s'est encore avisé de l'imputer à don Pèdre.

En résumé, si la vie de Blanche fut terminée par le poison, ce fut un crime inutile, dont on trouverait difficilement un autre exemple dans la vie de don Pèdre. Mais pourquoi ne pas croire que cette mort fut naturelle? Vers le même temps la peste noire reparut en Espagne et dévasta l'Andalousie. D'ailleurs, dix ans de captivité ne suffisent-ils pas pour expliquer la fin prématurée d'une pauvre jeune fille privée de l'air natal, séparée de sa famille, abreuvée d'humiliations et d'outrages? On doit plutôt s'étonner qu'elle ait résisté si long-

ciation devait être très avancée au milieu de décembre 1361. En effet, le préambule de la procuration du roi porte : *Attendentes quod inter nos et illustrem Petrum regem Castelle tractatur de matrimonio contrahendo inter ipsum regem et inclytam infantissam Iohannam filiam nostram carissimam*. Cfr. Zurita, t. II, p. 308.

temps à tant de maux. Quelque autorité qu'ait à mes yeux le témoignage d'Ayala, je ne puis m'empêcher de croire qu'il s'est rendu l'écho d'un bruit populaire, et qu'il a trop facilement admis un crime, qu'il était au surplus dans l'impossibilité de constater.

Tandis que la noblesse castillanne oubliait la jeune princesse naguère son idole, la douceur angélique, la piété édifiante de la captive avait inspiré au peuple la plus vive compassion pour ses malheurs. Ses geôliers, la voyant sans cesse en oraison, la regardaient comme une sainte, et la dépeignaient comme telle aux habitans du voisinage (1). Un jour que le roi chassait aux environs de Jerez, un pâtre l'abordant avec cette familiarité coutumière aux paysans andalous : « Sire, lui dit-il, Dieu m'envoie vous annoncer qu'un jour viendra où vous aurez à rendre compte du traitement que vous faites à la reine Blanche; mais soyez assuré que si vous revenez à elle, comme il est droit, elle vous donnera un fils qui héritera de votre royaume. » La première pensée de don Pèdre fut que cet homme était un émissaire de Blanche. Il le fit arrêter et donna l'ordre qu'on le

(1) L'inscription tracée sur son tombeau à Jerez, assez long-temps après sa mort il est vrai, confirme cette opinion de sainteté.

CHRISTO. OPTIMO. MAXIMO. SACRVM
DIVA. BLANCA. HISPANIARVM. REGINA
PATRE. BORBONEO. EX. INCLYTA. FRANCO
RVM. REGVM. PROSAPIA. MORIBVS. ET
CORPORE. VENVSTISSIMA. FVIT. SED. PRAE
VALENTE. PELLICE. OCCVBVIT. IVSSV
PETRI. MARITI. CRVDELIS. ANNO SALVTIS
MCCCLXI. AETATIS. VERO. SVAE. XXV

Rapportée par M. Llaguno, *ad Ayal.*, p. 328, note 3.

confrontât avec la prisonnière. On la trouva dans son oratoire, agenouillée devant une image, ignorant entièrement ce qui se passait en dehors des murs de sa prison. Il fut prouvé que le pâtre ne l'avait jamais vue, et qu'il ne faisait que répéter avec plus d'exaltation les discours qu'il entendait tenir à tous les gens de la campagne. On se souvient que don Pèdre avait fait brûler vif un semblable donneur d'avis, mais celui-là était un prêtre, et, des gens de sa robe, le roi attendait toujours quelque trahison. Humain pour les paysans, il fit mettre le pâtre en liberté (1).

Marie de Padilla ne survécut pas long-temps à la reine Blanche. Elle mourut à Séville, emportée par une maladie soudaine, peut-être par l'épidémie qui exerçait ses ravages, au commencement de la guerre contre Grenade. La douleur du roi prouva la sincérité de son attachement. Il lui fit faire des obsèques magnifiques, et dans tout le royaume des services solennels furent célébrés pour le repos de son ame avec une pompe extraordinaire. Marie fut regrettée par le peuple et les grands, car elle avait toujours usé avec modération de sa haute faveur. Morte, elle n'eut plus un ennemi. Jamais on n'attribua à ses conseils aucun acte cruel, et si elle prouva quelquefois son ascendant sur l'esprit de don Pèdre, ce fut toujours pour le détourner des violences où l'entraînaient ses implacables ressentiments. Parmi tous les membres de sa famille, Juan de Hinestrosa paraît avoir été le seul qui ait obtenu complétement la confiance de son maître. Diego de Padilla, bien que traité avec la plus grande faveur, ne fut jamais initié à ses projets. On se rappelle, par exemple, qu'il ignorait le guet-

(1) Ayala, p. 329.

apens tendu à don Fadrique, et qu'il ne fut averti qu'au dernier moment du meurtre de Gutier Fernandez. On en peut conclure que le roi ne fut ni dominé ni circonvenu par les parents de sa maîtresse. Sans doute, les fonctions importantes dont ils furent revêtus, ils les durent au crédit de la favorite, mais ils ne s'en montrèrent pas indignes, et leur naissance leur y donnait des titres. Leur élévation ne choquait aucun des préjugés aristocratiques de l'époque.

XVI.

RENOUVELLEMENT DE LA GUERRE CONTRE L'ARAGON. — 1362-1363.

I.

La guerre contre les Maures avait attiré à Séville un grand nombre de riches-hommes et de chevaliers empressés de prendre part à cette espèce de croisade. Avant de les congédier, lorsque la mort d'Abou-Saïd et la restauration de Mohamed eurent rétabli la paix, le roi tint des cortès générales à Séville, et là, devant les trois ordres assemblés, il déclara solennellement que Blanche de Bourbon n'avait pas été et n'avait pu être son épouse légitime, attendu qu'avant l'arrivée de cette princesse il avait contracté un mariage secret avec Marie de Padilla. Les troubles du royaume l'avaient empêché, disait-il, de le rendre public, et il s'était même vu contraint de se soumettre à un semblant de mariage avec Blanche. A l'appui de cette déclaration, il nommait les témoins qui avaient assisté à la cérémonie religieuse de son véritable mariage avec Marie de Padilla : c'étaient Juan de Hinestrosa, Diego de Padilla, Alonso de Mayorga, chancelier du sceau privé, et Juan Perez de Orduña, son chapelain.

On sait que le premier de ces témoins était mort, mais les trois autres, présents à la séance, étendirent la main sur les Évangiles et attestèrent que le roi disait la vérité. La légitimation des enfants de Marie de Padilla était la conséquence naturelle de cette révélation. Don Pèdre présenta aux cortès son fils Alonso, agé de deux ans, le déclara l'héritier de sa couronne, et ordonna qu'en cette qualité il reçût les serments des riches-hommes et des procurateurs des villes. Il y avait déjà quelque temps que l'on avait appris à obéir en Castille; aucune réclamation ne s'éleva, et la cérémonie de la prestation de serment eut lieu dans la forme et avec la pompe accoutumées. Puis un nombreux cortége de dames et de chevaliers alla chercher le corps de Marie de Padilla dans le monastère d'Astudillo (1), où il reposait, et le transporta, avec le cérémonial usité aux funérailles des reines, dans la chapelle des Rois de l'église Sainte-Marie à Séville. Je ne dois point oublier que l'archevêque de Tolède, primat du royaume, prêcha dans cette occasion devant toute la cour et fit l'apologie de la conduite du roi (2). Successeur de Vasco Gutierrez, mort en exil, le nouvel archevêque était bon courtisan. Les temps étaient bien changés. Cette fière noblesse qui, dix ans auparavant, prétendait régenter son souverain et contrôler jusqu'aux actes de sa vie privée, maintenant décimée par le glaive, courbait la tête sous le joug et ne pensait qu'à désarmer son inflexible vainqueur par la servilité de son obéissance.

Il n'est pas facile d'apprécier aujourd'hui la sincérité de la déclaration faite par don Pèdre dans les cortès de Séville. D'un

(1) Zuñiga. *Anal. eccl. de Sev.*, t. II, p. 162.

(2) Ayala, p. 350.

côté, le serment des témoins a pu être dicté par l'intérêt ou par la crainte, et le roi, qui avait trouvé deux évêques pour bénir son union adultère avec Juana de Castro, ne manquait pas de flatteurs ou de courtisans prêts à se parjurer pour lui plaire. On peut s'étonner encore qu'il ait attendu la mort de Blanche, et même celle de Marie de Padilla, pour un aveu que la favorite et ses parents avaient tant d'intérêt à solliciter, et que la soumission du royaume avait cessé de rendre dangereux. Enfin, cet acte remarquable venant après la fameuse réhabilitation d'Inès de Castro, faite l'année précédente par le roi de Portugal, pourra paraître inspiré par un désir d'imitation assez naturel. Un despote ne fait point un coup d'autorité dans ses états, qu'il ne donne envie à un autre despote de tenter la pareille. Tels sont, en résumé, les motifs qui peuvent rendre suspecte la réalité du mariage de don Pèdre avec Marie de Padilla. Il est juste d'y opposer d'autres présomptions assez spécieuses. Un testament authentique du roi conservé jusqu'à nous en original, testament écrit peu après la session des cortès, répète dans les termes les plus précis la déclaration faite devant cette assemblée. On a peine à taxer de mensonge un acte semblable, écrit dans un moment solennel et pour ainsi dire en présence de la mort. Il faut ajouter que le caractère de Juan de Hinestrosa, tel que l'histoire nous le montre, donne encore quelque vraisemblance au mariage de sa nièce avec le roi. Je répugne à croire que le chevalier qui seul n'hésita pas à suivre son maître lorsqu'il se livrait aux rebelles de Toro ait prostitué sa nièce par un calcul d'intérêt ou d'ambition. Un apologiste de don Pèdre, admettant son mariage avec Marie de Padilla, attribue à des scrupules de conscience l'éloignement extraordinaire qu'il montra toujours pour la prin-

cesse française : mais supposer de pareils scrupules à don Pèdre, n'est-ce pas démentir le témoignage de toute sa vie (1)?

II.

En congédiant les cortès, le roi leur annonça que probablement il aurait bientôt besoin d'en appeler au dévouement de la noblesse et des communes pour repousser un nouvel ennemi. En effet, un danger sérieux menaçait non-seulement la Castille, mais encore toute la Péninsule. La trêve conclue entre la France et l'Angleterre avait laissé sans occupation un grand nombre d'aventuriers qui, ne connaissant d'autre métier que la guerre, la faisaient pour leur propre compte lorsqu'ils ne trouvaient pas de prince qui leur donnât un drapeau et une solde. Réunis en bandes très nombreuses, ou plutôt en une grande armée qu'on nommait *la compagnie blanche* (2), ils pillaient les campagnes et rançonnaient les villes. Plusieurs de

(1) *Apologia del rey don Pedro*, por el licenciado don Jose Ledo del Pozo, lib. IV, cap. I.

(2) J'ai cherché inutilement l'explication de ce nom de compagnie blanche qu'on trouve dans Ayala, p. 351, et dans d'autres auteurs. On peut choisir parmi les hypothèses suivantes. — Peut-être les aventuriers avaient-ils une espèce d'uniforme, des soubrevestes *blanches*, par exemple, pour les distinguer des autres hommes d'armes, qui portaient le blason de leurs rois ou de leurs seigneurs. — Je proposerai une seconde explication qui me semble préférable. On appelait alors *armes blanches* les armes en plaques de fer forgé par opposition aux hauberts de mailles qui commençaient à disparaître. *Armé à blanc* ou bardé de plaques de fer étaient mots synonymes. Je pense que les aventuriers, en général mieux équipés que les milices féodales, ont pu tirer le nom de compagnie blanche de leurs armures, nouvelles encore, surtout en Espagne. — Cuvelier, auteur de la chronique en vers de Du Guesclin,

leurs chefs, qui étaient venus offrir leurs services pendant la guerre contre Grenade, n'étaient, disait-on, que des espions chargés de reconnaître le pays qu'ils se proposaient d'envahir. A l'exemple des Cimbres leurs prédécesseurs, les aventuriers ne voulaient se jeter sur l'Espagne qu'après avoir épuisé la France. Leurs dévastations s'exerçaient avec une régularité toute militaire. Déjà, en 1361, un corps considérable de ces pillards avait insulté les frontières d'Aragon, et il avait fallu proclamer l'usage *Princeps namque* pour détourner ce torrent dévastateur (1). Ils annonçaient qu'ils viendraient bientôt en plus grand nombre, et qu'ils sauraient s'ouvrir un chemin jusqu'en Castille.

Pour repousser ce flot de barbares, il fallait des forces considérables, et l'imminence du danger obligea sans doute les cortès à fournir au roi les ressources nécessaires à un armement général. Il dirigea rapidement la plupart de ses troupes

fournit une troisième explication : c'est que les aventuriers portaient des croix blanches.

Il ni avoit en l'ost chevalier ne garçon
Qui ne portast la croix blanche comme coton,
Et la blanche compaigne pourtant l'appeloit-on.
v. 7982.

Mais, suivant Cuvelier, les aventuriers ne prirent la croix qu'en 1365, lorsqu'ils furent réunis sous le commandement de Du Guesclin, et l'on voit par la chronique d'Ayala que le nom de compagnie blanche existait auparavant.

(1) Carbonell, p. 189. — *Nos per contrastar llur entrada, fem convocar lo usatge* PRINCEPS NAMQUE. — A cette occasion, don Pèdre écrivit au roi d'Aragon pour lui exprimer son regret de ne pouvoir, à cause de la guerre de Grenade, l'aider à repousser *ces mauvaises compagnies* qui désolaient ses frontières; mais, s'il est nécessaire, ajoutait-il, « j'irai volontiers en personne chasser avec vous ces pillards. » Séville, 24 septembre 1361. *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1394, p. 75.

sur les confins de l'Aragon et de la Navarre, débouché probable des aventuriers venant de France, car la province de Guyenne, gouvernée par le belliqueux Édouard, prince de Galles, était respectée par les chefs des compagnies. Sujets anglais pour la plupart, et protégés plus ou moins ouvertement par le roi d'Angleterre, il n'y avait pas d'apparence qu'ils osassent traverser la Guyenne pour attaquer la Castille par le nord-ouest. Don Pèdre publiait qu'il allait se concerter avec le roi de Navarre pour de grandes mesures commandées par le salut commun. Depuis plusieurs mois, le fléau dont le roi signalait l'approche préoccupait tous les esprits, et personne ne soupçonna que la concentration d'une armée dans le nord-est de la Castille eût un autre motif. L'audace des compagnies d'aventure était connue dans toute l'Europe, aussi bien que l'habileté de leurs capitaines. Souverains d'un peuple de nomades intrépides, ils pouvaient les conduire au travers de tous les dangers en leur montrant l'espoir d'un riche butin. On n'ignorait pas d'ailleurs que le comte de Trastamare avait formé d'étroites liaisons avec les chefs des principales bandes. Son nom pouvait les réunir en une puissante armée, et il était à craindre que le roi de France, intéressé à éloigner de ses états ces hordes dévastatrices, ne fournît au Comte les moyens de se les attacher et de les précipiter sur la Castille.

Don Pèdre, parti de Séville avec une brillante suite, s'avançait à grandes journées vers le nord, précédé par ses ambassadeurs chargés de négocier avec Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, une alliance offensive et défensive. En ce moment, aucune offre ne pouvait être plus agréable à ce prince, brouillé avec la France et menacé de se voir enlever par elle ses domaines en Normandie et au nord des Pyrénées. En outre, la

Navarre proprement dite était plus exposée qu'aucune autre province de l'Espagne aux incursions des compagnies; elle devait soutenir leur premier effort. Aussi Charles souscrivit-il avec empressement à tous les articles que lui faisait proposer son puissant voisin. Il se rendit même à Soria, sur le territoire castillan, accompagné des principaux seigneurs de sa cour, parmi lesquels on remarquait le captal de Buch, capitaine illustre, qui s'était signalé en combattant sous les drapeaux anglais. Accueilli avec la plus grande courtoisie, Charles ratifia le traité que les envoyés de Castille venaient de lui soumettre. Les deux rois firent alliance et amitié envers et contre tous, s'engageant, par des serments solennels, à s'entr'aider dans toutes leurs guerres, et, clause remarquable, à se livrer mutuellement leurs émigrés (1). Le Navarrais croyait le traité tout à son avantage. Souverain d'un pays pauvre et peu étendu, il acquérait la protection du plus puissant des rois de la Péninsule. Menacé d'une guerre avec la France, pour un intérêt particulier à sa maison, il engageait dans sa querelle un prince qui avait une marine formidable et des troupes aguerries. Mais il ne tarda pas à connaître le prix que don Pèdre mettait à sa protection. Après l'échange ordinaire de serments prêtés la main sur les saints Évangiles, don Pèdre mena Charles à l'écart dans une salle de son palais. Là, en présence de quelques seigneurs, confidents intimes des deux princes, il lui révéla brusquement ses intentions : — « Roi, mon frère, dit-il, nous venons de jurer que le premier de nous qui aurait guerre serait

(1) Don Josè Yanguas y Miranda. *Diccionario de Antigüedades de Navarra*, t. III, p. 99. Le traité fut fait à Estella, entre les plénipotentiaires des deux rois, le 22 mai 1362, et ratifié par don Pèdre à Carascosa, le 2 juin suivant.

aidé par son allié. Sachez que dès aujourd'hui je réclame de vous l'exécution de vos promesses. Vous ne l'ignorez pas, ce fut bien à contre-cœur que j'ai donné la paix au roi d'Aragon. Attaqué par l'usurpateur de Grenade, il m'a fallu consentir à une trêve avec l'Aragonais pour épargner à l'Andalousie les ravages des Maures qui allaient l'envahir. Cette paix m'a coûté cher, car il m'a fallu rendre maintes villes et maints châteaux gagnés par mes armes. Mais je prétends les reprendre. Je veux m'indemniser de ce que m'a coûté cette guerre qu'il m'a faite à sa honte, et je compte que, fidèle à vos serments, vous m'aiderez, dans cette entreprise, de vos armes et de votre corps. »

A ces paroles, le roi de Navarre tout troublé répondit en balbutiant pour demander la permission d'en conférer avec les seigneurs de son conseil. Don Pèdre le laissa seul avec eux. La délibération fut courte, car elle n'était pas libre. Une armée castillanne était rassemblée autour de Soria, et en quelques jours elle pouvait inonder la Navarre. D'ailleurs, Charles se sentait pris au piége, entre les mains d'un homme audacieux, accoutumé à ne pas souffrir la contradiction. Obéir ou se perdre, il n'avait pas d'autre choix. Charles, fort tristement, prit le premier parti. Don Pèdre, affectant de ne voir ni son hésitation, ni ses regrets, le remercia comme si son assentiment n'eût pas été arraché par la crainte, et sur-le-champ lui dicta la conduite qu'il avait à tenir. Après lui avoir exposé en quelques mots son plan de campagne, il lui prescrivit de rassembler les troupes navarraises au plus vite, et d'entrer en Aragon du côté de Sos, pendant que l'armée castillanne se porterait sur Calatayud. Le moment était bien choisi pour une invasion. De sa personne, le roi d'Aragon était à Perpignan, à l'extrémité

de son royaume, avec presque tout ce qu'il avait de troupes disponibles. Henri de Trastamare et les autres exilés castillans guerroyaient sur les bords du Rhône à la solde du roi de France. Don Fernand d'Aragon était ouvertement brouillé avec son frère, et se plaignait d'avoir été sacrifié par le traité de 1361. Au contraire, don Pèdre se voyait à la tête d'une armée nombreuse, délivré de ses ennemis intérieurs, obéi de son peuple, et, soit par intérêt, soit par crainte, commandant la fidélité de ses alliés. Il venait de réunir dans une ligue dont il était le chef tous les rois de l'Espagne contre l'Aragon (1).

Peu de jours après cette entrevue, vers le milieu de juin 1362, le roi de Navarre, peut-être pour gagner du temps et retarder de quelques jours la prise d'armes à laquelle on le contraignait, envoya son héraut défier le roi d'Aragon, c'est-à-dire lui déclarer la guerre (2). Le prétexte qu'il alléguait était des plus frivoles. Charles se plaignait que, prisonnier du roi de France, il se fût en vain adressé à Pierre IV pour obtenir une diversion en sa faveur. Aux termes des traités, disait-il, le roi d'Aragon aurait dû faire la guerre à la France, et, par son manque de foi, avait rompu lui-même son alliance avec la Navarre (3).

Don Pèdre ne s'embarrassa pas de telles formalités. A peine eut-il congédié le roi de Navarre, qu'il mit toutes ses troupes en mouvement. Dès les premiers jours de juin, le bas Aragon était envahi. Nombre de villes et de châteaux se rendirent sans essayer de se défendre, ou bien furent emportés à la première

(1) Ayala, p. 353 et suiv.

(2) Le 14 juin 1362. Don J. Yanguas. *Ant. de Nav.*, t. III, p. 100.

(3) Zurita, t. II, p. 312.

attaque. Calatayud fut la seule ville qui osa résister. Elle n'avait pas de garnison; mais les bourgeois étaient résolus et dévoués; ils virent sans effroi la nombreuse armée castillanne se déployer autour de leurs murailles. Trente mille hommes de pied, douze mille chevaux l'enveloppaient de toutes parts, et le parc d'artillerie, le plus considérable qu'on eût encore vu en Espagne, trente-six engins mis en batterie à la fois, faisaient pleuvoir sur la malheureuse ville une pluie de pierres et de traits. Pourtant les bourgeois de Calatayud se défendaient avec vigueur. Chaque jour ils faisaient des sorties meurtrières, et telle était leur audace, que le roi d'Aragon leur envoya commander de ne pas s'exposer ainsi inutilement. Calatayud, ainsi que la plupart des villes espagnoles, était divisé en deux factions ennemies depuis un temps immémorial; mais, dans le danger commun, elles s'étaient réconciliées, et maintenant elles ne rivalisaient plus que de dévouement et de courage (1). Cependant le nombre devait l'emporter. Les Castillans s'emparèrent du couvent des Frères Prêcheurs en dehors de la ville et s'y fortifièrent. De là, bientôt après, ils ouvrirent une large brèche au mur d'enceinte, et leurs machines foudroyèrent l'église de Saint-François, où les assiégés s'étaient retranchés après la destruction du rempart. Chaque pouce de terrain coûtait un combat; mais les progrès des Castillans étaient continuels; ils s'avançaient lentement, mais irrésistiblement, au milieu des ruines. Du dehors, les malheureux habitants de Calatayud ne recevaient que des nouvelles décourageantes. Le roi d'Aragon, pris au dépourvu, n'avait ni troupes ni argent. Il était menacé de tous les côtés à la fois.

(1) Zurita, t. II, p. 312.

Le roi de Navarre attaquait Sos (1) et Salvatierra (2). Ses coureurs allaient piller et brûler jusqu'aux portes de Jaca. Iñigo Lopez de Orozco, avec une forte division castillanne, marchait sur Daroca, et le bruit courait qu'il allait être suivi de près par une armée auxiliaire, conduite par le roi de Portugal en personne (3). En même temps, plusieurs seigneurs gascons, anciens ennemis de l'Aragon, voulant avoir leur part à la curée, se préparaient à passer les monts et à l'envahir du côté du nord. Tous les yeux se tournaient avec effroi vers Calatayud, et l'on suivait dans une douloureuse anxiété les péripéties de ce siége mémorable. A cette époque, c'était un sujet d'étonnement pour la noblesse, que des bourgeois se battissent si bien, n'ayant point de riches-hommes, point de seigneurs de marque à leur tête. Le comte d'Osuna et quelques chevaliers des familles les plus illustres conçurent le projet hardi de passer au travers de l'armée castillanne et d'aller s'enfermer dans la place assiégée pour diriger les efforts des habitants. Ils partirent de Saragosse avec peu de suite pour n'être point remarqués; mais, comme ils allaient franchir les lignes de l'ennemi, un guide infidèle révéla leur approche. Cernés dans un petit village, ils furent contraints de se rendre. Don Pèdre les ayant fait conduire devant la brèche, déjà large de plus de quarante brasses, leur offrit ironiquement de les laisser entrer dans la ville pour y courir la fortune de leurs concitoyens. « Vous voyez, leur dit-il, que dès demain, si je veux, un as-

(1) Ayala, p. 356.

(2) Don J. Yanguas. *Ant. de Nav.*, t. III, p. 100.

(3) Zurita, t. II, p. 311. — Le roi de Portugal ne vint pas en personne, mais il envoya quelques troupes auxiliaires à son allié le roi de Castille.

saut me rend maître de la place. Mais je serais fâché qu'une ville si importante fût saccagée et détruite. Je consens à recevoir les habitants à merci. Exhortez-les vous-mêmes à ne pas s'opiniâtrer dans une résistance inutile. »

Malgré leur situation désespérée, et bien qu'avertis par le comte d'Osuna et ses compagnons qu'ils n'avaient aucun secours à espérer, les braves bourgeois de Calatayud refusèrent de se rendre avant d'en avoir obtenu la permission de leur seigneur. Don Pèdre, sachant bien que, s'il donnait l'assaut, ses soldats ne lui laisseraient que des cendres, permit aux assiégés d'envoyer à Perpignan une députation pour faire connaître au roi d'Aragon l'état de la place et lui demander de relever les habitants de leur serment de fidélité, s'il ne pouvait les secourir. La capitulation de Calatayud mérite d'être rapportée. On convint que si, dans un délai de quarante jours, une armée aragonaise ne se présentait pas pour faire lever le siége, la ville serait remise au roi de Castille; que les habitants auraient la vie sauve, qu'ils conserveraient leurs propriétés et ne seraient pas contraints d'émigrer. Cette clause, qui paraît étrange aujourd'hui, montre quelles étaient alors les lois de la guerre. On a vu que, peu d'années auparavant, la population aragonaise de Tarazona avait été expulsée en masse et remplacée par une colonie castillanne. Le vainqueur rendait hommage à la valeur des bourgeois de Calatayud. Le roi d'Aragon loua leur fidélité et reconnut qu'ils avaient fait tout ce qui est possible à de braves gens pour lui conserver la place. Hors d'état de les secourir, il les engagea lui-même à pourvoir de leur mieux au salut de leurs personnes et de leurs biens, et, les exonérant de l'hommage prêté

à sa couronne, il leur permit de devenir sujets du roi de Castille et de lui prêter serment comme à leur seigneur (1).

Au moyen-âge, les campagnes étaient toujours de courte durée. Il n'y avait pas d'armées permanentes. Les vassaux des seigneurs appelés aux armes par le roi, les contingents fournis par les villes, ne pouvaient long-temps demeurer éloignés de leurs travaux ordinaires. Après une bataille ou un siége, l'usage était de les renvoyer pour quelque temps dans leurs foyers. Les seules troupes qui méritassent alors le nom de régulières, consistaient dans la milice des ordres militaires et quelques bandes peu nombreuses entretenues par les rois et attachées à la garde de leur personne. On ne doit donc pas s'étonner qu'après la prise de Calatayud la grande armée castillanne se dissipât sans pousser plus loin ses avantages. Le roi lui-même alla chercher quelques jours de repos au milieu des délices de Séville. Pour observer la frontière et garder les places conquises, il laissait les trois maîtres avec leurs chevaliers et deux mille hommes d'infanterie. C'en était assez pour tenir en haleine un ennemi qui n'osait se montrer en rase campagne.

III.

Une grande affliction attendait don Pèdre à son arrivée dans sa capitale. Son fils Alphonse, qu'il venait de proclamer héritier de sa couronne, mourut dans ses bras, victime de la terrible épidémie qui désolait l'Espagne. La peste noire, qui

(1) Ayala, p. 356-362. — Zurita, t. II, p. 3. — Villani, autorité très suspecte, prétend, lib. X, cap. XCVIII, que don Pèdre fit tuer six mille habitants de Calatayud.

avait fait tant de ravages en 1350, à laquelle avait succombé don Alphonse, reparaissait au bout de douze ans, plus cruelle que jamais. On remarqua qu'elle sévit surtout dans les provinces qui avaient été le théâtre de la guerre. Calatayud souffrit plus qu'aucune autre ville; le fléau frappa indistinctement et la garnison castillanne et les bourgeois décimés par le siége (1).

Pendant les instants de relâche que lui laissaient la douleur de don Pèdre et la dissolution de l'armée castillanne, le roi d'Aragon se hâta de rappeler le comte de Trastamare et de solliciter des secours auprès du roi de France. Bien que don Henri eût acquis une triste expérience de la foi qu'il devait avoir dans les promesses de Pierre IV, la fortune avait trop intimement uni leurs intérêts pour qu'il ne se rendît pas aussitôt aux instances de son ancien protecteur. Capitaine d'aventure aux gages du roi de France, il n'avait pas abandonné ses projets sur la Castille. Au moment où don Pèdre assiégeait Calatayud, et peut-être avant que le roi d'Aragon réclamât de nouveau ses services, le Comte signait à Paris, avec les ministres du roi Jean, un traité remarquable dans lequel il est facile de deviner ses desseins ambitieux. Il s'engageait à conduire *hors de France* les grandes compagnies qui désolaient le royaume (2). Où devait-il les mener? C'était le secret du

(1) Ayala, p. 363.

(2) Selon certain traité, sur ce fait de nouvel, par nous et par noble et puissant homme, messire Arnould d'Audeneham, chevalier maréchal de France, avecque les gens des compaignies estant à présent au dit royaume, nous mettrons à tout notre pouvoir, sans fraude et sans mauvais engin, hors du dit royaume de France, sans jamais y retourner pour faire la guerre, les gens des dites compaignies, c'est à savoir toutes celles avecque lesquelles le dit

Comte et du Dauphin, régent pendant la captivité de son père. Nul homme n'eut à un plus haut degré que don Henri le talent de gagner la confiance de tout ce qui l'approchait. Arrivant en Aragon, proscrit et vaincu, il devint en un moment le favori de Pierre IV et l'instrument de tous ses projets. Il sut tirer de ce prince avare des subsides considérables, et, bien que maltraité par la fortune, il conserva toujours auprès de lui la position d'un souverain indépendant plutôt que celle d'un vassal à sa solde. Obligé de quitter l'Aragon, don Henri parvint, au bout de quelques mois de séjour en France, à s'attacher un grand nombre de capitaines d'aventure. Il n'avait pas eu de peine à rendre le nom de don Pèdre odieux à la cour de France; mais ce qui était plus difficile, il avait réussi à se représenter lui-même comme son antagoniste le plus redoutable et comme le seul espoir de la Castille. Toutefois un obstacle inconnu, mais dont il n'est pas difficile de deviner la nature, l'empêcha de conduire alors en Espagne ces redoutables bandes qu'il se flattait d'armer contre don Pèdre. En ce moment, ni la France ni l'Aragon ne pouvaient lui fournir des subsides, et, sans argent, il était impossible de se faire suivre par les aventuriers (1). Il ne put donc amener à Pierre IV

traictié a été fait par nous et par le dit maréchal; item que nous mettrons tout notre povoir à enmener avec nous hors du dit royaume l'Arceprestre (Arnaud de Cervole), et aussi à mettre hors du dit royaume tous les gens du dit Arceprestre, etc. Paris, 13 août 1362. Archives du royaume, section historique, carton J. 603-58. Voyez aussi dom Vaissette. *Hist. du Lang.*, t. II, p. 316.

(1) Le roi de France ne s'était engagé à lui donner qu'une solde de 10,000 livres par an, encore n'était-ce pas de l'argent comptant qu'on lui fournissait, mais on lui cédait des terres dont le revenu était censé équivaloir à 10,000 livres. Voir le traité déjà cité.

que sa suite ordinaire de bannis castillans, et cependant, lorsqu'il reparut en Espagne, son exil semblait l'avoir grandi. Il n'était déjà plus comme autrefois un capitaine d'aventure; il se présentait comme un souverain prédestiné à une couronne chancelante et qu'il s'apprêtait à saisir. En 1357, il était entré en Castille avec le titre de procurateur du roi d'Aragon, pour lui gagner des villes et des terres, aujourd'hui, il allait conquérir un royaume pour lui-même, et l'Aragonais se faisait son auxiliaire. Les rôles avaient changé : maintenant Pierre IV demandait un salaire à son ancien procurateur. Au commencement de l'année 1363, dès leur première entrevue, qui eut lieu à Monzon, ils s'engagèrent à détrôner don Pèdre à frais communs et à se partager la Castille. Voici leur traité, aussi remarquable par l'importance des stipulations que par l'absence de toutes les formes diplomatiques alors en usage :

« Le roi d'Aragon : Nous vous promettons à vous, don Henri, comte de Trastamare, de vous aider à conquérir le royaume de Castille bien et réellement, à condition que vous nous donnerez, et serez tenu de nous livrer en franc et libre alleu, avec investiture royale, la sixième partie de tout ce que vous gagnerez au royaume de Castille, là où nous serons de notre personne, ou représenté par un de nos vassaux. Et tout de même que nous sommes tenu de vous aider à conquérir ledit royaume, ainsi serez-vous tenu vous-même de nous aider à l'encontre de tout homme au monde, et ce, avec ce que vous aurez conquis, et à être l'ami de nos amis et l'ennemi de nos ennemis. Écrit de notre main à Monzon, le dernier jour de mars, l'an 1363. — Et moi, le comte don Henri, je vous promets, sire roi, que j'accomplirai de bonne foi tout ce que je dois accomplir à votre égard, selon qu'il est dit par vous

ci-dessus. Écrit de ma main, le jour que dessus. — *Rex Petrus.* — Moi, le Comte (1). » Ce traité, écrit de la main même des deux princes, était destiné sans doute à demeurer secret jusqu'au jour où il pourrait recevoir son exécution. L'un et l'autre avaient intérêt à en dérober la connaissance au public : don Henri, pour ne pas ruiner son crédit en Castille en révélant les concessions qu'il faisait à un roi étranger; Pierre IV, pour ne pas paraître rompre d'une manière éclatante avec son frère don Fernand, dont il avait autorisé naguère les prétentions au trône de Castille, et qu'il sacrifiait maintenant à un aventurier son ennemi. L'infant s'était opposé de toutes ses forces au rappel du comte de Trastamare; il avait été soutenu dans le conseil même du roi par un grand nombre de seigneurs aragonais qui voyaient avec jalousie la faveur du bâtard castillan (2); mais ses efforts avaient été inutiles, et il ne cachait pas son dépit.

Il fallait beaucoup d'assurance et une hardiesse en quelque sorte prophétique pour songer en ce moment au partage de la Castille. Jamais conquête ne sembla plus loin de se réaliser. Au contraire, l'ascendant de don Pèdre paraissait plus irrésistible que jamais. Pendant que l'hiver suspendait les hostilités, il s'était ménagé un puissant auxiliaire. Il suffisait que la France se montrât favorable au roi d'Aragon pour que l'Angleterre en prît ombrage et fût disposée à soutenir l'ennemi déclaré de ce prince. Vers la fin de l'année 1362, des ambassadeurs castillans s'étaient rendus en Guyenne auprès du prince de Galles, sous prétexte de concerter avec lui des mesures pour repousser l'invasion des compagnies, mais en réa-

(1) *Arch. gen. de Ar. Legajo de Autografos.* Appendice G.

(2) Zurita, t. II, p. 321.

lité pour lui proposer une alliance avec leur maître. Elle fut conclue à Bordeaux au commencement de l'année 1363. Par ce traité, le roi de Castille et celui d'Angleterre se garantissaient mutuellement l'intégrité de leurs possessions, et déclaraient, suivant la formule chevaleresque du moyen-âge, qu'ils se faisaient amis et s'unissaient contre tous les hommes du monde (1).

Fort de cette puissante protection, don Pèdre revint à Calatayud et recommença ses ravages dans le bas Aragon aussitôt que le printemps lui permit de reprendre les hostilités. Aucune armée ennemie ne tenant la campagne, la guerre se réduisait à une suite de siéges. Quantité de petites villes et de châteaux tombèrent au pouvoir des Castillans. Tarazona se rendit par capitulation; Cariñena fut emportée d'assaut. Les chroniqueurs aragonais prétendent que le vainqueur souilla son triomphe par d'horribles cruautés. Suivant leur récit, don Pèdre, irrité de l'héroïque résistance des bourgeois de Cariñena, les aurait tous fait massacrer, réservant les principaux d'entre eux pour les faire périr de sang-froid dans d'épouvantables supplices (2).

IV.

Qu'on me permette d'abandonner pour un instant le récit monotone d'une guerre du moyen-âge, pour appeler l'attention du lecteur sur un monument curieux qui fait connaître

(1) Rymer, t. III, 2e partie, p. 73. — Ayala, p. 364.

(2) Cfr. Ayala, p. 366. Zurita, t. II, p. 318. — Abarca, *An. de Arag.*, attribue la prise de Cariñena à la mésintelligence entre l'infant don Fernand et don Henri, qui refusèrent de réunir leurs forces pour secourir la place.

quelques traits du caractère de don Pèdre. Je veux parler de son testament écrit à Séville pendant l'hiver de 1362, tandis qu'il se préparait à recommencer la guerre où nous le laissons engagé. Cette pièce, qui se conserve encore en original, me paraît digne d'être analysée. Aucun autre document ne révèle mieux les vues et les desseins du prince dont je me suis proposé d'écrire la vie.

Après les formules religieuses consacrées alors pour de tels actes, le roi fixe le lieu de sa sépulture. Son tombeau doit être placé dans la chapelle neuve qu'il fait bâtir à Séville. A sa droite doit reposer Marie de Padilla, qu'il appelle la reine sa femme; à sa gauche don Alphonse son fils, qu'il nomme l'infant. Puis il règle l'ordre de la succession au trône. D'abord il y appelle Beatriz, sa fille aînée; à son défaut, Constance, enfin Isabelle, toutes les trois filles de Marie de Padilla, et qualifiées d'infantes de Castille; enfin un fils naturel, qui ne doit hériter de la couronne que dans le cas où les trois princesses mourraient sans postérité. Le nom de ce fils et celui de sa mère sont aujourd'hui un problème. Partout où ils sont mentionnés, on observe dans l'acte original les traces d'une altération évidente, des surcharges maladroites. Le parchemin gratté grossièrement, percé en quelques endroits, la couleur de l'encre, des lacunes, une orthographe sensiblement moderne, trahissent l'œuvre d'un faussaire inhabile. Aux noms tracés originairement, on a substitué ceux de don Juan, fils de doña Juana de Castro. Or, l'existence de ce fils est plus que problématique, aucun auteur contemporain n'ayant constaté sa naissance. Il n'est pas douteux que le testament n'ait été altéré assez long-temps après la mort du roi, et, suivant toute apparence, avec l'intention d'embellir quelque généalogie.

M. Llaguno, excellent juge en ces matières, a cru reconnaître sous les surcharges que le nom primitivement écrit était celui de don Fernand, fils de doña Maria de Hinestrosa, femme de Garci Laso Carrillo. Cette conjecture est d'autant plus probable, que les amours du roi avec cette dame sont attestés par Ayala, et, en outre, parce qu'il est naturel de supposer à don Pèdre une préférence pour ce fils appartenant à la famille des Padilla.

En appelant à lui succéder en premier lieu l'infante Beatriz, le roi lui commande de se marier à l'infant de Portugal, auquel il l'avait déjà fiancée, et qu'il désigne pour être roi avec elle. Ici paraît, à mon sentiment, cette pensée constante de don Pèdre, l'agrandissement de la Castille, qui, avec le Portugal, ne doit plus former qu'un royaume. A défaut de l'infant de Portugal, doña Beatriz est libre de se choisir un époux; cependant, sous peine de malédiction et de déshérence, son père lui défend de se marier soit avec don Henri, soit avec don Tello, soit avec don Sanche, dont il rappelle l'ingratitude et les trahisons. Cette défense peut paraître étrange, vu les étroites relations de parenté existant entre doña Béatriz et les trois bâtards frères du roi. Peut-être a-t-elle pour but de déjouer quelque projet conçu à cette époque et tendant à terminer les guerres civiles de la Castille par une union entre les bâtards et la famille royale.

Ayant ainsi déterminé l'ordre de succession, don Pèdre s'occupe du partage de son trésor particulier entre ses enfants. Ses filles sont avantagées, son fils n'a qu'un legs médiocre. Il fait six parts de ses biens meubles, parmi lesquels figurent une grande quantité de pierreries. Beatriz aura trois parts, Constance deux, Isabelle une seule. Le roi désigne minutieu-

sement les perles, les joyaux, les objets précieux qu'il lègue à chacune des infantes, les armes qu'il réserve à son fils. Je ne le suivrai pas dans cette énumération, intéressante pour l'antiquaire, et je passe à des dispositions plus remarquables. Suivant l'usage, le prince ordonne quelques fondations pieuses pour le salut de son ame, et notamment, ce qui lui fait honneur, le rachat de mille captifs chrétiens chez les Maures. Immédiatement après ces dispositions, dictées par un sentiment religieux, on en trouve d'autres dont le motif est bien différent sans doute. Quatre femmes qu'il désigne doivent recevoir, la première 2,000 doubles castillannes, les autres 1,000 doubles seulement, à la condition pour toutes d'entrer en religion. Cette dernière clause, où perce une jalousie despotique qui survit à la mort, ne permet pas de douter qu'il ne s'agisse de maîtresses obscures. En effet, leurs noms ne sont cités dans aucune chronique, et, sans ce testament, ils seraient parfaitement inconnus. Mari Ortiz, sœur de Juan de Sant Juan, semble la préférée, car elle a le legs de 2,000 doubles. Les autres sont Mari Alfon de Fermosilla, Juana Garcia de Sotomayor et Urraca Alfon Carrillo. La forme de ces noms n'indique point une naissance illustre (1), et l'on remarquera qu'aucun n'est précédé du mot doña, qui cependant, à cette époque, s'accordait par courtoisie à des femmes dont les pères ou les maris n'avaient point le privilége du don.

Le roi recommande à sa fille et à ses successeurs de maintenir dans leurs offices tous ses loyaux serviteurs, et, en termes exprès, il nomme Diego de Padilla, son beau-frère, les maîtres de Saint-Jacques et d'Alcántara, le prieur de Saint-

(1) Mari au lieu de Maria, Alfon au lieu de Aldonza.

Jean Garci Gomez Carrillo (1), Martin Lopez, son chambellan, Martin Yanez, son trésorier, Mateo Fernandez, chancelier du sceau privé, Rui Gonzalez, son grand-écuyer, enfin Zorzo, capitaine des arbalétriers de sa garde, qui avait battu une escadre aragonaise.

La question de la tutelle de ses enfants était assurément la plus grave que le roi eût à résoudre. On aurait dû croire que son choix tomberait sur Diego de Padilla, oncle de ses filles, et plus intéressé qu'aucun autre à la conservation de leurs droits. Cependant c'est le maître de Saint-Jacques, Garci Alvarez, que le roi appelle à ces importantes fonctions, et, à son défaut, Garci Carrillo, prieur de Saint-Jean, bien qu'il fût allié à une famille en hostilité ouverte contre lui. Malgré la faveur constante dont il jouissait auprès de son maître, Diego de Padilla n'avait jamais possédé sa confiance. J'en ai rapporté plusieurs preuves (2).

J'ai cru devoir analyser en détail ce document remarquable, car mon but n'est pas seulement de faire connaître les événements arrivés sous le règne de don Pèdre, mais encore d'étudier le caractère de ce prince si diversement jugé. Son testament peut être regardé comme l'expression de ses pensées intimes, et, à ce titre, méritait, ce me semble, d'être examiné avec un soin particulier. Le despote s'y révèle à chaque ligne, mais il a sa grandeur.

Don Pèdre ne crut point qu'un testament suffît pour assurer la couronne à l'aînée de ses filles. Il voulut consacrer ses droits par un acte encore plus solennel et demanda aux re-

(1) V. § XII. — V.

(2) *Testamento del rey don Pedro. Cronica de Ayala.* Ed. Llaguno, p. 558 et suivantes.

présentants de la nation, pour l'infante Beatriz, le serment qu'ils avaient prêté, l'année précédente, à son frère don Alphonse. Contre l'usage, il convoqua les cortès en dehors des frontières de la Castille, à Bubierca, ville aragonaise dont il venait de s'emparer. En réunissant l'assemblée au milieu d'un camp, sur une terre conquise par ses armes, peut-être voulait-il montrer que les limites du royaume avaient reculé et qu'il régnait partout où il avait planté sa bannière. Ce ne fut pas la seule innovation que l'on vit dans ces cortès dont les actes sont malheureusement peu connus. L'infante Beatriz ayant été solennellement proclamée héritière de la couronne, le roi prévit et régla, comme il l'avait fait dans son testament, les droits éventuels de ses deux autres filles, pour le cas où leur aînée mourrait sans postérité. Je ne trouve point qu'il ait été fait mention du fils naturel, appelé dans son testament à succéder aux infantes. Peut-être le roi craignait-il de trop exiger de l'obéissance de ses peuples. Après avoir reçu le serment des cortès, il fit rédiger un procès-verbal de la séance, auquel tous les députés présents apposèrent leur signature, formalité singulière et tout à fait inusitée à cette époque. Puis, comme s'il eût voulu associer toute la nation à sa vengeance, il fit proclamer, au milieu de l'assemblée, la liste des seigneurs bannis du royaume et déclarés coupables de haute trahison (1). Cette table de proscription était la plus longue qui eût encore paru. Nulle protestation ne se fit entendre; mais l'arrêt n'en fut pas moins vivement désapprouvé par toute la

(1) Ayala, p. 366. — Ayala n'a point fait connaître les noms des seigneurs proscrits par don Pèdre; on ignore quels ont été les motifs de cette réticence. Il est certain qu'il n'était pas lui-même compris dans cette liste, bien que quelques auteurs modernes l'aient avancé.

noblesse. C'en était fait de ce privilége si cher aux riches-hommes de changer à leur gré de patrie et de suzerain. Esclaves maintenant, ils voyaient le glaive toujours levé contre quiconque essaierait de rompre ses chaînes.

XVII.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LE ROYAUME DE VALENCE. — MORT DE L'INFANT D'ARAGON. — DÉFECTION DU ROI DE NAVARRE. — 1363.

I.

Les succès obtenus par don Pèdre avaient stimulé le zèle de ses alliés. Gil Carvalho, maître de l'ordre portugais de Saint-Jacques, lui amena trois cents hommes d'armes d'élite. L'infant Louis de Navarre et le captal de Buch rejoignirent ses drapeaux avec un corps nombreux, apportant la nouvelle de quelques conquêtes déjà faites en Aragon par le roi de Navarre (1). Enfin, le roi de Grenade, Mohamed, envoya à l'armée castillanne un capitaine musulman que les auteurs contemporains traitent de chevalier et qu'ils nomment don Farax, fils de Redouân. C'était contre le royaume de Valence que ce dernier auxiliaire devait opérer avec six cents génétaires grenadins. En demandant au conseil de sa bonne ville de Murcie un accueil hospitalier pour ses alliés musulmans, le roi de

(1) Entre autres celle de Salvatierra, partido de Cinco Villas, diocèse de Pampelune. Yanguas, *Ant. de Nav.*, t. III, p. 100.

Castille l'engageait à réunir ses milices à la cavalerie maure « pour ravager le territoire d'Orihuela, pour y faire *guerre cruelle* et couper la tête à tous les Aragonais qui tomberaient entre leurs mains. Gardez mes ordres, ajoutait le roi; ceux qui se rendraient coupables de désobéissance, la paieraient de leur vie. » Depuis quelque temps, cette formule accompagnait tous les mandements royaux (1).

Malgré le nombre et l'ardeur des troupes castillannes, la forte ligne militaire de l'Èbre, obstacle presque insurmontable pour une armée de cette époque, arrêtait leurs progrès dans le nord de l'Aragon. Don Pèdre avait résolu de tourner ses armes contre le royaume de Valence. Il espérait y trouver un pays plus riche, une résistance moins opiniâtre de la part des habitants; enfin il se flattait encore peut-être que l'ancienne rivalité entre les Valenciens et les Aragonais rendrait ses conquêtes plus faciles. Avec le gros de ses forces, il marcha résolûment contre la capitale, pendant que les contingents de Murcie et les Maures de Farax attaquaient le midi de la province. Sur sa route, peu de villes osèrent lui résister : Teruel, Castel-Favib, Segorbe, Murviedro furent successivement occupées par ses troupes; Daroca seule se défendit avec bonheur. Plus l'armée castillanne s'avançait vers le sud, plus elle s'affaiblissait, obligée de laisser des détachements dans toutes les places qui tombaient en son pouvoir. Les hommes de guerre contemporains ont blâmé don Pèdre d'avoir ainsi disséminé ses forces au lieu de les tenir réunies pour un coup décisif. Le 21 mai 1363, il arriva en vue de Valence. Il en reconnut l'enceinte et désespéra de pouvoir l'enlever d'un coup

(1) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 107.

de main. Dans sa marche précipitée, il n'avait pu se faire suivre par ses machines; d'ailleurs, il n'était pas prudent d'entreprendre en ce moment le siége d'une place si bien fortifiée, car on annonçait l'approche du roi d'Aragon avec des forces considérables. Pendant huit jours les Castillans escarmouchèrent aux portes de Valence, et cependant la plaine fertile qui l'entoure, et qu'on nomme avec raison son *verger* (*la Huerta*), était livrée à d'affreux ravages. Du couvent de la Zaydia, où don Pèdre avait établi son quartier, il voyait brûler les moissons, arracher les vignes, couper les oliviers, incendier les hameaux et les métairies isolées (1). C'est ainsi qu'on faisait la guerre au moyen-âge. Don Pèdre avait quelque goût pour les arts, et Séville est encore fière des monuments qu'il a bâtis. Il fit enlever d'un château de plaisance, ancienne demeure des rois d'Aragon, plusieurs colonnes antiques de jaspe, et ordonna qu'elles fussent transportées à Séville pour servir à la décoration de l'Alcazar, où il faisait faire de grandes constructions (2).

Déjà la plaine de Valence, si riche et si fertile, était changée en un désert quand le roi la quitta pour se porter au devant de l'armée aragonaise. Elle était forte de trois mille hommes d'armes, commandés par Pierre IV en personne, ayant sous ses ordres les bannières du comte de Trastamare, de l'infant don Fernand, de don Tello et de don Sanche. Peut-être alors l'armée castillanne se trouvait-elle inférieure en nombre. Au lieu d'offrir la bataille, don Pèdre fit ses dispositions pour la recevoir et se retrancha dans une forte posi-

(1) Ayala, p. 369. — Zurita, t. II, p. 319.
(2) Zurita, *ibid.* — *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1293 *Secr.*, p. 127.

tion au pied des remparts de Murviedro. De son côté, l'Aragonais ne montra pas moins de prudence. Après s'être avancé jusqu'au pont d'Almenara, à deux lieues environ de Murviedro, il fit halte sans vouloir passer le Rio-Canales qui le séparait des avant-postes castillans. De part et d'autre on se défiait, mais chacun était déterminé à ne pas abandonner la position avantageuse qu'il avait choisie. Plusieurs jours se passèrent de la sorte. L'abbé de Fécamp, à qui le cardinal Gui de Boulogne en quittant l'Espagne avait laissé les pouvoirs du saint-siége, profita de l'inaction des deux armées pour parlementer avec leurs chefs. D'abord s'adressant à l'infant Louis de Navarre, comme désintéressé dans la querelle, il obtint qu'il s'abouchât avec le roi d'Aragon; puis il détermina ce dernier à faire porter à don Pèdre des propositions d'accommodement. Le comte de Denia fut chargé d'un premier message, et bientôt après Bernal de Cabrera eut plusieurs entrevues avec le roi de Castille dans le château de Murviedro. On se rappelle que, l'année précédente, il avait été question de cimenter la paix par le mariage de don Pèdre avec une princesse aragonaise; ce projet fut repris et discuté plus sérieusement peut-être que la première fois. Les avantages obtenus par les armes castillannes dans les deux dernières campagnes, l'occupation d'un grand nombre de villes du royaume de Valence, obligeaient le roi d'Aragon à consentir à une cession de territoire. Ses envoyés ne cherchèrent qu'à en dissimuler l'humiliation. Maintenant ils proposaient que les villes de Tarazona et de Calatayud, déjà au pouvoir des Castillans, fussent considérées comme la dot de l'infante Jeanne, qui devait épouser don Pèdre. Alicante, Orihuela et quelques châteaux, ainsi qu'une fraction du territoire de Valence contiguë au royaume

de Murcie, devaient pareillement être réunis à la Castille. En retour, on demandait que don Pèdre rendît Teruel, Segorbe et ses autres conquêtes récentes dans le royaume de Valence; et, par une nouvelle fiction diplomatique, cette restitution devait être la dot de l'infante Isabelle, troisième fille de don Pèdre, dont on demandait la main pour le duc de Gerone, fils aîné du roi d'Aragon et son héritier présomptif (1). Telles furent les propositions soumises à don Pèdre, qui prouvaient bien la détresse de son adversaire, à moins qu'elles ne cachassent quelque arrière-pensée et qu'elles n'eussent d'autre but que de gagner du temps, et d'arrêter ainsi les progrès des Castillans.

Implacable dans ses ressentiments, don Pèdre voulait avant tout se venger de ses anciens ennemis. Il demanda que le roi d'Aragon fît arrêter ou tuer le comte de Trastamare et l'infant don Fernand (2). Pour avoir leurs têtes, il eût volontiers consenti à rendre une partie du territoire qu'il venait de conquérir. Entre deux hommes tels que don Pèdre et Pierre IV, une pareille clause ne devait pas empêcher la ratification d'un traité. Il est vraisemblable qu'elle fut discutée; et, s'il faut ajouter créance au chroniqueur Ayala, Bernal de Cabrera se serait engagé, au nom de son maître, à donner la satisfaction demandée (3). Ainsi, un double meurtre allait sceller la réconciliation des deux souverains, et précéder l'union de leurs

(1) Ayala, p. 372. — Zurita, t. II, p. 320. — Selon Ayala, c'est l'infante Beatriz, fille aînée de don Pèdre, qui devait se marier avec l'infant don Alonso, dernier fils de Pierre IV, et âgé alors d'un an seulement. C'est une erreur évidente.

(2) Ayala, p. 372. — Zurita, t. II, p. 321.

(3) Ayala, p. 373. — Zurita admet l'existence de ce traité secret.

enfants. C'était, à vrai dire, la seule condition qui pût obliger don Pèdre à se résigner à un mariage pour lequel il semble avoir toujours montré une vive répugnance. En ce moment surtout, amoureux d'une dame nommée doña Isabel, dont il avait eu un fils, il était beaucoup plus disposé à lui donner une couronne qu'à partager la sienne avec la fille de son ancien ennemi (1). Déjà il faisait traiter doña Isabel comme une reine. Il voulait que partout où elle passait on lui rendît des honneurs extraordinaires; il exigeait même que les évêques lui fissent cortége (2). Cependant les plénipotentiaires aragonais et castillans étaient d'accord sur les clauses patentes du traité. Ils s'étaient entre-donné la main, puis l'avaient baisée, enfin s'étaient embrassés selon l'antique usage d'Espagne (3). Le roi de Navarre s'était rendu garant des conventions souscrites de part et d'autre, et avait fait occuper par ses troupes plusieurs villes que les deux parties contractantes remettaient entre ses mains comme gages de leur bonne foi (4). La paix semblait assurée, il ne manquait plus que l'approbation définitive des deux souverains. En ce moment l'un et l'autre s'étaient éloignés de Murviedro; le roi d'Aragon était à Castellon de la Plana, don Pèdre au château de Mallon dans le royaume de Valence.

II.

Malgré la réconciliation opérée par les soins de Pierre IV entre le comte de Trastamare et l'infant don Fernand, peu

(1) Ayala, p. 373.
(2) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 137.
(3) Zurita, p. 321.
(4) *Id., ibid.*

après la bataille de Najera, les deux princes se haïssaient mortellement, et la cour d'Aragon était toujours divisée par leurs intrigues. L'importance de don Henri s'était fort augmentée depuis son retour et surtout depuis le traité secret de Monzon. Déjà il affichait assez hautement le rôle de prétendant et de libérateur de la Castille; il voulait être considéré comme le chef des bannis et le seul compétiteur de don Pèdre. Bien que Pierre IV ne le traitât point encore ouvertement comme un souverain, il favorisait en toute occasion ses visées orgueilleuses et lui montrait une partialité manifeste. Don Fernand avait sur la couronne de Castille des prétentions beaucoup mieux fondées que don Henri, car la légitimité des enfants de Marie de Padilla demeurait toujours suspecte, et leur reconnaissance par les cortès de Séville et de Bubierca n'avait d'autre valeur que celle d'un acte arraché par la crainte. Que si don Pèdre mourait jeune, il y avait grande apparence que la nation n'hésiterait pas entre un enfant incapable de gouverner et un prince belliqueux dont les titres aux yeux de bien des gens étaient les seuls légitimes. Autour de don Fernand se groupaient les plus considérables des riches-hommes émigrés de Castille. Possesseur de vastes domaines en Aragon, disposant d'une petite armée et d'une clientelle nombreuse, l'infant était trop puissant pour ne pas donner ombrage à un despote aussi méfiant et aussi jaloux de son autorité que l'était Pierre IV. Jamais il n'avait vu dans ce frère qu'un rival et qu'un ennemi; il frémissait en songeant que ce prince, aujourd'hui son vassal, pourrait devenir un jour un souverain plus puissant que lui. Dans le comte de Trastamare, au contraire, il trouvait cette docilité et cette souplesse qui plaît aux despotes. A quelque prix qu'un banni

achète la protection dont il a besoin, il la reçoit comme un bienfait. De là cette préférence accordée au comte de Trastamare, et ces engagements extraordinaires qu'on n'avait pas craint de contracter avec un aventurier.

Lorsque l'agression imprévue des Castillans obligea Pierre IV à chercher partout des soldats, l'infant et plusieurs riches-hommes aragonais s'opposèrent vivement à l'admission de la compagnie d'aventure que don Henri commandait. « Pourquoi chèrement acheter les services d'un étranger, disaient-ils, tandis qu'on récompense si mal les nôtres? Nos soldats réclament en vain leur solde; on accorde tout à ceux du bâtard de Castille. » Ces représentations furent vaines; don Henri reparut en Aragon et le roi défendit à tout autre qu'à lui de recruter en France (1). Il était évident que cet ordre ne tendait qu'à diminuer les forces et l'importance de don Fernand; néanmoins, en dépit du roi, un grand nombre d'aventuriers, la plupart émigrés castillans, après avoir passé les monts avec le comte de Trastamare, le quittèrent pour aller se ranger sous la bannière de l'infant d'Aragon qu'ils considéraient comme leur seigneur naturel. Chose remarquable, les premiers à donner l'exemple de cette désertion furent les frères mêmes de don Henri, don Tello et don Sanche. Le roi d'Aragon s'en montra vivement offensé, mais au milieu d'une guerre cruelle, pressé par un ennemi tel que don Pèdre, la prudence l'obligeait à dissimuler son ressentiment. Il ne le laissait percer que par une suite d'humiliations et de tracasseries systématiques dont il abreuvait son frère, tandis qu'il affectait des égards toujours plus flatteurs pour don Henri (2).

(1) Zurita, t. II, p. 321.

(2) La conduite de Pierre IV à l'égard de l'infant était d'ancienne date.

Furieux de voir les bandes du bâtard toujours bien payées, tandis que les siennes manquaient du nécessaire, l'infant ne ménagea ni les plaintes ni même les menaces. A Saragosse, lassé de réclamer inutilement la solde due à ses troupes, il entra de vive force dans la maison d'un trésorier du roi, fit briser les coffres à coups de hache, et en distribua le contenu à ses gens (1). Ce coup hardi avait lieu au moment même où don Pèdre menaçait Valence, et la ville risquait d'être prise, si les renforts que l'infant amenait n'eussent mis l'armée aragonaise en mesure de se présenter pour en faire lever le siége. Sans doute l'action s'excusait par le péril pressant, par la nécessité de satisfaire les soldats et de les retenir sous le drapeau, lorsqu'on avait tant besoin de leurs services; mais Pierre IV oublia qu'il devait peut-être à cette violence la conservation de la seconde ville de son royaume. A ses yeux, c'était un acte de brigandage, bien plus, un acte d'autorité, et il ne le pardonna pas. L'inimitié flagrante entre les deux frères était habilement entretenue par le comte de Trastamare, et chaque jour il s'efforçait de l'envenimer davantage. Résolu de pousser à bout l'infant, dont il connaissait le caractère violent et impétueux, il conseillait au roi toutes les mesures qui pouvaient porter l'irritation à son comble et amener enfin

En 1358, lorsque don Fernand rentra à son service, il lui avait promis une pension de 150,000 sous barcelonais; elle fut toujours fort mal payée. Les réclamations de l'infant devenant très pressantes en 1361, le roi lui envoya un mandat sur son trésorier, mais en même temps il défendait secrètement à cet officier d'y avoir aucun égard. Ce trait peint Pierre IV. *Arch. gen. de Ar.* Lettre du roi d'Aragon. Barcelone, 23 décembre 1361, registre 1293 *Secretorum*, p. 107.

(1) Zurita, t. II, p. 323.

une explosion terrible. Pour l'exécution de ce complot il trouva un auxiliaire puissant dans un de ses propres ennemis, Bernal de Cabrera, et, sans se concerter, tous les deux travaillèrent avec une égale ardeur à la perte de don Fernand (1). Cabrera poursuivait de la même haine l'infant et le comte de Trastamare, non-seulement comme les deux hommes qui lui disputaient son autorité, autrefois toute-puissante en Aragon, mais encore comme les adversaires déclarés de sa politique. Il avait toujours conseillé à son maître de faire la paix avec la Castille, et de ne pas exposer son royaume aux plus grands malheurs pour les intérêts d'étrangers turbulents. On l'accusa d'avoir été gagné par don Pèdre, mais cette imputation, que rien n'autorise, n'est pas nécessaire pour expliquer sa conduite. Représentant du parti aragonais à la cour de Pierre IV, il était nécessairement l'ennemi déclaré du parti des Castillans émigrés.

Dès que les préliminaires du traité conclu à Murviedro furent connus, l'infant, qui venait de s'opposer de tous ses efforts à un accommodement avec le roi de Castille, annonça hautement que, ses services devenant inutiles à son pays, il allait le quitter et passer en France, pour offrir son épée au régent, assuré que là on traiterait suivant leurs mérites les braves gens qu'il avait sous ses ordres. Sa troupe, ou, comme on disait alors, sa compagnie, était d'environ mille lances, composée d'émigrés castillans et de ses vassaux aragonais, tous vieux soldats dévoués à sa fortune. A cette déclaration, Pierre IV témoigna la plus grande surprise, et fit dire à son frère qu'il le conjurait de rester à son service, promettant de

(1) Feliù, *An. de Cataluña*, p. 277.

lui donner toute satisfaction à l'avenir. En ce moment, l'armée aragonaise était divisée en deux camps fort rapprochés l'un de l'autre, mais qui s'observaient avec toutes les précautions que l'on prend en présence de l'ennemi. D'un côté, l'infant occupait Almanzora avec ses hommes d'armes; de l'autre, le roi s'était logé à Castellon de la Plana avec les troupes de sa maison et la compagnie du comte de Trastamare. Après d'assez longs pourparlers, don Fernand parut se rendre aux représentations des envoyés du roi et aux prières qui lui étaient adressées par un grand nombre de riches-hommes aragonais dont il connaissait l'affection pour sa personne. Il consentit à demeurer en Aragon, et accepta l'entrevue qu'on lui proposait à Castellon, pour entendre, de la bouche même de son frère, la confirmation du traité qui l'attacherait pour toujours à son service. Pierre IV le reçut à bras ouverts, et le retint à dîner avec quelques seigneurs aragonais et castillans. On était au 10 juillet, temps des plus fortes chaleurs. Après le repas, l'infant se retira dans une salle basse pour y faire la sieste, selon l'usage espagnol. Rarement alors un grand seigneur se séparait de ses familiers, espèce de garde commandée par la prudence autant que par le faste féodal. Don Fernand faisait la sieste avec quatre de ses chevaliers, deux Castillans et deux Aragonais. L'un des premiers était Diego Perez Sarmiento, autrefois fort avant dans la faveur de don Pèdre, et qu'on a vu passer en Aragon peu après la bataille d'Araviana. Tout à coup un alguazil de cour se présente à la porte de la salle, réveille l'infant et lui déclare, au nom du roi, qu'il est son prisonnier. « Prisonnier! s'écrie don Fernand sautant à bas du lit de repos; qui ose arrêter les gens de ma sorte? » Et il tire son épée. « Plutôt mourir les armes à

la main que se rendre! » s'écrie à son tour Perez Sarmiento. L'alguazil s'enfuit. Aussitôt ils se barricadent avec des meubles et se disposent à vendre chèrement leur vie. A peine le premier cri d'alarme avait-il retenti dans le logis du roi, que le comte de Trastamare paraissait à la tête d'une troupe nombreuse et armée de toutes pièces, précaution qui indiquait assez que la cause du tumulte lui était connue d'avance. Tandis que les uns s'efforcent de briser à coups de hache les portes de la salle basse, d'autres percent le plafond pour tirer par les ouvertures sur les cinq victimes dévouées. Dans cette extrémité, l'infant, n'écoutant que son courage, ouvre lui-même la porte, et, l'épée au poing, se précipite sur les assaillants, suivi des deux bannis de Castille. Soit lâcheté, soit trahison, les deux chevaliers aragonais sautèrent par la fenêtre et parvinrent à se sauver. En apercevant don Henri, l'infant s'élance sur lui comme un furieux, et, du premier coup, abat mort à ses pieds un écuyer du Comte qui s'était jeté devant son maître. Sans autres armes que leurs épées, ces trois hommes, exaltés par le désespoir, firent un instant reculer la foule de leurs adversaires; mais que pouvait le courage contre une troupe nombreuse et couverte de fer? L'infant, blessé d'abord par Pero Carrillo, majordome du comte de Trastamare, tomba le premier percé de coups. Sarmiento et son compagnon se firent tuer sur son corps (1).

A la nouvelle de ce meurtre, portée en un instant au camp d'Almanzora, don Tello et don Sanche, persuadés que le roi d'Aragon leur réservait le même sort, crient aux armes, déploient la bannière de l'infant et se mettent en bataille, avec

(1) Ayala, p. 374. — Zurita, t. II, p. 322. — Carbonell, p. 190 et suiv.

toute sa compagnie, à l'entrée du bourg. Ils virent bientôt arriver don Henri avec ses Castillans, renforcés de plusieurs bandes aragonaises. De part et d'autre on poussa le cri de guerre; on baissait les lances et l'on allait se charger, quand un héraut, revêtu de son tabard aux armes d'Aragon, s'avança entre les deux troupes et cria, au nom du roi, que les bannis n'avaient rien à craindre, s'ils demeuraient dans le devoir, et que le roi ne les croyait pas complices de la trahison dont leur chef venait de porter la peine. En même temps le Comte, ôtant son armet, appela les principaux cavaliers de la compagnie de l'infant, et les conjura de ne pas s'exposer à une perte certaine en refusant d'obéir aux ordres du roi d'Aragon. Désormais que don Fernand était mort, ses soldats n'avaient plus qu'à opter entre deux partis : quitter l'Espagne, ou servir fidèlement le prince qui les avait accueillis dans ses états. Il se hâta d'ajouter qu'ils pouvaient librement déclarer leur choix; mais, promesses, flatteries, il n'oublia rien pour séduire ces hommes déjà découragés. Habitués à la vie d'aventure, la plupart n'avaient d'autre moyen d'existence que leur lance et leur cheval. Don Henri faisait briller à leurs yeux l'or du roi d'Aragon, et les assurait qu'à l'avenir leur solde serait exactement payée. Presque tous consentirent à s'enrôler dans sa compagnie. Après l'infant, le comte de Trastamare tenait le premier rang parmi les émigrés de Castille, et il devait hériter naturellement d'une armée dont il venait de faire égorger le chef. Don Tello et don Sanche, se voyant abandonnés, se soumirent comme les autres, et don Henri incorpora sans opposition les bannis d'Almanzora dans ses propres troupes (1).

(1) Ayala, p. 374 et suiv. — Zurita, t. II, p. 322. — Carbonell, p. 190.

Quelques seigneurs aragonais, moins confiants que les émigrés dans les promesses d'amnistie de leur maître, quittèrent sa cour avec précipitation. Le vicomte de Cardona s'enfuit de Castellon avec tous ses vassaux, et ne se crut en sûreté que lorsqu'il se trouva dans son manoir féodal (1).

III.

La mort de don Fernand semblait devoir rendre plus facile la ratification de la paix. Il avait été convenu entre les plénipotentiaires castillans et aragonais, et le roi de Navarre, qui avait accepté le rôle d'arbitre, que l'exécution de la principale clause patente du traité, c'est-à-dire la remise des places cédées réciproquement, aurait lieu le 20 août. Le 4 du même mois, on se réunit à Tudela en Navarre pour régler les dernières formalités. Là les Castillans, élevant des difficultés nouvelles, prétendirent ajourner la remise des places qui devaient être rendues au roi d'Aragon. On commença à craindre qu'ils n'eussent des instructions secrètes pour rompre le traité. L'armée castillanne, loin de se disperser, recevait chaque jour des renforts; sur toute la frontière de Castille, on ne voyait que préparatifs de guerre; enfin à Séville, où s'était rendu don Pèdre pendant les conférences de Tudela, on équipait avec activité une flotte formidable, à laquelle devaient se rallier dix galères envoyées par le roi de Portugal. Tout annonçait que don Pèdre réunissait ses forces pour une nouvelle campagne. Dans la triste situation de ses affaires, le roi d'Aragon ne pouvait se flatter qu'elle lui serait plus heureuse que

urita, p. 322. — Carbonell, p. 190.

les précédentes, à moins qu'il ne parvînt à diviser ses ennemis.

On sait que le roi de Navarre n'avait pris part à la guerre que contraint par une espèce de surprise. Il avait autant que l'Aragonais à redouter l'ambition de don Pèdre, et son intérêt manifeste était de s'opposer à l'agrandissement d'un si dangereux voisin. Mélange de timidité, d'avarice et de perfidie, le caractère du roi de Navarre se résume dans le surnom de *Charles-le-Mauvais* que lui donnèrent ses contemporains et que la postérité a confirmé. Un petit prince n'existait alors qu'à force de ruse et de duplicité; il méritait ainsi le renom de politique. Il s'agissait pour le roi d'Aragon d'acheter l'alliance de Charles, ou tout au moins sa neutralité. Ici commence une suite d'intrigues obscures, dans lesquelles Pierre IV, Charles et le comte de Trastamare luttent de fourberie, de défiance et de mauvaise foi. Une entrevue secrète fut proposée par Pierre IV au roi de Navarre, à l'instigation de don Henri, suivant Zurita, qui paraît avoir consulté sur ces négociations des documents perdus aujourd'hui (1). Si don Henri donna le conseil, l'Aragonais ne se préoccupa d'abord que de ses propres intérêts. Les deux rois se virent le 25 août avec beaucoup de mystère dans le château de Uncastillo sur la limite de leurs états. Charles, combattu entre la cupidité et la crainte que lui inspirait la puissance de don Pèdre, après de longues hésitations, finit par promettre une alliance secrète, à condition qu'elle lui fût chèrement payée. Je rapporte d'après le consciencieux

(1) Zurita, t. II, p. 324. — Je n'ai pas trouvé de traces de ces négociations dans les archives de Barcelone, mais Zurita est si exact ordinairement que je ne doute pas qu'il n'ait eu à sa disposition des renseignemens certains.

annaliste d'Aragon, qui malheureusement a négligé de faire connaître ses autorités, les principales conditions du pacte conclu entre les deux fourbes couronnés. D'abord une somme d'argent considérable, qui devait être comptée au Navarrais dans un délai de quatre mois; plusieurs places importantes, remises entre ses mains, répondaient du paiement; car quelle confiance pouvait-on avoir dans une promesse, quand on n'avait pas de gages pour la garantir? Le roi d'Aragon s'engageait encore à lui donner des subsides pour solder ses troupes, même dans le cas où elles n'agiraient pas immédiatement contre la Castille. Enfin on stipula que si Charles, par quelque moyen que ce fût, parvenait à faire périr don Pèdre ou à le livrer au roi d'Aragon, ce dernier paierait la tête de son ennemi par un don de 200,000 florins, et la cession de la ville et du territoire de Jaca (1).

On a déjà vu que dans toutes les transactions diplomatiques on cherchait à resserrer les ligues politiques par des mariages. Pierre IV demanda la main d'une sœur du roi de Navarre pour son fils, le duc de Gerone, naguère fiancé à la fille de don Pèdre par le traité de Murviedro. En cas d'agression des Français, l'Aragon devait prendre parti pour la Navarre et défendre ses possessions en-deçà et au-delà des monts. En résumé, Charles obtenait du roi d'Aragon les avantages qu'il avait trouvés dans son alliance avec la Castille, et de plus des subsides, qui, à ses yeux, avaient beaucoup plus de prix qu'une protection incertaine. A ces conditions, il s'engageait à se déclarer contre don Pèdre, toutefois en conservant la faculté de choisir le moment qu'il jugerait le plus favorable, en

(1) Zurita, t. II, p. 324.

d'autres termes, celui où il croirait n'avoir aucun danger à courir (1).

Je ne dois point oublier les précautions minutieuses et fort étranges, concertées entre les deux rois pour assurer l'accomplissement exact de toutes ces conventions. Elles montrent le point de raffinement où était arrivée la politique au XIV[e] siècle. On pense bien que des hommes qui connaissaient leurs nombreux parjures ne se fiaient point à des serments prononcés devant les autels. Il leur fallait des gages réels et solides contre leur mauvaise foi. On stipula d'abord que les places offertes par Pierre IV en garantie des subsides promis seraient remises à un chevalier aragonais, nommé Pierre Alaman, et désigné par le roi de Navarre, et que ce chevalier commencerait par se *dénaturer*, c'est-à-dire se reconnaîtrait le vassal de Charles et lui prêterait serment. Ce changement de nationalité avait pour but d'exonérer le gouverneur dépositaire d'une place de l'obéissance due à son seigneur naturel. Le Navarrais demanda encore que Bernal de Cabrera, dont il se défiait, souscrivît le traité et se rendît garant de sa loyale exécution, enfin qu'à cet effet, il se fît son homme-lige et vînt résider dans ses états. A ce soin de multiplier leurs cautions, les deux rois montraient le peu de confiance qu'ils avaient en leurs propres serments; ils avouaient que la parole de leurs chevaliers valait mieux que la leur. Un point important et difficile, c'était de cacher toutes ces transactions à don Pèdre, même pour peu de temps. Surtout la remise des places et l'échange des otages pouvaient les trahir. Pierre IV consentait bien à livrer son ministre, mais il demandait en retour l'infant Louis de Na-

(1) Zurita, t. II, p. 324.

varre. On convint que le prince se laisserait surprendre et serait fait prisonnier par don Henri, qui le garderait pour le compte de l'Aragonais (1).

Les deux rois étaient d'accord, mais, quand il fallut faire part de ces conventions à Bernal de Cabrera, on rencontra l'opposition la plus opiniâtre. Le rusé ministre n'eut pas de peine à deviner l'influence du comte de Trastamare dans toutes ces intrigues. Il comprit que le bâtard ne voulait l'éloigner de la cour d'Aragon que pour y dominer seul et peut-être pour le perdre lui-même. Long-temps il refusa de changer de nationalité. Vaincu par les instances et les promesses de Pierre IV, il céda enfin, quoiqu'à regret, et prêta le serment d'hommage au roi de Navarre, mais avec cette restriction qu'on ne pourrait exiger de lui rien de contraire au service du roi d'Aragon ou du duc de Gerone son fils. Quant à confier sa personne au Navarrais, son nouveau suzerain, il était trop prudent pour y consentir, et trouva sans cesse quelque prétexte pour demeurer en Aragon.

Le traité de Uncastillo fut signé par les deux rois et par un certain nombre de riches-hommes, enfin par le comte de Trastamare; mais quelques articles demeurèrent secrets pour ce dernier. Dépouillé d'une partie de ses états, Pierre IV n'abandonnait pas l'espoir de faire des conquêtes en Castille, et déjà les partageait avec son nouvel allié. Il avait stipulé, conjointement avec Charles, que, s'ils parvenaient à chasser don Pèdre de ses états, les royaumes de Murcie et de Tolède seraient réunis à l'Aragon, et que Charles aurait, pour sa part des dépouilles, la Castille vieille et l'Alava, provinces qui, à

(1) Zurita, t. II, p. 324.

une époque fort reculée, avaient fait partie de la couronne de Navarre. Tous deux se garantirent cette augmentation de territoire contre don Henri, pour le cas où il tenterait d'y mettre obstacle (1). C'était la troisième fois que Pierre IV partageait la Castille en imagination, d'abord avec don Fernand, puis avec don Henri, maintenant avec le roi de Navarre, et toujours sans y posséder un pouce de terrain. Cette présomption est singulière dans un prince si prudent, que son ardente ambition n'aveuglait pas au point de poursuivre une chimère. N'est-ce pas une preuve, au contraire, de sa clairvoyance et de son jugement? Tandis que don Pèdre semait au loin la terreur, une vaste tempête se formait derrière lui. Ce n'était plus une faible partie de sa noblesse qui voulait reconquérir ses privi-

(1) Zurita, t. II, p. 324. — Suivant Ayala, p. 379, l'entrevue des deux rois aurait eu lieu à Sos (V. plus bas) et non à Uncastillo. Il rapporte que les souverains alliés, après avoir signé le traité dont nous avons fait connaître les principales dispositions, voulurent le sceller par l'assassinat de don Henri; mais le châtelain de Sos, ne se prêtant pas à cette trahison, le coup fut manqué. Telle est la version d'Ayala, à mon sentiment tout-à-fait invraisemblable. A cette époque, il est évident que don Henri jouissait de la plus haute faveur auprès du roi d'Aragon. Il venait d'en obtenir le meurtre de l'infant don Fernand, ce qui n'avait pas été fort difficile, sans doute; mais, ce qui l'était davantage, il commençait à supplanter Cabrera, médiateur infatigable de la paix avec la Castille, et le perdait dans l'esprit de Pierre IV. Comment admettre qu'au moment où il prouvait ainsi son influence sur le roi d'Aragon, ce prince ait songé à le faire périr? Enfin, si pareil projet eût été conçu, il ne pouvait avoir d'autre motif que le désir d'obtenir, par cet assassinat, la paix avec la Castille. Or, quel était le but de l'alliance des rois d'Aragon et de Navarre, sinon de poursuivre la guerre à outrance? Ayala répète probablement les rumeurs répandues parmi les émigrés castillans, qui, depuis la mort de l'infant, s'attendaient toujours à quelque nouvelle trahison de Pierre IV. Cfr. Ayala, p. 379 et suiv. — Zurita, t. II, p. 324.

léges, c'était toute la nation castillanne qui, fatiguée du despotisme, tendait les bras à un libérateur. Pierre IV connaissait bien la situation de son ennemi et ne désespérait pas.

Peu après, l'infant Louis de Navarre, chevauchant mal accompagné sur la frontière d'Aragon, tomba dans une embuscade et fut emmené prisonnier par le comte de Denia, chevalier aragonais, fils de l'infant En Père et frère d'armes du comte de Trastamare. En apprenant ce coup, les capitaines castillans crient à la trahison et courent aux armes. Ils demandent qu'on leur livre le château de Castel Favib, qui, conformément aux conventions de Murviedro, avait été remis en depôt à un gouverneur navarrais, qui l'occupait au nom de son maître, arbitre et garant du traité. Soit que les Castillans ne fussent pas dupes de la feinte surprise de l'infant don Louis, soit qu'habitués par leur maître à ne rien ménager, ils soupçonnassent le gouverneur d'intelligence avec l'Aragonais, parce qu'il refusait de leur ouvrir ses portes, le château est investi, et, après une vigoureuse résistance, la garnison navarraise et les Aragonais qui la soutenaient sont passés au fil de l'épée (1).

De toutes parts les hostilités recommencent. Don Pèdre, quittant Séville au premier bruit de guerre, accourt sur la frontière de Murcie, et, trouvant ses troupes déjà réunies, il se jette dans le royaume de Valence; en quelques jours il emporte Elche, Alicante et plusieurs autres places qui avaient fait autrefois partie de l'apanage de l'infant don Fernand. Il éclatait en plaintes contre la mauvaise foi de ses ennemis, et jurait d'en tirer une vengeance exemplaire. Les apparences

(1) Zurita, t. II, p. 325.

étaient en sa faveur, et cette fois il semblait repousser une provocation déloyale. Soit qu'il ne connût pas encore les nouveaux engagements du roi de Navarre, soit qu'il méprisât trop ce prince pour le craindre, il tourna ses efforts vers le sud, et il annonçait le dessein de marcher sur Valence dès que sa flotte serait en état de faire une diversion puissante sur la côte (1).

Cette brusque invasion, les progrès irrésistibles des Castillans, en augmentant les alarmes du roi d'Aragon, servaient puissamment les projets ambitieux de don Henri. Plus le péril était pressant, plus il sentait grandir son rôle. Général d'une armée déjà nombreuse, reconnu par les émigrés comme prétendant à la couronne de Castille, il exigeait maintenant que le roi d'Aragon l'avouât hautement comme tel. Il paraît qu'un certain découragement régnait alors parmi les bannis castillans. Soit défiance dans le succès, soit regret de la mort de l'infant, leur ancien chef, beaucoup d'entre eux parlaient de passer en France, d'y prendre du service et de mener la vie d'aventure dans un pays où tant d'étrangers avaient trouvé la fortune. Don Henri entretenait ces dispositions, et se vantait assez publiquement de la faveur dont il jouissait auprès de la cour de France et des offres magnifiques qu'il en avait reçues. Annoncer le désir ou l'intention de repasser les Pyrénées, était un sûr moyen de faire payer plus chèrement ses services au roi d'Aragon, qui voyait l'ennemi au cœur de son royaume.

Le 10 octobre 1363, un nouveau traité fut signé à Benifar, entre le roi d'Aragon et don Henri, pour confirmer et pour expliquer les courtes conventions de Monzon. Il s'agissait de

(1) Ayala, p. 380. — Zurita, t. II, p. 325.

déterminer exactement quelle était cette sixième partie de la Castille qui devait être cédée par le prétendant. Don Henri s'obligea de livrer à Pierre IV le royaume de Murcie et dix villes importantes des deux Castilles (1), à titre d'indemnités pour les dépenses considérables qu'allait entraîner la conquête. De son côté, le roi promit de conduire lui-même une armée aragonaise pour appuyer l'invasion. Informé que don Henri traitait secrètement avec le roi de Navarre, car chacun des trois alliés avait ses intrigues particulières, il craignit que Charles n'enchérît sur son marché. Il stipula que, quelle que fût la part de ce dernier dans la conquête de la Castille, la part de l'Aragon serait trois fois plus considérable. Il est à remarquer que ce traité si important ne fut signé, contre l'usage, que par deux témoins seulement, simples chevaliers et huissiers d'armes du roi d'Aragon (2). On se rappelle que le traité de Monzon avait été écrit de la main même des deux princes. Cette fois encore on tenait à s'envelopper d'un profond mystère. Ces conventions furent acceptées sans difficulté par le comte de Trastamare, mais il se montra exigeant pour les garanties qui devaient en assurer l'exécution. Il demanda des otages, et, dans une affaire aussi grave, il ne lui fallait pas des otages ordinaires. D'abord il voulut qu'un fils du roi, l'infant don Alonso, fût remis à un tiers qu'il devait nommer, pour être retenu dans un château fort. Puis il désigna encore les fils des principaux conseillers de Pierre IV, car les enfants,

(1) Requena, Moya, Otiel, Canyet, Cuenca, Molina, Medina Celi, Almazan, Soria, Agreda. On remarquera que dans le traité de Uncastillo Pierre IV se réservait *tout le royaume de Tolède.*

(2) *Arch. gen. de Ar.* Benifar, 10 octobre 1363. Registre 1543 *Varia*, p. 66 et suiv. Voir à l'Appendice.

comme plus faciles à garder que les hommes, étaient préférés par les négociateurs prudents. Il eut soin de demander le petit-fils de Cabrera, son ennemi, afin d'avoir une garantie contre la mauvaise foi de ce ministre, qu'il soupçonnait, non sans raison, de vouloir acheter à ses dépens la paix avec la Castille. Le roi d'Aragon promit son propre fils, et obtint le consentement et la signature de ses conseillers, et celle de Cabrera lui-même, suivant toute apparence, sans leur communiquer les clauses du traité que leurs enfants devaient garantir (1). Ce n'était encore rien que d'avoir des promesses et des promesses signées, il fallait que les otages fussent remis réellement, et les conseillers du roi, Cabrera surtout, témoignaient tant de répugnance à s'en séparer, qu'il était assez évident que leur adhésion avait été surprise ou contrainte (2). En attendant, don Henri, tranquille spectateur des progrès de don Pèdre, ne s'occupait que de faire subsister sa compagnie et de lui procurer des quartiers commodes. Il savait que le moment était proche où il faudrait se soumettre à toutes ses exigences.

IV.

Le roi de Navarre, d'un autre côté, ne montrait pas plus

(1) *Arch. gen. de Ar.* Convention pour échange d'otages. Benifar, 6 octobre. *Indice alfabétrio del rey don Pedro IV*, nº 528. — Ratification de la convention précédente. Benifar, 10 octobre 1363. *Indice* nº 524. On observera que les engagements entre le roi et le Comte ne sont point relatés dans ces deux dernières pièces. La première est signée par tous les seigneurs dont les fils doivent servir d'otages, tandis que le traité d'alliance et de partage n'est signé que par deux témoins obscurs.

(2) Feliù, *An. de Cataluña*, 11,275.

d'empressement à servir son nouvel allié, qui, dans l'épuisement de ses finances, ne pouvait lui fournir les subsides promis. Seulement, en sa qualité d'arbitre élu pour l'exécution du traité de Murviedro, il prononça contre don Pèdre et s'autorisa de sa décision, non pour lui faire la guerre, mais pour observer la neutralité. C'était déjà beaucoup, mais Pierre IV voulait obtenir davantage. Il fit demander à Charles une seconde entrevue, et il fut convenu que don Henri s'y trouverait, car il avait assez de soldats maintenant pour qu'on traitât avec lui de puissance à puissance. Rien ne peint mieux les mœurs atroces du XIVe siècle que les contrats sans cesse renouvelés, les serments prodigués sans pudeur, et surtout la défiance que se témoignaient en toute occasion ces princes, qui venaient de se jurer, la main sur les Évangiles, une amitié éternelle. Le château de Sos, sur la frontière de Navarre, fut choisi pour la conférence. Avant de s'y rendre, don Henri voulut que le commandement de la place fût remis à un seigneur aragonais qu'il désigna; il fixa le nombre d'hommes qui composeraient la garnison et celui que chaque roi amènerait à sa suite. Lorsqu'il entra lui-même à Sos, il laissa devant les fossés huit cents hommes d'armes de sa compagnie. Là, on débattit de nouveau les conditions d'une alliance entre les deux rois, puis celles d'un traité particulier de ceux-ci avec le comte de Trastamare. A défaut d'argent, Pierre IV promit de livrer au Navarrais plusieurs villes de son royaume comme nantissement des subsides dont la pénurie de son trésor l'obligeait à demander l'ajournement. Puis les trois confédérés procédèrent au partage de la Castille, en modifiant le traité de Benifar et en faisant à Charles des avantages considérables. Il devait avoir la Castille vieille et la Biscaïe, et quelques villes

de la Castille neuve, entre autres Soria et Agreda, naguère cédées au roi d'Aragon. Quant à ce dernier, sa part se composait des royaumes de Murcie et de Tolède. Don Henri donna en otages sa fille, doña Léonor, son fils naturel, nommé don Alonso Enriquez, et les enfants de plusieurs émigrés. Le roi de Navarre livra l'infant don Martin, son fils, et plusieurs jeunes enfants des premières familles de son royaume. Le comte de Trastamare exigea en outre que tous les seigneurs navarrais prêtassent serment sur l'eucharistie de l'accompagner dans son expédition en Castille et de le servir fidèlement, à peine d'être déclarés infâmes et traîtres (1).

Malgré tant de serments, tant de minutieuses précautions, le traité de Sos eut le sort de tant de conventions qui l'avaient précédé. Le roi d'Aragon ne fournit point de subsides et le roi de Navarre continua d'observer la neutralité. Quant à don Henri, seul il gagnait à ces négociations, où il était traité en souverain. Les concessions qu'on lui demandait lui coûtaient peu, car il donnait ce qu'il ne possédait pas encore. En retour, il obtenait du roi d'Aragon le sacrifice du seul homme qui pût encore contrarier ses projets ambitieux. La perte de Bernal de Cabrera fut résolue à Sos et bientôt après accomplie.

Le refus plus ou moins adroitement dissimulé de livrer son petit-fils en otage n'était pas la première marque qu'il eût donnée de son opposition à l'agrandissement du comte de Trastamare. Il n'avait jamais cessé de conseiller au roi de lui retirer sa protection et de faire une paix sincère avec la Castille. Même en ce moment, Cabrera la croyait encore possible. D'ordinaire les despotes voient avec plaisir les rivalités de leurs

(1) Je rapporte, d'après Zurita, le traité de Sos, dont je n'ai pu trouver aucune trace dans les archives d'Aragon. D'après cet annaliste, toujours si exact, le traité de Sos aurait eu lieu le 2 mars 1364. Zurita, t. II, p. 327 et suiv.

vassaux : la jalousie et la haine de leurs courtisans leur font quelquefois connaître la vérité. Tout en suivant les conseils de don Henri, Pierre IV eût peut-être continué à ménager Cabrera, si la haine du bâtard n'eût été puissamment secondée par le roi de Navarre, par la reine d'Aragon et par une grande partie des sujets de Pierre IV. Les Catalans surtout, irrités de longue main par l'administration partiale et tyrannique de Cabrera, refusèrent au roi de lui accorder des subsides, s'il ne faisait justice d'un ministre abhorré (1). Seul contre tous, n'ayant d'autre appui qu'un maître ingrat et sans cœur, Cabrera, sentant son crédit s'affaiblir de jour en jour, avait à plusieurs reprises témoigné le désir d'abandonner le timon des affaires. Il annonçait l'intention de résigner tous ses emplois et de finir sa vie dans la retraite. Peut-être n'était-il pas sincère, en offrant ainsi de laisser le champ libre à ses ennemis. A cette époque, il était rare qu'une pareille renonciation ne fût le prélude d'une révolte ouverte, et les rois du XIV[e] siècle avaient accoutumé de n'éloigner un ministre de leurs conseils que pour l'envoyer à l'échafaud. Pierre IV refusa d'accepter la résignation de Cabrera. A plusieurs reprises, il l'assura de la continuation de ses bonnes graces. A force de promesses et de flatteries, il parvint à tromper sa défiance et à l'attirer dans le château d'Almudover, où il s'était rendu avec don Henri et le roi de Navarre peu de temps après les conférences de Sos. Il est étrange que le vieux politique qui venait de faire tomber l'infant don Fernand dans un piége semblable ne reconnût le péril que lorsqu'il se trouvait déjà entre les mains de ses ennemis. A peine était-il arrivé au château d'Almudover, que le roi de Navarre et don Henri vinrent

(1) Zurita, t. II, p. 335.

demander compte au roi d'Aragon d'un bruit répandu, disaient-ils, dans toute l'armée : on venait de les avertir que tous les deux allaient être assassinés par son ordre (1). En ce temps, pareille rumeur n'avait rien de bien improbable, et c'est Pierre IV lui-même qui nous fait connaître cette accusation, concertée, suivant toute apparence, entre les ennemis de Cabrera. Le roi se justifia et voulut rechercher les auteurs de cette calomnie. Aussitôt chacun lui nomma son ministre. Celui-ci, prévenu du complot, avait déjà pris la fuite. Il n'en fallut pas davantage pour qu'on le déclarât coupable des crimes les moins avérés et les plus absurdes (2). Poursuivi chaudement et bientôt arrêté, il fut remis à son nouveau suzerain, le roi de Navarre, qui, après l'avoir gardé quelque temps dans un cachot, honteux peut-être du rôle de bourreau, le livra à Pierre IV, son seigneur naturel. Après un jugement dérisoire, Bernal de Cabrera eut la tête tranchée (3). Son fils, le comte d'Osuna, prisonnier en Castille depuis le siége de Calatayud, obtint de don Pèdre la faveur d'être mis à rançon. Bientôt après il prit du service en Castille, et, s'étant dénaturé, accepta le commandement d'une des galères envoyées en croisière sur les côtes d'Aragon (4).

Le comte de Trastamare trouvait des rois pour tuer ses ennemis politiques; il se chargeait de venger lui-même ses injures particulières. Parmi les seigneurs castillans attachés à

(1) Carbonell, p. 191.

(2) On alla jusqu'à l'accuser d'avoir chargé l'amiral Françes Perellòs d'insulter le roi de Castille dans le port de San-Lucar, et d'avoir ainsi provoqué cette guerre contre laquelle il n'avait cessé de protester. Zurita, t. II, p. 335, verso.

(3) Zurita, lib. IX, cap. LII et LVII.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 338, 340.

sa fortune, Pero Carrillo tenait le premier rang dans sa petite cour. Il était son majordome. Depuis sa fuite de Séville, en 1350, il ne l'avait jamais abandonné. C'était à lui que la comtesse de Trastamare devait sa délivrance; c'était lui qui avait porté le premier coup à l'infant d'Aragon. Jamais sa fidélité ne s'était démentie au milieu des intrigues et des dissensions continuelles qui partageaient les émigrés en factions ennemies. On cherchait une cause à un attachement si rare à cette époque, et on l'attribuait tout bas à l'amour que doña Juana, sœur de don Henri, avait inspiré à Pero Carrillo. J'ai raconté comment cette dame, mariée d'abord à don Fernand de Castro, l'avait quitté au bout de fort peu de temps pour aller vivre en Aragon auprès de son frère. Son mariage avait été cassé pour cause de parenté, et don Fernand avait voué une haine mortelle à don Henri, l'accusant d'avoir pris ce prétexte pour rompre une union qu'il avait d'abord favorisée. En Aragon, doña Juana distingua Carrillo et parut agréer ses hommages. L'orgueil du bâtard s'indigna qu'un simple chevalier oubliât le respect dû au sang des rois. C'est un proverbe espagnol, « qu'à secrète injure il faut secrète vengeance. » Au milieu d'une partie de chasse, don Henri, ayant attiré Carrillo dans un lieu écarté, le tua d'un coup de javeline. Dans les mœurs du temps, cet assassinat pouvait passer pour un acte honorable. Un frère était le maître de sa sœur et le gardien jaloux de son honneur. Aussi Ayala, soigneux d'ordinaire d'excuser les crimes du prince auquel il dut sa fortune, rapporte-t-il ce meurtre sans commentaire, le tenant, sans doute, pour justifié suivant les lois de la chevalerie (1).

(1) Ayala, p. 301.

XVIII.

GUERRE DANS LE ROYAUME DE VALENCE. — 1364-1365.

I.

Tandis que le roi d'Aragon et le comte de Trastamare luttaient d'astuce et de perfidie, tandis qu'ils assassinaient leurs plus fidèles serviteurs, don Pèdre ravageait impunément le royaume de Valence et venait mettre le siége devant la capitale. Maître de la plupart des villes aux environs, il établit son quartier au Grao, petit port à une demi-lieue de Valence, afin de couper les communications des assiégés avec la mer et d'assurer les siennes avec sa flotte, attendue de moment en moment. Valence avait une garnison nombreuse, un gouverneur fidèle et courageux; mais elle était mal approvisionnée, car l'invasion des Castillans avait détruit la récolte l'année précédente et fait refluer dans la ville presque toute la population des campagnes. Après quelques jours de blocus, le pain manqua. Les habitants n'avaient plus que du riz pour se nourrir, et encore en petite quantité. Si les secours demandés au roi d'Aragon avec instance et à plusieurs reprises tardaient quelques semaines, Valence était perdue. Don Pèdre, qui n'ignorait

pas la détresse des assiégés, se bornait à fermer le passage à tous les convois, et, renfermé dans son camp, attendait avec patience que la famine combattît pour lui. Ses quartiers étaient fortifiés avec soin; nul ennemi ne tenait la campagne, et il n'avait à repousser que des sorties qui ne pouvaient avoir de résultat. S'endormant au milieu de cette sécurité trompeuse, il ne soupçonnait pas même qu'il y eût une armée aragonaise sur la rive droite de l'Èbre.

Après beaucoup de temps perdu dans ses négociations avec le roi de Navarre, Pierre IV, songeant enfin à la situation alarmante de Valence, avait obtenu, à force de prières, que don Henri réunît ses troupes à l'armée aragonaise. Alors, se croyant en état d'offrir la bataille, il s'avança vers Valence à marches forcées, tandis que sa flotte, chargée de munitions de toute espèce, suivait ses mouvements en longeant la côte. Instruit de la position des Castillans, il espérait tomber à l'improviste sur leurs quartiers et obtenir une victoire facile en les surprenant dispersés. Son armée, composée d'environ trois mille hommes d'armes (1) et de sept à huit mille fantassins, s'avançait rapidement, côtoyant le rivage hors des routes frayées, et, bien qu'éloigné encore de l'ennemi, le roi avait donné l'ordre, pour mieux dérober son approche, qu'on n'allumât point de feux pendant la nuit. Probablement don Pèdre serait demeuré jusqu'au dernier moment dans la sécurité la plus complète, si un avis envoyé par un traître ne lui eût révélé l'imminence du danger. Don Tello n'avait jamais cessé d'entretenir des relations secrètes avec lui, soit que, incertain du succès, il voulût

(1) Ayala, p. 382. — Carbonell, p. 191, v., donne au roi d'Aragon 1,722 hommes d'armes. Probablement il ne compte que les Aragonais et non les Castillans de don Henri.

se ménager à tout événement les moyens de rentrer en grace, soit que, jaloux de don Henri, il sacrifiât ses propres intérêts à la haine qu'il portait à ce frère dont l'autorité lui était insupportable. On sait que, lors de son expédition en Castille, il avait déjà médité une défection, découverte et déjouée par la vigilance du comte de Trastamare. Cette fois, par une nouvelle trahison, il envoya un de ses écuyers à don Pèdre pour l'avertir de l'approche et des projets de l'armée aragonaise (1). De grandes fumées sur les tours de Murviedro, signal d'alarme donné par les avant-postes castillans, confirmèrent bientôt le rapport de l'écuyer, en même temps que d'autres feux allumés sur les montagnes annonçaient aux habitants de Valence l'arrivée de leurs libérateurs (2). Don Pèdre ne perdit pas un moment. A la tombée de la nuit, il rassembla toutes ses troupes, leva son camp, et le matin il était à Murviedro, occupant une position avantageuse et barrant la route qui conduit à Valence.

Les Castillans étaient en bataille au pied des remparts de Murviedro quand l'armée aragonaise se montra dans la plaine. Un engagement semblait inévitable. Pierre IV se hâta de ranger ses soldats, et, courant le long des bataillons à mesure qu'ils se formaient, il les harangua et les exhorta à faire leur devoir. « Je jure, dit-il à ses hommes d'armes, de frapper moi-même le premier coup. Que les pieds de devant de vos chevaux soient sur les pieds de derrière de mon cheval (3). » Cependant don Pèdre ne quittait point les hauteurs. Après une halte assez longue pour lui offrir le combat, l'infanterie aragonaise se replia sur les montagnes et s'y retrancha en face

(1) Carbonell, p. 191. — Ayala, p. 382.

(2) Ayala, *ibid.* — Feliù, *Hist. de Cataluña*, t. II, p. 280.

(3) Carbonell, p. 192.

des Castillans, pendant que la gendarmerie, tournant à gauche de la route frayée, se rapprocha de la mer et poursuivit en bon ordre le long de la grève sa marche sur Valence. Il lui fallait passer un ruisseau assez profond (1) sur un pont étroit, et l'on pouvait craindre que l'ennemi ne profitât du moment où la moitié de cette cavalerie serait déjà passée pour tomber sur l'arrière-garde. Le comte de Trastamare s'offrit avec sa compagnie pour couvrir le défilé, mais le roi d'Aragon ne voulut céder ce poste d'honneur à personne. « Tant qu'il y aura cent de mes hommes d'armes, dit-il, sur la rive gauche en face de l'ennemi, je demeurerai à leur tête (2). » Don Pèdre, avec le gros de ses forces, observait, sans faire un mouvement, le défilé de la colonne aragonaise; seulement il détacha contre elle ses génétaires andalous et les Maures auxiliaires. Mais ce fut en vain que cette cavalerie légère essaya d'engager une escarmouche à coups de traits ou d'arrêter l'ennemi en voltigeant autour de son arrière-garde; la gendarmerie aragonaise, bardée de fer, ne daigna pas faire attention à des adversaires indignes d'elle. Sans rompre ses rangs, sans déranger son ordre de marche, elle continua son mouvement et arriva bientôt dans la Huerta sans avoir été entamée. En même temps la flotte jetait l'ancre au Grao, et débarquait des vivres et des munitions, qui furent aussitôt dirigés sur Valence. Les habitants accueillirent Pierre IV avec des transports de joie qui prouvaient la détresse où ils avaient été réduits. Chacun se pressait sur son passage; on baisait ses mains, son armure, jusqu'au harnais de son cheval (3). Ces témoignages d'amour des Ara-

(1) Probablement la rivière de Murviedro.

(2) Carbonell, p. 192.

(3) *Ibid.*, p. 192.

gonais pour leur maître contrastaient étrangement avec les sentiments que don Pèdre inspirait à ses vassaux. Il n'avait réussi qu'à se faire craindre.

C'était la seconde fois que, dans le même lieu et presque dans les mêmes circonstances, don Pèdre refusait une bataille décisive ou perdait l'occasion de la livrer. La première fois, on peut supposer que, voyant son armée affaiblie par les détachements laissés dans ses nouvelles conquêtes, il crut de la prudence de ne pas hasarder un engagement général contre un ennemi supérieur en nombre; mais maintenant ses forces étaient au moins égales à celles du roi d'Aragon, et, pour expliquer son inaction, il faut chercher un autre motif. L'attitude nouvelle du comte de Trastamare, les espérances audacieuses des deux rois alliés, ce partage résolu du royaume de Castille, n'étaient point de vaines bravades; don Pèdre le savait trop bien. Aux yeux du vulgaire, il semblait à l'apogée de sa puissance; mais lui-même se sentait mortellement atteint au milieu de ses victoires, et c'est en vain qu'il essayait de dérober le secret de sa faiblesse à ses adversaires. Un sourd mécontentement agitait tout son royaume et présageait une catastrophe prochaine. Il ne pouvait plus frapper, car ses sujets n'avaient pas une seule tête pour qu'il l'abattît. Pourtant il ne voyait autour de lui que des esclaves dociles; mais l'obéissance inaccoutumée de ces riches-hommes, naguère si turbulents, était un symptôme qui redoublait ses inquiétudes. Il ne se faisait point illusion sur la haine que lui portaient ses peuples, fatigués de la guerre et indignés de son despotisme. Comment eût-il osé engager le combat contre une armée dont un tiers se composait de bannis castillans, parents, amis, compatriotes de ses riches-hommes dont la loyauté lui était si suspecte! La

défection, l'hésitation seule d'un corps de troupes aurait suffi pour entraîner sa ruine. C'était ainsi que la bataille d'Araviana avait été perdue, et il se voyait entouré de gens qui eussent regardé une défaite comme le signal de leur délivrance. Don Pèdre avait encore un autre motif pour temporiser. Il attendait sa flotte, sur laquelle il comptait plus que sur son armée de terre, car la plupart de ses vaisseaux étaient commandés par des étrangers dont il se croyait sûr. Enfin cette guerre de siéges qu'il faisait lui offrait de grands avantages. Ses troupes vivaient aux dépens de l'ennemi, dont elles ravageaient le territoire; chaque ville, chaque château qui tombait en son pouvoir lui donnait le moyen de satisfaire quelques-uns de ses nobles avides; le butin facile retenait le soldat dans le devoir. Telles étaient, à mon avis, les considérations qui l'engageaient à traîner la guerre en longueur. Toutefois il se gardait bien de les avouer; il se plaignit même de n'avoir pu obliger le roi d'Aragon d'en venir à une bataille décisive. « Il fait la guerre en Almogavare (1), » disait-il. On appelait ainsi une milice irrégulière, composée surtout de Catalans, marcheurs infatigables, aussi habiles à surprendre l'ennemi qu'à se dérober à sa poursuite. Bien que les Almogavares eussent battu en Morée les barons de France et leurs hommes d'armes, la

(1) Ce nom, d'origine arabe, vient, dit-on, de leur coiffure, qui consistait en un camail de fer couvrant la tête et les épaules. C'était une armure introduite par les Arabes en Espagne. On la voit dans une des peintures de l'Alhambra. Les armes offensives des Almogavares consistaient en plusieurs javelots et une hache d'une forme particulière. Jamais ils ne couchaient dans une maison et supportaient la faim et la soif avec une étonnante persévérance. Leur cri de guerre était *hierro despierta!* fer, réveille-toi! Voir la chronique de Muntaner et l'expédition des Catalans en Morée par Moncada.

gloire de leurs exploits ne faisait point oublier qu'ils étaient des paysans sauvages, et leur nom était presque une injure pour des chevaliers, même aragonais, qui se piquaient de faire la guerre en prud'hommes, suivant les principes. Le reproche de don Pèdre piqua au vif le roi d'Aragon, et il s'empressa d'y répondre par un cartel en forme, offrant au roi de Castille de se présenter à jour fixe, avec toutes ses forces, dans une plaine désignée entre Murviedro et Valence, pour y vider leur querelle dans un seul combat (1). De fait, au jour indiqué, il s'avança jusqu'à une lieue de Murviedro et attendit son adversaire en ordre de bataille; mais don Pèdre ne tint pas plus compte de cette bravade que du défi qui l'avait précédée.

II.

Pendant douze jours, les deux armées demeurèrent dans l'inaction : les Aragonais à Valence, les Castillans à Murviedro. Enfin on signala la flotte de Castille forte de quatre-vingts voiles, dont vingt galères de Séville, dix de Portugal, et le reste vaisseaux de transport. Aussitôt don Pèdre, laissant toute sa cavalerie dans son camp, s'embarqua avec l'élite de ses arbalétriers, et fit voguer contre la flotte ennemie. Celle-ci, inférieure en nombre, s'était réfugiée dans le Xucar près de Cullera. L'embouchure étroite de la rivière, les retranchements qui la défendaient, enfin la présence de Pierre IV et de toute son armée bordant le rivage, ne permettaient pas aux Castillans de tenter une attaque de vive force. Quelques jours se passèrent en reconnaissances, en escarmouches, en efforts

(1) Carbonell, p. 192.

inutiles pour attirer l'ennemi au combat ou pour forcer l'entrée de la rivière. Don Pèdre, pour bloquer plus étroitement la flotte aragonaise, fit couler dans le chenal trois de ses navires (1). Il ne quittait pas son vaisseau et surveillait lui-même, avec son activité ordinaire, les mouvements de l'ennemi. Tout à coup un vent d'est violent mit sa flotte dans le plus grand danger d'être jetée à la côte. Les pilotes pratiques de ces parages désespéraient de pouvoir résister à la tourmente. A chaque instant, les Aragonais, accourus sur la grève, s'attendaient à voir le roi de Castille tomber entre leurs mains. Sa capitane, mouillée fort près de terre, était plus exposée que le reste de ses navires. Du rivage, on suivait ses manœuvres de détresse; lui-même, pendant tout un jour, put voir ses ennemis lui préparer des fers. Successivement, son vaisseau perdit trois ancres dont les câbles rompirent. Une quatrième ancre résista par fortune et le sauva. Vers le coucher du soleil, le vent tomba, et la flotte castillanne, malgré ses avaries, parvint à profiter de l'embellie pour gagner le large. Au plus fort de la tempête, don Pèdre avait fait vœu, s'il échappait à la furie de la mer, d'aller en pèlerinage à l'église de Notre-Dame del Puch, voisine de Murviedro et célèbre par ses miracles. C'est la seule fois, je pense, que la grandeur du péril lui arracha quelques paroles qui témoignaient de ses sentiments religieux. Sincère ou non, de retour à Murviedro, ce vœu fut accompli fidèlement, et il se rendit à l'église del Puch en chemise, pieds nus et la corde au cou, comme un condamné qui vient d'obtenir sa grace (2).

(1) Feliù, *An. de Cataluña,* t. II, p. 280.

(2) Ayala, p. 384.

Bientôt après, il quitta le royaume de Valence pour retourner à Séville, laissant une partie de son armée pour garder les places qu'il avait prises dans cette campagne et la précédente. Sa santé, altérée par de rudes fatigues, l'obligeait à prendre quelque repos pendant les chaleurs accablantes de l'été. D'ailleurs, la campagne s'était prolongée plus qu'à l'ordinaire, et l'on a vu qu'il était résolu à ne point livrer bataille. Peut-être encore le désir de consacrer les grandes constructions qu'il faisait élever dans l'Alcazar de Séville contribua-t-il à le ramener plus tôt dans sa résidence de prédilection. C'est alors qu'il fit l'inauguration de ce palais célèbre, remarquable par l'élégance de son architecture encore tout arabe, et qu'il y traça l'inscription qui se lit au portail du monument : « Très haut, très noble, très puissant conquérant, don Pèdre, roi de Castille et de Léon, fit construire ce palais et cette façade, l'an de l'ère MCCCCII (1). »

Au reste, son séjour à Séville ne fut pas de longue durée. Dès le mois d'août, apprenant que le roi d'Aragon avait fait une démonstration contre Murviedro, il reparut dans le royaume de Valence et recommença cette guerre de siéges et de pillages qui semblait n'avoir d'autre but que la ruine complète du pays. Ses courses s'étendirent depuis Calatayud jusqu'au-delà d'Alicante. La cavalerie légère andalouse, par la rapidité de ses mouvements, lui donnait un grand avantage sur son adversaire, qui n'avait à lui opposer que sa pesante gendarmerie. Parmi le grand nombre de villes et de châteaux qui tombèrent en son pouvoir dans le courant de cette campagne, Castel-Favib fut la seule place qui soutint un siége en

(1) Zuñiga, *An. de Sev.*, t. II, p. 165.

règle. Les habitants s'étaient révoltés, avaient massacré la garnison castillanne, et, pour les réduire, il fallut que le roi vînt les attaquer avec le gros de ses forces, et amenât des machines qui battirent les remparts pendant un mois. Pour construire ces engins et les diriger, le roi fit venir de Carthagène deux Maures, fils d'un ingénieur célèbre qu'on nommait maître Ali (1). On sait qu'alors en Espagne les musulmans presque seuls cultivaient les sciences et les arts. Ce furent des architectes maures qui construisirent les palais de Séville, et, pour détruire des murailles comme pour en élever, il fallait avoir recours aux connaissances supérieures des artistes arabes.

Après la prise de Castel-Favib, don Pèdre s'était porté contre Orihuela, une des places les plus importantes du royaume de Valence. Le roi d'Aragon résolut de tout risquer pour en prévenir le siége. Il rallia toutes ses troupes disponibles, et les réunit vers la fin de novembre autour d'Algecira, au nombre de trois mille hommes d'armes et quinze mille fantassins. Le 1er décembre, il les mit en mouvement avec un grand convoi de vivres, et, le surlendemain matin, toute cette armée se déployait dans un lieu nommé Campo de la Matanza, fort près de Lix, où campait le roi de Castille. Les Aragonais avaient fait dix-huit lieues d'Espagne en deux jours, marchant hors des routes frayées et parmi des landes désertes. Le royaume de Valence, si peuplé et si riche sous la domination des Maures, avait bien changé d'aspect. On en jugera par le fait suivant, rapporté dans les mémoires de Pierre IV. Son armée, s'avançant sur une ligne immense, faisait lever à chaque instant une quantité de gibier innombrable. Pendant la marche, on

(1) Ayala, p. 387. — Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 137.

tua dix mille perdrix et assez de lièvres pour en remplir cent charrettes. Voilà ce qu'était devenue cette terre si fertile, si bien cultivée autrefois (1).

Malgré la fatigue de la route, les Aragonais, égayés par cette chasse miraculeuse, étaient pleins d'ardeur et de confiance, persuadés que cette fois ils allaient terminer la guerre par une bataille. Pierre IV partageait ces espérances; il comptait surprendre son ennemi au dépourvu et ne cachait pas son assurance de la victoire. En arrivant à son quartier, il se jeta sur un matelas pour prendre quelque repos avant la journée du lendemain. « Dormez maintenant, sire, lui dit le comte de Trastamare, vous voilà au terme de ces marches si pénibles. Mais c'est ainsi que les grands rois écrasent leurs faibles adversaires! Par votre diligence, vous avez crevé aujourd'hui l'œil droit du roi de Castille votre ennemi (2). » Cette confiance des Aragonais, cette certitude de la victoire était fondée sans doute sur leurs intelligences secrètes avec les mécontents de l'armée castillanne. Don Pèdre cependant ne se laissa pas surprendre. Averti par ses coureurs, il s'était hâté de faire sortir de Lix toutes ses troupes et les avait rangées en bataille. Il avait six mille chevaux, hommes d'armes ou génétaires, et onze mille fantassins. Au lever du soleil, les deux armées se trouvèrent en présence, assez rapprochées pour que de part et d'autre on pût distinguer les bannières. Don Pèdre réunit tous ses capitaines pour tenir conseil. « Le roi d'Aragon, dit-il, marche sur Orihuela, pour nous empêcher d'en faire le siége. Devons-nous l'attaquer? » Il se fit un grand silence. Chacun regardait le maître de Calatrava, Diego de Padilla,

(1) Carbonell, p. 194, verso.

(2) *Id., ibid.*

comme pour l'engager à parler au nom de tous. « Sire, dit le Maître, il y a long-temps que Dieu a fait la part de la maison de Castille et la part de la maison d'Aragon; et, si l'on divisait la Castille en quatre parties, un quart de ce pays ferait un royaume plus grand que n'est celui d'Aragon. Maître de toute la Castille, vous êtes le plus grand roi d'entre les chrétiens, et, sans mentir, je pourrais ajouter du monde entier. M'est avis que, si vous attaquez aujourd'hui le roi d'Aragon avec toute votre puissance, vous le vaincrez et serez roi de Castille et d'Aragon, voire, avec l'aide de Dieu, empereur d'Espagne. » Padilla, considéré comme le beau-frère du roi et confident de ses rêves ambitieux, révélait peut-être en ce moment les plus secrètes pensées de son maître. Après lui, tous les autres capitaines, croyant connaître les intentions du roi, furent unanimes pour conseiller la bataille et présager la victoire. Pendant qu'ils parlaient, don Pèdre, debout et agité, mangeait un morceau de pain qu'il venait de demander à un page. « — Ainsi, reprit-il, vous êtes tous d'accord que je doive donner bataille à l'Aragonais? Eh bien! moi, je vous dis que, si j'avais pour mes vassaux naturels ceux qu'a le roi d'Aragon, je me battrais sans crainte contre vous et contre toute l'Espagne. Mais savez-vous quels sont mes vassaux à moi?... Avec ce morceau de pain, je nourrirais tout ce que j'ai de loyaux serviteurs en Castille (1)! » Sur cette brusque réponse, le roi, laissant tous

(1) « E lo dit rey de Castiella pres lo dit pa e dix aytales paraules o semblants : A mi semeia que vosotros todos seades de acuerdo que ponga batalla al rey de Aragon, de que yo digo en verdat, que si yo tomasse con mi los que el dito rey de Aragon tiene en si, e los havia por mis vassallos o por mis naturales, que senes todo miedo pelearia con todos vosotros e con toda Castella e ahun con toda Hespanya; e por que sepais yo en que vos tiengo, es asin, que

ses capitaines stupéfaits et confus, remonta à cheval et donna l'ordre de rentrer à Lix, abandonnant la route à l'armée aragonaise, qui se mit aussitôt en devoir de ravitailler Orihuela. Elle passa, enseignes déployées, en vue du camp ennemi, où chacun déplorait avec plus ou moins de sincérité l'humeur méfiante de don Pèdre. Il perdait, disait-on, l'occasion la plus favorable de détruire son adversaire, et il imprimait une tache de déshonneur aux armes de Castille. Plusieurs de ses capitaines osèrent lui adresser de vives représentations; il fut inébranlable et repoussa durement ces donneurs d'avis. Il semblait qu'il eût le secret de quelque trahison tramée contre sa personne, et s'il ne punissait pas, c'est sans doute que les traîtres étaient trop nombreux.

Après avoir fait entrer le convoi dans Orihuela et en avoir augmenté la garnison, le roi d'Aragon, reprenant la route de Valence, vint encore braver l'armée castillanne et défiler à peu de distance de ses lignes. Cette fois, comme la précédente, don Pèdre se refusa absolument à engager le combat. Seulement, vaincu par les importunités de son chambellan Martin Lopez, il consentit à lui confier deux mille génétaires pour tâter l'ennemi et le harceler dans sa marche. A la tête de ces deux mille chevaux, Martin Lopez chargea si vigoureusement l'arrière-garde aragonaise qu'il la mit dans le plus grand désordre, et l'on croit que la victoire eût été complète si le reste de l'armée eût appuyé l'attaque de cette cavalerie légère (1). Cet avantage stérile fut bientôt effacé par un revers.

con este pan que tiengo en mi mano pienso que se hartarian cuantos leales ay en Castella. » Carbonell, p. 195, verso.

(1) Cfr. Ayala, p. 388. — Zurita, lib. IX, cap. LIX. — Carbonell, p. 195 et suiv.

Un convoi castillan que le maître d'Alcántara conduisait à Murviedro se laissa surprendre par un détachement aragonais sorti de Valence. Le Maître perdit la vie dans cet engagement qui eut bientôt les conséquences les plus funestes pour don Pèdre, car la garnison de Murviedro était mal pourvue de vivres et comptait sur ce convoi pour se ravitailler. Cependant le roi ne fit aucune tentative pour lui porter secours (1). L'approche de l'hiver le ramena en Andalousie et termina la campagne. Martin Lopez, pour prix de son brillant fait d'armes, obtint la maîtrise d'Alcántara. Il jouissait déjà de la plus haute faveur; on a vu par quels services il l'avait méritée.

IV.

Nul plan arrêté, nulle suite dans les guerres du moyen-âge. Après quelques semaines passées à Séville, don Pèdre en repartit pour aller mettre le siége devant Orihuela, qu'il avait laissé approvisionner sous ses yeux. Mais, avant de rentrer sur le territoire ennemi, il passa par Carthagène, et là il fit massacrer les capitaines et les équipages de cinq galères aragonaises capturées récemment par sa flotte. La chiourme seule fut épargnée pour être répartie sur les vaisseaux des vainqueurs. On voit que l'insolence de Perellòs devait coûter cher aux marins catalans. Ces galères avaient été prises dans un engagement sur la côte de Barbarie, où le comte d'Osuna, fils de Bernal de Cabrera, montait la capitane de Castille et se distingua par sa valeur à combattre contre ses compatriotes (2).

(1) Ayala, p. 389.

(2) Zurita, t. II, p. 340. — Ayala, p. 391.

Dans les deux camps il y avait des émigrés, et c'étaient les plus ardents à souffler le feu de la guerre.

Le siége d'Orihuela commença en même temps que celui de Murviedro. Les deux rois en pressaient les travaux avec une égale activité, chacun espérant obliger son adversaire à renoncer à son entreprise; mais chacun s'obstinait de son côté et voulait une victoire pour lui seul, indifférent au sort de ses lieutenants. Ce fut en vain que le gouverneur de Murviedro envoya message sur message à don Pèdre pour l'instruire de sa position presque désespérée. Le roi n'y répondait qu'en redoublant ses attaques contre Orihuela. Après huit jours de combats et d'assauts continuels, les Castillans s'emparèrent de la ville; mais rien n'était fait, tant que le château tenait encore. Il passait alors pour une des meilleures forteresses de l'Espagne, et son gouverneur, brave chevalier, riche-homme d'Aragon, nommé Martinez Eslaba, était résolu à s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Tant qu'il put animer ses soldats par sa présence et son exemple, ils soutinrent vaillamment toutes les attaques de l'ennemi, mais il fut grièvement blessé; ses gens perdirent courage et mirent bas les armes. On dit que, quelques chevaliers castillans l'ayant appelé pour parlementer, il parut aux créneaux sans défiance, et cependant le roi, qui se trouvait en ce moment dans une bastide élevée au pied du rempart, ordonna à deux arbalétriers de le viser. Eslaba, frappé de deux carreaux à la tête, mourut peu de jours après la reddition d'Orihuela, empoisonné par les chirurgiens du roi, suivant un chroniqueur qui n'a pas trouvé apparemment que deux flèches suffisaient pour faire mourir un si preux chevalier (1). Satisfait de sa con-

(1) Ayala, p. 391.

quête, don Pèdre, laissant dans Orihuela une garnison considérable, repartit pour Séville, sans se mettre aucunement en peine de la situation de Murviedro, que la famine avait réduite aux abois.

Devant cette place abandonnée ou plutôt trahie par son maître, le roi d'Aragon avait rencontré une résistance à laquelle il ne s'attendait pas. Le prieur de Saint-Jean, qui commandait la garnison, faisait des sorties continuelles et semblait plutôt assiéger le camp aragonais que défendre sa forteresse. Cependant la famine allait bientôt triompher de tant de courage. Le pain manqua dans la place dès les premiers jours du siége. On tua les mulets, puis les chevaux de guerre; enfin ces aliments vinrent à manquer. Nul espoir d'être secouru. Au milieu des délices de Séville, don Pèdre oubliait les souffrances de ses fidèles soldats. Dans cette extrémité, le prieur crut devoir conserver à son maître de braves gens à qui l'épuisement allait ôter bientôt jusqu'à la ressource de mourir les armes à la main. Il obtint la capitulation la plus honorable, c'était de sortir de la ville avec armes et bagages et de rentrer en Castille escorté par un détachement aragonais. Murviedro ayant été rendu au roi d'Aragon, la garnison, composée d'environ six cents hommes d'armes démontés et d'un nombre proportionné de fantassins, fut reconduite à la frontière par le comte de Trastamare et sa compagnie. Ce n'était pas sans dessein que don Henri avait accepté cette mission. Habile à séduire, il mit tous ses talents en usage pour corrompre ces vaillants soldats qu'il n'avait pu vaincre. Ses caresses, les éloges qu'il leur prodiguait, ses soins pour les malades et les blessés produisirent sur eux plus d'effet que ses armes. Il leur représentait qu'ils avaient été indignement sacrifiés. A leur retour, au lieu des récompenses dues à leur courage,

c'était la vengeance d'un tyran impitoyable qui les attendait, car don Pèdre punissait la mauvaise fortune comme une trahison. Puis, il vantait avec adresse la puissance de l'Aragonais, son allié généreux, armé pour sa querelle et pour la délivrance de la Castille. Surtout il annonçait avec emphase l'arrivée des compagnies d'aventuriers, l'élite des deux nations les plus belliqueuses de l'Europe. Leurs chefs, disait-il, lui amenaient de par delà les monts une armée innombrable, et lui-même, à leur tête, allait purger la Castille du monstre qui l'opprimait. Sans annoncer ouvertement ses prétentions à la couronne, il laissait deviner que de lui seul dépendait le repos de la Castille; que de lui seul il fallait attendre honneurs, emplois, récompenses de toute espèce. A ceux qui, abandonnant un maître ingrat, voudraient passer sous ses drapeaux, il offrait une solde avantageuse et l'espoir de partager sa fortune; mais il ne prétendait contraindre le choix de personne : « Quiconque, disait-il, dès à présent ou plus tard, mécontent de don Pèdre, cherchera un seigneur plus libéral et plus juste, qu'il vienne à moi, sûr d'être bien accueilli, car je n'ai pris les armes que pour rendre à la noblesse castillanne ses antiques priviléges, aujourd'hui foulés aux pieds. » Tels étaient les discours du Comte et de ses émissaires en ramenant aux frontières de Castille la garnison de Murviedro. Un assez grand nombre de soldats, se laissant gagner à ses promesses, s'enrôla sous sa bannière. Les autres, bien qu'effrayés pour eux-mêmes de la défection de leurs camarades, mais fidèles à leur serment, rentrèrent dans leur patrie plutôt pour s'y cacher que pour demander le prix de leurs services. Touchés de la courtoisie du prétendant, déjà gagnés à demi, et pleins de défiance dans la fortune de don

Pèdre, ils allaient répandre partout les louanges de don Henri et annoncer l'approche des terribles auxiliaires dont on menaçait la Castille depuis quatre ans (1).

Pendant que Murviedro résistait encore, un nouveau traité fut signé par Pierre IV et don Henri, au milieu des travaux du siége. Il reproduisait la substance des conventions précédentes relatives au partage de la Castille, à l'alliance offensive et défensive des deux parties contractantes; enfin il la resserrait encore en stipulant le mariage de doña Leonor, fille du roi d'Aragon, avec don Juan, fils aîné du comte de Trastamare, aussitôt que les deux fiancés auraient atteint l'âge légal pour cette union (2). En attendant, l'infante d'Aragon devait être remise à la garde de la comtesse de Trastamare, qui la conduirait dans le château d'Opoll ou celui de Taltaull› donnés par Pierre IV comme sûretés du contrat, jusqu'à la conquête de la Castille (3). La dot de la jeune princesse, fixée à 200,000 florins d'or, devait être avancée à don Henri pour subvenir aux dépenses de l'expédition qu'il méditait (4). Outre cette somme, il était autorisé à vendre les terres et châteaux qu'il tenait du roi d'Aragon, jusqu'à la concurrence de 70,000 florins. On lui payait encore l'arriéré dû à sa compagnie, plus, deux mois d'avance pour la solde de mille hommes d'armes et mille fantassins; enfin, les comtes de Denia et de

(1) Ayala, p. 392 et suiv.

(2) C'est-à-dire quatorze ans pour le jeune homme et douze ans pour sa fiancée. *Arch gen. de Ar. Capitula facta per dom. regem et comitem olim Trastamaræ, nunc regem Castellæ, apud locum seu obsidionem Muriveteris.* Sans date, registre 1548, p. 70 et suiv., art. 7.

(3) *Arch. gen. de Ar. Capitula*, etc., art. 9.

(4) *Ibid. Replications e aditions feytes per lo senyor rey*, etc., art. 6.

Foix devaient le suivre en Castille avec un corps auxiliaire et demeurer avec lui tant qu'il aurait besoin de leurs services, à condition que don Henri s'engageât à les défendre *comme sa propre personne* (1). Pour la première fois, dans ces conventions si souvent reproduites, les prétentions du bâtard au trône de Castille étaient clairement exprimées, et le dernier article portait que le Comte, devenu roi, ferait reconnaître pour son successeur son fils don Juan, et présenterait l'infante Leonor aux cortès comme leur reine future (2).

(1) *Ibid. Replications*, etc., art. 4.

(2) *Ibid.*, art. 7.

XIX.

ARRIVÉE DE LA GRANDE COMPAGNIE EN ESPAGNE. — 1366.

I.

Lorsque la nuit, dans les solitudes de l'Afrique, au milieu des cris confus poussés par la foule des animaux sauvages qui se disputent leur proie, le rugissement d'un lion se fait entendre, soudain toutes ces clameurs cessent, et il se fait un grand silence. C'est l'hommage de la terreur rendu au roi du désert. Ainsi, sur l'annonce que la grande compagnie était en marche pour passer les Pyrénées, un calme étrange succéda tout à coup à ces interminables escarmouches qui désolaient l'Espagne depuis si long-temps. Retirés chacun dans sa capitale, les deux rois se préparaient silencieusement à un dernier effort. Ils sentaient que la guerre allait changer de face, et que le moment solennel d'un duel à mort était venu.

Après de longues négociations, les capitaines des aventuriers français et anglais, en paix les uns avec les autres depuis les trêves conclues entre leurs princes, mais non point oisifs, car ils dévastaient la France de concert, s'étaient décidés à chercher une proie nouvelle dans la Péninsule. Les relations

que le comte de Trastamare avait conservées avec quelques-uns d'entre eux, les promesses du roi d'Aragon, celles du roi de France et du pape, enfin quelques subsides distribués à propos, avaient rallié les différentes bandes et leur avaient fait accueillir avec joie le projet d'une invasion en Castille. Le roi de France surtout, plus intéressé que personne à débarrasser son pays de ces hôtes incommodes, avait puissamment secondé les sollicitations pressantes de don Henri et du roi d'Aragon. Lui-même avait donné un chef aux aventuriers, et ce chef était l'homme en qui reposait toute sa confiance, le meilleur de ses capitaines, le fameux Bertrand Du Guesclin. A lui seul, en effet, convenait la difficile mission d'organiser une armée avec ces hordes de pillards, de les discipliner et de les entraîner loin du pays qu'elles dévastaient, pour tenter une entreprise hasardeuse et chercher un profit incertain.

Issu d'une famille illustre de Bretagne, Du Guesclin s'était attaché de bonne heure à la maison de France, et la servait avec le plus entier dévouement. Toute sa vie se passa en efforts pour accomplir la fusion en une monarchie puissante des nombreuses seigneuries qu'une vassalité équivoque rattachait à la couronne. Il paraît avoir eu cette vertu oubliée au moyen-âge, le patriotisme; non point cette affection étroite à une province, à une ville, mais un dévouement éclairé au bonheur et à la gloire d'un grand peuple. Né Breton, il s'était fait Français. Son courage, son activité, son adresse aux exercices militaires, ses succès et ses revers même lui avaient acquis, jeune encore, le renom *d'une bonne lance* et d'un capitaine consommé. Sous des traits grossiers et ignobles, sous l'apparence d'une vigueur brutale, il cachait une finesse profonde, et savait être, comme le général de Macchiavel, tour à tour

lion et renard. Dans les camps, ses larges épaules, son corps *ossu,* son visage noir et brûlé par le soleil, ses poings énormes (1), qui faisaient voltiger une lourde hache d'armes comme un léger roseau, imposaient le respect aux gens de guerre à une époque où le poids des armures faisait de la force physique la première qualité du soldat. Dans les conseils, il était avisé, souple, quelquefois éloquent, mêlant à propos l'audace à la prudence, et se faisant pardonner son bon sens par des bouffonneries. Pauvre capitaine d'aventure, il sut toujours commander l'obéissance des grands seigneurs que la volonté du roi lui donnait pour lieutenants, et telle était son adresse à ménager toutes les susceptibilités d'une noblesse orgueilleuse et indisciplinée, que les faveurs dont il fut comblé n'excitaient point l'envie et ne semblaient que la juste récompense de ses services.

Du Guesclin s'était rendu à Châlons-sur-Saône pour conférer avec les chefs des aventuriers. Il ne leur apportait que les promesses des deux rois et quelques faibles à compte; mais, ce qui valait mieux, il leur offrait son épée, sa réputation, sa vieille expérience. Soldat depuis vingt-cinq ans, ami ou ennemi des capitaines d'aventure, il avait l'estime de tous. S'enrôler sous un pareil général, c'était s'engager dans une entreprise profitable. Son nom seul était une garantie de succès. Après avoir réuni les principaux chefs français, gascons et anglais, Bertrand leur exposa ses desseins avec cette rude

(1) Li uns à autre dit : il est bien aprestez
Pour meurdrire marchans, maints en a desrobez.
Regardez qu'il est fort, con a les poins carrez !
Il est fort et poissant et moult noir et halez.

Chronique en vers de Du Guesclin, v. 1619.

franchise qui lui était ordinaire, et qui chez lui était peut-être plutôt un calcul qu'une habitude prise dans les camps. « Vous menez une vie de brigands, leur dit-il. Tous les jours vous risquez de vous faire tuer dans des pilleries qui ne vous enrichissent guère. Je viens vous proposer une entreprise digne de bons chevaliers, et je vous ouvre un pays neuf. En Espagne, gloire et profit vous attendent. Vous y trouverez un roi riche et avare. Il a de grands trésors; il est l'allié des Sarrasins, à demi païen lui-même; il s'agit de conquérir son royaume, et de le donner au comte de Trastamare, notre ancien camarade, bonne lance, vous le savez, gentil chevalier, libéral, qui partagera avec vous cette terre que vous lui gagnerez sur les Juifs et les Sarrasins du méchant roi don Pèdre. Allons, camarades, *faisons à Dieu honneur et le diable laissons* (1)! »

Parmi les capitaines des aventuriers se trouvaient beaucoup de gentilshommes issus de familles illustres, nourris d'idées chevaleresques, amoureux de gloire autant qu'ils étaient avides de butin, susceptibles même d'un certain enthousiasme religieux. Détrôner un prince cruel, suspect d'hérésie, meurtrier d'une jeune et belle princesse, se partager ses trésors, quoi de plus attrayant, de plus romanesque? C'était mettre en action le vieux thème héroïque chanté par les ménestrels et les jongleurs. Le discours de Du Guesclin fut accueilli par d'unanimes acclamations. Pour les soldats, étrangers aux sentiments raffinés qui entraînaient leurs chefs, peu leur importait l'ennemi à combattre, pourvu qu'il fût riche. « Messire Bertrand, disaient-ils, donne tout ce qu'il gagne à ses hommes d'armes. Il est le père du soldat. Marchons avec lui! » L'ac-

(1) Chronique de Du Guesclin, v. 7304.

cord fut bientôt fait. Pour des gens qui ne voyaient dans la guerre qu'une spéculation, suivre un chef heureux et habile, c'était s'assurer de gros bénéfices.

Lorsque Du Guesclin revint à Paris rendre compte de sa mission et prendre congé du roi, Charles V, l'embrassant devant toute sa cour, s'écria que son brave Breton avait plus fait pour son service que s'il lui eût gagné une province. Il disait vrai, les compagnies, en évacuant la France, lui rendaient son royaume.

Sans perdre de temps, Du Guesclin réunit toutes les bandes et en forma une armée considérable. Un assez grand nombre de volontaires illustres se joignirent aux aventuriers, attirés par la réputation de leur général et le désir de *faire armes*, comme on disait alors. On vit accourir sous sa bannière le maréchal d'Audeneham, qui, peu d'années auparavant, avait échoué dans une mission semblable à celle où Du Guesclin venait de réussir. Le maréchal était alors prisonnier sur parole du prince de Galles, et, à son exemple, maints braves chevaliers, maltraités par la fortune dans la dernière guerre, se mirent gaiement en route pour l'Espagne, dans l'espoir de réparer leurs pertes et de regagner leurs rançons aux dépens de don Pèdre. Un prince du sang royal, le comte de La Marche, ne dédaigna pas de s'enrôler parmi cette troupe de hardis volontaires. Parent de l'infortunée Blanche, il avait juré de tirer vengeance de son meurtrier. Le sire de Beaujeu, également parent de Blanche, partit avec lui. Ils étaient les seuls qu'un mobile purement chevaleresque conduisît en Espagne.

Toutes les bandes réunies s'élevaient à plus de douze mille hommes, la plupart gendarmes, c'est-à-dire cavaliers pesamment armés. Les deux tiers étaient Français ou Bretons, le

reste Anglais, ou Gascons sujets du roi d'Angleterre. Aucun de ces derniers ne s'était inquiété de demander à Édouard III la permission de servir contre un prince allié de la Grande-Bretagne. Alors chaque capitaine se croyait libre de louer sa lance à qui le payait mieux, et les plus scrupuleux, en s'enrôlant au service d'un chef étranger, stipulaient seulement qu'ils ne combattraient pas contre leur légitime suzerain. Sir Hugh de Calverly conduisait les bandes anglaises. Long-temps adversaire de Du Guesclin, il était aujourd'hui son plus habile lieutenant.

A cette époque, l'équipement des hommes d'armes, Français et Anglais, était fort supérieur à celui des Espagnols. On en voit la preuve dans l'étonnement que causa à ces derniers la vue des armures en usage parmi les guerriers du Nord (1). Elles se composaient, au XIVe siècle, de plaques d'acier ou de fer forgé qui recouvraient toutes les parties du corps, et qu'on attachait par-dessus un pourpoint de cuir épais, ou même quelquefois par-dessus une cotte de mailles, comme si l'on eût voulu combiner et réunir les avantages du harnais moderne et de l'ancienne panoplie. D'ordinaire, au moment du combat, les hommes d'armes mettaient pied à terre et raccourcissaient leurs lances pour les manier plus facilement (2). On ne se servait guère des chevaux de bataille, nommés *coursiers*, que pour la poursuite ou la retraite; quelquefois, mais rarement, pour faire une trouée dans la ligne ennemie (3).

(1) Ayala, *Abrev.*, p. 399. — Passage curieux où le chroniqueur nomme, d'après leurs noms français, toutes les pièces des armures de plaques, inconnues en Espagne avant l'arrivée de la grande compagnie.

(2) Froissart appelle cette opération *retailler* les lances.

(3) On l'essaya vainement à Poitiers. V. Froissart.

L'infanterie anglaise était la meilleure, ou plutôt la seule de l'Europe. Armés de grands arcs en bois d'if, les fantassins anglais s'abritaient derrière des pieux plantés en terre, et, protégés ainsi contre la cavalerie, décochaient des flèches longues d'une aune, auxquelles peu de cuirasses pouvaient résister. Telle était leur réputation de dextérité, que, par allusion au nombre de flèches qu'ils portaient dans leurs carquois, on disait sur la frontière d'Écosse qu'un archer anglais tenait vingt-quatre Écossais dans sa trousse. Dans les armées françaises l'arbalète était préférée à l'arc; mais cette arme n'était maniée avec adresse que par des étrangers, Génois pour la plupart et chèrement soldés. Les meilleures armes, les meilleurs soldats de France et d'Angleterre étaient rassemblés sous le même drapeau dans la compagnie blanche. Leur tactique était aussi nouvelle que leurs armures pour le pays qu'ils allaient envahir. Les Espagnols, accoutumés à la guerre d'escarmouches rapides contre les Maures, avaient adopté leur manière de combattre. Couverts de cottes de mailles légères ou de hoquetons de toile piquée (1), montés sur des chevaux vifs et légers, leurs génétaires lançaient des javelines au galop, puis tournaient bride sans se soucier de garder leurs rangs. Sauf les ordres militaires, mieux armés et mieux disciplinés que les génétaires, la cavalerie espagnole était hors d'état de résister en ligne aux gendarmes anglais ou français. L'infanterie, composée des contingents fournis par les villes et de paysans amenés par leur seigneur, n'avait guère d'autre arme défensive qu'une rondache. Elle combattait avec des zagaies

(1) ***Perpuntes.*** Ayala, p. 99. ***Abrev.*** — Cavallo alforado. Traités du roi d'Aragon avec don Henri.

ou des frondes, et n'était redoutable que derrière des rochers ou des murailles. En plaine, elle ne pouvait disputer la victoire à des soldats sans patrie, couverts de fer, également exercés à combattre de près et de loin. Tout indiquait donc que l'entrée de la grande compagnie en Espagne allait jeter dans la balance un poids irrésistible.

II.

Elle se mit en mouvement dès le milieu de l'année 1365. Malgré l'enthousiasme que lui montraient ses nouveaux soldats, Du Guesclin avait jugé prudent de les éloigner au plus vite du pays où ils avaient leurs habitudes, car il était à craindre que l'inconstance naturelle à de pareilles recrues ne les ramenât bientôt à leur ancien genre de vie. Il se hâta donc de les diriger vers le midi de la France. Sur leurs bannières et leurs soubrevestes des croix étaient peintes, et il publiait qu'il les menait en Chypre contre les Sarrasins (1). Sans doute il n'espérait pas donner le change au roi de Castille; mais probablement il avait voulu fournir aux capitaines anglais un prétexte pour demeurer sous sa bannière, car il était bruit que le prince de Galles, aux termes de son traité avec don Pèdre, allait interdire à ses sujets de porter les armes contre un souverain allié de l'Angleterre (2). Au reste toute l'armée connaissait déjà le but de l'expédition, et, malgré les croix arborées sur ses enseignes, elle pensait beaucoup plus à faire du butin qu'à gagner des indulgences.

(1) *Chron. de Du Guesclin*, v. 7549 et suiv.

(2) Rymer, *De impediendo soldarios qui in comitiva se ponunt, ne ingrediantur in Hispaniam.* 6 décembre 1365.

Ces nouveaux croisés, aussi redoutables aux églises qu'aux châteaux et aux chaumières, se trouvaient encore sous le poids d'une excommunication lancée par le saint-siége. Il fallait les relever de cet anathème avant de les mener dans un pays où ils prétendaient soutenir la cause de la religion; aussi leur général voulait en passant demander une absolution au pape. Mais il avait encore un autre dessein. Convaincu que ses soldats ne se montreraient dociles que s'ils étaient bien payés, il se proposait de remplir sa caisse militaire aux dépens du trésor apostolique. Vers la fin de l'année 1365, les habitants de Villeneuve-lès-Avignon virent avec effroi la compagnie blanche asseoir son camp devant leurs remparts. L'alarme fut grande à la cour du saint-père. Aussitôt il dépêcha aux chefs des aventuriers pour leur intimer l'ordre d'évacuer le territoire de l'église, sous promesse de les relever de l'excommunication qu'ils avaient encourue. La mission avait ses dangers, et ce ne fut pas sans hésitation que le cardinal de Jérusalem consentit à s'en charger. A peine eut-il traversé le Rhône qu'il se trouva en présence d'une troupe d'archers anglais qui lui demandèrent avec insolence s'il apportait de l'argent (1)? « De l'argent! » criaient une foule de soldats farouches accourus sur son passage. Conduit à la tente de Du Guesclin, le cardinal fut accueilli avec la plus grande politesse; mais on lui signifia que la compagnie ne quitterait la terre papale qu'après avoir reçu un subside considérable. Quelques chefs exprimaient leur regret d'élever de pareilles prétentions et protestaient de leur respect pour l'église; mais

(1) Bien soyez-vous venus, apportez-vous argent?

Chron. de Du Guesclin, v. 7510.

ils avouaient qu'ils n'avaient pas d'autorité sur leurs troupes. D'autres, raillant sans pitié le cardinal, lui disaient que, prêts à exposer leurs vies pour la plus grande gloire de la foi, ils méritaient bien les secours de l'église. Du Guesclin lui représenta tout le danger que courait le saint-père s'il différait de solder la contribution demandée. « Nos gens, dit-il, sont devenus prud'hommes malgré eux, et bien facilement ils retourneraient à leur ancien métier. » Malgré l'imminence du péril, le pape voulut essayer le pouvoir des foudres apostoliques, et résista quelque temps; mais il reconnut bientôt qu'il ne faisait qu'irriter l'audace des bandits campés à ses portes. Des fenêtres de son palais il voyait les maisons de plaisance et les métairies de Villeneuve livrées au pillage. Déjà s'allumaient des incendies. A chaque instant les aventuriers menaçaient d'attaquer le pont Saint-Bénézet, ou, passant le fleuve sur des barques, de se répandre dans les riches campagnes d'Avignon. Cependant Du Guesclin répondait aux plaintes qu'on lui adressait de toutes parts : « Que voulez-vous? mes soldats sont excommuniés. Ils ont le diable au corps, et nous n'en sommes plus les maîtres. » Bientôt on ne disputa plus que sur le montant de la contribution, et, après quelques pourparlers, les chefs de la compagnie blanche voulurent bien se contenter de 5,000 florins d'or. Les bourgeois d'Avignon s'empressèrent d'avancer la plus grande partie de cette somme, qui peut-être ne leur fut jamais remboursée (1). Absous et

(1) L'auteur de la chronique en vers de Du Guesclin raconte cet exploit de son héros avec la malignité ordinaire aux poètes du moyen-âge, toujours pleins d'irrévérence contre l'église. Suivant cette version, adoptée sans examen par l'histoire, Du Guesclin aurait exigé que la contribution entière fût soldée par le trésor apostolique, disant qu'il n'allait pas se battre pour les intérêts

chargés de butin, les aventuriers s'éloignèrent gaiement en célébrant les louanges de leur nouveau capitaine. Tels furent leurs adieux à la France.

III.

Cependant les négociations continuaient avec beaucoup d'activité entre les rois d'Aragon et de Navarre. Jusqu'au dernier moment, Charles protestait contre l'entrée de la compagnie en Espagne. En France, il avait appris à connaître les aventuriers, et, tremblant que ses états ne devinssent le théâtre de la guerre, il ne cessait de conjurer Pierre IV de les éloigner de ses frontières (1). Le traité de Sos n'avait été observé ni d'une part ni de l'autre, et le roi d'Aragon avait trop de prudence pour donner des subsides à un allié d'aussi mau-

des bourgeois d'Avignon, mais bien pour ceux du saint-père. Rien de moins fondé. Il résulte d'une requête manuscrite du conseil municipal d'Avignon, conservée dans les archives de la préfecture de Vaucluse, que la rançon du territoire de l'église fut acceptée par Du Guesclin, sans qu'il fît la moindre observation sur son origine. Mais il paraît que, dans la suite, le cardinal de Jérusalem, vicaire d'Avignon, prétendit mettre à la charge de la ville les 5,000 florins payés aux aventuriers, bien qu'elle ne se fût engagée, dans le principe, à contribuer que pour une somme de 1,500 florins. C'est du moins ce que j'ai cru comprendre dans cette pièce fort obscure par sa détestable latinité. J'en dois la communication à l'obligeance de M. Achard, archiviste de Vaucluse, qui l'a découverte et a bien voulu me permettre de la publier. Il n'a pu trouver aucun renseignement sur le résultat de la réclamation présentée au saint-père. — Cfr. Nostre-Dame, *Hist. de Provence*, p. 422. — *Chron. de Du Guesclin*, v. 7693-7724. — Appendice I.

(1) *Arch. gen. de Ar.* Propositions adressées au roi d'Aragon par Mosen Juan de Arellano de la part du roi de Navarre. Art. 4, reg. 1205, p. 61 et suiv.

vaise foi que le roi de Navarre. Son trésor, d'ailleurs, était épuisé par les exigences de don Henri et des aventuriers, et il était hors d'état de faire de nouveaux sacrifices. L'année précédente, il avait été réduit à saisir et faire fondre les ornements d'or et d'argent renfermés dans les églises, jusqu'aux calices et aux encensoirs, pour subvenir à la solde de ses troupes (1). En attendant, il s'efforçait d'amuser le Navarrais par de nouvelles promesses. Il marchandait avec lui. Une alliance déclarée étant trop chère, on en était venu à débattre les conditions d'une neutralité partiale que Charles voulait se faire bien payer (2). D'abord il demandait que le fils aîné du roi d'Aragon épousât l'infante de Navarre *sans dot* (3), puis que Pierre IV lui garantît ses états contre les attaques de la France (4); enfin, et c'était sans doute là le point capital de la négociation, qu'en considération de sa bonne volonté, on lui comptât 40,000 florins d'or, subside dont le motif serait déguisé par la cession faite à l'Aragon de quelques châteaux sans importance (5). Bientôt le roi de Navarre voyait qu'il était

(1) « Axi com son retaules d'argent, creus, calzers, y lauties, y encensers. » Carbonell, p. 193.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Propositions de Mosen J. de Arellano, reg. 1205, p. 61 et suiv. « Que tenido non seu de fazer guerra de su persona ni de su regno. » Art. 1.

(3) *Ibid.* « Que non le sia tengut donar ni livrar terres ni argent, e sera li fet e assignat dodari e cambra axi tal como fo à doña Maria de Navarra. » Art. 2.

(4) *Ibid.*, art. 4.

(5) *Ibid.* « Quel dito rey d'Arago considerando la buena voluntat del dito rey de Navarra e las misiones que ha feyto por causa de los sobre dichos castiellos, prometa de dar al dito rey de Navarra 40,000 florines d'oro. » Art. 6.

trop exigeant, et se rabattait à 20,000 florins (1). De son côté, le roi d'Aragon consentait au mariage de son fils (2), déjà engagé avec plusieurs princesses par autant de traités différents, promettait des subsides pour l'avenir, et publiait des ordres pour interdire l'entrée de ses états à la grande compagnie (3). Je passe sous silence les serments échangés entre les deux princes, et sans cesse renouvelés, car, chose étrange, on ne se lassait pas de ces formalités qui ne trompaient plus personne. En même temps qu'il traitait avec le roi de Navarre, Pierre IV envoyait à ses ambassadeurs à Paris des instructions secrètes pour conclure une alliance offensive et défensive avec la France, dont le but devait être la ruine du Navarrais et le partage de ses états (4). Ainsi, au moment où les plus belles

(1) Réponses du roi d'Aragon aux propositions précédentes. Art. 6, reg. 1205, p. 63 et suiv.

(2) *Ibid.* Additions aux propositions. Le roi d'Aragon consent au mariage à condition qu'il enverra des gens de confiance pour *voir l'infante à loisir*, connaître sa santé, sa personne, et prendre des informations sur son caractère. *Para veer la infanta a huella* (pour *huelga*) *la sanidat e apostamiento de su persona e haver informacion de su persona.* J'ai cru devoir rapporter cette preuve singulière de la prudence de la diplomatie au moyen-âge.

(3) *Ibid.* Réponse du roi d'Aragon à l'art. 4 des propositions de J. d'Arellano. — Lettre du roi d'Aragon à Jordan d'Urries. Huerta de Serra, 2365. Il professe de son intime amitié avec le roi de Navarre, et ordonne, sous peine de son indignation, que les *ports* des montagnes soient fermés à toute troupe étrangère. Reg. 1205, p. 58. — Autre lettre, dans le même sens et de même date, adressée au conseil de Jaca. Même reg., p. 59.

(4) *Arch. gen. de Ar.* Instructions envoyées à Mosen F. Perellòs, ambassadeur de Pierre IV en France, 12 novembre 1364 Reg. 1295 *Secretorum*, p. 111. — Nouvelles instructions semblables en 1365. Même reg., p. 115. — Nouvelles instructions à Perellòs, datées de Tortose, 15 août 1365. Reg. 1293

provinces de son royaume étaient aux mains de ses ennemis, Pierre IV rêvait toujours la conquête de la moitié de l'Espagne. Mais tout semblait possible avec les aventuriers pour auxiliaires. Don Henri et le roi d'Aragon pressaient leur marche par de fréquents messages et faisaient de grands préparatifs pour les recevoir. Des vivres et des guides sûrs devaient les attendre aux passages des montagnes (1). Tous les bannis castillans et un corps de volontaires aragonais commandé par le comte de Denia se rassemblaient sur la frontière de Castille. Suivant une dernière convention signée à Saragosse, Pierre IV ne devait pas prendre part personnellement à l'expédition. Il se tenait prêt à profiter des premiers succès de don Henri pour ressaisir les villes occupées par les Castillans dans le royaume de Valence. Ses capitaines avaient ordre de pousser leur pointe jusque dans le royaume de Murcie, et de s'en emparer s'il leur était possible, en vertu du traité de partage conclu à Benifar et ratifié à Murviedro, puis finalement à Saragosse. Persuadé que le salut de son royaume dépendait entièrement de ce dernier effort, le roi d'Aragon n'avait reculé devant aucun

Secret., p. 93. — Projet d'un traité avec le duc d'Anjou pour faire la guerre au roi de Navarre. Sans date; probablement des premiers jours de l'année 1366. Reg. 1293, p. 135. — Lettre à Perellòs sur le même sujet. Barcelone, 10 septembre 1366. *Ibid.*, p. 137. — Traité d'alliance offensive et défensive avec la France contre le roi de Navarre, signé à Toulouse, 29 septembre 1366. On convient que le duc d'Anjou attaquera le roi de Navarre en personne avec 400 glaives (lances) au moins. Les états du roi de Navarre situés au sud des Pyrénées appartiendront au roi d'Aragon; ce dernier fournira 400 lances au roi de France pour l'aider à s'emparer des autres possessions du roi de Navarre. Reg. 1293, p. 144 et suiv.

(1) *Arch. gen. de Ar.* Lettre de Pierre IV. Saragosse, 26 février 1366. Registre 1213, p. 16.

sacrifice. Son trésor était épuisé, mais il vendait ses biens patrimoniaux (1), et trouvait de nouvelles ressources pour solder les douze mille mercenaires qui allaient décider du sort de la Castille et de l'Aragon.

Ils parurent enfin, précédés de quelques journées par leurs chefs, que Pierre IV reçut à Barcelone avec de grands honneurs. Dans un festin qu'il leur donna, Du Guesclin s'assit à la droite du roi, qui avait à sa gauche l'infant Raymond Berenger, son oncle (2). Mais le Breton n'était pas homme à se contenter de ces faveurs royales; il venait réclamer les subsides promis à ses troupes et en exiger de nouveaux. Pierre s'était engagé à délivrer aux chefs de la grande compagnie 100,000 florins d'or, à la condition qu'elle traverserait ses états sans y commettre de désordres. Il fallut ajouter à cette somme un supplément de 20,000 florins (3). Cependant les aventuriers, qui avaient passé les monts dans le courant de janvier, se montrèrent encore plus indisciplinés en Aragon qu'ils ne l'avaient été en France. Se croyant déjà en pays ennemi, ils mettaient tout à feu et à sang sur leur passage. Entrés dans Barbastro, ils pillèrent les maisons, massacrèrent les bourgeois ou les mirent à la torture pour en tirer rançon. Quelques-uns de ces malheureux, réfugiés dans la principale

(1) *Arch. gen. de Ar.* Acte de vente passé par le roi. Saragosse, 12 mars 1366. Registre 1213, p. 42 et suiv. Voici le préambule : « Quantas nobis nostræque rei publicæ oppressiones et dampna, quantaque pericula comminaret mora solutionis quam facere habemus comiti Trastameræ et istis gallicanis agminibus, quæ divina magestas in nostrum auxilium contra regem Castellæ nostrum hostem publicum exaltavit, etc. »

(2) Carbonell, p. 196.

(3) *Id.*, *ibid.*

église, essayèrent de s'y défendre; les aventuriers mirent le feu aux toitures et brûlèrent ainsi plus de deux cents personnes (1).

Tout était permis à ces étrangers, et telle était l'épouvante qu'ils inspiraient, qu'on leur savait gré comme d'un bienfait du mal qu'ils ne faisaient point. Les sujets du roi d'Aragon s'adressaient aux capitaines français et anglais pour obtenir des faveurs de leur maître, et les recommandations peut-être intéressées de ces chefs étaient toujours accueillies avec faveur (2).

IV.

Tandis que cette effroyable avalanche descendait du haut des Pyrénées, don Pèdre s'apprêtait de son mieux à en soutenir le choc. Ordonnant partout des levées, parcourant lui-même son royaume en tout sens pour donner plus d'activité aux préparatifs de guerre, il avait assigné Burgos comme point de réunion aux différents corps de son armée. De sa personne il s'y rendit lui-même au commencement de l'année 1366, lorsque déjà l'ennemi allait mettre le pied sur le territoire castillan. A Burgos, le roi trouva des troupes nombreuses, mais peu aguerries, intimidées d'ailleurs par les rumeurs effrayantes sur le nombre, la valeur, la férocité des nouveaux adversaires qu'elles allaient avoir à combattre. Ses meilleurs soldats se trouvaient dans le royaume de Valence, disséminés çà et là, gardant les villes dont il s'était emparé dans ses der-

(1) Zurita, t. II, p. 342.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Priviléges accordés à maître Robert d'Estanten, bourgeois de Saragosse, à la prière de messire Hugh de Calverly. Saragosse, 1er mars 1366. Reg. 1213 Sigilli secreti, p. 24.

nières campagnes (1). S'il remarquait moins de découragement parmi les riches-hommes et les chevaliers rassemblés autour de sa bannière, ce n'était pas sans une cruelle inquiétude qu'il se rappelait tous les motifs qu'ils avaient de le haïr. N'étaient-ils pas les parents, les amis de tant de seigneurs sacrifiés à ses soupçons, assassinés par ses ordres ou flétris par une sentence de trahison? Était-ce pour le défendre ou pour le livrer à son ennemi que toute cette noblesse montrait tant d'empressement aujourd'hui? Chaque jour des bruits alarmants venaient redoubler son anxiété. Naguère la crainte d'une défection l'avait empêché de risquer une bataille décisive, lorsque, à la tête de troupes victorieuses, il s'était avancé jusqu'au cœur de l'Aragon; combien de nouveaux motifs pour redouter une trahison, maintenant que don Henri, avec les meilleurs soldats de la France et de l'Angleterre, venait en Castille tendre la main aux mécontents! Dans la situation où se trouvait don Pèdre, tout excitait sa méfiance, jusqu'aux témoignages de fidélité et de dévouement qu'à l'approche du péril lui donnaient ses plus loyaux serviteurs. La prudence aurait dû lui conseiller de dissimuler ses soupçons et ses inquiétudes : il les trahissait par un redoublement de brusquerie et de hauteur. Il accusait au hasard, éclatait sans cesse en plaintes irréfléchies, et semblait provoquer la défection par des menaces déjà devenues impuissantes.

Tandis que, partagé entre cent résolutions contraires, il attendait l'orage, plongé dans un découragement apathique, il vit arriver à Burgos le seigneur d'Albret, vassal du roi d'Angleterre, que sa haine contre les rois de Navarre et d'Ara-

(1) Ayala, p. 405.

gon rendait un allié naturel de la Castille. Compagnon d'armes ou parent de quelques-uns des chefs de la grande compagnie, le seigneur d'Albret venait offrir à don Pèdre son entremise pour les attirer à son service, ou du moins pour les obliger à quitter celui du comte de Trastamare. Il semblait facile surtout de débaucher les bandes d'Anglais et de Gascons, qui avaient un prétexte spécieux pour abandonner Du Guesclin dans la désapprobation publique que le prince de Galles venait de donner à une expédition dirigée contre un prince ami de l'Angleterre. Il suffisait d'indemniser les capitaines et d'offrir une paie avantageuse aux soldats. Sans argent, nul traité n'était possible avec les chevaliers d'aventure. Don Pèdre, libéral seulement avec ses maîtresses, rejeta les offres du seigneur d'Albret, renouvelées bientôt après, et tout aussi inutilement, par Iñigo Lopez de Orozco, qui vint lui porter des propositions formelles de la part de plusieurs chefs anglais (1). Cependant les caisses du roi étaient pleines, et c'était alors le seul avantage qu'il eût sur ses ennemis. On a peine à concevoir un tel aveuglement d'un prince qui mesurait cependant toute la grandeur du péril.

L'hiver, en retardant l'ouverture de la campagne, avait retenu les aventuriers sur le territoire aragonais assez longtemps pour que leurs hôtes sentissent cruellement le fardeau de leur présence. Leurs excès furieux attiraient des représailles, et les montagnards belliqueux de l'Aragon et de la Navarre répondaient à leurs pillages en attaquant leurs convois et en massacrant leurs traînards (2). Il était temps de lancer enfin cette horde détestée sur le pays ennemi.

(1) Ayala, p. 397 et 405.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Mandement du roi d'Aragon pour *repeupler* le

Au commencement de mars 1366, sir Hugh de Calverly commença le premier les hostilités en attaquant Borja, ville d'Aragon occupée depuis long-temps par les troupes de Castille (1). A l'approche de l'avant-garde anglaise, la garnison abandonna la place en toute hâte, entraînant dans sa fuite un corps considérable de troupes castillannes cantonnées à Magalon. Après ce facile succès, toute l'armée de don Henri se mit en mouvement; elle entra sans obstacle en Navarre, y traversa l'Èbre et franchit la frontière de Castille au milieu de mars, non loin d'Alfaro. Sans s'amuser au siége de cette forte place, gardée par Iñigo de Orozco, elle se dirigea rapidement sur Calahorra, ville plus considérable, mais médiocrement fortifiée. Là, les partisans de don Henri s'étaient donné rendez-vous et s'apprêtaient à l'accueillir. Don Fernand de Tovar, l'évêque de Calahorra et quelques autres riches-hommes, chargés par don Pèdre de mettre cette place en état de défense, furent les premiers à en ouvrir les portes aussitôt que parurent les bannières ennemies (2).

Cette première défection était grave; elle prouvait combien don Pèdre était détesté. C'était à Calahorra que don Henri devait afficher publiquement ses prétentions. La scène était préparée, les rôles appris d'avance. Il s'agissait de donner solennellement la couronne au chef de la grande compagnie. Ber-

bourg de Pina saccagé (*barreyado*) par les compagnies de France. Saragosse, 24 février 1366. Reg. 1213 Sigilli secr., p. 15. — Ordre du roi pour faire rendre au comte d'Urgell cinquante bêtes à cornes enlevées par les habitants du Perthus sur les Français qui les avaient prises à Antillon, domaine de ce comte. Saragosse, 5 mars 1366. *Ibid.*, p. 24. — Appendice K.

(1) Ayala, p. 400.

(2) *Id.*, *ibid.*

trand Du Guesclin au nom des Français, sir Hugh au nom des Anglais, le comte de Denia, chef des Aragonais auxiliaires, avaient préparé un simulacre d'élection. Pour ces preux chevaliers, la question n'avait rien d'embarrassant; ils croyaient que le métier d'aventure menait à tout, même au trône. Du Guesclin prit la parole pour ses compagnons. « Soyez roi, dit-il à don Henri; vous devez faire cet honneur à tant de nobles chevaliers qui vous ont reconnu pour chef dans cette chevauchée. D'ailleurs don Pèdre, votre ennemi, refuse le combat, et par là il reconnaît lui-même que le trône de Castille est vacant (1). » Cette éloquence toute militaire devait être fort goûtée par les douze mille bandits qui entouraient l'orateur. Du peuple de Castille, il n'en fut point question dans la harangue de Du Guesclin; il lui suffisait de montrer les aventuriers humiliés de n'être pas commandés par un roi. Malgré des arguments si spécieux, don Henri, avec une feinte modestie, résista assez long-temps pour que les Castillans joignissent leurs instances à celles des capitaines étrangers. Il céda enfin et se laissa ceindre la couronne. Aussitôt don Tello, déployant l'étendard royal, traversa le camp au cri de : Castille! Castille! au roi Henri! Puis, accompagné de bruyantes acclamations, il alla planter la bannière au sommet d'un monticule, sur le chemin de Burgos. Alors chacun s'empressa de demander quelque grace au nouveau roi, comme pour lui donner le plaisir de faire un acte de souveraineté. Il ne refusa personne et se montra libéral à donner ce qu'il fallait gagner à la pointe de la lance. Cette comédie jouée, l'armée se remit en marche et se dirigea sur Burgos à grandes journées sans rencontrer d'ob-

(1) Ayala, p. 401.

stacles. Les villes n'attendaient pas la sommation des hérauts pour envoyer leurs clés, et de toutes parts arrivaient à l'envi nobles et bourgeois, empressés de baiser la main de leur nouveau maître. C'était à qui viendrait plus vite faire ses offres de service et en solliciter la récompense. Devant Briviesca seulement on s'aperçut de la présence d'un ennemi. Men Rodriguez de Senabria commandait dans la place, autrefois familier de don Henri, maintenant serviteur fidèle de don Pèdre. Il essaya de se défendre; un combat assez vif s'engagea aux barrières; mais, le gouverneur ayant été renversé et pris par un chevalier gascon, la garnison mit bas les armes avant de soutenir l'assaut (1).

V.

La terreur et la confusion régnaient à la cour de don Pèdre. Elles furent portées au comble lorsqu'on y apprit que Briviesca n'avait pu arrêter un seul jour la marche impétueuse des aventuriers. Malgré le nombre des troupes réunies à Burgos, on voyait bien que le roi n'oserait livrer bataille, encore moins s'enfermer dans une place, alors assez médiocrement fortifiée, pour y subir les hasards d'un siége. Don Pèdre, retiré dans son palais, était inaccessible, ne donnait aucun ordre, et ne faisait rien pour encourager ses partisans encore très nombreux, surtout parmi le peuple et la bourgeoisie. Cependant l'ennemi avançait toujours. Ses coureurs avaient paru à quelques lieues de Burgos; une seule marche pouvait l'amener devant la ville. La veille du dimanche des Rameaux, un mou-

(1) Ayala, p. 402.

vement inaccoutumé se fit remarquer dans le palais, on sellait les chevaux et les mules, on chargeait précipitamment les bagages. Six cents cavaliers maures, gardes ordinaires de don Pèdre, commandés par don Mohamed-el-Cabezani, envoyé du roi de Grenade, étaient en bataille devant les portes. Aussitôt le bruit se répand que le roi va partir. Aucun des magistrats n'était prévenu. Il n'avait instruit de ses desseins aucun des riches-hommes qui étaient venus lui offrir leur épée; nulle disposition pour la défense de la place, aucune pour la sûreté d'un trésor considérable renfermé dans le donjon. Le roi semblait avoir tout oublié, tout, excepté une vengeance à exercer, une trahison à punir. On venait, par son ordre, de mettre à mort dans l'enceinte du château Juan de Tovar, le frère du gouverneur de Calahorra, qui avait rendu sa ville au prétendant.

Le peuple, rassemblé autour du palais, contemplait dans un muet abattement ces apprêts de départ. A la vue du roi, des cris de désespoir se mêlèrent aux acclamations. Les principaux de la bourgeoisie se jetèrent à ses pieds, et, les larmes aux yeux, le conjurèrent de ne pas les abandonner. — « Nous avons des vivres et des armes, disaient-ils, nous voulons nous défendre. Tout ce que nous possédons au monde, sire, nous vous l'offrons. Mais restez avec vos fidèles sujets. » — D'une voix mal assurée, le roi répondit qu'il les remerciait de leur fidélité. Son départ cependant était nécessaire. Il était instruit que le Comte et la compagnie avaient résolu de marcher sur Séville, et il fallait pourvoir à la sûreté des infantes et du trésor royal. — Quelques bourgeois essayèrent de lui représenter combien il était improbable que don Henri pensât à se diriger sur l'Andalousie. Au contraire, les rapports les plus

récents témoignaient qu'il tournait toutes ses forces contre Burgos. Malgré ces observations, le roi demeura inébranlable. Alors les magistrats de la ville lui demandèrent respectueusement quels ordres il leur donnait en les quittant ainsi au moment du péril. — « Faites au mieux que vous pourrez, » répondit-il avec impatience. — « Sire, reprit l'orateur des bourgeois, nous voudrions avoir l'heur de défendre cette ville, qui est vôtre, contre vos ennemis; mais, puisque vous-même, disposant de tant de bons cavaliers, ne croyez pas pouvoir la défendre, que voulez-vous que nous fassions? » Don Pèdre gardant le silence, l'alcade reprit : — « S'il arrivait, sire, ce qu'à Dieu ne plaise, que nous nous vissions en telle nécessité que résister fût impossible, veuillez, par avance, nous relever du serment de foi et hommage que nous vous avons prêté. Nous vous le demandons une fois, deux fois, trois fois. » — « J'y consens, » dit le roi. Sur-le-champ un notaire prit acte de cette déclaration. Puis un des trésoriers demanda ce qu'il fallait faire des sommes confiées à sa garde et déposées dans le château. — « Défendez le château, » s'écria le roi sautant à cheval. — « Mais, si la ville est prise, le château ne peut se défendre !... » Sans daigner répondre, le roi piqua des deux, suivi des cavaliers grenadins, les seules troupes à la fidélité desquelles il se fiât encore (1).

Parmi les riches-hommes réunis à Burgos, un bien petit nombre l'accompagna dans sa retraite (2); la plupart demeurèrent dans la ville ou aux environs pour attendre l'événement, ou plutôt s'occupèrent dès-lors de traiter avec don Henri

(1) Ayala, p. 402 et suiv.

(2) Pero Lopez Ayala suivit le roi jusqu'à Tolède. Ayala, p. 404.

aux conditions les plus avantageuses. En voyant le roi s'abandonner lui-même, le découragement s'était emparé de ses plus fidèles serviteurs. Les commandants des places situées en avant de Burgos croyaient faire preuve de dévouement en abandonnant leurs remparts pour suivre leur maître dans sa fuite; mais le plus grand nombre se déclarait pour le vainqueur. Tous les ponts-levis s'abaissaient devant la bannière de Castille portée par les aventuriers, et il avait suffi au prétendant de se montrer pour enlever au roi légitime la moitié de ses états.

Au moment où don Henri passait la frontière, don Pèdre avait dépêché des courriers à tous les gouverneurs des places conquises en Aragon, et surtout dans le royaume de Valence, avec ordre de les évacuer au plus vite, de brûler les maisons, de démanteler les fortifications s'ils le pouvaient, et de le rejoindre avec tous leurs soldats. Le rendez-vous qu'il leur assigna était Tolède; car il conservait encore l'espoir d'arrêter l'ennemi aux passages des montagnes qui divisent les deux Castilles. Autant que l'on peut juger de son plan aujourd'hui, il se flattait qu'en cédant du terrain à son adversaire, en l'attirant pour ainsi dire au cœur de ses états, il pourrait le détruire par cette guerre de chicane qui lui était familière, et il comptait sur l'intempérie du climat, la fatigue et la misère, pour dégoûter les aventuriers et priver don Henri de ses principales forces. Telle a été souvent la tactique des généraux espagnols, toujours couronnée de succès, lorsque le peuple s'est déclaré contre les envahisseurs. Mais la cause de don Pèdre n'était pas soutenue par l'opinion nationale, et il ne tarda pas à reconnaître qu'il ne devait plus compter sur ses sujets. En recevant ses lettres, quelques-uns de ses capitaines,

il est vrai, gagnèrent à la hâte la Castille neuve ou se replièrent sur le royaume de Murcie; mais la plupart, croyant que tout était perdu pour don Pèdre, ne songèrent qu'à eux-mêmes et se dispersèrent après avoir vendu au roi d'Aragon les places qu'ils avaient ordre de démanteler (1).

Dès que don Pèdre eut quitté Burgos, les bourgeois, déjà découragés et témoins des mauvaises dispositions des riches-hommes demeurés dans leurs murs, pensèrent à leur salut et ne balancèrent plus à envoyer une députation à don Henri. Les lettres de créance remises par le conseil de la commune à ses mandataires étaient adressées au comte de Trastamare; mais elles leur enjoignaient de le reconnaître comme roi, dès qu'il aurait juré de garder les libertés et les priviléges de la ville. Dans cette rapide révolution, nobles et bourgeois ne pensaient qu'à leurs intérêts; chacun cherchait à obtenir du nouveau maître quelque faveur particulière. Au lieu de conquérir son royaume, don Henri allait l'acheter. Il jura de maintenir les antiques franchises de Burgos, promit même, dit-on, d'exempter la ville de tout impôt (2), et immédiatement après les portes s'ouvrirent pour son entrée triomphale. Dès le lendemain, il s'y fit couronner en grande pompe dans l'église du monastère de las Huelgas. A cette cérémonie assistèrent beaucoup de riches-hommes et des députations de plusieurs grandes villes de la Castille, car la fuite précipitée de don Pèdre semblait à toute l'Espagne un aveu de son impuissance, et, comme l'avait dit Du Guesclin, une abdication de sa souveraineté. Les premiers actes du prétendant furent des

(1) Ayala, p. 404. Abr., note 4.

(2) Cascales, *Hist. de Murcia.* Lettre de don Pèdre au conseil de Murcie, p. 199, v.

graces accordées aux hommes qui de capitaine d'aventure l'avaient fait roi. L'argent qu'il trouva dans le château de Burgos, et que le trésorier de don Pèdre s'empressa de lui remettre, une contribution extraordinaire imposée aux Juifs de la ville, servirent à payer la solde de ses mercenaires étrangers et mainte défection subalterne. Des titres de noblesse, des concessions de terres, des fiefs royaux furent distribués avec une libéralité, inouie jusqu'alors, aux principaux de ses compagnons d'armes et particulièrement aux chefs de la grande compagnie. A Bertrand Du Guesclin il donna le comté de Trastamare, et il y ajouta la riche seigneurie de Molina avec d'immenses domaines. Sir Hugh de Calverly reçut le titre de comte de Carrion et l'apanage considérable qui en dépendait. Le comte de Denia, chef des auxiliaires aragonais, que don Henri pendant son exil avait nommé son frère d'armes, ne fut point oublié; il devint marquis de Villena et obtint en partage tous les biens qui avaient composé la dot de la comtesse de Trastamare. Devenu roi, don Henri ne voulait rien garder de sa fortune privée. Don Tello reprit le titre de seigneur de Biscaïe, et eut encore l'investiture de la seigneurie de Castañeda. Don Sanche, son frère, ne fut pas moins bien traité, et sa part fut l'immense héritage du fameux don Juan d'Alburquerque, qui, depuis la mort de son fils, avait été dévolu à la couronne. Anciens serviteurs, compagnons d'exil, transfuges ou adversaires ralliés se disputaient le riche butin donné par la victoire. Il semblait que don Pèdre n'eût grossi le domaine royal que pour fournir aux prodigalités de son ennemi. Pour la première fois en Castille, les titres de comte et de marquis, jusqu'alors réservés aux membres de la famille royale, furent donnés à des riches-hommes ou même à

des capitaines étrangers (1). Telle fut la générosité ou plutôt la profusion du nouveau roi, qu'elle donna lieu à une expression proverbiale long-temps usitée en Espagne. *Faveurs de Henri,* ainsi appela-t-on désormais les graces obtenues avant d'avoir été méritées (2).

VI.

Pendant que don Henri se faisait couronner à Burgos, don Pèdre entrait en fugitif dans Tolède et s'y arrêtait quelques jours comme étonné de n'être pas poursuivi; mais les nouvelles qu'il recevait de tous les côtés ne faisaient qu'accroître son abattement. Malgré la jonction de quelques troupes arrivées du royaume de Valence, il se sentait moins que jamais en état de tenter la fortune des armes. Un reste de terreur qu'il inspirait encore avait bien pu lui rallier plusieurs milliers de soldats, mais il ne se dissimulait pas que son prestige était perdu et qu'il ne pouvait plus se faire obéir. Tolède n'étant pas, à ses yeux, un asile plus sûr que Burgos, il se disposa à l'abandonner bientôt pour gagner l'Andalousie. Après avoir exhorté les habitants à se défendre avec courage, il leur laissa pour gouverneur Garci Alvarez, maître de Saint-Jacques, avec quelque six cents hommes d'armes; puis il courut à Séville, conservant à peine l'espoir de prolonger la lutte dans un pays qu'il aimait et sur lequel, plus qu'en aucune autre de ses provinces, s'étaient répandues ses faveurs. Au lieu de se faire suivre par les troupes aguerries revenues du

(1) Pellicer. *Justificacion de la grandeza de don Fernando de Zuñiga,* p. 1 et suiv.

(2) *Mercedes Enriqueñas.*

royaume de Valence, il les distribua fort imprudemment dans quelques villes de la Castille neuve, sous le commandement de seigneurs qu'il croyait encore attachés à sa personne, et ne garda auprès de lui qu'un petit nombre de riches-hommes qui, possédant des domaines en Andalousie, pouvaient y exercer une influence utile à sa cause. Ceux qu'il laissait en arrière attendirent à peine qu'il fût éloigné pour faire leur soumission au vainqueur. Ni le souvenir de ses bienfaits, ni la crainte de ses vengeances, n'arrêtaient plus personne. Les hommes qui s'étaient toujours montrés les ministres dociles de son despotisme cherchèrent à faire oublier leurs viles complaisances par un empressement encore plus lâche à s'humilier devant le prince qu'ils avaient si long-temps persécuté. Iñigo de Orozco, chargé de défendre Guadalajara, courut en porter les clés à Burgos. Le maître de Calatrava, don Diego de Padilla, le frère de celle que don Pèdre avait déclarée reine, ne fut pas un des derniers à venir baiser la main qui déshéritait d'un trône les filles de sa sœur (1). Garci Alvarez, un peu moins empressé que les autres, fit mine de vouloir résister dans Tolède, mais seulement le temps nécessaire pour se faire acheter sa défection. Il était maître de Saint-Jacques par la volonté de don Pèdre, depuis la mort de don Fadrique, et Gonzalo Mexia, vieux serviteur de don Henri, émigré depuis les premiers troubles, avait pris le même titre de son côté et avait été reconnu en qualité de Maître par les chevaliers de l'ordre, exilés comme lui. Entre ces deux rivaux à la maîtrise de Saint-Jacques, le choix de don Henri ne pouvait être douteux. Garci Alvarez, voyant l'Alcazar et le pont d'Alcántara au pou-

(1) Ayala, p. 410.

voir des bourgeois insurgés, se trouva heureux d'obtenir, en échange de sa renonciation, deux domaines considérables et une grosse somme d'argent (1). A ce prix il vendit Tolède, ou plutôt la partie de la ville que ses troupes occupaient encore. Don Henri y fut reçu aux acclamations du peuple excité par le clergé et la noblesse, sur lesquels avait durement pesé le despotisme de don Pèdre. Pendant quinze jours il tint sa cour à Tolède, recevant les hommages et les soumissions des villes qui de toutes parts lui envoyaient leurs députés. Les procurateurs de Cuenca, d'Avila, de Madrid, de Talavera, vinrent prêter le serment de fidélité entre ses mains et reçurent en échange la confirmation de leurs priviléges, peut-être même des franchises nouvelles. Henri n'avait pas oublié la conduite des Juifs de Tolède, qui, quelquès années auparavant, avaient puissamment contribué à l'expulser de leurs murs. De même qu'à Burgos, une forte amende punit leur attachement à la cause de don Pèdre. La Juiverie de Tolède fut contrainte de payer la solde des aventuriers, et cette contribution arbitraire fut exigée avec la dernière rigueur (2). Ces avanies étaient agréables au peuple castillan et surtout au clergé. Les ecclésiastiques, maltraités par don Pèdre, saisissaient avec empressement l'occasion de se venger et animaient le bas peuple à se soulever contre un prince que le ciel abandonnait. D'un côté, le roi légitime fuyant entouré de génétaires musulmans, de l'autre, l'usurpateur rançonnant les Juifs, il n'en fallait pas davantage pour établir dans l'esprit de la populace l'impiété de l'un et la foi fervente de l'autre.

(1) Ayala, p. 411.

(2) *Id.*, p. 412.

Arrivé à Séville, don Pèdre n'y trouva que le découragement et les symptômes de mutinerie qu'il avait observés sur toute sa route. Les Andalous, dont les campagnes avaient été souvent ravagées par les Maures, ne voyaient pas sans une extrême inquiétude les préparatifs du roi de Grenade pour secourir son allié. On avait entendu don Pèdre s'écrier, dans un moment de colère, que, s'il était trahi par ses sujets, il pouvait au moins compter sur la fidélité du roi Mohamed, qui lui devait sa couronne. Ces paroles imprudentes étaient commentées avec malveillance par les prêtres et par les émissaires du prétendant. Ils publiaient que don Pèdre attendait une puissante armée de Grenade, et qu'il allait remettre entre les mains des Maures les principales villes de l'Andalousie. Quelques-uns ajoutaient qu'il avait promis à son allié Mohamed d'abjurer la foi chrétienne, et que, comme le comte Julien, il allait sacrifier à sa vengeance sa religion et sa patrie. La populace accueillit ces rumeurs absurdes, qui, chaque jour, devenaient plus menaçantes. Des attroupements séditieux se formèrent dans les rues voisines de l'Alcazar, et y bloquaient en quelque sorte le malheureux roi. Bientôt il en vint à douter qu'il pût s'y maintenir avec le petit nombre de soldats qui lui restaient fidèles. Dans cette extrémité, après avoir pris conseil du maître d'Alcántara, Martin Lopez, de Mateo Fernandez, son chancelier, et de Martin Yanez, son trésorier, il se détermina à quitter Séville pour aller implorer le secours du roi de Portugal, son oncle et son ancien allié.

Avant les derniers revers de don Pèdre, l'union la plus intime régnait entre les deux princes, et ils avaient résolu de la resserrer encore par un mariage entre leurs enfants. Doña

Beatriz, fille aînée de Marie de Padilla, héritière présomptive de la couronne de Castille, devait épouser don Fernand, fils aîné du roi de Portugal; mais l'âge de la princesse n'avait pas permis que le mariage fût encore célébré. Toutefois don Pèdre, confiant dans la parole de son allié, aussitôt après son arrivée à Séville, s'était empressé d'envoyer sa fille en Portugal, avec la dot stipulée au traité d'alliance, et de plus une somme d'argent considérable, ainsi que quantité de pierreries qui avaient appartenu à Marie de Padilla. Peu de jours après, ayant fait venir à Séville tout l'or et l'argent monnayé qu'il gardait dans le château d'Almodovar del Rio, il le fit embarquer sur une galère, et chargea Martin Yanez de se rendre avec ce trésor à Tavira, en Portugal, pour y attendre de nouveaux ordres. Quant à lui, renfermé dans l'Alcazar, et presque assiégé par ses sujets, il suivait avec anxiété les mouvements de don Henri, hésitant encore à quitter son royaume. La révolte éclatant vint abréger ses incertitudes. La populace ameutée se porta en masse contre l'Alcazar pour lui donner l'assaut; elle s'était déjà emparée de l'arsenal et des galères. Il n'y avait plus un moment à perdre. Le roi, montant à cheval, sortit presque furtivement de Séville avec les deux infantes Constance et Isabelle, et une fille naturelle de don Henri, qu'il gardait auprès de lui comme un otage depuis plusieurs années. Il était suivi du maître d'Alcántara, Martin Lopez, de son chancelier et de quelques chevaliers de sa maison. On dit que, malgré sa triste opinion de l'inconstance des hommes, il ne put s'empêcher de témoigner amèrement sa surprise en voyant le petit nombre de serviteurs qui s'associaient à sa fortune. Il eût été imprudent d'ailleurs d'attendre plus long-temps les amis fidèles qu'il pouvait laisser

en arrière; car à peine était-il sorti de l'Alcazar, que la populace enfonça les portes et mit tout au pillage (1). Pendant qu'il s'éloignait à la hâte, son amiral, le Génois Boccanegra, descendait le Guadalquivir avec quelques galères, et cinglait vers les côtes de Portugal. Il venait de quitter le royaume de Valence sur l'ordre du roi, et, l'ayant rejoint à Tolède, il l'avait accompagné jusqu'à Séville. Là finit son dévouement. Maintenant il voulait se concilier les bonnes graces du maître que l'on attendait, et, pour première preuve de son nouveau zèle, il se mit à la poursuite du vaisseau qui portait Martin Yanez et le trésor de don Pèdre. Il l'atteignit dans les eaux de Tavira, et le captura sans peine; peut-être, comme on le soupçonna depuis, Yanez était-il d'accord avec le Génois pour se laisser prendre (2).

Malgré ses inquiétudes sur le sort du navire chargé de ses dernières ressources, don Pèdre, au lieu de gagner Tavira, ne chercha qu'à se rapprocher au plus vite du roi de Portugal, qui se trouvait alors au château de Vallada, près de Santarem. Il ne tarda pas à connaître l'accueil qui l'attendait sur la terre étrangère. A Coruche, sur la rive gauche de la Guadiana, il rencontra sa fille doña Beatriz, que lui renvoyait ignominieusement cet allié dans lequel il mettait toute son espérance. Sans prendre la peine de colorer son manque de foi, le roi de Portugal faisait reconduire la jeune princesse hors de ses états avec cette réponse : « Que l'infant don Fernand ne voulait plus l'épouser (3). » Presque en même temps

(1) Ayala, p. 413. Abr.

(2) *Id.*, p. 414.

(3) *Id., ibid.* — Cfr. Duarte do Liao, *Chronicas dos reis de Portugal*, p. 222 et suiv.

un seigneur portugais vint signifier à don Pèdre, de la part de son maître, qu'on ne pouvait le recevoir à Santarem, ni lui donner un asile en Portugal. On dit que le roi écouta ce message d'un air sombre, sans répondre une parole. Puis, demeuré seul avec un des chevaliers de sa suite, il fouilla dans son escarcelle, en retira quelques pièces d'or, et les jeta par-dessus le toit de la maison où il s'était arrêté. Surpris de cette action, le chevalier lui représenta qu'il ferait mieux de donner cet or à quelqu'un de ses serviteurs, au lieu de le semer ainsi sur cette terre inhospitalière : — « Oui, je sème, dit le roi avec un sourire farouche, mais un jour je viendrai récolter. » Le chevalier se tut et le laissa à ses rêves de vengeance (1).

Repoussé du Portugal, don Pèdre essaya de rentrer en Castille et s'approcha de la ville d'Alburquerque, mais on lui en ferma les portes, et il eut la douleur de voir la moitié de sa petite troupe l'abandonner pour se joindre à la garnison rebelle. Force lui fut de repasser encore une fois la frontière, et, vaincu par la nécessité, il s'humilia jusqu'à faire demander au roi de Portugal un sauf-conduit et une escorte pour traverser ses états et se rendre en Galice. Là, du moins, il espérait trouver un ami fidèle, don Fernand de Castro, qui commandait en maître dans cette province.

Le roi de Portugal lui dépêcha aussitôt le comte de Barselòs et don Alvar, son favori, frère de la fameuse Inès de Castro; mais déjà les égards dus au malheur semblaient une contrainte pénible envers un prince si manifestement trahi par la fortune. Les deux chevaliers déclarèrent au fugitif qu'ils s'exposeraient à la colère de l'infant, fils de leur maître, s'ils

(1) Duarte do Liao, *Chronicas dos reis de Port.*, t. II, p. 224.

l'accompagnaient suivant leurs instructions. Cependant une somme de 6,000 doubles avec le présent de deux épées magnifiques et de ceintures d'argent richement travaillées (1) les détermina à le conduire jusqu'à Lamego. Là, en se séparant du roi, ils exigèrent qu'il leur remît la jeune Léonor, fille de don Henri, que le roi de Portugal voulait rendre à son père, pour lui faire oublier la protection dérisoire accordée un instant au roi fugitif (2).

Une légende romanesque s'attache à cette jeune fille. On l'appelait Léonor-des-Lions. Quelques années auparavant, s'il faut ajouter foi au témoignage d'un vieux chroniqueur, don Pèdre l'avait fait jeter toute nue dans une fosse où il gardait des lions affamés. Ces animaux, moins féroces que lui, respectèrent l'innocente enfant et ne lui firent aucun mal. La leçon de générosité que lui donnaient les lions ne fut point perdue pour don Pèdre. Il avait fait élever Léonor avec soin, et la gardait moins comme une prisonnière que comme la compagne de ses filles (3).

Réduit à une escorte d'environ deux cents cavaliers, le roi traversa rapidement et non sans danger la province portugaise de Tras-os-Montes, et toucha de nouveau le territoire castillan à Monterey, petite ville de Galice située sur l'extrême frontière. Celui qui naguère commandait en maître absolu à toute la Castille, qui, par ses armées, occupait les plus belles provinces de l'Aragon, après avoir, en moins de deux mois,

(1) Ces ceintures, en usage au XIVe siècle, et nommées *ceintures d'honneur*, parce que les chevaliers seuls avaient droit de les porter, se composaient de larges plaques de métal réunies par des anneaux; on les ceignait fort bas.

(2) Ayala, p. 415.

(3) Duarte do Liao, *Chron. dos reis de Port.*, t. II, p. 225.

perdu ses conquêtes et ses états héréditaires, rentrait aujourd'hui furtivement dans son royaume, traînant sur des chevaux épuisés ses trois filles, exténuées par les veilles et les fatigues; il tremblait que chaque défilé, chaque hameau, ne recélât une embuscade ou une trahison. Après deux mois d'angoisses continuelles, de déceptions amères, de souffrances morales et physiques de toute espèce, ce dut être pour don Pèdre un moment de bonheur que celui où quelques voix loyales saluèrent son retour en Castille. A Monterey, il trouva des cavaliers envoyés par don Fernand de Castro, pour lui annoncer que ce seigneur était en marche avec des forces considérables pour le joindre. Des lettres de Zamora l'informaient encore que, bien que la ville fût soulevée, le château demeurait fidèle, et son gouverneur, Juan Gascon, promettait de réduire les rebelles dès qu'il recevrait quelques renforts (1). La poursuite de don Henri avait été si rapide, que les gouverneurs attachés à don Pèdre avaient pu contenir l'insurrection partout où la présence de l'usurpateur et des aventuriers ne lui avait pas prêté des forces irrésistibles. Astorga, Soria, Logroño, tenaient encore pour le roi légitime et semblaient résolues à se défendre vigoureusement.

VII.

A peine sur le sol de Castille, le premier soin de don Pèdre fut d'écrire au prince de Galles et au roi de Navarre pour leur rappeler ses traités et leur demander des secours. Bientôt don Fernand de Castro accourut à Monterey, et lui présenta les principaux des riches-hommes galiciens, tous pleins d'ardeur

(1) Ayala, p. 416 et suiv.

et de résolution. Ils amenaient leurs vassaux en armes, cinq cents cavaliers et deux mille fantassins. Avec cette petite armée, protégée par les âpres montagnes de la Galice, que jamais cheval de Castille n'a franchies impunément (1), on pouvait attendre avec sécurité la réponse du prince anglais et du roi de Navarre. Fernand de Castro, le maître d'Alcántara et quelques-uns des plus dévoués serviteurs du roi opinaient pour reprendre immédiatement l'offensive. Rien de plus facile, suivant eux, que de pénétrer dans le château de Zamora, qui avait une porte donnant sur la campagne. Une sortie vigoureuse les rendrait maîtres de la ville, et de là on se porterait sur Logroño. Don Fernand ne doutait pas que la présence de don Pèdre ne ranimât aussitôt ses partisans et qu'il ne réussìt à rétablir son autorité dans des provinces que le prétendant avait traversées à la course plutôt qu'il ne les avait soumises. Mais, d'un autre côté, Mateo Fernandez, chancelier du sceau privé, et quelques autres, confidents comme lui des plus secrètes pensées de leur maître, remontraient qu'il était dangereux d'exposer la personne du roi, par un coup de désespoir, aux dangers d'une trahison nouvelle. A les entendre, les dispositions de la Galice étaient incertaines, et l'on parviendrait difficilement à conduire hors de leur pays les montagnards armés par don Fernand. Le plus sûr moyen de s'assurer la victoire, c'était d'obtenir l'appui du prince de Galles et de presser l'exécution du traité d'alliance offensive et défensive conclu deux années auparavant. Le caractère loyal et les sentiments chevaleresques du prince ne permettaient pas de

(1) C'est une opinion populaire en Espagne que nul cheval étranger ne peut vivre au-delà de quelques jours en Galice.

douter qu'il ne s'empressât de voler au secours de son allié. Avec l'épée du plus grand capitaine de son siècle, le roi rentrerait dans son royaume et disperserait en un instant tous ses ennemis. Tels furent les conseils de Fernandez, telles étaient probablement les intentions de don Pèdre. A sa méfiance naturelle, au découragement, suite inévitable de ses revers, se joignaient de vives inquiétudes pour la sûreté de ses trois filles, compagnes de sa fuite. Il ne se sentait plus le courage de braver de nouveaux dangers avec elles. La réponse qu'il reçut du roi de Navarre acheva de le décider. Charles-le-Mauvais hésitait encore entre les deux frères; mais, à travers les promesses vagues qu'il faisait au roi vaincu, il était facile de voir qu'il allait se déclarer pour le vainqueur.

La Navarre demeurant neutre, ou plutôt suspecte de partialité pour don Henri, c'eût été le comble de l'imprudence que de s'appuyer à ses frontières pour recommencer les hostilités dans le nord de la Castille. Il fut résolu que le roi s'embarquerait à la Corogne et qu'il se rendrait auprès du prince de Galles, à Bordeaux. Pendant qu'il négocierait pour l'entrée d'une armée anglaise en Espagne, don Fernand de Castro, avec le titre d'adelantade des royaumes de Galice et de Léon, devait réchauffer le zèle des provinces du nord et soutenir la guerre contre l'usurpateur. Avant de s'éloigner, le roi récompensa sa fidélité en lui donnant le titre de comte de Lemos.

Quittant Monterey après un séjour de trois semaines, don Pèdre se dirigea vers Saint-Jacques de Compostelle. Les fêtes de la Saint-Jean y attiraient en ce moment une foule de pèlerins de toutes les parties de la Péninsule, et c'était le lieu le plus propre pour y recueillir des renseignements exacts sur l'état des esprits et la situation des différentes provinces. L'ar-

chevêque de Saint-Jacques, don Suero, natif de Tolède et apparenté aux plus illustres familles de cette ville, vint au-devant de don Pèdre avec une suite de deux cents cavaliers. Il fut reçu froidement. Il est vrai qu'il semblait se présenter à contre-cœur, et la sincérité de ses offres pouvait d'autant plus facilement être mise en doute, que tous ses parents, à Tolède, s'étaient déclarés pour don Henri, et que leur défection avait entraîné celle de leurs concitoyens. La vue de don Suero parut rappeler au roi la perte de la plus importante ville de son royaume. L'entrevue, gênée par la contrainte, fut courte. Après avoir présidé à la célébration de la fête, l'archevêque alla coucher à son château de la Rocha, probablement parce qu'il avait cédé au roi son palais dans la ville. Le lendemain, après l'heure de la sieste, il fut mandé par don Pèdre. Aussitôt il se rendit à Saint-Jacques avec une suite peu nombreuse, composée presque exclusivement d'ecclésiastiques. Arrivé dans la ville et sur la place de la cathédrale, il aperçut le roi se promenant sur une des terrasses de l'église. En ce moment un écuyer galicien, nommé Fernand Perez Churrichao, bien monté, la lance au poing, suivi de quelques cavaliers, parut derrière le prélat dont il avait l'air de grossir l'escorte. Tout à coup, lorsque l'archevêque mettait pied à terre sur le parvis même de la cathédrale, Churrichao et ses compagnons fondirent sur lui, et, en un clin d'œil, dispersèrent son escorte. Du haut de la terrasse, don Pèdre leur criait de ne pas tuer l'archevêque. Celui-ci et un chanoine qui l'accompagnait se jetèrent dans l'église, espérant y trouver un asile; mais les assassins les y suivirent l'épée haute et les percèrent de mille coups au pied même de l'autel. Assurés que leurs victimes

avaient cessé de vivre, ils remontèrent à cheval, traversèrent toute la ville sans obstacle et gagnèrent la campagne (1).

On ne manqua pas d'attribuer à don Pèdre la mort de don Suero, et bien des présomptions se réunissaient pour l'en rendre responsable. Devant ses familiers, il avait laissé voir sa haine contre le prélat et l'avait accusé de complicité avec les rebelles de Tolède. En outre, au moment même où l'archevêque était massacré au milieu du chœur, le père de Churrichao se trouvait auprès du roi, comme s'il fût venu garantir la fidélité de son fils à exécuter une vengeance commandée. Enfin le séquestre mis aussitôt sur tous les biens du prélat, ses forteresses données à don Fernand de Castro, cet empressement à recueillir les fruits du crime, ne semblaient-ils pas en désigner clairement le véritable auteur? Toutefois Ayala, dont j'emprunte ces détails, rapporte que dans la suite don Pèdre nia constamment toute participation à ce forfait (2). Cette assurance est grave de la part d'un prince qui se croyait un droit absolu sur la vie de ses sujets, et qui, loin de désavouer ses actes les plus cruels, exprima souvent le regret d'avoir épargné quelques-uns de ses ennemis. Peut-être la mort de don Suero ne fut-elle que le résultat d'une vengeance particulière. Il est probable que le roi avait ordonné qu'on s'assurât de sa personne, mais non qu'on l'assassinât. Dans les temps d'anarchie et de révolution, les haines privées se déguisent souvent sous le nom d'attentats politiques, et il ne serait point extraordinaire que Churrichao eût ou-

(1) Ayala, p. 418. Abr.

(2) *Id.*, *ibid.*

trepassé ses ordres, si toutefois il en avait reçu. Au reste, cette sanglante exécution fit perdre au roi plusieurs de ses partisans les plus dévoués. Alvar de Castro, frère de don Fernand, se rendait à Saint-Jacques pour offrir ses services, lorsqu'il apprit le meurtre du prélat. Sur-le-champ il rebroussa chemin, s'enferma dans son château et se déclara pour don Henri. Son exemple fut imité par plusieurs riches-hommes galiciens (1).

Parvenu à la Corogne, don Pèdre y trouva un envoyé du prince de Galles, qui l'engageait à se rendre en Angleterre auprès du roi Édouard IV, lui promettant d'avance l'accueil le plus favorable. Sur cette assurance, il s'embarqua aussitôt avec ses trois filles et ce qu'il avait pu sauver d'or et de joyaux. Il lui restait encore environ trente mille doubles et des pierreries pour une valeur très considérable.

(1) Ayala, p. 418.

XX.

GOUVERNEMENT DE DON HENRI. — GUERRE CIVILE. — 1366-1367.

I.

La fortune avait changé les rôles, don Pèdre mendiait la protection d'une cour étrangère, et don Henri, étonné lui-même de la facilité de sa conquête, gagnait chaque jour une ville nouvelle, reçu partout avec enthousiasme par la noblesse et la bourgeoisie. A Séville, l'affluence du peuple fut si grande pour assister à son entrée, qu'il lui fallut plusieurs heures pour traverser la foule avide de contempler ses traits; arrivé aux portes de la ville de grand matin, il ne put entrer à l'Alcazar qu'après l'heure de nones (1). Là, il trouva plusieurs des anciens serviteurs de don Pèdre qui vinrent lui baiser la main et lui offrir pour leur hommage tardif des excuses facilement acceptées. L'amiral Boccanegra s'était préparé l'accueil le plus favorable. Il mit aux pieds du nouveau roi le trésor de son ennemi dont il venait de s'emparer, trente-six quintaux d'or et quantité de pierreries. Cette prise était plus importante que la conquête d'une province. Le transfuge

(1) Ayala, p. 421.

génois reçut pour sa récompense la riche seigneurie d'Otiel (1). Pas une ville, pas un château de l'Andalousie n'hésita à suivre l'exemple de la capitale. Le roi maure lui-même, après une faible démonstration contre la frontière, persuadé que la cause de son ancien protecteur était à jamais perdue, envoya demander la paix et l'obtint sans peine. Délivré de cette inquiétude et voyant tout le royaume soumis, à l'exception de la Galice, don Henri crut qu'il devait se débarrasser au plus vite d'auxiliaires qui commençaient à devenir incommodes. Les aventuriers, ne trouvant pas l'occasion de se battre, ne perdaient pas celle de piller. De toutes parts des plaintes s'élevaient contre leurs violences, et déjà, dans quelques provinces, le peuple s'armait tumultuairement contre eux. Don Henri congédia la plupart de ces mercenaires, mais après les avoir comblés de présents. Il ne voulut garder à son service que Du Guesclin et Calverly, devenus en quelque sorte ses hommes liges, et quinze cents lances, choisies surtout parmi les bandes françaises ou bretonnes (2). A l'instigation de Du Guesclin, en qui il mettait toute sa confiance, il avait conservé de préférence les Français auprès de lui, et, s'il retint sir Hugh de Calverly, ce fut probablement dans l'espoir que ce capitaine renommé pourrait lui servir d'intermédiaire utile auprès du prince de Galles, dont l'attitude lui inspirait déjà de graves soucis. Avec le principal corps des aventuriers, le comte de La Marche et le sire de Beaujeu quittèrent l'Espagne, persuadés qu'ils avaient vengé la reine Blanche, leur parente, suivant leurs serments chevaleresques. A Séville, en effet, ils avaient découvert un arbalétrier de la garde de don Pèdre,

(1) Salazar, *Casa de Lara*, t. II, lib. XII.

(2) Ayala, p. 422.

désigné par le bruit public comme le meurtrier de la malheureuse reine, et, après avoir obtenu de don Henri que cet homme leur fût livré, ils le firent pendre sans jugement, comme il semble (1). Ce fut à l'exécution de ce misérable que se réduisirent les exploits de ces deux seigneurs, les seuls qu'un motif désintéressé eût attirés sous la bannière du prétendant. Quant à la grande compagnie, elle trouva plus d'occasions de faire usage de ses armes, à son retour, que pendant sa longue marche au travers de l'Espagne. Il lui fallut combattre Castillans, Navarrais, Aragonais, soulevés contre elle, et s'ouvrir partout un passage le fer à la main. Mais nul obstacle n'arrêtait ces intrépides vétérans. Ils franchirent les Pyrénées en bon ordre, et passèrent sur le ventre d'une armée française qui essaya vainement de les arrêter à la descente des montagnes (2).

Bien que don Henri n'ignorât pas que la Galice et quelques villes au nord de la Castille refusaient encore de reconnaître son autorité, il demeura près de quatre mois à Séville. Ce long séjour lui était nécessaire pour organiser son gouvernement et rétablir l'ordre, partout ébranlé après une si violente secousse. Il lui fallait tout à la fois négocier avec les rois ses voisins, satisfaire l'avidité de la noblesse, contenter les communes, obtenir de tous une obéissance désapprise pendant une anarchie de plusieurs mois; enfin se préparer à une guerre sérieuse, car il ne se dissimulait pas que les Anglais, épousant la cause de don Pèdre, tenteraient quelque effort puissant en sa faveur. Loin d'attendre des secours de ses anciens alliés,

(1) Ayala, p. 423. *Como quier que fue pequeña emienda*, pauvre satisfaction, dit le chroniqueur.

(2) Froissart, livre I, 2e partie, chap. CCXIV. — Dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*, t. IV, p. 332.

don Henri avait à craindre maintenant les exigences du roi d'Aragon. Il s'empressa de lui envoyer Du Guesclin. Tour à tour général et diplomate, le rusé Breton allait employer toute l'autorité de son nom à resserrer l'alliance tant de fois jurée avec Pierre IV. De Barcelone, Du Guesclin, après avoir sondé en passant les dispositions du roi de Navarre, avait pour mission de passer en France et de solliciter l'appui de Charles V contre l'invasion anglaise. En même temps don Henri dépêchait à Lisbonne un autre étranger, Mathieu de Gournay, pour obtenir du roi de Portugal qu'il demeurât neutre dans la lutte qui allait s'ouvrir (1). Pierre de Portugal, par la manière dont il avait traité don Pèdre fugitif dans ses états, avait montré assez clairement quelle était sa politique, et Mathieu de Gournay rapporta de sa mission les assurances de paix les plus satisfaisantes.

Dès que don Henri crut pouvoir quitter Séville, il se dirigea à grandes journées vers la Galice, dans l'espoir d'y anéantir les restes de la faction ennemie, avant qu'elle pût être secourue par l'intervention étrangère. A son approche, toutes les villes ouvertes lui envoyèrent leur soumission; mais don Fernand de Castro avait concentré ses forces dans Lugo, et s'y défendit avec vigueur. Après un siége ou plutôt un blocus de quelques semaines, don Henri, désespérant de l'y forcer, et rappelé en Castille par des intérêts pressants, crut sauver son honneur par un traité que le lieutenant de don Pèdre accepta, bien résolu de l'enfreindre dès qu'il se sentirait assez fort. Suivant cette convention, une trêve de cinq mois fut proclamée entre les

(1) Vicomte de Santarem, *Quadro de relaçôes politicas e diplomaticas de Portugal*, t. III, p. 26. — Mathieu de Gournay était sujet du roi d'Angleterre.

parties belligérantes. On stipula que si, avant Pâques de l'année 1367, don Fernand n'était pas secouru, il rendrait aux capitaines de don Henri Lugo et toutes les forteresses occupées par ses troupes. Lui-même aurait alors le choix de sortir librement du royaume avec tous ses biens, ou d'y demeurer en conservant ses honneurs et son nouveau titre, à la condition de prêter le serment d'hommage au souverain reconnu par toute la Castille. Sur la foi de cette trêve, don Henri quitta la Galice pour se rendre à Burgos, où il venait de convoquer les cortès; mais sa brusque retraite, après sa tentative inutile contre Lugo, avait accru l'audace des partisans de don Pèdre, et don Fernand, ne trouvant plus d'armée capable de lui tenir tête, recommença ses courses, augmenta ses troupes et s'empara même de plusieurs villes ou châteaux forts. Répandus dans les provinces du nord, ses émissaires annonçaient hautement le retour prochain du roi légitime à la tête de toutes les forces de la Guyenne (1).

II.

En effet, les dispositions de l'Angleterre n'étaient déjà plus douteuses. A peine le prince de Galles eut-il appris l'arrivée de don Pèdre à Bayonne, qu'il quitta Bordeaux pour aller à sa rencontre; mais, dans son impatience, le roi déchu le prévint et le joignit au cap Breton. Il fut reçu non-seulement comme un roi, mais comme un allié. Ses malheurs, la présence de ses trois jeunes filles échappées à tant de périls, auraient suffi pour toucher un prince qui se piquait de pratiquer toutes les vertus chevaleresques, alors même que la politique n'eût pas

(1) Ayala, p. 424 et suiv.

été d'accord avec sa courtoisie naturelle. Mais la révolution de Castille était l'œuvre d'un Français, l'usurpateur avait été aux gages du roi de France, c'en était assez pour irriter la jalousie et l'orgueil d'Édouard. Sans hésiter, et à la première entrevue, il promit à don Pèdre la protection de son père et la sienne; puis il le ramena à Bayonne, où bientôt le roi de Navarre vint les trouver. Accoutumé à trafiquer de son alliance, Charles voulait examiner par lui-même s'il devait violer ou tenir les serments qu'il venait de faire au roi d'Aragon et à don Henri. Ni le prince anglais ni don Pèdre n'ignoraient les engagements du roi de Navarre, mais ils savaient aussi sa manière de les observer. Les passages des montagnes étaient en son pouvoir, il fallait les acheter; il fallait enchérir sur les offres que le rusé Navarrais avait déjà reçues.

Don Pèdre trouva plus de loyauté dans le prince de Galles, mais non pas cependant une protection désintéressée. Il y avait long-temps que les Anglais convoitaient les ports admirables creusés par la nature dans les côtes escarpées de la Biscaïe, et l'occasion paraissait favorable pour obtenir d'un roi réduit au désespoir la cession d'une province, séparée déjà du reste de la péninsule par ses institutions, sa langue et ses coutumes. La Guyenne, qui comptait des sujets basques, pouvait s'en assimiler d'autres avec autant de facilité que la Castille avait réuni les Provinces privilégiées sous la domination de ses rois. Avide de vengeance, don Pèdre était prodigue de promesses, et il accepta sans balancer le marché qui lui était offert. Était-il de bonne foi? L'événement le fera voir. En retour de sa facilité, il trouvait dans Édouard une ardeur presque égale à la sienne. La perspective d'une campagne, l'espoir de nouveaux triomphes, transportaient ce prince belli-

queux, et, lui faisant oublier le délabrement de sa santé, lui rendaient une force factice. Il plaidait auprès de son père la cause de don Pèdre avec toute l'éloquence de son ambition, le conjurait d'envoyer des troupes en Espagne, et, pour répondre d'avance aux objections qu'il prévoyait, il annonçait que le roi dépossédé conservait encore un trésor considérable qui subviendrait aux dépenses de l'expédition. Tant s'en fallait pourtant que don Pèdre fût en état de solder une armée. L'or qu'il avait apporté avait disparu promptement à la cour de Bordeaux, dépensé en présents offerts aux favoris du prince. Maintenant ses pierreries lui servaient au même usage. Il fit accepter les plus belles à la princesse de Galles, et voulut vendre le reste, mais Édouard s'empressa de les recevoir en dépôt et lui avança des sommes considérables sur ces gages d'une valeur incertaine. Aux yeux de son père et de ses conseillers, le prince de Galles affectait de calculer froidement ses avantages, et cachait avec soin sa générosité; il craignait qu'on ne taxât son entreprise de rêverie chevaleresque, et s'efforçait de la justifier au nom de l'intérêt et de la politique.

Assuré du prince de Galles, don Pèdre avait dépêché à Londres le maître d'Alcántara pour traiter du mariage de ses filles avec des princes anglais, surtout pour presser les armements et lever les difficultés qu'opposait encore le prudent Édouard III à la fougue belliqueuse de son fils. Aux instructions remises à son ambassadeur il joignit une justification étudiée de sa conduite, ou plutôt une récrimination contre ses ennemis. « Vous, Martin Lopez, notre féal serviteur, écrivait don Pèdre à son ministre, vous direz au très puissant roi d'Angleterre, notre cousin, ce qui suit : Vous lui direz de quelle façon don Henri a troublé et mis à dam notre terre,

voulant nous chasser de nos royaumes de Castille et de Leon, dont à bon droit nous sommes l'héritier, non point le tyran, comme il le dit. Et pour ce qu'il travaille avec grande perfidie à prétendre auprès du saint-père et du roi de France que nous ne devons pas régner, soutenant méchamment que nous traitons nos riches-hommes avec cruauté et violons les priviléges de notre noblesse, vous direz que ce n'est point vérité. Il est notoire comment, encore tout jeune d'âge, nous perdîmes notre seigneur et père le roi don Alphonse; et ce don Henri et un autre mien frère, don Fadrique, tous les deux nos aînés, qui devaient nous défendre et nous conseiller, loin de là, en voulant à notre héritage, se sont ligués contre nous à Medina Sidonia. Dieu ayant défait leur dessein, ils entendirent par d'autres voies à nous brouiller avec nos riches-hommes, nos villes et nos communes, et, parce que nous ne pliâmes point à leurs volontés, ils nous retinrent, comme savez, dans la ville de Toro. La mort, que par notre commandement reçut le maître don Fadrique, fut bien méritée, pour ce fait et pour d'autres. Dites encore qu'ils m'appellent (1) cruel et tyran parce que j'ai châtié ceux qui refusaient de m'obéir et qui faisaient grands outrages aux bonnes gens de mon royaume. Vous direz de vive voix, comme vous le tenez de nous, quels furent les crimes de chacun de ceux que nous avons châtiés. En un mot, vous ajouterez de notre part tout ce qui vous paraîtra propre à mener à bien les propositions dont vous êtes porteur, comme aussi les mariages que vous savez. »

On observera que dans cette apologie il n'est question ni de légitimité ni de droit divin; ces idées en effet étaient à peine

(1) Rades, *Cron. de Alcántara*, p. 29, verso. Je traduis littéralement pour mieux rendre le brusque mélange de l'étiquette diplomatique et de la familiarité épistolaire. Le roi dit tantôt *nous*, tantôt *moi*.

connues dans l'Europe du moyen-âge, et assurément elles étaient complétement étrangères à l'Espagne. Loin d'y faire allusion, don Pèdre semble au contraire reconnaître implicitement le droit qu'a toute nation de déposer le souverain qui abuse de son autorité. C'est du reproche de tyrannie qu'il s'attache seulement à se justifier. Il n'a fait, dit-il, que punir des nobles turbulents. Ennemi constant de l'anarchie féodale, sa cause devait être celle de tous les rois.

Édouard III, aussi despote que le Castillan, lui accorda sa protection et promit de le rétablir sur le trône. Après quelques semaines de négociations, don Pèdre conclut à Libourne, le 23 septembre 1366, un double traité avec le prince de Galles, stipulant au nom de son père, et avec le roi de Navarre. Au premier, il s'engageait à céder une partie de la Biscaïe, particulièrement les ports de mer; il se reconnaissait également son débiteur pour une somme de 550,000 florins d'or au coin de Florence. Cette somme et un autre prêt de 56,000 florins avancés par le prince et payés au roi de Navarre, à titre de subsides, devaient être remboursés dans un délai d'un an. Les jeunes infantes, filles de Marie de Padilla, ainsi que les femmes et les enfants des seigneurs castillans émigrés, demeureraient cependant en otage à Bordeaux jusqu'au paiement intégral de cette dette. Par son traité particulier avec le roi de Navarre, don Pèdre lui céda la province de Guipuzcoa et celle de Logroño, indépendamment du subside qui vient d'être mentionné. En retour, les deux princes devaient unir toutes leurs forces aux siennes pour le ramener dans son royaume et chasser l'usurpateur (1).

(1) Ayala, p. 433. — Rymer, 23 septembre 1366. Carta donacionis regis Castellæ principi Walliæ. — Super expensis exsolvendis, etc., t. III, 2e partie, p. 115 et suiv.

Don Pèdre s'engagea encore, dans le cas d'une guerre contre les infidèles, à céder le poste d'honneur, ou, comme l'on disait alors, la *première bataille,* aux rois d'Angleterre ou à leurs fils aînés, s'ils prenaient part à cette croisade (1). Cette déférence honorifique pour son allié n'indiquerait-elle pas que don Pèdre, toujours vaste dans ses projets, méditait dès-lors une expédition contre Grenade. Cette conjecture se justifierait jusqu'à un certain point par le caractère vindicatif du roi, qui ressentait toujours plus vivement les dernières offenses, et qui probablement ne pouvait pardonner à Mohamed la paix récente faite avec don Henri.

Dès que ces traités furent signés et jurés solennellement à Libourne, le prince Édouard déploya la plus grande activité pour hâter le moment d'entrer en campagne. Ses capitaines manquaient d'argent pour s'équiper, et don Pèdre avait vendu ou mis en gage ses dernières pierreries. Le prince fit porter sa propre vaisselle à la monnaie et en distribua le produit à ses officiers (2). Maintenant qu'il avait prouvé son dévouement au roi de Castille par tant de sacrifices, il se crut en droit de lui donner des conseils et de lui parler avec franchise. Il lui représenta combien sa rigueur passée avait été impuissante à retenir ses sujets dans le devoir, et le conjura de suivre d'autres errements lorsqu'il serait rétabli sur le trône. « Traitez doucement vos vassaux, disait-il; tant que vous n'aurez pas conquis leur affection, votre couronne ne sera jamais assurée.» Don Pèdre, dans sa position, n'avait garde de rejeter ces sages conseils. Il parut persuadé et jura de pardonner à tous les rebelles, n'exceptant de l'amnistie qu'un petit nombre de riches-

(1) Rymer, *De primo bello regibus*, etc. Libourne, 23 septembre, t. III, 2e partie, p. 122.

(2) Froissart, livre I, 2e partie, chap. CCXI.

hommes déjà condamnés pour trahison avant l'accession de l'usurpateur (1). Que cette promesse fût sincère ou bien arrachée par la nécessité, elle suffit à contenter le prince et à lever les scrupules éveillés dans son cœur généreux par les récits de ses capitaines revenus de Castille. Prévenus par don Henri, séduits peut-être par ses présents, témoins d'ailleurs de la haine du peuple contre le roi exilé, les chevaliers anglais qui avaient servi sous Du Guesclin rapportaient à Bordeaux une opinion peu favorable sur le caractère de don Pèdre.

III.

Pendant que les préparatifs militaires étaient poussés avec la plus grande activité, en Guyenne, sous les yeux de don Pèdre et du prince de Galles, don Henri convoquait les cortès à Burgos et leur demandait les moyens de résister à l'invasion des Anglais. La situation du nouveau roi était grave, et il ne se faisait pas illusion sur les périls dont il se trouvait entouré. A la veille d'une guerre contre le plus grand capitaine et les meilleurs soldats de l'Europe, il voyait l'insurrection organisée et triomphante dans une de ses provinces. Les exigences des aventuriers et celles de ses riches-hommes avaient épuisé en quelques mois les ressources inespérées qu'il devait à la capture du trésor de don Pèdre. Il ne se dissimulait pas que ses rapides succès étaient en grande partie dus à la lassitude qu'avait fait éprouver à la Castille la longue guerre contre l'Ara-

(1) Rymer, *Traité de Libourne*, t. III, p. 116. « Item todos los prisioneros... avran hy tal pecho como ellos han acostumbrado en las guerraz de Francia, salvando los traidores judgados por el rey don Pedro, don Tello y don Sancho sus hermanos, los cuales si presos fueran seran dados al rey don Pedro, pagando el tal suma como el Princep ordenarà.

gon; maintenant il avait à craindre que les peuples, découragés, ne lui refusassent les sacrifices nouveaux que commandait une guerre beaucoup plus dangereuse. Le plus sincère des alliés de don Henri, le roi de France, était hors d'état de lui prêter des secours bien efficaces; le roi de Navarre le trahissait ouvertement; enfin le roi d'Aragon, au lieu de lui envoyer des renforts, menaçait de rappeler le marquis de Villena (1) et réclamait impérieusement l'exécution du traité qui devait lui livrer la moitié de la Castille (2). Consentir à une pareille cession, c'eût été s'exposer à la haine, au mépris, à l'abandon de ses nouveaux sujets. Aussi, tout en prodiguant à Pierre IV les expressions de son respect et de sa reconnaissance, il s'excusa de ne pouvoir lui livrer les provinces qu'il lui avait promises. Encore mal affermi sur le trône, disait-il, il n'osait froisser l'orgueil national, qu'il lui importait tant de ménager. Il fallait attendre que la victoire lui eût rendu un peu de tranquillité, alors il s'empresserait d'accomplir ses promesses. Don Henri refusa encore, et, dans sa position, c'était un acte de courage et de générosité, de livrer à Pierre IV le comte d'Osuna, fils de Bernal de Cabrera, proscrit en Aragon, et naguère au service de don Pèdre (3). A force de temporisation et d'instances il obtint que Pierre IV ne rappelât point le petit corps de troupes aragonaises aux ordres du marquis de Villena, et qu'il continuât à le traiter en allié. C'était un succès important que de montrer à l'Angleterre l'union des deux plus grands royaumes de l'Espagne contre le souverain dépossédé. Mais de tous les auxiliaires de don Henri, le plus puissant

(1) On a vu que le comte de Denia avait reçu de don Henri ce nouveau titre.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Instructions aux ambassadeurs d'Aragon. Sans date; probablement juillet 1366. Reg. 1293 *Secretorum*, p. 127.

(3) *Id., ibid.* — Zurita, t. II, p. 344.

c'était la terreur qu'inspirait à la noblesse et aux conseils des villes le retour de l'implacable don Pèdre. Rebelle à un roi qui n'avait jamais pardonné, la Castille n'avait plus d'espoir que dans le triomphe du chef qu'elle venait de se choisir. En effet, malgré la détresse générale, les cortès mirent le plus grand empressement à fournir les subsides demandés. Elles votèrent unanimement une nouvelle taxe qui imposait une dîme d'un denier par maravédi sur toutes les ventes. Cet impôt, levé avec rigueur, produisit, dans l'année 1366, environ 19 millions de maravédis, somme considérable pour le temps (1). Il était moins difficile alors de se procurer des soldats que des subsides. La noblesse courut aux armes avec enthousiasme, et toutes les provinces envoyèrent à Burgos de nombreuses recrues. Le souvenir des pillages commis par les aventuriers excitait les paysans à défendre courageusement leurs foyers contre une nouvelle invasion étrangère.

Naturellement affable et courtois, don Henri n'épargnait rien pour se concilier l'affection de ses sujets; mais la tâche était rude à contenter une noblesse orgueilleuse, d'autant plus exigeante que ses services devenaient plus nécessaires. La susceptibilité des riches-hommes lui donnait sans cesse de graves embarras. Un gentilhomme zamoran, qui s'était rendu à Burgos pour adresser quelque demande au roi, fut rebuté par les huissiers du palais. Furieux de cet affront, il jura de s'en venger. Aussitôt il retourne à Zamora, fait insurger ses concitoyens et proclame don Pèdre. On sait que le château tenait encore pour ce prince; mais il était en quelque sorte assiégé par la ville, et la garnison était réduite à se tenir sur la défensive. Réunie aux bourgeois, elle fit des courses dans la province, et bientôt donna la main aux mécontents de la Galice.

(1) Ayala, p. 426.

Quelques troupes envoyées de Burgos furent battues, et l'insurrection, redoublant d'audace, fit des progrès rapides dans le nord du royaume de Leon (1).

Dans le désordre général, tous les moyens semblaient bons pour gagner la faveur du peuple et s'assurer son obéissance. On a vu que don Tello, marié à l'héritière de Lara, tenait d'elle en dot la seigneurie de Biscaïe. Cette dame étant morte prisonnière de don Pèdre sans laisser d'enfants, don Henri avait rendu à son frère ce riche héritage, que don Pèdre avait réuni à la couronne. Cette donation avait eu lieu contrairement aux usages de la province et au mépris du vœu exprimé à la diète de Guernica en 1357, où les députés biscaïens avaient choisi le roi de Castille pour leur seigneur. Don Tello n'ignorait pas que son seul titre à la seigneurie de Biscaïe était, aux yeux de ses vassaux, son alliance avec la maison de Lara, et maintenant, cette alliance éteinte, il était douteux qu'ils voulussent confirmer la décision de don Henri. Tout à coup on apprit qu'une femme se montrait à Séville prenant le nom de doña Juana de Lara, dame de Biscaïe. Sur-le-champ elle fut mandée à Burgos; et là, don Tello, qui, mieux que personne, savait sans doute à quoi s'en tenir sur l'origine de cette princesse prétendue, la reconnut publiquement pour sa femme et ne négligea rien pour accréditer la fable qu'elle débitait sur le mystère de sa disparition et de sa délivrance. Quelque temps il vécut avec elle, la traitant comme sa femme, jusqu'à ce qu'enfin, la mort de la véritable doña Juana venant à être constatée d'une manière authentique, l'imposture commençât à devenir plus dangereuse pour lui que la vérité même (2).

(1) Ayala, p. 429 et suiv.

(2) *Id.*, p. 427.

XXI.

INTERVENTION DU PRINCE DE GALLES. — 1367.

I.

Au nord et au sud des Pyrénées se rassemblaient deux armées nombreuses, l'une et l'autre bordant les frontières de la Navarre. Pour passer de la Guyenne en Castille, il n'y avait alors qu'une seule route praticable aux chevaux : c'était celle qui, partant de Saint-Jean-Pied-de-Port, entre dans la fameuse vallée de Roncevaux, et qui, après avoir franchi les montagnes par un col élevé, suit le cours de l'Arga pour venir déboucher sur Pampelune. La vallée de Roncevaux aboutit à un défilé qu'une poignée d'hommes peut défendre, et tous les Espagnols savent qu'elle a été et peut devenir encore le tombeau d'une armée étrangère. Ce passage appartenait au roi de Navarre; il dépendait de lui d'ouvrir ou de fermer les portes de la Castille aux Anglais. Il ne faut donc pas s'étonner que son alliance fût si avidement recherchée, si chèrement achetée par don Pèdre. De son côté, don Henri n'avait pas perdu l'espoir d'obtenir soit l'assistance, soit la neutralité du Navarrais. Outre une somme d'argent considérable, il lui offrait la province de Logroño et une partie de l'Alava

et du Guipuzcoa, c'est-à-dire à peu près la même cession de territoire que son adversaire avait promise. On prétendait ainsi rendre à la Navarre des provinces qui en avaient été très anciennement détachées (1). Pour Charles, l'embarras était grand entre ces offres. Il avait reçu 56,000 florins de don Pèdre, 60,000 doubles de don Henri (2). Il fallait deviner de quel côté se trouvait la force, lequel des deux prétendants au trône de Castille était le plus solvable. A peine eut-il signé le traité de Libourne avec don Pèdre, qu'il entama une autre négociation avec don Henri. Les serments lui coûtaient peu; il en était prodigue. Dans une conférence qui eut lieu secrètement entre les deux princes, à Santa-Cruz de Campeszo, le Navarrais jura sur les Évangiles le contraire de ce qu'il avait juré à Libourne; il s'obligea de fermer le port de Roncevaux, de joindre toutes ses forces à celles de don Henri, et même de le soutenir *par son corps en bataille*. Un seul nom changé, Charles, pour ce nouvel engagement, n'avait qu'à transcrire son traité de Libourne; mais il fut contraint de donner des sûretés, et il y consentit sans beaucoup de peine. Trois de ses châteaux de Navarre furent remis aux mains de trois seigneurs témoins et garants de la convention : c'étaient l'archevêque de Saragosse, Ramirez de Arellano, chevalier navarrais au service de Castille, enfin Bertrand Du Guesclin, qui venait d'arriver en Espagne ramenant quelques volontaires français et bretons (3). Tant que les deux armées demeurèrent immobiles, Charles n'eut point de peine à jouer son rôle auprès

(1) Logroño avait été enlevé à la Navarre par Alphonse VI de Castille en 1076. — Yanguas, *Antigüedades de Navarra*, t. II, p. 203.

(2) Ayala, p. 435, *Abrev.*

(3) Ayala, *ib.*, *ibid.*

des deux frères rivaux, répétant à chacun les mêmes promesses, les mêmes serments. Mais enfin le moment décisif arriva. Malgré la rigueur de l'hiver, le prince de Galles s'avança vers les Pyrénées, et, à la fin de janvier 1367, toutes ses troupes étaient en mouvement. Quelques jours encore le Navarrais tenta de l'arrêter sous vingt prétextes différents. Mais le prince de Galles n'était point homme à se payer de défaites; l'avant-garde anglaise quitta brusquement Saint-Jean-Pied-de-Port, résolue de forcer le passage de Roncevaux si on osait le lui disputer. Dans cette extrémité, Charles, pour conserver les apparences jusqu'au dernier moment, donna des ordres pour défendre le *port* et d'autres ordres pour le laisser surprendre. Sommé par don Henri et par don Pèdre à la fois de comparaître en personne et de venir combattre selon ses serments, voici quel expédient il imagina pour les tromper tous deux et se réserver le moyen de protester de sa fidélité auprès de celui que le sort des armes favoriserait.

Olivier de Mauny, chevalier breton, occupait avec quelques hommes d'armes le château de Borja en Aragon, sur la frontière de Navarre. Il en était gouverneur pour son cousin Bertrand Du Guesclin, à qui, l'année précédente, le roi d'Aragon avait donné l'investiture de ce domaine. C'était une bonne lance, un vrai routier, qui ne voyait dans la guerre qu'une occasion de s'enrichir, un homme par conséquent avec qui le roi de Navarre pouvait s'entendre à merveille. Après une conférence secrète avec Mauny, Charles sortit de Tudela pour une partie de chasse sur la frontière d'Aragon, au moment même où l'armée anglaise s'engageait dans la vallée de Roncevaux. Séparé de la plupart de ses veneurs, le roi se trouva tout à coup entouré d'hommes d'armes bretons commandés

par Mauny, qui le firent prisonnier et le menèrent à Borja, publiant que c'était à bon droit, puisqu'il avait violé la neutralité en livrant passage au prince de Galles. En réalité, l'embuscade avait été concertée entre le roi et le capitaine d'aventure. Charles s'était arrangé pour demeurer captif jusqu'à l'issue de la campagne, et devait payer la complaisance de son geôlier en lui donnant une rente de 3,000 fr. et la ville de Guibray dans ses domaines de Normandie (1). On peut se demander jusqu'à quel point cette transaction déloyale put demeurer inconnue à Du Guesclin, dont Mauny était le lieutenant, inconnue au roi d'Aragon, dont l'un et l'autre étaient les hommes liges. La politique astucieuse de Pierre IV, la rapacité des aventuriers, autorisent tous les soupçons; mais les auteurs contemporains n'ont accusé que le seul Olivier de Mauny, et nous devons imiter aujourd'hui leur réserve. En apprenant la captivité de son maître, Martin Enriquez, lieutenant-général du royaume de Navarre, protesta contre son arrestation, qu'il déclara déloyale, et, suivant des instructions probablement reçues d'avance, il joignit avec trois cents lances l'armée anglaise auprès de Pampelune. Charles l'aurait désavoué sans doute, si le prince de Galles eût été contraint de repasser les monts.

La guerre étant maintenant flagrante entre l'Angleterre et le roi de Castille, sir Hugh de Calverly, qui, sous son nouveau titre de comte de Carrion, était demeuré jusqu'alors à Burgos auprès de don Henri, vint lui demander son congé et la permission de rejoindre la bannière du prince de Galles, son seigneur naturel. D'après leurs capitulations, les aventuriers an-

(1) Ayala, p. 436. — Froissart, livre I, 2e partie, chap. CCXXIV.

glais devaient porter les armes contre tous les ennemis du roi de Castille, sauf le roi d'Angleterre et son fils. De part et d'autre on se conduisit avec loyauté et courtoisie. Le capitaine anglais allégua ses serments, exprima de vifs regrets, et offrit de porter au prince de Galles des propositions d'accommodement. Sir Hugh n'avait que trois ou quatre cents lances, et il eût été facile de l'accabler. Don Henri se montra généreux; il le remercia de ses services passés, et le congédia en lui faisant des présents magnifiques, sans espoir d'ailleurs que son entremise obtînt quelque succès.

II.

Sur le bruit de l'entrée des Anglais en Espagne, tous les partisans de don Pèdre relevèrent la tête, et quelques défections éclatantes vinrent alarmer l'usurpateur. Plusieurs villes de la Castille se soulevèrent, et un corps de six cents cavaliers, détachés dans la province de Soria pour réduire la ville d'Agreda, se réunit tout entier aux rebelles. Salvatierra (1) proclama don Pèdre et ouvrit ses portes aux coureurs de l'armée anglaise, dont les différentes divisions se concentraient autour de Pampelune. Salvatierra est la première ville de Castille sur la route qui conduit à Burgos en traversant l'Alava. Don Henri, ne doutant pas que le prince de Galles ne se dirigeât de ce côté, passa l'Èbre auprès de Haro avec toutes ses troupes, et vint camper à Treviño, à quelques lieues de Salvatierra. Là, tous ses capitaines rassemblés en conseil de guerre, il leur communiqua une lettre que le roi de France lui adressait

(1) Ville de la province d'Alava, qu'on ne doit pas confondre avec Salvatierra en Aragon, dont le roi de Navarre s'était emparé en 1364.

pour l'engager à ne pas tenter la fortune, dans une bataille, contre un général si habile que le prince de Galles et des soldats si redoutables que les vieilles bandes qu'il menait à sa suite (1). Bertrand Du Guesclin, le maréchal d'Audeneham et la plupart des aventuriers français appuyèrent ce conseil, déclarant avec franchise que les Anglais étaient invincibles en bataille rangée. Suivant Du Guesclin, il fallait les harceler par de continuelles escarmouches, les attirer lentement dans l'intérieur du pays, où les fatigues, le climat, le manque de vivres, décimeraient en peu de temps ces belles troupes; en un mot, il proposait le plan qu'il exécuta lui-même, quelques années plus tard, en France, contre une armée anglaise beaucoup plus considérable. Mais cette guerre, praticable dans un pays comme la France, fidèle à son roi et s'armant avec enthousiasme pour la défense commune, offrait de grands dangers en Castille, où les peuples se partageaient entre les deux prétendants au trône. Les capitaines castillans représentaient, non sans raison, que si l'on faisait un pas en arrière, la retraite paraîtrait un aveu de faiblesse et d'infériorité; que les provinces cédées à l'invasion se déclareraient aussitôt contre don Henri, et que la défection deviendrait bientôt générale. Ils rappelaient que, l'année précédente, don Pèdre avait perdu son royaume pour n'avoir pas osé livrer une bataille; l'imiter maintenant, c'était se préparer le même sort. Après avoir écouté en silence les deux opinions, don Henri se prononça pour le parti le plus audacieux. L'honneur, dit-il, lui défendait d'abandonner à la vengeance de son ennemi des villes et des hommes qui s'étaient sacrifiés pour sa cause; et, pour terminer la discussion, il déclara qu'il était résolu de s'en remettre

(1) Ayala, p. 444.

aux mains de Dieu pour juger entre son rival et lui. Cependant, afin de concilier autant que possible la prudence avec cette résolution hardie, il appuya son armée aux montagnes qui séparent l'Alava de la province de Burgos, et il en fit occuper tous les cols. Puis, concentrant le gros de ses forces à Zaldiaran, dans une position très forte choisie par Du Guesclin, il attendit que les Anglais essayassent de l'y forcer (1). De la sorte, il couvrait la capitale de la vieille Castille, but des efforts de l'ennemi; il offrait même la bataille au prince de Galles, mais avec toutes les chances en sa faveur; car son infanterie, leste et habituée à la guerre de montagnes, devait avoir un grand avantage sur des troupes pesamment armées et combattant sur un terrain tout nouveau pour elles.

Don Pèdre avait promis aux Anglais une victoire facile; l'accueil qu'ils trouvèrent à Salvatierra leur fit illusion sur les dispositions du pays, et ils poussèrent en avant pleins de confiance. Il fallut qu'un échec grave vînt leur prouver qu'ils avaient trop méprisé leur ennemi. Pendant que leurs fourrageurs se répandaient dans la plaine de l'Alava, don Tello, avec un gros corps de cavalerie composé de gendarmes français et de génétaires castillans, fondit tout à coup sur eux, en prit ou tua un grand nombre, et vint jeter l'alarme jusqu'au quartier du duc de Lancastre, qui commandait l'avant-garde anglaise. Après avoir balayé la plaine, cette cavalerie, en se repliant vers les montagnes, rencontra inopinément, auprès d'Ariñiz, à deux lieues de Vittoria, une troupe ennemie qui, sous les ordres de sir Thomas Felton, sénéchal de Guyenne, s'était fort éloignée du gros de son armée. Felton n'avait que deux cents hommes d'armes et autant d'archers; sans perdre

(1) Ayala, p. 445. — Froissart, liv. I, p. 2, chap. 229.

courage en se voyant enveloppé par plus de trois mille chevaux, il fit mettre pied à terre à ses gendarmes et les rangea sur un tertre escarpé. Le frère du sénéchal, William Felton, seul, ne voulut point quitter son cheval. La lance baissée, il se jeta au milieu des Castillans, et, du premier coup, perça d'outre en outre un homme d'armes dans son armure de fer. Il fut aussitôt mis en pièces. Ses camarades, serrés autour de leur bannière, combattirent long-temps avec le courage du désespoir, et plusieurs heures s'écoulèrent sans qu'ils fussent entamés. Enfin les aventuriers, guidés par le maréchal d'Audeneham et le Bègue de Vilaines, mirent pied à terre, et, se formant en colonne, rompirent la phalange anglaise, pendant que les génétaires castillans la chargeaient par derrière. Tout fut tué dans la première fureur de la victoire, mais la résistance héroïque de ce petit nombre de gendarmes anglais frappa d'admiration leurs ennemis eux-mêmes. Le souvenir de la glorieuse défaite de Felton s'est conservé dans la province, et l'on montre encore aujourd'hui près d'Ariñiz le tertre où il tomba criblé de coups, après avoir combattu tout un jour. On l'appelle, dans la langue du pays, *Inglesmendi*, la butte de l'Anglais (1).

Avertis de la présence de l'ennemi par la fuite précipitée de leurs fourrageurs, le prince de Galles et don Pèdre se hâtèrent de mettre toutes leurs troupes en bataille sur la hauteur de Saint-Roman, non loin de Vittoria. Leur arrière-garde était encore à sept lieues du corps de bataille, et ils ne doutaient point que don Henri ne poussât sa pointe. « Ce jour-là, dit Froissart, le prince eut mainte angoisse au cœur, pour ce que son arrière-garde destrioit tant à venir. » Cependant il

(1) Ayala, p. 447. — Froissart, liv. I, p. 2, chap. 226-28.

était résolu à ne point refuser le combat, et son sang-froid ne l'abandonna pas un instant. Sur le point de prendre part à une bataille, il était d'usage que les jeunes gentilshommes qui n'étaient point encore armés chevaliers se fissent donner l'accolade, ceindre l'épée et chausser les éperons d'or par les chefs de leur armée. Telle était la cérémonie qui conférait le titre de chevalier, titre déjà sans importance, et qui servait tout au plus à prouver que celui qui le portait avait assisté à une bataille. Don Pèdre voulut recevoir l'ordre de chevalerie de la main du prince Édouard, qui le conféra ensuite à son beau-fils, le prince Thomas de Hollande, et à plusieurs autres jeunes seigneurs. Plus de trois cents écuyers furent armés chevaliers ce jour-là, soit par le prince, soit par les nouveaux chevaliers, soit par les chefs les plus considérables de l'armée anglaise (1). Mais ce n'était pas sur ce terrain que ces jeunes guerriers devaient gagner leurs éperons. Don Henri demeura immobile sur les hauteurs, fermant le chemin de Burgos, et déterminé à ne pas quitter son excellente position. Édouard avait trop d'expérience pour l'y attaquer. Il résolut d'aller chercher un autre champ de bataille.

Sauf les défections dont nous avons parlé, le début de la campagne n'avait rien d'encourageant pour l'armée anglaise. Elle laissait déjà en arrière un grand nombre de malades. La neige, le changement de nourriture et même la disette avaient fait périr beaucoup de chevaux (2). Le soldat, d'abord rempli

(1) Froissart, liv. I, ch. 226.

(2) *Id.*, liv. I, chap. 230.

Dit li quens d'Ermignac....
S'est la terre d'entour de tous biens esseulée,
Si con ni puet trover une pomme parée.

Chron. de Du Guesclin, v. 11342.

d'assurance, commençait à regarder avec découragement ces montagnes inaccessibles toujours chargées de brouillards, et à redouter cette guerre de surprises toute nouvelle pour lui. La maraude, le fourrage, étaient presque impossibles devant les nombreux génétaires castillans et les agiles montagnards de la Biscaïe. Le prince de Galles, désespérant de se maintenir dans l'Alava, faute de vivres, rentra en Navarre, mais pour déboucher en Castille sur un autre point. La ville de Logroño, demeurée fidèle à don Pèdre, a un pont sur l'Èbre qui ouvre une route de la Navarre en Castille. En la suivant, on évite les passages difficiles que présentent les montagnes au sud de Vittoria, et l'on arrive plus sûrement, quoique avec plus de lenteur, sur Burgos. Ce fut vers Logroño que se dirigea l'armée anglaise en quittant l'Alava. Aussitôt que don Henri eut connaissance de ce mouvement, il repassa l'Èbre et gagna Najera; c'est la première ville de Castille, sur le chemin de Burgos, que l'on rencontre après Logroño. Il établit son camp près de la ville dans un lieu théâtre de sa défaite en 1360. La Najerilla, un des affluents de l'Èbre, petite rivière encaissée, lui formait comme un retranchement naturel. Déjà les Anglais étaient sur la rive droite de l'Èbre, occupant le village de Navarrete. Il n'y avait entre les deux armées qu'un intervalle de quatre ou cinq lieues (1).

Le 1er avril 1367, un héraut du prince de Galles se présenta aux avant-postes castillans, et remit à don Henri une lettre de son maître, adressée au comte de Trastamare. Le prince, voulant éviter l'effusion du sang, l'invitait, au nom de Dieu et de monsieur saint George, à se désister de ses prétentions sur

(1) Ayala, p. 447. — Froissart, liv. I, ch. 230.

la couronne de Castille, et, à cette condition, il promettait d'obtenir du roi don Pèdre qu'il lui rendît ses bonnes graces et lui accordât dans le royaume un état conforme à son rang; que, s'il persistait dans son usurpation, le prince le défiait et remettait sa cause au jugement de Dieu.

Suivant les usages chevaleresques, don Henri fit un riche présent au héraut; puis il réunit les principaux de ses capitaines castillans ou étrangers, et les consulta sur la réponse qu'il convenait d'envoyer au prince de Galles. La plupart étaient d'avis qu'il n'en fallait faire aucune, attendu que le prince anglais n'avait point écrit au roi de Castille, et que le roi don Henri n'avait point à prendre connaissance d'une lettre adressée au comte de Trastamare. D'autres, au contraire, soutinrent qu'au moment d'en venir aux mains, l'excès même de la courtoisie ne pouvait être imputé à faiblesse. Cette opinion l'emporta, et voici la réponse que don Henri envoya au prince de Galles :

« Don Henri, par la grace de Dieu, roi de Castille et de Leon (1), à très haut et très puissant seigneur don Édouard, fils premier né du roi d'Angleterre, prince de Galles et de Guyenne, duc de Cornouailles, comte de Chester, salut. Nous avons reçu par votre héraut une lettre de vous, dans laquelle se trouvent des choses dites par notre adversaire, par où il nous semble que vous n'avez pas été instruit exactement de

(1) On remarquera que don Henri ne prend pas d'autres titres que ceux de roi de Castille et de Leon. Selon le protocole ordinaire, il devait y joindre ceux de *roi de Tolède, Galice, Séville, Cordoue, Murcie, Jaën, Algarve, Algeciras, seigneur de Biscaïe et de Molina*. On peut supposer que ces titres ont été supprimés par une espèce de ménagement pour le roi d'Aragon, auquel il venait de céder le royaume de Murcie.

la vérité. Sachez donc que depuis plusieurs années en çà, ayant pris possession de ces royaumes, il les a gouvernés de telle sorte, que toutes gens qui le savent et l'entendent se puissent étonner que si long-temps on ait souffert son règne. « Or, dans ce royaume de Castille, il a « tué la reine doña Blanche de « Bourbon, sa femme légitime; il a tué la reine doña Leonor « d'Aragon, sa tante, sœur du roi don Alphonse, son père; il a « tué doña Juana et doña Isabel de Lara, filles de don Juan « Nuñez, seigneur de Biscaïe, ses cousines; il a tué doña Blanca « de Villena, fille de don Fernand, seigneur de Villena, afin « d'hériter des terres de ces nobles dames, et s'en est emparé « à bon escient; il a tué trois de ses frères, don Fadrique, « maître de Saint-Jacques, don Juan et don Pèdre; il a tué don « Martin Gil, seigneur d'Alburquerque; il a tué l'infant d'Ara- « gon, don Juan, son cousin; il a tué plusieurs chevaliers et « écuyers des principaux de ces royaumes; il a tué ou pris à « force plusieurs dames ou damoiselles, quelques-unes ma- « riées; il a usurpé les droits du pape et des prélats. » Pour lesquels excès, qu'il serait trop long de rapporter, Dieu, dans sa merci, a fait que tout le royaume en a montré son ressentiment, afin que le mal ne s'accrût chaque jour davantage. Et tandis que dans sa seigneurie il ne trouvait pas un homme qui ne lui fût obéissant, tandis que tous s'empressaient à le servir et l'aider pour la défense de ses états, Dieu a rendu contre lui sa sentence, en sorte que de sa propre volonté, abandonnant son royaume, il s'est enfui. De son départ, les royaumes de Castille et de Leon ont eu grande reconnaissance et allégresse, louant Dieu, dans sa miséricorde, de les avoir délivrés d'un seigneur si dur et si redouté. Librement alors et de leur propre volonté, tous sont venus à nous, et nous ont choisi pour leur

roi et seigneur, autant les prélats que les chevaliers, les gentilshommes, les communes et les villes du royaume. « Ce « n'est point un fait dont il se faille émerveiller, car au temps « des Goths, qui conquirent l'Espagne, desquels sommes issus, « telle était la coutume. Ils prirent et prenaient pour roi qui « mieux leur semblait digne de les gouverner. Cette loi s'est « long-temps gardée en Espagne et s'y observe encore aujour- « d'hui, si bien que, du vivant du roi, on prête serment à son « fils aîné, ce qui n'a lieu dans aucun autre royaume de la « chrétienté. » Pourtant, et à ces causes dessus dites, nous tenons que nous avons droit à ce royaume, qui nous a été donné par la volonté de Dieu et de tous, et que vous n'avez nul motif juste pour aller à l'encontre. Et, s'il faut livrer bataille, combien que, quant à nous, il nous en déplaise, l'honneur commande que nous mettions notre corps en avant pour la défense de ces royaumes, à qui nous sommes si étroitement tenu, contre quiconque les viendrait assaillir. Pour quoi, par cette présente lettre, vous avisons, au nom de Dieu et de l'apôtre saint Jacques, que vous n'ayez à entrer ainsi à grande puissance en nos états, car, le faisant, nous ne pourrions qu'entendre à les protéger par les armes. — Écrit de notre camp de Najera, le second jour d'avril 1367 (1). »

(1) Ayala, p. 450 et suiv. *Abrev.* — J'ai suivi pour la lettre de don Henri la leçon que fournit le manuscrit d'Ayala désigné sous le nom d'*Abreviada*, bien que la leçon des autres manuscrits soit confirmée par l'autorité de Rymer. Je m'empresse de dire que, malgré les recherches que j'ai fait faire à Londres, il m'a été impossible de découvrir la pièce originale ou la copie dont s'est servi le savant diplomatiste anglais. La lettre publiée par Rymer, semblable pour le fond à celle que je traduis, en diffère cependant notablement par les détails. Il n'y est point fait mention de cette longue série d'assassinats imputés à don Pèdre, ni du droit, particulier aux Espagnols, de se choisir leur

J'ai cru devoir rapporter en entier cette espèce de manifeste qui exprime si nettement le droit du peuple castillan à se choisir un souverain, et qui fait remonter ce privilége aux temps les plus reculés. Il est curieux de rapprocher cette pièce de la lettre de don Pèdre au roi d'Angleterre. La première proclame la souveraineté du peuple, la seconde la reconnaît implicitement, toutes les deux attestent l'opinion du moyen-âge en Espagne sur une question si longuement et si cruellement débattue dans la suite.

On doit remarquer encore la nature des accusations portées contre don Pèdre. Probablement, en accumulant ainsi tous ces meurtres de femmes, le but de don Henri fut de frapper fortement l'esprit généreux d'Édouard. D'ailleurs, il se soucie peu de prouver ce qu'il avance, et la plupart des crimes qu'il énumère sont loin d'être avérés; quelques-uns même n'ont été

roi. Or, il serait difficile d'imaginer par quel intérêt Ayala aurait dans sa première rédaction altéré la lettre de don Henri par ces additions remarquables, tandis qu'on s'explique naturellement comment, lorsque la question de la succession à la couronne de Castille eut été résolue définitivement par le mariage d'une petite-fille de don Pèdre avec l'infant don Henri (de la maison de Trastamare), on aurait supprimé certaines allusions à des événements que d'un commun accord on désirait laisser dans l'oubli. En un mot, la lettre transcrite de la chronique abrégée d'Ayala m'a paru plus vraisemblable que le texte de Rymer, parce qu'elle porte le caractère des passions du temps, et qu'elle semble un manifeste convenable à un prince dans la position équivoque où se trouvait don Henri. Il est évident qu'un usurpateur devait invoquer les vieilles lois gothiques qui donnent au peuple le droit d'élire leurs souverains, tandis que ses successeurs, affermis sur le trône, avaient maintes raisons pour oublier ces mêmes lois. J'ai marqué par des guillemets les passages de l'*Abreviada* qui ne se trouvent point dans Rymer ni dans l'édition *vulgaire* d'Ayala.

rapportés par aucun historien, et sont mentionnés ici pour la première fois. La mort de don Gil d'Alburquerque, par exemple, est attribuée par Ayala à une cause naturelle, et cependant on sait avec quelle exactitude ce chroniqueur a enregistré toutes les accusations entassées contre don Pèdre. Je cherche également en vain quelque témoignage qui impute à ce prince la mort de doña Blanca de Villena. Suivant toute apparence, don Henri reproduit avec soin les bruits populaires répandus contre son ennemi. Il peut sembler étrange de ne trouver dans ce manifeste aucune allusion à la violation des priviléges de la noblesse, cause principale de la haine que don Pèdre s'était attirée. Serait-ce que, devenu roi, don Henri se sentait déjà quelque indulgence pour un pareil forfait; ou bien a-t-il omis cette accusation, persuadé qu'elle ne devait toucher que médiocrement le fils du roi d'Angleterre?

III.

Au soin que le nouveau roi prenait à se représenter comme contraint de repousser une agression injuste, on devait supposer que, seulement pour conserver les apparences jusqu'au bout, il attendrait les Anglais derrière la Najerilla, et qu'il répéterait la manœuvre qui lui avait déjà réussi à Zaldiaran. Il n'en fut rien. Aussitôt après sa réponse au prince de Galles, déclarant qu'il voulait terminer la guerre par un seul combat, il passa la rivière qui le couvrait, et, la nuit même qui suivit le renvoi du héraut, il mena son armée dans la plaine entre Najera et Navarrete. Les capitaines des aventuriers, qui le voyaient à regret quitter un poste avantageux, essayèrent vainement de combattre sa résolution. Mais ses succès contre

l'avant-garde anglaise avaient exalté son courage, le nombre et l'ardeur de ses soldats lui inspiraient une confiance nouvelle, enfin son honneur chevaleresque lui représentait la lettre d'Édouard comme un cartel, qu'il ne pouvait refuser sans se couvrir de honte. Le sort en était jeté. De part et d'autre on se disposa pour la bataille. En apprenant que l'armée castillanne débouchait dans la plaine, le prince, enchanté de cette témérité à laquelle il ne s'attendait pas, s'écria : « Par saint George! en ce bâtard il y a un vaillant chevalier (1)! »

L'art de la guerre avait bien dégénéré au moyen-âge. A la savante tactique des Romains qui soumettait les mouvements des plus grandes masses au commandement d'un seul homme, avait succédé une autre tactique, grossière et appropriée à l'anarchie féodale. Maintenant le sort des batailles ne dépendait plus de l'habileté du général, mais du courage et surtout de la vigueur de ses soldats. On ne manœuvrait plus; on se donnait rendez-vous sur un terrain uni, comme dans un champ clos, et une bataille n'était plus qu'un grand duel où l'adresse à l'escrime et la force physique décidaient la victoire. Composées en majorité de cavalerie, les armées du moyen-âge n'avaient ni la mobilité ni la fermeté des armées romaines, et la difficulté de trouver des fourrages faisait souvent avorter une expédition préparée à grands frais. Aux hommes d'armes était confié le poste d'honneur, lourdes statues de fer qui s'entreheurtaient un instant, malhabiles à frapper, impénétrables aux coups (2). Rarement le premier choc était sanglant entre des hommes couverts, de la tête aux pieds, de plaques épaisses

(1) Froissart, liv. I, chap. 230.

(2) Inferendis ictibus inhabiles, accipiendis impenetrabiles. — Tacite, *An.*, 3, 41.

d'acier ou de fer; mais le désordre se mettait vite dans ces bataillons compactes. Quelques chefs tombaient, quelques bannières étaient renversées; le parti le plus faible, ou le plus tôt découragé, tournait le dos et prenait la fuite; alors commençait le carnage. Tout guerrier porté par terre était mort ou pris. Avant qu'il pût se relever, cloué sur l'arène par le poids de son armure, on l'assommait comme un animal à l'abattoir, à moins que la richesse de son accoutrement ou le blason de sa soubreveste n'avertît le vainqueur qu'il avait une rançon à gagner. Dans les marches, la plupart des soldats, même les archers allaient à cheval, mais au moment d'une bataille les hommes d'armes mettaient pied à terre, ôtaient leurs éperons et raccourcissaient leurs lances. Chaque seigneur élevait une bannière autour de laquelle se serraient ses vassaux. La victoire décidée, on remontait à cheval, le vaincu pour fuir plus vite, le vainqueur pour le poursuivre. Derrière le gros des hommes d'armes, ou, pour parler la langue militaire du moyen-âge, derrière les *batailles*, demeuraient les écuyers tenant les chevaux en bride qu'ils amenaient à leurs maîtres au moment critique; ainsi Homère nous peint les héros grecs sentant à leurs épaules le souffle de leurs fidèles coursiers (1).

Gendarmes et archers, dans l'armée du prince de Galles, étaient des hommes d'élite qui tous avaient long-temps fait la guerre et assisté à de grandes batailles. Au contraire, les troupes de don Henri se composaient en majeure partie de recrues sans discipline; l'infanterie surtout était aussi mal armée que dépourvue d'expérience. On n'y voyait qu'un petit nombre

(1) *Αλκίμεδον, μὴ δὴ μοι ἀπόπροθεν ἰσχέμεν ἵππους*
Αλλά μάλ' ἐμπνείοντε μεταφρένῳ.
(Iliade, XVII, 501.)

d'arbalétriers, et la plupart des fantassins, paysans enlevés à leurs charrues, n'avaient que des frondes et des zagaies. La cavalerie, mieux équipée, comptait cependant beaucoup plus de génétaires que de gendarmes. En résumé, l'armée castillanne, redoutable dans les escarmouches et excellente pour la guerre de montagnes, perdait tous ses avantages en se mettant en ligne contre les bandes aguerries, amenées de la Guyenne. Aux yeux des capitaines français, c'était le comble de la témérité que de s'aventurer en plaine contre les Anglais. Mais il n'était plus temps de donner des conseils. Résolus à faire leur devoir en gens de cœur, ils ne pouvaient se défendre des plus sinistres pressentiments.

IV.

L'ordre de combat était arrêté d'avance pour les deux armées dès leur entrée en campagne. Chacune se formait en quatre corps ou *batailles*. Du côté de don Henri, l'avant-garde, composée des aventuriers français et bretons et de l'élite des gendarmes castillans, était sous le commandement immédiat de Du Guesclin. Don Sanche, frère du roi, et les chevaliers de l'Écharpe, parmi lesquels se trouvait l'historien Ayala (1), faisaient partie de cette division, qui ne le cédait en rien à la gendarmerie anglaise. Un peu en arrière, deux gros corps de cavalerie, chevaux bardés et génétaires, flanquèrent la bataille des hommes d'armes de Du Guesclin, qui devaient combattre à pied. Celui de gauche était aux

(1) Un glossateur de *Gratia Dei* prétend à tort que Pero Lopez de Ayala porta dans cette journée la bannière de l'Écharpe. Il confond la bataille de Najera avec celle d'Aljubarrota.

ordres de don Tello; celui de droite avait pour chef le comte de Denia, maintenant marquis de Villena, et se composait des auxiliaires aragonais et des chevaliers des ordres militaires. Entre ces deux ailes de cavalerie, et en seconde ligne, se rangea la quatrième bataille, infanterie et cavalerie, dont le roi se réserva le commandement. La disposition de l'armée anglaise était la même à peu près, seulement les hommes d'armes des trois batailles de la première ligne devaient mettre tous pied à terre au moment de l'action. Au centre et en face de Du Guesclin, on voyait des Anglais et des aventuriers de toutes les nations (1) rangés sous la bannière du jeune duc de Lancastre. Le fameux Jean Chandos, connétable de Guyenne, un des meilleurs capitaines de son temps, prêtait au jeune prince le secours de sa vieille expérience, et devait l'initier au métier de la guerre, comme il avait déjà servi de mentor à son frère le prince de Galles, dans les champs de Poitiers. Auprès de lui se faisaient remarquer sir Hugh de Calverly et les quatre cents lances qu'il avait ramenées d'Espagne. Ils allaient échanger les premiers coups contre leurs anciens camarades. A droite de ce corps, et opposés à don Tello, étaient les hommes d'armes gascons, conduits par le comte d'Armagnac et le seigneur d'Albret. A gauche, faisant face au marquis de Villena, le captal de Buch et le comte de Foix rangèrent leurs vassaux et plusieurs bandes d'aventuriers. La quatrième bataille, la plus nombreuse de toutes, était formée d'Anglais, de Castillans et de Navarrais.

(1) *Des Bretons*, dit Ayala; mais on appelait alors ainsi, en Espagne, les aventuriers, de quelque pays qu'ils vinssent. Ce mot, employé souvent comme synonyme de pillards, montre quelle opinion l'on avait des compatriotes de Du Guesclin. Ayala, p. 442.

Là, au poste d'honneur, flottait la bannière de don Pèdre, avec celle du prince de Galles, celle du roi de Navarre, absent, portée par son sénéchal Martin Enriquez, enfin celle du roi de Naples, fils de don Jayme, dernier roi de Mayorque, dépossédé par Pierre IV d'Aragon. Ayala, témoin oculaire, évalue la force de l'armée anglaise à dix mille lances et autant d'archers, c'est-à-dire à plus de quarante mille combattants. On sait que chaque lance comptait pour plusieurs cavaliers, dont le nombre variait de trois à cinq. Il ne compte que quatre mille cinq cents lances seulement dans l'armée castillanne, et ne dit pas le nombre précis des génétaires ni de l'infanterie (1). Froissart, d'après des relations anglaises, donne à don Henri vingt-sept mille chevaux et quarante mille hommes de pied (2). Il ne fait pas connaître le nombre des troupes anglaises présentes à Navarrete; mais, suivant son rapport, elles ne se composaient, à leur entrée en Espagne, que de vingt-sept mille chevaux, qui devaient être fort réduits, depuis deux mois, par les maladies et la disette (3). L'exagération des premiers chiffres de Froissart paraît évidente, mais on peut soupçonner que le patriotisme d'Ayala lui a fait dissimuler la force de l'armée castillanne. En comparant les deux témoignages, on doit conjecturer que les Anglais avaient plus de gendarmes que les Castillans, et que, par contre, ces derniers étaient plus forts en infanterie.

Des deux côtés on s'était mis en campagne avant l'aube. Dans le désordre d'une marche nocturne, quelques génétaires et la bannière de la commune de Saint-Étienne-du-Port se

(1) Ayala, p. 443.

(2) Froissart, liv. I, 2e partie, chap. 234.

(3) *Idem*, chap. 219-221.

détachèrent de l'armée de don Henri et s'allèrent rendre à don Pèdre, désertion peu importante quant au nombre des soldats, fort alarmante pourtant par la défiance qu'elle inspirait à tout le reste de l'armée. Chacun examinait son compagnon avec inquiétude et craignait quelque trahison.

Les Anglais avaient eu le temps de choisir leur position et d'étudier le terrain. Leurs batailles étaient déjà sous les armes, lorsque Chandos sortit des rangs et s'avança vers le prince de Galles tenant à la main une bannière roulée. « Monseigneur, dit-il, voici ma bannière; je vous la donne. Qu'il vous plaise que je la puisse lever aujourd'hui. Dieu merci, j'ai terres et héritages, pour tenir état, ainsi qu'il appartient à un chevalier banneret. » On appelait ainsi les seigneurs qui, pouvant mener en guerre un certain nombre de soldats, jouissaient du privilége d'arborer leur propre drapeau, distingué par sa forme carrée du pennon triangulaire des simples chevaliers. Chandos était entré en Espagne suivi de douze cents pennons (1). Le prince remit l'étendard à don Pèdre, qui le déroula. Il était d'argent, au pal aiguisé de gueules, et taillé en pointe comme un pennon. De son poignard, le roi coupa cette pointe, et le rendit par la haste au nouveau banneret : « Levez votre bannière, messire Chandos, dit-il; Dieu lui donne honneur et fortune! » Aussitôt Chandos la porta à l'avant-garde, et fit jurer à ses compagnons de défendre cet insigne qui devait désormais les guider (2).

Au lever du soleil, don Henri découvrit l'armée anglaise déjà formée en ligne dans un ordre admirable. Les bannières et les pennons aux vives couleurs flottaient au-dessus d'une

(1) Froissart, liv. I, 2e partie, chap. 219.

(2) *Idem*, chap. 235. — Du Cange, verbo *Banneretti*.

forêt de lances; déjà tous les hommes d'armes avaient mis pied à terre. L'avant-garde castillanne se hâta de les imiter, renvoya ses chevaux, et s'avança en bon ordre et au petit pas; puis on fit halte un moment, comme pour recueillir toutes ses forces avant d'en venir aux mains. Le prince de Galles fit dévotement sa prière, et après avoir pris le ciel à témoin de la justice de sa cause, tendant la main à don Pèdre : « Sire roi, dit-il, dans une heure vous saurez si vous êtes roi de Castille. » Alors il s'écria : « Bannières en avant, au nom de Dieu et de saint George! » Dans l'autre camp, don Henri, monté sur une mule *roide et forte à l'usage du pays* (1), parcourait les lignes de son armée exhortant ses gens à bien faire et promettant de leur donner l'exemple. Les trompettes sonnèrent la charge, et aussitôt les deux avant-gardes s'abordèrent avec la plus grande résolution, l'une au cri de : Castille au roi Henri! l'autre au cri de : Saint George et Guyenne! Les Anglais portaient pour se reconnaître une croix rouge sur des soubrevestes blanches, et les Castillans une écharpe (2). Les archers anglais, ordinairement placés en première ligne, n'engagèrent pas le combat cette fois, soit que l'ardeur des deux avant-gardes ne leur laissât pas le temps de faire usage de leurs traits, soit que le prince de Galles eût craint d'exposer ses archers aux charges rapides des génétaires castillans.

Le choc de la bataille commandée par Du Guesclin fut si impétueux, qu'il fit plier un instant la ligne ennemie. Un chevalier castillan nommé Martin Fernandez, *qui moult étoit entre les Espagnols renommé d'outrage et de hardiment*, dit Froissart dans son vieux et énergique langage, reconnaît

(1) Froissart, chap. 234.

(2) Ayala, p. 454.

Chandos dans la presse et le provoque à un combat singulier. Ils s'attaquent avec fureur; leurs armures impénétrables résistent à tous les coups qu'ils se portent. Confiant dans sa force gigantesque, le Castillan saisit son ennemi à bras-le-corps et le terrasse; mais Chandos, d'un effort désespéré, l'entraîne dans sa chute. Quelque temps ils se débattent ensemble dans la poussière sans lâcher prise; mais Martin Fernandez avait le dessus, il accablait Chandos de son poids et lui tenait le genou sur poitrine, lorsque l'Anglais, conservant son sang-froid dans cette lutte acharnée, tire son poignard et cherche avec la pointe le défaut de la cuirasse de son ennemi. Il trouve enfin un passage; il frappe à coups redoublés. Déjà ce n'est plus qu'une masse inerte qui pèse sur lui; il la repousse de côté, et, tout couvert de sang, se relève au moment où ses compagnons parvenaient à se faire jour jusqu'à lui (1). Cependant les Anglais avaient reculé de quelques pas, et déjà les aventuriers criaient victoire, lorsque le comte d'Armagnac s'avança hardiment contre la cavalerie de don Tello, qui, soit trahison, soit terreur panique, n'attendit pas le choc et tourna le dos sans rendre de combat. Les Gascons à pied, au lieu de s'amuser à poursuivre les génétaires ennemis, se dirigent aussitôt contre la bataille de Du Guesclin et la prennent en flanc. Presque au même moment, le captal de Buch, qui venait de mettre en déroute l'autre aile de cavalerie, exécutait la même manœuvre contre le flanc droit de l'avant-garde castillanne. Débordés et enveloppés de toutes parts, les gendarmes français et espagnols se serrèrent courageusement autour de la bannière de l'Écharpe, et combattirent quelque temps avec la

(1) Froissart, liv. I, chap. 236.

plus grande valeur contre un ennemi trois fois plus nombreux. Ce fut en vain que don Henri, à la tête de ses hommes d'armes à cheval, chargea lui-même à plusieurs reprises pour dégager ces braves gens. Il eut bientôt sur les bras la seconde ligne de l'armée anglaise, conduite par le prince de Galles en personne. L'infanterie castillanne, dont les frondes avaient d'abord jeté quelque désordre parmi les Anglais, se débanda lorsqu'elle eut essuyé les décharges meurtrières de leurs archers. Dès ce moment la bataille était perdue pour don Henri. Cependant il fit des efforts inouis pour rallier ses soldats et les ramener à la charge. On l'entendait crier aux fuyards : « Beaux seigneurs! que faites-vous? Me trahirez-vous aujourd'hui, vous qui m'avez fait roi? Tournez la tête, et la journée, avec l'aide de Dieu, nous restera (1)! » Tant qu'il vit flotter la bannière de l'Écharpe, il la montrait à ses gens et les exhortait par son exemple et par ses cris à percer jusqu'à ses défenseurs; mais enfin cette bannière tomba, et la déroute fut générale. Cavaliers, fantassins, tout se débande et se mêle en fuyant par la plaine. Les gendarmes anglais, remontés sur leurs chevaux, chassaient devant eux une masse confuse qui s'entassait aux abords du pont de Najera, seule retraite de cette grande armée. Une crue subite de la Najerilla vint augmenter le désastre. Hommes et chevaux se jetaient pêle-mêle dans la rivière, qui fut en un instant rouge de sang et encombrée de cadavres. Quelques chevaliers des ordres militaires essayèrent de défendre le pont et se barricadèrent dans une grande maison à l'entrée de la ville; mais ils y furent bientôt forcés, et l'ennemi se répandit dans les rues. La nuit qui sur-

(1) Froissart, liv. I, chap. 239.

vint, la fatigue des vainqueurs las de tuer, le pillage qui les retenait dans la ville et dans le camp de don Henri, sauvèrent les débris de l'armée castillanne (1).

Telle fut la bataille de Najera, ou de Navarrete, encore plus décisive que sanglante. Les Castillans laissèrent sur la place cinq à six cents hommes d'armes et sept mille fantassins. Le corps de Du Guesclin perdit à lui seul quatre cents hommes d'armes, la moitié de son effectif. Là seulement le terrain fut vaillamment disputé. Le reste fut tué dans la déroute ou se noya en essayant de passer la Najerilla. Suivant Froissart, le prince de Galles n'aurait eu à regretter que quatre de ses chevaliers, deux Gascons, un Anglais et un Allemand; en outre vingt archers et quarante fantassins (2). Je lui laisse la responsabilité de ce calcul, qui peut surprendre, même quand on se rappelle combien, dans les combats du moyen-âge, la perte des vaincus était toujours hors de proportion avec celle des vainqueurs. Le nombre des prisonniers fut considérable. Bertrand Du Guesclin, le maréchal d'Audeneham, les capitaines français, don Sanche, frère de don Henri, Philippe de Castro, son beau-frère, le marquis de Villena, tous les chevaliers de l'Écharpe, enfin tout ce qui restait vivant de l'avant-garde castillanne, étaient aux mains des Anglais. C'étaient les meilleurs soldats et les plus dévoués qu'eût le prétendant.

Don Pèdre, qui, pendant le combat, s'était jeté au plus fort de la mêlée, s'acharna long-temps à la poursuite des fuyards. On le voyait galoper dans la plaine, monté sur un cheval noir, sa bannière armoriée de Castille devant lui, cherchant son frère partout où l'on combattait encore, et criant, échauffé

(1) Ayala, p. 453, 458. — Froissart, lib. I, chap. 236, 240.

(2) Froissart, l. I, chap. 241.

par le carnage : « Où est ce bâtard, qui se dit le roi de Castille (1)? » Depuis long-temps les trompettes anglaises avaient sonné la retraite, lorsque, épuisé de fatigue, il consentit enfin à tourner bride. Il se dirigeait vers l'étendard du prince de Galles, qu'il apercevait flottant sur un tertre éloigné, lorsqu'il rencontra un chevalier gascon ramenant prisonnier Iñigo Lopez Orozco, jadis un de ses familiers, qui l'avait abandonné peu après sa fuite de Burgos. A la vue d'un homme qu'il avait comblé d'honneurs et qu'il retrouvait au milieu de ses ennemis, le roi, transporté de fureur, le tua de sa main, malgré les efforts du chevalier gascon pour le protéger. Ce fut sa première infraction aux promesses faites au prince de Galles. Les Anglais se montrèrent indignés de cette vengeance barbare. D'ailleurs, tuer leurs prisonniers, c'était leur voler des rançons. Édouard en témoigna le plus vif mécontentement, et, sur le champ de bataille même où ils venaient de triompher, don Pèdre et son allié échangèrent d'aigres paroles, symptômes d'une aversion mutuelle qui allait bientôt éclater plus hautement (2).

La couronne de Castille semblait à jamais assurée à don Pèdre par la bataille de Najera. Un seul homme en jugeait plus sainement, c'était le prince de Galles. Lorsque, le lendemain de la bataille, les chevaliers chargés par lui de reconnaître les morts et les prisonniers vinrent lui faire leur rapport, il leur demanda, dans le dialecte gascon qu'il parlait habituellement : « *E lo bort, es mort ó pres?* Et le bâtard, est-il tué ou pris? » On répondit qu'il avait disparu du champ

(1) Froissart, l. I, chap. 238.

(2) Ayala, p. 471. — *Pellicer justificacion de la Grandeza de Fernando de Zuñiga*, etc., p. 21.

de bataille et qu'on avait perdu ses traces. « *Non ay res fait*, s'écria le prince; il n'y a rien de fait (1). » Ces paroles étaient prophétiques.

V.

Malgré l'indignation d'Édouard en apprenant le meurtre de Lopez Orozco, don Pèdre laissait voir que sa soif de vengeance n'était pas apaisée. Le lendemain de la bataille, les prisonniers furent passés en revue. Presque tous, s'étant rendus à des gentilshommes anglais ou gascons, se trouvaient sous la sauvegarde de la loyauté chevaleresque. Cependant don Pèdre demanda que les Castillans lui fussent remis, offrant de payer leurs rançons au prix qui serait fixé, et il pria le prince de le cautionner auprès des chevaliers à qui ces prisonniers appartenaient. « Je leur parlerai, disait-il avec un sourire terrible, et je ferai tant qu'ils demeureront à mon service. Autrement, s'ils s'échappent ou s'ils paient leur rançon, ce sont des ennemis que je retrouverai toujours plus acharnés contre moi. — N'en déplaise à votre majesté royale, répondit le prince d'un ton sévère, ce n'est pas à bon droit que vous faites cette demande. Ces seigneurs, chevaliers ou hommes d'armes à mon service ont combattu pour l'honneur, et leurs prisonniers sont bien à eux. Pour tout l'or du monde, mes chevaliers ne vous les livreraient pas, sachant bien que vous ne les demandez que pour les faire mourir. Quant aux cavaliers, vos vassaux, contre lesquels sentence de félonie a été rendue avant cette bataille, je consens qu'ils vous soient remis. — Puisque vous le voulez ainsi, s'écria don Pèdre, je tiens mon royaume

(1) *Sumario de los reyes de España*, p. 70.

perdu pour moi, plus qu'il n'était hier. Si vous laissez vivre ces hommes, vous n'avez rien fait pour moi. Votre alliance m'a été inutile, et c'est en vain que j'ai dépensé mes trésors à payer vos gendarmes! — Sire cousin, reprit Édouard, pour recouvrer votre royaume, vous avez de plus sûrs moyens que ceux par lesquels vous avez cru le conserver, et qui, de fait, vous l'ont fait perdre. Croyez-moi, renoncez à vos rigueurs d'autrefois, et songez à vous faire aimer de vos gentilshommes et des communes de votre royaume. Si vous reprenez vos anciens errements, vous vous perdrez et vous mettrez en tel état, que ni monseigneur le roi d'Angleterre, ni moi, ne pourrions vous venir en aide, quand même nous en aurions la volonté (1)!»

Pendant ce débat, la plupart des prisonniers castillans exprimaient leur repentir et faisaient supplier don Pèdre de leur accorder leur pardon. Le roi, annonçant qu'il leur faisait grace par considération pour le prince de Galles, consentit à recevoir leurs serments. Il embrassa même son frère don Sanche, et lui promit d'oublier sa conduite passée. Gomez Carrillo et Sancho-Sanchez Moscoso, grand commandeur de Saint-Jacques, furent cependant exceptés de l'amnistie, comme ayant été déclarés traîtres par sentence rendue dès avant la révolution. Livrés au roi, ils furent aussitôt decapités devant sa tente. Garci Jufre Tenorio, fils de l'amiral don Alonso Jufre (2), fut également égorgé quelques jours après et pour le même motif. Après ces exécutions, les deux princes se séparèrent mécontents l'un de l'autre. Don Pèdre avec don Sanche et le maître d'Alcántara, Martin Lopez, se dirigea sur Burgos, à la tête de

(1) Ayala, p. 473.

(2) Alonso Jufre avait été mis à mort par ordre du roi en 1358.

l'avant-garde anglaise, tandis qu'Édouard le suivait lentement avec le reste de ses troupes (1).

Pendant que don Pèdre faisait trancher la tête à ses sujets rebelles, le prince de Galles donnait un exemple de modération qui contrastait fortement avec cette rigueur. Parmi ses prisonniers se trouvait le maréchal d'Audeneham, vieux guerrier de soixante ans, estimé jusqu'alors comme un brave et loyal chevalier. Pris à la bataille de Poitiers, combattant à côté du roi de France, il avait été mis à rançon, et, suivant l'usage du temps et la courtoisie ordinaire du prince, il avait été relâché avant d'avoir entièrement acquitté sa dette, mais sous le serment de ne pas porter les armes contre le roi d'Angleterre ou son fils, à moins que ce ne fût sous la bannière du roi de France ou d'un prince de sa famille. En le reconnaissant au milieu des Français, Édouard fronça le sourcil et l'appela parjure et traître. « Sire, dit le vieux maréchal, vous êtes fils de roi, et je ne puis vous répondre autre chose, sinon que je ne mérite point les noms que vous me donnez. —Eh bien ! dit le prince, vous soumettez-vous au jugement d'une cour de chevaliers ? » Le maréchal y consentit avec empressement. Aussitôt douze chevaliers furent nommés pour connaître de l'accusation, quatre Anglais, quatre Gascons et quatre Bretons. Le prince, se portant accusateur, parla le premier. Il rappela le serment du maréchal, et conclut, en peu de mots, que n'y ayant dans l'armée ennemie aucun prince de la maison de France, l'accusé avait manqué à sa parole et forfait à l'hon-

(1) Ayala, p. 458. — Froissart, liv. I, ch. 242. Froissart rapporte que le roi marcha sur Burgos avec le *maître de Calatrava;* mais Padilla n'avait pas assisté à la bataille. La confusion vient de ce que Martin Lopez fut nommé maître de Calatrava peu de temps après.

neur. Le maréchal plaida lui-même sa cause, et répondit qu'à la vérité il avait juré de ne point s'armer contre le roi d'Angleterre ni contre son fils, mais qu'il n'avait pas enfreint son serment, n'ayant pas tiré l'épée contre eux. « Ne vous en déplaise, monseigneur, dit-il, vous n'êtes point le chef de l'armée contre laquelle je me suis battu. Vous êtes venu sur cette plaine, comme capitaine aux gages du roi don Pèdre, et c'est contre ce roi, chef de votre armée, que je me suis battu, moi, pauvre capitaine d'aventure à la solde du roi don Henri. » Cette argumentation, qui nous semble aujourd'hui plus subtile que juste, appuyée par la réputation sans tache du vieux maréchal, fut accueillie avec faveur. Tout ce qui pouvait étendre cette indépendance dont les nobles du moyen-âge étaient si jaloux, devait plaire aux juges du maréchal, capitaines d'aventure comme lui. Il fut absous à l'unanimité. Le prince lui-même, toujours généreux, admit sans hésiter une défense qui lui enlevait la gloire de la journée de Najera et le réduisait lui-même au rôle d'un mercenaire. Loin de se tenir pour offensé, il témoigna hautement son approbation du jugement et assura le maréchal qu'il lui rendait toute son estime (1).

VI.

Avant de raconter les suites de la bataille de Najera, je dois faire connaître le sort du rival de don Pèdre. Entraîné par le flot des fuyards, don Henri s'éloignait du combat monté sur un cheval bardé de fer, lorsqu'il fut rencontré et reconnu par un de ses écuyers nommé Rui Fernandez de Gaona, qui, remarquant que le cheval du roi pouvait à peine marcher,

(1) Ayala, p. 458 et suiv.

lui donna le sien équipé à la légère; quelques instants après Gaona et le cheval de don Henri étaient pris par les Anglais (1). Grace à sa nouvelle monture, don Henri put se dérober à ceux qui s'attachaient à sa poursuite. Après avoir traversé, non sans peine, le pont de Najera, au lieu de prendre la route de Burgos, il se dirigea vers Soria; c'est le chemin qui mène en Aragon. Vaincu, il sentait bien qu'aucune ville de la Castille ne s'exposerait à le recevoir. Le lendemain de la bataille, suivi de trois cavaliers seulement, qui l'avaient rejoint, il gagna le territoire de Soria, où l'attendait un nouveau danger. Cette province, insurgée dès avant son désastre, était parcourue en tout sens par des partis ennemis. Quelques cavaliers le reconnurent, et, devinant sa mauvaise fortune à l'état de son équipage, essayèrent de l'arrêter. Il tua de sa main un des assaillants et obligea le reste à lui livrer passage. Parvenu en Aragon à travers mille dangers, il fut d'abord accueilli par don Pèdre de Luna, fameux depuis sous le nom de l'antipape Benoît XIII, qui lui servit de guide dans les montagnes et le conduisit lui-même jusqu'à Orthez. Le comte de Foix, seigneur du pays et vassal du roi d'Angleterre, bien qu'il fût plus que personne intéressé à ne pas exciter le courroux du prince de Galles, n'en reçut pas moins le proscrit avec tous les égards dus à son rang et à ses malheurs. Il lui donna des chevaux et une escorte pour gagner Toulouse; là enfin, don Henri respira librement (2).

Don Tello, sur lequel la mauvaise conduite du corps qu'il commandait à Najera avait fait planer de graves soupçons, parut les démentir par son empressement à se soustraire à la

(1) Rymer, t. III, p. 2. P. 132. *Memoranda de Conflictu prænotato.*
(2) Ayala, p. 461, 462.

vengeance de don Pèdre. De même que son frère, il chercha d'abord un asile en Aragon. C'était de ce côté que se dirigeaient tous les chefs du parti vaincu. Sur la nouvelle de la défaite de don Henri, sa femme, doña Juana, prit à la hâte la même route avec l'infante Léonor d'Aragon, fiancée à son fils. Quelques jours après, elle entrait à Saragosse avec une suite éplorée de dames et de damoiselles, exténuée de fatigue et mourant d'effroi. Doña Juana était conduite par l'archevêque de Saragosse, chargé par Pierre IV de résider auprès d'elle, et c'est à la présence d'esprit et au dévouement de ce prélat qu'elle dut d'échapper à tous les dangers qui l'attendaient dans sa fuite. Personne n'avait encore de nouvelles de don Henri, et don Pèdre, dans les lettres qu'il adressait à toutes les villes de la Castille, publiait que son ennemi était mort à Najera (1). Les fugitifs furent mal accueillis à la cour d'Aragon. Pierre IV, déjà indisposé contre don Henri pour sa lenteur ou sa mauvaise foi dans l'exécution de leurs traités, l'abandonnait ouvertement depuis sa défaite, craignant d'ailleurs de se brouiller avec le prince de Galles. Il se hâta de retirer sa fille Léonor à la princesse que, peu de jours auparavant, il nommait la reine de Castille. Maintenant il rejetait bien loin l'idée d'une alliance avec une maison à jamais déchue. Bientôt sir Hugh de Calverly, au nom du roi d'Angleterre, et un seigneur castillan, envoyé de don Pèdre, vinrent demander avec hauteur l'extradition ou l'éloignement de tous les membres de la famille proscrite, offrant en retour l'amitié et l'alliance des vainqueurs. Grace à l'énergique intervention d'une partie de la noblesse aragonaise, doña Juana et les bannis castillans qui l'a-

(1) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 148. Lettre de don Pèdre au conseil de Murcie.

vaient suivie obtinrent quelque temps une hospitalité précaire. La puissante famille des Luna, à laquelle appartenait l'archevêque de Saragosse, reprochait hautement au roi d'Aragon de sacrifier un allié, qui lui avait rendu de signalés services, à un implacable ennemi, qui, pendant dix ans, avait porté le fer et le feu dans son royaume; mais Pierre IV ne se piquait pas plus de générosité que de bonne foi. La bataille de Najera était à ses yeux l'irrévocable condamnation de don Henri. Il ne fit aucune difficulté pour entrer en négociations avec don Pèdre et le prince de Galles. Au reste, les Castillans eux-mêmes lui donnaient l'exemple de l'oubli des serments. Burgos ouvrit ses portes avant d'être sommée, et la soumission de tout le royaume fut encore plus rapide que n'avait été son insurrection quelques mois auparavant. C'était à qui s'efforcerait de désarmer le vainqueur par son empressement et sa bonne grace à reprendre le joug. Un petit nombre de riches-hommes, pleins de défiance, se cachaient dans leurs châteaux ou cherchaient à passer en pays étranger : personne ne songeait à protester contre le jugement rendu sur les bords de la Najerilla.

XXII.

RESTAURATION DE DON PÈDRE. — 1367-1368.

I.

Le prince de Galles entra dans Burgos quelques jours après don Pèdre. Là, leur mésintelligence éclata de nouveau et de la manière la plus flagrante. Le premier se plaignait amèrement que son allié lui vendît trop cher ses services; le second que l'on n'exécutât pas fidèlement le traité de Libourne. On remarqua que le prince voulut prendre son logement hors de la ville, loin du roi, qui s'était établi dans le château : ils semblaient se méfier l'un de l'autre. Édouard n'était plus consulté sur rien, et don Pèdre prétendait gouverner seul, comme par le passé. A peine arrivé dans Burgos, il fit arrêter l'archevêque, Jean de Cardalhac, né en Gascogne et parent du comte d'Armagnac, un des principaux chefs de l'armée anglaise. Pour rendre impossible toute intercession en sa faveur, le roi le fit partir précipitamment pour le château d'Alcalà de Guadaïra, en Andalousie, où l'attendait un de ces cachots creusés sous terre, affreuse invention du despotisme féodal (1).

(1) Ayala, p. 473 et suivantes, appelle cette prison un *silo*. L'archevêque y passa près de deux ans. Il fut depuis archevêque de Toulouse.

Peu de temps après, on conduisit dans la même forteresse Diego de Padilla, maître de Calatrava et beau-frère du roi. On a vu qu'il s'était hâté de faire sa soumission à don Henri, avant même que don Pèdre eût quitté ses états, et, par la promptitude de cette défection, il avait obtenu de l'usurpateur la conservation de sa haute dignité, ou plutôt que don Henri s'abstînt de prononcer entre lui et don Pedro Moñiz, qui se prétendait aussi maître de Calatrava (1). Padilla avait cherché à se faire oublier, se cachant, en quelque sorte, dans les châteaux de son ordre. Lorsque l'approche des Anglais eut obligé don Henri à réunir toutes ses forces, Padilla, par des lenteurs calculées, fit en sorte de demeurer en arrière et n'assista point à la bataille de Najera. Instruit du résultat, il accourut auprès de don Pèdre à la tête d'environ deux cents chevaliers de son ordre, appelés par lui, disait-il, pour voler au secours de leur légitime souverain. Don Pèdre ne fut point la dupe de ce mensonge; dès qu'il vit la Castille soumise, il fit arrêter le traître et le jeta en prison. Padilla y mourut au bout de quelques mois. Il avait été déjà remplacé dans ses fonctions par Martin Lopez, maître d'Alcántara (2).

(1) Torres y Tapia, *Cron. de Alcánt.*, t. II, p. 102 et suiv.

(2) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 58, 59. — Torres y Tapia, *Cron. d'Alcántara*, prétend que don Diégo de Padilla était mort en 1365, et il cite une protestation des frères de Calatrava contre l'élection de Martin Lopez datée du 30 août, ère 1403 (1365). Voyez t. II, p. 103 et suiv. M. Llaguno discute et condamne ce document dans une note à laquelle nous renvoyons le lecteur. Ayala, p. 596. — Suivant Ayala, Padilla aurait été mis à mort dans le donjon d'Alcalà de Guadaïra en 1369 par ordre du roi, qui avait appris qu'il correspondait avec les rebelles. Ayala, p. 536.

II.

En apprenant ces arrestations, surtout celle du prélat gascon, le prince de Galles crut voir un outrage direct à sa personne. Il réclama, mais inutilement; don Pèdre lui déclara qu'il n'avait plus besoin de l'armée anglaise, et qu'elle était pour lui une lourde charge. Il invita le prince à repasser en Guyenne, le priant toutefois de lui laisser, pour quelque temps encore, un millier d'hommes d'armes. N'ayant plus de bataille à livrer, plus de gloire nouvelle à acquérir, Édouard ne demandait pas mieux que de retourner dans ses états. Sa santé, affaiblie déjà depuis long-temps, s'était fort empirée par les fatigues de la dernière campagne, et d'ailleurs quelques démonstrations menaçantes du roi de France rendaient nécessaire sa présence à Bordeaux; mais, avant de quitter l'Espagne, il voulait que ses capitaines reçussent les indemnités qui leur étaient dues, dont lui-même avait fait les avances, ou dont il s'était rendu caution. En outre, il exigeait la remise des ports de la Biscaïe, que, par le traité de Libourne, don Pèdre s'était obligé à lui céder; or, de la part du roi de Castille, rien n'indiquait la moindre disposition à tenir ces promesses. Édouard réclama, non sans aigreur. De part et d'autre, des commissaires furent nommés, car déjà les deux alliés ne correspondaient plus que par ambassadeurs. A la demande des subsides, les ministres castillans répondirent par d'autres réclamations. D'abord ils s'élevaient contre les violences commises par l'armée anglaise, qui, pour l'indiscipline et les habitudes de pillage, ne le cédait en rien aux aventuriers de don Henri. Puis ils se plaignaient que, pendant le séjour du roi en Guyenne, l'or et l'argent monnayé qu'il avait apporté d'Es-

pagne et distribué aux capitaines anglais pour les préparatifs de leur expédition, n'eût été accepté qu'avec un droit de change usuraire; que les pierreries cédées par don Pèdre au prince, pour le même motif, n'eussent été évaluées qu'à la moitié de leur prix. Ils prétendaient qu'avant de traiter la question des subsides dus à l'armée anglaise, on fît une nouvelle estimation de toutes les valeurs avancées par le roi avant son entrée en campagne. Les Anglais répliquaient qu'il était impossible de revenir sur ces transactions, et soutenaient qu'eux-mêmes avaient perdu à recevoir l'or et les pierreries apportés de Castille, obligés qu'ils étaient de s'en défaire à vil prix pour acheter des armes et des chevaux de guerre. Pendant quelque temps, on s'opiniâtra dans cette discussion, jusqu'à ce qu'il fût démontré que le trésor du roi était vide. Il fallut bien que le prince, qui s'était rendu caution de don Pèdre auprès des capitaines anglais, consentît à donner du temps à son allié pour l'acquittement de sa dette, mais il demanda pour sûreté vingt châteaux en Castille. Cette prétention blessante pour l'orgueil national fut fièrement rejetée. A chaque instant les difficultés augmentaient, et sur aucun point les commissaires n'étaient près de s'entendre. Le chiffre même des subsides dus était vivement contesté, et, après beaucoup de débats inutiles, les Castillans demandèrent que toute autre question fût ajournée, jusqu'à ce que, d'un commun accord, on eût réglé le montant des sommes dues par le roi. C'était une nouvelle question fort longue à traiter, encore plus malaisée à résoudre, car chaque partie présentait un compte auquel l'autre partie refusait son approbation. Quant à la cession des villes de Biscaïe, don Pèdre se montrait facile en apparence, et pressait même auprès de la députation provinciale l'exécu-

tion du traité de Libourne; mais on l'accusait d'envoyer en secret des émissaires porteurs d'instructions toutes différentes. D'ailleurs, les hommes qui connaissaient les lois et les coutumes des Basques savaient bien que ces peuples ne reconnaissaient à personne le droit de disposer d'eux, et qu'ils étaient surtout fort éloignés de consentir à devenir les vassaux du roi d'Angleterre (1).

Les exigences des Anglais, les lenteurs calculées des Castillans, prolongèrent les négociations pendant plusieurs semaines. Après de vives discussions, les commissaires s'entendirent à la fin sur l'évaluation des frais de l'expédition, et, comme il était impossible de les solder en ce moment, il fut convenu que le prince de Galles demeurerait garant du roi auprès des capitaines anglais, créanciers de ce dernier. Don Pèdre promit de payer la moitié de la dette dans un délai de quatre mois, pendant lequel l'armée auxiliaire, soldée par lui, occuperait la province de Valladolid. Jusqu'au paiement définitif de tous les subsides, les princesses, filles de don Pèdre, devaient rester en otage à Bayonne. Des commissaires anglais et castillans furent chargés de procéder à la remise des ports de Biscaïe; enfin il fut convenu que la ville et la seigneurie de Soria seraient données à Jean Chandos en paiement des sommes qu'il avait prêtées ou dépensées pour l'expédition. Sir Hugh de Calverly se fit également confirmer la donation du comté de Carrion, dont il avait déjà reçu l'investiture de don Henri. Tout étant ainsi réglé, les conventions furent ratifiées par les deux princes et jurées solennellement par eux dans la cathédrale de Burgos. Aussitôt après la cérémonie,

(1) Ayala, p. 474 et suiv.

ils se séparèrent, Édouard pour aller prendre ses quartiers dans la province de Valladolid, don Pèdre pour parcourir son royaume et presser, comme il le promettait, le recouvrement des contributions destinées à l'armée anglaise (1).

Quatre mois s'écoulèrent, et le premier paiement promis n'eut point lieu. Alors même que le roi eût voulu franchement s'acquitter de sa dette, l'épuisement de ses finances ne le lui eût pas permis. Les villes de Biscaïe refusèrent nettement de recevoir les commissaires anglais et se mirent en défense, ne cachant pas qu'elles y étaient autorisées par leur légitime seigneur, le roi de Castille. Cependant l'oisiveté, l'ivrognerie, la dyssenterie, décimaient rapidement l'armée d'occupation. Le soleil brûlant de l'Espagne vengeait les vaincus de Najera. Chaque jour les officiers de don Pèdre étaient habiles à inventer quelque nouveau prétexte pour différer l'exécution du traité de Burgos. Lorsque Chandos vint réclamer ses lettres patentes pour l'investiture de la seigneurie de Soria, on lui demanda des droits de chancellerie si élevés, qu'ils excédaient peut-être la valeur du domaine qu'on lui donnait. Le prince de Galles, étourdi par les plaintes de ses capitaines, excédé des lenteurs interminables sans cesse opposées à ses réclamations, malade, furieux de se voir jouer ouvertement, repassa en Guyenne vers la fin de l'automne, ramenant à peine le cinquième de sa brillante armée, et ne rapportant d'Espagne que la stérile gloire acquise dans la plaine de Najera (2).

(1) Ayala, p. 474, 483. — Froissart, liv. I, 2e partie, chap. 243 et 245.

(2) Post hæc periit populus anglicanus in Hispania de fluxu ventris et aliis infirmitatibus, quod vix quintus homo redierit in Angliam. Knyghton, *Hist. Angl. script.*, tome II, p. 2629.

Si don Pèdre n'exécutait pas les promesses faites au prince de Galles établi avec une armée au centre de son royaume, on conçoit qu'il usât de moins de ménagements encore à l'égard du roi de Navarre, allié moins loyal et voisin moins dangereux. Il n'eut garde de lui céder la province de Logroño, et je ne sais d'ailleurs si Charles eut l'impudence de la réclamer. Nous avons laissé ce prince astucieux prisonnier volontaire d'Olivier de Mauny dans le château de Borja, attendant, pour jeter le masque, que la victoire se fût déclarée pour l'un des deux prétendants à la couronne de Castille. La bataille de Najera ayant fait cesser toutes ses incertitudes, il ne songea plus qu'à sortir de prison sans qu'il lui en coûtât rien. On a vu qu'il avait acheté la connivence du capitaine breton par la promesse de la seigneurie de Guibray et d'une rente de 3,000 francs. Tromper un aventurier n'était pas chose facile; mais, en fait de fourberie, le Navarrais n'avait pas son égal. D'abord, laissant un de ses fils, l'infant don Pèdre, en otage à Borja, il eut l'art de persuader à Mauny de l'accompagner jusqu'à Tudela, où, disait-il, sa rançon lui serait comptée. Mauny ne connut à quel homme il avait affaire que lorsqu'il était déjà au pouvoir de son prisonnier. Arrivé à Tudela, on le jette dans un cachot. Son frère, en essayant de se sauver, est tué par les satellites du roi. Olivier lui-même s'estima heureux de recouvrer sa liberté en faisant relâcher le fils de Charles. Tel fut le dénoûment de cette ignoble comédie (1).

(1) Ayala, p. 464.

III.

Le plus épouvantable désordre régnait en Castille. Après le premier moment de stupeur, chacun se mit à calculer les forces et les ressources de don Pèdre. Il était hors d'état de payer les Anglais, et, ne les payant pas, il perdait l'appui que lui donnait la terreur de leurs armes. On pouvait déjà prévoir qu'aussitôt après l'éloignement de ces redoutables auxiliaires, il se trouverait dénué de tout en face d'un peuple mécontent et humilié, qui venait d'apprendre combien une révolution était facile. En attendant, les liens de l'obéissance étaient partout rompus. Il y a dans le caractère espagnol une force d'inertie qui combat encore lorsque toute résistance semble impossible, et qui sait réparer les plus désastreuses défaites. Gagner du temps est une maxime nationale (1), et c'est surtout dans les grandes commotions politiques qu'elle trouve son application. En annonçant sa victoire à toutes les communes de son royaume, don Pèdre s'était hâté de réclamer pour lui-même le paiement des taxes votées dans les cortès de Burgos, et déjà soldées à don Henri. Il déclarait qu'elles avaient été indûment accordées à l'usurpateur, et cependant il était réduit à invoquer les décrets d'une assemblée qui avait prononcé sa déchéance (2). Par cette étrange fiction, obligé de rendre hommage à l'autorité des cortès, la seule que la nation respectât encore, il semblait avouer publiquement son impuissance à commander par lui-même. La plu-

(1) *Dar tiempo al tiempo.*

(2) Cascales, *Hist. de Murcia*. Lettre de don Pèdre au conseil de Murcie. Tolède, 20 mai 1405 (1367), p. 151.

part des villes ne répondirent point à ses demandes par des refus directs, mais elles inventaient mille prétextes pour différer le paiement d'une taxe que sa destination rendait encore plus odieuse à l'orgueil national. Si le roi trouvait si peu d'obéissance parmi les communes, sur le dévouement desquelles il avait l'habitude de compter, on peut juger de la résistance de ses grands vassaux, de tout temps indociles à son autorité. Les riches-hommes échappés à la défaite de Najera, ou suspects par leur conduite pendant l'usurpation de don Henri, se fortifiaient dans leurs châteaux, résolus d'y attendre patiemment, soit l'occasion de traiter avec le roi légitime, si son gouvernement se consolidait, soit de reprendre les armes contre lui, si le parti vaincu relevait la tête. Don Pèdre, sans argent, sans armée, n'ayant ni la volonté ni le pouvoir d'acheter les services des Anglais, cherchait en vain autour de lui une obéissance empressée ou une rébellion ouverte. Suivi de quelques hommes d'armes, il allait de ville en ville presser l'exécution de ses ordres, et ne donnait que le spectacle de sa faiblesse aux peuples qu'il voulait intimider.

Dans cette triste situation, cependant, l'inflexibilité de son caractère ne se démentit pas. Le malheur ne lui avait rien appris ni rien fait oublier. Il s'aperçut qu'on commençait à ne plus le craindre, il n'essaya pas de se faire aimer. Prêtre, noble ou bourgeois, quiconque s'était fait remarquer par son empressement à servir l'usurpateur trouvait en lui un juge aussi inexorable qu'au temps de sa prospérité. Avant de quitter Burgos, il ordonna l'exécution d'un des principaux chevaliers et d'un des plus riches bourgeois de cette ville, comme s'il en eût voulu décimer toutes les classes (1). A Tolède, il

(1) Ayala, p. 496.

se fit donner des otages comme dans une place conquise, et les traîna en Andalousie à sa suite. A Cordoue, il arrêta lui-même seize gentilshommes des premières familles, qu'il livra bientôt après aux bourreaux, comme convaincus d'avoir appelé don Henri dans leurs murs. D'autres exécutions non moins sanglantes signalèrent son entrée à Séville. Quelques-unes du moins pouvaient paraître justes : telles que la mort du Génois Boccanegra et de Martin Yañez, dont la trahison avait eu des suites si funestes pour don Pèdre (1). Mais, après le châtiment de ces grands coupables, les échafauds se dressèrent indistinctement pour les magistrats et les officiers subalternes qui avaient accepté d'obscures fonctions sous l'usurpateur. Il semblait que la mauvaise fortune eût redoublé la cruauté du roi ; maintenant sa vengeance aveugle s'appesantissait jusque sur les parents des rebelles, et, chose horrible aux yeux des Castillans, elle n'épargnait pas même les femmes. L'exécution de doña Urraca de Osorio excita surtout l'indignation publique. Le seul crime de cette dame était que son fils, don Alphonse de Guzman, eût refusé de suivre le roi dans son exil ; mais, loin de porter les armes contre lui, il vivait retiré dans l'Andalousie au moment de la bataille de Najera. Depuis, redoutant le courroux du roi, il avait été chercher un refuge dans la ville d'Alburquerque. A la vérité, cette place, devenue le rendez-vous des mécontents du Midi, était alors comme un foyer d'insurrection. Don Pèdre, hors d'état de réduire ces rebelles, tourna sa fureur contre la mère de don Alphonse qu'il accusa de correspondre avec eux. Son supplice fut horrible. S'il faut en croire la chronique de Séville, elle fut brûlée vive hors des remparts, au lieu où est

(1) Ayala, p. 497.

aujourd'hui la promenade publique. On raconte que, les vêtements de doña Urraca s'étant dérangés sur le bûcher au moment où les bourreaux venaient d'y mettre le feu, une de ses femmes, nommée Léonor Davalos, se jeta au milieu des flammes et périt avec elle en la couvrant de son corps (1).

Ces affreuses exécutions, ces vengeances abominables, ne faisaient qu'augmenter le nombre des mécontents et susciter de nouvelles conspirations. On vit alors quelques seigneurs y prendre part, qui, jusqu'alors fidèles à don Pèdre dans la mauvaise fortune, s'éloignaient de lui maintenant, comme d'un insensé courant à sa perte. Parmi tous les serviteurs du roi, celui qui par les preuves répétées de son dévouement semblait le plus à l'abri du soupçon, c'était Martin Lopez de Cordoue, compagnon de son exil et son ambassadeur auprès du roi d'Angleterre. Depuis son retour en Castille, don Pèdre, ayant dépouillé de la maîtrise de Calatrava Diego de Padilla, dont j'ai raconté la trahison, avait conféré cette dignité à Martin Lopez, comme plus avantageuse que la maîtrise d'Alcántara dont il était précédemment pourvu. Tout récemment, il venait d'y joindre le gouvernement de Murcie et celui de Cordoue. C'est dans cette dernière ville, sa patrie, que Martin Lopez avait fixé sa résidence. Jadis il s'était fait remarquer par son inflexibilité dans l'accomplissement des ordres les plus rigoureux de son maître. Maintenant sa conduite était toute différente. Il ne s'appliquait plus qu'à gagner l'affection de ses compatriotes, déplorant avec eux la sévérité de son maître, et s'attribuant à lui seul le mérite des rares faveurs accordées par don Pèdre. Soit qu'il cédât à quelques sugges-

(1) Ayala, p. 500. — Zuñiga, *An. de Sev.*, t. II, p. 173.

tions étrangères, soit qu'il ne suivît que les conseils de sa propre ambition, il commença bientôt à laisser deviner un projet qui ne pouvait manquer de produire une certaine impression sur la noblesse castillanne, beaucoup plus jalouse de son autorité que de la grandeur du pays. Martin Lopez, blâmant ouvertement la politique du roi, disait qu'il était temps de mettre un terme à ses violences insupportables, qu'il fallait défendre le roi contre ses propres fureurs et lui donner une tutelle pour le gouvernement de la Castille. Ces fonctions, ajoutait-il, ne pouvaient être confiées en de meilleures mains qu'en celles du prince de Galles, ce parfait modèle de la chevalerie. Don Pèdre, cependant, serait obligé de résider à Tolède. On le marierait, et l'on délivrerait ainsi le royaume de cette pépinière de bâtards dont, à sa mort, les prétentions pouvaient causer les plus graves désordres. Tout le royaume serait divisé en quatre grands gouvernements, administrés par des seigneurs du pays, car la tutelle du prince anglais ne devait être que purement nominale et honorifique. Pour lui-même, Martin Lopez se réservait l'Andalousie et Murcie dont il était déjà vice-roi. Fernand de Castro aurait eu pour sa part les royaumes de Leon et de Galice, où il exerçait de fait une autorité presque souveraine. A Diego Gomez de Castañeda, on aurait confié la vieille Castille; enfin la province de Tolède, avec la Manche et l'Estramadure, aurait été le lot de Garci Fernandez de Villodre (1).

Je rapporte ce plan remarquable sur l'autorité d'Ayala, et il me semble trop conforme aux idées et aux vœux de la noblesse castillanne pour qu'il puisse être révoqué en doute

(1) Ayala, p. 497 et suiv.

comme impraticable. Depuis que don Pèdre avait pris lui-même d'une main forte les rênes du gouvernement, sa politique constante avait été de réduire ses grands vassaux à un rôle subalterne. L'irritation de ces derniers avait préparé les voies à l'usurpation de don Henri, en 1366. Mais, si la noblesse était unanime pour secouer le joug de don Pèdre, elle se divisait lorsqu'il s'agissait de lui donner un successeur. Un grand nombre de riches-hommes, orgueilleux de leur blason sans tache, reprochaient à don Henri le malheur de sa naissance. D'ailleurs, la partialité qu'il montrait pour les étrangers qui lui avaient donné un trône blessait les susceptibilités nationales. Entre les riches-hommes qui redoutaient le despotisme de don Pèdre et ceux qui méprisaient l'origine de don Henri, Martin Lopez tentait d'élever un troisième parti. Rien de mieux combiné que son plan pour satisfaire aux passions dominantes des grands vassaux. Un fantôme de roi sous un tuteur trop éloigné pour être incommode, puis quatre maires du palais, véritables souverains sans en porter le titre, que pouvaient rêver de plus séduisant ces nobles seigneurs trop fiers pour souffrir un maître? Ajoutons qu'un pareil système de gouvernement n'était pas nouveau en Espagne. Il s'y était produit tout naturellement à l'époque où les chrétiens commencèrent à refouler les Arabes vers le sud de la Péninsule. Récemment encore, pendant la minorité de don Alphonse, le royaume de Castille avait été divisé de la sorte entre ses tuteurs. Après de si grandes révolutions, le moment était bien choisi pour partager les dépouilles du pouvoir royal. On ne peut savoir aujourd'hui si le prince de Galles était instruit du rôle qu'on lui réservait, et si Martin Lopez conspirait de concert avec les riches-hommes entre les mains desquels l'auto-

rité monarchique allait se dissoudre; mais on peut croire, avec quelque vraisemblance, que les Anglais, mécontents de don Pèdre, voyaient sans peine les dispositions de la noblesse castillanne, et l'encourageaient même à l'exécution d'un projet qui ne pouvait qu'augmenter leur influence. Quant aux seigneurs désignés pour gouverner la Castille avec Martin Lopez, l'attachement singulier que don Fernand de Castro et Garci de Villodre montrèrent au roi jusqu'au dernier moment ne permet pas de supposer qu'ils fussent entrés dans une conjuration contre un prince pour lequel ils se sacrifièrent courageusement dans la suite. A mon avis, leurs noms n'auraient été mis en avant par le maître de Calatrava, qu'en raison de l'influence extraordinaire qu'ils exerçaient dans certaines provinces, et, en se les associant, son but paraît avoir été seulement d'assurer à ses desseins l'assentiment général.

En attendant le moment d'éclater, Martin Lopez ne perdait pas une occasion de discréditer le roi et de se faire des partisans. Un jour, ayant réuni à dîner les chefs des plus illustres familles de Cordoue, il leur déclara que don Pèdre avait résolu de les faire périr, et l'on assure même qu'il leur communiqua un ordre du roi, vrai ou faux, à cet effet (1). Il eut soin d'ajouter que, tant qu'il commanderait à Cordoue, ses concitoyens n'avaient pas à craindre qu'il consentît à devenir leur bourreau. Il était plus facile à Martin Lopez de ruiner l'autorité royale que de fonder la sienne. Il rendit son maître odieux sans se faire aimer lui-même des Cordouans. Cependant le roi, instruit de ses menées, résolut de prévenir l'explosion du complot. Il s'ouvrit à don Pedro Giron, qu'il

(1) Ayala, p. 498.

venait de faire maître d'Alcántara, et lui promit la succession de Martin Lopez s'il parvenait à le mettre entre ses mains. Pedro Giron, l'ayant attiré dans le château de Martos, dont il était gouverneur, le fit charger de chaînes et se disposait à l'envoyer à Séville, c'est-à-dire à la mort, lorsque le roi de Grenade Mohamed, lié depuis longtemps d'une étroite amitié avec Martin Lopez, intervint en sa faveur. Don Pèdre, n'ayant plus d'autre allié que le roi maure, avait le plus grand intérêt à le ménager. A sa considération, il fit grace pour la première fois de sa vie, et non-seulement rendit la liberté au maître de Calatrava, mais encore, bientôt après, soit qu'il se laissât persuader de son innocence, soit qu'il se crût trop faible pour le punir, il parut oublier le passé et lui rendit complétement sa confiance (1).

III.

Le retour prévu du prétendant allait encore augmenter l'agitation et l'anarchie de la Castille. A son arrivée dans le Languedoc, don Henri n'avait trouvé d'abord qu'une hospitalité froide et timidement accordée. Le duc d'Anjou, gouverneur de la province, lui avait fait tenir à la vérité quelques secours d'argent; mais cette espèce d'aumône s'était faite en secret, et c'était avec peine que le roi fugitif avait obtenu la permission de voir le Duc et de conférer avec lui sur l'état des affaires en Castille. L'entrevue avait eu lieu avec une sorte de mystère, car la cour de France n'osait encore déclarer ouvertement ses sympathies, dans la crainte d'une rupture avec l'Angleterre. Cependant Charles V avait trop d'intérêt à sous-

(1) Ayala, p. 499.

traire l'Espagne à la domination anglaise pour abandonner complétement le prétendant de son choix. Bientôt on apprit le mécontentement du prince de Galles et le mauvais état de sa santé; cette nouvelle rendit quelque hardiesse au roi de France. Il commença par donner une pension à don Henri, puis le comté de Cessenon, près de Béziers, pour lequel il reçut ouvertement son hommage (1). Ce n'étaient encore que des secours dus à une grande infortune, un asile accordé à un homme qui avait autrefois servi la France. Mais en même temps don Henri recevait sous main des encouragements et des promesses. Retiré dans son nouveau domaine, il était à portée d'étudier commodément la situation de la Castille et de correspondre avec ses partisans secrets ou déclarés. De toutes parts lui arrivaient des rapports propres à entretenir ses espérances et à réchauffer son courage. On lui peignait le désordre général, l'indignation excitée par les nouvelles rigueurs de don Pèdre, le dénûment de ses ressources, le mécontentement des communes grevées de taxes nouvelles, enfin l'attitude hostile de quelques-uns des grands vassaux. D'un autre côté, plusieurs capitaines, anglais ou gascons, que don Henri avait eu l'art de s'attacher pendant qu'ils étaient à son service, l'avertissaient secrètement de la mésintelligence entre don Pèdre et le prince de Galles, et l'assuraient que ce dernier, accusant la mauvaise foi de son allié, déclarait hautement qu'il ne ferait dorénavant aucun effort pour le défendre.

(1) Ayala, p. 503, 504. — *Hist. de Languedoc.*

XXIII.

RETOUR DE DON HENRI. — 1368-1369.

I.

Don Henri employa utilement l'argent du roi de France. Il paya les rançons de ses compagnons d'infortune, acheta des armes et des chevaux, recruta des soldats. Les gouverneurs français secondaient ces préparatifs avec zèle, tout en ayant l'air de les ignorer. Charles V lui-même inventait des prétextes pour lui fournir des subsides. C'est ainsi qu'il lui racheta deux fois de suite les terres qu'il lui avait données (1). D'un autre côté, les capitaines anglais, furieux contre don Pèdre, et désespérant d'en obtenir jamais les indemnités qu'il leur avait promises, se montraient généreux pour leurs prisonniers, se contentaient de modiques rançons, ou même les mettaient en liberté sur parole. Entre les chevaliers de France et d'Angleterre régnait cette sorte de courtoisie qu'on trouve chez les joueurs. Il n'était pas rare qu'un seigneur prêtât à ses prisonniers armes et chevaux et leur permît d'aller se bat-

(1) Ayala, p. 504. Note 2 de M. Llaguno. — Dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*.

tre au loin, dans l'espoir que la fortune leur serait favorable et leur permettrait d'acquitter un jour leurs dettes. Vers le milieu de l'année 1367, un grand nombre de Français et de Castillans, prisonniers de Najera, se trouvaient libres, avaient remonté leurs équipages et se rendaient auprès de don Henri, brûlant du désir de réparer leurs pertes. Ce prince avait transféré sa résidence au château de Pierre-Pertuse, nouveau don du roi de France, sur la frontière du Roussillon, et chaque jour il y voyait arriver quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes. Pendant qu'une petite armée se rassemblait au nord des Pyrénées, plusieurs soulèvements se déclaraient dans l'intérieur même de la Castille. En Estramadure, le fils de l'infortunée doña Urraca et le maître de Saint-Jacques, don Gonzalo Mexia, s'étaient fortifiés dans la ville d'Alburquerque, et de là faisaient dans toute la province une guerre de partisans redoutable. Leur exemple fut bientôt imité par d'autres riches-hommes et par des communes importantes. Ségovie et son Alcazar, forteresse admirable, arborèrent l'étendard de don Henri, ainsi que Avila et quelques autres villes de la Castille vieille. Aussitôt après le départ du prince de Galles, Valladolid et une partie des provinces basques, irritées par les excès de l'armée anglaise, s'insurgèrent contre don Pèdre, qu'elles rendaient responsable de leurs maux (1). Un assez grand nombre de prisonniers de Najera, rentrés en Espagne, armaient leurs vassaux et annonçaient le retour prochain du prétendant. Enfin les Anglais, eussent-ils voulu tenter une nouvelle intervention, allaient avoir assez d'occupation du côté de la France. On publiait que les trêves allaient être rom-

(1) Ayala, p. 506 et suiv.

pues; déjà des bandes nombreuses d'aventuriers, excitées et payées par Charles V, faisaient des incursions en Guyenne, et le prince de Galles ne songeait plus qu'à se mettre en mesure de faire respecter ses propres frontières.

II.

Don Henri crut qu'il ne fallait pas laisser refroidir le zèle de ses amis. Après une conférence tenue à Aigues-Mortes avec le duc d'Anjou et le cardinal de Boulogne, assuré de la protection et de l'assistance de Charles V et du pape, pourvu par eux d'une somme d'argent considérable, il rassembla, vers le milieu d'août, tous ses partisans et se mit en marche pour rentrer en Espagne. Il n'avait encore que 400 lances, mais cette petite troupe se composait d'hommes d'élite, castillans, français et aragonais, commandés par le bâtard de Béarn, le Bègue de Villaines et le comte d'Osuna. Elle suffisait pour son escorte jusqu'à la frontière de Castille; là il devait trouver une armée capable de lui conquérir un royaume, ou bien une mort glorieuse, digne d'un chef de désespérés. Voulant prouver à ses compagnons qu'il était résolu de tout sacrifier au succès de son entreprise, il emmena avec lui sa femme et son fils et ne laissa dans le château de Pierre-Pertuse que sa fille et un assez grand nombre de dames, qui auraient trop embarrassé sa petite expédition.

Pour pénétrer en Castille, il lui fallait nécessairement traverser le territoire aragonais. J'ai déjà fait connaître quelles étaient les dispositions de Pierre IV depuis son alliance avec l'Angleterre; mais, si la cour de Barcelone se montrait contraire au prétendant, tout le peuple et une partie de la noblesse

faisaient ouvertement des vœux pour le succès de son entreprise. L'oncle même du roi, l'infant En Pere (1), secondait ouvertement les desseins de don Henri et l'engageait à s'avancer en assurance. A la nouvelle des préparatifs qui se faisaient à Pierre-Pertuse, le roi d'Aragon envoya signifier à don Henri que son alliance avec le prince de Galles l'obligerait à considérer comme un acte d'hostilité toute tentative pour passer sur ses terres. Sans tenir compte de cette menace officielle, don Henri se jeta dans la vallée d'Aran (2), passa les Pyrénées sans trouver d'ennemis pour lui défendre les cols, et vint déboucher dans le comté de Ribagorza, seigneurie qui appartenait à l'infant En Pere. Ce prince lui avait envoyé des guides sûrs pour le conduire dans ce pays sauvage et hérissé d'obstacles naturels. En s'engageant sur le territoire aragonais, don Henri écrivit à Pierre IV pour lui rappeler leur ancienne alliance et les services qu'il avait rendus à l'Aragon, services bien considérables, puisque, l'année précédente, son entrée en Castille avait suffi pour obliger don Pèdre à évacuer en un seul jour cent vingt villes ou châteaux dont il s'était emparé. Il promettait de respecter le territoire qu'il était contraint d'emprunter pour rentrer dans ses états; mais il annonçait aussi sa ferme résolution de repousser par la force toute tentative pour troubler sa marche. En réalité, elle ne fut retardée que par la difficulté des chemins et par quelques démonstrations peu sérieuses des montagnards contre son avant-garde. En arrivant dans le comté de Ribagorza, l'armée castillanne trouva en abondance des vivres et des rafraîchis-

(1) Le fils de ce prince, le comte de Denia, créé marquis de Villena par don Henri, était encore prisonnier des Anglais.

(2) Ayala, p. 510, note 1.

sements de toute espèce préparés par les soins de l'infant En Pere. Don Henri ne s'y arrêta que le temps nécessaire pour reposer hommes et chevaux, épuisés par une longue traite. Un peu plus loin, à Estadilla, il traversa les domaines de son beau-frère don Philippe de Castro, riche-homme aragonais que don Pèdre retenait alors prisonnier dans le château de Burgos. Partout ses partisans lui tenaient prêts des guides et des vivres. A Balbastro, il apprit qu'un corps de troupes considérable était envoyé de Saragosse par le roi d'Aragon pour le combattre; mais les chefs même de cette armée l'avertirent courtoisement de leur approche et lui témoignèrent qu'ils obéissaient fort à contre-cœur à des ordres réprouvés par tous leurs compatriotes. Vraisemblablement, Pierre IV comptait sur la désobéissance de ses capitaines, et n'avait d'autre but que de prouver au prince de Galles qu'il était étranger aux projets de don Henri. Celui-ci cependant, précipitant sa marche, fut bientôt hors d'atteinte. Traversant avec rapidité une partie du territoire navarrais, qu'on ne put ou qu'on ne voulut pas lui disputer, il passa l'Èbre près d'Azagra et se trouva enfin en Castille devant Calahorra, la ville où l'année précédente il avait été proclamé roi.

En touchant la rive droite de l'Èbre, don Henri demanda s'il était en Castille. On lui répondit qu'il venait d'entrer dans son royaume. Aussitôt il descendit de cheval, se jeta à genoux, fit une croix sur le sable et la baisa. « Par cette croix, s'écria-t-il, image de l'instrument de notre rédemption, je jure que, pour dangers ou malheurs qui m'adviennent, je ne sortirai plus vivant de ce royaume de Castille. En Castille, j'attendrai la mort ou telle aventure que le ciel me réserve (1)! »

(1) Ayala, p. 514.

Puis, se relevant, il arma plusieurs chevaliers comme au jour d'une bataille, entre autres le bâtard de Béarn, qu'il fit dans la suite comte de Medina Celi.

Calahorra n'avait pas attendu son approche pour se déclarer en sa faveur. Déjà un grand nombre de ses partisans s'y étaient donné rendez-vous, et la ville réunissait en ce moment cinq à six cents hommes d'armes castillans ou français, la plupart ayant combattu à Najera, tous bien montés et remplis d'ardeur. Pendant plusieurs jours, don Henri s'arrêta dans cette petite ville pour y rallier les volontaires qui se présentaient de toutes parts. Dès-lors, se voyant à la tête d'une force respectable, il marcha audacieusement sur Burgos. Partout il était accueilli avec des transports de joie. Logroño fut la seule ville qui lui fermât ses portes. Ce n'était pas le temps de s'amuser à un siége, et, après une escarmouche aux barrières, il reprit sa marche avec rapidité. Burgos était déjà bloquée par ses partisans. Deux factions divisaient cette grande ville : la plupart des bourgeois voulaient accueillir don Henri, mais le château avait une garnison de deux cents lances, et les Juifs, toujours fidèles à don Pèdre, avaient pris les armes et se fortifiaient dans leur quartier, résolus de le défendre. Aussitôt que la bannière royale fut déployée, l'archevêque, tout le clergé et les principaux de la bourgeoisie sortirent en procession, apportant leurs clés, et conduisirent don Henri en triomphe dans le palais, tandis que le château et la Juiverie lançaient des flèches et tiraient des coups de bombarde contre la ville. Il fallut entreprendre deux siéges à la fois. Au bout de quelques jours, les Juifs, voyant leur muraille minée et des engins en batterie prêts à les foudroyer, demandèrent grace et obtinrent, au prix d'une forte contribution, que leur vie et leurs biens se-

raient respectés. Le château se fit battre plus long-temps. Enfin le gouverneur, instruit que les mineurs étaient déjà sous ses remparts, et n'ayant d'ailleurs aucun espoir de secours, offrit sa soumission et livra sa forteresse. En entrant dans le château, don Henri délivra son beau-frère Philippe de Castro, détenu depuis la défaite de Najera. Il y fit encore un prisonnier d'importance, le fils du dernier roi de Majorque, qu'une maladie avait empêché de sortir de Burgos. C'était une capture considérable, car la rançon du prince, payée bientôt par sa femme la reine de Naples, fut de 80,000 doubles (1).

La prise de l'antique capitale de la Castille ne pouvait manquer de produire la plus vive impression dans tout le royaume. Dès ce moment, les partisans secrets de don Henri n'hésitèrent plus à se déclarer, et, dans peu de jours, entraînèrent la défection de presque toutes les villes du Nord. Bientôt l'insurrection, se propageant avec une incroyable rapidité, s'étendit jusqu'aux provinces les plus éloignées. L'Andalousie, jusqu'alors calme et soumise, façonnée de longue main à l'obéissance, contenue d'ailleurs par la présence du roi légitime, subit cependant la contagion de l'exemple, et le feu de la guerre civile s'y alluma pour ainsi dire sous les yeux de don Pèdre. En excitant à la sédition les habitants de Cordoue, Martin Lopez n'avait cru travailler que pour lui-même; mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait préparé les voies pour le prétendant. Vers la fin de l'année 1367, les bourgeois entrèrent en communication avec Gonzalo Mexia, maître de Saint-Jacques, qui depuis plusieurs mois guerroyait, au nom de don Henri, sur la frontière de Portugal. Ils l'appelèrent dans leurs murs et

(1) Ayala, p. 516.

le prirent pour leur chef (1). La défection de Cordoue consterna les amis du roi légitime et porta au comble l'enthousiasme et les espérances des rebelles. Don Pèdre, se défiant de sa fortune et ne se croyant déjà plus en sûreté dans Séville, ne s'occupait cependant qu'à fortifier la ville de Carmona, dont il voulait faire sa place d'armes. Il y faisait transporter d'immenses approvisionnements de toute espèce, et dans cette citadelle, qu'il s'efforçait de rendre imprenable, il comptait renfermer ses enfants (2) et ses trésors, peut-être y trouver un dernier refuge pour lui-même. En même temps il rassemblait des troupes, pressait les Maures de Grenade de lui envoyer des secours et n'oubliait rien pour ranimer le courage de ses partisans; mais nulle part il ne trouvait d'empressement à le servir. Il accusait la lenteur des Maures, l'apathie de ses vassaux. Menaces, prières, il mettait tout en œuvre pour presser les armements, et cependant, hors d'état d'entrer en campagne, il se voyait contraint d'abandonner à leur fortune le petit nombre de loyaux serviteurs qui essayaient encore de soutenir sa cause dans le nord du royaume. Son principal lieutenant dans la Castille vieille, Rodrigo Rodriguez, assiégé dans le château de Dueñas par don Henri lui-même, fut obligé de capituler après une assez longue résistance.

L'hiver seul retardait les progrès de l'usurpateur. De part et d'autre, les derniers mois de l'année 1367 et les premiers de l'année suivante se passèrent en préparatifs militaires, sans que les deux rivaux cherchassent à se combattre. Tandis que don Pèdre appelait aux armes tout ce qui lui restait de vassaux

(1) Ayala, p. 517.

(2) Don Pèdre avait plusieurs enfants, non légitimés, d'autres femmes que Marie de Padilla. Les trois filles de cette dernière étaient alors à Bayonne.

fidèles, don Henri, parcourant la Castille vieille et le royaume de Leon, se montrait à ses partisans, les exhortait à redoubler d'efforts, recrutait des soldats, achetait ou prenait des châteaux, et obtenait des communes des secours d'argent en leur accordant des immunités et des priviléges pour l'avenir. Presque partout il n'avait qu'à se louer du zèle de la noblesse et des communes; mais c'était dans sa famille même qu'il devait trouver l'opposition la plus dangereuse. J'ai eu plusieurs fois à signaler la jalousie de don Tello, ses trahisons répétées, ses intrigues continuelles. Suspect à son frère depuis la bataille de Najera, il était cependant accouru auprès de lui aussitôt après son entrée en Espagne, et, lui imposant en quelque sorte son alliance, il l'accompagnait dans toutes ses expéditions. Peu de temps après la prise de Burgos, il vint jeter l'alarme dans le camp de don Henri, en annonçant que le prince de Galles arrivait à Bayonne à la tête d'une armée. A l'appui de cette nouvelle, il produisit une lettre qu'il avait fait fabriquer par un de ses scribes. Quel était son dessein? Il est assez difficile de le deviner. Peut-être espérait-il, par ce mensonge, échapper à la surveillance secrète dont il était entouré par don Henri et se faire envoyer en Biscaïe; là, sous prétexte de s'opposer à l'invasion des Anglais, il aurait travaillé à se faire une souveraineté indépendante. Telle avait toujours été l'ambition de don Tello, et, dans le désordre de ce temps, l'idée d'indépendance absolue était la préoccupation de tous les esprits. Les villes voulaient des franchises qui les constituassent en républiques; les seigneurs voulaient devenir des rois.

Quoi qu'il en soit, la fourberie de don Tello fut découverte par l'homme qu'il avait choisi pour en être l'instrument. Son secrétaire le dénonça à Pero Lopez d'Ayala, qui se hâta de

prévenir don Henri. Celui-ci, accoutumé à dissimuler les perfidies de son frère, ne lui adressa aucun reproche, n'eut aucune explication avec lui, et prit même de grandes précautions pour récompenser le scribe dont la révélation avait dissipé ses inquiétudes (1). Quant à don Tello, à la première occasion il trouva le moyen de s'enfuir en Biscaïe, où, jusqu'à la fin de la guerre civile, il ne s'occupa plus que de ses intérêts particuliers.

III.

Malgré l'hiver, don Henri poursuivait ses conquêtes. Au milieu du mois de janvier 1368, il vint assiéger Leon et s'en rendit maître après un siége de quelques jours. De là il put donner la main à ses partisans dans les Asturies, qui, chaque jour, gagnaient du terrain sur les lieutenants de don Pèdre. Peu après, il s'empara de Tordehumos, malgré la résistance vigoureuse de la garnison. Dans un des assauts qu'il dirigeait en personne, il perdit un de ses plus braves compagnons d'armes, le comte d'Osuna, qui, loin d'hériter de la haine de son père, Bernal de Cabrera, pour don Henri, s'était entièrement dévoué à son service. Buitrago succomba pareillement après quelques jours de résistance; Madrid, ville alors médiocrement peuplée, mais importante au point de vue militaire par les fortifications dont elle était entourée, se défendit avec succès pendant quelques jours; mais un traître nommé Domingo Muñoz ouvrit une porte aux assiégeants, qui, pour punir les habitants de leur fidélité au roi légitime, livrèrent les maisons au pillage (2).

(1) Ayala, p. 517. *Abrev.*

(2) *Ibid.*, p. 529 et suiv.

Par la prise de toutes ces forteresses, don Henri voyait son autorité solidement établie dans les provinces du nord; il délibéra s'il pousserait avec toutes ses forces en Andalousie pour attaquer don Pèdre dans ses derniers retranchements, ou bien s'il assiégerait Tolède, qui passait alors avec raison pour la plus forte place du royaume. D'un côté, les habitants de Cordoue, effrayés des préparatifs de don Pèdre, demandaient avec instances qu'on vînt les secourir; mais, d'un autre côté, l'argent manquait pour une expédition lointaine, et la plupart des capitaines tenaient pour une haute imprudence de passer la Sierra-Morena, en laissant derrière soi l'armée renfermée dans Tolède. Cette opinion prévalut; la richesse du pays offrait d'ailleurs un appât aux aventuriers, et l'espoir du butin les rendait moins exigeants à réclamer leur solde arriérée. Avant de commencer les opérations du siége, la reine doña Juana, accompagnée de plusieurs prélats, entre autres de l'archevêque de Tolède, vint s'établir à peu de distance de la place, essayant, par des séductions et des promesses, de déterminer les habitants à ouvrir leurs portes. Mais la garnison était nombreuse et fidèle; elle se composait de plus de six cents lances, sans compter les arbalétriers et la bourgeoisie qui avait pris les armes. Les Juifs surtout se montraient ardents pour la défense. Enfin les deux capitaines qui commandaient dans la place, l'alguazil mayor Fernand Alvarez et don Garci de Villodre étaient dévoués à don Pèdre et s'attendaient à le voir bientôt paraître à la tête d'une armée. Ils rejetèrent avec fierté les offres du prétendant et répondirent à ses menaces par d'orgueilleuses bravades. Malgré tous ses efforts, don Henri n'avait pu amener devant Tolède qu'un millier de lances, force suffisante à la vérité pour un blocus, mais hors d'état de tenter une attaque

sérieuse contre une ville si bien fortifiée. Au reste, les obstacles naturels, qui empêchaient l'assiégeant de pousser ses opérations avec vigueur, lui permettaient de resserrer la garnison dans l'enceinte de ses remparts par des travaux peu considérables. Au moyen de bastilles élevées devant les ponts de Saint-Martin et d'Alcántara, don Henri put fermer les principales issues de la place et attendre que la famine l'obligeât à capituler.

Au printemps de l'année 1368, le royaume de Castille se partageait à peu près également entre les deux frères rivaux. Don Pèdre conservait la supériorité dans les provinces du midi. Murcie, l'Estramadure et l'Andalousie lui obéissaient, à l'exception de Cordoue et de quelques petites places sur la frontière de Portugal. La Galice, dominée par don Fernand de Castro, demeurait fidèle, ainsi qu'une partie des Asturies; mais presque toutes les autres provinces du nord s'étaient déclarées pour don Henri. Cependant don Pèdre y conservait encore des postes isolés, quelques-uns d'une grande importance militaire. Il avait des garnisons dans Zamora, Soria, Vittoria, Logroño, dans les places maritimes de la Biscaïe et dans le Guipuzcoa. Je me borne à indiquer ici les grandes divisions, car, dans chaque province et dans chaque district, il y avait des châteaux et des maisons fortifiées qui protestaient contre le parti adopté par la masse de la population. En ce moment, quiconque possédait un donjon et quelques armures de fer était un chef indépendant, déclarait la guerre à tout son voisinage, pillait et rançonnait autour de lui, attendant que la victoire lui eût appris auquel des deux rois il devait faire acheter son adhésion.

IV.

Après avoir mis en œuvre toutes ses ressources, don Pèdre n'avait pu réunir encore que quinze cents lances et six mille fantassins; mais à cette armée le roi de Grenade allait joindre toutes ses forces. C'était contre Cordoue que les deux rois avaient résolu de diriger leur premier effort, et don Pèdre avait juré d'en faire un exemple qui effrayât à jamais les rebelles. D'un autre côté, le maître de Saint-Jacques, s'étant jeté dans Cordoue avec quelques hommes d'armes, s'était empressé d'y faire exécuter des travaux de défense. Les bourgeois le secondaient avec beaucoup de zèle, mais ils manquaient d'armes et d'expérience. Éloignés de don Henri, entourés de barbares, condamnés par un despote impitoyable, ils se regardaient comme des victimes dévouées, mais ils puisaient un courage nouveau dans leur désespoir, et s'apprêtaient à mourir sur la brêche avant d'implorer leur pardon. Un secours inattendu vint encore exciter leur ardeur. A l'approche des Maures, don Alphonse de Guzman, qui occupait le château de Hornachuelos, quitta son fort avec toute sa garnison, et, passant la nuit au milieu des Grenadins sans être reconnu, alla s'enfermer dans Cordoue, résolu à partager le sort de ses habitants. C'était un faible renfort, mais, en voyant les plus nobles seigneurs du pays s'associer à leurs périls, les bourgeois se crurent plus forts et le devinrent en effet.

Mohamed amenait à don Pèdre cinq mille génétaires et trente mille hommes de pied, dont un grand nombre d'arbalétriers excellents. C'était en quelque sorte une levée en masse des Maures de Grenade. Cordoue, pendant long-temps capitale des Arabes andalousiens, restait dans l'imagination des

musulmans comme une cité sainte. A leurs yeux, la célèbre mosquée bâtie par Abdérame, devenue église chrétienne, mais encore pure des additions qu'y fit depuis Charles V, était un sanctuaire aussi vénéré que le temple de Jérusalem pour les croisés du XIIe siècle. Une expédition contre Cordoue réchauffait le fanatisme chez tous les musulmans de la péninsule, et les enflammait d'une ardeur guerrière. Aussi marchaient-ils contre cette malheureuse cité comme à une croisade, et il n'y avait pas une ville maure qui n'eût envoyé ses volontaires à cette sainte entreprise.

En voyant paraître l'ennemi, le maître de Saint-Jacques et ses chevaliers s'attendaient à une escarmouche devant les barrières, c'était alors le début de tous les siéges. Les plus braves de la garnison s'étaient portés à la Calahorra, grosse tour qui formait comme une tête de pont sur la rive gauche du Guadalquivir; ils croyaient n'avoir qu'à rompre quelques lances ou échanger des traits avec les jeunes émirs grenadins. Ils se trompaient. Ce ne fut point une escarmouche, mais un assaut général poussé avec fureur qu'ils eurent à soutenir. Profitant de leur nombre, les Maures attaquèrent la place de plusieurs côtés à la fois. D'abord, par une grêle de garrots, leurs arbalétriers délogent les chrétiens des postes avancés et du parapet de la Calahorra; puis, plantant partout des échelles avec une grande résolution, les plus vaillants assaillent cette tête de pont, tandis que d'autres colonnes, passant le fleuve, investissent le corps de la place, s'efforcent de saper la base des remparts et d'y pratiquer des brèches. Après un vif combat, un émir, nommé Aben-Faluz, s'empare de la Calahorra, et presque en même temps six brèches, ou plutôt six trous ouverts dans la muraille du vieil Alcazar, livrent passage aux

musulmans. En ce moment, les femmes, croyant la ville prise, se jettent dans les rues, les cheveux épars et poussant des cris lamentables. Elles appellent les hommes d'armes; tantôt elles les accablent d'injures et leur reprochent leur lâcheté; tantôt, avec des sanglots et des larmes, elles les conjurent de tenter un dernier effort pour les arracher à l'esclavage et à la brutalité des infidèles. Ce spectacle ranime les chrétiens. Ils se précipitent avec la rage du désespoir sur les postes déjà occupés par les Maures, et les repoussent sur les brèches qu'ils n'ont pas encore eu le temps d'élargir. A l'ardeur des Grenadins succède une terreur panique. Leurs plus braves soldats sont culbutés du haut des remparts. On arrache leurs enseignes noires déployées un instant sur la Calahorra. Cette tour et les brèches de l'Alcazar, obstruées de cadavres, sont reprises par les chrétiens. De tous côtés, les infidèles se débandent; une vigoureuse sortie, conduite par le maître de Saint-Jacques, achève de les mettre en déroute et les ramène battant jusqu'au pied des collines où ils avaient planté leurs tentes. Lorsque la retraite des Maures eut mis fin au combat, une partie des habitants, dans l'ivresse de la victoire, passa la nuit à chanter et à danser dans les rues a la lueur des feux de joie, tandis que d'autres plus prudents s'empressaient à boucher les brèches des remparts, à réparer les plates-formes et les machines, à porter sur les courtines des pierres, des traits, tous les projectiles nécessaires pour repousser un nouvel assaut (1).

Les Maures, qui avaient fait des pertes considérables, n'essayèrent pas de recommencer l'attaque. De la confiance, ils avaient passé au découragement. Allah, disaient-ils, ne veut

(1) Ayala, p. 525 et suiv. — Conde, *Hist. de los Arabes*, 4e part , cap. 26.

pas nous rendre la cité sainte! D'ailleurs, ils étaient dépourvus de vivres et n'avaient pas eu le temps d'amener un matériel de siége. En quelques jours, toute cette grande armée se dispersa. Après de vains efforts pour retenir ses alliés, don Pèdre lui-même fut contraint de retourner à Séville; mais, avant de lever son camp, il envoya son héraut proclamer, aux portes de la ville assiégée, que Cordoue était déclarée tout entière coupable de trahison, et que, lorsqu'il y rentrerait, il la livrerait aux flammes et ferait passer la charrue sur les fondements de ses édifices.

Le succès inespéré des Cordouans et l'indignation causée par les ravages des Maures obligèrent plusieurs villes de l'Andalousie à se soulever et à proclamer le prétendant. Jaën et Ubeda payèrent chèrement leur audace. Toutes les deux furent détruites de fond en comble par le roi de Grenade (1). Les alliés musulmans de don Pèdre, voyant des ennemis dans tous les chrétiens, portaient le fer et le feu jusqu'aux portes de Séville. En quelques semaines, tous les châteaux conquis par le roi dans la dernière guerre retombèrent au pouvoir des Maures, quelques-uns cédés à Mohamed, comme le prix de son alliance, d'autres emportés de vive force, comme coupables ou suspects de défection au prétendant. Beaucoup de villages et quelques villes considérables furent impitoyablement saccagés, et un grand nombre d'hommes et de femmes emmenés en esclavage à Grenade. On porte à onze mille le nombre de personnes de tout âge et de tout sexe enlevées par les musulmans du seul territoire d'Utrera, à quelques lieues de Séville (2). Loin de s'opposer à ces dévastations, don Pèdre

(1) Ayala, p. 528. — *Argote de Molina, Nobleza de Andalucia*, p. 238.
(2) *Idem*, p. 519.

semblait les encourager en concentrant la plus grande partie de ses troupes à Séville et à Carmona. Les paysans, exaspérés, publiaient que le roi avait abjuré sa religion pour prendre celle de son allié, le Maure de Grenade.

V.

Le spectacle de l'Andalousie en feu, les supplications des malheureuses villes victimes de cette guerre barbare, ne pouvaient arracher don Henri au siége de Tolède. Cependant la force ouverte et la corruption échouaient tour à tour devant la fermeté de la garnison et la vigilance du gouverneur. Quelques bourgeois gagnés, étant parvenus à s'emparer d'une des tours de l'enceinte, nommée la tour des Abbés (1), y arborèrent l'étendard du prétendant au cri de *Castille au roi Henri!* Mais dans l'intérieur de la ville personne ne répondit à cet appel. Une quarantaine de soldats de l'armée assiégeante escaladèrent la tour et y plantèrent cinq bannières. S'ils eussent été vigoureusement soutenus, Tolède succombait peut-être ce jour-là; mais aussitôt les habitants, accourant avec des fascines et des sarments, entassèrent ces matières inflammables à la porte de la tour des Abbés, et y mirent le feu. Non-seu-

(1) On nomme ainsi à Tolède une tour hexagone qui fait partie de l'enceinte arabe de la ville, et qui touche à la porte *del Cambron*. Suivant une tradition, cette tour aurait servi autrefois de prison à l'officialité de Tolède. Selon quelques antiquaires, elle devrait son nom à la résistance héroïque d'un petit nombre de prêtres tolédans, qui la défendirent contre les Maures, dans le mémorable siége que soutint Tolède contre le roi de Maroc Ali-Aben Jusef, au XIe siècle. La porte del Cambron est plus moderne que la tour des Abbés. On dit qu'autrefois l'entrée protégée par cette tour s'appelait la porte de l'Almaguera.

lement ce mur de flammes empêcha les assaillants de déboucher dans la ville, mais bientôt, enveloppés de fumée et menacés d'être brûlés vifs, ils s'estimèrent heureux de pouvoir s'échapper au moyen des échelles dont ils s'étaient servis pour gagner la plate-forme de la tour (1). Une autre tentative pour livrer une porte à don Henri n'eut pas plus de succès. Tous les complots tramés en sa faveur étaient découverts et sévèrement punis. D'un autre côté, l'art des ingénieurs était impuissant contre les excellentes fortifications de Tolède. Entourée par le Tage, la ville n'était vulnérable que sur deux points : les tours placées en avant des ponts de Saint-Martin et d'Alcántara. Après avoir long-temps battu et sans effet le premier de ces deux ouvrages, les assiégeants tentèrent de le miner. Le gouverneur cependant faisait construire une forte muraille en arrière de la tour de Saint-Martin, afin de fermer le passage du pont si la tour venait à tomber au pouvoir de l'ennemi. De la rapidité dans l'exécution de ces travaux contraires dépendait le sort de la place. Les mineurs de don Henri, parvenus par une galerie souterraine sous les fondemens de la tour et les étayant à mesure qu'ils pénétraient plus avant, la crurent suspendue, pour ainsi dire, au-dessus des excavations qu'ils avaient pratiquées; ils se retirèrent après avoir mis le feu à leurs blindages, persuadés que la destruction des étais allait entraîner la chute de tout l'édifice. Le mur que les assiégés bâtissaient à l'entrée du pont n'étant pas encore assez avancé pour offrir un obstacle sérieux, toute l'armée de don Henri s'était formée en bataille au débouché du pont Saint-Martin, attendant avec impatience le résultat de la

(1) Ayala, p. 529 et suiv.

mine pour s'élancer dans la ville sur les ruines de la tour. Mais les ingénieurs s'étaient trompés dans leurs calculs, et la vieille maçonnerie demeura debout après l'incendie de ses étais. Il n'était plus temps de songer à élargir la mine, car les assiégés, avertis par la fumée qui s'échappait de la galerie souterraine, s'étaient décidés à couper le pont de Saint-Martin. C'était un ouvrage du XIII[e] siècle, qui passait alors pour un des monuments les plus remarquables de toute l'Espagne. Malgré les traits lancés par les machines pour écarter les travailleurs, les assiégés enlevèrent rapidement les claveaux de l'arche maîtresse, et la firent crouler dans le Tage (1). Dès ce moment, perdant tout espoir d'arriver de vive force au corps de la place, don Henri borna tous ses soins à resserrer plus étroitement le blocus. Pour prévenir l'entrée des convois, il augmenta le nombre de ses bastides, et ajouta de nouveaux ouvrages à ses lignes de circonvallation. C'était en quelque sorte une ville nouvelle qu'il bâtissait autour de Tolède. Pressé par le défaut d'argent au milieu de ces immenses travaux, il fit frapper à Burgos une monnaie au-dessous du titre. On appela *sizains* les nouvelles pièces, parce qu'elles avaient nominalement la valeur de six deniers. Avec ces ressources précaires, alors fort en usage, il solda pendant quelque temps son armée (2).

Les villes du nord de la Castille qui tenaient encore pour don Pèdre, isolées au milieu de provinces soulevées, n'avaient pas pour se défendre les moyens que la nature et l'art avaient accumulés autour de Tolède. Les conseils de Logroño, de Vittoria et de quelques autres villes de la province d'Alava, s'é-

(1) Ayala, p. 539 et suiv.

(2) *Idem*, p. 523.

tant concertés entre eux, écrivirent au roi pour lui demander des secours et pour l'*ajourner,* selon la pratique du moyen-âge, c'est-à-dire pour lui fixer un délai au-delà duquel ils se croiraient dégagés de leurs serments d'obéissance. Il paraît que le siége ou le blocus de ces places ne se poursuivait pas avec beaucoup de vigilance, car les envoyés des conseils parvinrent sans être arrêtés jusqu'à Séville. Là, jugeant bien que le roi était hors d'état de conduire une armée dans le nord, ils lui demandèrent la permission de se donner au roi de Navarre, son allié, plutôt que de se soumettre à don Henri. Ils représentaient à don Pèdre que cette cession de territoire déterminerait probablement le roi de Navarre à intervenir en sa faveur. Don Pèdre, avec son inflexibilité ordinaire, répondit en leur enjoignant de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais il ajouta que si, la fortune le trahissant, il se trouvait dans l'impossibilité de leur porter secours, il voulait qu'ils se rendissent à don Henri plutôt qu'au roi de Navarre. « Souvenez-vous, leur dit-il, qu'avant tout, il importe que la couronne de Castille se conserve tout entière (1). » Réponse vraiment royale, et d'autant plus remarquable qu'à cette époque les idées de patriotisme étaient presque inconnues, et que, depuis le souverain jusqu'au vassal, personne ne connaissait d'autre règle de conduite que son intérêt personnel. Dans le triste état de ses affaires, il était beau de soutenir l'intégrité d'une couronne qu'il allait peut-être abandonner à son ennemi mortel. Malheureusement les conseils des villes assiégées ne comprirent pas ce noble langage. Le Navarrais était à leurs portes, prodigue de promesses à son ordinaire, et don Tello, d'accord avec lui, était accouru pour les exhor-

(1) Ayala, p. 532.

ter à la défection. Toujours bassement envieux, ce prince espérait ainsi s'assurer la protection du roi de Navarre, et d'ailleurs il croyait gagner assez s'il faisait perdre quelque chose à son frère. Logroño, Vittoria, Salvatierra, Santa-Cruz de Campeszo, arborèrent sur leurs murs les bannières navarraises.

L'année 1368 allait finir, et la lutte demeurait encore indécise. De part et d'autre, les succès, les revers se balançaient à peu près également; mais la misère du pays était arrivée à son comble. L'Andalousie livrée aux ravages des musulmans, l'Alava et la Rioja vendues à l'étranger, partout des villes rançonnées ou mises au pillage, le peuple foulé par les gens de guerre, l'anarchie, la désolation partout, telle était la situation d'un royaume naguère florissant lorsqu'il n'obéissait qu'à un seul maître.

Malgré l'apparente égalité des forces, il n'était pas difficile de prévoir l'issue de la lutte, et pour la prédire en assurance il suffisait de comparer les caractères des deux princes qui se disputaient la Castille. L'inflexibilité, la hauteur de don Pèdre, lui enlevaient chaque jour quelques-uns de ses partisans; la souplesse de don Henri, sa libéralité naturelle ou calculée, lui en gagnaient plus que la force de ses armes. L'un, toujours méfiant, ne pardonnait pas une faute et punissait l'indifférence à l'égal de la rébellion, l'autre, oubliant les injures, traitait les ouvriers de la dernière heure comme les compagnons dont le dévouement ne s'était jamais démenti. Don Pèdre croyait qu'en se sacrifiant pour lui on ne faisait que son devoir; don Henri se regardait comme l'obligé de ceux qui ne l'attaquaient pas ouvertement. Mais ce qui devait tôt ou tard rallier au prétendant la majorité de la noblesse et des

communes, c'est que pour acheter le pouvoir il était prêt à subir toutes les conditions, tandis que, fort de son droit, don Pèdre ne voulait rien céder en dépit de sa mauvaise fortune.

De tous les princes voisins, le roi de France était le seul qui prît une part active aux affaires de la Castille. Les rois d'Aragon et de Portugal observaient la neutralité avec plus ou moins de franchise. Le roi de Navarre, en se fortifiant dans le territoire dont il venait de s'emparer, promettait tour à tour son alliance aux deux rivaux. Quant au prince de Galles, ruiné par la dernière campagne, menacé d'une guerre avec la France, il avait cessé de tourner les yeux vers la Péninsule.

Charles V, protecteur déclaré de don Henri depuis ses derniers succès, lui faisait passer quelques subsides, et, à défaut d'une armée, allait lui envoyer l'homme dont l'expérience militaire semblait suffire à lui assurer la victoire; j'ai déjà nommé Bertrand Du Guesclin. Prisonnier d'Édouard depuis la défaite de Najera, il avait reçu de lui les plus honorables traitements; mais Du Guesclin, à la tête des troupes françaises, avait fait trop de mal à l'Angleterre pour qu'on jugeât prudent de lui rendre la liberté, au moment où la France menaçait la Guyenne d'une formidable invasion. Les conseillers du prince étaient unanimes pour qu'il refusât de mettre le prisonnier à rançon. Qu'importait la perte de quelques milliers de florins, lorsqu'on privait la France de son plus habile général? A Bordeaux, où il avait été conduit, Du Guesclin fut instruit de cette résolution par les capitaines anglais eux-mêmes, parmi lesquels il comptait plus d'un admirateur et d'un ami. Il avait appris à connaître le faible du prince de Galles, et ce fut dans son orgueil qu'il l'attaqua. Un jour, Édouard, qui se plaisait à causer familièrement avec son pri-

sonnier, lui demanda s'il se trouvait bien du séjour de Bordeaux. « *Monseigneur,* répondit Bertrand avec sa brusquerie affectée, *il ne me fut oncques mais mieux; et c'est droit qu'il me soit bien, car je suis le plus honoré chevalier du monde, quoique je demeure en vos prisons; et vous savez comment et pourquoi.* » Le prince laissa voir quelque surprise. « *On dit parmi le royaume de France,* reprit le rusé Breton, *que vous me doutez tant et ressoignez que vous ne m'osez mettre hors de votre prison.* » Le coup avait porté. « *Voire! messire Bertrand*, s'écria le prince, frémissant à l'idée qu'on le soupçonnât de craindre un homme au monde, *pensez-vous que pour votre chevalerie nous vous redoutions? Fixez vous-même votre rançon. Que ce soit un fétu de paille, et je m'en contenterai.* » Aussitôt Du Guesclin *happa ce mot,* comme dit Froissart, mais il ne voulut pas qu'on lui reprochât de s'être laissé vaincre en générosité. Il passait pour pauvre, n'ayant que *son corps,* pour me servir d'une expression usitée de son temps. « Tout pauvre chevalier que je suis, dit-il fièrement, je trouverai dans la bourse de mes amis cent mille florins d'or, et j'aurai de bons répondants. » Le prince, étonné, ne voulut point humilier ce grand courage en refusant cette énorme rançon. Il prévoyait que l'Angleterre allait perdre au marché, mais il avait trop d'honneur pour retirer sa parole (1). Le jour même, Chandos et d'autres capitaines anglais offrirent à Du Guesclin de lui avancer des sommes considérables; mais il les refusa avec politesse et s'empressa d'écrire en France et en Bretagne pour faire connaître le prix mis à sa délivrance. Sa noble confiance ne fut pas trompée. On vit bientôt arriver à Bordeaux un grand

(1) Froissart, liv. I, 2e partie, chap. 247. — Ayala, p. 466 et suiv.

nombre d'écuyers, apportant chacun le sceau de son maître, dont Bertrand devait faire usage pour fixer la somme à laquelle il taxait chacun de ses amis, et pour laquelle il engageait leur sceau, signe sacré, dit Ayala, parce qu'il porte le nom et les armes, c'est-à-dire l'honneur du chevalier (1). Jamais hommage plus unanime ne fut rendu à la vertu guerrière. Toute la France voulait racheter son grand capitaine, mais le roi se chargea seul de payer la rançon de celui qu'il avait déjà choisi comme l'instrument de ses vastes desseins. Il y ajouta un présent de trente mille francs d'or pour que Bertrand pût remonter ses équipages (2). Dès que celui-ci se vit libre, il s'empressa de racheter ses meilleurs hommes d'armes; puis, après une courte entrevue avec le roi de France, il prit à grandes journées le chemin de la Castille, amenant à don Henri cinq à six cents hommes d'armes, gens d'élite, bien armés et bien montés. En ce moment, c'est-à-dire au commencement de l'année 1369, la guerre éclatait de nouveau entre la France et l'Angleterre; une armée anglaise considérable se rassemblait en Guyenne. Pour se priver en de telles circonstances de son meilleur capitaine et de ses plus braves soldats, il fallait que le prudent Charles V attachât un bien grand prix au rétablissement de don Henri sur le trône de Castille. L'événement prouva qu'il ne s'était point trompé en choisissant son allié.

VII.

Du Guesclin, précédant ses soldats, rejoignit don Henri de-

(1) Ayala, p. 469.

(2) Froissart, liv. I, chap. 247. — Ayala, p. 470.

vant Tolède. La ville était toujours étroitement bloquée, et la disette commençait à s'y faire sentir. Le gouverneur, don Garci de Villodre, avait été obligé de tuer tous les chevaux pour faire subsister sa garnison. Chaque jour il écrivait à don Pèdre pour lui représenter l'horreur de sa situation et le conjurer de ne pas abandonner une population fidèle qui, par dévouement à son roi, souffrait depuis dix mois les plus dures extrémités. Que s'il tardait à lui envoyer des secours, et même à marcher en personne pour faire lever le siége, la famine allait triompher de l'héroïque constance des Tolédans. Don Pèdre avait passé la plus grande partie de l'hiver à Carmona, travaillant sans relâche à ajouter de nouveaux ouvrages à ses fortifications. Il y avait entassé d'immenses approvisionnements, et, après avoir épuisé ses arsenaux, il avait fait porter dans cette forteresse jusqu'aux rames des galères de Séville pour en faire des bois de flèches (1). On prétend qu'un astrologue lui ayant prédit qu'il serait un jour assiégé, il s'étudiait à rendre un château imprenable. Plein de méfiance dans les dispositions du peuple de Séville, il avait fait choix de Carmona, d'abord en raison de son assiette, puis parce que sa population médiocre ne pouvait entraver la résistance d'une garnison dévouée. Peut-être son projet était-il d'attendre don Henri derrière ces remparts inexpugnables; mais les instances des Tolédans le contraignirent à changer de résolution. L'honneur et la politique lui défendaient d'abandonner des sujets qui se sacrifiaient pour lui, et qui, après avoir repoussé les assauts d'une puissante armée, allaient succomber à la famine. Vers la fin de l'hiver, don

(1) Ayala, *Cron. de don Henrique II*, p. 15.

Pèdre rassembla toutes ses troupes disponibles; il y joignit un corps auxiliaire de cavaliers grenadins, et après avoir donné l'ordre à tous les partisans qui lui restaient, dans le nord, de venir le joindre au débouché de la Sierra-Morena, il se mit en marche, résolu d'offrir la bataille à don Henri sous les murs de Tolède. En quittant l'Andalousie, il laissa dans Carmona les enfants qu'il avait de différentes maîtresses (1), son trésor et une garnison considérable. Carmona était son dernier refuge si la fortune lui était contraire.

Le roi, partant de Séville, traversa la Sierra-Morena par un de ses cols les moins élevés, probablement en suivant la route qui passe par Constantina pour aller aboutir à Llerena (2). Sa marche était lente, car il menait un grand convoi, et il s'arrêtait continuellement pour attendre les renforts qui lui arrivaient de loin dans des lieux fixés à l'avance. Après avoir franchi sans obstacle, dans les premiers jours de mars, la barrière de montagnes qui sépare l'Andalousie de la Manche, il fit halte sur un des grands plateaux de cette province, là où s'élevait autrefois le magnifique château de Calatrava, chef-lieu de l'ordre militaire de ce nom. Il était alors à quelque vingt lieues de Tolède.

Son armée se composait des contingents fournis par les communes de Séville, Ecija, Carmona et Jerez, outre sa mai-

(1) On a vu que les trois filles qu'il avait eues de Marie de Padilla demeuraient à Bayonne en otage auprès du prince de Galles.

(2) Je n'ai pu trouver de renseignements précis sur le point où don Pèdre passa la Sierra-Morena. Son arrivée à Calatrava, pour rallier des troupes venant de la Galice, me donne lieu de supposer qu'en partant de Séville il marcha droit vers le nord; c'était dans cette direction qu'il devait rencontrer Fernand de Castro, venant de Zamora.

son militaire et ses vassaux particuliers. Don Fernand de Castro, ayant traversé toute la Castille pour le joindre, lui amena quelques troupes de Galice et un détachement de la garnison de Zamora. D'autres petits corps levés en Estramadure et même en Castille se trouvèrent également réunis à Calatrava. Toutes ces forces s'élevaient ensemble à trois mille cavaliers, gendarmes ou génétaires chrétiens, et quinze cents chevau-légers de Grenade. Son infanterie était peu nombreuse, comme il semble, et ne comptait que les quatre bannières des villes d'Andalousie que je viens de nommer.

Pour aller de Calatrava vers Tolède, la route directe traverse d'âpres montagnes dont les passages peuvent être facilement défendus par une poignée d'hommes. Le roi, craignant de s'y engager, préféra faire un assez long détour pour gagner les vastes plaines de la Manche, où sa cavalerie devait trouver du fourrage et un terrain favorable à ses opérations. Peut-être encore don Pèdre voulut-il rallier en passant les contingents des royaumes de Jaën et de Murcie, qu'il savait en marche pour le joindre (1), ainsi que les garnisons de quelques villes sur la frontière de Valence qui lui demeuraient encore fidèles. Il s'agissait pour lui d'arriver devant Tolède avec une force supérieure à celle de l'armée assiégeante, et, dans sa position, aucun renfort n'était à négliger. Quel que fût son dessein, au lieu de se diriger en droite ligne

(1) Il est vraisemblable que les troupes de don Pèdre, partant de l'Andalousie, ne passèrent pas toutes la Sierra-Morena sur le même point. Celles qu'il avait à Jaën ou à Andujar, par exemple, entrèrent sans doute dans la Manche par la vallée de la Jandula (la route du Despeña Perros n'était pas encore pratiquée). Pour ces divisions, Montiel était le point de ralliement le plus convenable.

vers le nord, il tourna du côté de l'est en quittant Calatrava, et vint camper auprès de Montiel, riche commanderie de Saint-Jacques, dont le gouverneur, nommé Garci Moran, était un de ses vieux serviteurs (1).

Sur la nouvelle de cette marche, don Henri avait rassemblé tous ses capitaines et les consulta sur le parti à prendre. Tous furent d'avis qu'il fallait prévenir don Pèdre et l'attaquer avant qu'il ne se présentât devant Tolède. Une partie de l'armée dut rester pour la garde des ouvrages de circonvallation, tandis que le reste se porterait à la rencontre de l'ennemi. Laissant toute son infanterie dans ses retranchements, don Henri s'avança de sa personne avec l'élite de ses gendarmes à Orgaz, sur la limite de la Manche, pour surveiller les mouvements de son adversaire. En même temps, il écrivit au maître de Saint-Jacques, Gonzalo Mexia, de venir le joindre au plus vite en lui amenant tout ce qu'il aurait de troupes disponibles, sans trop affaiblir la garnison de Cordoue. Ainsi, de part et d'autre, les détachements isolés accouraient au corps principal, et les deux rivaux s'apprêtaient à paraître sur le champ de bataille accompagnés de leurs meilleurs soldats.

Gonzalo Mexia passa la Sierra-Morena par la route qui mène de Cordoue à Ciudad-Real, avec environ quinze cents cavaliers, et, débouchant dans la Manche, se trouva sur le flanc droit de l'armée royale, qui avait traversé les montagnes beaucoup plus à l'ouest. Il observa sa marche d'assez loin pour ne pas se laisser entamer, et la précédant toujours, de manière à gêner ou intercepter les communications du roi avec ses adhérents en Castille (2). Près d'Orgaz, il fit sa jonc-

(1) Ayala, p. 543.

(2) *Id.*, p. 545. — Il est évident que le maître de Saint-Jacques ne put

tion avec don Henri, qui venait de rallier les six cents lances françaises de Du Guesclin. Au moyen de ce double renfort, l'armée du prétendant s'élevait à trois mille hommes d'armes, tous vieux soldats éprouvés; mais il n'avait point d'infanterie et peu ou point de cavalerie légère. Malgré son infériorité numérique, témoin de l'ardeur que montraient ses gens, encouragé par les capitaines français, il marcha droit sur Montiel.

Le détachement parti de Cordoue avec le maître de Saint-Jacques n'avait pas permis à don Pèdre de s'éclairer au loin; il était persuadé que don Henri l'attendait sous Tolède, et telle était sa sécurité, qu'en arrivant à Montiel il permit à ses troupes de se répandre dans les villages voisins pour y chercher des vivres et du fourrage; une distance de plusieurs lieues séparait les divers détachements de son armée, et cependant don Henri, parfaitement servi par ses espions, n'était qu'à une marche de Montiel.

La nuit du 13 au 14 mars, la guette du château de Montiel, où logeait don Pèdre, signala un grand nombre de feux en mouvement à moins de deux lieues dans les montagnes. Ces feux étaient les torches portées par l'avant-garde de Du Guesclin, qui, s'avançant à travers champs au milieu des ténèbres, indiquait ainsi sa direction au reste de l'armée. Le commandeur Garci Moran réveilla le roi pour lui communiquer le rapport de la guette; mais le roi lui dit de n'avoir aucune inquiétude, que ces feux provenaient de la troupe du maître Gonzalo Mexia, qui fuyait devant lui depuis plusieurs jours (1).

abandonner Cordoue que lorsque don Pèdre fut au nord de la Sierra-Morena. Or, pour qu'il pût le précéder sur la route de Tolède, il fallait que le roi eût débouché soit en Estramadure, soit dans la partie occidentale de la Manche.

(1) Ayala, p. 548.

Toutefois, par un excès de précaution, comme il lui semblait, il fit monter à cheval quelques génétaires pour reconnaître le nombre et la contenance de ces troupes; puis il se rendormit tranquillement. Au lever du soleil, ces cavaliers reviennent bride abattue, annonçant que toute l'armée ennemie était à leurs trousses. En effet, déjà don Henri était en vue de Montiel. Ses troupes s'avançaient rapidement en deux batailles : l'avant-garde, aux ordres de Du Guesclin, composée des chevaliers des ordres militaires et des aventuriers; la réserve, beaucoup plus nombreuse, sous le commandement du prétendant en personne.

Aussitôt don Pèdre fait lever sa bannière, autour de laquelle se rangent les arbalétriers de sa garde, les gendarmes de sa maison et les quinze cents chevaux grenadins qui formaient son escorte ordinaire; c'étaient les seules troupes qu'il eut alors sous sa main. Il expédie des courriers dans toutes les directions pour que ses bandes dispersées se rallient sans délai autour du château, qu'il désigne comme rendez-vous général. Mais déjà l'action s'engageait, et le gros de l'ennemi chargeait avec fureur sa petite troupe encore en désordre et *surprise sur un pied,* suivant l'expression pittoresque de Froissart (1). Cependant la bataille de Du Guesclin, par la faute de ses guides, avait perdu quelque temps à passer un ravin difficile (2) et s'était laissé devancer par le corps de réserve, qui, mieux dirigé, marcha droit à la bannière royale et fondit avec impétuosité sur le petit nombre d'hommes d'armes qui la défendait. Ce fut une surprise plutôt qu'un combat. Don Pèdre, pourtant, soutint assez vigoureusement le pre-

(1) Froissart, liv. I, 2e part., ch. 253.

(2) Ayala, p. 549.

mier choc; mais bientôt, accablée par le nombre, sa garde fut enfoncée, et l'arrivée de Du Guesclin acheva la déroute et rendit tout ralliement impossible. La panique devint générale. Le roi, entraîné par les fuyards, se jeta avec quelques-uns des seigneurs de sa suite dans le château de Montiel; mais il avait été reconnu à ses armes. Le Bègue de Villaines, un des capitaines français, le suivit jusqu'à la barrière, devant laquelle il planta aussitôt son pennon pour rallier les hommes d'armes qui s'abandonnaient à la poursuite des fuyards (1). Quant aux autres divisions de l'armée du roi, elles furent battues en détail à mesure qu'elles se présentaient, ou bien elles se dispersèrent en apprenant la défaite du corps principal. Martin Lopez, rassemblant environ huit cents chevaux, repassa précipitamment les montagnes et parvint à gagner Carmona sans être inquiété. Jamais victoire ne coûta moins de sang. Un seul seigneur de marque du côté de don Pèdre, Juan Jimenez de Cordoue, y perdit la vie (2); car le vainqueur, averti que le roi était dans Montiel, ne suivit point la chasse et revint bloquer toutes les avenues du château. Mais les Maures auxiliaires, reconnaissables à leur costume, traqués de toutes parts par les paysans de la Manche et de l'Andalousie, furent presque tous taillés en pièces. Il avait suffi d'une heure pour que don Pèdre se trouvât réduit à l'étroite enceinte d'un château médiocrement fortifié et dépourvu de vivres et de munitions.

VIII.

A l'activité extraordinaire que déployaient les vainqueurs

(1) Froissart, chap. 254.

(2) Ayala, p. 549.

pour entourer les remparts de Montiel de larges tranchées et de murs en pierres sèches, au soin qu'ils prenaient de garder toutes les issues, le malheureux roi comprit que sa retraite était connue et que son ennemi se préparait à l'y forcer. Il essaya cependant de lui donner le change, et, par son ordre, le commandeur Garci Moran envoya un héraut aux assiégeants, offrant de rendre la place si, dans le délai d'un mois, le roi don Pèdre ne se présentait pas avec des forces suffisantes pour les obliger d'abandonner leur entreprise. Ce message fut reçu avec d'amères railleries. On répondit qu'avant un mois le château et don Pèdre seraient au pouvoir de don Henri. Nul espoir de s'ouvrir un passage l'épée à la main, ni de tromper la vigilance des gardes nombreuses qui, jour et nuit, bordaient ces retranchements improvisés. Restait une seule chance de salut : c'était de séduire quelques-uns des capitaines étrangers au service de don Henri. On pouvait encore se flatter que ces soldats mercenaires se laisseraient gagner à force d'or et fourniraient au roi les moyens de s'échapper. Don Pèdre chargea de cette négociation Men Rodriguez de Senabria, dont il avait en plusieurs occasions éprouvé l'intelligence et la fidélité. Gouverneur de Briviesca en 1366, Men Rodriguez avait le premier donné l'exemple d'une résistance désespérée, lorsque tous les autres capitaines du roi abaissaient leurs ponts-levis devant les bannières des aventuriers. Il était né dans le comté de Trastamare, et par conséquent il avait maintenant pour seigneur naturel Du Guesclin, à qui don Henri avait donné le titre qu'il portait avant son couronnement. Après la prise de Briviesca, Du Guesclin, qui honorait la bravoure, même dans un ennemi, cherchant d'ailleurs peut-être à s'attacher ses nouveaux vassaux, avait racheté de ses deniers Men

Rodriguez, et avait essayé, mais inutilement, de le faire entrer au service de don Henri. Cependant la générosité du capitaine français avait paru faire une vive impression sur son prisonnier, et ils s'étaient séparés, non-seulement avec courtoisie, mais avec une véritable cordialité. C'était sur ces relations de quelques jours que Men Rodriguez fondait l'espoir de sauver son maître. Il fit demander à Du Guesclin la permission de l'entretenir en secret. Dès qu'il l'eut obtenue, il se rendit de nuit à son quartier, et là, seul dans sa tente, sans chercher de vains détours, il lui déclara qu'il était envoyé par don Pèdre et qu'il venait le supplier d'arracher ce malheureux prince à la vengeance de son ennemi. « Sa reconnaissance, dit-il, sera proportionnée à un si grand service. Et moi, messire Bertrand, je vous conjure de prendre pitié d'un si noble roi. Ce vous sera grand honneur, quand tout le monde saura que c'est à vous seul qu'il doit sa vie et son royaume. » Du Guesclin, un peu étonné de la proposition, répondit en rappelant qu'il était sujet du roi de France et à la solde de don Henri. « Ami, dit-il, vous qui naguère avez reçu de moi quelque courtoisie, vous ne devriez pas me tenir un tel langage. Envoyé ici par monseigneur le roi de France pour combattre un allié de l'Anglais, je manquerais à l'honneur en sauvant un ennemi de mon maître. » Men Rodriguez redoubla ses prières et ses offres : « Si vous consentez à mettre le roi en lieu sûr, lui dit-il, il s'engage à vous donner en héritage les villes de Soria, d'Atienza, d'Almazan, de Monteagudo, de Deza et de Seron ; de plus, 200,000 doubles castillannes d'or. Vous serez le premier de son royaume, et il vous regardera toujours comme son sauveur et le plus ferme appui de sa couronne. » Bertrand l'écoutait en silence et d'un air impassible ; puis il mit fin

brusquement à la conférence, en demandant du temps pour réfléchir à ces propositions et consulter ses camarades. Men Rodriguez, persuadé que l'appât de l'or agirait encore plus fortement sur les capitaines d'aventure que sur leur chef, rentra plein d'espoir dans le château de Montiel.

En effet, Du Guesclin s'empressa de réunir ses parents et ses amis, et leur fit part des offres qu'il venait de recevoir, mais en leur déclarant que son intention bien arrêtée était de ne rien faire contre le service du roi de France son seigneur, ni contre don Henri, avec lequel il était engagé. Seulement il voulait consulter ses compagnons d'armes sur un point d'honneur chevaleresque : pouvait-il, devait-il communiquer à don Henri les ouvertures de Men Rodriguez?... Tous furent d'avis que c'était un devoir, ajoutant qu'il n'y avait aucun ménagement à garder avec un prince qui osait lui demander une trahison (1). Suivant ces casuistes militaires, les propositions transmises à Du Guesclin étant réprouvées par la chevalerie, celui qui les adressait ne pouvait plus prétendre à être traité en chevalier. En d'autres termes, une tentative de trahison autorisait une trahison. J'insiste sur ces subtilités, parce qu'elles peignent les mœurs du moyen-âge, et que jusqu'à un certain point elles excusent ce qu'il y a de peu loyal dans la conduite d'un homme dont les grands services ont rendu le nom cher à tous les Français. La valeur morale d'une action dépend toujours de l'idée qu'on y attache, et j'aimerais à penser que dans cette circonstance Du Guesclin pût se croire le droit d'user de représailles contre un ennemi qui, par sa déloyauté, avait forfait aux lois de la chevalerie.

(1) Ayala, p. 551 et suiv.

A la suite de cette consultation entre les capitaines français, don Henri, informé de tout par Bertrand, commença par l'assurer qu'il se chargeait d'acquitter les promesses de don Pèdre, et qu'il lui donnerait et les seigneuries et l'énorme rançon qu'on venait de lui offrir (1). Puis il le supplia d'attirer don Pèdre hors du château en feignant de se rendre à ses propositions. Du Guesclin hésita; ses compagnons se joignirent à don Henri pour vaincre ses scrupules, et cependant les pourparlers et les entrevues mystérieuses continuèrent avec Men Rodriguez. Nul ne peut savoir quelles furent les promesses échangées de part et d'autre, mais il paraît certain que don Pèdre eut lieu de croire qu'il pouvait compter sur Du Guesclin.

Ces négociations duraient depuis plusieurs jours, et déjà le château, encombré de monde, était réduit aux dernières extrémités. Les vivres, l'eau même, allaient manquer; il fallait ou fuir ou se rendre. Ayala, peut-être témoin oculaire des scènes que je vais raconter, admet que l'infortuné don Pèdre reçut les serments les plus solennels de quelques capitaines français intermédiaires de Du Guesclin, ou du moins se donnant pour tels (2). Au reste, du moment que la négociation avait été révélée à don Henri, elle ne pouvait manquer d'être dirigée dans ses intérêts et suivant ses instructions. Or, le prétendant craignait d'en venir à une capitulation, car les riches-hommes de son parti n'auraient pas manqué d'en vouloir dicter les articles. Il ne se sentait pas assez puissant pour juger son frère et son roi, et il craignait que le cœur ne faillît à ses propres partisans pour condamner leur souverain

(1) Ayala, p. 554.

(2) *Id.*, *ibid.* — Cfr. avec l'*Abrev.*

et leur légitime seigneur. Suivant toute apparence, les capitaines français ne croyaient pas que la vie du prince qu'ils livraient fût menacée, et je penche à croire qu'ils avaient même fait quelques stipulations à cet égard avec don Henri. Celui-ci, bien résolu à se défaire de don Pèdre, calculait froidement le moyen d'y parvenir. Alors on pouvait tuer un roi, mais on ne le jugeait pas; il fallait que sa mort fût le résultat d'un accident, d'une espèce de hasard. Voilà pourquoi don Henri, connaissant la situation désespérée de Montiel, au lieu d'attendre que la famine lui livrât son ennemi, lui tendit un piége à la faveur de ces négociations, dont les capitaines français ne devinèrent pas peut-être le motif calculé.

La nuit du 23 mars 1369, dix jours après le combat de Montiel, don Pèdre, accompagné de Men Rodriguez, de don Fernand de Castro et de quelques autres chevaliers, sortit du fort dans le plus profond silence et se rendit au quartier des aventuriers français. En descendant la motte du château, tous conduisaient par la bride des chevaux de course dont les sabots étaient entortillés de drap pour ne pas faire de bruit. Le roi avait quitté ses vêtements ordinaires; il portait une cotte de mailles légère et s'enveloppait dans un grand manteau. Les sentinelles, prévenues, lui permirent de passer l'espèce de circonvallation en pierres sèches élevée autour de Montiel et le conduisirent à Du Guesclin, qui l'attendait au-delà de ce mur, entouré de ses capitaines. « A cheval! messire Bertrand, lui dit le roi à voix basse en l'abordant; il est temps de partir. » Personne ne lui répondit. Ce silence et la contenance embarrassée des Français semblèrent de mauvais augure à don Pèdre. Il fit un mouvement pour sauter en selle, mais un homme d'armes tenait déjà la bride de son cheval. Il était

entouré. On lui dit d'attendre et d'entrer dans une tente voisine (1). La résistance était impossible; il suivit ses guides.

Quelques minutes se passèrent dans un mortel silence. Tout à coup, au milieu du cercle formé autour du roi, paraît un homme armé de toutes pièces, la visière haute : c'était don Henri. On lui fait place avec respect. Il se trouve face à face devant son frère. Il y avait quinze ans qu'ils ne s'étaient vus. Don Henri, promenant ses regards sur les chevaliers sortis de Montiel : « Où donc est ce bâtard, dit-il, ce Juif qui se prétend roi de Castille (2)? » Un écuyer français lui montre don Pèdre. « Voilà votre ennemi, » dit-il. Don Henri, encore incertain, le regardait fixement. « Oui, c'est moi (3), s'écrie don Pèdre, moi, le roi de Castille. Tout le monde sait que je suis le fils légitime du bon roi don Alphonse. Le bâtard, c'est toi ! » Aussitôt don Henri, joyeux de l'insulte qu'il avait provoquée, tire sa dague et le frappe légèrement au visage. Les deux frères étaient trop près l'un de l'autre, dans le cercle étroit que formaient les aventuriers, pour tirer leurs longues épées. Ils se saisissent à bras-le-corps et luttent quelque temps avec fureur sans que personne essayât de les séparer. On s'écartait même devant eux. Sans se lâcher, ils tombent l'un et l'autre sur un lit de camp, dans un coin de la tente; mais don Pèdre, plus grand et plus vigoureux, tenait son frère sous lui. Il cherchait une arme pour le percer, lorsqu'un chevalier aragonais, le vicomte de Rocaberti, saisissant don Pèdre par un pied,

(1) Celle d'Yvon de Lakonnet, suivant Froissart, l. I, 2e partie, chap. 254.

(2) Je suis la version de Froissart en ce point, comme la plus vraisemblable; le projet de don Henri était évidemment de provoquer don Pèdre, afin d'avoir un prétexte pour le tuer.

(3) Cfr. Ayala, p. 556, et Froissart, l. C.

le renverse de côté, en sorte que don Henri, qui l'étreignait toujours, se trouve en dessus. Il ramasse son poignard, soulève la cotte de mailles du roi, et le lui plonge dans le côté en remontant le coup. Les bras de don Pèdre cessent de presser son ennemi, et don Henri se dégage, pendant que plusieurs de ses gens achèvent le moribond. Parmi les chevaliers qui accompagnaient don Pèdre, deux seulement, un Castillan et un Anglais, essayèrent de le défendre. Ils furent mis en pièces. Les autres se rendirent sans résistance et furent humainement traités par les capitaines français (1). Don Henri fit trancher la tête de son frère et l'envoya à Séville (2).

(1) Suivant la tradition populaire, un des aventuriers, trouvant sans doute que ce duel de deux rois était un spectacle à voir, s'écria : « Franc jeu! » Du Guesclin, suivant une autre version, aurait renversé don Pèdre en disant « Je ne fais ni ne défais des rois, mais je sers mon seigneur. » On sait que les légendes populaires mettent toujours en scène les personnages héroïques. Le vicomte de Rocaberti est nommé par Froissart et par un auteur catalan anonyme cité par M. Llaguno, ad Ayala, p. 555. — Cfr. Froissart, chap. 254. — Molina, *Descripcion del regno de Galicia,* cité par Argote de Molina, attribue la même action et les mêmes paroles à un écuyer de don Henri, nommé Fernand Perez de Andrada, qui reçut, dit-on, en récompense, des châteaux et des terres. — V. Romances del rey don Pedro. — Froissart, dans son récit de l'aventure, ne parle pas des négociations entre don Pèdre et Du Guesclin. La mort du premier, suivant le chroniqueur français, aurait été toute fortuite. Malheureusement les apparences sont fort contraires à cette version, et les faveurs extraordinaires prodiguées par don Henri à Du Guesclin ne confirment que trop la relation d'Ayala.

(2) Carbonell, p. 197, v.

IX.

Ainsi périt don Pèdre par la main de son frère à l'âge de trente-cinq ans et sept mois. Il était d'une taille avantageuse, robuste et bien proportionné. Ses traits étaient réguliers, et son teint clair et frais. Si l'on en juge par sa statue peinte, qui existe encore à Madrid dans le couvent des religieuses de Saint-Dominique (1), il avait les yeux et les cheveux noirs, contrairement à la tradition qui lui donne des yeux bleus et une chevelure d'un blond ardent. Il était prodigieusement actif et passionné pour tous les exercices violents; d'une sobriété extraordinaire, même dans son pays, où les excès de la table sont inconnus. Quelques heures de sommeil lui suffisaient. Il parlait facilement et avec grace, mais il conserva toujours cette prononciation un peu mignarde, particulière aux Sévillans. Élevé sous le soleil brûlant de l'Andalousie, entouré de séductions dès ses premières années, il aima les femmes avec fureur; mais, à l'exception de Marie de Padilla, aucune de ses maîtresses n'obtint quelque empire sur son esprit. On l'accusa d'avarice, et l'on cite comme preuve le soin qu'il prit toute sa vie d'amasser des trésors, et les pierreries et les sommes considérables trouvées après sa mort dans le château de Carmona. Jamais il ne perdit une occasion d'augmenter les domaines de la couronne, bien différent de son adversaire don Henri, généreux jusqu'à la prodigalité. Je crois ce-

(1) Cette statue, outre qu'elle a un caractère d'individualité remarquable. peut inspirer d'autant plus de confiance, qu'elle a été exécutée par l'ordre de la petite-fille de don Pèdre, doña Constance de Castille, prieure de Saint-Dominique.

pendant que don Pèdre n'eut que l'apparence du vice bas que plusieurs historiens lui ont reproché. A mon avis, il n'aima l'argent que pour le pouvoir qu'il donne. Sa grande passion fut de dominer, et, dans un temps comme le sien, le plus riche était le plus puissant.

La première leçon de politique qu'il reçut fut cruelle. A Toro, il lui fallut racheter sa liberté et sa couronne de ses grands vassaux révoltés. Trahi, à plusieurs reprises, par ceux que son père et lui-même avaient comblés de bienfaits, par ses frères, par sa mère, il devint de bonne heure défiant, soupçonneux, souvent injuste pour ses plus fidèles serviteurs. Sa dissimulation, ses parjures, sont les vices de son époque. C'étaient, si je puis m'exprimer ainsi, les nécessités et peut-être les conditions de la royauté au moyen-âge. Il voulut gouverner seul, et, pour être obéi, il commença par se faire craindre. Il n'y réussit que trop facilement. Mais les grands et les prélats ne se soumirent pas sans résistance au joug qu'il prétendait leur imposer. Toute contradiction le rendait plus absolu dans ses volontés; il fit une rude guerre au clergé et à la noblesse : c'était s'attaquer tout à la fois aux ennemis les plus redoutables de la royauté. Le peuple, opprimé par les riches-hommes, vit avec plaisir le pouvoir royal s'élever et s'accroître sur les ruines de la vieille anarchie féodale. D'ailleurs, les rigueurs de don Pèdre n'atteignaient que les grands, et, il faut le dire bien haut, elles frappèrent le plus souvent des traîtres à leur pays et à leur souverain. Il se montra sévère, impitoyable pour les rébellions sans cesse renouvelées par une noblesse factieuse; mais, tandis qu'il faisait tomber les têtes les plus illustres, le peuple respirait et célébrait la justice d'un maître qui exigeait des grands et des petits une égale

obéissance. Au XIVᵉ siècle, un despotisme impartial était un bienfait pour les peuples. Les Juifs et les Musulmans, étrangers aux débats politiques qui divisaient la Castille, le bénirent comme le meilleur des maîtres, parce qu'il encourageait les arts, le commerce et l'industrie, et que son despotisme était doux là où il trouvait des esclaves dociles. Lorsque la guerre d'Aragon l'eut contraint d'augmenter les impôts et d'entraîner à des expéditions lointaines les contingents des villes, accoutumées à ne prendre les armes que pour repousser une attaque contre leurs murs, don Pèdre perdit rapidement sa popularité; et aussitôt qu'une armée étrangère vint dissiper la terreur qu'inspiraient ses nombreux châtiments, sa puissance s'écroula comme un édifice bâti sur le sable. L'anarchie féodale reprit le dessus, et le despote se trouva désarmé au milieu de ses esclaves. Dès ce moment, son prestige fut détruit. Vainement une armée anglaise le rétablit sur le trône, il en tomba dès qu'elle eut repassé les monts.

Trois princes du nom de Pierre ont régné en même temps dans la Péninsule; tous trois reçurent de leurs contemporains le surnom de Pierre-le-Cruel. Ils visaient au même but : celui d'abattre le pouvoir des grands vassaux, de mettre fin à l'anarchie féodale. On se tromperait gravement à supposer à ces rois la moindre préoccupation patriotique. Ils n'eurent d'autre mobile que leur ambition; pourtant don Pèdre de Castille, plus que ses homonymes, paraît avoir rêvé la gloire, l'ordre et la grandeur de son pays. Je ne sache pas d'autre souverain qui à cette époque eût dit : Plutôt le triomphe de mon ennemi que le démembrement du royaume!

Aux malheurs de sa situation particulière, don Pèdre ajouta de grandes fautes. Il fut trop violent, trop inflexible dans ses

projets, cédant toujours à la passion du moment au lieu d'écouter les conseils de la prudence. Il aurait dû chercher à diviser ses ennemis; il les réunit au contraire sans mesurer ses forces. Seul, il voulut faire tête à la noblesse, au clergé, à de puissants voisins. L'entreprise qu'il tenta était peut-être impossible à l'époque où il osait la concevoir; mais il prépara l'élévation du pouvoir royal en Espagne, et, lorsque le temps fut venu de délivrer à jamais le pays de la tyrannie des grands vassaux, on se souvint de don Pèdre et de son audace. Les Rois Catholiques, qui, plus heureux que lui, accomplirent l'œuvre qu'il avait commencée par ses mains, apprécièrent son courage et les obstacles contre lesquels il se brisa. La reine Isabelle, protestant la première contre le surnom qui flétrit sa mémoire, ne voulut pas qu'on dît Pèdre-le-Cruel; mais, d'accord avec le peuple, qui ne perd jamais le souvenir des princes qui lui ont fait quelque bien, elle l'appela *Pèdre-le-Justicier*.

APPENDICE.

(A) La description des tombeaux de l'église de Sainte-Marie, dépouillés de leurs ornements par don Pèdre, m'a paru intéressante pour l'archéologie, et je la donne ici d'après une notice manuscrite de l'année 1345, rapportée par Zuñiga, qui l'avait tirée de la bibliothèque du comte de Villahumbrosa :

« Qui voudra savoir comment sont honorés le roi don Fernand le Bon, saint qui gagna Séville, et la reine doña Beatriz sa femme, et le roi don Alphonse son fils, en la chapelle de la sainte et noble église de Sainte-Marie à Séville, comme aussi des richesses d'or et d'argent et de pierres précieuses, en oiront ci-dessous le récit.

« Ils sont représentés comme personnes naturelles devant l'image de Notre-Dame, là où sont leurs sculptures, toutes couvertes d'argent avec insignes de châteaux et de lions, d'aigles et de croix, lesquelles sont devant les rois et devant la reine.

« Premièrement, se voit l'image de Notre-Dame, qui paraît vivre en chair et en os, avec son fils au bras, en un tabernacle plus haut que ne sont les rois, grand à merveille, tout couvert d'argent, et notez que l'image de Notre-Dame est faite par art mécanique, si, qu'on la lève et l'assied quand on la veut vêtir, elle et son fils. Et leurs draps sont de cramoisi, manteaux courts et longs (*mantos*, *pelotes*) et robes; et l'image de Notre-Dame a une couronne d'or en laquelle sont force pierres trop grosses, ce sont saphyrs, rubis, émeraudes et topazes. Pareille couronne a son fils, et dit-on que les deux coûtèrent au roi don Alphonse plus d'un million.

« Or, à l'image de Notre-Dame, en un doigt se voit un anneau d'or, où est enchassée une pierre de rubis, tant grosse comme une aveline, et l'on conte que dans le tabernacle et sur l'image de Notre-Dame, et celle de son fils, il y a bien dix mille marcs d'argent, esquels sont ensertis jusques à deux mille pierres, que saphirs, rubis, émeraudes, topazes et autres précieuses, mais assez menues pourtant la plupart.

« Item, tout en haut, sur la couronne de Notre-Dame, sont quatre pierres d'émeraudes en carré, grosses chacune comme une chataigne, et au-dessus un rubis gros comme une noix, et quand on ouvre ce tabernacle la nuit, tant obscure qu'elle soit, lesdites pierres reluisent comme chandelles ardentes. Devant l'image de Notre-Dame, au bas, il y a trois tabernacles tous couverts d'argent, tous pareillement semés de châteaux, lions, aigles et croix, où sont les figures des rois. A la main gauche de l'image de Notre-Dame, dans sa chaire, est le bon roi don Fernand assis en sa chaire, et de l'autre côté la reine Beatriz assise aussi en sa chaire, toutes lesquelles chaires sont couvertes d'argent. Les trois sont vêtues de leurs grands manteaux et robes, et dit-on qu'en dessous ont leurs chemises et toiles de dessous. Le roi don Alphonse a une couronne d'or avec force pierres précieuses. En sa main il tient un bâton d'argent avec une colombe, et en la gauche une boule d'or avec une croix. Au milieu est le roi don Fernand son père, séant en sa chaire d'argent.

« Sur la tête ledit roi don Fernand a une couronne d'or et de draps précieux comme les autres susdites, et en la main droite tient une grande épée, en laquelle il y a comme on dit grande vertu, et est celle dont il gagna Séville. Ladite épée au pommeau a un rubis gros comme est un œuf, et à la croix de l'épée est une émeraude fort verte. Ceux qui se veulent guérir d'un mal qu'ils ont, baisent ladite épée, et soudain sont guéris. En sa main gauche tient le fourreau de l'épée où sont enchassées force pierres precieuses. Enfin la reine Beatriz est vêtue de drap bleu, ayant en tête une couronne d'or avec quantité de pierres précieuses, et semble la plus belle femme du monde.

« Les trois sont assis en leurs niches ou tabernacles, assis sur leurs chaires d'argent, avec leurs sépulchres au devant, tous couverts d'argent, avec cierges allumés, où se brûle de jour et de nuit mainte arrobe de cire, et au-dessus quatre lampes d'argent allumées de jour comme de nuit.

« De tout ce que dessus ont soin six hommes à ce commis, et là, chaque jour on dit sept messes; et le tout se paie par une rente qui est de 40,000 maravédis.

« Le présent mémoire est tiré d'un livre de Herman Parez de Guzman qui fut écrit l'an de l'ère 1383 (1345), il y a deux cent vingt-cinq ans, et fut extrait le 15 juillet 1570. »

Zuñiga, *Anales de Sevilla*, tome II, p. 143.

(B) Passeport du roi d'Aragon, donné à Gonzalo Mexia, intermédiaire du comte de Trastamare auprès de don Fadrique.

Don Pedre por la gracia de Dios, rey d'Aragon, etc., a los nobles et amados richos hombres e cavalleros d'Aragon et al Regiente l'oficio de la dita governatio et a todos justicias, jurados y otros oficiales et subditos nuestros a los quales las presentes pervendran, salutem et dilectionem. Sabet que Gonçalvo Mexia de Ponte deve ir de mandado del conde de Trastamera al maestre de la orden de la cavalleria de Sent Jago su hermano por algunos afferes; por que nos, con la presente guiamos et asseguramos el dito Gonçalvo Mexia con todos aquellos assi de cavallo como de pie que iran y vernan con el dito Gonçalvo Mexia, assi que por nos ni por vos ni por algun oficial o subdito nuestro non puedan seer presos; ni danyo alguno les pueda seer dado ni feyto en iendo e viniendo una o muytas vegadas del dito conde al dito maestre e del dito maestro al dito conde, ni estando con el dito conde, en personas ni en bienes, ante puedan venir, estar, et tornar salvament e segurament, cessando toda inquietation, por que a vos e a cadauno de vos dezimos et mandamos expressament quel dito guiatge guardedes et observades e tengades firmament sin contradiction alguna. Dada en Caranyena a xxviij dias andados de deziembre en el anyo de la Natividat del nuestro Senyor MCCC. L. VII. Rex Petrus.

(C) Romance du maître don Fadrique.

J'étais là bas à Coimbre (1), je venais de la gagner, quand lettres me sont rendues du roi don Pèdre mon frère: que j'aille voir les tournois qui se préparent à Séville. Moi, Maître à la triste aventure, moi, Maître malheureux, j'en pris treize sur des mules, vingt-cinq sur des chevaux; tous ont chaînes d'or et jupon de brocart. Voyage de quinze jours, en huit est terminé. En passant un ruisseau, en le passant à gué, ma mule tombe avec moi, mon poignard doré est perdu; mon page se noie, entre tous le plus privé, serviteur de ma salle, toujours

(1) Il faut lire Jumilla. On peut inférer de cette erreur que la romance fut composée pendant une guerre entre l'Espagne et le Portugal.

de moi choyé. Avec telles disgraces à Séville je suis arrivé. Devant la porte de Macarena, je rencontrai un clerc tonsuré, ni n'avait point encore chanté messe : — « Dieu te gard', Maître; Maître, sois le bien arrivé. Aujourd'hui, un fils t'est né; aujourd'hui il accomplit ses vingt-un ans, et, s'il te plaît, Maître, retournons pour le baptiser; moi je serai le parrain, toi, Maître, seras mon compère. — Alors parle le Maître, écoutez bien ce qu'il va dire. — Point d'affaires, mon compère, point d'affaires aujourd'hui. Je viens voir ce que me veut le roi don Pèdre, mon frère. » Un coup d'éperon à ma mule, me voilà dans Séville. Sur mon chemin, point de tapisseries, point de chevaliers armés. Je m'achemine à l'Alcazar du roi don Pèdre mon frère. Dès que la porte est passée, la porte se referma. Ils m'ôtent mon épée que j'avais à mon côté; ils m'ôtent la compagnie qui m'avait accompagné. En voyant cela, mes gens m'avertissent de trahison. « Sortez, sortez, nous vous mettrons en sûreté. » Moi, qui étais sans faute, de rien je n'ai cure. J'entre dans la chambre du roi don Pèdre mon frère. — « Dieu vous gard', bon roi, et tous jusqu'à la fin. — A la male heure vous venez, Maître; Maître, soyez le mal venu. Onc ne venez nous voir, sinon une fois l'an, et cette fois que venez, Maître, c'est à contre-cœur ou par ordre. Votre tête, Maître, c'est étrenne que j'ai commandée. — Que dites-vous, bon roi? jamais vous ai-je desservi? Onc vous ai-je laissé en bataille ou combattant avec les Maures? — A moi, mes portiers, faites ce que j'ai commandé. » Il l'avait dit à peine, on lui coupe la tête. Sur un plat, on l'envoie à doña Maria de Padilla, qui lui parle de la sorte comme si vivante elle fut encore. Telles paroles lui dit-elle, ainsi devise la dame : Tu as le loyer traître, d'antan et d'aujourd'hui, et du mauvais conseil que donnas au roi don Pèdre ton frère. — Elle la prend par les cheveux et la jette à un dogue. C'est le dogue du Maître. Il la met sur l'estrade (1). Aux hurlemens qu'il fait tout le palais a retenti. Le roi demande « Qui fait du mal à ce dogue? » Tous ont répondu, tous qui en sont marris : « Il en a à la tête du Maître votre frère. » Alors parle une sienne tante, tante elle était de tous les deux : « Que mal l'avisâtes, roi; roi, que mal l'avez avisé, quand pour une fausse femme tel frère avez fait tuer! » Elle avait dit à peine, que le roi en fut marri. Il s'en fut à doña Maria et de la sorte a parlé : — Prenez-la, mes chevaliers, mettez-la sous bonne garde, je lui donnerai tel châtiment que tout le monde en parlera. — En prison bien obscure soudain la fit en-

(1) Place d'honneur dans une salle; c'est le divan des Orientaux.

fermer. Lui-même lui porte à manger, lui-même et de sa main ; il ne la confie à personne, sauf au page qu'il a nourri.

(D) Instructions données au comte de Trastamare :

Capitols feytos por part del senyor rey sobre aquello quel conte de Trastamera ha de fazer por el dito senyor rey en caso quel dito conte use de la procuracion que se ha feyto en los casos siguientes. Tarazona, Ir dia de marzo MCCCLX.

Primerament. Quiere el dito senyor que en caso quel dito conte, como a procurador del dito senyor rey, obligar el dito senyor rey de non fazer paz ni abiniencia con el rey de Castiella sin aquellos que tomaran su voz, et que asi mismo faga obligar aquellos, que non faran paz ni abiniencia con el rey de Castiella sin voluntat e consentimiento del dito senyor rey.

Item. Que aquellos que tomaran voz con el dito conte por servicio del dito senyor rey, no obedecerem al dito rey de Castiella tro que haya feyta paz ferma con el dito senyor rey e sus vasallos e valedores.

Item. Si al dito conte parecerà que las ditas cosas o algunas de aquellas non sean fazederas, ó non las podiesse acabar, en aquello caso fiziesse el en su nombre sus posturas con los sobreditos en la dita forma, o como à el serà, con condicion quel dito conte sea tenido de servir al dito senyor rey con aquellos conque avrà feyto las ditas posturas e fazer guerra e paz con el contra el dito rey de Castiella.

(E) Extrait du jugement du légat Guy de Boulogne sur la sentence de trahison rendue par don Pèdre contre don Henri, Pedro Carrillo et Gomes Carrillo :

... Rex Castelle predictus non erat nec fuit judex Comitis, Petri, et Gomecii predictorum, nec in ipsorum personas, temporibus processuum et sententiarum præfatorum, ullam penitus habebat superioritatem, cum Comes, Petrus et Gomecius supra dicti eo tunc forent et essent subditi homines et vassalli regi Aragonie, et intra limites dominacionis regis ipsius sua certa continua et notoria domicilia obtinentes; et si unusquisque, Comes, et alii, ratione originis et extractionis, à domino rege Castelle tenuisse dicatur ipsius fuerant subditi seu vassalli, nihilominus ipsi omnes, ante præfatos sententiam et processus, ad habundantiorem cautelam se expediverant et desnaturaverant ab eo cum publicis instrumentis, et aliis servatis solemniis in talibus con-

suetis, et prout de more patrie et secundum leges Ispaniæ, ex causis legitimis ipsis licuit et ab ejus dominacione et superioritate qualibet discesserunt omnino; et ubi intra districtum dicti regis Castelle pretendantur criminalia aliqua commisisse, nihilominus tamen, evidenter apparebat nullitas sentenciarum prædictarum et injusticia eorumdem; cum dicti Comes, Petrus et Gomecius in districtu regis ejusdem inventi non fuerint, nec ad illum de more remissi. Insuper, licet rex Castelle in sentencia vel sentenciis de quâ vel quibus super fit mencio, illam suæ præfatæ declarationis causâ nitatur pretendere, quod saltem in villa Tauri, dicti Comes, Petrus et Gomecius contra eum cum aliquibus aliis conjuraverunt, et ipsum captivari fecerunt, et interficere voluerunt, et quædam alia commiserunt, de illis, tamen judicialiter contra eos informationem recipere, sibique aliter legitime constare non potuit, ipsis non auditis, et penitus indefensis, amota defensione, quæ eisdem de jure competit naturali; quæ et si vera fuissent, tamen illa omnia et singula et alia crimina et delicta, quæcumque per eos commissa fuerunt, eis remissa plenarie per dictum regem Castelle, qui super eis ipsis suas concessit cartas seu litteras, sua bulla plumbea et manus propriæ annotatione munitas. Præterea, sententia à dicto rege Castelle perlata non valere potuit, cum ipse rex excommunicationis sententia, in eum per dictum dñm cardinalem Guillelmum tunc in regno Castelle legatum apostolice sedis, ut premittitur, lata, et demum in locis pluribus solemniter publicata, et aliis excommunicationum sentenciis esset multipliciter irretitus; certum, Comes, Petrus et Gomecius predicti, nullo modo per regem Castelle fuerunt ad premissa citati, nec citatio, si quam forte rex ipse per edictum, vel aliter, intra dominii sui limites fecisse dicitur, artare potuit predictos, utpote longe ante ab ipso rege Castelle et regnis suis et dominio solemniter desnaturatos et expeditos, et dicti regis Aragonie et regnorum suorum subditos et vassallos efectos, et in ipsius regnis et terris continue et notorie commorantes et lares foventes, presertim, tempore dictorum processuum, et ante et post, extra regis Castelle districtum et territorium constitutos, dictoque rege Aragonie, ordinario judice Comitis et predictorum, per prefatum regem Castelle qui ipsos citaret, vel citari, aut remitti ad eum faceret, minime requisitos; et ubi citati legitime extitissent coram rege Castelle ipsorum notorio inimico, et qui tunc de proximo, Comitis et Petri predictorum, germanos detestabiliter occidi fecerat, ipsumque Comitem et dictos Petrum et Gomecium persequebatur odio capitali, necnon et grandi et copioso exercitu, tempore processus et sententie prefatorum, notorie et con-

sulto, et mortem ipsorum, ut verosimiliter presumebatur, summo desiderio sitienti, apud locum dominationis sue qui ipsis non poterat non suspectus comparere, minime debuerunt, nec tenebantur consistorii tale subire judicium, in suorumque hostium reponere manibus, at ad mortem per violentam injuriam, non per justiciam inferendam, ultroneos se offerre; sicque, sentencia dici non meruit quæ a prefato rege, qui per dictos Comitem, Petrum et Gomecium secure adiri non potuit, et in loco notorie non tuto, in ipsos absentes nec citatos legitime et inauditos, et per consequens, indefensos, de tantis presertim criminibus, extitit promulgata. Quodque premissa omnia contra treugam, tractatum et convenciones habitas et factas coram cardinali prefato, ipsiusque statutum et excommunicationes et sententias latas in ipsum regem Castelle, ut præmittitur, per ipsum attemptata, patrata extiterant et commissa, erantque et fuerant sentenciarum et processuum regis Castelle prefatorum temporibus, et regnis et terris prefatis, et alibi sint manifesta, publica et notoria quod nulla poterant tergiversatione celari, prout hec et alia superius fuerunt proposita coram nobis : Nos, etc., sententiam et processus, etc., pronunciamus esse nullos, irritos et inanes, nullumque debere vel debuisse sortiri efectum, etc., ipsosque cassamus, revocamus et annullamus, etc.

Pampilonie, XV kal. sept., pontificatu serenissimi in X° Patris et Dñi ñri dñi Innocentii div. provid. pape sexti anno nono.

Même sentence est rendue à l'égard de l'infant d'Aragon par les mêmes considérants, et de plus parce que ce prince est notoirement sujet aragonais. Même date.

(F) Romance de Blanche de Bourbon.

« Doña Maria de Padilla, ne soyez point si triste, vous. Si je me mariai deux fois, ce fut à votre profit, et pour montrer mon dédain à cette Blanche de Bourbon. Je l'envoie à Medina Sidonia pour m'y ouvrer une bannière; le fond, couleur de son sang, la broderie, de ses larmes. Cette bannière, doña Maria, je la ferai faire pour vous. » Aussitôt il appelle Iñigo Ortiz, un prud'homme renommé; il lui dit d'aller à Medina pour finir l'œuvre commencée. — Non ferai, sire; qui tue sa dame, est félon à son seigneur. — Le roi, irrité à ce mot, est entré dans sa chambre. Il appelle un arbalétrier à masse et lui fait son commandement. L'arbalétrier va chez la reine et la trouve en oraison. Elle vit l'arbalétrier, elle vit sa triste mort. Il dit : — Madame, le roi m'envoie ici pour que mettiez ordre à votre âme avec celui qui l'a créée. Votre

heure est venue et je ne saurais l'allonger. —Ami, dit la reine, je vous pardonne ma mort. Si le roi mon seigneur l'ordonne, faites comme il a commandé. Mais qu'on ne me refuse pas la confession pour que je puisse demander pardon à Dieu. Ses larmes et ses sanglots attendrissent le massier. Lors, d'une voix faible et tremblante, elle se prit à dire : « O France, mon noble pays! ô mon sang de Bourbon! aujourd'hui j'accomplis mes dix-sept ans, je vais sur dix-huit. Le roi ne m'a point connue. Je m'en vais avec les vierges. Castille, dis-moi, que t'ai-je fait? Je ne t'ai point trahie. Les couronnes que tu me donnas sont couronnes de sang et de soupirs; mais une autre m'attend au ciel qui sera de plus grand prix. » Elle achevait ce propos quand le massier la frappa; la cervelle de sa tête est semée par la salle.

(G) Convention de Monzon.

El rey de Aragon :

Prometemos à vos don Anrich conte de Trastamerra queus ayudaremos a conquerir el regno de Castiella bien e verdaderament, con condicion que nos dedes e siades tenido de dar en franco e libero alou con regalias de rey la seysena part de todo lo que conquerredes en el regno de Castiella en aquella part ho partes que nos estiéremos personalment ho por otro. E assi como nos vos somos tenido dayudar a conquerir el dito regno, assi vos siades tenido à nos ayudar contra todo hombre, e encara con lo que avredes conquerido e seer amigo de nuestros amigos e enemigo de nuestros enemigos. Escripta de nuestra mano en Monçon, al zaguer dia de Março l'anyo 1363. — E yo el conde don Enrique prometo a vos, señor Rey, que compliré de bonamient todo lo que vos e de complir segunt dessuso y e por vos dito. Escripta de mi mano, el dia dessuso dito.

Rex Petrus — Yo el Conde.

(H) Traité de Benifar :

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus sancti, amen. — Dum grandia et innumerabilia dona mihi collata per vos, serenissimum principem et dominum nostrum, dominum Petrum Dei gratia regem Aragoniæ, Valentiæ, Majoricæ, Sardiniæ et Corsicæ, comitemque Barchinonis, Rossilionis et Ceritaniæ, considero ego humilis subditus et vassalus vester Henricus comes Trastamaræ; dum conspicio me per vos hereditatum in dominatione vestra sic notabi-

liter, villis et castris, quæ et quas mihi dedistis; dum attendo vos me non ut vassallum set (sic) ut servitorem et socium in omnibus pertractare; nam vestri solita clementia pro MVCC equitibus et M peditibus de stipendio per vos dari solito, mihi mandastis continue responderi ultra plures gratias quas mihi facitis incessanter, tantum reputo me dominationi vestræ obligatum, quod nec video nec imaginare possum unde possim pro tantis beneficiis vestre Celsitudini vice consimili respondere. Igitur, predictis prospectis, et prospecto, inter vos dominum regem et me fuisse tractatum ut, vos dominus rex, cum certis viris, equitibus et peditibus, et ego cum meis familiis, intremus regnum Castellæ pro invadendo, adquirendo et occupando regnum istum (sic), seu illam partem ejusdem quam poterimus, prout Dominus ministrabit; cujus prætextu intrare, vos dictum dominum regem infinitos sumptus facere oportebit; tenore presentis qui dignum existit et consonum racioni, ut ex quo in conquista hujusdem bona vestra innumerabilia et subditorum vestrorum expendendre habetis, commodum et profectum, dante Domino, possitis assequi et habere, dono donacione irrevocabili inter vivos, vobis dicto domino, domino regi, ac vestris, perpetuo, totum regnum Murciæ cum civitatibus, villis, oppidis et castris in eodem regno existentibus, necnon civitates ac villas subscriptas : Requenam, Otiell, Moya, Canyet, Concham, Molinam, Medinam Celim, Almazanum, Soriam, Agredam, cum universis et singulis aldeis dictarum civitatum et villarum et uniuscujusque earum, videlicet regnum predictum ac civitates et villas subscriptas cum comitatibus, vicecomitatibus, si qui sunt, cum rochis, fortaliciis eorumdem, domibus, turribus et aliis quibusvis juribus, portubus maris, ripariciis, comitibus, vicecomitibus, comitoribus, vervassoribus et baronibus seu richis hominibus, militibus, dominabus, civibus, burgensibus, hominibus et feminis cujuscumque status seu prehemineneciæ sint, christianis, judæis et sarracenis, in predictis regno, civitatibus, villis, aldeis, oppidis, castris et locis predictis habitantibus et habitaturis, et cum omni cognitione pacis et treugæ, mero et mixto imperio, ac omni modo jurisdictione civili seu criminali, alta vel baxa, cum saliciis, piscationibus, venationibus, mineriis, trobis, fluminibus, vectigalibus et aliis exitibus et proventibus quibuscumque, molendiniis, furciis, questiis, subsidiis, adimprivis, serviciis realibus vel personalibus et eorum redemptione, monetatito, conis, albergis, feudis, feudatariis, potestatibus et emporiis, et cum omnibus aliis juribus in dictis regno, civitatibus, villis, castris, opidis et locis pertinentibus cuicumque, qui fuit, est, vel erit rex Castellæ. Hujusmodi

vero donacionem facio vobis dicto domino, domino regi et vestris perpetuo; si per me in regna Castellæ, vel major pars, eorumdem (sic) cum vestri adjutorio fuerint adquista; et quia ad presens ego non habeo nec possideo aliquid ex predictis, nec jus aliquid mihi competit in eisdem, et ob hoc posset dici quod hujusmodi donatio nullius existit efficaciæ seu valoris, quia tum cum vestri adjutorio quam cum serenissimo principi domino Karrulo regi Navarre et gentibus suis, quorum et meis familiis stipendium et, ultra stipendium, plures sumptus prosecutionis hujus tam arduissimi negotii ministratis, ego intendo regnum Castellæ adquirere supradictum vel majorem partem ipsius; nunc, prout quidquid juris rationis et actionis, tam ratione conquistœ vel alias, in regno Murciæ civitatibus, villis et aldeis superius specificatis mihi competere poterit, quibuscumque titulis, causis, rationibus sive modis, dono donatione irrevocabili intervivos; et ex tunc promitto vos dictum dominum, dominum regem in possessionem regni Murciæ, civitatum et villarum superiùs specificatarum inducere vacuam et expeditam, vel si vos malueritis, possitis possessionem ipsam libere adipisci et adeptam licite retinere.

Quoniam ego nunc pro tunc in possessionem omnium premissorum vos induco, et super ipsius possessionis apprehensione et retentione plenam vobis dono et concedo potestatem, constituendo me nunc pro tunc possessionem prædictorum, cum per me adepta fuit vestro nomine precario possidere jura, actiones reales et personales, utiles, directas pariter atque mixtas, vobis concedendo, ac in vos transferendo irrevocabiliter pleno jure; mandans nihilominus tenore presentis, universis et singulis comitibus, vicecomitibus, comitoribus, baronibus, vervessoribus, militibus, civibus, burgensibus et aliis quibuscumque et cujuscumque status vel conditionis existant, quod vos ex tunc in dictis regno, civitatibus, villis, castris et locis predictis pro domino habeant, vobisque in omnibus et singulis intra regnum et terras ipsas existentibus pareant, respondeant et obediant et pro predictis omnibus homagium præstent ac etiam juramentum, ac vos pro rege et domino eorum naturali habeant et teneant. Ego enim nunc ut ex tunc absolvo et absolvere, si opus fuerit tunc temporis, promitto, omnes et singulos comites, vicomites, magnates et alios supradictos ab omni homagio, dominio et fidelitate quibus mihi tunc temporis adstricti fuerint pro predictis, absque aliqua retentione. Et ulterius promitto vobis dicto domino regi et vestris, quod si presens donacio defectum aliquem pateretur vel posset dici inefficax, quod ego ex tunc cum dicta regna Castellæ vel majorem partem ipsorum, ut est dictum, vestri ad-

jutorio adquisivero, faciam vobis donacionem ut melius et utilius dictari possit ad vestrum commodum de eisdem regno Murciæ, civitatibus, villis, locis et aldeis superius specificatis et in eorumdem possessionem vos inducam libere et absque contradictione quacunque. Et si forte per aliquas personas, collegia seu universitates regni Castellæ sicut hiis (sic) fieret aliqua quæstio vel controversia, ex tunc promitto eandem repellere, ac regnum ipsum, civitates, villas et aldeas prædictas faciam per vos et vestros pacifice possideri. Et si forte per vos dictum dominum, dominum regem, vel gentes vestras regnum Murciæ, civitates, villæ, loca et castra prædicta quæ vobis dono, occupata fuerint seu conquista quomodocumque, promitto vobis dicto domino, domino regi ac vestris, numquam per me seu meos fiet, intentabitur seu movebitur questio aliqua, petitio sive demanda; imo, si vobis fieret per aliquas personas, promitto vobis et vestris bona fide et sine dolo quod ego defendam ab inde vos et vestros totis meis viribus cum armis et aliter taliter, quam regnum ipsum, civitates, ville, loca et castra prædicta per vos et vestros possidebuntur pacifice et quiete, prout cetera regna vestra cum juris plenitudine possidetis. Casu vero quo ego dedero dicto domino, domino regi Navarre partem aliquam regni Castellæ, ex tunc promitto vobis dicto domino, domino regi et vestris quod ego dabo vobis, computatis et comprehensis prædictis quæ vobis dono in tenencia eorum quæ nunc vobis dono, de eo quod vos eligeritis tantum quod excedat in triplum seu in tres partes ultra quod valuerint ea quæ dabo dicto regi Navarre predicto. Volo tamen quod si aliquid dedero dicto regi Navarre, sive non, predicta omnia quæ vobis dono, in eorum permaneant robore et valore. Et ideo, promitto vobis dicto domino, domino regi et vestris perpetuo in manu et posse notarii infra scripti, tanquam publice persone a me nominate, omnium quorum interest vel intererit legitime stipulantis, pasciscentis et recipientis, prædictam donacionem et omnia alia et singula supra dicta, rata, grata, et firma perpetuo habere, tenere et observare et nunquam in aliquo contrafacere vel venire jure aliquo sive causa; renuncians super hiis legibus dicentibus donationes posse causa ingratitudinis revocari et quibuscunque legibus canonicis, civilibus, municipalibus seu aliis quibuscunque juribus quibus contra prædicta in aliquo contra ire. Et ad majorem corroborationem promissorum, juro per Deum et ejus sancta IIII evangelia corporaliter a me tacta ac facio homagium ore et manibus commendatum vobis dicto domino regi de tenendo et observando promissa omnia et singula et de non contrafaciendo aliquid in promissis jure aliquo sive causâ. In quorum

omnium testimonium facio vobis dicto domino regi fieri et sigillo meo impendenti communire presens publicum instrumentum. Quod est actum in loco de Benefar, decima die octobris anno a nativitate Dñi M.CCC.LX. tercio S. † Henrici comitis Trastamaræ prædicti, qui hic laudo, concedo, firmo et juro et præsto homagium ut est dictum. Yo el Conde.

Testes hujus rei sunt Guillermus de Uxio et Raymundus de Perillionibus milites, armorum uxerii dicti domini regis. Sig † num mei Bernardi Michaelis auctoritate illustrissimi domini regis Aragonie notarii publici per totam terram et dominacionem suam, qui premissis una cum dictis duobus testibus interfui eaque scribi feci et clausi.

(I) Adresse de la commune d'Avignon au camérier de Grégoire XI.

Pater reverendissime, pro parte dilectorum subjectorum vestrorum, consilii et consiliariorum civitatis Avinionis, domini nostri pape, juxta ordinationem per venerabilem et benignum patrem illis traditam, super propositione et petitione domino nostro pape, pro illorum parte, die sabbati proxima preterita, vestra Reverentia presente, factis, super quinque membris propositis, ad effectum ut illorum supplicatio et petitio, super supplicatis et petitis, vestris bonis mediantibus, intercessione, labore et precibus, suum debitum consequantur effectum, de quo infallibiliter sperant, ad vestri memoriam proposita et supplicata, inferius per ordinem describuntur et responsiones singulariter et singulis per dominum nostrum papam facte.

. . . .

Item, et quia, reverendissimus in Christo pater, dominus cardinalis Iherosolimitanus, tunc vicarius civitatis Avinionis et rector comitatus Venayssini, pro quibusdam conventionibus et pactis habitis et factis cum domino Bertrando de Clequino, dum castrum Tarasconis tenebat, ob sensum quinque millia florenorum auri, quos dicitur recepisse de thesauro Sedis Apostolice, et in suo recessu dicere debuit quod per cives debebant solvi, quamvis (cum debita reverentia loquendo) nunquam de consilio et scientia dicte civitatis predicti tractatus facti fuerant, aut dictorum florenorum quantitas fuerit soluta, sed dumtaxat quantitas quinque milia francorum fuerit promissa et soluta eidem domino Bertrando (dum super campis et territorio civitatis Avinionis existeret, ad effectum ut recederet de districtu et episcopatu Avinionis, et Comitatus Venayssini cum toto ejus exercitu) solvenda prorata inter dictos comitatum, civitatem et terras et personas

ecclesiasticas et collegia, et in ipsa ultima promissione, prefati consilium et cives Avinionis consenserunt, et pro solvendam portionem suam, de auctoritate curie taliam imposuerunt, et de pecunia dicte talie *de qua pecunia* ô (1) levanda solvere debebant creditoribus à quibus mille et quingentos florenos auri receperant a mutuo, pro solvendo dicto domino Bertrando, ipsam compositionem ultimam suam pro rata eorum; Reverendissima tamen vestra Paternitas, domini camerarii mandato, providus vir magister Johannes de Regio exigere nictitur et exigit tallias predictas, ad effectum ut illas tradat domino thesaurario domini nostri pape, pro satisfaciendo eidem de quantitate levata de thesauro, ut premittitur, et per hoc oporteret talliam novam imponere cum magna displicentia consilii et universatis hujus civitatis dominice vestre, propter quod supplicarunt eidem domino nostro pape, ut pecuniam de thesauro levatam solvi mandaret de pecunia gabellarum pro rata tangente cives, sicut de premissa pecunia per ipsos, ut dictum est, factum fuit, et pecunias de talliis per cives jam dictos levandas, civibus relinquerent, pro satisfaciendo creditoribus à quibus mutuo pecunias receperunt quoad solverunt pro secunda compositione cum dicto domino Bertrando facta, et penes quos consilium et consiliarii se obligarunt, et sic tallia nova fieret; quod esset dos gratum ac consilio, consiliariis ac universitati et magistris, pupillis, orphanis, viduis ac miserabilibus personis qui incessanter pro dominica vestra ad Deum supplicabunt, pro ejus statu prospero, vita longeva et salute anime, que ultra alia appetitur et desideratur.

Ad hoc respondit idem dominus noster papa pro ut precedens.

(Ad precedens capitulum respondit idem dominus noster papa decens fore et esse quod petebatur... quod traderemus reverentie vestre memoriale sibi faciendum ad affectum ut cum consilio aliquorum dominorum et vestro deliberare et ordinare super petitis et supplicatis in articulo contentis posset et valeret.)

(K) Don Pedro, etc., a los honrados nobles amados e fieles nostros todos e cadauno, perlados richos-hombres, cavallers e otros havientes lugares en nostro regno e aun a todos e singles officiales nuestros à los quales las presentes pervendran salutem et dilectionem. Porque el lugas de Pina el qual es seydo barreyado por estas companyas de Francia que son en nuestra tierra, se pueda reparar, queremos e vos

(1) Les trois mots *de qua pecunia*, qui précèdent le signe ô dans le texte, doivent être supprimés.

rogamos afectuosament que enduistades todos e sengles hombres e mulleres que por medio de las ditas companyas son foydos entre los ditos vuestros lugares o nuestros, que luego que las ditas companyas se partan destas partidas, tornen al dito lugar de Pina con todos los bienes que han levados consi, catando vos que sobre esto non fagades algun embargo a los ditos hombres, ca si lo faziades nos hi puniriamos rigarosament segunt trobariamos de fuero e de razon. Dada en Çaragoza dins nuestro sello secreto a 24 dias de febrero M.CCC.LX.VI.

(L) Romance de la mort de don Pèdre.

Poitrine contre poitrine, s'enlaçant dans leurs robustes bras, voilà le cruel don Pèdre et don Henri son frère. Ce ne sont point embrassements d'amour, ceux-là qu'ils se donnent. L'un tient une dague, l'autre un poignard acéré; le roi étreint Henri, Henri serre le roi; l'un enflammé de colère, l'autre de rage embrasé. A cette lutte furieuse un seul témoin assiste : c'est un page d'épée de Henri, qui, de dehors, regarde leur combat. Enfin, las de lutter, ô cas épouvantable! tous deux sont tombés sur le carreau, et Henri s'est trouvé dessous. Le page, voyant son seigneur en si périlleuse aventure, s'approche du roi par derrière et le tire fortement. Ma main, dit-il, n'ôte point un roi, ne fait pas un roi; mais je fais mon devoir, mon devoir de serviteur. Il jette le roi à la renverse et Henri vient en dessus. Il frappe de son poignard le faux roi dans la poitrine. Avec des flots de sang le fil de la vie étant tranché, sortit l'ame la plus cruelle qui vécût en poitrine chrétienne.

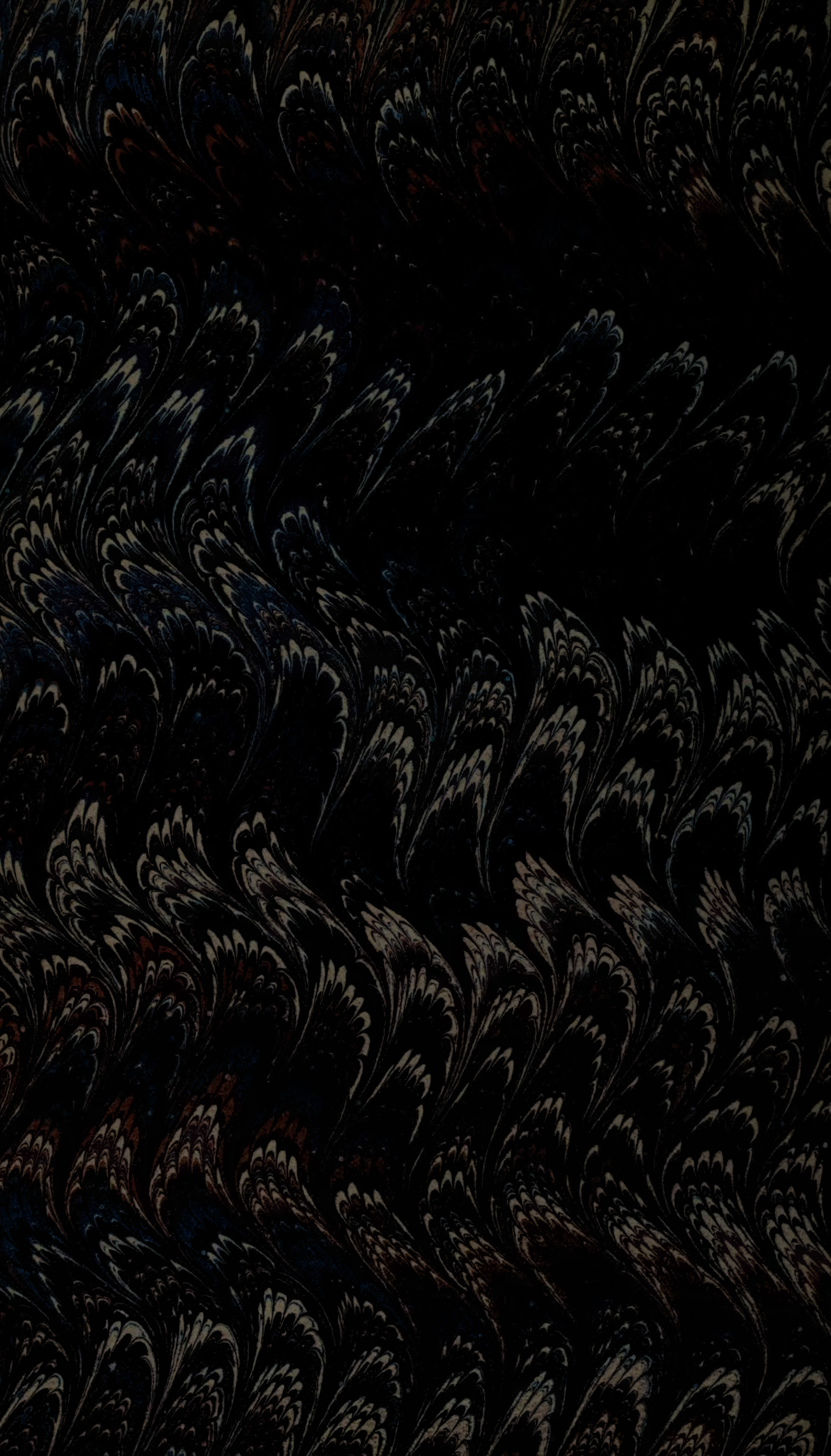
Nota. Parmi les romances assez nombreuses relatives à don Pèdre, je n'ai traduit que celles qui renferment quelques détails historiques. Pour les autres, on peut consulter le *Romancero general* ou le *Tesoro de Romanies* publié par M. Ochoa.

TABLE DES MATIÈRES.



FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

4-



HSp.B 42234. P478 .Ym
Peter I., (The Cruel) King of Castille.
Author Merimee, Prosper.
Title Histoire de Don Pedre Ier, roi de Castille.
DATE. NAME OF BORROWER.

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

Do not remove the card from this Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

